65
2211

SCIENCE ET FOI

L'ANTHROPOLOGIE

ET

LA SCIENCE SOCIALE

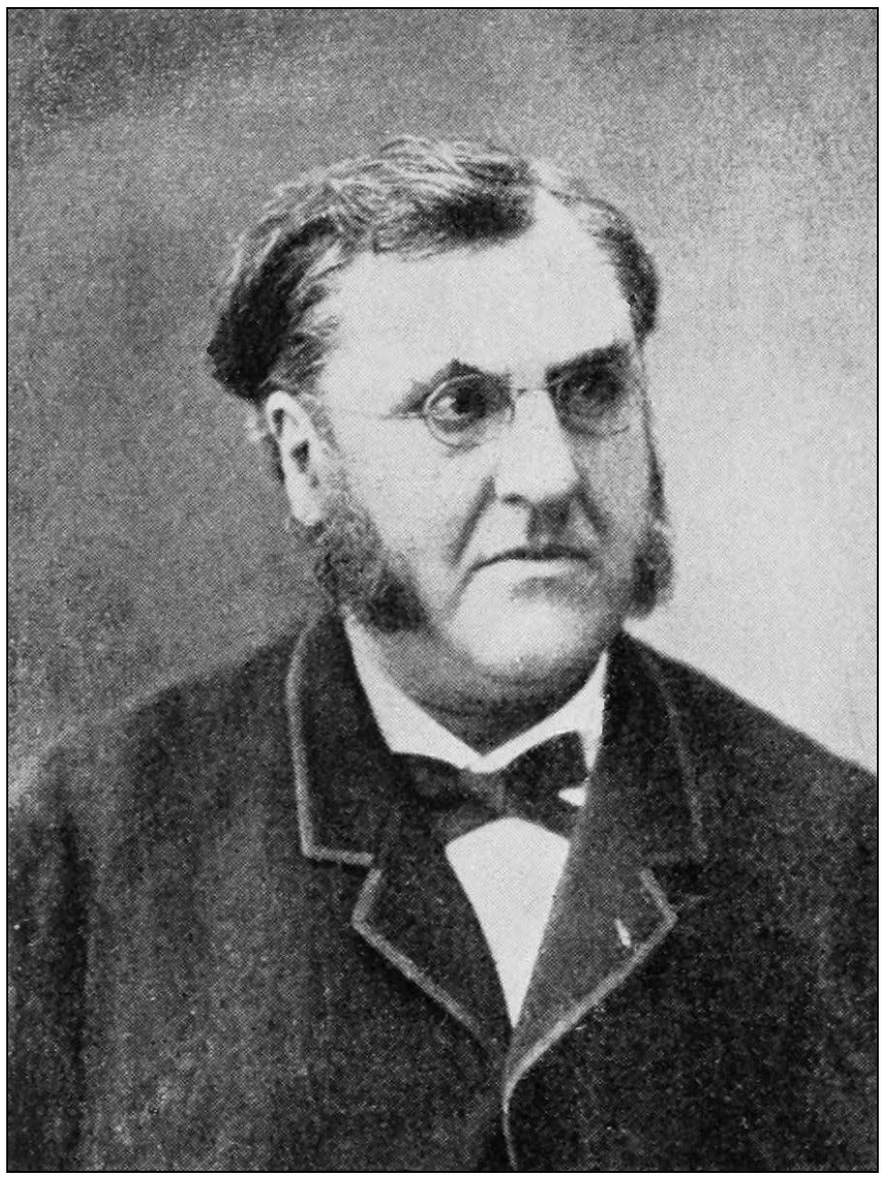
PAR

PAUL TOPINARD

Ancien secrétaire général de la Société d'Anthropologie de Paris,
Membre honoraire ou correspondant
des Sociétés ou Sections d'Anthropologie de Lyon, Bruxelles, Londres, Berlin,
Munich, Saint-Pétersbourg, Moscou, Buda-Pest,
Vienne, Florence, Rome, Coimbre, Philadelphie, Washington, etc.

PARIS
MASSON ET Cie, ÉDITEURS
LIBRAIRES DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1900



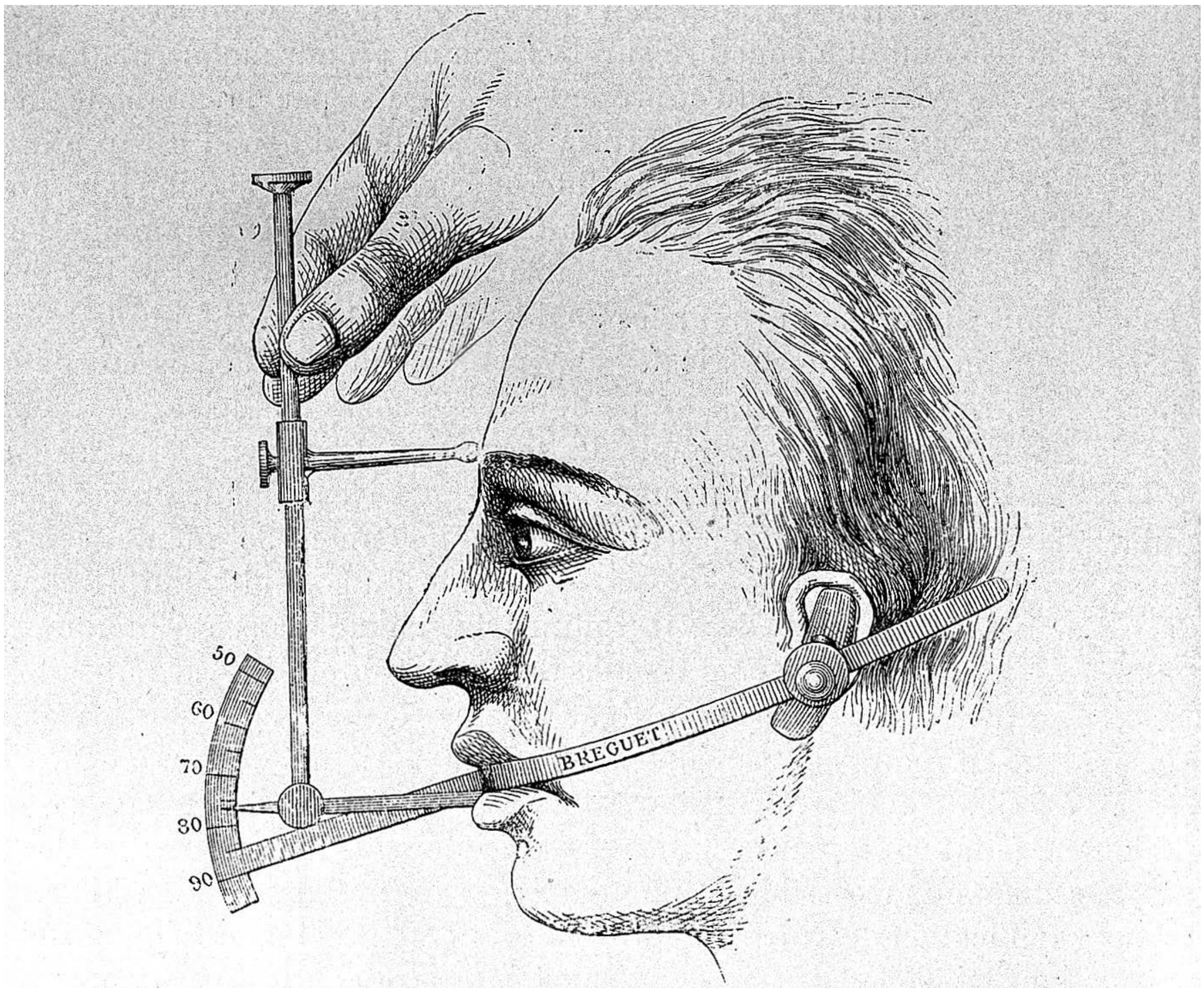


Fig. 169. — Goniomètre facial médian, destiné à prendre l'angle facial de Cuvier sur le vivant (Modification du goniomètre facial médian de Broca).

PRÉFACE

Au début de ma carrière anthropologique je publiai un modeste volume qui, pour la première fois, comprenait toutes les matières que comporte l'anthropologie entendue au sens restreint ou anatomique comme la voulaient Blumenbach, le fondateur de cette science, et mes illustres maîtres Broca et de Quatrefages. Il eut la faveur du public, ainsi qu'en témoignent cinq éditions françaises et six traductions étrangères.

Aussi longtemps que m'y obligea ma situation à la Société d'anthropologie, à la Revue d'anthropologie, au Laboratoire d'anthropologie et à l'École d'anthropologie, je continuai à défendre la tradition et autant que possible à écarter de l'anthropologie les études sociales, politiques et religieuses.

Des circonstances connues m'ont libéré en 1890-2. Presque aussitôt, à une question qui m'était posée, je répondis dans *l'Anthropologie* de 1893 par un mémoire

sur *Les conclusions et applications de l'anthropologie*. Peu après j'étais invité à donner quelques articles dans une Revue avancée de Chicago, le *Monist*, se consacrant à la conciliation de la science et de la religion. C'était une occasion devant un public nouveau. Sous un titre approprié à cette publication j'entrepris de parcourir toutes les parties de l'histoire de l'homme en partant de la zoologie et en passant par l'ethnographie et la sociologie, pour aboutir à ses applications à la science sociale, ou mieux à la sociotechnie.

Mes articles du *Monist*, de 1895 à 1898, ont été réimprimés en un volume sous le titre suivant que je traduis textuellement : *Science et foi* ou *L'homme animal et l'homme social, avec chapitres intermédiaires sur les sociétés animales*.

Le livre actuel n'en est qu'une réédition française, revue et considérablement augmentée. La quatrième partie notamment a été entièrement refaite. Le titre nouveau que je lui donne, sans supprimer l'ancien, répond bien mieux à son contenu.

En définitive, mon livre de 1876 était le résumé et le programme de l'anthropologie entendue au sens étroit, celui-ci est le résumé et le programme de l'anthropologie entendue *au sens le plus large*.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME ANIMAL

L'Anthropologie et ses deux acceptions. — Ressemblances et différences de l'homme avec les animaux, sa place dans la classification, sa descendance. — De l'évolution en général. 1

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE L'HOMME SOCIAL

CHAPITRE I. — Biologie générale. — Le protoplasme et ses propriétés. — Les colonies animales. — Le moi et son évolution des protozoaires à l'homme. — La fonction de reproduction et son évolution..... 31

— II. — La famille animale chez les Vertébrés : Poissons, Reptiles, Oiseaux et Mammifères..... 63

— III. — Les sociétés animales chez les Vertébrés : Poissons, Reptiles, Oiseaux et Mammifères. — Parallèle des colonies animales et des sociétés animales..... 92

TROISIÈME PARTIE

L'HOMME SOCIAL

CHAPITRE I. — Vue d'ensemble : Homme primitif. Homme préhistorique. Sauvages les plus inférieurs. — Évolution progressive : famille, clan, tribu, nation..... 139

— II. — Évolution régressive des sociétés. — La famille humaine : ses types paternel primaire, maternel secondaire et anormaux. Promiscuité. Monogamie..... 171

— III. — Les types sociaux. — Causes générales et déterminaptes de l'évolution des sociétés. Lutte entre sociétés rivales, entre classes, groupes et individus..... 197

— IV. — Causes générales et occasionnelles de l'évolution des sociétés (*suite*). — Influences extérieures : population, milieux, circonstances. — Influences inhérentes à l'individu : races, besoins physiques... 220

— V. — Besoins intellectuels. Évolution de l'esprit humain : sciences, arts et lettres, philosophie..... 239

— VI. — Besoins sensitifs. Évolution de l'altruisme et de la sociabilité..... 269

— VII. — Causes générales et déterminantes de l'évolution des sociétés. — Influences inhérentes à l'individu (*suite*) : variations individuelles d'ordre physique, physiologique et intellectuel. Conséquences. Intelligence. Sélection..... 284

— VIII. — Distinction entre l'évolution sociale et l'évolution des individus. — Séries évolutives partielles. Édifice total. Capital social. — Structure de la société..... 307

— IX. — Parallèle de la Nature, de l'Individu et de la Société..... 319

CHAPITRE X. — Principes directeurs. — Liberté et solidarité. — Égalité et justice. — Notion du bien et du mal..... 340
— XI. — Récapitulation et conclusions..... 356

QUATRIÈME PARTIE

LA SCIENCE SOCIALE

— I. — Science sociale et sociotechnie. — Définition, méthode, objectifs de la sociotechnie..... 372
— II. — Cadre de la sociotechnie. — Fonctions de l'État : essentielles et obligatoires. — Défense extérieure militaire et économique. — Protection intérieure des libertés. — Services généraux divers.. 402
— III. — Fonctions facultatives de l'État. — Infirmes. — Protection de l'enfance. — Assistance publique et privée des vaincus dans la lutte. — Surveillance des vagabonds. — — Prévoyance et mutualité. — Instruction primaire obligatoire..... 424
— IV. — Fonctions facultatives de l'État (*suite*). — Éducation. — Transformation du moi animal en moi social. — Rôle de la famille. — Commandements de la société. — Points d'appui : impératif catégorique, altruisme, etc..... 450
— V. — Étendue des pouvoirs de l'État. — Collectivisme, anarchisme, opportunisme. — Associationisme. — Oppression fiscale.. 480
— VI. — Le suffrage universel. — La justice judiciaire et administrative. — Les grands pouvoirs de l'État : l'Exécutif, le Représentatif et le Législatif..... 495
— VII. — La commune, le département. — Self

government ou demi-tutelle ? — Questions diverses..... 519

CHAPITRE VIII. — Nations égoïstes et nations altruistes. — Races françaises. — Conclusion sur la Science et la Foi..... 538

ANNEXES

La doctrine du *Monist* et de l'*Open Court*. — Une tribu australienne. — Charité privée. — Fragments d'une constitution. — Critique de la doctrine du *Monist*. — Concordances et discordances..... 553

SCIENCE ET FOI

L'ANTHROPOLOGIE

ET

LA SCIENCE SOCIALE

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME ANIMAL

L'anthropologie et ses deux acceptions. — Ressemblances et différences de l'homme avec les animaux, sa place dans la classification, sa descendance. — De l'évolution en général.

En 1878, dans le cours de la première exposition des sciences anthropologiques à Paris, j'échangeai quelques mots de polémique avec un illustre dominicain, le Père Didon, sur l'inconciliabilité de la Science et de la Foi[1]. En 1893, dans un mémoire publié dans l'*Anthropologie*[2], je conclus que l'homme animal et l'homme social sont en contradiction; que la société est un compromis entre les vérités de la science et les nécessités de la pratique et

1. *Revue de France*, n° du 5 septembre 1878, et *Moniteur universel*, n^os^ du 31 octobre et du 1^er^ novembre 1878.

2. *Quelques conclusions et applications de l'anthropologie*, par Paul Topinard, in *l'Anthropologie*, 1893, p. 657-696.

que pour en asseoir les bases, il faut admettre à titre de dogmes certains principe tels que la justice, l'égalité, la fraternité, la distinction du bien et du mal et le devoir, dont elle ne peut se passer.

Ces conclusions m'étaient pénibles, je n'ai cessé de les méditer et je me suis demandé si l'on ne pourrait faire reposer ces principes sur quelque réalité objective, sur quelque particularité de la nature humaine. J'ai relu les belles pages ayant trait au sujet de Herbert Spencer et d'autres philosophes. Je me suis laissé impressionner par *La morale sans obligation ni sanction* de Guyau et par les éloquents plaidoyers de A. Fouillée en faveur de la liberté. J'ai lu les œuvres du Dr Paul Carus : *Le problème de la conscience du moi*, traduit en français dans la Bibliothèque de philosophie contemporaine, ses discours au Congrès philosophie et au Congrès des religions de Chicago, son *Primer of Philosophy*, etc.

La doctrine que le Dr Carus professe avec le *Monist* et l'*Open Court* est ingénieuse. Elle accepte complètement les dernières acquisitions de la science et, sous le nom de « positivisme nouveau », élève un édifice dans le domaine de l'inconnaissable. Elle croit avoir établi les bases sur lesquelles peuvent reposer les mobiles de la moralité publique et privée. L'effort mérite tous nos éloges, mais atteint-il son but? Les masses comprendront-elles cette doctrine, et feront-elles une différence entre elle et tant d'autres qu'on lui a déjà présentées? Voilà la question [1].

Les choses que je compte passer en revue, pour l'élucider, ne sont pas toutes bonnes à répandre, mais la

1. Sous le titre d'annexe A, nous résumons à la fin de ce volume les trois idées fondamentales de cette doctrine.

science a une situation à part, elle a ses privilèges, elle a le droit sinon le devoir de tout approfondir. Ce livre n'est pas un ouvrage de vulgarisation, mais une étude personnelle. Il s'adresse aux esprits supérieurs, exempts de tout engagement, de toute crainte, de tout préjugé. Comme eux nous n'avons qu'un objectif, le bien de l'humanité et sommes absolument décidé à nous plier à ce qu'il peut exiger. Ayant le mème but, nous sommes sûr de ne pas nous heurter.

Il s'agit, en somme, de mettre les choses au point, de voir où nous en sommes, d'envisager la vérité quelle qu'elle soit, sans reculer devant ses conséquences, c'est-à-dire de résumer ce que nous savons de l'homme et de la société. Le champ est vaste et exige des connaissances que nous qualifierons d'encyclopédiques. Il est trop vaste pour être parcouru en entier, même brièvement, dans le peu de pages que nous voulons lui consacrer. Nous l'essaierons cependant, mais en implorant l'indulgence de ceux qui voudront bien nous suivre. Nous nous efforcerons surtout de mettre en relief la méthode à suivre dans ce genre d'examen, l'indépendance qui doit y présider, l'absence de toute crainte de dire brutalement ce que l'on pense tout bas et n'ose souvent s'avouer.

Je diviserai mon sujet en quatre parties : la première concernera l'homme animal; la seconde, la nature et les animaux dont cet homme est sorti; la troisième, l'homme social tel que nous le montre la sociologie du passé; la quatrième, les applications de ces trois parties à la science sociale actuelle. La conclusion se dégagera d'elle-même, plus forte peut-être que nous ne la formulerons.

Notre travail devant être à nos yeux exclusivement anthropologique, le premier point est de s'entendre sur

un mot que nous avons pris jusqu'à ce jour, avec notre maître Broca, dans un sens, et qu'aujourd'hui, libéré par les circonstances de tout engagement, nous prendrons dans un autre sens.

L'Anthropologie, entendue dans son sens large, comprend tout ce que comporte l'étude de l'homme à tous ses points de vue. Elle se partage en *Anthropologie proprement dite*, qui est l'acception restreinte, et *Anthropologie ethnique*. La première n'étudie l'homme qu'en tant qu'animal, c'est-à-dire l'individu, les variétés principales appelées races [1] et l'espèce dans ses rapports avec les autres espèces animales, aux points de vue morphologique, biologique et même pathologique. La seconde étudie les hommes agglomérés en peuples ou tribus, leurs civilisations préhistorique et historique, leur genre de vie, habitat, alimentation, industrie, mœurs et coutumes, langues et religions, arts et lettres, institutions, idées et moralité; elle se partage en ethnologie [2] et sociologie.

J'ai longtemps admis une troisième division pour l'homme moral ou psychique. La raison étant l'apanage suprême de l'homme il me paraissait utile de la mettre à

1. Les races sont les variétés permanentes de l'espèce. Elles doivent être soigneusement distinguées des peuples et des langues. Elles sont du ressort exclusif du naturaliste-anthropologiste et ne peuvent être dégagées des peuples dans lesquels elles sont noyées que par des méthodes et des connaissances relevant du naturaliste. Le mot de races ne devrait jamais être employé en anthropologie ethnique où celui de peuples seul convient.

2. J'ai longtemps combattu ce mot parce qu'il a été détourné de son véritable sens par W. Edwards, il y a soixante-dix ans. Il en fit le synonyme d'histoire naturelle des races, alors qu'il ne désigne que l'histoire des peuples. On s'est rendu à mes observations. Je le reprends comme exact.

part, ne fût-ce que pour lui appliquer certaines méthodes en plus des ordinaires. Mais les éléments dont elle se compose doivent être examinés alternativement chez l homme animal et chez l'home social. Dans cette phase de mon ontogénie, je disais que l'Anthropologie avait trois objectifs : l'homme animal, l'homme mental et l'homme social. Aujourd'hui j'y vois des inconvénients et je réduis ses objectifs à deux : l'homme animal et l'homme social.

L'Anthropologie, prise au sens restreint, est l'Anthropologie de Blumenbach et de l'École française. Elle est du ressort du naturaliste ou du médecin préparé à être naturaliste. Le véritable anthropologiste n'est qu'un naturaliste. Elle embrasse tout ce que comporte l'histoire naturelle d'un animal quelconque et n'a de particulier que l'étendue excessive que prennent certains de ses chapitres. Les connaissances qu'elle comporte sont de trois sortes : 1° celles que le naturaliste acquiert sur la généralité des êtres organisés, spécialement sur les animaux, notamment sur les Vertébrés, les Mammifères, les Primates, et dont il fait l'application à son gré à tel ou tel animal ; 2° celles que le médecin acquiert sur les bancs de l'école, telles que l'anatomie, la physiologie, la pathologie, l'embryogénie, la tératologie, la mésologie, etc. ; 3° celles que l'Anthropologie se réserve comme son domaine propre et qui a trait aux deux grands sujets autour desquels elle pivote ; savoir : *a*, les races humaines dans le présent et dans le passé, leurs origines, leurs relations, leur histoire ; *b*, l'espèce humaine, ses caractères de tous ordres, sa place dans la classification zoologique, sa généalogie.

Nous laisserons les races et ne parlerons que de l'es-

pèce. Pour les développements de ce que nous allons résumer avec une concision excessive nous renvoyons plus spécialement à notre volume de la Bibliothèque scientifique internationale intitulé : *L'homme dans la nature*.

Assurément les classifications ne sont que « des œuvres d'art », suivant le mot de Lamarck, « des conceptions subjectives auxquelles ne correspond aucune démarcation absolue dans la nature », d'après Herbert Spencer. Et cependant elles reflètent et résument l'état de nos connaissances, c'est-à-dire ce que nous voulons ici faire connaître. Les classifications, non pas systématiques, mais naturelles sont le tableau succinct des ressemblances ou caractères communs que présentent les animaux, d'ordre primaire, secondaire, tertiaire, etc., répondant aux groupes, plus ou moins circonscrits, appelés embranchements, classes, ordres, familles, genres, etc., — et des différences ou caractères particuliers qui distinguent chacune des divisions intrinsèques de ces groupes. Donner une place dans la classification à l'homme, c'est dresser le bilan de ses ressemblances et différences avec les diverses sortes d'animaux, conclure sur la distance qui le sépare des plus proches dans son groupe spécial et enfin lui assigner son rang hiérarchique. C'est ce que nous allons faire.

L'homme, tout d'abord, est un Vertébré parce que, comme tous les animaux contenus dans cet embranchement, il possède un squelette intérieur dont la partie fondamentale est une suite de vertèbres (ou mieux la corde dorsale qui en est le point de départ) pourvues en avant et en arrière d'arcs costiformes qui partagent le corps en deux cavi-

tés : l'une antérieure pour les viscères, l'autre postérieure pour le système cérébro-spinal. L'homme, ensuite, est un Mammifère parce que, comme tous les animaux de cette classe, il a des mamelles, des poils, un cou, quatre membres, un corps calleux, un cœur à quatre loges, un diaphragme complet, deux condyles occipitaux, etc. L'homme, enfin, est un Primate parce que, comme tous les animaux confirmés de cet ordre, il a un type spécial de cerveau, caractérisé par la disparition du lobe limbique des autres Mammifères terrestres, par un lobe frontal important, trois lobes pariétal, temporal et occipital, un système propre de circonvolutions et un cervelet recouvert par les hémisphères ; — parce qu'il a un type de crâne non moins spécial, caractérisé par la forme arrondie de sa portion occipitale, par des fosses frontales développées, par des orbites fermées en arrière, rapprochées et regardant de face, un os planum, une mandibule dont les deux moitiés sont soudées à la naissance, etc., — parce qu'il a un membre antérieur plus ou moins adapté à la préhension, un avant-bras jouissant du mouvement de pronation et de supination, une main, c'est-à-dire des doigts longs et grêles, un pouce relativement court s'opposant aux doigts, un carpe petit et très mobile ; — parce qu'il a trois sortes de dents à molaires omnivores, des ongles plats aux doigts et aux orteils, deux mamelles pectorales, un utérus uniloculaire, un placenta discoïde, un estomac simple, etc.

Les Primates comprennent les Lémuriens ou faux Singes, ébauches de Primates, transition des Insectivores, aplacentaires sans doute, aux Singes ; — les Singes ou Primates confirmés, comprenant les Arctopithèques, petite famille à part du Nouveau-Monde, les Cébiens ou Singes

ordinaires du même Nouveau-Monde, les Pithéciens ou Singes à queues de l'Ancien-Monde, et les Anthropoïdes ou Singes sans queue de l'Ancien-Monde encore.

Quelle situation l'homme occupe-t-il parmi eux? Desquels se rapproche-t-il le plus? Sa distance des plus proches en fait-elle un sous-ordre ou tribu, une famille, ou même un genre?

Jusqu'ici nous n'avons parlé que de caractères communs à l'Homme et aux autres animaux; à présent il s'agit des différences.

Ces différences ont été recherchées avec la plus grande attention dans toutes les parties du corps. Nous ne sommes plus au temps de Galien où, pour connaître l'anatomie de l'homme, on prenait le Magot. On note aujourd'hui les plus légères, beaucoup qu'on ne regarderait pas s'il s'agissait d'une autre espèce. Au crâne, par exemple, la crâniométrie en fournit au moins une vingtaine qui se réduisent à trois. Dans le squelette, les muscles et les viscères, il y en a une trentaine qui se réduisent à une. Voyons les principales.

Une remarque d'abord. Pour déterminer les distances qui séparent les espèces ou groupes d'espèces, il y a deux méthodes. L'une dans laquelle on compare les types moyens, c'est-à-dire les ensembles de caractères au degré où ils se répètent le plus, l'autre dans laquelle on compare les variations extrêmes de ces types. La première est la bonne. La seconde affaiblit ou supprime les distances et donne lieu, dans les séries d'espèces se succédant, à une continuité faisant disparaître dans l'immense majorité des cas toute ligne de séparation.

Autre remarque. Pour résoudre le problème, il faut procéder analytiquement, c'est-à-dire prendre à part

chaque caractère, en disposer en série graduée les types dans les différentes espèces et conclure séparément pour chacun. Parmi ces conclusions, les unes se confirment, les autres sont contradictoires, d'autres sont indifférentes. En les balançant et tenant compte de la valeur physiologique de chacune on est ainsi conduit à la somme des conclusions dans le sens le plus fort. C'est cette somme qui, en dernier ressort, est à prendre en considération.

Les premières différences à examiner sont celles que fournit l'encéphale. Cet organe, chez les Vertébrés inférieurs, se compose d'une série de renflements situés par paires sur le prolongement de la moelle épinière. Les renflements olfactifs et optiques sont d'abord les plus gros et les futurs hémisphères les plus petits. Mais bientôt les rôles changent, les hémisphères grossissent, s'étendent, enveloppent les autres renflements et finissent au faîte de l'échelle par constituer presque à eux seuls tout l'encéphale. La substance grise qui les recouvre et qui est la partie essentielle de l'organe trouve ainsi de la place pour se développer. Mais, à un certain moment, la surface ne suffit plus et la nature intervient par un procédé simple et ingénieux. Cette surface se plisse et se replisse partout où elle le peut. Ce sont les circonvolutions cérébrales. Le phénomène donne lieu dans les diverses classes de Mammifères à des types un peu différents. Chez les Primates il marche de front avec l'accroissement de volume. Les hémisphères partagés en quatre lobes, comme il a été dit, finissent en arrière par déborder le cervelet, en avant par surplomber la face; ils effacent jusqu'aux dernières traces du lobe limbique et, par un dernier élan, atteignent chez l'homme leur

plus haut degré de complexité. Sous ce dernier rapport il n'y a qu'une différence de quantité peu frappante entre les Anthropoïdes et l'homme. Qu'on place sur une table, à côté l'un de l'autre, deux cerveaux, l'un d'Orang par exemple, l'autre d'homme, on ne reconnaîtra le dernier, son volume mis à part, qu'à l'asymétrie des circonvolutions d'un côté à l'autre, à leur grosseur moindre, mais aussi à leur nombre et à leurs riches flexuosités, spécialement sur la troisième circonvolution frontale, celle du langage. Quant au volume, il est frappant. Il est plus fort que celui des trois grands Anthropoïdes par rapport au volume du corps, par rapport au volume du crâne et d'une façon absolue, son poids moyen étant triple.

Après le système nerveux, régulateur de la vie de relation, l'adaptation s'est portée sur les organes de la locomotion[1]. A l'origine les membres étaient tous locomoteurs, la fonction de préhension des objets s'opérait directement avec la bouche. Dès les premiers pas des Reptiles sur la terre ferme, on les voit se différencier dans une certaine mesure. Lorsqu'une salamandre, par exemple, chemine, ses membres antérieurs se cramponnent au sol et attirent le corps, ses membres postérieurs s'appuient sur le sol et poussent. Les antérieurs agissent comme préhenseurs, les postérieurs comme locomoteurs par excellence. Les uns et les autres acquièrent ainsi des caractères distinctifs initiaux qui ne les abandonneront jamais. Plus tard, chez les Mammifères, l'adaptation varie avec le genre de vie, les besoins et les habitudes. Sauf l'homme et quelques Mammifères aquatiques à mettre à

1. Voir : P. Topinard, *l'Homme dans la nature*, chap. XVIII, p. 247. Paris, 1893; in *Bibl. scientif. intern.*, Alcan, éditeur.

part, ils sont essentiellement quadrupèdes, mais à des degrés divers. Chez les Marsupiaux en général, les membres antérieurs sont utilisés en plus comme organes de préhension ; chez certains, les extrémités postérieures s'organisent en main. Chez les Ongulés ou animaux à sabots, l'adaptation est exclusivement quadrupède; chez les Onguiculés, les membres antérieurs servent accessoirement à la préhension. Chez les Primates inférieurs, qui sont des arboricoles ordinaires, l'obligation de se cramponner aux branches développe la fonction de préhension aux membres antérieurs, ou chez quelques-uns aux membres postérieurs. Chez les Primates moyens ou Singes, l'adaptation à la vie arboricole se précise et s'accentue aux quatre membres. Ils sont à la fois quadrupèdes et quadrumanes; tout le corps se met à l'unisson; ce sont d'habiles gymnastes, courant de branche en branche, s'élançant, s'accrochant par leurs quatre extrémités et leur queue qui est prenante chez les Cébiens. Leur main antérieure est l'adaptation en ce genre la plus avancée que l'échelle des animaux ait encore fournie. Leur main postérieure est toujours un pied, mais modifié en main.

Chez les Anthropoïdes il en est de même, sauf que la main postérieure ressemble plus à une pince à branches courbes et que la queue a disparu.

Chez l'homme l'adaptation rappelle aux quatre membres leur disposition initiale. Les membres antérieurs se sont confirmés dans la voie qu'ils avaient prise chez les Singes, les membres postérieurs ont absolument abandonné cette voie et sont entièrement adaptés à la fonction locomotrice. L'homme est la seule adaptation bipède parfaite que présente le règne animal, les Oiseaux mis à

part, de même que les Cervidés sont, non la seule, mais la plus parfaite des adaptations à la station et la course quadrupèdes [1].

Ce qui nous amène à la seconde série des caractères distinguant l'homme des Singes, à l'attitude verticale qui lui est propre. Les Singes, venons-nous de dire, sont des arboricoles merveilleusement adaptés à leur mode d'existence. Leur corps est léger, leur colonne vertébrale souple, leurs membres longs, grêles et mobiles, leurs quatre extrémités munies de mains. A terre ils marchent maladroitement à quatre pattes. Parfois ils se redressent en prenant un point d'appui avec leurs mains antérieures sur un arbre ou un rocher. Quelques Pithéciens et Cébiens présentent déjà dans leurs viscères des indices d'adaptation à cette attitude occasionnelle. Quelques Cynocéphales en ont des traces aussi à la colonne vertébrale. Chez les Anthropoïdes, ceux relativement lourds, la marche à terre est plus fréquente; ils vont demi-fléchis, s'appuyant sur la face dorsale des doigts et le bord externe du pied. Se redressent-ils plus souvent? Toujours est-il que l'adaptation à ce redressement

1. Je précise ma pensée :

Les animaux ayant une extrémité céphalique conductrice sont prédestinés à avoir des membres antérieurs préhenseurs pour attirer le corps en avant et des membres postérieurs propulseurs pour les pousser d'arrière en avant. Cette prédestination rationnelle ne pouvait que se confirmer chez les Vertébrés. Les membres antérieurs, lorsqu'il y en a, restent toujours préhenseurs avec des adaptations supplémentaires à la marche dans beaucoup de cas; les membres postérieurs sont toujours propulseurs avec des adaptations accidentelles en sus quelquefois à la préhension. Les animaux à sabots, des quadrupèdes, et les Singes, des quadrumanes, sont les exemples les plus avancés de détournements des attributions initiales. L'homme, bimane et bipède, est un retour perfectionné vers les prédestinations originelles. La nature, toujours, se conforme aux nécessités de situation en utilisant pour le mieux les organes ou rudiments d'organes qu'elle possède déjà.

a fait un pas marqué dans les viscères, à la colonne vertébrale et surtout au bassin. En revanche la tête et les membres inférieurs n'en ont fait aucun. Par le bassin l'Anthropoïde se rapproche beaucoup de l'homme. Par le pied il s'en éloigne radicalement, au contraire, et est plus simien que les autres Singes. Le pied, le calcanéum, l'astragale se plient en dedans sur le tibia de façon que la plante du pied s'applique latéralement sur le tronc de l'arbre dans l'acte de grimper; le premier orteil, court par rapport aux autres orteils et grêle, est très écarté et joue le rôle, moins d'un doigt pouvant s'opposer aux autres, que d'une pince entourant la branche et allant à la rencontre des autres orteils qui sont longs et recourbés.

L'homme, lui, est un terricole, se tenant verticalement et marchant sur deux pieds. Dans toutes les parties de son corps il est merveilleusement adapté à ce genre de vie. Sa tête est en équilibre sur la colonne vertébrale sans le moindre effort; il n'a pas ce grand ligament cervical postérieur qui empêche la tête de tomber en avant chez les autres Mammifères; sa colonne est ferme, à double courbure dorso-lombaire et grossit dans la région lombaire pour s'emboîter solidement dans un bassin élargi; tout, dans ses membres inférieurs, est constitué pour supporter le poids du corps. La mortaise tibio-tarsienne ne permet que des mouvements rigoureux d'extension et de flexion. Tous les os du tarse sont gros et larges. L'axe du tibia, l'axe vertical de l'astragale, l'axe antéro-postérieur du calcanéum, l'axe du pied sont tous dans le même plan; le premier orteil est gros, de même longueur à peu près que le second, parallèle à lui. Son articulation cunéo-métatarsienne est une arthrodie qui ne permet ni adduction ni abduction. La plante du pied

est une voûte posant solidement sur le sol par trois points. Le pied de l'homme est un chef-d'œuvre d'appropriation à la station verticale et le contraire de ce que présentent les Singes pithéciens, cébiens ou anthropoïdes.

Les caractères tirés de la différence d'attitude apportent ainsi des arguments contradictoires : les uns réunissent l'homme et les Anthropoïdes dans une même famille (bassin, colonne, viscères), les autres les éloignent dans des ordres séparés (pied). A mon avis ceux-ci sont les plus puissants.

Les différences à noter ensuite n'ont plus cette importance. Ce sont celles provenant du perfectionnement graduellement apporté à l'adaptation du membre supérieur à la fonction de préhension, commencée chez les Lémuriens et même chez les Reptiles, très appropriée au but chez les Singes et précisée dans un autre but supplémentaire chez l'homme. Tout le membre prend part à cette adaptation et non, comme on le croit, son segment terminal seulement. Chez les Singes les doigts sont grêles, longs, recourbés; le pouce est court et grêle aussi; l'articulation trapézo-métacarpienne qui supporte ce pouce permet les deux mouvements opposés dits d'opposition; toutefois cette articulation et ces mouvements n'ont pas la délicatesse qu'ils auront chez l'homme; ils sont grossiers. La main n'est qu'une sorte de pince à branches courbes, un organe fait pour embrasser une branche d'arbre et accessoirement pour saisir de petits objets et les déchiqueter. Dans les segments venant au-dessus, le radius jouit d'un mouvement de rotation sur le cubitus d'environ 80° et l'articulation de l'épaule est très mobile. Chez les Anthropoïdes la rotation du radius s'élève à 160°

environ et l'épaule gagne encore en mobilité. Chez l'homme, ni dans la main ni dans le reste du membre il n'y a de changement notable, mais tout s'est accusé et a acquis de la précision ; un certain pli simien de la paume de la main a disparu attestant ainsi une indépendance dans le mouvement du doigt indicateur. La main est à la fois un organe de préhension, un organe d'exploration et de toucher et un instrument. On a dit que l'homme seul possède une main véritable et que, grâce à elle, il peut seul se fabriquer des outils. C'est une erreur. Les différences qu'elle offre avec la main des Singes les plus favorisés sous ce rapport ne sont que des différences de genre. Ce qui a permis à nos ancêtres préhistoriques de fabriquer les haches de Saint-Acheul, puis de découvrir le clivage par contre-coup et le retouchage, c'est moins la main que l'intelligence qui la guide. La grande habileté que la main a acquise depuis, par exemple dans le jeu du piano ou du violon et dans le maniement de la vis du microscope, est le résultat de l'habitude et de l'intelligence combinées. En somme le point de départ de la main chez les Singes a été une adaptation à la vie arboricole, son point d'arrivée chez l'homme est une adaptation à la vie intellectuelle.

Les différences à indiquer ensuite sont plus décisives. Elles tiennent à la disparition du museau, par suite de la réduction des fosses nasales en rapport avec l'effacement des derniers vestiges du lobe limbique et surtout de la réduction de l'appareil maxillaire due sans aucun doute à la localisation dans les membres supérieurs et plus particulièrement dans la main de la fonction de préhension jusque-là partagée entre la bouche et les mains. La face de l'homme, droite, contrastant si violemment

avec la face projetée en avant et affreusement bestiale des Anthropoïdes, en est la conséquence. A l'extrémité inférieure de la face, le menton proéminent, à l'inverse des Singes et Anthropoïdes où il est fuyant, est encore un caractère propre de l'homme que j'indique en passant.

Nous avons réservé la série des différences fournies par le reste du crâne parce qu'elles résultent de l'association de trois ordres d'adaptations ou d'influences dont nous devions parler auparavant; savoir : 1° le volume de l'encéphale qui, en s'accroissant des Anthropoïdes ou de quelque autre type analogue à l'homme, exerce une forte pression de tous côtés, élève la voûte du crâne, déprime sa base, fait basculer l'os frontal en avant, l'os occipital en arrière et adapte tout à ses besoins ; 2° l'adaptation à l'attitude bipède qui s'opère par suite du renversement ci-dessus de l'occipital en arrière, en transportant d'arrière en avant le trou occipital, lequel chez les Singes et autres Mammifères est en arrière de la base du crâne et chez l'homme est au centre ; 3° l'atrophie du crâne facial dont il vient d'être parlé. L'une des conséquences de cette atrophie, associée au développement du lobe antérieur du cerveau et de sa loge frontale, est la formation du front, l'un des traits de l'homme. J'ai longuement exposé le mécanisme de cette transformation du crâne animal en crâne humain dans *l'Anthropologie* [1].

L'ensemble des caractères craniologiques conduit, en somme, à la conclusion suivante. On rencontre chez les Primates trois types très différents de crâne : un premier, celui des Lémuriens, qui est celui des autres Mam-

1. Paul Topinard, *La transformation du crâne animal en crâne humain* ; in *l'Anthropologie*, 1891, p. 649.

mifères en général ; un second, le type des Singes à la fois de l'ancien et du nouveau continent, les Anthropoïdes compris, qui est intermédiaire entre celui des Lémuriens et celui de l'homme ; et un troisième type, *sui generis*, qui est le type de l'homme. Par là un abîme que rien ne comble sépare l'homme de tous les Singes. Toutefois, par des caractères isolés, quelques espèces simiennes, tantôt un Cébien, tantôt un Pithécien, tantôt un Anthropoïde, et toujours de préférence chez les jeunes, présentent des points de ressemblance avec l'homme.

Il y aurait d'autres différences encore à signaler, mais d'un moindre intérêt. Les uns sont des caractères de croissance, par exemple des sutures se fermant plus tôt ou plus tard. Les autres sont des simplifications d'organes ou des adaptations harmoniques secondaires telles que le chiffre de 19 vertèbres en général chez les Singes passant à 17 chez l'homme ; l'arrangement du sommet du sacrum et du coccyx par suite de la disparition de la queue chez les Anthropoïdes et chez l'homme ; l'atrophie des sacs laryngiens devenus indifférents après l'acquisition du langage ; la disparition de la bulle auditive des Lémuriens, progressive chez les Singes et les Anthropoïdes, remplacée chez l'homme par les cellules mastoïdiennes, etc., etc. D'autres sont des adaptations particulières à la vie et aux habitudes nouvelles de l'homme, telles que certaines modifications, absolument acquises des condyles et de la surface articulaire de la mandibule et certains caractères en voie de formation des dents molaires, sur lesquels je vais insister.

Je veux parler non des canines d'un moindre volume chez l'homme, mais des tubercules ou cuspides de ses molaires supérieures et inférieures. De même que le

bassin et l'union du sacrum et du coccyx, les types fondamentaux de ces molaires réunissent l'homme et les Anthropoïdes dans un même groupe et les distinguent conjointement des Pithéciens dont les types correspondants sont entièrement différents. Voici en quoi ils consistent. En haut c'est un type quadricuspide, à crête oblique séparant le quatrième tubercule ou postéro-interne des trois autres. En bas, c'est un type quinque-cuspide en arc, à trois tubercules externes et deux internes. Mais voici ce qui est extraordinaire. Chez l'homme, et non chez les Anthropoïdes, deux types nouveaux dont on suit les gradations les remplacent très fréquemment : l'un, en haut, tricuspide par disparition du quatrième tubercule ; l'autre, en bas, quadricuspide en croix. M. Cope, qui s'est occupé du premier, y voit une réversion lémurienne. Pour moi c'est plus encore une adaptation au régime alimentaire de l'homme, un caractère de perfectionnement en voie de formation, l'un des traits de l'homme de l'avenir. A défaut d'autres preuves, et il y en a [1], ce fait établit que l'homme est encore en voie d'évolution et que, s'il a progressé par le cerveau et ses fonctions, il progresse et se transforme par d'autres points encore.

Je me hâte de conclure.

Parmi les différences qui précèdent, les unes donnent des intervalles d'ordre ou de sous-ordre, les autres des intervalles de famille, d'autres des intervalles de genre. Il s'agit de peser la valeur physiologique de chacune, de les balancer entre elles et d'en prendre la moyenne approximative. Le cerveau et le crâne priment

1. Voir encore *l'Homme dans la nature*, p. 331.

tout; l'attitude et le pied viennent après; la main, les dents, les muscles, les viscères ensuite.

Bref, je conclus : 1° que les Cébiens, les Pithéciens et les Anthropoïdes, tous arboricoles à égal titre, ne peuvent être séparés et que le même nom de Singes convient aux trois, ainsi que celui de Quadrumanes de Cuvier; 2° que, dans ce groupe, les Anthropoïdes sont les plus élevés en évolution et par conséquent les moins éloignés de l'homme; 3° que la distance du groupe des Singes à l'homme est en moyenne plus grande que celle qui sépare habituellement des familles et à plus forte raison des genres, et plus petite que celle qui sépare des ordres; 4° que cette distance équivaut à peu près à celle qui sépare les Singes des Lémuriens; 5° que l'homme, en conséquence, forme un sous-ordre dans l'ordre des Primates, ainsi que le montre le tableau suivant :

ORDRE DES PRIMATES.

1er *sous-ordre* : Les Hominiens.

2e *sous-ordre* : Les Singes.
- 1re famille les Anthropoïdes.
- 2e — les Pithéciens.
- 3e — les Cébiens.
- 4e — les Arctopithèques.

3e *sous-ordre* : Les Lémuriens.

Ainsi, dans cette classification, les Lémuriens sont le type le plus inférieur des Primates; viennent ensuite les Singes constituant ce qu'on peut appeler les Primates moyens. Les Primates supérieurs succèdent, dont nous ne connaissons qu'un genre : l'homme.

Or, étant admis qu'une forme animale a plus de probabilité de dériver de celle qui en est le plus rapprochée, et constatant que la distance la plus faible entre l'homme

et les Singes est entre lui et les Anthropoïdes, nous devons conclure que l'homme est descendu de ceux-ci, non de ceux que nous connaissons, mais d'un type analogue. Le complément de cet examen est la recherche du type humain le plus inférieur, de celui qui, parmi tous, se rapproche le plus du type Anthropoïde. Nous ne l'ignorons pas, c'est celui de l'homme de Java et du Néanderthal. Ce serait par lui, par conséquent, dans l'état actuel de nos connaissances, que se serait opérée la descendance.

Mais une question se présente. L'homme ne peut-il avoir eu plusieurs origines, c'est-à-dire provenir de plusieurs Anthropoïdes, ce qui expliquerait la pluralité des races primitives pour ceux qui l'admettent? L'homme de Java se rapproche le plus du Gibbon ; mais d'autres restes peuvent être mis à jour et nous indiquer d'autres Anthropoïdes ou nous faire pressentir d'autres types humains disparus. Il y aurait une autre façon, quelque hypothétique qu'elle soit, de comprendre une pluralité d'origine. Ce serait à l'aide de la ressemblance consécutive ou par convergence, c'est-à-dire par des souches préhumaines se détachant çà et là à différentes époques des diverses familles de Singes, se différenciant en s'élevant, les unes parmi ces souches s'écartant, les autres se rapprochant, d'autres marchant parallèlement. Puis celles qui se rapprochent, arrivant tellement à se rassembler que les naturalistes en présence seulement des témoins actuels palpables sont obligés de les placer dans un même genre. La question de l'unité ou de la pluralité des origines de l'homme reste ainsi ouverte.

J'avoue qu'à un certain moment j'ai eu des doutes sur la descendance de l'homme des Anthropoïdes. Certains caractères craniens des Singes me portaient à me

demander si une souche ne serait pas venue des Singes d'Amérique et une autre des Singes de l'Ancien Continent. Mais de nouvelles recherches personnelles me décidèrent et voici ce que, embrassant la généalogie totale de l'homme à travers les Primates, j'écrivis en 1892 : « De mes études sur les molaires et prémolaires, tant de la première que de la seconde dentition chez les Primates, je conclurais volontiers : 1° que le type du Maki et du Tarsien (premier groupe de Lémuriens) a engendré d'une part celui du Lori, du Propithèque et du Galago (second groupe des Lémuriens) et de l'autre celui de l'Indri (troisième groupe des Lémuriens); 2° que le type du Lori a engendré celui des Cébiens et le type de l'Indri celui des Pithéciens; 3° que le type des Pithéciens a engendré le type commun des Anthropoïdes et de l'homme[1]. »

En tout cas il est absolument certain que l'homme descend de Primates qui l'ont précédé et que, par l'ensemble de ses caractères, l'homme que nous connaissons ressemble aux Anthropoïdes plus qu'à tout autre Singe. Son cerveau et ses molaires sont en faveur des Anthropoïdes, sa main indique une origine simienne quelconque, son attitude verticale et son pied également, mais plaide davantage pour les Anthropoïdes. Ce qui est le plus défavorable à ceux-ci c'est leur face en museau, compensée, il est vrai, par une région occipitale assez humaine.

Le parallèle de l'homme et des animaux n'est pas limité aux caractères morphologiques. Si l'anthropolo-

1. *De l'évolution des molaires et des prémolaires chez les Primates et en particulier chez l'homme*, par Paul Topinard, in *l'Anthropologie*, 1892, p. 709.

giste s'attache à ceux-là de préférence, c'est qu'ils se prêtent mieux à l'analyse, qu'il les touche, les mesure et qu'ils reflètent les caractères fonctionnels en vertu de la célèbre loi : la fonction fait l'organe. Le complément de cette revue serait l'examen des caractères physiologiques et plus spécialement des caractères psychologiques qui concernent l'organe cérébral caractéristique de l'homme.

Il y aurait à montrer que l'homme a les mêmes fonctions à peine modifiées que les animaux, les mêmes besoins, les mêmes façons de les satisfaire, les mêmes sentiments, désirs et mobiles, les mêmes actes réflexes avec ou sans intervention de son Moi. Puis à décrire les facultés qui entrent en jeu entre la sensation et l'action, rudimentaires chez tels animaux, plus accusées et mieux reliées chez d'autres, atteignant un degré remarquable chez l'Éléphant, le Chat, le Chien et le Singe, portées à leur maximum chez l'homme à mesure que le cerveau grandit et se circonvolutionne. Nous aurions à indiquer chez les animaux l'attention, la curiosité, l'observation, le rapport de cause à effet, la mémoire et une foule d'idées auxquelles la formule seule manque. Les travaux qui se publient en Angleterre depuis quelques années nous en donnent de nombreux exemples. Chez les Singes entre autres il nous faudrait signaler la malice, l'esprit d'examen et d'imitation, la sympathie et l'antipathie, le besoin de parler, d'écouter et d'être écouté, de jouer, de vivre en société, etc.

Y a-t-il lieu de s'étonner que l'un de ces animaux, ayant acquis, à force d'efforts, le langage articulé qui aide à fixer les souvenirs et les idées et simplifie les opérations, soit progressivement devenu plus précis dans ses raisonnements, plus réfléchi dans ses volontés, plus con-

scient de lui-même, plus inventif pour satisfaire ses besoins journaliers; qu'il se soit créé des besoins propres nouveaux, psychiques même et que peu à peu il se soit élevé jusqu'au sens esthétique, à l'esprit philosophique et à l'amour de la vérité?

Le volume du cerveau et les circonvolutions n'expliquent pas tout cela; mais il y a d'autres facteurs morphologiques de l'intelligence : le nombre, la grandeur, les relations des cellules cérébrales et surtout leurs qualités intrinsèques, qui aujourd'hui encore varient suivant les individus au point que dans le sein de l'espèce on pourrait établir une échelle, de zéro, je suppose, à mille. Quelle différence n'y a-t-il pas entre les premières races disparues et les races supérieures actuelles et, dans celles-ci, entre certains hommes pensant et agissant d'une façon toute végétative et nos penseurs du XIX^e^ siècle!

En somme, des caractères morphologiques que nous avons résumés et des caractères psychologiques que nous avons effleurés, se dégage la vérité fondamentale qu'il s'agissait de mettre en relief. C'est que l'homme, aussi parfait qu'il nous paraisse, n'est pas un être à part dans la nature; qu'il se continue par l'ensemble de son organisation avec les autres espèces zoologiques; qu'il se relie à elles par une foule de caractères, sinon par tous; et que ses différences ne sont que des degrés en plus ou en moins d'une évolution dans le même sens, des augmentations ou diminutions d'organes ou de parties d'organes plus ou moins utilisés, des modifications de développement, des adaptations primaires à des habitudes et à des genres de vie nouveaux, des adaptations secondaires harmoniques, etc. C'est que l'homme est un animal au même titre que tout autre Vertébré, Mam-

mifère et Primate et que l'anthropologie proprement dite n'est bien qu'un chapitre de la zoologie.

Non, l'homme n'est pas un être à part dans la création et c'est par concession à l'esprit du temps, non mûr encore à l'idée de notre animalité, que quelques naturalistes ont proposé de séparer tout ce qui concerne l'intellect et de faire de cet homme un quatrième règne, le règne humain. De Quatrefages, qui, après Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, s'engagea dans cette voie, n'en professait pas moins que « l'homme n'est qu'un animal, rien qu'un animal » : l'animal raisonnable d'Aristote et de Linnée, l'animal fabricant d'outils de Franklin.

Assurément son espèce a été favorisée par l'évolution. L'organe qui à lui seul la caractérise sérieusement semble, dès ses premiers pas chez les Poissons, être prédestiné à son rôle futur. Chez les Oiseaux déjà, les hémisphères ont une grande importance, mais ils s'arrêtent. Dans les divers ordres de Mammifères, il réussit mieux, mais n'aboutit pas à dominer les adaptations dans d'autres directions. L'évolution y donne des types variés, très harmoniques, très appropriés aux habitudes, mais portant sur la force musculaire, sur la rapidité de la course, sur l'élégance des formes. Chez l'Éléphant l'organe cérébral et ses facultés atteignent une certaine supériorité ; mais l'énormité de l'animal et les exigences des besoins pour subvenir à cette masse l'empêchent d'aller au delà. Dans l'ordre des Primates seulement, l'évolution modeste d'abord, mais bien dirigée, prend un heureux essor et atteint son plus haut degré chez l'homme. Mais le lot échu à l'homme, cette bonne chance dont l'acquisition du langage fut l'adjuvant ne lui ôte rien de son animalité.

Quoi qu'on dise, l'homme fait partie intégrante de

l'arbre, des millions de fois séculaire, qui a pris naissance avec les Monères, a donné des branches appelées Polypes, Vers ou Crustacés, Poissons, Reptiles ou Mammifères, Carnassiers ou Primates, d'où sont sortis tant d'innombrables rameaux, parmi lesquels l'homme. Comme le veut le monisme, cet arbre est un et continu dans toutes ses parties; ses branches sont les unes descendantes, les autres ascendantes, d'autres parallèles ou divergentes (évolutions rétrograde, progressive, parallèle, divergentes). Beaucoup ont végété et à bout d'évolution, de sève il faudrait dire, sont mortes sans laisser de trace. Quelques-unes ont survécu sans grand changement. D'autres se sont modifiées et multipliées.

Les espèces éteintes et actuelles sont les extrémités de ces branches aux différentes époques. L'homme n'est que l'une d'elles, paru à l'époque pliocène ou quaternaire. Toutes ces espèces ont une semblable origine aux dépens d'espèces antérieures, toutes ne sont que des produits de la différenciation de celles-ci, toutes ont surgi par un même mécanisme, se sont différenciées à leur tour suivant les mêmes lois et ont eu ou auront les mêmes destinées : témoigner de la splendeur de la nature et disparaître en laissant ou non des rejetons prêts à créer de nouvelles espèces.

Je résume les lois ou facteurs fondamentaux de l'évolution comme il suit :

1° La loi d'expansion ou de prolifération de la matière vivante. C'est la cause première et permanente de l'évolution ;

2° La loi de variation spontanée de la matière vivante. D'où, avec le concours de la loi suivante, la différenciation et la multiplication indéfinie des formes ;

3° La loi de réaction de la matière vivante en présence des stimulants externes et internes; dont découle par l'usage ou le défaut d'usage, la division et la spécialisation du travail, une quatrième loi;

4° La loi de conformité des organes aux fins auxquelles ils sont sollicités, c'est-à-dire la loi d'adaptation aux milieux et aux conditions d'existence. La loi de Darwin de survivance des mieux doués et des mieux adaptés n'en est que la conséquence.

Cette évolution a pour agent la libre concurrence entre les êtres, la lutte à la fois contre les milieux et les circonstances. Les plus favorisés par quelque variation spontanée utile dans les conditions données, ceux qui savent le mieux tirer parti de leurs avantages, ceux qui savent se plier aux circonstances, les plus obéissants aux injonctions de la nature, les plus souples, les plus forts, les mieux adaptés survivent et se multiplient de préférence. Cette lutte ne s'opère qu'indirectement entre les espèces quoique le résultat général en soit la modification de leur type, elle s'opère par les individus. Ce sont eux auxquels telle variation, telle adaptation, telle circonstance donne la survivance et la proéminence. Le sentiment de la conservation, la nécessité de satisfaire à ses besoins, le plaisir que chacun recherche, le désir de jouir pleinement de la vie, tout exalte l'individualité. Pour l'individu, le monde est ce qu'il perçoit, la série de ses impressions depuis la première enfance, le souvenir de ses actes, de ses luttes, de ses souffrances. Son Moi est le foyer unique auquel tout aboutit. Il est forcément subjectif. Par sensibilité et par logique il est égocentrique. Moi d'abord, les autres ensuite. Ce qui le touche vient en première ligne; ce qui regarde les autres ne

vient qu'après, lorsqu'il est poussé par quelque impulsion, par l'intérêt, par le plaisir; s'ils succombent c'est un vide pour lui, s'ils souffrent il se représente leurs souffrances, les partage et cherche même à les soulager, souvent avec l'arrière-pensée qu'en semblable circonstance on lui rendrait la pareille. S'il se dévoue, s'il aime sa compagne, s'il a soin de ses enfants, il en est récompensé par le plaisir qu'il en ressent. Plus son individualité est puissante et plus il est fort. Plus l'individu a du ressort et s'affirme, plus sa vie est remplie, plus il est heureux et plus aussi il concourt au progrès du groupe auquel il appartient.

Il y a, du reste, deux êtres chez l'individu : l'un, intelligent, qui raisonne, veut et est le fruit de sa propre éducation : l'autre qui est le produit d'habitudes prises par les ancêtres, répétées et confirmées par l'accumulation héréditaire : habitudes de famille, de race, d'espèce, habitudes organiques, motrices, psychiques. C'est au dernier que se rapportent le plus grand nombre des actes de la vie, les impulsions, les idées dites innées. Le premier n'intervient qu'occasionnellement. Comme je l'ai dit dans mon mémoire cité de 1893, comme l'a bien exposé le Dr Paul Carus dans son livre sur *Le problème de la conscience du moi*, et comme l'admettent aujourd'hui la plupart des physiologistes, tous les actes sont plus ou moins réflexes et d'avance coordonnés pour chaque but à atteindre. Le centre de réflexion chez les Vertébrés est dans la moelle ou son prolongement intra-cérébral. Dans une première catégorie d'actes, une impression périphérique externe ou interne le met en jeu; dans une seconde catégorie l'excitation vient du cerveau et est une sensation ou un sen-

timent, inconscient ou obscurément conscient dans les deux cas; dans une troisième l'excitation vient encore du cerveau, mais la sensation ou le sentiment est complètement conscient, il a été suivi d'un raisonnement, d'une décision et d'un ordre donné.

Les deux premières catégories sont ainsi plus ou moins automatiques, la seconde à la fois par l'acte et par l'incitation. Elles répondent à ce qu'on appelle les Instincts. Ceux-ci se partagent en sentiments instinctifs et actes instinctifs et ont pour caractères communs d'une part de se produire sans intervention d'une volonté réfléchie et de l'autre d'être un legs ancestral. Or, les instincts sont la règle chez les animaux et le cas le plus ordinaire chez l'homme. Ce sont eux qui gouvernent l'individualisme, qui rappellent sans cesse inconsciemment à l'homme ses antécédents, qui ont pour objectif l'utile et pour raison d'être la soumission aux exigences de la lutte et aux lois supérieures de la nature.

Reste la troisième catégorie d'actes, ceux qui s'opèrent avec délibération. Sont-ils bien différents? sont-ils plus libres? Vont-ils jusqu'à transformer ou annuler les instincts? C'est ce que nous ne pouvons examiner sans empiéter sur l'homme social, qui est hors de notre cadre actuel [1].

L'anthropologie, en somme, tant qu'elle ne s'occupe pas des peuples, de leurs civilisations et de leurs constitutions sociales ne voit dans l'homme qu'un animal auquel elle applique les vérités générales qu'enseigne

1. La thèse exposée dans ces dernières pages sera ultérieurement développée. Lorsque j'écrivis ce chapitre dans le *Monist* de 1895 je ne pensais pas lui donner une suite. J'aurais pu supprimer ce passage, mais comme après tout il résume bien ma pensée j'ai cru préférable de le laisser.

l'histoire naturelle et en particulier la zoologie. Pour elle, il n'y a que des différences de forme et de degré entre les Invertébrés et les Vertébrés puis entre les différentes classes, ordres, familles et espèces de ceux-ci. Les lois qui régissent les uns régissent les autres ; les mécanismes, théories et doctrines qui conviennent aux animaux, conviennent à l'homme, et réciproquement. De même qu'ils sont d'une même substance et ont une même origine, ils ont le même sort. De l'irritabilité de la Monère à la sensibilité d'un Mollusque doué d'un système nerveux ; de la sensibilité d'un Insecte pourvu d'un rudiment cérébral à la sensibilité du Cheval, du Singe ou de l'homme pourvu d'un cerveau centralisé, à sensibilité très différentiée, elle ne voit que des degrés. De la prétendue conscience toute mécanique de la Monère, distinguant ce qui lui est utile de ce qui lui est nuisible, à la conscience rudimentaire du Poisson ou du Reptile, à la conscience du Chien, de l'Éléphant, puis de l'homme, elle ne voit encore que des degrés. Le professeur d'une université catholique dont je tairai le nom admettait avec moi un jour la doctrine du transformisme. « Cette doctrine ne trouble en rien, disait-il, les enseignements de l'Église ; nous vous abandonnons le corps, mais laissez-nous l'âme. » — « Soit, mais comment entendez-vous l'âme? l'acceptez-vous chez les animaux? » — « Oui, fit-il, mais une âme moins développée. » C'était un homme supérieur. Telle en effet est l'âme chez l'homme, telle à différents degrés d'évolution elle est chez les animaux. Ce qui est vrai de l'homme est vrai des animaux et réciproquement.

Il y a deux façons de considérer la nature, l'une à notre propre point de vue humain, l'autre au point de

vue de la nature elle-même. Pour elle, le spectacle que nous offrons est celui de ces fourmilières que chacun de nous a observées, s'agitant sans but au delà de leur vie présente. Pour elle les espèces se succèdent sans autre motif que de manifester leur admirable prolifération. Pour elle, tout ce qui peut se faire se fait, les éléments se combinent, se dissocient, se retrouvent, les formes succèdent aux formes, la désintégration suit l'intégration, l'équilibre est passager, il n'y a pas de fin, le mouvement est perpétuel. L'homme dans ce tourbillon n'est comme le reste qu'un grain de poussière.

Qu'il se fasse un idéal, qu'il assigne un but à son progrès, qu'il donne un programme à ses croyances, qu'il ferme les yeux sur la réalité, c'est parfait; mais que les penseurs qui s'ingénient à l'adapter à ses conditions d'existence, à lui créer un monde propre, à tracer les règles de sa conduite et à en rechercher les bases les moins attaquables n'oublient pas que son seul objet désirable, c'est son bonheur.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE L'HOMME SOCIAL

CHAPITRE I

Biologie générale. — Le protoplasme et ses propriétés. — Les colonies animales. Le moi et son évolution des protozaires à l'homme. — La fonction de reproduction et son évolution.

Les hommes sont actuellement répartis à la surface du globe par groupes petits et grands qui sous le nom de tribus ou de *peuples* sont l'objet de l'anthropologie ethnique. Ces groupes considérés comme un genre de vie que les hommes ont échangé contre l'état de nature portent le nom de *sociétés* et sont à ce titre l'objet de la sociologie. Les mêmes envisagés politiquement, régis par les mêmes lois, ayant un même drapeau, prennent celui de *nations* ou de nationalités. Les mêmes, considérés à un certain degré d'organisation, de bien-être et de développement intellectuel, portent le nom de *civilisations*.

Les animaux, de même, se réunissent en nombre plus ou moins grand, d'une façon continue ou intermittente par groupes auxquels les naturalistes ont donné le

nom de sociétés. Ces groupes diffèrent et ressemblent à divers égards aux sociétés humaines. Comme elles, ils sont un mode de vie collectif opposé au mode solitaire qu'affectent d'autres animaux. Mais différemment d'elles ils sont encore à l'état de nature.

Toutefois, comme ces groupes sont à divers degrés l'image rudimentaire des sociétés humaines, que les mêmes mobiles leur ont donné naissance et les maintiennent et que leurs dernières étapes diffèrent peu des premières de l'homme, on a fait de leur étude d'ensemble une sociologie animale comme il y a une sociologie humaine. Les auteurs font même rentrer dans leur cadre une catégorie d'états réputés analogues, qui se rencontrent chez les Invertébrés sous le nom de *Colonies animales*. Ces colonies sont elles-mêmes issues par agrégation de formes animales simples plus inférieures. Ce qui nous détermine à examiner tout d'abord les débuts mêmes de la vie et à suivre le phénomène de l'association des êtres entre eux chez les Invertébrés pour aboutir aux Vertébrés, c'est-à-dire à faire précéder notre étude de l'homme social d'une introduction sur les sociétés animales et à commencer par quelques aperçus de biologie sur les formes les plus élémentaires de la vie.

Nous avons, du reste, dans le chapitre précédent posé en principe que l'étude de l'homme ne fait qu'un avec celle de l'animalité tout entière; que l'homme et ceux auxquels seuls notre vanité réserve le nom d'animaux sont de la même substance, ont les mêmes fonctions, obéissent aux mêmes lois et ne sont que des degrés se succédant dans le cours du développement des êtres vivants sur notre planète.

Cette seconde partie se divisera en trois chapitres :

1° quelques aperçus biologiques; 2° la famille animale; 3° les sociétés animales.

Protoplasme et ses propriétés. — La vie réduite à sa plus simple expression est le résultat d'un ensemble de propriétés qu'offre une catégorie de substances appelées *protoplasmes* répandues dans toutes les parties des organismes de tous degrés, mais qui n'existe isolément que dans les Monères. Les quatre premières sont : 1° l'oxydation du protoplasme engendrant l'énergie ou force vitale qui s'y emmagasine; 2° l'excitabilité ou réflexibilité qui produit les actes, cause intermittente de déperdition de cette énergie; 3° le renouvellement nutritif qui maintient l'intégrité du protoplasme et l'augmente; 4° la reproduction qui s'opère quand l'accroissement a atteint une certaine limite. Le résultat pour le protoplasme se réduit à deux choses : vivre en tant qu'individu pendant un laps de temps et se perpétuer semblable à lui-même indéfiniment. M. Delage en ajoute une troisième : travailler.

Ces quatre propriétés prises en elles-mêmes sont d'ordre physico-chimique pour nous. Lorsqu'une matière passe à portée d'une Monère, elle produit une excitation. Si la matière convient à sa nutrition, les pseudopodes s'allongent ou les cils s'agitent et la matière est saisie comme chez les plantes carnivores. Si la matière ne convient pas, il n'y a pas d'effet produit, le protoplasme reste inerte. Il n'y a pas à chercher ici une conscience, quelque minuscule qu'elle soit. Le protoplasme n'est guère qu'un corps inorganique jouissant de propriétés spéciales tenant à sa composition. Ces propriétés sont éveillées par une excitation à laquelle suc-

cède une réaction : le centrosome intervient tout au plus comme centre d'attraction. Réduit à ces quatre propriétés le protoplasme aurait peu d'intérêt, il resterait au même point. Mais les excitations se répétant et variant quelque peu, certaines engendreront des réactions spéciales. Le protoplasme se soumet, prend des habitudes, se modifie, bref s'adapte aux conditions. D'où sa cinquième propriété, l'adaptabilité.

Trois facteurs concoururent à en assurer le fonctionnement : 1° la plasticité du protoplasme résultant de l'action combinée de la réflexibilité et de la nutrition ; 2° les quelques variations légères susceptibles de l'engager dans une voie quelconque ; 3° la transmission des particularités nouvelles. Un mot sur les deux derniers. Quelque simples et réguliers que soient les actes de la vie dans les protoplasmes, ils comportent des différences plus ou moins perceptibles : la nutrition a ses inégalités, les matières ne sont pas saisies et ingérées à des intervalles égaux et toujours du même côté, les produits élaborés ne se disposent pas avec une régularité parfaite de la circonférence au centre. C'est la variabilité qui apparaît ainsi comme une propriété primitive. Quant à la transmission ou hérédité, elle est contenue dans le fait brut de la reproduction de l'individu, semblable à lui-même, tel qu'il est à ce moment ; c'est encore une propriété primitive.

Ce n'est pas tout. De la réunion de toutes ces propriétés, au nombre de sept déjà, et plus particulièrement de l'accroissement du protoplasme, de sa reproduction et de son adaptation, résulte non la dernière, mais la plus féconde, la plus générale des propriétés primitives : le pouvoir d'évoluer, c'est-à-dire de se différencier et de donner des formes nouvelles de plus en plus variées.

L'évolution, sans laquelle les êtres sur notre planète n'auraient jamais peut-être dépassé la phase mono-cellulaire et qui de celle-ci a fait sortir les règnes végétal et animal, les Vertébrés et enfin l'homme n'est qu'un effet, une résultante de propriétés et de conditions que pour les besoins de la synthèse on considère comme une force *sui generis*, autonome. Soit, dirons-nous : une force toujours en action, profitant de toutes les occasions, mais bizarre, capricieuse, avançant comme à tâtons, sans but arrêté, adoptant souvent les moyens les plus insignifiants, négligeant les mieux indiqués, suivant des lignes diverses : droites, courbes, brisées, parallèles, divergentes, pour aboutir parfois au même résultat, n'étant limité que par l'impossible absolu dans les conditions données, n'ayant pour guide que le bon, l'utile immédiat à l'individu et pour sanction le succès. Il semble que ce soit la pensée que l'auteur de la Genèse ait voulu rendre lorsque, racontant comment furent créés le ciel et la terre, les plantes et les animaux, il s'arrête à chaque étape et dit : « Et Dieu vit que cela était bon ».

La seule objection à cette manière de comprendre l'évolution sans dessein ni plan est celle que j'ai dite dans mes *Éléments d'Anthropologie générale*. Certains organes ou dispositions d'organes, certaines fonctions sont semblables, aux détails près, dans les branches différentes de l'arbre animal, alors que leur souche commune n'en présente aucun germe prophétique. A quoi je réponds que ces organes ou fonctions étant bons et utiles, il est naturel que l'évolution y ait été conduite plusieurs fois par des chemins différents ; c'est ainsi que des hommes préhistoriques, de races différentes et n'ayant aucune communication entre eux, ont parallè-

lement imaginé la taille du silex ou l'érection des menhirs.

Les premiers effets de l'évolution portent sur l'intérieur du protoplasme. Des granulations, un noyau au voisinage du centrosome, une ou plusieurs vacuoles, des filaments y apparaissent. La Monère est devenue une Amibe, laquelle se partage en Protozoaires ou Protophytes suivant qu'elle penche vers le règne animal ou le règne végétal. On admettait il y a quelques années bon nombre de protoplasmes homogènes et sans noyau; mais les grossissements croissants qu'on obtient avec le microscope en réduisent chaque jour le nombre et l'on se résigne à conclure que les protoplasmes primitifs ont peu survécu jusqu'à nous. D'autres effets de l'évolution ont porté sur l'extérieur; ce sont les pseudopodes, les cils ou filaments vibratiles, des irradiations diverses, des enveloppes plus ou moins consistantes, voire calcaires ou siliceuses que présentent d'autres divisions du règne des Protistes.

Mais l'étape décisive à cette époque reculée de l'histoire de l'animalité est celle qui met à profit une dernière propriété jusque-là latente du protoplasme, le pouvoir de s'agréger en masses. Elle se rencontre déjà chez quelques Protistes. Des protoplasmes avec ou sans noyau, nés suivant le procédé ordinaire par division, restent adhérents par leurs pseudopodes à leur mère ou vont commencer une colonie plus loin. D'autres, après avoir vécu en liberté, rencontrent l'un de ces agrégats et y adhèrent. Ainsi apparaît dès notre point de départ la grande propriété de l'agrégation, absolument distincte de l'association. Par elle aux Protozaires succèdent les Métazoaires, aux unicellulaires les multicellulaires. Par

elle la masse des animaux qui peuplent notre planète se constitue des plus simples aux plus compliqués. Le corps des Vertébrés jusqu'à l'homme n'est lui-même qu'une vaste agrégation dont les phases nous échappent. L'agrégation et les adaptations réciproques au sein des corps agrégés sont deux des plus puissants moyens organiques de l'évolution. Afin d'éviter toute confusion, nous distinguerons l'agrégation, dont le caractère essentiel est la cohésion des parties, de l'association dont le caractère est au contraire l'indépendance absolue des parties. Nous en tracerons du reste le parallèle.

Colonies animales. — Les premiers agrégats ou colonies des naturalistes sont informes. Toutes les cellules y sont semblables et y constituent autant d'individualités distinctes, simplement juxtaposées. Dès leurs premiers pas dans le royaume des Métazoaires, où dorénavant elles portent le nom de *plastides* ou d'éléments anatomiques, ces cellules se trouvent dans des conditions de vie différentes par leur situation dans l'agrégat et chacune doit s'adapter à cette situation. La première différenciation de leur masse, la plus urgente, porte sur le centre où se creuse une cavité digestive ; la suivante porte sur les parois de celle-ci, qui se dédoublent en deux couches, l'une externe en rapport avec le milieu ambiant, l'autre interne en rapport avec l'eau qui pénètre dans la cavité, les deux couches acquiérant les caractères spéciaux que leurs fonctions exigent. L'Olynthus, une éponge élémentaire, en est un exemple. La seconde adaptation porte sur les formes diverses que doit prendre cette première ébauche suivant les cas : allongées et ramifiées chez les Polypes, etc. L'une des extrémités, celle en contact avec le sol, s'attache à celui-ci ; l'autre,

l'extrémité libre de la cavité ou du tube digestif, se garnit de tentacules et devient la bouche. Les cellules primitives réunies par groupes donnent ainsi naissance à des sortes d'individus désignés sous les noms de digesteurs, préhenseurs, fixateurs, etc. De Quatrefages en a compté jusqu'à sept sortes, non compris les cellules d'union ou indifférentes, chez des Polypes étendus en nappe.

Ce ne sont là, en somme, que des applications de la grande loi de la nécessité : s'adapter aux conditions ou mourir. Chaque plastide ou groupe de plastides s'est soumis aux exigences que sa situation comporte. La différenciation morphologique la plus favorable au travail imposé s'est opérée d'elle-même. Chaque groupe s'est individualisé dans la fonction qui lui revient, a perdu proportionnellement de son aptitude à remplir les autres fonctions et est suppléé dans celles-ci par ses voisins, de même qu'il les supplée lui-même. Les uns, dans la communauté, ont des rôles effacés; les autres des rôles importants, et ceux-ci nécessairement prennent la suprématie. L'inégalité entre les membres de la colonie est flagrante, mais dans l'intérêt commun. D'où une solidarité qui ne peut que grandir aux dépens de l'individualité de chacun et surtout des moins utiles et tend à aboutir à l'unité générale. A ce moment, s'il arrive, la colonie adaptée et solidarisée dans toutes ses parties ne forme plus qu'un organisme unique; un individu qui remplace toutes les petites individualités fusionnées et perdues dans son sein. C'est le *méride* du professeur Edmond Perrier. Les animaux qui rentrent dans la catégorie des *mérides* sont tous des Métazoaires plus ou moins inférieurs. Leurs jeunes vont se fixer ailleurs, vivent en liberté ou restent

adhérents entre eux en commençant ainsi un nouveau genre de colonie au deuxième degré dont les éléments passent ou peuvent passer par les mèmes péripéties : la colonie augmente, se différencie ; ses parties se solidarisent et le tout devient un organisme unique, un individu colonial. C'est le *zoïde* de M. Perrier.

A leur tour les zoïdes restent séparés à l'état d'individus distincts et circulant, ou s'agrègent en s'additionnant les uns aux autres et donnant naissance à une colonie du troisième degré. Des adaptations plus complexes que les précédentes mais analogues, se produisent ; les parties s'adaptent non seulement aux conditions extérieures, mais les unes aux autres ; des fusions, des atrophies, des chevauchements d'organes ont lieu, la solidarité et l'harmonie s'établissent et l'on a un organisme unique qui est le *dème* de M. Perrier. Les Invertébrés supérieurs et tous les Vertébrés sont des dèmes. L'organisme humain est un Dème, c'est-à-dire une colonie solidarisée de zoïdes, ou de zoonites, dont les agrégats cellulaires initiaux sont représentés par les éléments anatomiques.

Mérides, zoïdes ou dèmes ; colonies de plastides, de mérides, de zoïdes ou de ces deux mélangés ; colonies à éléments plus ou moins individualisés ou solidarisés, tous dépendent des conditions d'existence variées où ils se trouvent. Chez les animaux supérieurs, ce qui paraît avoir le plus d'influence c'est le genre d'alimentation ; chez les Invertébrés inférieurs et moyens, ce sont les différences d'habitat et d'obstacle apportées au libre développement des parties. L'animal est fixe ou flottant, il rampe dans l'eau, dans la vase ou sur terre. De toutes les circonstances, les plus favorables à l'évolution et au

perfectionnement sont sans contredit la liberté la plus absolue et la lutte quelque vive qu'elle soit. Les colonies fixées, dit M. Perrier, ne se transforment jamais en bloc en un individu. Les colonies qui en liberté ont atteint un certain développement rétrogradent si elles viennent à se fixer. Tel est le cas de l'Ascidie, qui du rang de Vertébré est tombé à celui de Vers, parce qu'il s'est immobilisé ; et aussi de l'Anatife, qui est un crustacé dégénéré. Parmi les causes qui font dévier le développement, se trouve la production de valves écailleuses, d'un étui calcaire tubuleux ou en spirale : les parties comprimées s'atrophient. Une autre cause de déviation est le parasitisme ; certains zoïdes ou colonies de zoïdes transportés dans un milieu où ils trouvent une vie facile, des aliments tout élaborés, perdent une grande partie de leurs organes, jusqu'à leur tube digestif, et en sont réduits presque à leur appareil de reproduction. Les Fourmis esclavagistes en arrivent à ne plus pouvoir se suffire à elles-mêmes et à mourir lorsque leurs esclaves leur font défaut. Et cependant les espèces dégradées, lorsqu'elles reviennent à des habitudes favorables, peuvent fort bien se remettre à évoluer dans une direction quelconque. Tel est le cas de l'Ascidie de tout à l'heure ; lorsqu'il reprend sa liberté il engendre les plantureuses colonies appelées Pyrosomes. Retenons de cet aperçu le fait essentiel ; c'est que l'évolution pour être progressive et donner ce qu'elle peut, exige que l'individu conserve toute sa liberté, toute sa force de lutte et qu'au jeu des conditions de la vie il ne soit apporté aucune entrave. « Laissez faire, laissez passer. »

L'évolution, en somme, commencée avec les premiers protoplasmes, a créé tous les Métazoaires en suivant cinq

directions et en partant de cinq souches, savoir, suivant M. Edmond Perrier : la larve des Éponges, la planule des Polypes, la gastrula des Echinodermes, le nauplius des Arthropodes et la trochosphère des Vers dont sont dérivés les Vertébrés et par conséquent l'homme. Cette œuvre gigantesque s'est accomplie, à travers les âges, essentiellement par le moyen de l'agrégation avec toutes ses conséquences : la division et la spécialisation du travail, la différenciation fonctionnelle, puis morphologique, l'adaptation réciproque des parties et enfin leur solidarisation aboutissant progressivement à l'unité.

Revenons à l'une des propriétés primitives du protoplasme, à son excitabilité ou réflexibilité. En réalité elle se décompose en deux propriétés que ces deux mêmes mots désignent. Un Infusoire, un débris organique passe devant une Monère ; une excitation se produit, la matière est saisie, c'est la réflexibilité ou la réaction. Ces deux propriétés, plus tard lorsque s'agrégeront les protoplasmes ou les cellules, s'additionneront et passeront par les mêmes péripéties que l'agrégation ; elles se différencieront suivant la position et suivant les besoins. Elles suivront le sort des groupes ou individus, ici digesteurs ou reproducteurs, là nourriciers ou préhenseurs ; elles s'affirmeront même chacune dans leurs caractères distinctifs et revêtiront des formes variées. L'excitabilité deviendra la sensibilité buccale, viscérale, tégumentaire, exploratrice, locomotrice ou générale, la réflexibilité se façonnera en différentes sortes de mouvements réflexes correspondants.

Mais des différenciations physiologiques ne peuvent durer sans être suivies de différenciations morphologiques. Dans le protoplasme ou la cellule, rien ne décèle

matériellement les deux propriétés. A un moment quelconque, la répétition des mêmes impressions et des mêmes actes amène forcément quelques plastides sur le trajet à s'adapter à leur nouveau rôle et à se transformer. Ainsi naquirent çà et là les premières fibres et cellules nerveuses, les fibres pour la transmission soit des impressions, soit des réactions, les cellules comme foyer intermédiaire de réflexion. Ce pas accompli, le reste va tout seul. Les cellules, en se rapprochant et se multipliant, deviennent des ganglions, les fibres des filets nerveux. Les ganglions, les plus actifs, les plus nécessaires prirent la prépondérance; chaque méride, chaque zoïde dans une colonie rayonnée ou linéaire eut ses ganglions propres. Leur adaptation réciproque se fit de la façon la plus favorable conformément aux principes de la nécessité et de l'économie, les ganglions superflus disparurent, d'autres se formèrent, les communications entre eux se confirmèrent. Bref surgit un premier type de système nerveux, hautement solidarisé, celui que j'appelle *ganglionnaire* et dont les Arthropodes supérieurs sont un exemple.

Ici surgit une question délicate. Où, quand et par quel mécanisme s'est formé le sens de la personnalité inhérent aux mérides, aux zoïdes et aux dèmes, c'est-à-dire le Moi?

Origine et développement du Moi. — Nous avons vu que la seconde propriété du protoplasme se résout en une excitation suivie d'une réaction. Tous n'interprètent pas les choses d'une façon aussi simple. La Monère ou l'Amibe se présente à l'observateur sous différents aspects : elle est immobile avec ses pseudopodes plus ou moins étendus ou rétractés, elle rampe sans que l'on sache sous quelle influence, elle tourne autour d'un

Infusoire ou d'un débris organique, enfin lorsque celui-ci est à portée, elle allonge ses pseudopodes et le saisit. Or, d'une part, dans ses phénomènes si complexes pour un être aussi élémentaire, on a vu une intention, de la mémoire, de la volonté même, en un mot un Moi aussi obscur qu'on puisse l'imaginer. D'autre part, on a constaté que la propriété d'exécuter des mouvements et spécialement d'allonger et de raccourcir les pseudopodes, est affectée par divers agents physiques et chimiques. Un ébranlement de l'eau dans laquelle est plongée l'Amibe, un attouchement avec une aiguille mousse font rétracter les pseudopodes légèrement, et s'ils sont répétés, davantage. La chaleur à 35° environ rétracte les pseudopodes et, au-dessous, les laisse au repos. La lumière est sans action sur les Amibes, mais elle fait fuir les Bactéries et les Diatomées; ce qui par parenthèse accuse des degrés dans le développement de la motilité des Protistes. Parmi les agents chimiques, les uns attirent, les autres éloignent les Amibes, les uns excitent, les autres anéantissent les mouvements; les anesthésiques sont dans ce dernier cas. L'oxygène stimule les mouvements et sa suppression les arrête. De ces effets, auxquels on pourrait ajouter ceux de l'électricité, il est permis de conclure que les protoplasmes obéissent d'une manière générale aux mêmes influences que les matières vivantes d'un ordre plus élevé. Mais ils ne prouvent pas que les mouvements normalement produits par les excitants naturels, comme le passage d'un Infusoire, doivent être dirigés par un centrosome quelconque. Lorsqu'un minéral avide d'oxygène distingue et prend cet oxygène dans un milieu où il y a aussi de l'azote et de l'acide carbonique, on ne dit pas qu'il le choisit. On a vu un Amibe se livrer

aux mèmes mouvements pour s'emparer d'une substance inutile pour lui, un cheveu, par exemple. L'Amibe, qui rampe sur un objet ou tourne autour d'un Infusoire, peut simplement obéir à l'excitation que produit l'eau imperceptiblement agitée. Si l'on accorde un Moi aux Protistes les plus simples, comme préface du Moi qui existe chez les Métazoaires élevés, il faudrait l'accorder aussi aux plantes sensitives et Carnivores; ce qui serait excessif. Et cependant, si l'on reconnaît aux êtres uni-cellulaires la qualité d'individu, et ceci ne peut être l'objet d'un doute, il est difficile de leur refuser le sens correspondant. Le mieux serait d'admettre que, dans le règne des Protistes, surtout avant sa différenciation en Protozoaires et Protophytes, les propriétés du protoplasme, prises à part, sont d'ordre physico-chimique, que la vie en est le résultat, mais que le Moi, à quelque minime degré que ce soit n'existe pas encore; en d'autres termes, que les mouvements constatés se résument en des réactions mécaniques. Sous ces réserves et pour faciliter la description, je ne craindrai nullement de me servir du mot Moi comme synonyme de centre virtuel de l'individualité, même chez les êtres inférieurs.

Dans les agrégations au début, les individus cellulaires étant tous semblables, il n'y a rien de changé. Mais dès que des groupements se forment, des individualités collectives ayant déjà quelque valeur se constituent, chacune en rapport avec les fonctions particulières du groupe. D'où autant de Moi partiels à distinguer, qui ne s'inquiètent que de ce qui les regarde. Tel, logé dans les profondeurs de l'agrégat, n'interviendra que dans les phénomènes obscurs de la digestion. Tel, en contact à la surface avec le monde extérieur, sera incessamment en

éveil. Les uns restreindront leur action à une région d'un intérêt médiocre, les autres l'étendront à des organes importants préposés à la recherche de la proie, à sa préhension, à l'attaque et à la défense. Naturellement ceux-ci acquerront un développement plus grand. Tant que les groupes ne seront pas reliés par des éléments nerveux, ces Moi seront bien isolés, ils n'auront de relations avec leurs voisins que par les ébranlements mécaniquement transmis de proche en proche. Mais dès que les ganglions auront centralisé l'individualité de chaque groupe et que des nerfs les auront mis en communication, chacun prendra ce qui lui est dû, la hiérarchie s'établira, les responsabilités se partageront. Il y aura les intérêts particuliers de chaque Moi partiel, les intérêts de ceux chargés des fonctions dominantes et l'intérêt général. Chacun aura son indépendance dans sa sphère, mais tous seront solidaires dans certaines circonstances.

A la période ganglionnaire généralisée où nous en sommes, les actes se réduisent toujours à une excitation suivie d'une réaction, mais ils se sont compliqués de trois façons : 1° la transformation de l'excitation en mouvement ne s'opère plus sur place, mais dans le ganglion le plus proche ; 2° le ganglion distingue les diverses sortes d'excitations et y répond par des mouvements simples ou coordonnés, variant avec l'excitation ; 3° les excitations dépassent occasionnellement ce ganglion et s'étendent plus ou moins à d'autres. Soit une impression produite sur une antenne d'Insecte : légère, elle agit localement sur les cellules ou le tissu, l'extrémité de l'antenne se fronce ; un peu plus forte, elle s'étend au ganglion voisin, les antennes et les mâchoires s'agitent ; forte, l'animal entier concourt à la réaction. Un Moi intervient-il

dans ce dernier cas? Si les mouvements coordonnés se sont déjà produits et répétés dans les mêmes conditions et que l'habitude s'en soit établie, cela est inutile. Mais, si l'impression est nouvelle, qu'il y ait lieu à une modification de l'acte, en un mot qu'il faille une initiative, un Moi interviendra nécessairement. Dans cette hypothèse, où peut-il siéger? Dans un seul ou dans plusieurs ganglions à la fois? Je conclus dans plusieurs. Mais l'unité morphologique n'existe pas encore dans les ganglions de l'Insecte. Il a son sens de l'individualisme, il distingue ce qui est lui-même de ce qui est extérieur à lui-même. Il a sa subjectivité, mais elle est diffuse. Tous les faits exposés par Sir J. Lubbock dans son ouvrage sur les Abeilles et les Fourmis et par les autres auteurs qui ont écrit sur le sujet confirment cette conclusion.

A un moment ignoré de l'évolution, un grand progrès s'accomplit dans le système nerveux. Une série de ganglions provenant des zoonites d'une colonie linéaire se soudent en un long cordon qui est la moelle épinière des Vertébrés. On ne connaît pas d'animal actuel réduit à cet organe, en mettant à part la larve de l'Ascidie et l'Amphioxus. Mais les expériences physiologiques sur les Vertébrés ordinaires font voir ce que serait son fonctionnement. Dans cet organisme hypothétique, certaines impressions seraient converties en mouvements par les ganglions épars dans les viscères et sur le trajet des nerfs; d'autres, plus particulièrement en rapport avec les actes extérieurs, auraient leurs centres de réflexion et de coordination dans des zones particulières de la moelle; celles qui réclament de l'initiative et une modification des mouvements précédents aboutiraient au réseau ganglionnaire sensoriel de l'extrémité céphalique de la moelle.

Nous disons au réseau, car tout porte à penser que le Moi y est encore diffus.

Le dernier progrès, et le plus grand, s'accomplit chez les Vertébrés lorsque autour des ganglions sensoriaux de l'extrémité de la moelle se produit une prolifération de cellules et de fibres nerveuses qui donne naissance aux hémisphères cérébraux. Désormais il n'y a plus de doute, la spécialisation de travail du Moi principal et son siège rationnel sont trouvés. La centralisation ne se transporte pas pour cela de la moelle à ces organes nouveaux. Les ganglions du corps continuent leur rôle spécial et maintiennent leurs petites individualités. La moelle remplit les mêmes fonctions et conserve sa forte individualité. Les hémisphères ne sont qu'un organe surajouté dont s'est emparé le Moi : l'organe de la pensée. Les animaux ganglionnaires ne pensent pas, ils reflètent les impressions en associant ou non dans certaines circonstances l'action de plusieurs ganglions. Les animaux ayant des hémisphères seuls pensent. Pensée bien rudimentaire, à ses débuts chez les Lézards de M. Delbœuf, les Crocodiles des bords du Nil et les Poissons en général, valant moins peut-être que celle que semblent manifester certains animaux ganglionnaires, mais s'élevant haut déjà chez les Oiseaux et les Mammifères, atteignant son summum chez l'homme et toujours proportionnelle aux divers facteurs morphologiques dont elle est la résultante.

Par elle, le Moi central intervient à son heure, plus ou moins conscient de ses motifs pour suspendre, accélérer ou modifier les actes coordonnés se rapportant à la vie extérieure, dont la moelle reste le centre de production. Les ganglions épars ont leurs habitudes issues de la répétition des mêmes actes et confirmées par le temps, la

moelle a ses habitudes, les hémisphères eux aussi ont leurs habitudes d'un autre ordre. Seuls les hémisphères, lorsque leur attention est suffisamment sollicitée, lorsqu'il y va de l'intérêt, du plaisir ou du caprice de l'individu et qu'ils le veulent, sont maîtres de changer ces habitudes et celles de la moelle. Seuls ils représentent le Moi général.

Il résulte de cet examen que le Moi, tel que nous le constatons chez nous, est le produit terminal d'une longue évolution, se réduisant à quatre étapes. Dans la première, ou des cellules solitaires du règne des Protistes, il n'existe qu'à l'état virtuel. Dans la seconde, ou des colonies non solidarisées, il se présente à l'état de Moi partiels et dispersés dont la sphère d'action se limite aux fonctions spéciales dont le groupe que chacun représente est investi. Dans la troisième, ou des colonies solidarisées à type ganglionnaire généralisé, il siège à l'état diffus dans les principaux ganglions dominateurs et ne donne encore qu'un vague sentiment de l'individualité générale. Dans la quatrième, ou des Vertébrés, il se cantonne dans un organe spécial qui s'est surajouté, il y vit modestement d'abord, s'y développe et finit, au sommet de l'échelle, par être le Moi puissant de l'homme.

Virtuel, diffus ou centralisé, son rôle chez tous les animaux est de donner aux individus le sentiment de leur conservation, de leurs besoins et de les forcer à obéir aux injonctions de la nature sous peine de ne plus être. A son degré le plus élevé, il comprend les souvenirs du passé, des actes, des sensations et des pensées, l'ensemble des impressions internes et externes donnant à l'individu le sentiment de son existence corporelle présente et la notion même de ses facultés et de ses opé-

rations intellectuelles : *cogito, ergo sum*. Les animaux pourvus d'hémisphères seuls pensent, l'homme seul sait qu'il pense. Le Moi, c'est la conscience de soi-même, c'est l'âme.

Reportons-nous à la loi première, non de la vie, mais de la conservation de la vie chez l'individu, qu'il soit protoplasme, cellule, méride, zoïde ou dème : l'obligation de se conformer aux circonstances, c'est-à-dire de satisfaire ses besoins tout en cédant à la nécessité extérieure et se comportant au mieux des intérêts de l'organisme. Les Moi partiels étaient préposés au fonctionnement individuel de chaque groupe ou organe auquel ils correspondent. Le Moi diffus, prédominant dans certains ganglions, était chargé des intérêts les plus généraux en rapport avec le monde extérieur. Le Moi centralisé s'est établi pour veiller aux mêmes intérêts, mais avec plus d'autorité. C'est tout son rôle. Il distingue ce qui lui est extérieur de ce qu'il a à gérer. Cet extérieur lui est indifférent tant qu'il ne le touche pas ou ne peut le toucher. Il n'a pas à se préoccuper d'autre chose : percevoir et prévoir. Il rapporte tout à lui, il est zoocentrique, c'est-à-dire égoïste. On ne peut concevoir un animal unicellulaire ou multicellulaire sans égoïsme. C'est l'essence même de l'individu. Il reste à savoir si cet égoïsme ne peut revêtir des formes diverses et s'il ne se différencie pas comme c'est la loi générale pour toute propriété, fonction ou organe?

Les actes ont toujours une consécration. Dans le protoplasme ou la cellule, chez l'Éponge ou le Polype avant que les éléments nerveux aient fait leur apparition, elle est dans le bien qui en résulte pour l'organisme, dans le mal qui lui est évité. Ce bien c'est l'utile à l'individu,

comme le mal c'est le nuisible. Plus tard, lorsque les premiers éléments nerveux ont paru et que la sensibilité s'est affermie, les impressions se partagent en agréables et pénibles; les Moi partiels, profonds ou superficiels connaissent cette distinction, chacun en ce qui le concerne. Ces impressions, à un moment donné, s'accentuent, elles constituent un plaisir ou une douleur et deviennent désormais le critérium par excellence poussant à agir dans un sens ou dans un autre. Le Moi diffus des Crustacés et des Insectes, prédominant à peine dans certains ganglions, n'a certainement pas d'autre guide immédiat. Le Moi des Vertébrés, centralisé dans un organe spécial, est dans le même cas; les impressions de plaisir ou de douleur venant de la périphérie ou éveillées dans les hémisphères par le souvenir d'impressions antérieures sont les causes déterminantes de ses réactions.

Ici intervient, en effet, un facteur nouveau. Éviter une douleur immédiate, obtenir un plaisir immédiat, et pour cela obéir aux injonctions directes du monde extérieur, étaient jusqu'ici le seul mobile. Mais les ganglions, la moelle et surtout les hémisphères sont devenus des organes complexes jouissant de propriétés nouvelles venues par différenciation. Ils ne se bornent plus à répondre brutalement à l'impression périphérique actuelle, ils la comparent.

Celle-ci ébranle l'organe en totalité, réveille les impressions antérieures que la mémoire y a emmagasinée à l'état latent. La réponse peut ne pas être celle que l'impression actuelle demande, mais une autre que les impressions antérieures réveillées préfèrent. C'est l'association des impressions, comme à un degré plus avancé il y aura l'association des idées.

Les actes en sont dès lors la résultante. D'où une seconde formule : fuir les circonstances dans lesquelles s'est précédemment produite une douleur et chercher celles où l'on a éprouvé un plaisir. Les Lézards de M. Delbœuf se faufilent dans sa manche pour y trouver la chaleur agréable qu'ils y ont rencontrée auparavant; ils viennent se faire caresser parce que le passage de la main sur leur peau écailleuse leur a procuré un plaisir dont ils gardent le souvenir. Le Crocodile, qui fuit lorsqu'il voit le bâton avec lequel il a été frappé, obéit à l'impression éveillée par l'impression actuelle et non à celle-ci. L'animal en général est ainsi conduit à se rapprocher des individus de son espèce ou d'autres espèces qui ne lui ont jamais fait de mal et auxquels se rattachent au contraire des souvenirs de plaisir. Il revient auprès d'eux et en prend l'habitude; celle-ci se répétant de génération en génération, un sentiment particulier se forme et grandit, l'habitude confirmée devient un besoin, celui de vivre avec d'autres, la sociabilité.

Qu'à cela s'ajoute la vision des avantages que procure cette vie en commun : l'animal est moins souvent attaqué par ses ennemis habituels, il se dissimule dans la masse au moment du danger, l'un ou l'autre de ses compagnons a des qualités dont il tire parti! Autrement dit que son intérêt et son plaisir s'associent pour le pousser dans cette voie, cet animal, sans en avoir la perception, se laissera aller à aimer ses camarades. A l'occasion il se représentera leurs joies et leurs souffrances, il croira les ressentir et les partagera. De même que la vue ou le souvenir d'un mets délicieux fait venir l'eau à la bouche, il versera des larmes à la façon des phoques. A un moment donné il leur viendra en aide,

oubliera peut-être sa propre individualité pour les sauver et sera capable, entraîné par ses réflexes, du dévouement le plus méritoire. Que l'habitude en soit venue progressivement sans qu'il s'en doute; que la cause première et les causes secondes en soient le plaisir ressenti; que l'intérêt personnel de son organisme en soit le motif direct ou indirect, peu importe! l'impulsion inconsciente qui y répond est ce que l'on désigne sous le nom d'altruisme.

Sociabilité et altruisme sont deux termes solidaires. Ils impliquent des concessions mutuelles, des avantages qu'on s'accorde réciproquement et par conséquent un amoindrissement de l'égoïsme. Ce dernier est l'amour de soi, l'altruisme est l'amour des autres, à des degrés divers, bien entendu. Le point noir, c'est que les deux entrent souvent en conflit; que l'intérêt personnel, né le premier et qui est l'essence de la personnalité, a contracté antérieurement des habitudes si fortement enracinées que jamais elles ne perdent leurs droits; que les habitudes altruistes nées après sont plus faibles, moins directes, et que dans la lutte les premières ont l'avantage. La vie des animaux, comme celle de l'homme, offre des exemples quotidiens de cette lutte. Heureusement pour l'altruisme que l'animal est très spontané : il pense peu ou vaguement avant d'agir, il s'abandonne facilement à des impulsions automatiques secondaires. Les habitudes sont une seconde nature, elles sont multiples et se contrarient, l'animal obéit aux plus fortes dans le moment, suivant que les circonstances favorisent les unes ou les autres ou que les réflexes de telle ou telle sorte interviennent avec plus ou moins de rapidité. L'animal, tout comme l'homme, cède souvent à un entraî-

nement qui ne peut lui rapporter que de la douleur, il sacrifie un acte utile à un plaisir immédiat. Il a ses passions et toutes les formes de nervosité, les unes relevant de l'égoïsme, les autres relevant de l'altruisme. Mais dès que l'équilibre existe, que l'individu reprend possession de lui-même, qu'il recouvre le sentiment de sa conservation, le souvenir des peines et des plaisirs attachés à ses actes ; dès qu'il est mis en demeure de choisir, son Moi, c'est-à-dire son véritable intérêt reprend le dessus et dirige sa conduite.

Quelques particularités de l'organisme animal des Vertébrés renforcent les prédispositions à la sociabilité et à l'altruisme, telles que nous venons de les exposer.

L'une des propriétés les plus remarquables de la vie est de s'étendre toujours, de se propager comme un incendie, de se multiplier, de ne jamais se tenir pour satisfaite. C'est, avons-nous dit, la cause première de l'évolution. Toute cellule s'accroît, tout organe augmente, toute fonction grandit en raison de sa propre activité. Cette exubérance chez les jeunes, où l'anabolisme l'emporte sur le catabolisme, pour employer un langage barbare qui a cours, engendre un excès d'activité musculaire qui a besoin de se répandre et dont l'une des formes est le besoin de jouer. Les Insectes offrent déjà des traces de ce besoin, il s'accentue chez les Poissons et les Reptiles, il est très prononcé chez les Oiseaux et les Mammifères. Les Félidés et les Canidés courent, gambadent, luttent, se caressent et trépignent de bonheur. La vie des Singes se passe en jeux quoique ce besoin diminue chez l'adulte et disparaisse chez les vieux ; il contribue fortement aux rapprochements par groupe.

La même exubérance de vie pousse les animaux à

être bruyants, si je puis ainsi généraliser l'idée. C'est le prétendu cri des Insectes, le coassement des Grenouilles, le chant des Oiseaux, les diverses façons de se faire entendre des Mammifères. Mais ces manifestations d'activité de certains organes sont contagieuses par imitation; elles appellent des auditeurs sinon des admirateurs. Il n'est pas douteux que ce facteur n'ait sérieusement contribué à établir des rapprochements. Si nous voulions faire intervenir l'homme, la preuve en serait facile, mais il suffit de rappeler les Oiseaux, les Carnassiers nocturnes et certains Singes.

La même exubérance de vie a pour effet encore le besoin de se démontrer à soi-même sa force et d'en user largement, autrement dit d'étendre son action sur les choses environnantes, notamment sur la nature animée et particulièrement sur ses semblables. C'est le besoin de s'approprier la proie que l'on a saisie, la grotte que l'on habite, le territoire de chasse ou de pâture auquel on est habitué, le besoin d'exercer son autorité autour de soi, d'asservir, de protéger, de régner, de tyranniser même.

Mais s'il y a exubérance de vie, et sentiment de sa force chez beaucoup, inversement et tout au moins par comparaison, il y a sentiment de faiblesse et besoin de protection chez d'autres. Indolents, paresseux ou réellement inférieurs, ceux-là se sentent incapables, moins aptes à parer aux circonstances, à pourvoir à leurs besoins, à se défendre; ils demandent à être secourus, à être protégés, à faire partie de groupes où ils soient moins isolés.

D'où la division si naturelle des individus, comme des espèces, en forts et faibles, protecteurs et protégés, audacieux et timides, prédisposés à l'égoïsme et à la lutte

et prédisposés à l'altruisme et au calme. Cette distinction existe dans la vie de relation comme dans la vie de reproduction : le mâle est fort et exploite sa force, la femelle est faible et se complaît dans sa faiblesse. Ces deux facteurs sont largement à considérer dans les dispositions à se grouper en association pour diriger ou être dirigé.

Il est inutile de faire remarquer combien les divers mobiles réductibles, en somme, à deux — le besoin d'affirmer et de satisfaire son Moi et le besoin de s'approprier le Non-Moi — doivent nécessairement avoir de l'influence sur le développement des penchants, passions et facultés actives ou sensitives au sein des sociétés animales. L'égoïsme et la force engendrent l'émulation, le désir de faire plus, l'amour-propre l'orgueil, la jalousie, la haine, l'esprit de représailles. La faiblesse inspire la soumission, la sympathie, la reconnaissance, la crainte, l'amour. Mais nous ne pouvons entrer dans cette voie qui en ce moment nous entraînerait trop loin.

Il n'est pas inutile, croyons-nous, de résumer les propositions principales, se dégageant de ce qui précède.

1° Les propriétés primordiales dont l'ensemble donne lieu au phénomène de la vie dans les organismes monocellulaires sont, chacune prise à part, d'ordre physico-chimique. Il n'y a pas entre les excitations et les réactions d'intermédiaire permettant d'admettre une mémoire, une volonté, une connaissance de soi.

2° Chez les Métazoaires inférieurs se créent entre les excitations et les réactions des intermédiaires, sortes de Moi partiels multiples pour un même organisme, qui chacun restreint son action au groupe fonctionnel qui l'a engendré et le personnifie.

3° Chez les Métazoaires à un degré élevé, ces Moi se solidarisent çà et là et arrivent à laisser à certains la prééminence d'action en ce qui regarde le monde extérieur. Ils apprennent à distinguer ce qui est eux de ce qui est extérieur à eux et acquièrent ainsi la connaissance d'eux-mêmes, le *self cognition* des Anglais. Peu à peu leur rôle s'accroît, ils commencent à se souvenir, ils délibèrent occasionnellement, ils interviennent pour modifier les actes réflexes. Suivant les circonstances ils agissent inconsciemment ou déjà avec une conscience obscure.

4° Chez les Vertébrés, le Moi prédominant de l'extrémité céphalique des Invertébrés supérieurs s'est centralisé dans un organe spécial où il prend graduellement un haut développement. Son rôle essentiel est de veiller à la conservation du corps, à ses besoins; son rôle accessoire est de lui éviter des souffrances, de chercher sa satisfaction et de lui donner le maximum de bonheur avec le minimum de peine. L'intelligence et la sensibilité l'assistent, l'un pour ce qui regarde l'intérêt bien compris, direct et égoïste, de l'individu, l'autre pour ce qui regarde son intérêt indirect altruiste.

5° L'égoïsme est l'amour de soi, et l'altruisme l'amour de ce qui est extérieur à soi et fait du bien à soi. Toutefois le mot altruisme ne s'emploie qu'à l'égard des êtres semblables ou analogues à soi. L'égoïsme entraîne le besoin de vivre amplement, le désir de recherches de toutes sortes et entre autres de celles qui donnent l'altruisme. L'altruisme est une différenciation de l'égoïsme; il faudrait dire de l'intérêt altruiste. Les deux réunis conduisent à l'association avec ses semblables et au sentiment qui tout à la fois la favorise et engendre la sociabilité.

6° Le Moi, c'est-à-dire l'individu, et l'association qui implique des sacrifices de la part de l'individu sont deux pôles inverses de l'évolution. Chez les mérides et les zoïdes, s'agrégeant pour former les colonies animales, les individualités s'affaiblissent de plus en plus avec les progrès de la solidarité. Chez les dèmes s'associant pour former des sociétés animales, les individualités conservent presque toute leur indépendance. Dans ce cas est-ce aux dépens de la solidarité? C'est ce que nous apprendrons peu à peu.

Ce qui précède concerne l'individu, la formation de son Moi centralisé chez les Vertébrés et des deux sentiments en apparence contraires, qui le caractérisent : l'égoïsme présidant aux actes extérieurs en rapport avec la conservation, et l'altruisme qui en dérive et est la cause première de la sociabilité. Il nous faut à présent dire quelques mots de la fonction de reproduction, qui nous conduira dans le chapitre suivant à la famille.

Évolution de la reproduction. — Elle est de deux sortes : asexuée et sexuée. Dans la première, une partie de l'individu se sépare par scission ou par bourgeonnement. Dans l'autre, deux éléments différenciés en sens opposé se réunissent en un seul. La reproduction par scision est spéciale aux individus formés d'une seule cellule; elle se retrouve cependant chez quelques mérides ou zoïdes comme la Méduse, l'Astérie et le Microstome; chez ce dernier elle donne la clef de la formation des colonies linéaires; elle se maintient chez les Vertébrés au sein de leur organisme pour la multiplication des éléments anatomiques, comme les cellules de l'épiderme et les cellules de sécrétion glandulaire.

La reproduction par bourgeon est une seconde étape de la reproduction asexuée, la partie qui se sépare est complexe. Elle est propre aux Invertébrés inférieurs, où elle multiplie les individus, complète les colonies et alterne souvent avec la génération sexuée qui tend de plus en plus à la remplacer.

La reproduction sexuée est le mode définitif; elle s'établit à mesure que les types deviennent arrêtés et que les espèces qualifiées se constituent. Esquissée chez quelques Protistes, elle devient plus fréquente chez les Invertébrés inférieurs et se généralise chez les Invertébrés supérieurs et les Vertébrés. Elle consiste essentiellement dans la coopération de deux cellules différentes, l'une mâle et l'autre femelle, qui se fusionnent en une seule possédant les caractères latents réunis des deux.

Des Protozoaires à l'homme tous les degrés s'observent dans la génération sexuée. Ce sont d'abord deux cellules ne présentant aucune différence appréciable, qui se rencontrent, échangent une partie de leur noyau et se quittent pour continuer à vivre séparément et se reproduire par le procédé ordinaire de division des unicellulaires. Ce serait le cas de se demander quelle utilité a une semblable union n'apportant aucun changement apparent? Ces deux cellules ont chacune épuisé, dit-on, leur propriété de se diviser et n'ont plus qu'à mourir, tandis que l'échange qu'elles font les rajeunit et les rend aptes à fournir une nouvelle carrière. A un second degré, deux cellules, semblables encore, se fusionnent totalement et n'en forment plus qu'une qui reproduit le type des parents communs. Ici, des finalistes sans doute ajoutent que les caractères communs, mieux transmis, assurent

la perpétuité du type. Soit ! Mais cela ne va guère avec la théorie de Weismann que les différences entre les deux conjoints produisent seules les variations du type qu'utilisera plus tard la sélection. Aux degrés suivants, les deux cellules se différencient peu à peu morphologiquement et prennent les caractères de leur sexe respectif : la femelle grosse et passive, le mâle petit, vif et flagellé. Dès lors les phénomènes intimes de la fécondation se caractérisent et l'ovule fécondé poursuit son évolution ontogénique en reproduisant en abrégé les phases par lesquelles a passé la philogénie des parents.

Ici s'élève une difficulté : la rencontre des deux éléments sexués. A l'origine, chez les Métazoaires, les deux reproducteurs sont des individus d'une même colonie différenciés en deux sens opposés : la distance pour se rencontrer est courte, le hasard favorisé par les courants opère le rapprochement. Pendant quelque temps, dans les colonies rayonnées et linéaires les sexes restent ainsi réunis sur le même individu dit monoïque. Mais peu à peu ils se séparent sur des individus différents. Une suite de cas en montrent les transitions. Ainsi un individu est hermaphrodite et joue vis-à-vis d'un autre le rôle de mâle et de femelle simultanément, puis successivement. Que dans ces dernières conditions l'un des rôles s'affaiblisse, l'appareil génital correspondant s'atrophie et l'individu reste mâle ou femelle !

Tous les Vertébrés auxquels nous nous limitons sont bisexués. Dans une première phase d'évolution la femelle se borne à déposer ses œufs dans un lieu quelconque et le mâle à les féconder ensuite. Ni l'un ni l'autre ne s'inquiète des suites. Les petits éclosent comme ils peu-

vent, des quantités énormes périssent faute de soins, mais la fécondité prodigieuse des femelles compense les pertes. A ce moment l'évolution semble hésiter sur la direction à suivre. Le mâle chez quelques Poissons et Batraciens prend les œufs sous sa tutelle, mais sans que cette impulsion s'étende aux petits. La sélection, juge suprême de la valeur d'une voie suivie, se prononce contre ce système. Alors apparaît la seconde phase dans laquelle la responsabilité des œufs et des petits incombe tout entière à la femelle. C'est évidemment le procédé qui assure le mieux la perpétuation de l'espèce. L'adaptation à la nécessité a agi sagement. Mais à cette spécialisation des dernières phases de la reproduction chez la femelle n'y aurait-il pas un complément utile, l'assistance du mâle qui a coopéré à l'opération initiale? Chez quelques Invertébrés il meurt après avoir rempli sa tâche; chez les Vertébrés il vit. Mais ici intervient une impulsion, bientôt un sentiment spécial qui aboutit à un merveilleux instinct altruiste, qui est à la fonction générale de reproduction ce que l'instinct égoïste est à la fonction générale de conservation, présidant aux relations avec le monde extérieur.

Le germe de cette impulsion se découvre déjà dans la fécondation des êtres les plus inférieurs; l'attraction qu'opère la cellule femelle sur la cellule mâle est visible : l'une attend immobile, l'autre s'avance vers elle et avant de s'unir témoigne par ses mouvements d'une véritable agitation. Chez quelques Poissons, moins indifférents que la généralité, une semblable agitation qui prend le nom de rut, se rencontre accompagnée parfois de phénomènes physiologiques concomitants variés, comme le changement de couleur du tégument externe

écailleux. Elle conduit chez quelques Reptiles, puis chez tous les Oiseaux et Mammifères au phénomène de la copulation [1]. Mais alors s'éveille chez la femelle le sentiment en question d'un caractère tout spécial, sans précédent dans la lignée phylogénique. Il se dessine chez quelques Reptiles et acquiert d'emblée sa plus haute expression chez les Oiseaux et les Mammifères. C'est le sentiment de la propriété de ses œufs et de ses petits, c'est-à-dire l'amour maternel, l'une des créations les plus admirables de l'évolution. Un sentiment analogue se développe chez le mâle, mais obscurément, laborieusement, sujet à de nombreuses exceptions et variant de 0 à 100. Après le rut le mâle s'attache à sa femelle, la protège et reporte ses soins et son affection sur les petits qui en sont nés. De l'union sexuelle des deux résulte une union familiale qui dure en général jusqu'à ce que les petits se suffisent à eux-mêmes.

Telles sont les phases qui de la différenciation des premières cellules en deux sexes opposés ont passé à la séparation de ceux-ci dans deux individus avancés et, chez ces derniers, d'une indifférence de part et d'autre pour leur progéniture à une association familiale en vue de l'élevage en commun des rejetons. A coup sûr c'était la meilleure adaptation finale à la fonction à remplir le plus amplement et le plus sûrement. La sélection naturelle ou par l'utilité après bien des essais rejetés s'est arrêtée là.

La sélection se retrouve sous un autre aspect. Chez les Poissons le nombre des rejetons était prodigieux, il en mourait des quantités innombrables, c'était un gaspillage. A mesure que la responsabilité principale se loca-

1. Quelques poissons, comme on le verra, ont déjà une fécondation intérieure.

lise chez la mère dans quelques Reptiles, puis dans les Oiseaux, la mortalité et le nombre des petits diminuent parallèlement. La mère, même assistée du père, eût été incapable de suffire à un nombre exagéré; évidemment celles en ayant le moins furent favorisées et survécurent davantage.

Chez les Mammifères, d'autres considérations se présentent. Les petits des Poissons traversent les premières phases de leur ontogénie dans un œuf qui n'était pas couvé après sa sortie; l'œuf des Oiseaux était couvé, au contraire, c'est-à-dire garanti du froid pendant le temps nécessaire; les petits en sortaient aptes à vivre; chez les Mammifères il n'y a pas d'œuf, c'est-à-dire que le petit n'est pas protégé par une enveloppe calcaire contenant pour lui une provision alimentaire, mais il se développe dans le sein de sa mère et ne vient au monde que tard relativement et déjà avancé dans son ontogénie. Il y a des étapes cependant avant d'arriver au point satisfaisant. Chez les Monotrèmes, qui tiennent un peu des Oiseaux, il y a un œuf qui se brise avant la naissance ou à la naissance, qui n'est pas couvé par conséquent, et le petit naît mal formé, chétif, très disposé à la mort; dame Providence a mal compris son affaire. Chez les Marsupiaux, il y a progrès, les petits restent plus longtemps dans le sein de la mère, arrivent plus avancés en ontogénie, mais pas assez encore pour affronter les intempéries de l'air; la mère les abrite donc dans une poche abdominale que la nature avait déjà essayée chez quelques Batraciens, comme nous le disions, mais n'a réussie qu'ici. Chez les autres Mammifères les petits restent tout le temps voulu dans l'utérus, la poche abdominale, inutile, disparaît. C'est alors, non chez tous, mais d'une manière générale,

que le nombre des petits diminue jusqu'à tomber à deux et un.

La sélection n'est pas tout. Pourquoi, à mesure que les conditions d'existence pour les petits grandissent, le nombre de ceux-ci diminue-t-il? Est-ce la même raison que plus haut qui intervient? Les mères ayant le moins d'enfants sont avantagées et survivent de préférence. Alors c'est l'intérêt individuel de la mère et non l'intérêt de la fonction qui l'emporte, la loi de la meilleure vie pour la mère et non la loi générale de prolifération ou d'expansion maxima. Ce qui prouve que derrière les motifs de l'évolution ne se cache aucune force mystique et que, dans la nature, ce qui prend le dessus c'est ce qui rencontre le moins de résistance et est le plus fort.

Passons aux faits de détail.

CHAPITRE II

La famille animale chez les Vertébrés : Poissons, Reptiles, Oiseaux et Mammifères.

Quelque regret que nous en éprouvions, car le sujet est particulièrement intéressant chez les Insectes hyménoptères, nous laisserons les Invertébrés pour nous en tenir aux Vertébrés, dont le champ est bien vaste déjà. Trois formes d'association s'y rencontrent entre individus séparés et libres dans tout le cours de leur existence, savoir : 1° entre deux ou plusieurs individus pour s'aider ou faire commerce d'amitié ; 2° entre deux individus de sexes opposés en vue de la reproduction, sinon de donner lieu à une famille ; 3° entre de nombreux individus ou

familles, d'une façon temporaire ou permanente, sous forme de rassemblements, de bandes ou de sociétés. Nous négligeons la première, qui est éventuelle, et commençons de suite par la seconde qui a été considérée comme le point de départ des formes les plus avancées de la troisième, comme la cellule formative, a-t-on dit, des sociétés. La famille et la société se mèlent et s'entrecroisent en effet chez les animaux à tel point que, pour s'y reconnaître, il faut d'abord faire la part de la première.

Les Poissons se présentent d'abord. Ils se divisent en deux groupes : l'un dans lequel il y a fécondation intérieure et où les petits naissent vivants, et l'autre dans lequel les œufs sont déposés par la femelle dans un endroit quelconque et ultérieurement fécondés par les mâles. La plupart des Poissons cartilagineux et quelques Poissons osseux sont dans le premier cas ; les autres, formant la très grande majorité, sont dans le second. Chez les premiers un certain degré d'attachement maternel peut se concevoir ; on a décrit une famille de Plagiostomes nageant avec ses petits, qu'elle n'abandonnerait que lorsqu'ils peuvent se suffire à eux-mèmes.

Chez les seconds, des variantes s'observent. D'abord une indifférence complète : la femelle pond et ne s'occupe pas de ses œufs, le mâle passe, les féconde et ne s'en occupe pas davantage. Mais parfois une certaine attraction se manifeste entre les deux sexes, sans copulation. La femelle qui va pondre est suivie d'un ou plusieurs mâles ; une agitation analogue à celle du rut a été décrite chez le mâle, soit pour la femelle, soit vis-à-vis des œufs déjà pondus : ce rut va jusqu'à engendrer des combats entre rivaux. Le mâle, conjointement avec sa femelle ou seul, prépare une sorte de nid. L'un ou l'autre

ou les deux surveillent les œufs. J'ai vu à l'aquarium de Naples un poisson faire ménage avec une compagne et s'en montrer fort jaloux. Le cas le plus curieux est celui du *Gasterosteus*. Il construit seul et avec soin un nid en forme de cylindre ; il y attire une femelle, témoigne sa joie pendant qu'elle pond, puis va en chercher d'autres ; alors il mure l'entrée du nid, veille sur les œufs jusqu'à leur éclosion et les défend contre les femelles qui reviennent pour les dévorer ; enfin il soigne ses petits et ne leur donne la liberté que lorsqu'ils n'ont plus besoin de lui. D'autres cas, plus étonnants encore, sont : celui de plusieurs Lophobranches mâles qui récoltent les œufs et les gardent fixés sur eux jusqu'à leur éclosion ; celui des Hippocampes et Syngnathes, dans lequel les œufs sont conservés dans une poche ventrale ou caudale ; celui de deux ou trois espèces, dans lesquelles le mâle couve les œufs dans sa bouche. Mis au monde vivants ou éclos d'eux-mêmes, les petits sont, en somme, abandonnés chez les Poissons et périssent en nombre considérable, faute de soins. Mais la fécondité prodigieuse de la plupart compense les pertes. Le Saumon a près de 25 000 œufs, l'Esturgeon des millions. En résumé, des tendances diverses se manifestent pour l'élevage des petits, les unes laissant à la mère le rôle de reproductrice jusqu'au bout, les autres le confiant au père. Est ce l'amour maternel ou l'amour paternel qui prendra le dessus ? Il y a aussi une tendance marsupiale bien curieuse. L'évolution semble indécise sur la voie la plus avantageuse à suivre.

Les Batraciens viennent ensuite : les Anoures, puis les Urodèles. Les premiers déposent leurs œufs dans l'eau ou dans le sable, où ils sont fécondés on ne sait dans

quelles conditions. Un rapprochement incomplet s'opère dans quelques espèces, les œufs sont fécondés à mesure qu'ils se présentent. Quelques cas spéciaux sont à signaler. Chez le Pipa de Surinam, le mâle prend les œufs et les met sur le dos de la femelle où ils s'enchâssent et éclosent. Chez d'autres Anoures, le mâle entortille les chapelets d'œufs autour de ses pattes et en a soin jusqu'à la naissance des petits, qu'il abandonne alors. Chez le *Nototrema marsupialis* l'incubation des œufs s'opère dans une poche dorsale particulière que porte la femelle. C'est encore l'évolution qui s'essaye en diverses directions. Est-ce la mère ou le père qui aura la charge des œufs pondus? Les œufs, en quittant l'oviducte, passeront-ils dans une autre poche fournie par l'un ou l'autre? De leur couvaison il n'est pas question.

Les Urodèles entrent dans une nouvelle phase : « les mâles fécondent les œufs dans le corps de la femelle », dit Espinas. Ces œufs, qu'elle pond ensuite, la femelle en prend quelque soin, le mâle les ignore. Ce qui, rapproché de faits présentés par les Anoures et les Poissons, conduit Espinas à une théorie que nous élargissons en ces termes : Lorsque la femelle pond ses œufs, elle est soulagée et les abandonne sans s'intéresser à eux. Lorsque le mâle vient après il éprouve du plaisir en les fécondant, il les prend en affection, les regarde comme sa chose propre et en a soin.

Chez les Reptiles, toute hésitation cesse, la fécondation s'opère toujours à l'intérieur, avant la ponte et par copulation. La femelle pond les œufs fécondés, les recouvre avec plus ou moins de soin et, en règle générale, ne s'en occupe plus. Elle considère sa tâche comme terminée, et n'est pas poussée a aller plus loin. Cepen-

dant quelques femelles surveillent un peu les œufs ou même les couvent. Quelques-unes, après leur éclosion, mettent leurs petits en lieu de sûreté, ou les conduisent à l'eau, mais les laissent ensuite. Chez le Trigonocéphale de la Martinique et le Caïman, elle en prend soin pendant plus de temps; chez le dernier ou l'a vue les défendre avec rage et témoigner d'un véritable amour maternel; quant au mâle, son rôle se borne à peu près à la copulation. Quelques Reptiles se battent au moment du rut, quelques-uns vont par couples. Chez certains Crocodiles le mâle et la femelle couveraient alternativement; quelques mâles vont jusqu'à aider la femelle dans l'éclosion des œufs. Le cas le plus instructif est celui de l'Iguane. Il vit une partie de l'année avec la même femelle; il la défend énergiquement contre ceux de son espèce qui l'approchent, elle est à lui; mais, ni le mâle, ni la femelle ne s'occupe des œufs et des petits, ils n'ont que la passion sexuelle. Le Crotale est dans le même cas; le mâle et la femelle errent amoureusement, s'enlacent de temps à autre, mais laissent leurs œufs éclore seuls.

En somme, dans les trois classes que nous venons de voir, des cas isolés montrent des tendances diverses, les uns ouvrant la voie à ce qui deviendra habituel dans les groupes suivants. En ne tenant compte que de la généralité, voici comment ils se résument. Chez les Poissons et les Batraciens anoures, pas de sentiment maternel, mais en revanche déllévités se de sentiment paternel tenant à ce que la passion qui accompagne le rut, ne s'exerçant pas sur la femelle, se porte entièrement sur les œufs et tend à se prolonger en faveur des petits. Chez les Batraciens urodèles et les Reptiles, la copulation change la scène : l'ardeur du rut est réci-

proque et engendre un sentiment sensuel bilatéral prononcé. Ce moment passé, le mâle se désintéresse des suites; la femelle laissée à elle-même pond les œufs fécondés, en prend soin, mais va peu au delà. Le sentiment maternel commence à poindre, mais le sentiment paternel est nul.

Ici paraissent les deux branches issues des Reptiles : les Oiseaux et les Mammifères, dans lesquelles s'accentuent et se généralisent les cas exceptionnels les plus favorables dans une certaine voie, qui ont précédé. Mais auparavant il nous faut ouvrir une parenthèse pour préciser le sens des termes que nous emploierons.

Les phénomènes de la reproduction chez les Oiseaux et les Mammifères se partagent en trois actes : au premier il y a rut, copulation et fécondation, et comme consécration un amour sensuel plus ou moins aigu. Le second est représenté par la couvaison des œufs chez les Oiseaux et par la gestation chez les Mammifères. La femelle y est livrée à elle-même ou vit avec le mâle. Dans ce dernier cas, c'est la période conjugale, à laquelle correspond l'amour conjugal. Le troisième acte commence à la naissance des petits et dure réglementairement jusqu'à ce que ceux-ci se suffisent à eux-mêmes. C'est la période familiale ou la famille. Celle-ci est *maternelle* lorsque la mère, abandonnée à elle-même, a seule soin des petits; *pater-maternelle* lorsque le père s'associe plus ou moins à elle; et *paternelle* si l'on veut, lorsque le mâle ayant plusieurs femelles, la famille a pour centre le mâle. Espinas n'a pas tenu compte de cette distinction. La famille maternelle étant un fait constant sans lequel, chez les Oiseaux et les Mammifères, on ne peut concevoir l'élevage des petits, nous

réserverons le nom de famille aux deux dernières formes.

La famille, pour nous, est l'association de trois éléments : un mâle, une ou plusieurs femelles, un ou plusieurs petits ; sa consécration est l'amour familial, lequel se partage en amour maternel, amour paternel et amour filial, auxquels s'ajoute l'amour conjugal, qui est un legs de la période précédente.

Un mot encore : dans les pages qui vont suivre, nous ne parlerons que des espèces sauvages en liberté. La domestication et la simple séquestration dans les jardins zoologiques modifient souvent les phénomènes de la reproduction, comme du reste et encore plus les instincts sociaux.

Oiseaux. — La spécialisation s'est décidément faite dans les deux sexes. Au mâle revient le rôle principal dans la première période, à la femelle la responsabilité directe dans les deuxième et troisième. Prenons-les à part.

La femelle, dans sa première période, a le rôle passif. Elle est coquette, mais réservée, se laisse séduire, s'abandonne avec grâce, reste soumise à son mâle, alors même qu'il est volage, et lui est généralement fidèle. Parmi les exceptions à cette dernière règle se trouvent, le croirait-on, quelques Colombes qu'entraîne le sens sexuel. A la deuxième période, la ponte et plus encore la couvaison sont l'objet de toutes ses préoccupations ; elle est attachée encore à son époux, mais à la condition qu'il respecte ses œufs ; dans le cas contraire, elle s'éloigne de lui et cache ceux-ci. A la troisième, tout se concentre dans un seul sentiment : les soins à donner à ses chers petits. L'attachement qu'elle conserve à son époux est

proportionnel à la part qu'il prend à ces soins. Si cet époux lui fait défaut, son dévouement, sa prévoyance, son ardeur à défendre ses petits grandissent d'autant. La Poule est le modèle type de l'amour maternel. L'instinct de la couvaison est poussé si loin chez certaines femelles, que chez l'Eider par exemple, elles se volent leurs œufs pour en avoir davantage. La ténacité de la mère à couver ou à couvrir ses petits sans plume dans le nid est telle parfois qu'on ne peut l'en chasser, par exemple chez le Martin-Pêcheur. Si ses œufs viennent à se briser ou ses petits à périr, elle ira retrouver le mâle qui l'a abandonnée ou un autre afin d'être fécondée à nouveau. On peut furtivement introduire dans son nid des œufs étrangers, elle aura soin des petits avec la même sollicitude. Elle adoptera les orphelins d'une autre mère. En un mot, l'instinct chez elle est consolidé à la dernière puissance et est une des merveilles de l'adaptation au but fonctionnel. Ces qualités ne sont affaiblies que dans un petit nombre de cas, par exemple chez l'Autruche, le Coucou, le Molothrus, la Palombe à collier, le Tétragalle d'Australie et suivant Van Beneden le Phalarope.

Le mâle, dans la première période, a le rôle actif, au contraire. Il choisit sa femelle, la fascine par son chant et ses démonstrations de tous genres, livre à ses rivaux des combats parfois homériques et s'accouple séance tenante. Mais le plus souvent il l'emmène victorieusement à l'écart. Dans les périodes suivantes, son rôle étant facultatif, il le remplit diversement. Tantôt il reste avec sa femelle et partage son labeur, guidé par la sympathie, tantôt il l'abandonne comme un vil égoïste. Suivons le premier cas. Dans la deuxième période, il aide sa femelle à la confection du nid ou s'en charge seul, il lui apporte

des aliments, la distrait par ses chants, couve tour à tour avec elle ou même seul (Nandou, Phalarope), et partage ses joies et ses douleurs. Audubon raconte que le *Muscicapa fulva* est très agité pendant que la femelle pond, qu'il l'encourage et s'envole avec elle tout joyeux lorsque l'opération est terminée [1]. Dans la troisième période, le tableau devient charmant : mâle et femelle sont étroitement unis dans un même sentiment, ils rivalisent pour faire ingurgiter aux petits la nourriture qu'ils leur ont préparée, ils leur apprennent à voler, à chasser.

Trois degrés se présentent dans le cas inverse de l'abandon de la femelle. Au premier, l'abandon est complet et immédiat lorsque le mâle a rassassié son besoin sexuel ou qu'il est épuisé. Exemple : le Dindon, le Faisan, le Tétra et du reste la plupart des Gallinacés et quelques Échassiers et Palmipèdes. Prenons le Dindon : les deux sexes vivent habituellement séparés; au printemps la femelle se rapproche et appelle, le mâle accourt, se livre à toutes les simagrées qui accompagnent le rut, et la copulation commence. Dès que la femelle commence à pondre, son besoin sexuel s'éteint, elle s'éloigne graduellement, le mâle la cherche, se montre mécontent, est jaloux des œufs, qu'il veut détruire et que la femelle défend; de guerre las il renonce, se met à l'écart pour reprendre des forces ou retourne vers ses amis, sans s'inquiéter de sa femelle et de ses petits, ou mieux de ses femelles, car il est polygame dans le rut. A un second degré, le mâle prolonge un peu son séjour; il s'éloigne

1. Le voyageur en Nouvelle-Guinée Becari décrit la hutte conique d'un oiseau du paradis, *Amblyornis inornata*, devant laquelle il entretient une pelouse gazonnée de fleurs fraîches, de graines, de coquillages. Il y fait l'amour, mais sa femelle n'y élève pas ses petits. (*Évolution de la propriété*, par Letourneau, p. 16.) Je n'ai pu vérifier cette citation.

de temps à autre, revient le soir, attend que sa femelle ait fini sa ponte et la quitte définitivement : tels sont l'Eider et la Caille. A un troisième degré, il abandonne la femelle plus ou moins tôt, revient auprès d'elle lorsque les petits sont nés et ont un peu grandi, et alors prend la direction de la famille. Exemple : la Gélinotte, la Bécasse, le Canard, l'Outarde. J'ajouterai que parmi ceux du premier degré, il en est qui reviennent à leur femelle lorsque les petits se sont émancipés et font volontiers société avec elle jusqu'au rut suivant, où il recommence.

De fait, les unions correctes, conjugales dans la deuxième période et familiales dans la troisième, sont la règle chez les Oiseaux. En voici quelques types : Celui des Rapaces, très uni, mais profondément égoïste par sauvagerie ; le couple, monogame, vit à l'écart avec ses petits et défend scrupuleusement les abords du nid. Celui de plusieurs Échassiers et Palmipèdes, comme le Cygne ; chez ce dernier, le cercle de la famille est rigoureusement fermé, tous sont très attachés les uns aux autres ; c'est de l'égoïsme encore, mais par excès d'amour familial. Celui des Pigeons, monogame également, qui semble n'être qu'un prolongement de la phase sexuelle restée aiguë, dans laquelle les soins donnés aux petits sont comme un jeu, une occasion d'amour sexuel, bien que négligés dans quelques espèces. Celui du Nandou, une autruche d'Amérique ; le mâle est polygame depuis le rut jusqu'à la fin de l'élevage des petits. Le dernier type, le plus répandu, se rencontre chez les Passereaux, les Cervidés, les Hirundinés, la plupart des Échassiers et des Palmipèdes, et chez quelques Oiseaux de mer. Son expression la plus complète se voit chez les Perro-

quets. L'amour sexuel, l'amour conjugal et l'amour familial s'y fondent en un tout ne laissant presque rien à désirer.

Quelques cas particuliers échappent aux deux catégories de famille purement maternelle et de famille pater-maternelle qui précèdent. Un premier est celui du Tétragalle d'Australie, dans lequel les œufs pondus sont abandonnés à eux-mêmes et éclosent seuls. Un autre est celui du Nandou, dont le mâle couve à lui seul tous les œufs pondus par ses femelles. Celui de l'Autruche ordinaire s'en rapproche et mérite quelques détails; le mâle est polygame, les femelles déposent leurs œufs dans le sable et les recouvrent chaque fois qu'elles s'en éloignent. De jour, lorsque les rayons solaires sont forts, elles couvent alternativement avec le mâle d'une façon irrégulière; la nuit c'est le dernier qui seul couverait. Lorsque les petits sont éclos, tous en ont soin, mais le père, assure-t-on, avec le plus de sollicitude. Le cas le plus étrange est celui d'un certain nombre d'Oiseaux qui occasionnellement pondent dans le nid d'autres espèces et se débarrassent ainsi des soins de la maternité. Exemples : le Chat-huant, mais surtout le Molothrus et le Coucou. Nous avons vu des mâles dénaturés chez les Oiseaux, mais les femelles comme le Molothrus et le Tétragalle, y sont rares. Le Molothrus se livre à la promiscuité polyandrique la plus éhontée et ne forme d'union d'aucune sorte; lorsque la femelle a besoin de pondre, elle cherche dans un buisson un nid étranger quelconque, y dépose son œuf et ne s'en occupe plus. Le Coucou vaut mieux, il a une femelle et vit avec elle; celle-ci pond dans des nids étrangers, et de temps à autre vient voir si la mère qu'elle leur a donnée en a

soin; lorsque les petits sont capables de s'envoler, elle revient avec son mâle, les appelle et tous deux se chargent de leur éducation.

Les Oiseaux sont monogames ou polygames dans la période du rut, mais tous ceux qui dans la deuxième et la troisième période restent avec leur femelle sont monogames. Les exceptions sont si rares qu'elles comptent à peine. Il y a de une à trois couvées par saison, le même couple continuant en général toute l'année. Le plus souvent, il se dissout avec la famille, mais quelquefois se maintient jusqu'au printemps suivant et persiste même des années, sinon toute la vie, comme chez l'Aigle, le *Picus principalis* et la Grue.

La famille, purement maternelle ou pater-maternelle, cesse par exception avant que les petits soient en état de sortir du nid, comme chez l'Albatros. Elle se prolonge en général jusqu'à ce que les petits puissent se suffirent à eux-mêmes, sinon jusqu'à ce que leur éducation soit terminée, lorsque le retour du besoin sexuel le permet. Chez les espèces ayant deux ou trois couvées par saison, ce retour met fin, prématurément parfois en effet, à la famille; le double instinct maternel et paternel disparaît, les époux redevenus amants expulsent bon gré mal gré les enfants du nid. Deux couvées peuvent cependant se succéder par exception et vivre en bonne intelligence : chez la Poule d'eau, les petits de la seconde couvée fraternisent avec ceux de la première et assistent leur mère.

Les petits ne demandent du reste qu'à s'en aller d'abord du nid, puis plus loin. Ils s'essayent, s'envolent, reviennent le soir et finissent par ne plus revenir du tout. Ils errent alors généralement avec leurs frères, plus

ou moins, suivant les espèces et en tout cas s'émancipent au plus tard lorsque le besoin sexuel leur arrive. Dès lors tout est fini. Parents et enfants ne se connaissent plus. Il n'y a entre eux survivance d'aucun sentiment.

En résumé, l'évolution vers les conditions les plus favorables pour atteindre les fins de la reprodution, esquissée chez les Poissons et les Reptiles, aboutit chez la majorité des Oiseaux presque à la perfection. Ce n'est plus le mâle isolé ou la mère isolée qui est chargé du développement des petits dans l'œuf ou hors de l'œuf. Un trait d'union s'est établit entre les deux agents de la reproduction, une association s'est créée, un sentiment plus ou moins puissant unit le mâle à sa femelle et à ses petits, les deux concourent à l'œuvre commune dans la mesure chacun de leur organisation. Chez les deux, la période initiale est ce qu'on conçoit qu'elle doive être : physiologique. L'ardeur au rut est suffisante et modérée chez la femelle, qui est passive. Elle est violente et capable de renverser tous les obstacles chez le mâle, qui est actif. Dans les périodes ultérieures, la mère a toute la responsabilité directe, elle suffit à sa tâche et la remplit avec une ténacité et un esprit de suite merveilleux. L'instinct, répondant aux deux périodes, est chez elle aussi fixé et consolidé qu'il est nécessaire. Dans les mêmes périodes, bon nombre de mâles n'ont rien acquis d'utile à l'espèce. Mais dans la grande majorité un instinct à la fois conjugal et familial s'est établi chez les deux qui laisse peu à désirer. De part et d'autre, c'est le triomphe de l'adaptation des moyens au but fonctionnel.

Pourtant quelques points noirs subsistent : 1° La rapidité avec laquelle le besoin sexuel met fin à la famille et

dont les inconvénients portent sur la seconde partie de l'élevage, l'éducation des petits. La faute en est évidemment à la pluralité des couvées ; pour qu'il y ait progrès, il faudrait que celles-ci se réduisent à une par an.

2° L'oubli réciproque des parents et des enfants les uns pour les autres lorsqu'ils se sont quittés et spécialement lorsque les derniers ont atteint la puberté. Le but est rempli, dira-t-on, l'espèce est renouvelée, les parents ont rempli leur tâche !

Mammifères. — Les phases extérieures de la reproduction y diffèrent un peu de celles des Oiseaux. La deuxième période est souvent longue, la couvaison y est remplacée par la gestation. La troisième se divise en trois : l'allaitement, qui ne regarde que la mère ; l'intervalle entre ce moment et celui où les petits peuvent à la rigueur s'émanciper, qui est court ; et le temps qui s'écoule ensuite jusqu'à la puberté, pendant lequel les jeunes sont libres ou ne s'attachent que par habitude aux pas de leur mère.

Les Mammifères, au point de vue de la famille ou de la société, que nous verrons ensuite, paraissent devoir se partager en trois : les Mammifères inférieurs, comprenant les Monotrèmes, les Edentés, les Insectivores et les Marsupiaux ; les Mammifères supérieurs, comprenant les Ongulés, les Carnassiers et les Singes, l'homme étant laissé de côté ; et les intermédiaires ou moyens.

Les Monotrèmes, les Edentés et les Insectivores sont les plus inférieurs sous le rapport de la famille. Le Tatou rencontre une femelle, s'accouple et poursuit son chemin. La Musaraigne ne vaut pas mieux ; le mâle et la femelle, en dehors du rut, se dévorent s'ils le peuvent. Cependant quelques couples se maintiennent jusqu'à la

phase des petits, chez l'Ornithorynque, le Tamanoir, le Hérisson et la Taupe. Chez les Marsupiaux, l'amour maternel est très prononcé, et cela se comprend : la gestation dure un mois environ, tandis que les petits occupent pendant six à huit mois une poche abdominale où ils sont tout à leur mère. Chez le Wombat, elle cesse de s'intéresser à eux lorsqu'ils quittent la poche; mais chez les autres, elle leur donne les soins les plus assidus. La Sarigue est un modèle d'amour maternel. Les Phalangistes et les Kaolas portent leurs petits sur leur dos, cramponnés à leur longue queue. Quant au mâle il est indifférent après le rut. Chez le Kangourou, on le décrit s'approchant et regardant avec curiosité les petits qui montrent leurs têtes hors de la poche. Chez les Bélidés seulement, il concourt à former de petites familles.

Les Chéiroptères, voisins des Insectivores, ne valent pas mieux sous le rapport de la famille. Les Chauves-Souris s'accouplent et s'ignorent jusqu'au rut suivant. La mère a toute la charge des petits; elle leur témoigne de l'affection et les promène accrochés à elle. Le retour du besoin sexuel seul met un terme à son amour maternel.

Les Rongeurs offrent des types variés, mais généralement peu favorables à la famille et même à la fonction maternelle. Le premier est celui du Hamster : le mâle se rend dans la demeure de la femelle, s'accouple, vit quelque temps en bonne intelligence avec elle et la quitte; la femelle, cinq semaines après, a cinq ou six petits, qu'elle élève pendant quinze jours et chasse dès qu'ils peuvent se suffire. Le Loir, le Lérot, le Porc-Épic, les Rats, les Souris, le Campagnol et le Lemming sont dans le même genre. La sollicitude de la mère, dit Brehm du Campagnol, se convertit en indifférence à mesure que

les petits ont moins besoin d'elle. Un second type est celui du Lièvre : le mâle n'abandonne pas sa femelle, parce qu'il est toujours en rut, et que celle-ci l'est aussi, même pendant la gestation, mais il se comporte de la façon la plus indigne avec ses petits. Aucun amour maternel n'existe chez la femelle; elle porte trente jours, met bas de deux à cinq petits sur la terre nue, en a soin quelques jours à peine et les abandonne, quitte à revenir à eux lorsque le lait la gène. Un troisième type est celui du Castor. Il présente un fait analogue à celui que nous avons rencontré chez quelques Oiseaux; le mâle abandonne sa femelle après le rut et ne revient auprès d'elle que plusieurs mois après, lorsque ses deux à quatre petits sont devenus assez grands pour circuler (Audubon et Bachman). Un quatrième type est celui de certains Écureuils dans lequel le mâle et la femelle font ménage jusqu'à ce que les petits puissent se suffire; ils sont monogames. Un sixième enfin est celui du Lapin; chaque groupe monogame a son terrier, dans lequel il ne souffre aucun étranger; ils ne se quittent guère; le mâle aime ses petits autant que la femelle, il les caresse, leur lustre le poil, leur apprend à chercher leur nourriture; la mère creuse un terrier tout exprès pour eux.

L'une des particularités de certains Rongeurs est une extrême fécondité. Le nombre de leurs petits est généralement de trois à cinq, parfois de un et jusqu'à dix. Ce qui fait leur fécondité, c'est la répétition des portées, par exemple chez les Souris et les Rats, presque tous les mois chez certains Campagnols, sept fois et plus chez le Lapin. C'est qu'ils sont volontiers polygames et polyandres, et s'accouplent très peu de jours après la parturition, comme le Campagnol, sinon aussitôt, comme

la Souris. C'est que les jeunes sont aptes très tôt à la reproduction : un mois et demi à deux mois chez le Campagnol. On a calculé qu'un couple de Campagnols peut donner cinq cents individus en un an et un couple de Lapins le chiffre incroyable de onze cent mille en quatre ans. Les gigantesques émigrations des Lemmings de Norvège et le fléau que l'invasion de notre Lapin domestique a abattu sur l'Australie en sont des témoignages.

Chez les Mammifères marins, on ne voit pas de mâle abandonner sa femelle après le rut. Cependant on y signale des troupes de vieux mâles dits solitaires qui ont abandonné leur progéniture avant la fin et des troupes de jeunes à part. Les uns sont monogames, comme le Morse et probablement le Dugong; les autres polygames. Dans ce dernier cas, le père, les mères et les enfants restent ensemble jusqu'à la fin de l'élevage et même, me semble-t-il, chez certains, jusqu'au rut suivant. Les sentiments maternel et paternel dans les familles polygames seraient moins vifs ; le mâle semble être dans la position d'un sultan de harem dispersant son affection. Nous nous réservons du reste d'entrer dans plus de détails sur les familles qui revêtent les caractères de sociétés circonscrites.

A titre de Mammifère aquatique je mentionnerai ici la Loutre marine (*Enhydris*), qui est un Carnassier de transition. La famille y est très unie et monogame. Elle se compose du père, de la femelle, des petits à la mamelle et des petits de l'année précédente. Le mâle caresse la femelle avec ses pattes de devant, joue avec ses petits. Lorsqu'on leur enlève leur progéniture, ils pleurent et gémissent, de même que les Phoques. La mère porte ses enfants dans sa gueule comme les Carnassiers.

Les Ongulés sont peu féconds; ils n'ont en général qu'un petit tous les ans. Le *Bos frontalis* n'en a que tous les deux ans et l'Aurochs tous les trois ans. Le Mouflon et le Chevreuil ont deux ou trois petits, le *Sus* trois à neuf. Les uns sont franchement monogames comme le Renne, la Gazelle et, d'après Bachman, le Buffalo; les autres, polygames pour le rut surtout, comme le Bouquetin et le Mouflon; d'autres, polygames jusqu'à la fin, comme les Solipèdes et l'Éléphant. La femelle a la charge immédiate des petits. Lorsque le mâle l'abandonne après le rut, elle va souvent former avec les autres femelles pleines un groupe spécial. Lorsque le moment de mettre bas est arrivé, la femelle se retire pudiquement seule à l'écart. Son petit la suit partout; elle l'allaite, le mène paître, lui témoigne la plus vive affection et le défend avec courage. Lorsque son époux partage ces soins avec elle, elle lui en a une grande reconnaissance, l'aime et le lui prouve d'une façon touchante. Chez le Chevreuil, où l'union est charmante, depuis le rut jusqu'à la terminaison de l'élevage, la seule interruption est lorsque la femelle se met à l'écart pour la parturition; quelques jours après on la voit revenir heureuse et fière, suivie de son petit, elle appelle son époux, qui accourt, se livre à la joie, caresse son enfant et la mère et reprend la direction de la famille.

Ce tableau est rare. Le mâle, chez les Ruminants, est le plus souvent poussé par l'instinct sexuel, ou par celui-ci et un autre besoin non moins frappant, celui de commander, d'être le maître. L'amour conjugal après le rut et l'amour familial sont des objets de luxe pour lui. Chez les Solipèdes, et je citerai particulièrement l'Hémione, dès que le mâle est apte à la reproduction, il n'a

qu'une préoccupation : imiter son père, rassembler autour de lui le plus de femelles possible et se faire le chef d'une troupe dont, par jalousie, il chasse les jeunes mâles lorsqu'ils approchent de la puberté. Chez les Cervidés, tantôt le mâle ne vit avec sa femelle que pendant le rut, tantôt il prolonge ses amours jusqu'aux approches de la parturition, tantôt il reste avec elle jusqu'à ce qu'il ait rempli tous ses devoirs. Ainsi chez le Renne et le Chevreuil, chez les Capridés et les Ovidés, c'est l'ardeur du rut qui prime la situation et la polygamie est toute sexuelle. Chez les Antilopes, la Gazelle est monogame et assistée jusqu'au bout par le mâle; le Capricorne est polygame; le Chamois ne se donne à sa femelle que pour le temps du rut et reprend sa vie solitaire ensuite. Chez les Bovidés, le mâle prolonge un peu son union avec la femelle, puis va faire société à part avec ses compagnons, tandis que la femelle et son petit vont vivre avec les autres femelles dans le troupeau général.

Parmi les Pachydermes, deux exemples suffiront. Le Sanglier ou *Sus scrofa* vit avec la femelle pendant le rut, qui dure quelques semaines ou deux ou trois mois d'automne, et reprend ses habitudes de solitaire. La mère se charge de tout le reste. Elle porte quatre mois et demi environ, a de trois à neuf petits, les allaite quatre mois et demi et les garde près d'elle longtemps. Plusieurs portées peuvent la suivre à la fois et former ainsi une petite société toute maternelle. L'Éléphant est polygame; il aurait en moyenne huit femelles, mais il y a des motifs de croire qu'il s'attache à l'une de préférence pour un laps de temps. La femelle porte vingt-deux mois et demi, n'a qu'un petit et en a grand soin. Le père est non moins attaché à ses petits, mais à la façon, semble-t-il, d'un

chef de bande polygame plus que d'un père, comme c'est la règle chez les Ongulés.

Les Carnassiers ont une fécondité moindre que les Rongeurs, mais plus grande que les Ongulés. Ils sont monogames, en ce sens que dans la période de rut ils s'attachent à une femelle et que, dans le petit nombre de cas où l'union persiste jusqu'à la phase familiale, ils n'en ont qu'une à plus forte raison. La mère est souvent excellente et dévouée à ses petits, mais laisse parfois à désirer. Le Chat sauvage, le Couguar et la Hyène, par exemple, abandonnent facilement leurs petits en présence du danger ou à l'approche de l'homme. C'est la femelle qui habituellement choisit parmi les mâles en compétition pour ses faveurs. Le mâle l'abandonne généralement après le rut ou continue parfois à vivre avec elle pendant quelque temps. Dans ce cas il chasse avec elle, ou les deux chacun pour soi, en égoïstes. Quelquefois, comme le Tigre, il vient occasionnellement à son secours lorsqu'elle défend ses petits. Parmi les quelques cas où la famille existe, se rangent le Lion, le Chat, le Dingo, le Renard, le Loup, l'Ichneumon du Nil. Le Loup cependant dévore volontiers ses petits ou les abandonne si la mère vient à mourir. Le Lion très attaché à sa femelle pendant la période sexuelle et la période conjugale simple est indifférent à ses petits lorsqu'ils naissent; mais peu à peu il se laisse toucher par leurs miaulements, leurs jeux et leurs caresses et devient un père modèle; l'accord entre les trois éléments constituants de la famille est parfait.

Les Singes, dont nous distrairons les Anthropoïdes, sont, au point de vue de la famille, l'ordre le plus élevé des Mammifères. Ils sont lubriques et volages dans la période du rut, mais finalement de bons époux et de bons

pères. Aucun n'abandonne sa femelle après le rut ou avant la naissance des petits. Ils sont polygames comme les Ongulés et les Mammifères marins, mais dans cette polygamie on ne sent pas ou on sent moins le besoin de se faire le chef d'une troupe de femelles et de jeunes. L'affection y joue le grand rôle. Deux ou trois Singes seulement sont monogames : le *Presbytes* de Ceylan, le Nyctipithèque et peut-être le Maki. Les Singes n'ont qu'un petit, par exception deux jumeaux. L'amour maternel y est admirable. On en cite des traits qui ont profondément ému ceux qui en ont été témoins : une mère, jusqu'à son dernier soupir ne songeant qu'à mettre son enfant en sûreté, implorant la pitié du chasseur avec une expression toute humaine, ou mourant de chagrin de sa perte. La femelle allaite son enfant, le porte dans ses bras, sur son dos ou enlacé autour d'elle; elle lui prépare ses aliments, le caresse, joue avec lui, le châtie doucement, est prévoyante. L'amour paternel est moins développé. Cependant les deux parents rivalisent d'attention pour leur enfant, ils lui apprennent à marcher, à grimper, à chercher sa nourriture. Le père, à un moment donné, revient au secours de son petit et le sort d'une position périlleuse. On a vu un Arctopithèque mâle prendre l'enfant des bras de sa mère pour le porter à son tour. On ne sait à quel moment les petits s'émancipent, mais il est certain que l'affection et les soins ne se limitent pas à la première année et que la famille se compose d'enfants d'âges très divers.

Chez les Anthropoïdes, les sentiments conjugal et familial sont les mêmes; tout l'intérêt est de savoir s'ils sont polygames ou monogames et quelle est la durée de leur union?

Je ne me prononce pas sur le Gibbon. Le récit de Duvaucel, des mères allant à la rivière laver le visage de leurs enfants malgré leur résistance, prouve que la maternité y comprend son rôle. L'Orang offre une particularité plus commune qu'on ne croit dans les espèces les mieux cotées : une disposition familiale différente chez l'adulte et le solitaire âgé. Les vieux mâles abandonneraient souvent leurs femelles après le rut; les adultes, au contraire, vivent avec elles, et prolongent leur union pendant un temps inconnu. La famille de l'Orang se rencontre ainsi composée : un mâle, une femelle et plusieurs petits d'âges très différents, jusqu'à quatre parfois, m'a-t-il paru; les Anthropoïdes n'ont qu'un petit, comme l'on sait. Quant aux soins donnés, les détails manquent. Mais lorsque on a vu dans nos ménageries la passion que les Orangs ont pour les enfants de toutes sortes, des poupées même, la délicatesse avec laquelle ils les prennent dans leurs bras et les cajolent, on ne peut douter qu'il n'en soit de même pour leurs propres enfants à l'état sauvage. Pour accoucher, la femelle se met à l'écart. Sur le Gorille, j'ai des renseignements inédits, outre ceux publiés. Les cas rapportés par les Nègres, où il aurait été vu avec plusieurs femelles, ne me convainquent pas. A mon avis, il est monogame, il garde la même femelle probablement indéfiniment, on lui a vu jusqu'à trois enfants pour le moins sur lesquels il veille et qu'il défend. Le Chimpanzé aussi serait monogame: Dans le cas de Savage, la famille comprenait un mâle, une femelle et deux petits d'âges différents. Le texte suivant de Livingtone ne laisse aucun doute sur l'une de ses espèces, le Soko. « Il vit en société d'une dizaine de mâles ayant chacun sa femelle..... Si l'un cherche à s'emparer de la femelle d'un autre, il est

terrassé et battu par tous les autres mâles.... S'agit-il de traverser un endroit difficile, le père prend l'enfant dans ses bras, le porte et le rend à sa mère. »

En résumé, les Mammifères dans leur ensemble nous apportent une déception, ils n'offrent que rarement le tableau presque idyllique qui nous a si souvent charmé chez les Oiseaux.

Chez les Mammifères inférieurs l'amour maternel a fait un grand pas sur les Reptiles, la famille maternelle s'est constituée; mais le mâle en est au même point, il abandonne la femelle après le rut. Chez les Rongeurs le progrès est limité à quelques-uns qui connaissent les joies de la famille pater-maternelle : Avec les Carnassiers et les Ongulés, auxquels il faut joindre les Mammifères marins, les choses se caractérisent en deux sens opposés. Chez les Carnassiers, la famille pater-maternelle existe, le père prend sa part des soins à donner aux petits, le sentiment qui l'attache à sa femelle n'a pas la pureté qu'il offre chez les Oiseaux, mais est suffisant et remplit son but. Le Lion en est l'exemple le plus avancé : le père, la mère, les enfants ont les uns pour les autres l'affection la plus tendre. Chez les Ongulés et les Mammifères marins, la famille est pater-maternelle, mais a un tout autre caractère; ce qui était une exception très rare devient la règle. Les uns sont polygames pendant le rut seulement, comme beaucoup d'Oiseaux, la plupart sont polygames pendant les deux autres périodes en plus. Mais dans ce dernier cas le mobile est faussé; ce n'est pas une transformation de l'amour sexuel en amour conjugal et ultérieurement en amour paternel qui pousse le mâle, mais la vanité, le besoin de rester entouré, d'avoir une troupe

sur laquelle il a toute autorité. Le nombre de femelles parfois excessif et de petits qui en résultent affaiblit ainsi ses dispositions altruistes. Quelques-uns y perdent la notion de la responsabilité propre qui leur incombe et la laisse se noyer dans une responsabilité collective du troupeau général dont nous parlerons. Bref, chez les Ongulés, la femelle est ce que nous l'avons vue chez les Oiseaux, soumise dans la première période, mère excellente, dévouée, courageuse dans la troisième, son ardeur à remplir sa tâche grandissant avec l'abandon plus ou moins complet de son mâle. Le mâle, de son côté, a la même agitation dans le rut, livre les mêmes combats à ses rivaux, mais se comporte différemment ensuite. Tantôt il quitte ses femelles avec indifférence; tantôt il se borne à les protéger de loin, à titre de partie intégrante du troupeau général; tantôt, et par exception, il reste attaché à sa famille, comme chez le Renne monogame et le Chevreuil presque monogame.

Les Singes paraissent dériver des Ongulés sous le rapport de la famille, mais avec un sentiment de domination moins marqué et au contraire un sentiment conjugal et familial décidément très prononcé. Aucun d'eux n'abandonne sa femelle, tous sont bons époux et bons pères. Les Anthropoïdes n'en diffèrent qu'en ce qu'ils sont monogames.

C'est sur la femelle, en définitive, que l'adaptation la meilleure à la fonction a concentré tous ses efforts. La famille maternelle est le nécessaire, la famille patermaternelle le luxe. En dehors des heures qu'il consacre à la reproduction, le mâle trouve toujours du temps pour aller vivre de sa vie individuelle. La femelle, elle, n'a des loisirs chez les Oiseaux que l'hiver, et aucun chez la plu-

part des Mammifères supérieurs, où le rut, la gestation et l'élevage se succèdent sans interruption et empiètent les uns sur les autres. Dès qu'elle est apte à la reproduction, l'objectif de sa vie est tout, elle est tout amour. Elle cherche à plaire à son époux prochain, elle l'aime et l'admire; elle aime les œufs qu'elle couve, les enfants qu'elle met au monde; elle aime celui qui l'a rendue mère et qui partage avec elle son affection pour ceux-ci. Quelle différence avec le mâle, spécialement chez les Mammifères! Dès l'origine c'est un plaisir que celui-ci cherche, sans aller plus loin souvent; plus tard, dans la famille, c'est un aliment à son activité, le besoin de posséder et de dominer. Le mâle est l'élément égoïste dans l'association, la femelle l'élément altruiste. Si, pour employer un mot dont on a abusé, le mâle est supérieur à la femelle dans tout ce qui a trait aux fonctions de relation, la femelle lui est supérieure dans tout ce qui a trait à la reproduction. Réunis ils forment un tout complet, l'unité physiologique. Ce tout est réalisé dans la forme monogame de la famille.

La forme polygame serait une déviation de l'utilité physiologique. Si l'on considère le mâle comme un simple fécondateur, tandis que la femelle ne serait qu'une pondeuse, il est admissible que le mâle vole de femelle en femelle et en féconde le plus possible. Mais la physiologie ne l'entend pas ainsi. Elle montre qu'il s'agit moins de procréer des quantités énormes de petits exposés à périr en masse faute de soins que d'assurer l'existence et la prospérité d'un petit nombre. Elle montre que, dans la lutte contre les causes de mortalité, l'avantage est à ceux qui, grâce au concours des deux parents, ont le mieux résisté. A mesure qu'on s'élève dans la série

des Vertébrés, la fécondité diminue; le nombre des œufs ou des petits, si considérable chez les Poissons, baisse chez les Reptiles, les Oiseaux et les Mammifères. Mais en proportion aussi augmentent les soins en commun à la progéniture. Il n'est pas douteux, pour ne pas parler de l'homme, que le mâle s'attache à ses femelles et à ses petits d'autant moins qu'il en a davantage. Réduire le mâle à n'être qu'un simple fécondateur, un sultan de harem, un chef de troupe, c'est méconnaître les nécessités de l'élevage et de l'éducation. La polygamie va à l'encontre du résultat à obtenir. L'égalité de nombre entre les sexes, dans les espèces, est la preuve que les unions doivent s'opérer un avec un et non un avec plusieurs.

Une différence physiologique avec les Oiseaux explique peut-être la résistance du mâle, chez les Mammifères, au développement des sentiments conjugal et familial. Chez les premiers, la totalité du temps que prend une couvée pour aboutir est court; l'intervalle qui s'écoule entre la fin du rut et la naissance des petits ne laisse pas au mâle le temps d'aller contracter de nouvelles habitudes avec ses camarades, l'amour qu'il avait pour sa femelle se continue pendant la couvaison et se reporte facilement d'elle aux enfants. Chez les Mammifères supérieurs, le temps est long, au contraire, depuis le rut jusqu'à la fin de l'élevage; la période de gestation qui est de plusieurs mois et jusqu'à vingt-deux mois, chez l'Éléphant, creuse un abîme entre l'amour du rut et la naissance des enfants; pendant ce temps le mâle se déshabitue de sa femelle, va retrouver ses amis. Il est vrai qu'il n'y a qu'une portée par an et que le retour du rut, n'ayant plus de relation avec la fin naturelle de

l'élevage des petits, ne vient pas mettre un terme intempestif à la famille, comme chez les Oiseaux.

Nous avons signalé un point noir chez les Oiseaux, la séparation trop rapide des enfants et des parents et l'oubli réciproque des uns et des autres qui en résulte. En est-il de même chez les Mammifères? Nous avons cité parmi les Oiseaux, la Poule d'eau, chez laquelle les deux couvées de la saison fraternisent, en sorte que la mère se trouve à la tête d'une troupe considérable. Les Mammifères présentent des cas analogues fréquents. Chez l'Oppossum de Virginie, dit Audubon, il y a trois portées et plus par an. On voit les petits de l'une encore dans la poche abdominale, tandis que ceux des deux autres circulent aux alentours, surveillés par la mère. Chez l'Écureuil, les trois à sept petits des deux portées de l'année forment une troupe de douze à quinze qui suivent la mère. Chez l'Enhydris, la famille circule, formée du père, de la mère et des petits à la mamelle et demi-adultes. Chez le Sanglier, la mère se promène avec ses petits d'années différentes. Chez l'Orang et le Gorille on a rencontré la père et la mère accompagnés de petits d'âges éloignés. Il n'est pas douteux que chez les Mammifères, la famille n'ait une tendance à se prolonger plus que chez les Oiseaux. Chez la Marmotte, les petits passent tout l'hiver avec leurs parents dans le même terrier. Soit le Chevreuil; le rut a lieu en avril-mai, la gestation dure huit ou neuf mois, les petits à la mamelle ont trois mois quand le second rut a lieu; ils restent avec leur mère six mois encore et ne s'en vont généralement qu'à la naissance d'un autre petit. Chez le Chevreuil, dit M. Trouessard, on a vu des frères et sœurs s'accoupler entre eux et même rester ensemble toute leur vie. Il y a

des raisons tirées de l'état social, qu'on verra plus loin, qui portent à penser qu'entre le moment où les petits s'émancipent particulièrement de leur mère et celui où ils sont pubères, le lien est moins rompu que chez les Oiseaux. Mais ce qui est certain, c'est que, comme chez eux, le premier rut rompt définitivement ce lien et que, chez les Mammifères comme chez les Oiseaux, il n'y a en général entre parents et enfants survivance d'aucun sentiment : ils ne se connaissent pas.

Conclusions générales. — La famille, dans les Vertébrés où elle existe, n'est que l'une des phases de la reproduction de l'espèce, sa phase extérieure terminale. Elle résout le problème du développement de l'individu pendant l'intervalle qui sépare sa naissance du moment où, suffisamment avancé dans son ontogénie, il peut se passer de ses parents et atteindre la puberté.

La génération bisexuée, esquissée chez les Protozoaires les plus élevés, a été jugée par les hasards de l'évolution la plus favorable à la reproduction des types constitués, c'est-à-dire des espèces. Au lieu de laisser les sexes réunis sur un même individu colonial, solidarisé, l'adaptation, obéissant à la loi de spécialisation des fonctions, les a séparés sur des individus différents. De là une situation difficile : deux individus ayant les mêmes droits à la propriété d'enfants issus d'eux, les mêmes obligations physiologiques d'assurer leur développement. Chez quelques Invertébrés, la question est simplifiée, le mâle meurt lorsqu'il a rempli son rôle indispensable. A l'époque incertaine de l'histoire des créations successives, où naquirent et se différencièrent les Poissons et Reptiles, une hésitation se produit. Des œufs éclos périssent faute de soins en quantité considérable. C'est à la sélection à

intervenir. Une fois l'œuf pondu et fécondé, ou fécondé et pondu, qui aura la charge d'assurer le développement au dehors? Le mâle ou la femelle? Chez les Oiseaux et les Mammifères, la solution est acquise, c'est la femelle ; des impulsions chez elle organiques et psychiques se sont créées en vertu de la loi d'utilité : ce qui est le mieux survit, ce qui est mal meurt. Mais puisque le mâle ne disparaît pas après avoir rempli son rôle nécessaire, pourquoi ne pas l'utiliser? Des impulsions analogues à celles de la femelle, le poussant à partager le fardeau avec elle, se sont donc formées. Mais nous avons vu que l'adaptation n'a pas abouti à des résultats absolument identiques chez les Oiseaux et les Mammifères. Dans la majorité des premiers, le mâle entraîné par sa sensibilité est devenu un excellent père de famille. Dans la majorité des seconds l'adaptation a dévié, la sensibilité a eu le désavantage, le mobile égoïste l'a emporté sur le mobile altruiste. Et cela se comprend : la femelle, passive de sa nature, depuis les cellules des Protozoaires, a cédé à la sensibilité; le mâle, actif depuis la même époque, s'est accusé dans le sens de la volonté et de l'initiative. Actif il est resté dans le rut, actif il a persisté chez la majorité des Mammifères, en cherchant à posséder et à grouper autour de lui le plus grand nombre possible de femelles. Tandis que par un autre aspect du même égoïsme, les Carnassiers sont devenus monogames, la plupart des Ongulés, des Mammifères marins et des Singes sont devenus polygames. Ainsi a été manquée la fin vers laquelle l'adaptation a si bien abouti chez les Oiseaux. L'union conjugale, au lieu d'être une association altruiste en vue de la reproduction, est la suprématie du mâle sur une ou plusieurs femelles ; la famille, au lieu de se limiter

à une femelle et au nombre raisonnable d'enfants que l'on peut élever et protéger, est un clan dont le mâle est le chef. La polygamie chez les Ongulés est un écart de l'évolution. Si elle persiste chez les Singes, c'est pour la même raison. Il est vrai que chez les Anthropoïdes la scène change : ils sont monogames. Deux influences sont ainsi en lutte : celle de l'individu poussé par le rut et le besoin de dominer sur des femelles multiples et celle de la fonction trouvant le système monogame plus avantageux. Celle-ci l'a emporté.

CHAPITRE III

Les sociétés animales chez les Vertébrés : Poissons, Reptiles, Oiseaux et Mammifères. — Parallèle des colonies animales et des sociétés animales.

Nous avons vu qu'à côté de la différenciation et de l'adaptation à des conditions nouvelles, l'un des moyens employés par la nature pour créer des formes nouvelles est l'association ou mieux l'agrégation des individus. Ceux-ci simplement cohérents au début de l'évolution des colonies animales conservent une partie de leur indépendance, puis la perdent progressivement pour devenir solidaires et ne plus constituer qu'un tout morphologiquement et fonctionnellement uni. Ils étaient beaucoup, ils ne sont plus qu'un, chacun alors travaillant pour tous et tous pour chacun. Tout autres sont les agglomérations que nous avons à présent à décrire. Les individus ne sont plus agrégés, mais seulement associés ; ils conservent leur indépendance entière. Séparés, libres dans leurs actes,

ils circulent comme bon leur semble, et ne concèdent de leur liberté que ce qui leur plaît, capricieusement ou poussés par quelque mobile. Et cependant il y a une école de philosophie qui assimile les colonies animales agrégées aux sociétés animales associées. Quelques dissidents se bornent à les comparer, mais d'autres veulent que le principe qui les a constituées, leur organisation, les lois qui les gouvernent, soient, à la forme et au degré près, les mêmes de part et d'autre. Nous verrons ce qu'il en est.

Nous avons vu d'autre part que les impulsions qui conduisent les animaux à se réunir d'une façon temporaire ou permanente en société se réduisent à deux : l'obligation de satisfaire quotidiennement aux besoins de l'organisme qui aboutit, par intérêt bien entendu, à l'égoïsme, et le besoin de relations agréables avec ses congénères qui conduit à l'altruisme, simple forme de l'égoïsme produit par différenciation.

Voyons d'abord l'échelle des cas, du simple au composé, le plus visiblement liés à l'égoïsme. La concurrence et la lutte pour l'existence de Darwin sont la conséquence de ce dernier; elles donnent la prééminence et la survivance à ceux qui se laissent le mieux diriger par l'égoïsme et tirent le meilleur parti des conditions qui se présentent. La forme la plus brutale de la lutte est celle où l'animal en dévore un autre pour assouvir sa faim, mais avant d'en arriver là, il y a des procédés insidieux. Le plus répandu est celui du *parasitisme* : des Microbes, des Vers pénètrent dans le corps d'un animal avec ses aliments ou autrement, s'y développent, s'y multiplient, s'y nourrissent et le tuent vite ou lentement au fur et à mesure de leurs besoins. Une forme voisine est

le *commensalisme* : le parasite a élu domicile dans la peau ou les tissus de l'animal et vit tranquillement à ses dépens sans lui causer de tort sensible. Voici une série de cas qui mène de celui-ci à une troisième forme : le petit Crabe de notre Moule domestique; l'Amphibène, un Oiseau qui habite les fourmilières sans que ses hôtes s'en plaignent ; la Couleuvre d'Esculape qui loge dans un creux d'arbre avec une compagnie de frelons; le Pilote et le Remora qui accompagnent le requin.

La troisième forme est le *mutualisme unilatéral* dont ce dernier cas pour le moins est déjà un exemple. Sa caractéristique c'est une espèce en exploitant une autre, lui rendant des services, mais sans en recevoir en échange. Le cas du Crocodile et du Pluvian des bords du Nil est bien connu. L'Oiseau y rend deux services : il entre dans la gueule du Crocodile et y fait sa pâture des vers et sangsues qui l'incommodent; il s'envole en poussant un cri particulier lorsque l'Ichneumon, l'ennemi du Crocodile, paraît et avertit ainsi ce dernier. Le Crocodile agite sa queue lorsque l'Oiseau est dans sa gueule et qu'il désire la fermer; il ne donne rien, il se contente de respecter les jours du petit animal qui lui est utile. Le service est unilatéral, mais il est facile de comprendre qu'avec la moindre intelligence, sinon inconsciemment, le Crocodile serait amené à défendre son Pluvian. Les mêmes remarques s'appliquent aux Oiseaux qui s'attachent à certains Ongulés; un *Hyas* et un *Ardéa* à l'Hippopotame, un *Textor* au Buffle de Cafrerie, un *Buphaga* à l'Éléphant d'Afrique, et les suivent pour dévorer les insectes qui logent dans leur peau épaisse. L'intérêt est le seul mobile de ces oiseaux et serait aussi celui des Ongulés s'ils avaient l'occasion de les défendre.

La domestication d'une espèce par une autre est un autre cas de mutualisme unilatéral. Exemple : certaines Fourmis qui en réduisent d'autres en esclavage et se font nourrir par elles. Lorsque l'homme fait servir les animaux qu'il a domestiqués à ses besoins, à ses plaisirs ou à son caprice, il les nourrit en échange, mais aussi il les tue impitoyablement lorsqu'ils ont cessé de lui être utiles ou de lui plaire.

Comme exemple de *mutualisme bilatéral*, cette fois, nous citerons certains Pucerons et Fourmis. Les premiers souffrent d'une sécrétion abdominale qui les distend ; les secondes y trouvent un goût agréable, les sucent et arrivent à les nourrir pour entretenir cette précieuse source d'alimentation et à s'en faire de véritables vaches laitières qu'elles surveillent dans des étables. Un autre est celui de l'Oiseau appelé Indicateur et de l'homme : le premier arrête le second par ses cris, lui montre le chemin vers une ruche d'abeilles dont les deux font leur profit. S'ils ne s'étaient pas associés, l'un n'aurait pas eu les chrysalides dont il est friand, et l'autre le miel. En continuant ainsi nous aboutirions au cas où un animal emprunte le service d'un autre, temporairement, celui du Serpent qui se fait traverser la rivière par un Canard, ou à ceux de plusieurs s'entraidant pour soulever une grosse pierre, traîner un tronc d'arbre, construire une digue, chasser ou se défendre.

La seconde cause, conduisant les animaux à se réunir, et cependant plus active peut-être, est le besoin de compagnie. La lutte pour l'existence n'est ni aussi générale ni aussi impitoyable que le professent les disciples exagérés de Darwin. Il y a des accalmies, beaucoup d'espèces n'ont pas de besoins antagonistes, l'animal

n'a pas toujours une faim aveugle, il ne convoite pas toujours la place de son voisin, ses motifs de querelles sont souvent légers. Les carnivores sont les ennemis-nés des espèces dont ils font leur nourriture, mais les herbivores n'en veulent qu'aux plantes, fruits, racines, écorces, etc. Les uns et les autres ont leurs moments de repos nécessaire. Le repos est un besoin aussi impérieux que l'activité, les carnivores donnent une part plus grande à celle-ci, mais les herbivores une part plus grande au repos. Buffon va trop loin, mais il a beaucoup raison lorsqu'il écrit ceci : « Les animaux qui vivent des fruits de la terre sont les seuls qui entrent en société. L'abondance est la base de l'instinct social, de cette douceur de mœurs et de cette vie paisible qui n'appartient qu'à ceux qui n'ont aucun motif de se disputer. » En effet, un danger qui tient continuellement en éveil, un climat triste, une contrée aride, la nécessité de toujours songer à la proie dont on a besoin, portent à l'agitation, à la défiance et à l'égoïsme. Au contraire, la sécurité, l'absence de soucis, une belle nature, l'abondance, la rumination poussent au *farniente*, à la sympathie et à l'amour. L'animal n'a pas de répulsion pour ceux qui ne lui font pas de mal. Il s'approche, regarde avec curiosité et semble souvent quêter des caresses. Darwin nous a décrit la familiarité des Oiseaux sauvages avec l'homme. Celui-ci n'est fui que par les animaux qui, à leurs dépens, ont appris à le redouter. L'homme est le plus grand ennemi des sociétés animales; avant lui, elles devaient être en nombre considérable. Les pâturages de Pikermi, à l'époque miocène, les troupeaux innombrables de toutes sortes d'espèces mélangées que les premiers voyageurs dans l'Afrique centrale ont rencontrés, en sont

la preuve. Les sociétés de Bisons, de Castors, de Chamois et de tant d'autres Mammifères ont disparu devant lui. Les rassemblements immenses d'Oiseaux ne s'observent que dans les pays où il est clairsemé comme dans les contrées septentrionales qu'a visitées le Dr Labonne. Là où l'homme ne tue pas, il domestique. Les troupeaux naturels des Andes et de l'Himalaya sont remplacés par des troupeaux plus ou moins modifiés par lui. Nous assistons à la fin des sociétés animales.

Quel que soit le mécanisme physiologique qui l'ait engendré, celui que j'ai exposé dans un chapitre précédent ou tout autre, le sentiment sociable existe à divers degrés chez le plus grand nombre des animaux, c'est un fait indéniable. Tous, depuis les Reptiles, mais surtout chez les Oiseaux et les Mammifères supérieurs, possèdent la sensibilité dont il dérive ou qui en est la conséquence. Les animaux s'attachent individuellement à leurs semblables ou entre espèces différentes; ils ont de la sympathie, ils aiment, quelquefois avec une grande énergie, parfois à en mourir. Tout le monde a été témoin des amitiés les plus inattendues entre deux individus d'espèces les plus éloignées, même de classes différentes, des amitiés neutralisant parfois les instincts les plus invétérés. Cette sensibilité se différencie de vingt façons. Romanes en a poursuivi les diverses formes sous le titre d'*émotions*, dans ses ouvrages sur l'intelligence des animaux. On admettra que l'homme, dans la domestication, n'a fait que développer des qualités de l'espèce qui préexistaient; or, personne ne contestera que l'altruisme n'atteigne le degré le plus élevé chez le Chien, entre autres.

Chez les Poissons, on rencontre cinq ou six sortes

d'associations ou de rassemblements, savoir : 1° des rassemblements entre espèces ou entre individus d'une même espèce qui méritent le nom d'*indifférents*. Ils étaient nombreux déjà dans toute l'étendue des Invertébrés, tels que les Éponges, les Coraux, les Mollusques, les Insectes. Ils tiennent aux conditions de subsistance, de température, d'abri, de fond sableux ou rocheux, de milieu calme ou agité répondant aux mêmes besoins d'espèces différentes. Il suffit que ces espèces côte à côte n'aient pas de motifs de se faire la guerre; 2° des rassemblements d'une même espèce ayant pour objet de chasser ensemble. Tels sont le Squale et le Chien de mer qui, dans la Manche, forment des bandes et poursuivent le Hareng, ou encore les Carpes qui « vivent en société », dit-on, et chassent de concert; 3° des associations d'une même espèce pour voyager au loin. Le seul fait qu'il s'agisse d'une même espèce, comme le Hareng ou la Sardine, prouve que ces rassemblements sont moins indifférents déjà puisqu'ils font une distinction entre eux et les autres. A certains moments de l'année, les bandes se réunissent et l'on part pour changer de climat, passer d'un milieu devenu froid, dans un milieu chaud, ou pour retrouver certaines espèces alimentaires qui abondent ailleurs. Ces bandes comprennent parfois des individus en nombre incommensurable. Les Poissons ont des facilités exceptionnelles pour ces migrations, ils nagent vite et sans effort, les courants leur suffisent souvent ; 4° les associations pour migration encore, mais dans le but spécial de frayer dans des endroits favorables éloignés, dont le Poisson a pris l'habitude; 5° un autre genre de la même association dont l'objet est moins défini. Tel est le

Saumon : né dans le haut des rivières, il descend dans la mer, y séjourne sept ou huit mois et remonte par bandes de trente ou quarante à l'endroit d'où il est parti, afin de s'y livrer aux fonctions de la reproduction. Les Poissons se connaissent-ils dans ces circonstances? On ne sait. Certains, en tout cas, jouent entre eux.

Chez les Batraciens et Reptiles une cause de rassemblement est très affaiblie. Ils n'ont pas la facilité à se mouvoir du Poisson, ils rampent sur la terre et sont quelquefois très lourds. Parmi les Reptiles terrestres, certains Crocodiles accomplissent quelques migrations, mais à de petites distances le long des fleuves. Parmi les Reptiles marins, on cite les Tortues, qui annuellement vont déposer leur frai sur des plages lointaines. Les rassemblements indifférents sont fréquents, par exemple chez les Lézards, sur une surface exposée au soleil, ou chez le Crocodile sur les plages d'un lac ou d'une rivière. Amènent-ils quelques liens durables? Les Crocodiles côte à côte sont totalement indifférents les uns aux autres, il n'en résulte rien. Les Lézards vivent en parfaite harmonie au contraire et jouent ensemble; quelques-uns errent par petites bandes, comme le Varan et le Gecko. L'Orvet, le Crotale, la Couleuvre vipérine se rencontrent aussi par bandes. Les Tortues de mer de tout à l'heure restent réunies en dehors de l'époque du frai. Mais elles ne semblent alors ne se témoigner aucun intérêt, elles ne savent ni attaquer ni se défendre en commun, elles nagent ensemble par habitude. Est-ce ce genre de compagnie qui a conduit à la migration pour le frai ou l'inverse? Une cause spéciale de rassemblement tout passif s'observe chez les Reptiles : l'hybernation, c'est-à-dire leur engourdissement pendant de longs mois

d'hiver, d'où l'avantage pour eux de se tenir chaud mutuellement dans quelque trou. Les Serpents et les Orvets entrelacés forment ainsi de véritables masses. En 1876, dans la forêt de Fontainebleau, en face de Thomery, en cassant du grès, on mit à jour une cavité contenant trois cent douze vipères qui y avaient élu domicile pour l'hiver.

Les Oiseaux offrent toutes les formes de rassemblements, sauf celle pour hiverner, savoir : indifférente, par sociabilité pure, pour migration, d'espèces semblables ou différentes, pour nidification familiale.

La forme qui donne lieu aux bandes les plus considérables est la migration. Les Oiseaux se retrouvent en effet dans les conditions des Poissons, le milieu leur est favorable, ils fendent l'air avec rapidité. Lorsque les arbres et les feuilles se dépouillent de leur verdure, que la température s'abaisse, ils font ce que l'homme fait souvent, ils vont chercher des climats plus propices. En Europe, il y a les espèces qui, des régions septentrionales, descendent vers le continent, comme le Canard, et celles qui, de ce continent, gagnent les bords de la Méditerranée ou l'Afrique. La vie d'un oiseau migrateur se décompose comme il suit : en hiver, dans le Midi, il vit suivant ses habitudes, solitaire, en groupe ou très exceptionnellement par couple; au printemps il part, consacre au Nord plusieurs mois à ses amours et à l'élevage des petits et y reste généralement quelques mois encore à vivre suivant ses habitudes, solitaire, en société et parfois par couple; en automne, il reprend son vol vers le Sud. Quelquefois il part seul et reste seul tout le temps, comme la Bécasse. Quelquefois il part seul mais s'adjoint en route des compagnons, comme la Caille,

qui finit par arriver en bande considérable, dont une partie s'arrête en Provence, et le plus grand nombre atteint l'Afrique. Quelquefois, les deux sexes forment des bandes distinctes qui ne se retrouvent qu'à l'arrivée, les mâles d'une part, les femelles et leurs petits de l'autre, comme chez le Dindon et le Combattant. Le plus souvent un signal est donné, tous les individus de la même espèce dans une région se rassemblent, tournent, s'élèvent et s'éloignent en masse. Tels sont les Pigeons voyageurs, les Hirondelles, les Cigognes, les Grues, les Corneilles, les Oies, les Freux. Les uns ne voyagent que de jour, les autres de nuit. Ces bandes varient en nombre de quelques individus à des centaines, des milliers et, dans un cas estimé par Audubon, chez le Pigeon voyageur, à onze cent mille. Quelquefois des individus isolés ou des bandes entières d'autres espèces se joignent à eux. Dans la plupart de ces sociétés l'harmonie règne, dans d'autres on se querelle et des batailles sérieuses se produisent. Sauf chez le Dindon, il n'y a pas de chef évident, mais souvent, comme chez la Grue et le Canard, des conducteurs qui prennent la tête et se remplacent tour à tour. On y marche confusément, en triangle dont la pointe fend l'air, par colonnes ou par groupes. Quelquefois les mâles âgés ou les femelles avec leurs petits ou encore les jeunes mâles vont à part. Les quelques couples qu'on y voit sont ceux qui, au départ, ne se sont pas encore séparés ou au retour commencent à se former pour la saison suivante. A l'arrivée le rassemblement peut persister des semaines, un ou deux mois, mais le plus souvent il se fractionne et se disloque. Tous, ainsi, obéissent à des habitudes collectives qui se sont créées insensiblement, se sont consolidées et sont devenues un instinct

périodique. Chez la Caille, retenue dans une cage, bien chauffée, bien nourrie et ne sachant rien de ce qui se passe au dehors, une vive agitation se produit au moment de la migration annuelle, elle cherche à s'échapper, se jette contre les barreaux et finit, à force de tentatives désespérées, par tomber inanimée. Inutile d'ajouter que les sociétés sédentaires sont celles qui se transforment le mieux en sociétés de migration et que l'esprit sociable des premières rejaillit sur les secondes.

Les rassemblements sédentaires, dont nous devons parler à présent et qui par degrés passent de la forme indifférente ou de la forme intéressée à celle par sociabilité pure, sont d'un tout autre ordre. Ce n'est plus une nécessité temporaire et intermittente qui y pousse, mais un besoin permanent et très évident de se voir, de jouir, de chanter, de communiquer entre soi, autrement dit de vivre en compagnie. Ils se produisent essentiellement dans les intervalles que laissent les fonctions de reproduction. Ils se composent tantôt de mâles seuls qui abandonnent leur femelle tandis qu'elle couve ou élève les petits, auxquels se joignent souvent les jeunes de l'année précédente, non aptes encore à la reproduction; tantôt de mâles et de femelles libérés lorsque leurs petits se suffisent à eux-mêmes et continuant quelquefois à vivre ensemble; tantôt des mêmes avec les petits grandis et incomplètement éduqués.

En opposition avec les oiseaux sociables de cette catégorie se présentent les oiseaux insociables. Voici une série de types conduisant de ceux-ci aux premiers.

1er type : Oiseaux parfaitement égoïstes, vivant en solitaires ou indifféremment avec d'autres sans s'inquiéter d'eux, sans leur jeter un regard. Exemple : la Bécasse, le

Faisan, la Grive, le Martin-pêcheur, le Coucou, l'Albatros. 2e type : Oiseaux égoïstes dans leur vie générale, mais ayant quelque sentiment familial et s'associant occasionnellement à un petit nombre de leurs semblables pour chasser. L'Aigle, le Vautour et le Faucon en sont trois variétés. 3e type : Oiseaux se rassemblant en grand nombre sans se manifester d'intérêt mais sachant à l'occasion combiner leurs mouvements pour se défendre en commun. Exemple : plusieurs Oiseaux de mer, comme le Sterne et divers échassiers. 4e type : Oiseaux égoïstes, mais formant des sociétés très unies et fermées, dans lesquelles n'est admis aucun étranger. Exemple : le Cygne, qui préfère vivre seul plutôt que de s'adjoindre à une autre bande dans le cas où on l'accepterait. 5e type : Oiseaux formant des sociétés ouvertes dans lesquelles règnent l'harmonie et le bonheur. C'est l'immense majorité. Tels sont les Passereaux, les Hirondelles, les Corvidés, bon nombre d'Échassiers, de Palmipèdes et de Grimpeurs. Le Perroquet en est l'expression la plus avancée : il fait des expéditions comme celles des Cercopithèques, que nous verrons plus tard, il s'organise, pose des sentinelles.

L'une des preuves les plus évidentes de l'esprit de sociabilité des Oiseaux se trouve dans la disposition qu'ont un grand nombre à s'associer à des individus d'espèces différentes, zoologiquement peu éloignées d'elles toutefois. Ici apparaît encore une gradation du rassemblement le plus indifférent à la société la plus complexe et le mieux d'accord. En voici des degrés. 1° Espèces insociables que le hasard réunit temporairement, mais qui ne s'occupent nullement les uns des autres; exemple : les réunions d'Aigles, de Buses, de Vautours et de Milans. 2° Espèces qui se plaisent

ensemble, mais ne se recherchent pas, ne contractent aucune liaison et ne tirent aucun profit de leur réunion; exemple : les Torchepots, Mésanges, Pinsons, Roitelets et Grimpereaux. 3° Espèces égoïstes et solitaires de leur nature, mais possédant des qualités qui font que d'autres espèces se groupent autour d'elles pour en tirer parti, et n'évitant pas ces espèces quoique ne s'en occupant pas. Exemple : le Chevalier et le Courli, qui, par un cri particulier, signalent le danger à tous les habitants d'une localité. 4° Espèces qui s'associent entre elles avec plaisir, l'une d'elles ayant des qualités dont les autres profitent. Exemple : le Barge, l'Échasse, l'Avocette; le premier plus intelligent et plus vigilant arrive dans ces réunions à acquérir une grande autorité sur les autres. Autre exemple : la réunion dans les marais de la Hongrie des Hérons, Ibis, Cormorans, Sternes, Oies et Pélicans. 5° Espèces sociables, sous tous les rapports, avec leurs semblables et avec les espèces étrangères, sans qu'il paraisse s'y mêler aucun intérêt, et mues par le seul sentiment de sociabilité. Ce sont les mêmes à peu près que dans le 5e type de tout à l'heure : les Passereaux, Perroquets, Corvidés, etc.

La dernière forme de rassemblement est la nidification en commun. Les femelles abandonnées de leur mari aussitôt après le rut pondent quelquefois dans un même nid, non pour se partager la tâche de couver, mais pour mieux défendre leurs œufs. Exemple : le Dindon, chez lequel l'ennemi redouté est le mâle lui-même. Les femelles polygames de l'Autruche en font autant, mais pas dans le même but. Nous ne nous souvenons pas d'exemple dans lequel les femelles abandonnées par leurs mâles nidifient en communauté. En revanche cette communauté est fréquente à la deuxième et troisième période, lorsque le

père y prend part. Exemple : les Foux, les Cormorans, les Pétrels, les Salanganes, les Hirondelles de cheminées, les Freux, les Hérons, les Tisserins, les Guêpiers, etc. Tantôt une seule espèce, tantôt des espèces différentes s'associent ainsi. Arrêtons-nous à quelques cas. Les Foux, l'une des espèces qui, sous d'autres latitudes, concourent à produire le guano, ont été décrits, entre autres, par Audubon, à l'embouchure du Saint-Laurent. Ils arrivent du sud par bandes successives de quinze à cent et s'intallent dans les îles ; ils s'y accouplent et y construisent leurs nids, espacés de deux pieds et rangés parallèlement. Si l'une des femelles vole des brins de bois à ses voisines, les autres se réunissent contre elle. Tandis qu'elles couvent, les mâles chassent pour elles, aux environs ; ils couvent eux-mêmes à l'occasion. Plus tard, lorsque les petits circulent ou fraternisent, les nids sont piétinés et les frontières effacées. Au bout de quatre mois environ, tout est terminé, les petits quittent le rocher, tous émigrent et ne reviennent que l'année suivante. Audubon décrit également les nichages des Hirondelles de cheminées, lesquelles étaient des hirondelles de tronc d'arbre avant que leur instinct se soit transformé. Ce sont encore des oiseaux migrateurs. Ici le nichage se confond avec la société. Audubon a compté cinquante nids dans un arbre creux, un sycomore, et a vu jusqu'à onze mille hirondelles venir tous les soirs y chercher un gîte. Dans une cheminée, un soir, il en a vu entrer un mille.

Chez le Héron de nos pays, le nichage en communauté est extraordinaire sous un autre aspect. Un groupe plus ou moins étendu d'arbres dans un pays marécageux est choisi par eux. Des milliers de couples s'y concentrent.

Chaque arbre supporte de quinze à cent nids et en même temps, à différentes hauteurs, des nids d'autres espèces telles que Hibereaux, Garzettes, Cormorans et Blingios. Rien n'est plus assourdissant que le vacarme que font les espèces diverses ainsi réunies. Le cas le plus curieux est celui des Tisserins et plus particulièrement du Républicain. Sur un même arbre, Levaillant, le voyageur dans l'Afrique Australe, a compté jusqu'à trois cent vingt nids ou couples; cette fois de la même espèce. Les nids se touchent et sont recouverts par une sorte de toit circulaire commun, emmêlé dans les branches. Dans tous ces cas, la vie ultérieure n'est pas préjugée : le Républicain, lorsque sa période familiale est terminée, retourne à sa vie antérieure, en société avec d'autres espèces diverses. Dans cette société on ne retrouve plus trace des familles qui ont existé temporairement.

Ceci nous amène à terminer sur les Oiseaux en insistant sur les faits se rapportant dans un sens ou dans un autre à l'influence que pourrait avoir l'instinct familial sur l'instinct social. Il est certain que, d'une manière générale, les espèces les plus sociables sont en même temps les plus familiales. Exemple : les Passereaux, les Corvidés, les Grimpeurs. Mais un grand nombre d'espèces familiales sont réfractaires à tout état social comme les Rapaces. D'autres part, les Gallinacés, si éloignés de la famille, sont fort enclins à la sociabilité, soit avec leurs semblables, soit avec d'autres espèces; je me borne à rappeler le Canard, qui abandonne sa femelle, ne revient à elle que lorsque les petits ont grandi et cependant est très sociable. Comme cas particuliers, je rappelle la Poule d'eau, très familiale et n'ayant ni société sédentaire ni société d'émigration; et surtout le Molothrus, vivant

en société et ayant si peu de sentiment familial qu'il y a polygamie et polyandrie réciproque, qu'il ne forme pas de couple et que la femelle pond dans le nid des autres.

A un autre point de vue, si l'instinct sexuel rapproche forcément et l'instinct familial facultativement les sexes, on voit les sexes se séparer facilement dans la vie générale et former des groupes distincts dans les bandes ou en dehors; les jeunes mâles eux-mêmes se séparent des jeunes femelles qui restent plus longtemps auprès de leur mère. Ainsi, chez le Faisan, les jeunes mâles quittent celle-ci à l'automne, tandis que les jeunes femelles ne la quittent qu'au printemps. Quant au terme naturel de la famille, la possibilité pour les petits de se suffire à eux-mêmes, nous avons vu que parfois il est anticipé par le retour des besoins sexuels chez les parents, qui les chassent bon gré mal gré. Toutefois, lorsqu'il n'y a qu'une couvée par an, ou chez les petits de la dernière couvée, il y a une tendance manifeste de la part de ceux-ci à rester plus longtemps groupés autour de leur mère qui, alors, ne s'y oppose pas; au contraire même. Telle est l'origine des compagnies de Perdreaux, qui, chez nous, traversent l'hiver et ne se dissolvent qu'au printemps à l'époque des amours. Des compagnies de ce genre s'unissent même à d'autres pour former des sociétés multi-familiales. Chez l'Autruche d'Amérique, ou Nandou, il en est ainsi, mais la société a peu de consistance, les membres s'égrènent facilement ou passent d'une bande à l'autre. Chez l'Outarde, plusieurs familles arrivent à former des bandes de plusieurs centaines d'individus; mais, au printemps, à l'époque des amours, la société se dissout. Le seul cas, chez les Oiseaux, favorable à la

thèse que la famille est le noyau de la société, est celui de la Pintade. Elle a quinze ou vingt petits, les deux parents en ont soin; à la fin de la saison six ou huit familles s'associent; l'harmonie règne au sein de cette société, un vieux mâle la gouverne, et cependant, on ne sait pas s'y entr'aider au moment d'un danger : tous fuient dans diverses directions.

Nous conclurons plus loin.

Mammifères. — Ils appelent toute notre attention. Ils présentent toutes les formes de rassemblements, plus ou moins sociaux, que nous avons rencontrées jusqu'ici : indifférente, accidentelle et temporaire, pour émigrer, pour la reproduction, plus ou moins sédentaire, entre espèces, et pour hiberner. Les Mammifères marins, chez lesquels se retrouvent les facilités de déplacement des Poissons, les Chauves-Souris qui volent comme les Oiseaux, quelques Rongeurs et Ongulés donnent les exemples d'association pour voyager. A côté, on pourrait rappeler les déplacements d'une petite étendue, comme ceux de la Marmotte et du Chamois des régions avoisinant les neiges en été vers les vallées en hiver. Les Phoques et les Cheiroptères sont les exemples pour la reproduction. La forme vraiment intéressante est la société plus ou moins sédentaire ou nomade. Nous dirons un mot de suite du rassemblement pour hiberner.

Nous avons parlé des Serpents et Orvets qui s'engourdissent pendant l'hiver dans des trous, enlacés par masses. Les Oiseaux fuient le froid avec trop de facilité pour que le cas se présente et sont du reste à sang très chaud. Parmi les Mammifères inférieurs, l'hibernation est assez fréquente, chez les individus de mœurs solitaires, comme le Hérisson, la Musaraigne, le Loir, le Hamster, la Souris-

Naine. L'hibernation en commun est rare, par exemple chez la Taupe, qui a une tendance au terrier commun, chez l'Écureuil, où toute la famille se serre les uns contre les autres, mais surtout chez la Marmotte. Parmi les Mammifères supérieurs, une trace d'hibernation, intéressant non la société mais la famille, s'observe chez l'Ourse polaire en état de gestation. Elle creuse un trou, s'y laisse couvrir de neige et attend le printemps. Bref, l'hibernation n'est pour rien dans la disposition des Mammifères à se former en société.

Chez les Mammifères inférieurs, comme les Monotrèmes, les Édentés et les Insectivores, il n'est pas question de troupes. La plupart, sinon tous, vivent solitaires, les uns dénués de tout esprit familial, comme l'Échidné, le Tatou, le Tamarin, le Pangolin, le Paresseux, le Tanrec, la Musaraigne; les autres, moins rebelles comme l'Ornithorynque, le Fourmilier et le Hérisson. L'Oryctérope est le seul des Édentés qu'on rencontre par deux ou trois; la Taupe, le seul des Insectivores qui ait quelque sociabilité : chacun a son terrier particulier, mais il y a des couloirs communs dans lesquels se rencontrent quinze ou vingt individus.

Chez les Marsupiaux, le progrès est peu sensible. La plupart vivent solitaires. Cependant, chez le Kangourou-Rat, plusieurs se réunissent dans un terrier commun. Chez le Kangourou ordinaire, il y a des rassemblements indifférents ; ils paissent jusqu'à quatre-vingts ensemble, les mêmes se retrouvent le lendemain ou avec d'autres comme le hasard en décide. Trois ou quatre, quelquefois, se rapprochent de préférence, mais sans se manifester pour cela quelque intérêt. A la première occasion chacun fuit de son côté, sans essayer de se rejoindre. Et

pourtant le Kangourou est un peu éducable par l'homme, tous connaissent le Kangourou boxeur.

Chez les Rongeurs le progrès s'accuse. Quelques-uns vivent solitaires, comme le Loir, le Hamster, le Porc-Épic, la Gerboise, le Lièvre, l'Écureuil. L'Helamys vit, dit-on, par grandes familles comprenant plusieurs couples. Une dizaine de familles, chez la Viscache, occupent le même terrier, un mâle surveille pour tous et prévient en cas de danger.

Les Campagnols sont très sociables, ils vivent parfois en colonies considérables dont les terriers, communiquant ensemble, sont placés côte à côte dans la même prairie. Les Campagnols, comme les Lemmings, sont célèbres du reste par leurs bandes d'émigration en nombre prodigieux dans les pays du Nord. Leur fécondité excessive leur fait épuiser rapidement un pays et ils se mettent en quête de contrées neuves, obéissant à des habitudes séculaires qui parfois n'ont plus leur raison d'être. Les Souris et les Rats s'agglomèrent en nombre considérable, comme l'on sait, dans les lieux à leur convenance. Les Rats dorment parfois dans une sorte de nid commun, où ils s'enlacent pour avoir chaud; la nuit, ils voyagent par troupes pour changer de localité ou aller à la découverte en observant toutes les règles de la prudence. Les Lapins se répartissent en tribus, par canton; chaque couple a son terrier propre, mais enchevêtré avec d'autres. Ils sortent ensemble matin et soir, un vieux mâle surveille, avertit et stimule les retardataires. Les Marmottes vivent ensemble; elles ont deux sortes de demeures, l'une d'été dans les hauteurs, l'autre d'hiver, plus bas, où elles hibernent pendant sept ou huit mois en commun. Les Chiens de prairie ou

Cynomys ont ce que les Indiens ont appelé des villages. Chacun y a son terrier, des sentiers bien entretenus serpentent, des vigies çà et là montrent leur tête, on se rend des visites, on joue, un personnage plus important est le centre principal autour duquel s'opèrent les allées et venues. Si l'un est blessé ou tué, un autre attire rapidement son corps dans le terrier le plus voisin, tandis que le trappeur recharge son fusil. D'autres villages non moins célèbres jadis sont ceux de l'Ondatra et du Castor. Chez ce dernier, les huttes sont groupées autour d'un étang, tous s'associent pour couper et traîner des arbres, construire ou réparer les digues, creuser des canaux et amasser des provisions. De génération en génération, les travaux sont entretenus et de temps à autre le trop-plein de la population essaime et va plus loin.

On pourrait se demander, chez le Castor, si l'assistance mutuelle est le mobile primitif de l'association ou si cette assistance a surgi secondairement. Chez le *Cynomys* tout porte à croire que le besoin de compagnie est le seul mobile. Dans les grandes bandes de Lemmings, la nécessité et l'entraînement auraient tout fait.

Les Chéiroptères, liés aux Insectivores, vivent tous par bandes qui hibernent ensemble et parfois émigrent d'une île éloignée à l'autre. Il y a, entre autres en France, des grottes célèbres dans lesquelles les Chauves-Souris habitent depuis les temps les plus reculés et déposent des sortes d'alluvions de guano. Le point intéressant de leur histoire est le suivant. Lorsque les mâles ont abandonné leurs femelles après le rut, celles-ci se réunissent à une douzaine pour mettre au monde leurs petits et les élever dans une anfractuosité commune de grotte.

Les Mammifères marins présentent une autre forme

de rassemblement pour la reproduction, qui est le pendant de la nidification des Oiseaux. Quoique sous certains rapports ils eussent dû ou pu précéder les Ongulés, nous en parlerons de suite.

A l'exception du Morse et du Dugong monogames, tous paraissent polygames. Tous vivent par bandes. Le moins sociable, la Baleine, souvent solitaire, forme des bandes pour voyager et au moment du rut. Quelques rassemblements ayant pour objet principal de jouer et de se tenir compagnie, se rencontrent manifestement, par exemple chez les Dauphins. Il y a des sociétés sédentaires; ainsi M. Trouessart parle d'une colonie de Phoques qui aurait élu domicile dans la baie de la Somme. Les cinq cents Otaries de la Porte d'Or, auprès de San Francisco, qu'on retient en les nourrissant, sont une colonie sédentaire. Mais les bandes les plus intéressantes sont celles, assez difficiles à débrouiller, ayant le triple but de voyager, de vivre en société et de se reproduire. Essayons de les peindre. Ces troupes se composent, suivant les moments, de familles polygames complètes, avec le mâle nageant à leur tête, de groupes de mâles, dits solitaires, de groupes de femelles pleines, de groupes de jeunes d'âges divers et de célibataires épars. Dans quelles conditions ces éléments se séparent-ils, ou se rapprochent-ils? Le mieux est de résumer les descriptions données sur l'une des espèces, l'*Arctocephalus* ou *Ursine Bear* des îles Falkland, d'après Steller et autres.

En novembre, arrivent dans ces îles, raconte-t-on, les vieux mâles qui s'étendent sur la plage en longues files. En décembre, arrivent les femelles pour la possession desquelles se livrent aussitôt de violents combats. Quelques mois plus tard seulement viennent les jeunes mâles.

A la fin d'avril, on retourne à la mer; au milieu de juin la plage est déserte. Ceci, d'après moi, concerne le rut. La femelle a un ou deux petits et porte huit ou dix mois. Ce qui nous remet à la saison suivante. Voici le tableau qui en est alors tracé : chaque mâle a de trois, à quinze, trente et jusqu'à quarante femelles et sa famille entière peut atteindre cent vingt individus, ce qui, évidemment, veut dire avec les petits d'uu an. La plage est divisée par carrés de dix mètres, chacun occupé par unc famille différente. Les femelles passent leur temps à dormir, les enfants jouent entre eux comme des petits chiens, le mâle est auprès et regarde; se battent-ils, il arrive en grondant, les sépare, les embrasse et joue avec eux. Les femelles se comportent-elles mal, il les châtie, elles se traînent à ses pieds, semblent lui demander pardon et versent d'abondantes larmes. A l'occasion mâles et femelles pleurent ensemble. A un moment qui n'est pas indiqué, les vieux mâles se séparent et s'en vont. Un peu plus tard tous quittent la plage, chaque famille nageant en troupe. Qu'advient-il après? Ces familles se dissocient-elles? ou avec les autres catégories de groupes épars se réunissent-elles en bandes assimilables à des peuplades ou sociétés?

Les Carnassiers sont, chez les Mammifères, le pendant des Rapaces chez les Oiseaux. Ils vivent de chair, sèment la terreur, sont féroces et ne récoltent pour eux que de l'égoïsme. Au besoin ils se dévorent entre eux, à la rigueur ils dévorent leur femelle et leurs petits. Cependant quelques associations se forment dans un but d'utilité. Les premiers en tête sont les Félidés : ils vivent solitaires ou par couples, le hasard seul en pousse quelques-uns à s'unir occasionnellement pour chasser. Le

Léopard se rencontre par troupes de six ou huit. Les Canidés varient : le Colsun du Dekkan chasse par cinquante à soixante individus, le Dingo, par familles. Les Chiens marrons de Constantinople et de l'Égypte se divisent en tribus ayant chacune son quartier et n'admettant aucun étranger. Le Chacal chasse tantôt seul, tantôt en compagnie. Les Loups sont solitaires l'été et se réunissent l'hiver en troupes considérables. Le Renard bleu des pôles vit par bandes, pose des sentinelles, mais n'en vit pas plus uni ; il se dispute sans cesse, et des combats sanglants ont lieu. Les Vivéridés vivent en solitaires; une espèce de Mangouste et l'Hyrax d'Abyssinie sont souvent ensemble, donnant ainsi un exemple d'association entre espèces différentes. Les Mustelidés vivent solitaires aussi : le Blaireau en est le modèle le plus égoïste. Il y a une exception : la Belette a un instinct sociable et développé. On raconte deux ou trois histoires dans le genre de celle-ci : Un homme attaque négligemment une Belette, qui, poussée de près, lance un cri de guerre auquel répondent une vingtaine de Belettes qui sortent de toutes parts de leurs terriers, montent à l'assaut du chasseur, et le forcent à fuir, criblé de blessures; c'est de la solidarité. Les Ursidés vivent les uns solitaires, les autres par très petites troupes. Il y a deux Coatis : l'un est solitaire, en dehors du rut bien entendu, l'autre vit en groupe de quinze ou vingt individus, conduit par le plus âgé, mais dans ce groupe l'entente règne peu. La Loutre enfin est solitaire, quoique chez l'une, l'espèce marine, la famille soit très développée, comme nous l'avons dit.

Les Onguiés sont dans des conditions très différentes des Carnassiers. Ils sont herbivores, leur nourriture n'exige aucun effort, aucun combat; ils passent une partie

de leur temps à ruminer avec cette quiétude que chacun a contemplée ; ils mènent la vie calme que Buffon considérait comme la première condition de développement de l'esprit social. Tous vivent par troupeaux petits ou grands, parfois temporaires, généralement permanents, dans lesquels la question se réduit pour nous à démêler ce qu'il y a de familial et ce qu'il y a de social. Quelques-uns émigrent et leurs sociétés alors se réunissent en nombre plus ou moins considérable. Parmi ces derniers, nous citerons le Renne qui, annuellement, s'éloigne du pôle et y revient, pour retrouver son lichen favori, par bandes que l'on a vues atteindre cent mille têtes ; les Antilopes de l'Afrique Australe, qui vont chercher des pâturages non épuisés, par bandes jusqu'à cinquante mille têtes ; le Buffalo qui, jadis, se voyait en nombre parfois incalculable : une voiture de pionniers mit huit jours à traverser une suite ininterrompue de Buffalos.

Chez les Solipèdes, les trois sortes de troupeaux s'observent : familiale, sociale et pour migration. La première n'est autre que la famille polygame permanente, telle que nous l'avons décrite chez l'Hémione et l'Onagre, engendrée, comme nous l'avons dit, par le besoin d'un mâle d'avoir une troupe à lui, autant que par le besoin sexuel. La seconde est la réunion d'un plus ou moins grand nombre de ces familles ; le chiffre des individus s'y élève à des centaines chez les chevaux redevenus sauvages de la Mongolie, appelés Turpans, et à des milliers chez les Cimarones de la Plata. Chez ces derniers, il existe un chef reconnu. Chez les Turpans il n'y en a pas, le commandement est collectif par les chefs de famille ; lorsque la troupe est attaquée tous se mettent en cercle, les juments et les poulains au centre : la défense est méthodique. Le groupe

n'est pas fermé; si un cheval domestique s'y réfugie il est accueilli avec empressement. Toutefois, les étalons sans femelle et les jeunes mâles sujets à porter ombrage aux vieux sont tenus de suivre à l'écart. La troisième sorte de troupeau, pour migration, est l'une ou l'autre des précédentes, surtout la seconde, formée ou grossie pour la circonstance. Une quatrième sorte se rencontre chez quelques Solipèdes, celle que nous avons vue si fréquente chez les Oiseaux entre espèces différentes. Le Zèbre en est un exemple; il comprend deux espèces : le Dauw et le Couagga, dont les bandes rivales, formées de dix à cent individus, ne se mêlent pas. Or l'une, le Couagga, reçoit dans ses bandes d'autres espèces, telles que la Gazelle, l'Antilope, le Gnou et l'Autruche. Est-ce le besoin de compagnie ou l'utilité qui engendre ces associations? Comme chez les Oiseaux, les plus vigilantes de ces espèces servent de guide, particulièrement l'Autruche, qui est très appréciée pour sa prudence et son coup d'œil.

Les Ruminants ont les mêmes sortes d'association. Chez les Lamas guanucos et vigognes des Cordillères, le troupeau est semblable à celui des Hémiones. Il est polygame pendant les trois périodes du rut, de la gestation et de la famille. Le mâle est un chef de bande, jaloux des jeunes dès qu'ils approchent de la puberté et que les femelles avec leurs petits suivent avec dévouement, sinon servilité. Chez le Mouflon, deux espèces se comportent très différemment. Chez le Tragelaphus d'Afrique, tous vivent en solitaires, les mâles aptes à la reproduction se rapprochent des femelles au moment du rut, forment avec elles un troupeau polygame temporaire, puis les abandonnent, chacun reprenant ses habitudes, les

femelles restant seules avec leurs petits. Dans le *Musimon* d'Europe, il y a un troupeau permanent, dans lequel tous les âges et tous les sexes sont mêlés. An moment du rut, les mâles forment des troupes polygames avec lesquelles ils s'isolent, tandis que les jeunes mâles et femelles et les mâles sans femelles qui restent, prennent pour chef le plus âgé d'entre eux. Le rut terminé, on rentre au troupeau, et l'on désigne un chef général, le plus fort, le plus respectable. Les femelles restent perdues dans la masse, ayant toute la charge de la progéniture. Les mâles ne s'en inquiètent pas, mais prennent leur part de la responsabilité collective et interviennent en corps au moment du danger.

Chez les Cervidés, le Renne monogame est un type à part. Il y a un troupeau général où âges et sexes se mêlent. Le rut arrive : le couple se forme, s'éloigne aux approches de la parturition, erre avec le petit jusqu'à ce qu'il soit un peu grand et rentre dans le troupeau où la famille semble se continuer. Il y a ainsi encore un moment où le troupeau n'est représenté que par les jeunes des deux sexes. En dehors, se trouvent quelques solitaires, des mâles vieux, chassés du troupeau. Il y a des chefs multiples qui se relayent, la nuit par exemple pour veiller. Chez le Cerf, on rencontre isolés les vieux solitaires mâles; formant le plus souvent une petite bande à part, les adultes mâles; et réunies, les femelles avec les faons et daguets. Au moment du rut, les mâles aptes à la reproduction et les femelles se rapprochent et forment une bande temporaire, tandis que les célibataires et autres délaissés en forment une autre à laquelle ils donnent un chef temporaire. Après le rut, les solitaires retournent à leurs habitudes, les mâles les plus

sociables restent avec leurs femelles peu ou beaucoup de temps. Chez le Chevreuil, cette union est intime et prolongée.

Chez les Capridés, tout se résout dans la polygamie au moment du rut ; le troupeau est formé par les femelles et leurs petits de tous âges. Comme c'est la règle on en expulse les vieux solitaires, maussades et méchants.

Chez les Bovidés, le troupeau est sur le modèle du Mouflon d'Europe. Le mâle remplit ses fonctions sexuelles, délaisse la femelle qui se groupe avec ses compagnes et revêt les caractères d'un chef de troupeau, mais collectivement avec les autres mâles, l'un d'eux étant désigné pour remplir le rôle principal.

Chez les Antilopes, des différences se rencontrent. Il y a la troupe de Gazelles de quarante à cinquante individus, formée de familles monogames; la troupe polygame du Capricorne, dans laquelle les vieilles femelles sont utilisées comme sentinelles; la troupe temporaire à l'époque du rut du Chamois; la troupe de migration allant de dix à cinquante mille têtes du Springbock. On y rencontre même des associations entre espèces différentes.

Les Pachydermes sont les plus anciens des Ongulés. Plusieurs sont en voie de disparition, non seulement par la main de l'homme, mais par la loi de l'évolution qui veut que les espèces ne répondant plus aux conditions présentes de l'existence disparaissent. Il y a lieu de croire que certaines de ces espèces ont formé jadis des sociétés nombreuses, dont nous avons à peine les restes. Les actuels vivent en troupes de trois au plus chez le Tapir, de quatre à vingt chez le Sanglier et le Phacocère, de quatre à dix chez le Rhinocéros, de trois à quatre ou

de cinquante à soixante chez l'Hippopotame et de quatre ou cinq à cinquante et jadis deux cents chez l'Éléphant. Les trois individus en troupe dont il est parlé chez le Tapir ne semblent pas se rapporter à une famille, mais à un rassemblement indifférent comme ceux que nous a montrés le Kangourou. Chez l'Hippopotame les trois ou quatre ensemble peuvent être une famille, mais les cinquante ou soixante sont certainement une agglomération de familles. Parmi les Suidés, le chiffre de vingt individus que j'ai vu chez le Sanglier répond sans doute à une famille maternelle avec petits de plusieurs portées, et non à une famille polygame, car le mâle n'est pas sociable et disposé même à se faire chef de bande. L'agglomération de certaines familles polygames se rencontre certainement chez le Pécari de l'Amérique du Sud, sur lequel on s'exprime ainsi : « Il va en troupes nombreuses ; les mâles marchent en tête, les femelles suivent, les petits viennent par derrière. »

L'Éléphant se voit par troupeaux de cinq à dix, cinquante, cent cinquante et deux cents dans un cas. Chaque troupe est une famille dans laquelle aucun étranger n'est admis. Le malheureux qui a perdu son troupeau ou qui s'est échappé de la domesticité n'est accepté nulle part ; il est obligé de vivre en solitaire ; on le laisse approcher, boire à la même source, mais on ne lui permet jamais de se mêler au troupeau ; aussi devient-il méchant. Le plus prudent, le plus vigilant est le chef désigné ; généralement c'est un mâle, mais parfois une femelle ; il est remplacé lorsque ses capacités baissent ; il a une grande autorité et est toujours obéi. On l'a vu placer des sentinelles, jusqu'à cinq, auxquelles il donne leur consigne et qu'il change. L'harmonie règne dans la

société. Le point capital, c'est que cette troupe est réellement une famille. Voici sur quoi je me fonde. Tennent dit que chacune de ces troupes se reconnaît à quelques caractères particuliers d'ordre physique commun à tous ; c'est une preuve certaine de consanguinité. Ces lignes étaient écrites, lorsque mon ami M. Louis Rousselet, l'auteur de l'*Inde des Rajahs*, me dit que les mâles se rencontrent souvent séparés par petites bandes. Très bien ! C'est une ressemblance avec beaucoup de Ruminants, comme le Cerf, le Bighorn. Les mâles tendent toujours à se rassembler entre eux, comme les femelles entre elles et avec les jeunes. Cette dernière portion serait le dépôt en quelque sorte, le centre de la communauté, sa fraction fixe.

Les Singes, dont nous distraierons encore les Anthropoïdes, nous offrent des exemples nombreux de fusion des éléments familial et social, mais aussi des cas de bande polygame dans laquelle le mâle est maître, et quelques cas de vie monogame solitaire. Quelques-uns voyagent, mais sans former de bande spéciale d'émigration.

Les Lémuriens se voient, suivant les circonstances, par couples, par petites familles ou par troupes. Ainsi le Maki dort le jour par couples enroulés et circule la nuit par bandes de trente et plus.

Les Singes du nouveau monde présentent toutes les formes. Le Nyctipithèque, avons-nous dit, est monogame ; il ne forme pas de bandes. Le Hurleur vit par familles polygames de trois à dix membres ; on l'a vu par groupes de quarante, ce qui laisse supposer la réunion de plusieurs familles. L'Atèle vit par petites bandes dans lesquelles, outre les enfants et les femelles, il y a plusieurs mâles. Le Cébus vit par grandes bandes des deux sexes

auxquelles s'ajoutent volontiers d'autres sortes de singes. Le Saki, le Callitriche et les Arctopithèques vivent aussi par troupes de diverses grandeurs, les unes ne formant qu'une famille, les autres formées de plusieurs familles. Dans les deux cas, il y a un chef qui dans l'un est le père et dans l'autre le mâle le plus respectable. La ligne de démarcation entre la famille polygame isolée et la société est difficile à déterminer avec les descriptions habituelles trop peu précises.

Les Singes de l'ancien monde ne laissent pas de doute. Tous vivent en troupes formées de familles associées. Exemples : les Semmopithèques, les Macaques, les Cercopithèques et les Cynocéphales. Les expéditions de Cercopithèques sont bien connues. Le mâle le plus fort est le chef, il dirige les opérations, pose les sentinelles, s'avance le premier, monte sur les arbres pour inspecter les environs, fait avancer les retardataires, réprime les trop pressés, exige le silence et, par des grognements divers, donne ses ordres qui sont compris et obéis. Au retour, tous s'entr'aident, s'épluchent, s'ôtent mutuellement leurs épines, leurs branches.

Le Cynocéphale est plus remarquable encore. Brehm, qui en acquit l'expérience en Abyssinie, décrit sa vie avec soin. Les bandes varient de quinze à cent cinquante individus cantonnés dans un district de un mille et demi ou deux, non loin d'une source ; il y a par exemple douze à quinze vieux mâles, vingt à trente femelles, le reste étant les enfants d'âges divers. Le matin, ou s'il pleut, on les voit dans les anfractuosités les plus élevées du rocher, serrés les uns contre les autres, les plus jeunes s'appuyant sur la mère de préférence, les moins jeunes sur le père ; un peu plus tard, ou dès le matin, s'il fait

beau, on cherche à déjeuner, en soulevant les pierres, arrachant des racines, cueillant des fruits. Après déjeuner on remonte au rocher, les mâles s'assoient sur des dalles et, silencieux, contemplent le paysage, les femelles regardent les enfants jouer et se quereller. Vers le soir on se rend à la source, on cherche à dîner et l'on va passer la nuit dans un gîte connu ou dans un gîte nouveau.

Brehm décrit leur tactique de défense ou d'attaque sous la direction d'un chef principal, la façon dont ils observent longuement avant de prendre une décision, la hardiesse de certains allant fièrement dégager un des leurs et imposant par leur attitude et leurs regards aux chiens, qui fuient et vont se cacher derrière leur maître. Il les montre amassant des pierres sur un point donné pour en cribler l'ennemi, en transportant peut-être sur des arbres (?) et s'entr'aidant pour rouler les plus grosses. L'harmonie règne dans le sein de ces sociétés; mais entre espèces différentes, comme le Gélada et l'Hamadryas, de vieilles rancunes se vident parfois dans des combats en champs clos. Mizon a rencontré sur le Bénoué des bandes de Cynocéphales pouvant atteindre un millier, qui, maîtres chez eux, éloignaient de leur domaine les autres Singes : le Cercopithèque et le Colobe. Le fait le plus remarquable de coopération que je connaisse chez les Cynocéphales est celui que reproduit Romanes : un combat en règle livré au Cap contre des soldats anglais, les pierres pleuvant, un vieux à tête grise dirigeant les opérations, des escouades çà et là suivant les besoins de la stratégie; les Anglais durent battre en retraite.

Chez les Anthropoïdes, les renseignements laissent fort à désirer. Ils s'éteignent comme l'Hippopotame,

le Rhinocéros et tant d'autres, et leur état actuel ne nous apprend nullement ce qu'ils ont pu être jadis. S'ils vivent peu en société aujourd'hui, c'est qu'ils sont peu nombreux. Voyons cependant ce que l'on en sait. Le Gibbon et le Chimpanzé aiment à jouer et se réunissent pour exécuter de véritables concerts en frappant sur des arbres creux avec des bâtons. Le Gibbon a été vu par bandes de cent à cent cinquante. L'Orang est peu sociable, il vit en solitaire quand il est vieux, ou en famille. R. Wallace a vu un mâle, ou une femelle, accompagné de jeunes à moitié adultes, ou de trois ou quatre enfants réunis, mais jamais deux mâles ensemble. Le Gorille a été rencontré par Duchaillu deux fois en bandes de huit ou dix individus. Sur le Chimpanzé, il y a l'assertion de Schweinfurth, sur la foi des indigènes, que les jeunes seuls se réunissent par petites troupes, mais surtout l'affirmation très précise de Livingstone, dont nous avons donné le texte, que l'une de ses espèces, le Soko, vit par troupes formées de familles monogames.

Parallèle des Oiseaux et des Mammifères. — En résumé, les Mammifères, sous le rapport social, ne se présentent pas à nous venant après les Oiseaux comme nous aurions pu nous y attendre. Le sentiment qui chez ces derniers engendre la famille parfaite pater-maternelle et monogame est faible et dévié chez les Mammifères, où il engendre le plus souvent la famille paternelle et polygame. Le sentiment qui chez les Oiseaux engendre le plus ordinairement la société est moindre aussi et dévié encore chez la majorité des Mammifères sociables. L'Oiseau en général est plus altruiste, le Mammifère plus égoïste en ce qui regarde le mâle. Les deux sentiments, le familial et le social, se répartissent d'une façon

très inégale dans les ordres des Oiseaux; ils forment chez les Mammifères une série graduée allant de zéro chez les plus bas à un degré élevé chez les plus hauts, les Singes. Cette différence tient peut-être à l'enchaînement évolutif des ordres : chez les Oiseaux l'évolution s'irradie, chez les Mammifères elle s'échelonne.

Ainsi les Mammifères inférieurs tels que les Monotrèmes, les Édentés et les Insectivores sont à peine plus sociables que les Reptiles. Parmi les Marsupiaux, les uns, carnivores, mènent une vie solitaire; les autres, herbivores, paissent parfois ensemble, mais en sont encore à la période indifférente. Les Chéiroptères forment un groupe à part : ils s'entassent dans des grottes non par sociabilité, mais parce qu'ils y trouvent des conditions à leur convenance personnelle. Chez les Carnassiers qui sont déjà des Mammifères élevés et intelligents, il n'existe pas de sociétés à proprement parler (nous ne parlons que des sauvages), mais de simples rapprochements accidentels, restreints, en vue d'attaquer, dans lesquels la férocité remplace la cordialité. Chez les Rongeurs deux formes d'association sont très développées : l'une pour de grandes migrations, l'autre sédentaire pour s'entr'aider et se tenir compagnie. Chez les Mammifères marins les associations ont pour objet les migrations et la reproduction et se présentent dans ce dernier cas sous forme de grandes familles polygames. Chez les Ongulés les sociétés sont de règle sous la triple forme de familles polygames isolées, de familles polygames associées et de familles monogames réunies : les premières, sous la conduite d'un chef qui est le père commun, les deux autres sous la conduite soit d'un chef unique choisi parmi les plus aptes, soit de l'ensemble

des pères. Chez les Singes, la société et les familles polygames se confondent, mais celles-ci avec moins d'esprit de domination et plus de dévouement à tous de la part des mâles. Nous ne reparlerons pas des Anthropoïdes.

Nous avons distingué chez les Oiseaux des genres divers de sociétés. D'abord les associations entre espèces différentes, assez fréquentes; elles sont rares chez les Mammifères. Puis des associations temporaires considérables pour migration; elles se retrouvent chez les Rongeurs et les Ongulés surtout. Puis des associations pour la reproduction; elles sont rares et restreintes chez les Mammifères. Enfin des associations sédentaires et permanentes, d'un caractère particulièrement cordial, doux et naïf; elles sont rares chez les Mammifères : le chien de prairie en est l'exemple le plus remarquable, avec quelques Ongulés.

Quelques ordres çà et là peuvent être mis en parallèle chez les Mammifères et les Oiseaux sous le rapport social. Les Carnassiers et les Rapaces, par exemple, sont très analogues : égoïsme, esprit familial, monogamie, pas de sociabilité sont leurs traits communs, les exceptions étant mises à part comme la Belette et le Hibou, les deux sociables. Les Singes et les Perroquets se font pendant : aussi criards, taquins, imitatifs, le meilleur esprit familial, très sociables, des expéditions organisées, tels sont leurs caractères. Dans quelques sociétés d'Oiseaux, comme les Freux, les Hirondelles, les Corneilles, il y a une entente générale, très remarquable sur certains points : on y a noté la formation éventuelle d'une sorte de tribunal jugeant et punissant des fautes ou délits commis soit par les membres de la société, soit par des étrangers. De même chez quelques Mammi-

fères, les Singes entre autres, a-t-on constaté une organisation sensible, des sentinelles punies pour s'être laissé surprendre. Il ne paraît pas douteux que plusieurs Mammifères, comme le Chien, le Chat domestique, l'Éléphant, ont la notion du permis et du défendu, du juste et de l'injuste.

Conclusions générales. — Nous insisterons sur celles seulement que nous croyons essentielles.

I. — Tout rassemblement d'animaux vertébrés, quel que soit le résultat auquel il a abouti, a commencé par être indifférent. Des habitudes vagues se sont inconsciemment établies entre quelques individus, les habitudes se sont étendues à d'autres, même entre espèces différentes. Un plaisir en est résulté. Elles se sont confirmées, le plaisir a grandi. L'esprit sociable en a été la conséquence, s'est accru et a conduit à des organisations de la vie en commun à peine ébauchées, souvent très grossières, mais fournissant les cadres dans lesquels se sont développés les mœurs et les caractères s'acheminant vers ceux des sociétés humaines.

II. — Ces rassemblements, à l'origine, n'avaient pas de but, qu'ils fussent temporaires ou prolongés. Chacun y obéissait à son caprice, à ses impulsions et à ses besoins du moment. Quelques individus ayant de l'esprit d'observation, de la vigilance, de l'initiative se livraient à un acte, les autres l'imitaient. L'imitation est une force considérable dans tous les phénomènes sociaux et individuels; il faut être médecin pour en connaître toute la puissance. M. Tarde lui fait jouer un grand rôle chez l'homme, M. Lebon y a décrit l'entraînement des foules. Elle intervient plus encore peut-être chez les animaux où la routine tient lieu de raisonnement. Je me sou-

viens toujours, à la veille de l'investissement de Paris, en 1870, de grands troupeaux amoncelés dans le bois de Boulogne. Ils erraient ahuris; l'un se portait-il dans une direction quelconque que deux, dix, cent, mille, le suivaient sans savoir; le premier, poussé par les suivants, avançait toujours et semblait guider le troupeau entier. Ainsi se comprennent les grandes migrations de bandes immenses de Poissons, d'Oiseaux et de quelques Mammifères. Le hasard couronné par le succès a agi chez le premier, l'imitation a entraîné les autres. L'habitude prise, la bande se reforme tous les ans. Certaines migrations se continuent séculairement, quoique leur motif ait cessé d'exister. L'instinct acquis se modifie, se transforme, s'adapte aux conditions nouvelles, mais lentement.

III. — Les causes de formation des sociétés animales sont multiples. La première est l'habitude succédant à l'indifférence. La deuxième est l'imitation. Que faut-il mettre en troisième ligne, spécialement dans les sociétés sédentaires et permanentes? Nous nous attendions, nous devons le dire, après notre revue biologique des conditions du problème à toujours rencontrer au premier rang dans les faits, l'intérêt individuel, l'égoïsme, cet « impératif catégorique » qui met le Moi en demeure d'obéir de suite aux exigences physiques de l'organisme qu'il représente. Il n'en est rien. Ce n'est pas la logique qui détermine le plus les actes de l'animal, mais la spontanéité. Assurément le premier mouvement a trait à sa conservation, il fuit par action réflexe lorsqu'un danger se présente, il se jette sur la proie quand il a faim, il rend dent pour dent quand on l'attaque, il évite le piège qu'on lui tend. Mais ce premier mouvement

passé, ses autres tendances naturelles reprennent vite le dessus. Dans les conditions ordinaires, il se laisse aller à la sensibilité, il suit l'exemple de ses amis, il ne réfléchit pas, il ne prévoit pas. Entre l'utile et l'agréable, entre la douleur possible de demain et le plaisir d'aujourd'hui, il hésite peu. La véritable cause de formation des sociétés animales plus ou moins sédentaires et permanentes est cet altruisme que nous avons vu n'être que l'amour de soi par les autres et devenir un sentiment propre presque aussi impérieux dans certaines circonstances que l'égoïsme. C'est le désir, le besoin de ne pas être seul, le plaisir d'avoir des compagnons, d'échanger avec eux ses impressions, d'aimer et d'être aimé.

Il y a deux sortes d'animaux : ceux que la satisfaction quotidienne de leurs besoins alimentaires condamne à être toujours en éveil, défiants et prêts au combat; et ceux n'ayant aucun motif ordinaire de conflit, se laissant aller à la jouissance de vivre et naturellement disposés à une existence de calme et de joies. Les premiers sont réfractaires à l'instinct sociable, leur égoïsme se confirme; s'ils se réunissent, c'est par nécessité accidentellement et temporairement pour chasser une proie; ils se rassemblent et ne forment pas de sociétés. Les seconds, une fois engagés dans la voie, se façonnent vite des habitudes sociales, gagnent progressivement en altruisme ce qu'ils perdent en égoïsme et finalement, dans beaucoup d'espèces, acquièrent un instinct social puissant. Ce n'est pas à dire que dans leurs sociétés l'intérêt ne se manifeste pas, mais il y est secondaire. On vit ensemble, on est exposé aux mêmes difficultés de l'existence, il est naturel qu'on se concerte contre elles. Chez l'oiseau (*Philetœrus socius*) dit le *Républicain*, on s'est réuni pour

nidifier et élever les petits côte à côte, on arrive sans y songer à se construire un toit commun. Les Castors se sont réunis avant d'entreprendre leurs grands travaux. Les chefs que se donnent la plupart des sociétés constituées, les expéditions qu'organisent les Perroquets et les Singes sont issus de l'intérêt commun, mais les sociétés s'étaient formées avant par le besoin de vivre en compagnie.

Les sociétés sédentaires en un mot ont pris naissance et se sont développées, d'après nous, par l'esprit altruiste. L'intérêt individuel réduit à lui-même ne conduit à rien de durable. Les animaux contrairement aux apparences, à ce que la physiologie faisait préjuger et aux idées généralement répandues, sont plus sociables qu'égoïstes. Ncus les jugeons à notre point de vue : ils sont rudes, brutaux; lorsque le besoin matériel immédiat parle fort, que leur nervosité légitime intervient, ils sont violents, redoutables, ils se défendent. Mais dès que ce besoin les laisse au repos ou est facile à satisfaire, ils sont doux, bons et affectueux. Les nombreuses espèces que l'homme a pu domestiquer, du Lézard et du Serpent jusqu'à l'Éléphant, en sont la preuve. Il ne faut pas être frappé par les cas particuliers, mais voir la généralité. L'animal est peut-être supérieur à l'homme en altruisme! Les sociétés animales sont moins policées, mais peut-être plus humaines, toutes choses égales, que les nôtres.

IV. — Nous n'insisterons pas sur les causes accessoires qui concourent à la fondation des sociétés et que nous avons signalées ou effleurées çà et là : le besoin de jouer et d'épancher au dehors l'excès de sa vitalité, le besoin de chanter, d'être bruyant, d'être écouté, le besoin de faire acte d'autorité, d'être craint, admiré ou

inversement le besoin d'être secouru, protégé, dorloté, aimé.

V. — Notre dernière conclusion concerne l'influence des phénomènes de la reproduction sur les sociétés. Dans leur première période tout est contraire à l'esprit sociable. Le mâle et la femelle fuient leurs semblables, se retirent à l'écart et ne connaissent qu'eux. L'instinct qui préside à cette période est égoïste à l'excès, le mâle veut posséder sa femelle : avant la copulation, il la bat lorsqu'elle ne cède pas assez vite à ses désirs; après il la bat encore pour se prouver qu'elle est bien à lui. Les *solitaires* sont partout les plus insociables, les plus éloignés de l'esprit de famille, même dans les espèces où les adultes restent avec leur femelle; et ce sont les plus ardents au rut. Dans la deuxième période, de couvaison ou de gestation, lorsque le mâle et la femelle se sont séparés, les deux peuvent rentrer dans le sein du groupe dont ils font partie; la femelle, chez les Mammifères, n'y manque pas. Mais lorsqu'ils restent unis, la situation précédente se continue, moins génésique pourtant : ils sont deux, ils ont des joies communes, ils n'éprouvent aucun besoin d'avoir des camarades. Dans la troisième période, deux cas encore se présentent. Lorsque la famille, privée du mâle, est maternelle, la mère tantôt se réfugie dans le groupe social pour y trouver de la protection, tantôt en reste éloignée avec ses petits qui remplissent toute son existence. Lorsque la famille, au contraire, est pater-maternelle, la mère, satisfaite d'avoir un protecteur pour elle et ses petits, n'a rien à désirer, tandis que le père, de son côté, est heureux de la charge qu'il remplit. Le bonheur et l'égoïsme à deux des périodes précédentes, sont devenus du bonheur

et de l'égoïsme à trois; ils sont indifférents à tout ce qui n'est pas eux. Rien n'est plus contraire à l'esprit sociable. Aux approches de la fin, le mâle toutefois se blase, il s'échappe de plus en plus et va rejoindre ses camarades; l'instinct social l'emporte sur l'instinct familial. D'autres fois, lorsque les petits sont définitivement émancipés, il continue les habitudes qu'il a prises avec sa compagne; l'amour familial a disparu, l'amour conjugal est resté, on les retrouve ensemble et, l'année suivante, toute la vie quelquefois, ils recommencent leur roman d'amour et de famille. C'est encore de l'égoïsme à deux. Or, tout ce que celui-ci gagne est perdu pour l'esprit sociable.

Ceci concerne la famille monogame. En est-il de même de la famille polygame? Expliquons-nous d'abord sur le mot polygamie. Il s'applique vaguement aux trois périodes de la reproduction et diffère de la promiscuité qu'on comprend mal. La promiscuité c'est la copulation libre, chacun des deux sexes s'y livrant à égal titre et suivant son caprice; elle se partage en polygamie pour le mâle et polyandrie pour la femelle. La polyandrie est rare chez les animaux, les infidélités simples commises par la femelle sont moins rares mais le sont aussi : la femelle se donne complètement pour une saison et ne se donne habituellement qu'à un. Dans la polygamie le mâle ne se donne pas, il prend et se considère, aussi longtemps qu'il n'est pas rassasié, comme le maître de ses femelles. S'il reste polygame dans la deuxième période, il maintient ses droits de propriétaire; s'il reste polygame dans la troisième, il les maintient encore en y englobant les enfants issus de ses femelles. Mais sa polygamie de la première période ne préjuge en rien de la conduite qu'il

tiendra dans les seconde et troisième. Un mâle peut avoir tout un harem dans la première et ne s'attacher ensuite qu'à une femelle, ne remplir ses devoirs de père qu'avec les enfants de celle-là, en un mot, être monogame. Exemple : le Canepetière, *Little Bustard* ou Tetrax. Le cas inverse est donné par l'outarde, *Great Bustard* ou Oxis. Le mâle n'a qu'une femelle, mais dès qu'elle a pondu et qu'elle couve, il va en chercher une autre et fonde ainsi plusieurs familles. Bref, la polygamie dont nous avons à examiner l'influence n'est pas celle de la première période, qui n'est qu'un dévergondage, une incontinence fonctionnelle, comme chez le Dindon ou le Bouc, mais celle de la troisième période, comme chez le Phoque ou l'Éléphant.

Les liens conjugal et familial sont d'autant plus lâches et par conséquent, comme on l'a vu, moins égoïstes et moins anti-sociaux, qu'ils sont plus éloignés de la monogamie. Plus une famille comprendra de femelles et d'enfants, plus la somme d'affection, d'attention et de protection, dont le mâle unique est susceptible, sera affaiblie et dispersée. Plus cette famille ressemblera à un harem ou à une troupe dont le mâle est le sultan ou le chef, plus elle sera comparable à une petite société sous la conduite d'un seul. Il est fort difficile, dans les récits des voyageurs, de distinguer en maintes circonstances la simple famille nombreuse du troupeau ou de la bande de petite dimension. Chez les Ongulés, la famille polygame comprend souvent des jeunes de deux ou trois ans, quoique un peu plus tard, lorsqu'ils deviennent aptes à la reproduction, leurs parents les en chassent habituellement. Mais, d'autres fois, comme chez l'Éléphant, les jeunes restent dans le troupeau, y engendrent ou probablement abandonnent

temporairement le troupeau pour y rentrer avec leurs petits, en sorte que, finalement, ce troupeau est consanguin et peut, chez le même Éléphant, atteindre le chiffre de cent et deux cents qu'on a rencontré jadis. Il est probable que certaines sociétés de Singes ne sont que des familles amplifiées de ce genre.

Les familles polygames ont-elles plus de facilité que les monogames à se réunir entre elles pour former ce qu'Espinas appelle des peuplades et que nous considérons comme les sociétés par excellence? Voilà ce qu'il faudrait savoir. Le raisonnement répond par l'affirmation. La polygamie disperse le sentiment, la monogamie le concentre; la polygamie c'est de l'égoïsme à quinze ou vingt parfois; la monogamie c'est de l'égoïsme à trois. Nous avons vu de nombreux cas de familles polygames se réunissant, comme chez le Tarpan et le Bizon; nous en avons vu aussi de familles monogames, comme chez le Renne. Mais il nous a paru que les premiers sont plus fréquents. Nous acceptons donc que la polygamie aide plus à la formation des sociétés animales, quoiqu'elle soit une forme familiale, inférieure à la monogamie. Une raison majeure le dit : La famille à trois est une individualité étroite, intermédiaire à l'individu proprement dit et à la collectivité sociale. La famille à dix ou vingt est une individualité large et diffuse, intermédiaire aussi, mais plus rapprochée de la collectivité.

Reste à savoir si, par les enfants seuls, la famille favorise la formation des sociétés. Nous avons vu que les petits ont partout une tendance qui les domine; ils ne songent qu'à sortir du nid au plus tôt, à donner un libre jeu à leur activité, à s'émanciper en bravant les dangers qu'ils ignorent et oublient leurs parents. Mais

nous avons vu aussi qu'ils ont un grand besoin de jouer, de s'agacer mutuellement, de crier et de chanter à l'envi et pour cela de se retrouver de temps à autre : avoir des camarades est une nécessité pour eux. Ils ont deux tendances contradictoires dont la résultante varie avec les espèces. Mais, en général, plus l'état familial s'est prolongé et plus l'habitude de vivre ensemble est prise ; plus les individus se sentent faibles, plus leur alimentation est facile à obtenir, comme chez les herbivores, et plus ils cèdent au désir d'être ensemble. Tandis que, dans les conditions opposées, ils obéissent à leurs instincts de liberté et d'égoïsme. Cependant des petits groupes, pour chasser de concert, se forment chez les Carnassiers ; et des groupes plus étendus, se ralliant au troupeau sont communs chez les Ongulés.

De toutes façons, un troisième facteur intervient un jour chez ces jeunes, qui met un terme à leurs velléités soit d'indépendance, soit de vie en commun : l'arrivée de la puberté. Oiseaux ou Mammifères, tous s'abandonnent à l'instinct sexuel. les liens les plus solides se rompent, l'accomplissement du premier acte de la reproduction prime tout.

Il est certain toutefois que l'esprit de sociabilité est plus développé chez les jeunes non pubères, qu'il se maintient assez bien après le rut et même après le premier état familial, qu'il diminue ensuite et qu'il arrive facilement à la nullité chez les mâles âgés. Les *solitaires* se rencontrent dans les espèces les plus sociables. Ce sont de vieux mâles qui, spontanément, abandonnent la vie en commun ou sont expulsés des bandes parce qu'ils sont maussades et méchants. L'âge est un élément dont il faut tenir compte, aussi bien au point de vue familial qu'au

point de vue social, lorsqu'on a à apprécier une espèce. Du reste, dans une même espèce, il y a des variations de caractère, de mœurs, de conduite, parfois considérables. Deux voyageurs peuvent avoir émis des opinions différentes et cependant avoir tous deux bien vu. Dans bien des cas, c'est la moyenne qu'il faut chercher.

En résumé, à ne considérer que les Mammifères et les Oiseaux, la famille et les phases qui la préparent sont peu favorables à la formation des sociétés. La famille satisfait en grande partie aux besoins divers qui poussent le mâle à rechercher la compagnie de ses semblables. Elle suffit presque à la femelle, qui y consacre une partie plus considérable de son temps et en a peu dans les intervalles pour se créer d'autres habitudes. Chez les Oiseaux, où les deux formes monogame et polygame se rencontrent, il n'y a peut-être qu'un cas où une société dérive franchement de la famille, celui de la Pintade. C'est dans les intervalles des phases de la reproduction que, chez les Mammifères comme chez les Oiseaux, se forment les bandes qui vivent ensemble. Les mâles s'associent dans celles-ci plutôt avec les mâles, les femelles avec les femelles, les jeunes avec les jeunes. Au sein des plus grands troupeaux d'Ongulés ces rapprochements tendent à se maintenir. Chez le Cynocéphale polygame et le Soko monogame la famille et la société semblent fusionnées cependant.

Parallèle des colonies et des sociétés animales. — Nous ne saurions clôturer sans tracer ce parallèle et ainsi réduire à leur juste valeur les idées professées par les positivistes sur les sociétés-organismes en général.

Les colonies animales sont des touts morphologique-

ment continus dans toutes leurs parties, à toutes les phases de leur évolution sériaire. Les sociétés animales sont des ensembles diffus, composés de parties séparées n'ayant aucun lien réel. D'où la distinction que nous avons faite entre elles sous le nom d'*agrégations* pour les premières et d'*associations* pour les secondes.

Les colonies animales sont l'un des procédés employés par la nature pour varier et multiplier les formes animales dans le temps, à la surface de notre planète ; un moyen de créer des organismes nouveaux de plus en plus complexes aux dépens d'organismes antérieurs plus ou moins simples. Les sociétés sont des systèmes d'existence adoptés par les individus pour le plaisir de vivre ensemble, dans leur intérêt, par imitation et habitude, et ne conduisant jamais à la formation d'un organisme, individu ou être nouveau, cohérent dans toutes ses parties.

Les colonies se forment à l'origine par l'adhésion d'individus jusque-là libres ou par la persistance réunis des rejetons provenant de la même mère. Dans les sociétés les deux procédés existent, mais les individus ne sont jamais adhérents.

Les colonies s'accroissent par gemmation ; elles se reproduisent par la séparation complète d'une partie, le reste périt. Les sociétés s'accroissent par hypergénèse des individus séparés ; leur reproduction s'opère par la séparation d'un essaim, le reste continue à vivre.

Dans les colonies la division et la spécialisation du travail s'établissent de bonne heure ; les individus se disposent en groupes qui deviennent des organes, chacun de ces groupes ou organes concourant d'une façon obligatoire aux besoins généraux de la masse. Dans les sociétés il en est de même : la division et la spécialisation

du travail sont une nécessité, mais chacun est libre de son choix et n'est pas condamné à s'y maintenir ; les individus y forment aussi, mais à leur gré, des groupes qui jouent leur rôle dans la communauté, mais peuvent se disloquer comme il leur convient.

Dans les colonies formant une série évolutive, les individus commencent par être indépendants dans une limite étendue et perdent peu à peu la totalité, ou peu s'en faut, de cette indépendance. Les concessions que ces individus font aux voisins, puis aux groupes ou organes, enfin à la communauté entière, augmente toujours ; au dernier degré ils ne sont plus que les rouages d'une machine unique. Les sociétés sont de même un échange de concessions, on y donne pour recevoir. Mais il y a une limite qui n'est pas dépassée, l'individu conserve toujours son Moi, il se refuse formellement à se laisser absorber et, quel que soit le degré de solidarité des intérêts, à ne plus être qu'un rouage.

Les colonies présentent chez les Invertébrés toutes les périodes, depuis le simple rapprochement des individus cohérents par un seul point jusqu'à la solidarisation et la subordination la plus entière. Supposons dans cette progression trois périodes : dans la première les individus ont approximativement toute leur indépendance, ils vivent chacun pour soi et la colonie n'est que leur somme ; dans la seconde ils ont perdu la moitié de cette indépendance ; dans la troisième ils ont sensiblement tout perdu, ils sont subordonnés au bien général de la colonie, qui a toute la puissance et l'initiative. A laquelle de ces trois périodes rattacherions-nous les sociétés animales, si nous adoptions les vues des positivistes et admettions que plus tard elles évolueront et aboutiront à un summum

analogue à celui des colonies les plus avancées? A la première, avec quelques tendances par moments vers la seconde période.

En somme, l'assimilation des colonies aux sociétés est une pure fantaisie, quoique sur plusieurs points nous soyons parvenus à les comparer et même à leur trouver des ressemblances. Si certaines lois s'appliquent parallèlement aux agrégations et aux associations, c'est que rien dans l'univers n'échappe aux lois générales de la nature, et que celles-ci, avec des variantes d'application, sont communes à l'astronomie, comme à la physique et à la chimie, à la biologie et à la sociologie. La vérité brute se réduit à ceci : Les agrégations de mérides et de zoïdes sont morphologiques, les associations de dèmes sont virtuelles. Ce sont des phénomènes tout différents, donnant des résultats tout autres. Les premières crécnt des espèces nouvelles, les secondes ne sont qu'un mode d'existence de certaines espèces. Pour celles-ci ce mode d'existence est-il un bien, un progrès, un avantage? Assurément, puisque les espèces sociables ont des plaisirs qu'ignorent les insociables, qu'elles se défendent ou attaquent mieux, qu'elles mènent une vie plus ample. Les sociétés animales offrent, du reste, comme nous l'avons vu, de nombreux degrés. On les voit naître, se préciser, se différencier, acquérir des traits nouveaux. Cette évolution, faible encore, va-t-elle se continuer? Est-elle capable, par l'excès de son développement, d'amener la mort même de l'espèce ou des fractions auxquelles elle aura été le plus avantageuse? C'est ce que l'homme, le plus élevé des animaux et que nous avons réservé, va nous apprendre.

TROISIÈME PARTIE

L'HOMME SOCIAL

CHAPITRE I

Vue d'ensemble : Homme primitif. Homme préhistorique. Sauvages les plus inférieurs. Évolution progressive. Famille, clan, tribu, nation.

L'une des propositions qui se dégagent de la partie précédente est celle-ci. Les impressions venues du dehors déterminent, par réflexion, des actes, avec ou sans le concours de la volonté au début. Ces actes, en se répétant, deviennent des habitudes qui se transmettent, se confirment et sont les instincts. Nous avons suivi l'évolution de trois d'entre eux chez les animaux. 1° L'instinct individuel ou de la conservation de soi, c'est-à-dire d'un Moi dont il n'y a aucune trace certaine encore chez les Protistes; qui est représenté chez les Invertébrés par des Moi multiples dispersés par tout le corps, puis prédominant dans certaines parties telles que l'extrémité céphalique; et qui, chez les Vertébrés, se centralise dans un organe spécial et nouveau et a pour caractéristique, l'égoïsme. 2° L'instinct de reproduction, différencié chez

les Oiseaux et les Mammifères en instinct sexuel et instinct familial, et ce dernier à son tour en un instinct maternel hautement consolidé et pur de tout mélange, un instinct paternel faiblement confirmé et composé d'éléments divers et un instinct filial tenant le milieu sous le rapport de la solidité et de la pureté. 3° L'instinct social, qui a pour fondement le besoin de relation de l'animal avec ses semblables et engendre l'altruisme : instinct très inégal, complexe, guère plus consolidé que l'instinct paternel et cependant ayant donné lieu à une foule de sociétés animales. Nous avons vu ces sociétés commençant par le rassemblement indifférent, se développant par l'habitude et l'imitation et s'élevant jusqu'à la forme très accusée que présentent les Cynocéphales et les Cercopithèques : les unes passagères, les autres permanentes ; les unes extérieures à la famille, les autres familiales, sinon quelquefois formées de familles associées. Il s'agit de continuer notre examen chez l'homme.

Ici, heureusement, le terrain est différent. Chez les animaux sauvages, les seuls dont il y ait à tenir compte, les renseignements étaient en général très insuffisants ; nous nous estimions heureux lorsqu'ils nous permettaient de démêler à peu près le type social de l'espèce sinon du genre, il n'était guère possible de songer aux différences suivant les groupes, les milieux et, à plus forte raison, à de rares exceptions près, dans le temps. La science s'y contente d'une sociologie générale et, sauf peut-être chez les Abeilles et les Fourmis, qui sortaient de notre cadre, est incapable d'établir la sociologie propre d'une espèce quelconque. Chez l'homme il en est autrement. Quoique les renseignements que nous pourrions désirer y fassent souvent défaut, ils sont d'une manière générale considé-

rables. L'homme, en effet, parle, écrit et de lui-même nous renseigne sur ses mœurs et ses usages, voire sur ses sentiments. Chaque société a son histoire, son archéologie, ses légendes. L'homme s'est répandu sur toute la surface du globe, s'y est divisé en un nombre infini de groupes n'ayant parfois eu aucune communication entre eux, s'étant adaptés séparément à des conditions d'existence différente et ayant évolué à part. Il ne s'agit donc plus de décrire le type social de son espèce, mais une multitude de types, dans le temps et dans l'espace, dont il faut comparer les ressemblances et différences. L'homme donne ainsi lieu à une sociologie générale propre comme aussi à une sociologie comparée dont l'étendue est infinie et comporte un nombre considérable de problèmes.

Rappelons la position que cette science occupe dans l'anthropologie prise dans son acception large.

L'anthropologie ethnique, ou seconde branche de l'anthropologie, se divise en deux parties, comme il a été dit. L'une est l'*ethnographie*, dans laquelle les faits sont recueillis et classés suivant deux méthodes : par peuples ou tribus et par sujets spéciaux. L'autre est l'*ethnologie*, dans laquelle s'établissent l'enchaînement des faits et des idées qui les dominent, leurs causes et leurs conséquences, les lois et vérités générales. Le professeur Daniel Brinton exprime très bien la différence entre ces deux parties. Le but de l'ethnographie, dit-il, est de décrire (de ἔθνος, peuple, et γράφειν, décrire), et celui de l'ethnologie d'expliquer.

La sociologie n'est que l'un des aspects, ou des sujets de l'anthropologie ethnique, celui qui concerne les rapports des hommes au sein de leurs communautés grandes

et petites, les coutumes et institutions qui les régissent, les idées qui y président, évoluent et aboutissent notamment à la conduite ou moralité. Comme l'anthropologie ethnique, donc, elle se partage en deux parties : l'une descriptive, ou *sociographie*, et l'autre spéculative et synthétique, ou *sociologie* proprement dite. Une troisième partie en est le complément, la *sociotechnie*, qui est ou devrait être l'application des connaissances acquises sur la nature, l'homme et les sociétés tant animales qu'humaines à la phase actuelle de ces dernières qu'il s'agit de perfectionner, de corriger, quelques-uns disent de remanier entièrement en vue du plus grand bonheur du plus grand nombre, avec autant d'équité que possible. Elle fera l'objet de notre quatrième partie.

Prenons d'abord une vue d'ensemble de l'homme à l'état de nature, vivant en famille au milieu de solitudes peuplées de fauves, de la façon dont s'ébauchent ses premières sociétés et des phases qui s'y succèdent. Nous partagerons ce chapitre comme il suit : 1° l'homme primitif; 2° les préhistoriques; 3° les sauvages les plus inférieurs que nous pourrons découvrir; 4° les sociétés plus ou moins sauvages ou barbares; 5° les civilisations anciennes, d'une part dans notre hémisphère de l'Asie, de l'Afrique, de la Grèce et de Rome, de l'autre de l'Amérique centrale; 6° les civilisations postérieures à l'ère chrétienne.

Homme primitif. — Darwin, Spencer et quelques autres ont essayé de reconstituer l'homme primitif.

Tout d'abord s'est-il formé progressivement sur un seul ou sur plusieurs points du globe aux dépens d'un seul ou de plusieurs précurseurs? Dans la première hypo-

thèse s'est-il ensuite différencié en branches réductibles, à en juger par les données morphologiques que nous possédons, à 5 ou 7 au minimum : savoir : 1° les noirs aux cheveux laineux partagés en dolichocéphales et brachycéphales; 2° les noirs aux cheveux droits [1], désignés par Huxley sous le nom d'Australoïdes; 3° les jaunes, partagés en dolichocéphales et brachycéphales; 4° les bruns ou mélanochroïdes d'Huxley, petits et dolichocéphales; 5° les blonds ou Xantochroïdes du même, grands et dolichocéphales. Les deux thèses sont soutenables, celle de l'unité est la plus probable. Toutes les variétés primitives de l'espèce humaine se seraient produites par différenciation, adaptation et croisements, de la même façon que nos variétés actuelles du chien domestique issues, affirment les préhistoriciens, du *Canis familiaris fossilis*. La souche initiale aurait été noire, dolichocéphale et prognathe.

Les caractères qui distinguent essentiellement l'homme des Anthropoïdes sont au nombre de quatre (voir pages 14-23) : deux physiques : l'adaptation parfaite à la station verticale sur le sol et le développement plus grand du cerveau en volume, circonvolutions et structure intime; et deux physiologiques : la parole et la raison. Nous disons la raison pour nous conformer à l'usage. En réalité, au début, elle ne méritait pas ce nom.

L'espèce animale au sein de laquelle le Primitif a pris naissance offrait, comme l'un quelconque, supérieur ou inférieur, des groupes humains actuels, une échelle de variations très étendues. Il s'y trouvait des incapables absolument rebelles à la moindre acquisition nouvelle,

1. Le mot *droit* est mauvais, mais il est consacré par l'usage; le mot *jaune* est dans le même cas.

des indifférents formant la grosse majorité, et des plus ou moins favorisés. Ceux-ci étaient les plus actifs, se souvenant le mieux de leurs sensations et de leurs actes précédents, cherchant le plus à se rendre compte des choses. Un fait attirait leur attention, ils s'y arrêtaient, le rapprochaient d'autres faits antérieurs, tiraient de leur comparaison un rapport, un aperçu quelconque et agissaient avec une notion plus exacte des conséquences de leurs actes. L'une des facultés les plus avancées de certains Singes, sinon de la plupart, est la ténacité avec laquelle, lorsqu'on met entre leurs mains un objet nouveau, ils l'examinent, le retournent jusqu'à ce qu'ils se soient rendu compte de son agencement et de son usage. (Romanes, *L'Intelligence des animaux*.) Ils le jettent de côté alors et n'y pensent plus. L'homme primitif, dans ces conditions, va plus loin. Là où le Singe entr'ouvre une noix avec une pointe ou la casse avec une pierre, répète son acte et le perfectionne à peine, il essaye de fabriquer une pointe semblable ou de faire de cette pierre une arme de frappe. L'attention sur les choses qui intéressent immédiatement la satisfaction de ses besoins, le désir d'approprier ces choses à ses besoins et l'initiative qu'il prend sont les caractéristiques de ses premières acquisitions cérébrales. Le Singe, le Précurseur, le Primitif incapable s'abandonne à ses habitudes héréditaires, c'est-à-dire à la routine. Lui, le Primitif favorisé, modifie sa conduite et profite de l'expérience. La fabrication d'outils ou de procédés plus avantageux de défense contre les animaux féroces est, sans aucun doute, le premier pas accompli par l'homme dans la voie de l'intelligence. Je pense que la découverte de la façon d'obtenir du feu n'est venue que bien après. Chez les sauvages

les plus inférieurs que nous connaissions, on retrouve des légendes ayant trait à cette découverte, mais aucune ayant trait à l'origine des armes les plus simples.

Les progrès ultérieurs durent être lents. A en juger par les sauvages actuels les plus inférieurs, le Primitif avait la vision courte des effets de sa conduite, il était imprévoyant. Son horizon, dans une contrée où ses congénères étaient rares, était presque limité aux animaux avec lesquels il était en lutte. Ses besoins étaient médiocres. Les stimulants, qui plus tard exerceront une influence si considérable sur le développement de ses facultés, faisaient presque défaut. Dans ces conditions cependant la sélection faisait son œuvre. Les plus favorisés par leur initiative survivaient et se multipliaient davantage. Un jour vint où ceux sachant se servir de l'arme nouvelle qu'ils possédaient, de l'intelligence relative qui s'était formée en eux, acquirent la majorité et se distinguèrent formellement de l'espèce qui leur a donné naissance.

On s'est demandé ce qui a précédé, de la parole ou de la première ébauche de raison. Toute impression ou sensation tend à donner lieu, en l'absence de l'attention portée sur elle par le Moi, à une action réflexe simple ou complexe et, dans ce dernier cas, antérieurement coordonnée par l'habitude. De ce nombre sont les gestes et les contractions des muscles de la physionomie qui accompagnent les actes, aussi bien ceux produits sans l'assistance de la volonté que ceux produits par cette volonté. La pensée seule éveille ces actes réflexes accessoires. On cligne des yeux, le visage exprime la joie ou la douleur, le corps se penche, les mains se portent dans diverses directions inconsciemment comme pour rendre

la pensée. De là, à exprimer volontairement par gestes ses émotions, ses désirs et à les varier de même dans chaque cas particulier, il n'y a pas loin. Le langage par gestes a nécessairement précédé tout autre. Les analyses physiologiques auxquelles s'est livré M. Ribot viennent à l'appui. Le langage par gestes peu développé des Australiens et celui très perfectionné des Peaux-Rouges en sont des survivances. Longtemps il a dû suffire aux besoins du Primitif et contribuer à fixer et à multiplier ses premières idées élémentaires, ses premières émotions surtout. Mais, tôt ou tard, il devait conduire à la parole. A défaut de la parole, les animaux possèdent la faculté générale d'exprimer leurs besoins, sensations et sentiments de façons diverses. Ces façons varient de forme et de nombre dans les espèces : telle a 3, 5, 10 façons suivant ce qu'elle veut rendre. La plupart, sinon toutes, ne sont que des actes réflexes coordonnés, les uns inconscients, les autres volontaires ou alternativement inconscients et volontaires. Il est tout naturel donc que l'homme primitif, à mesure que son langage par gestes se précisait, ait fait effort pour l'accompagner de sons en rapport avec ce qu'il désirait exprimer. Inconsciemment d'abord, puis sciemment, il a modulé ceux émis par son larynx et ensuite les a progressivement articulés avec sa bouche. Bientôt ainsi il arriva à pouvoir appeler au moment du danger, commander dans son ménage ou dans une chasse, et même le soir raconter ses aventures à la manière du Singe hurleur, mais mieux, il faut croire [1].

1. Dans un livre traduit de l'anglais en 1895 : *L'origine des Aryens*, par I. Taylor, je vois un doute exprimé sur la faculté du langage articulaire de nos ancêtres paléolithiques, dans l'Europe occidentale. Leur cavité cérébrale est trop voisine de la nôtre pour que la question puisse se poser. L'auteur a songé sans doute à la vieille idée que l'absence ou

Une fois la parole acquise, le développement de l'intelligence marcha plus vite, en raison même du développement du langage. Quoique les mots n'engendrent pas les idées ils ont sur elles une influence considérable; ils les fixent, permettent de les classer et, dès lors, d'en acquérir de nouvelles.

En somme, l'homme primitif ne différa guère pendant longtemps de l'animal quelconque, Singe, Anthropoïde, ou Précurseur qui lui a donné naissance. Il ne s'en sépara que lentement.

Entre le moment où il fut définitivement constitué et les sauvages actuels que nous décrirons, comment vivait-il au double point de vue de la famille et de la société? Pour les caractères psychiques, nous pourrions consulter l'enfant en vertu du principe vrai dans sa généralité que l'ontogénie reproduit la phylogénie, mais ce n'est pas notre sujet. Pour présumer de ses mœurs, il faut se guider moins sur les hommes actuels qui tous sont plus ou moins modifiés et peut-être faussés dans leur naturel par les circonstances, que sur les animaux avec lesquels il a le plus de ressemblance.

En ce qui concerne la reproduction, d'abord, comment se comportait le Primitif? Se bornait-il, comme c'est possible, à combattre ses rivaux pour acquérir la femelle de son choix, à satisfaire son besoin de rut et à s'en aller, à l'exemple de beaucoup d'autres Mammifères? Prolongeait-il son union jusqu'à la naissance du petit, jusqu'au sevrage ou jusqu'après l'élevage seulement,

la présence de l'apophyse géni avait une importance. Un examen plus attentif des pièces et la critique en ont fait justice, comme du Précurseur de Thenay. (Voir P. Topinard, *Les caractères simiens de la mâchoire de la Naulette*, cours de l'École d'anthropologie; in *Revue d'anthropologie*, année 1885.)

comme feraient, prétend-on, certains Orangs? Prolongeait-il, au contraire, son union jusqu'à ce qu'il ait plusieurs enfants, c'est-à-dire indéfiniment, comme certains Gorilles pour le moins? Était-il monogame, comme le Soko de Livingstone, ou polygame, comme on l'a dit de certains Chimpanzés? En ce qui concerne la sociabilité, vivait-il solitairement avec sa famille, comme cela se présente parfois chez les Anthropoïdes; ou par petites familles associées, très distinctes, comme chez le Soko; ou en larges sociétés, comme sans doute les Anthropoïdes lorsqu'ils étaient nombreux et comme les Cynocéphales et Cercopithèques? C'est ce que nous ne pouvons dire exactement; quant à nous, vu les mœurs variées des Anthropoïdes et vu la nature de l'homme en général, tel que nous le connaissons, nous pensons que ses types sociaux et familiaux devaient être différents et dépendre d'habitudes prises çà et là inconsciemment, mais que, d'une manière générale, il était plutôt monogame et réparti par groupes sociaux. Ne le voyons-nous pas actuellement s'accommoder de tous les systèmes? quelques aperçus fortifient cette façon de voir.

D'une part, l'homme est encore plus porté que les autres Mammifères par le développement de tous les éléments qui concourent à la sociabilité, à se rapprocher de ses semblables. Il a besoin de compagnie, d'affection; il aime à dominer, à faire montre de ses talents; il a besoin de parler, de chanter, de jouer, d'être écouté, admiré. Tout cela est aussi développé chez les sauvages les plus inférieurs que chez les civilisés. Les nègres aiment à rire, à faire les bouffons, à exercer leur langue : c'est la monnaie de l'altruisme comme de la sociabilité.

D'autre part, l'homme a plus ou moins de motifs qui

le poussent à l'égoïsme. Il se rend compte de ses actes, de leurs avantages et de leurs inconvénients. Sa raison le fait flotter entre deux tendances, l'une à s'associer avec ses semblables pour l'avantage qu'il en tire, l'autre à s'en passer pour éviter la concurrence.

Sa conduite peut donc différer selon les circonstances où il se trouve. Là où le climat, l'abondance de nourriture, l'absence des fauves dangereux, rendent la vie facile, le Primitif devait, à la façon des Herbivores, être bon et disposé à vivre en société. Là où l'existence était dure, les subsistances rares, les bêtes féroces nombreuses, lui nu, mal armé encore, toujours sur le *qui-vive* pour ne pas se laisser surprendre ou pour ne pas perdre une bonne occasion, il était dans la position de la généralité des Carnassiers, il devait vivre retiré dans sa grotte avec sa famille, comme ceux-ci dans leur tanière. Cependant, comme les Loups, il devait parfois s'associer à ses semblables pour quelque chasse commune. Mais, sans une sensibilité altruiste, avec un égoïsme prédominant, ces unions ne pouvaient durer.

Bref, nous concluons que les hommes primitifs, ceux restés si longtemps à l'état de nature, n'étaient ni meilleurs ni plus mauvais que les autres animaux et, en particulier, que les Singes; qu'ils n'étaient ni plus ni moins sociables et avaient des habitudes très différentes suivant les conditions et les circonstances. Nous nous les représentons comme les Anthropoïdes, plus souvent monogames que polygames, et vivant par petites troupes mal liées.

Homme préhistorique. — Inutile de dire qu'aucun Primitif n'a survécu jusqu'à ce jour et que les cinq ou sept races soi-disant primordiales que nous admettons

ne sont que des probabilités induites des restes maniés et remaniés, mélangés et croisés, qu'il nous est permis d'étudier et d'analyser actuellement. Celles qui sembleraient devoir en être le moins éloignées sont les préhistoriques. Mais les pays qui ont le plus de chance de nous faire connaître celles que nous voudrions, ont à peine été explorés et, sauf à Java, ne jettent pas encore de jour sur la question. Espérons que nos possessions du Haut-Oubanghi, avec ses petits Negritos, nous apporteront quelque lumière. A défaut de mieux, voyons ce que dit l'Europe.

En 1893 [1], nous nous sommes donné la tâche d'examiner avec soin les travaux publiés aux États-Unis sur l'antiquité de l'homme. Nous étions fatigué des exagérations systématiques d'une certaine école française, et nous mîmes à l'œuvre avec la ferme intention d'être d'une impartialité absolue. Les travaux portaient principalement sur la durée de l'érosion des chutes du Niagara et de Saint-Antoine, après que la calotte glaciaire qui les recouvrait eut laissé la région à découvert. Les écarts d'estimations variaient de 3000 à 30000 ans. Pesant tous les arguments, je conclus que la fin de l'époque glaciaire dans la région des grands lacs devait remonter à 10000 ans, temps moyen accepté par les principales autorités américaines.

Or, tout porte à croire qu'il y eut un parallélisme approximatif entre les phénomènes glaciaires dans les deux hémisphères. Tandis que le front du glacier américain remontait pour la dernière fois au Canada, celui du glacier européen correspondant remontait dans les

1. L'anthropologie aux États-Unis, par Paul Topinard, in *l'Anthropologie*, vol. IV, 1893.

Iles-Britanniques. Le gisement de Trenton serait sensiblement contemporain de celui de Chelles. Si même ce parallélisme est contestable, ce serait aux dépens de l'Europe, car le courant maritime qui descend de la mer de Baffin et longe la côte orientale des États-Unis n'a pu qu'y retarder la fonte du glacier, tandis que le courant du *Gulf Stream* qui échauffait l'Europe, notamment les Iles-Britanniques, n'a pu qu'avancer cette fonte.

Toutefois comme il est admis à présent que l'homme a paru dans l'Europe occidentale entre les deux principales extensions de glaciers vers le sud, j'ajouterai au chiffre américain 2000 ans si l'on veut, dont je ferai profiter naturellement surtout l'époque paléolithique. Il faudrait alors décomposer l'antiquité de l'homme comme il suit dans l'Europe occidentale : époque paléolithique environ 5000 ans, époque néolithique environ 2500, époque du bronze environ 2000 ans, époque du fer jusqu'à l'ère chrétienne mettons 600, époque actuelle 1900[1].

Quelque respectable que soit ce chiffre, il est insuffisant pour nous expliquer la formation de l'homme, les vrais Primitifs sont bien au delà. Il faut en tirer la conclusion que la population la plus ancienne que nous connaissions positivement en Europe, contemporaine de la dernière remonte des glaces, c'est-à-dire celle des alluvions quaternaires de Chelles, n'y a pas pris naissance et vient d'ailleurs. Est-il possible de dire sa provenance?

Au début de cette période une formidable barrière de glace descendait de la Scandinavie, non loin du Hartz et de la Forêt-Noire, tendait la main aux glaciers de la Suisse et de la Haute-Italie, et ne laissait que des passages

1. Dans mon article du *Monist* de Chicago de juillet 1897, n'ayant pas tenu compte de l'époque interglaciaire, je m'étais tenu à 10 000 ans.

étroits permettant difficilement à une population de venir de l'Europe occidentale. Au sud, au contraire, les communications étaient faciles par des terres aujourd'hui disparues, par l'Espagne même. Quelques auteurs voudraient que les hommes de Chelles, c'est-à-dire de la première époque paléolithique, fussent de la race du Néanderthal. Rien ne le prouve. J'admets volontiers que le type du Néanderthal, le même que celui de Spy, de Java et de certains crânes de la Plata, soit l'un des plus anciens de l'humanité, qu'il ait été répandu par toute la terre habitable et qu'il en soit venu des échantillons dans l'Europe occidentale. Mais je me refuse à croire qu'en Europe il ait été en nombre suffisant pour donner lieu aux restes d'industrie de Chelles et de Saint-Acheul.

Pour moi, la race paléolithique de notre pays est celle que nous retrouvons mélangée à d'autres à l'époque néolithique où elle représentait la population paria, vaincue. Elle était de petite taille, brune, dolichocéphale, très orthognathe, avait des orbites microsèmes, une bonne capacité cranienne, et était répandue dans toute l'Europe méridionale, dans les îles méditerranéennes et dans l'Afrique septentrionale. C'est celle que j'appelle la race des Troglodytes de la Lozère, et mieux la *race méditerranéenne*, appelée aussi par d'autres ibérique, berbère ou de Cro-Magnon. Évidemment elle est remontée de proche en proche, dès l'époque glaciaire, de l'Afrique, c'est-à-dire d'une partie du globe où l'on a recueilli des quantités énormes d'instruments du type chelléen [1], et où, pour le moins six mille avant notre ère, circulaient des tribus éparses dont quelques-unes ont donné nais-

1. Voir entre autres : Les âges de la pierre en Tunisie, par R. Collignon, in *Matériaux pour l'histoire primitive de l'homme*, 1887, Paris.

sance à la race égyptienne, race d'un type physique supérieur, aussi éloigné que nous-mêmes de ce que l'on peut supposer d'un type primitif quelconque [1]. Rien d'ailleurs ne permet de dire ce qu'étaient les mœurs et le genre de vie des Chelléens. Leurs armes bien façonnées donnent à penser qu'ils fabriquaient d'autres ustensiles que le roulement dans les alluvions n'a pas respectés. Vu le nombre de ces instruments, il paraît certain qu'ils vivaient agglomérés non loin des rivières.

Avec l'époque post-glaciaire du Renne, ou de Laugerie, les éléments d'appréciation augmentent. Les hommes d'alors vivaient, tantôt en famille dans des grottes isolées, tantôt en agglomérations petites ou grandes dans des grottes voisines ou sous de longs abris sous roche. Quoique chasseurs et pêcheurs et sans agriculture, ils sont sédentaires, ils fabriquent des instruments en os et en silex qu'ils décorent assez artistement de figures d'animaux, de plantes et même d'hommes. Ils ont des parures, des rites funéraires, assure M. Cartailhac ; ils tirent les articles dont ils ont besoin de loin, les échangent sans doute contre d'autres, et ont certainement des chefs. A Solutré, où ils vivent réunis en un village, ils semblent avoir des réserves de chevaux pour leur alimentation. En sculptant leurs images et retouchant leurs silex lancéolés, ils causaient sans doute et faisaient commerce d'amitié. Rien ne prouve que la blessure de la femme de Cro-Magnon soit le résultat d'une querelle conjugale. En un mot, ils ont une certaine organisation sociale, qu'ils durent

1. Inutile de faire remarquer que les vues que nous venons d'exposer en adoptant la chronologie américaine à l'Europe, s'accordent aussi bien avec une chronologie plus longue comme celle de Geikie et de Mortillet. M. de Maspero faisant remonter la construction à 25 000 ans, ce qui nous étonne, nous met à l'aise du côté de l'Égypte.

apporter de l'Europe occidentale et qui ne permet nullement de les regarder comme des sauvages inférieurs.

A ce moment, du reste, le bassin de glace dont nous avons parlé avait disparu et des hommes nouveaux de haute taille, dolichocéphales, d'un type facial différent, certainement blonds, avaient franchi le passage à l'est. Le type que l'on décrit sous le nom de Cro-Magnon est dû pour nous à leur mélange avec la race méditerranéenne locale [1]. Le nombre de ces blonds augmente à l'époque néolithique qui suit. Une autre race s'y ajoute venue par le même chemin, celle-ci brachycéphale à face large, à nez mésorrhinien. Dès lors, dans l'Europe centrale, la population très mêlée se répartit par groupes différents au physique et de civilisation. Ici ce sont les Troglodytes de la Lozère, la race ancienne pauvre, réfugiée dans les endroits les moins accessibles; là des blonds plus ou moins croisés que l'on voit un peu plus tard construisant des monuments mégalitiques de forme allongée; ailleurs, dans les montagnes, principalement des brachycéphales, dont les restes sont plus rares parce qu'ils faisaient usage de la crémation. L'un des groupes tardifs, les mieux accusés au point de vue de leur civilisation propre et d'un caractère sédentaire, est celui des Palafittes de la Suisse. On y voit l'âge de la pierre polie passer à celui du bronze, l'industrie et l'agriculture y prendre un développement progressif. Nous ne voulons pas nous y arrêter, les renseignements sur leur mode d'existence sociale se retrouveront plus faciles à mettre en valeur dans la population venant ensuite. Bornons-nous à constater qu'en mettant de côté les groupes de petite taille, qui menaient

1. La Caverne de Beaumes-Chaudes, d'après les registres de Broca, par Paul Topinard, in *Revue d'anthropologie*, Paris, 1886.

une vie sauvage dans leurs grottes, l'époque néolithique dans notre pays témoigne d'une civilisation déjà avancée ne méritant pas l'épithète de sauvage. Des traces de superstition consistant en amulettes, en os humains pour le moins; et même en une adoration (grottes de Baye), sinon une religion bien déterminée (cromlechs et alignements de la Bretagne) s'y observent.

Passons aux *Sauvages les plus inférieurs* de l'histoire et des temps récents ou actuels, tels que nous les montrent quelques auteurs de l'antiquité, les voyageurs du VI^e^ au XIII^e^ siècle finissant avec Marco-Polo, les navigateurs et conquérants du XV^e^ au XVIII^e^ siècle et surtout les voyageurs du XIX^e^ siècle. Ils nous conduiront aux sauvages supérieurs, aux barbares et de ceux-ci aux civilisés.

Le mouvement ethnographique de notre époque a commencé à se dessiner dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle. En dehors des récits des voyageurs le premier ouvrage dans cette voie est celui de Henry Hôme ou Lord Kames, philosophe de l'école écossaise qui, en 1773, publia deux volumes intitulés : *Sketches on the history of man*[1]. La première société d'ethnographie fut fondée à Paris en 1799 sous le nom de *Société des observateurs de l'homme*. Les premières Instructions aux voyageurs furent celles que cette société émit en 1800[2]. Ses progrès manifestes ne datent cependant que de 1839, lorsque fut fondée la *Société d'ethnologie de Paris* par W. Edwards, et de 1840, lorsque prit naissance la *Société d'ethnologie*

1. Voir p. 54 de mes *Éléments d'anthropologie générale*, Paris, 1885.
2. Considérations sur les diverses méthodes à suivre dans l'observation des peuples sauvages, par J.-M. Degerando, *Revue d'anthropologie*, 1883, p. 132.

de Londres avec Prichard. Le moment décisif est celui où, en 1888, MM. Tylor et Galton appliquèrent à l'analyse des mœurs et coutumes des peuples les méthodes de statistique usitées dans l'anthropologie physique. L'ethnologie est aujourd'hui l'une des sciences les plus en faveur. L'Angleterre et les États-Unis y tiennent le premier rang par le nombre et la valeur des contributions qu'elles lui fournissent.

Les travaux publiés sont de quatre sortes : la matière première de tout, les descriptions des voyageurs et leurs réponses méthodiques aux Instructions ; les monographies sur un peuple ou une tribu pris à part ; les monographies sur l'un des innombrables sujets particuliers, tels que le mariage, la propriété, la politique, les croyances, le folklore ; et les essais de synthèses. Mais, ainsi qu'il arrive aux sciences jeunes, on s'est trop hâté, des théories prématurées se sont produites, des systèmes basés sur des faits insuffisamment connus qu'il faut reprendre. Toutefois la lumière se fait et je ne crois pas montrer trop de hardiesse en essayant de résumer les résultats de mes lectures et de mes recherches sur les sujets auxquels je me suis attaché.

La grosse difficulté c'est le mécanisme du début des sociétés. Le passage s'est opéré insensiblement un grand nombre de fois, mais on le prend rarement sur le fait, il faut le reconstruire à l'aide d'indices frustes et épars. Ce qu'il faut éviter ce sont les idées préconçues, coordonnées dans le silence du cabinet et remplaçant l'observation. Les renseignements ethnographiques sur les sauvages à un premier degré et à plus forte raison aux degrés suivants d'organisation sociale sont abondants, mais sur les sauvages à l'état de nature ils sont absolument rares. Lors-

qu'on compare les récits des voyageurs on est souvent étonné de leurs contradictions. Un premier voit un certain groupe et les décrit d'une façon, un second survient et les présente sous un aspect tout différent, un troisième séjourne avec eux, gagne leur confiance et détruit en partie ce que l'un ou l'autre a dit. Les impressions dépendent par-dessus tout de l'esprit simplement curieux, malveillant ou bienveillant avec lequel on observe. Le voyageur qui court a toujours la prétention d'avoir vu et entendu des choses extraordinaire. Le résident ou le missionnaire, d'autre part, se prend aisément d'affection pour ses administrés ou ses convertis. Nous ne craignons pas, en somme, d'avancer les propositions suivantes. Il n'y a de sauvages absolument inférieurs, au degré que l'on décrit quelquefois, que ceux jugés par quelques malheureux rencontrés par hasard et peut-être affolés de terreur ou ceux connus par des *on dit* plus ou moins suspects. Tout groupe méthodiquement observé sur place en y consacrant le temps nécessaire offre des traits humains consolants et des qualités même qu'on n'eût pas soupçonnées. L'homme, dans les conditions où nous le rencontrons aujourd'hui à son degré le plus bas, pourvu que ces conditions ne soient pas trop défavorables et qu'il n'ait pas encore été faussé par le contact avec ses semblables, est un être sympathique rentrant dans la catégorie des animaux paisibles et non des animaux violents et rebelles. Je citerai un exemple de la défiance qu'il faut avoir pour les affirmations rapides. Un auteur indique d'après un autre les Guaharibos des sources de l'Orénoque comme les sauvages les plus primitifs et en donne une description étonnante. Une note renvoie comme source à un congrès tenu au

Havre en 1887. Étant sur la piste des cas de ce genre je cours aux bulletins de ce congrès. Rien. Je finis par découvrir ailleurs qu'une conférence y a été faite par un voyageur ayant visité le pays, et qu'un livre a été publié par lui sur ce sujet. Or il se trouve que ce voyageur n'a pu approcher aucun Guaharibo; qu'une fois il a surpris un de leurs campements formé de sept huttes qu'ils venaient d'abandonner; qu'il a vu un pont de branchages construit par eux et que tous ses renseignements il les tient des indigènes d'une autre tribu qui l'accompagnaient et ne les connaissaient que de réputation. Bref, en combinant tout je ne trouvai dans ce livre aucun élément motivant la description détaillée qui m'avait surpris. J'ai pensé qu'elle avait été empruntée à quelque journaliste rendant compte de la conférence un peu à sa fantaisie [1].

La conclusion est qu'il faut remonter aux textes avant d'admettre comme absolument inférieurs les sauvages sur lesquels on n'a pas de renseignements précis et détaillés. Voici, faute de mieux et en allant des plus aux moins inférieurs, ceux sur lesquels nous nous appuierons.

Les Veddahs de roche, de Ceylan, qu'il ne faut pas confondre avec ceux de la côte et ceux des villages, plus ou moins altérés par le voisinage des Cinghalais. D'après un auteur grec du v^e^ siècle, ils occuperaient leurs forêts actuelles depuis quinze ou vingt siècles. Au recensement de 1881 ils n'étaient plus que deux cents.

Les Boshimans du désert de Kalahari, qui sont l'une des fractions refoulées au sud d'une race jadis très répandue dans l'Afrique centrale, dont les Obongos de

1. *L'évolution politique*, par Letourneau, Paris, 1890. — *L'Orénoque et la Caura*, par J. Chaffanjon, Paris, 1889.

Duchaillu, les Akkas de Schweinfurth, les Wambuty de Stanley, sont d'autres fractions. Les flèches empoisonnées des Wambuty et quelques détails que nous tenons de M. Sporck, qui les a visités récemment, nous portent à croire qu'ils sont moins inférieurs que Stanley ne les a dépeints.

Les Fuégiens-Yashgans, de la Terre de Feu, qu'il faut distinguer des Fuégiens Onas et Alcalouf, plus rapprochés des Patagons. Ils ont évidemment été refoulés à une époque inconnue dans les régions déshéritées qu'ils occupent à présent.

Les Andamans, qui habitent des îles du golfe de Bengale depuis l'an 851 de notre ère pour le moins et que l'anthropologie regarde comme les représentants les plus typiques de la race Négrito, dont d'autres débris se retrouvent çà et là dans l'intérieur des archipels Malais.

Il est difficile d'établir le rang exact de ces quatre groupes. Par certains traits ils sont plus bas, par d'autres ils sont plus élevés. Les Veddahs semblent les plus rapprochés de l'état primitif. Viennent ensuite :

Les Tasmaniens, race éteinte depuis peu, que l'on ne doit juger que par les renseignements antérieurs au temps où les Anglais commencèrent à les exterminer.

Les Australiens, qu'on a longtemps mis au rang le plus bas, mais qu'on place aujourd'hui à des degrés divers plus élevés. Çà et là, cependant, dans les anciens récits, on découvre des groupes isolés que les mauvaises conditions de l'existence ont laissés inférieurs [1].

Les Esquimaux, qui s'étendaient jadis loin vers le sud, aux États-Unis d'une part et en Asie de l'autre, que des

1. P. Topinard, *Instructions sur les indigènes de l'Australie*, Paris, 1872.

tribus guerrières ont refoulés dans les déserts arctiques et qui s'éteignent aujourd'hui.

Citons simplement quelques groupes très sauvages, mais mal connus, de l'intérieur des îles de la Mélanésie septentrionale, des archipels de la Sonde, des Philippines et de la presqu'île de Malacca.

Nous n'en avons pas trouvé qui puissent nous servir dans le Dekkan, les Ghattes et les Nilghiris. J'en dirai autant de la Sibérie. En Amérique, les sauvages les plus inférieurs après les Fuégiens, seraient les Botocudos du Brésil et quelques tribus de la Basse-Californie. En Afrique il n'y a rien pour le moment à ajouter aux Boshimans.

Tenant à être bref, nous ne pouvons faire de citations et renvoyer à nos autorités. C'est un simple tableau que nous ferons, en insistant sur les seuls points que nous voulions mettre en relief.

La formation et l'accroissement des sociétés sont réductibles à quatre phases : 1° l'état familial passant au clan familial; 2° le clan proprement dit déjà social avec ses deux degrés, la défense extérieure et l'organisation intérieure; 3° la tribu passant à la peuplade; 4° la fédération ou nation.

I. *État familial.* — Les sauvages les plus inférieurs connus diffèrent par leurs caractères et leurs mœurs, suivant les conditions plus ou moins difficiles dans lesquelles ils se trouvent et suivant qu'ils ont plus de rapports avec d'autres hommes, sauvages ou européens, qui les excitent et faussent leur naturel.

Réduit à lui-même, le sauvage est généralement doux, bon, d'humeur facile et plutôt enjoué. Il est droit, ne

ment pas, ne cherche pas à faire du mal soit aux siens, soit aux étrangers. Il est sensible aux égards qu'on a pour lui, bienveillant et doué d'une dose très manifeste d'altruisme. Défiant comme les animaux qui pour la première fois voient une créature qu'ils ne connaissent pas, son second mouvement est bon. Il a le réflexe prompt, violent, et se livrera à des actes regrettables, mais il revient vite à son naturel et pardonne, si l'offense n'a pas été trop vive. Avant le mariage, filles et garçons sont sujets de bonne heure à l'instinct sexuel et y obéissent ni plus ni moins que dans nos pays civilisés. La fille sauvage est chaste et pudique, quoique nue ; ses parents la surveillent ; elle aura un amant, ou plusieurs, ou sera débauchée ; si elle a un enfant, l'opinion publique estime que le garçon doit l'épouser et prendre soin de cet enfant. Après le mariage, les deux époux sont fidèles l'un à l'autre dans la même mesure que dans nos sociétés modernes, sinon plus fidèles. Le mari conserve la même femme. Le mot que Darwin cite, sans en donner la source, est typique. Les Veddahs de roche sont monogames jusqu'à la mort, disait Bailey à un Cinghalais polygame. Oui, réplique celui-ci avec un rire de mépris, comme le Wanderoo. Le Singe auquel il faisait allusion est un Semnopithèque de Ceylan, le *Presbytes ursinus* ; Bailey est un missionnaire qui a vécu vingt ans avec les Veddahs et les a décrits dans les *Transactions de la Société d'Ethnologie* de Londres en 1862.

Le mari répudie sa femme rarement. En cas d'adultère il la punit ou la tue à sa guise sans que personne intervienne. Le mariage s'opère sans formalité, le jeune homme demande l'autorisation au père et lui fait parfois un petit cadeau, la fille est ou non consultée et tout est

terminé : ils sont liés. Quelquefois, le mariage n'est définitif qu'après la conception ou la naissance d'un enfant Le sauvage très inférieur est généralement monogame (Veddahs, Boshimans, Andamans, Esquimaux, Négritos des Philippines). Mais, s'il se sent capable d'entretenir plusieurs femmes par vanité, ou s'il y trouve son intérêt, il devient polygame; la première épousée dans ce cas conservant la suprématie dans le ménage. Le mari monogame s'attache à sa femme, elle est sa compagne dans cette phase et non son esclave, comme on le dit. Elle partage ses travaux : il chasse, fabrique les armes, les canots et fait les gros ouvrages; elle a soin du ménage et des enfants, ramasse du bois, apporte de l'eau et porte les fardeaux pendant les excursions, notamment le tison enflammé conservant le feu, tandis que le mari reste libre de ses mouvements, prêt à saisir toute occasion de gibier. Lorsque les enfants sont en âge, les garçons accompagnent leur père à la chasse et apprennent de lui la façon de trouver leur subsistance, tandis que les filles aident leur mère dans les soins du ménage. La famille polygame est moins exemplaire, même lorsque le mari s'attache à l'une de ses femmes plus particulièrement. Ses femmes alors ressemblent plus à des serviteurs, les enfants sont moins bien traités. L'affection paternelle, comme chez le Lion que nous avons décrit, n'existe pas du reste à la naissance. A ce moment le père se livre sans émotion à l'infanticide par mesure économique, ou parce que l'enfant est chétif ou mal conformé. Mais une fois l'enfant accepté, son père se laisse prendre vite à ses sourires, le caresse, joue avec lui, l'aime et remplit correctement ses devoirs. Quant à l'instinct maternel il est d'emblée aussi développé que chez les animaux et si la mère assiste par-

fois d'un œil sec à l'exécution de son enfant, le cas est rare. N'y a-t-il pas chez les animaux eux-mêmes des exemples d'instincts contre nature de ce genre?

L'état familial est la première phase présociale de l'homme. Les familles vivent indépendantes. Chacune cherche de son côté à satisfaire au besoin de l'existence commune. Elles sont nomades dans la belle saison, changent de lieux suivant la nécessité de la recherche des aliments; elles couchent et séjournent plus ou moins de temps dans les endroits où elles se trouvent, soit dans des creux de rochers, comme font nos Cynocéphales du dernier chapitre, soit dans des trous que l'on creuse, soit dans des huttes de branchages improvisées. Lorsqu'on se rencontre avec des familles voisines, on cause, on s'amuse pendant quelques jours si les vivres le permettent; puis l'on se quitte, chacun allant de son côté à la recherche de sa nourriture. Dans la mauvaise saison, on s'installe un peu mieux dans des grottes connues, les diverses familles plus ou moins voisines les unes des autres lorsque les conditions favorables des habitations y obligent, mais toujours séparées et indépendantes.

II. *Clan familial et social.* — Les familles grandissent. Les garçons, arrivés à l'âge de la puberté et sollicités par leurs sens, rôdent plus ou moins loin dans les environs et y rencontrent les filles d'autres familles. C'est l'amour libre des jeunes. Un jour, cependant, ces garçons veulent avoir leur famille propre. Ils se marient et, tantôt fondent une famille nouvelle, tantôt restent avec leur femme et leurs enfants dans l'ancienne qui en est accrue d'autant. Les familles qui tout à l'heure se rencontraient, s'arrêtaient et jouissaient ensemble de la

vie pendant quelque temps, étaient nécessairement alliées par le sang de préférence. Tôt ou tard ces rassemblements intermittents devinrent plus fréquents et plus prolongés; on se chercha davantage, des liens d'amitié individuels s'établirent. Des circonstances se présentèrent où l'on eut un besoin direct l'un de l'autre pour une battue générale ou pour attaquer un gros animal. L'habitude sociale se créa ainsi, de la même façon que nous l'avons vu chez les Oiseaux et les Mammifères.

D'où la formation du clan primitif ou familial par deux procédés : 1° par l'accroissement direct de la famille, les enfants, les frères et les sœurs continuant à se serrer autour du père, le plus ancien étant naturellement le chef; 2° par l'association spontanée des familles diverses, vivant isolées par petits groupes et formant peu à peu un groupe général compact, à parentés de tous les degrés même très éloignés. C'est la première phase de l'évolution sociale : le clan familial.

Nous avons vu que la propriété personnelle, la propriété familiale et la propriété commune existent chez les animaux. L'individu y est maître de sa proie, de sa caverne, de sa femelle et de ses petits. Certains couples vont s'installer auprès d'un lac, dans un massif rocheux ou herbeux et en défendent les approches. Certaines bandes s'approprient une portion de forêt, de marécages, ou une contrée entière et l'interdisent aux autres bandes, comme les Cynocéphales.

Chez les sauvages très inférieurs, la proprieté personnelle est la même : chacun est maître de son gibier, sauf à le partager à son retour pour que le lendemain on partage avec lui, du nid d'abeilles qu'il a découvert et qu'il marque, marque toujours respectée, de l'arme qu'il

a fabriquée, de la femme qu'il a prise à sa charge. De la propriété familiale il n'est pas question d'abord, il y a place pour tous, et cependant le gîte adopté, où l'on revient pendant la mauvaise saison, est respecté, ainsi que le territoire où chaque famille a coutume de chasser, tout cela par une entente tacite, sans qu'il en soit dit un mot. Lorsque les familles se réunissent insensiblement en un clan, la fusion se fait d'elle-mème, la propriété familiale de la grotte ou de la hutte se confirme, les territoires de chasse deviennent la propriété générale. L'agriculture n'existant pas, il n'y avait pas lieu encore de réserver beaucoup de terrain autour de chaque habitation. C'était une vie idyllique comme celle qu'a entrevue Rousseau. Combien de temps dura-t-elle? Fort longtemps, sans doute! tant que le nombre des hommes fut faible, les ressources faciles, et les passions modérées à l'intérieur du clan.

Mais un jour vint où la population prit de grandes proportions. Les membres d'un clan voisin empiétèrent sur la propriété territoriale consacrée par le temps; les jeunes gens, poussés par l'attrait de la nouveauté, enlevèrent de gré ou de force les femmes de ce clan; des accidents, des rixes, des morts se produisirent; le même clan voisin prétendit s'approprier une contrée plus favorisée. Alors éclatèrent des hostilités, surgirent des représailles et succéda un état de guerre passager ou permanent, sourd ou déclaré. A l'origine, lorsque les familles alliées qui formaient le clan étaient encore dispersées par petits groupes, chacun se défendait à sa façon, sans entente, le père commandait à ses enfants et à ses gendres. Par la force des choses, on se rapprocha. L'un quelconque émit un avis, se montra plus capable, plus courageux

et prit spontanément la direction des opérations collectives : nécessairement il conserva quelque influence dans le clan. Plus tard, une attaque se répétant, les familles étant plus cohérentes, un *headman* fut désigné. Le danger passé, ses pouvoirs cessaient, mais son influence persistait ; on le choisit pour trancher les différends, sans encore lui donner le droit de punir, qui était laissé au conseil des pères ou des anciens. Plus tard enfin, le chef désigné conserve toute l'autorité, qu'il partage du reste avec le conseil ou avec l'un de ces personnages qui surgissent si promptement dans les premières sociétés humaines, le médecin ou sorcier.

Le premier effet des hostilités fut de resserrer les liens de la communauté et d'éveiller le sentiment d'intérêt général. Chacun comprit qu'il fallait défendre avant tout le territoire dont il tire sa subsistance et que la cause de chacun est la cause de tous. A l'intérieur, rien ne fut changé, les pères restèrent maîtres dans leur famille, chacun responsable de la conduite des siens, les punissant à son gré sans que cela regarde les autres. Mais, vis-à-vis de l'étranger, des mœurs particulières se créent, les dispositions latentes mauvaises s'éveillent, on devient perfide, voleur, sanguinaire. Faire du mal à l'ennemi devient un acte méritoire, un titre de gloire. L'ambition des jeunes gens entrant dans la vie d'adulte est de se distinguer dans ce sens, de montrer à celle qu'ils veulent séduire qu'ils sont forts et capables de la défendre.

Dès lors le clan familial est devenu le clan social. Il s'est concentré et organisé en vue de son intégrité vis-à-vis de l'étranger, c'est le premier degré de la deuxième phase de l'évolution sociale. Pour être complet il a à s'organiser à l'intérieur ; c'est le deuxième degré.

L'effet immédiat, avons-nous dit, de l'obligation de se défendre fut de resserrer les liens du clan. Le second est de changer ses mœurs intérieures. Les mauvaises dispositions que la guerre a éveillées, les représailles, les habitudes de sang, ont transformé le caractère de l'homme. Ce n'est plus l'individu bon et simple de jadis, s'accommodant à tout et content de son sort; il est moins patient, plus impulsif dans le mauvais sens, son horizon s'élargit, il pense davantage, son individualité est moins étroite, il est plus actif, plus turbulent. Les querelles inévitables entre membres de familles différentes sont plus fréquentes et obligent plus souvent les pères à intervenir. La femme est la cause la plus ordinaire des dissentiments : les sens n'ont pas de raison, les jeunes gens et même les gens mariés convoitent la femme ou la fille du voisin. S'il n'y a pas d'état civil chez les sauvages, le mariage n'en est pas moins un engagement, la femme est la propriété du mari, il ne veut pas qu'on y touche sans son consentement.

Du reste, le clan s'est accru, soit par multiplication des diverses branches de la famille initiale, soit par l'admission d'étrangers ou l'adjonction de serviteurs. Les individus s'y coudoient plus, là où il y avait place pour peu il y a encombrement avec davantage, la vie devient difficile, on s'ingénie chacun de son côté. La division du travail s'opère. Les uns se consacrent plus particulièrement à la chasse ou à la pêche; les autres à la fabrication des armes et des canots; d'autres à la garde des femmes et des enfants. La propriété privée s'étend à un plus grand nombre d'objets, à des articles de parure, des ustensiles de ménage, aux habitations quelque élémentaires qu'elles soient. On vole sans contrainte et

même par point d'honneur ce qui appartient à l'ennemi, mais on ne vole pas dans son propre clan; néanmoins cela arrive. Les inégalités naturelles se font sentir : l'un est fort, l'autre est faible; l'un est bon, l'autre est méchant; l'un réussit à la chasse ou dans la fabrication de tel ou tel article, l'autre pas. Les caractères, les aptitudes, l'intelligence, les goûts diffèrent. Quelques-uns ont plus d'influence, sont plus écoutés, ont des privilèges, des insignes. Les contrastes augmentent, les individualités s'affirment de plus en plus. L'émulation a commencé, la rivalité et la concurrence suivent; la lutte s'engage au sein du clan avec toutes les passions secrètes ou déclarées qu'elle traîne à sa suite : la défiance, la ruse, le mensonge, la jalousie, l'envie, la haine. Des méfaits, des meurtres se produisent. La superstition aggrave ces dispositions : une mauvaise chance, une maladie, une mort est attribuée à un sort jeté par une personne soit de son clan, soit du voisin; l'opinion veut que cette mort soit vengée par le plus proche, par la famille ou par le clan entier.

Dès lors, pour chaque cas particulier, afin que les querelles ne s'éternisent pas et que la sécurité tant intérieure qu'extérieure ne soit pas compromise, des usages s'établissent. Le chef ou le conseil des anciens intervient, tranche les différends, juge les méfaits, s'efforce à la fois de donner satisfaction à l'opinion publique et de conjurer la répétition de semblables actes. On crée des punitions, des compensations pour le tort causé, des réparations par les armes, en un mot des règles présidant aux rapports des membres du clan entre eux et que le temps consacre.

La seconde phase sociale est complète, le clan est politiquement organisé vis-à-vis de l'étranger et à son inté-

rieur. Les habitudes ont tout fait; elles se sont établies empiriquement sous l'influence de la nécessité, c'est-à-dire des circonstances, et sont d'elles-mêmes devenues des règles.

III. *Tribu*. — C'est la troisième phase de l'évolution sociale. Tantôt le clan s'agrandit davantage sur place en se partageant en clans secondaires dont le noyau est une sous-famille; tantôt plusieurs clans s'associent soit à l'amiable, soit par conquête, en conservant ou non une autonomie relative. Les tribus elles-mêmes s'associent ensuite, formant ainsi des fédérations ou nations. Dès lors l'enchevêtrement des intérêts se complique, les coutumes se multiplient en des sens divers, dictées les unes par une utilité parfois raisonnée, les autres par l'empirisme, beaucoup par la superstition. Les clans ou groupes se réunissent de temps à autre pour se concerter ou pour s'amuser, danser, chanter en commun; telles sont les Corroborie australiennes. Des cérémonies, des rites s'établissent à propos des divers actes de la vie : la naissance, la puberté, le mariage, la mort. Des règlements sont institués pour la chasse, la récolte des fruits et des racines. Une forme fréquente de règlement est le tabou, c'est-à-dire l'interdiction de faire certaines choses, à certains moments, de manger certaines viandes. Chaque famille, clan ou tribu, a son totem, c'est-à-dire un moyen de se reconnaître, un symbole autour duquel on se rallie. Les individus eux-mêmes ont des marques en rapport avec le groupe auquel ils appartiennent; ils se tatouent ou se scarifient sur différentes parties du corps. Les formes gouvernementales varient; le plus souvent c'est la forme démocratique qui domine : un conseil formé par les pères, les anciens ou les notables existe

dans chaque fraction de la tribu, ainsi qu'un conseil général pour la tribu entière. Parfois, au contraire, ce sont des chefs qui ont la suprématie, sinon un chef suprême. Il y a les coutumes propres à chaque groupe, et les coutumes communes en rapport avec les intérêts généraux. Rarement il y a une unité notable. Les coutumes les plus générales se rattachent à la religion. Les châtiments sont de plus en plus des amendes en nature et parfois des peines corporelles, l'esclavage ou la mort. La propriété se divise en personnelle, familiale et tribuale; la première et surtout la seconde a pris plus d'extension; la troisième est la règle, mais souvent avec réserve de certains droits au profit de certaines familles, notamment pour les terres autour de l'habitation. Nous regrettons de ne pouvoir entrer dans les détails. Nous voulions ici donner à titre d'exemples de la vie quotidienne dans la phase de la petite tribu encore sauvage un résumé pris à l'excellent ouvrage de M. Brough-Smith sur *les Arborigènes australiens de Victoria* et, comme degré avancé, un résumé de la vie des Peaux-Rouges en général. Nous nous contenterons du premier et le renvoyons à la fin de ce volume sous le titre B.

C'est sur cette troisième phase que portent le plus grand nombre des problèmes que l'ethnologie et la sociologie ont actuellement mis à l'ordre du jour. C'est là qu'à défaut de documents écrits elles cherchent l'enchaînement des mœurs, des caractères, des institutions et des idées par l'observation, la méthode des survivances et la logique. Nous reviendrons sur quelques-uns de ces problèmes.

IV. *Nation*. — La quatrième phase est celle des fédérations de tribus ou de groupes de tribus, des empires

issus de la conquête ou autrement, des cités de l'antiquité, gouvernés par un chef, un monarque, une oligarchie ou démocratiquement. Elle nous est connue par l'histoire parfois assistée de l'archéologie. Ce sont : en Amérique, les empires du Pérou, du Mexique et du Yucatan ; en Asie, les empires de la Chine, de l'Inde, de la Chaldée, de l'Assyrie, de la Perse et, en Afrique, le royaume d'Egypte ; en Europe, les civilisations grecques et romaines. Les derniers forment une série ininterrompue qui nous conduit aux États modernes.

V. *États actuels*. — Leur caractéristique est une complexité extrême et la tendance à remplacer dans l'organisation des sociétés la méthode empirique par la méthode rationnelle reposant sur la science.

CHAPITRE II

Évolution régressive des sociétés. — La famille humaine : ses types paternel primaire, maternel secondaire et anormaux. Promiscuité. Monogamie.

La vue d'ensemble qui précède comporte une foule de variantes et demande à être reprise çà et là et complétée. Dans ce chapitre nous dirons un mot d'une évolution inverse de la précédente et insisterons sur la famille.

Notre tableau était un schéma de la forme d'évolution qui nous intéresse le plus, puisque c'est celle qui a produit l'état actuel des choses et que sur elle nous possédons des documents en abondance. Mais, à côté, moins remarquées et laissant peu de témoins, se présentent

d'autres formes analogues à celles que donne l'évolution des espèces en général, entre autres la forme régressive ou rétrograde. Rien en effet de ce qui existe chez les animaux ne fait défaut dans l'espèce animale, alors même qu'il s'agit simplement d'un genre d'existence dans leur sein. Que l'on considère les races ou les sociétés, le passé de l'espèce humaine n'est qu'une succession d'essais divergeant dans toutes les directions, les uns s'élevant et parfois réussissant, les autres s'abaissant et échouant. Sous nos yeux, depuis les découvertes des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, des populations entières plus ou moins sauvages que nous avons connues ont disparu. Auparavant de nombreux peuples que les écritures hiéroglyphiques et sanscrites nous font connaître ont disparu de même. L'histoire n'est qu'une hécatombe perpétuelle de peuples. Au delà, dans la nuit des temps, le même spectacle a dû se présenter : la guerre, la misère, les changements météorologiques et topographiques ont jonché la terre de victimes. Nous avons accepté, en parlant des idées américaines, que le minimum que l'on puisse donner à l'antiquité de l'homme, en Europe, sur la limite des glaces descendant des pôles, est de 12000 ans. Mais la question reste entière pour les autres parties du globe. Assurément cette antiquité peut être triplée ou quadruplée. Qu'on songe à l'Afrique avant les Égyptiens, lorsque les ancêtres des Boshimans en occupaient la plus grande partie; aux Indes au temps des Noirs des jungles, conquis par les Dravidiens, bien avant l'arrivée des Aryens; à l'Asie, d'où sont partis nos brachycéphales d'Europe avant peut-être que l'empire du Milieu ait pris naissance. Le type crânien de l'*Homo javensis*, le plus infé-

rieur connu, est aussi éloigné relativemen' du Primitif véritable que de nos Européens au-dessous de la moyenne [1].

Les races humaines, disais-je en 1879 [2], se sont superposées dans le temps par couches comme les terrains en géologie. Chaque couche est formée des débris de celles qui ont précédé, la couche actuelle n'est que le reste manié et remanié des couches antérieures. Quelques fragments intacts ont pu parvenir jusqu'à nous; certains des éléments les plus anciens se retrouvent dans les pays qui s'y sont le mieux prêtés et y donnent les types jaune ou noir qu'on y retrouve. Mais le fait général c'est que les extinctions, les fusions, les reconstitutions sous de nouvelles combinaisons se sont succédé depuis un temps infini, se sont nécessairement accompagnées de différenciations, d'adaptations et d'évolutions en tous sens et qu'aujourd'hui il est impossible d'affirmer que tel type, Boshiman ou Tasmanien, descend directement de l'un

1. La calotte cranienne trouvée dans les alluvions quaternaires et motivant l'épithète de *Homo javensis* est la pièce humaine la plus archaïque que nous possédions. Elle plaide en faveur de notre descendance du Gibbon, non de l'un de ceux que nous connaissons, mais de quelqu'autre ignoré et beaucoup plus grand. On a même dit qu'elle appartient à un précurseur intermédiaire aux Anthropoïdes et à l'homme actuel. Pour moi c'est un homme et je ne me base que sur un caractère, mais décisif. La capacité cranienne de cette calotte est estimée à 1000 centimètres cubes. Or aucun Anthropoïde jusqu'ici n'a dépassé 621 centimètres cubes, tandis que la plus faible capacité normale de l'homme est de 1000 cc. environ. Ces 621 cc. étaient chez un Gorille gigantesque dont la masse dépassait celle de l'homme (voir mon livre, *L'homme dans la nature*, Paris, 1891, pages 219-20). Dans le même gisement a été trouvé un fémur dont les caractères n'ont rien de simien et qui a le type de ceux de nos jours. On en peut conclure qu'à cette époque déjà existaient des races différentes d'hommes. La calotte de Java peut être du reste un cas anormal, accidentel, sporadique, comme aussi le Néanderthal en Europe et même le crâne de Spy d'une moindre antiquité.

2. P. Topinard, *La notion de race en anthropologie*, in *Revue d'anthropologie*, année 1879, Paris.

des premiers créés [1]. Du reste, l'homme, en ces temps reculés, ne pouvait pas être aussi cosmopolite, son initiative devait moins qu'aujourd'hui lui permettre de s'adapter aux milieux et aux circonstances. Quoique ses besoins fussent modestes et les subsistances plus faciles pour une population moindre, sa mortalité devait être énorme. Il est avéré qu'actuellement une population, même passablement douée, mais inférieure vis-à-vis des conditions nouvelles et par rapport aux populations environnantes, s'éteint forcément lorsqu'elle ne répond plus aux conditions. Il y a des exceptions; l'histoire et l'ethnographie montrent des relèvements inattendus, mais il

1. En me guidant essentiellement sur l'analyse des caractères craniologiques et des prototypes qu'ils font pressentir et accessoirement sur les renseignements ethnographiques, voici ce que je crois volontiers. Les Tasmaniens découverts par Dampier à la fin du XVII[e] siècle et aujourd'hui éteints (voir P. Topinard, *Le dernier des Tasmaniens*, in *Mém. soc. d'anthropologie*, année 1869) seraient l'un des types les plus archaïques parvenus jusqu'à nous. J'en dirais autant des Andamans, n'étaient la situation des îles Mincopie, environnées de populations agitées depuis les temps les plus reculés accessibles à notre vue, et certaines de leurs légendes qui peuvent bien, il est vrai, être celles de peuples les ayant dominées et qu'ils se seraient appropriées; fait possible dont ne tiennent pas assez compte les ethnographes. Pour les Boshimans, je tends, comme Barrow, à les croire un croisement de Jaune et de Nègre. Le plus archaïque en Afrique parmi les types que nous y voyons encore, serait celui des Akkas du centre. Le type Esquimau, jadis répandu dans toute l'Asie et l'Amérique septentrionales et dont les meilleurs représentants sont les Groenlandais, a des droits à être regardé aussi comme un type primitif. Sur les Veddahs je n'ose me prononcer. Et cependant il y a un prototype australoïde à déterminer dans cette partie du globe qui, en se croisant avec les Tasmaniens, aurait produit l'Australien actuel. Là se bornent mes prévisions. Le prototype qui a engendré la race dolichocéphale et blonde de l'Europe est à trouver; il peut avoir pris naissance dans le Sleswig, en Lithuanie suivant les idées nouvelles, en Sibérie, dans le Caucase, qui sait? Le prototype brachycéphale non nègre de l'Asie, je ne le découvre pas davantage. Le prototype nègre dolichocéphale, de taille élevée, je ne le vois pas non plus. Où se case le type du Néanderthal dans tout cela? On juge par là de la difficulté à présumer la première souche ou les premières souches de l'espèce humaine.

s'agit de petits noyaux rallumant sur place ou plus loin un foyer éteint.

On ne confondra pas la régression avec l'arrêt d'évolution. L'exemple le plus remarquable de ce dernier est la race chinoise qui, quoique douée d'excellentes qualités, s'est immobilisée depuis quelque 2 ou 3 000 ans et ne semble pas prête à se remettre en marche, du moins dans le pays où elle a vécu tout ce temps. Faut-il en chercher les causes dans leurs croyances, leurs institutions ou la substance même de leur race? La race japonaise, qui en est voisine, a repris évidemment une marche progressive. Le fait est qu'un groupe ethnique, lorsqu'il a atteint un certain degré de déchéance, qu'il est incapable de se retremper en se transportant dans des conditions nouvelles d'existence ou que les circonstances ne lui impriment pas tout à coup une impulsion irrésistible, meurt fatalement.

On ne s'étonnera donc pas qu'aucuns des sauvages les plus inférieurs sur lesquels nous nous appuyons ne puissent avec certitude être regardés comme des descendants directs et inaltérés des types primitifs, et qu'il faille voir en eux plutôt des exemples d'évolution régressive, des cas de dégénérescence. Ce serait une grande objection à l'usage que nous en faisons, s'il n'était certain que les phases de l'évolution régressive reproduisent d'une façon générale les phases de l'évolution progressive. Arrêtons-nous à quelques exemples. Les Esquimaux sont le plus frappant.

Le sauvage, que nous avons décrit dans de bonnes conditions d'existence, était bon, doux, droit et enclin à l'altruisme à la façon d'un herbivore plus même que d'un omnivore; les Veddahs en sont le type. Les

Boshimans du temps de Levaillant et les Fuégiens-Yashgans dans des conditions ingrates, étaient plus rudes, quoique ceux des premiers avec lesquels j'ai eu des relations réitérées m'aient paru non moins bons et candides. Les Esquimaux relégués dans le pays le plus misérable du monde devraient être à un degré plus bas comme caractère. Pas du tout. Au milieu de leurs glaces, avec six mois de nuit continue, sans arbres autour d'eux et n'ayant que peu de ressources alimentaires, mais sans rivaux, ils sont demeurés bons, affables, francs, gais, affectueux avec leurs femmes, leurs enfants, leurs congénères et les étrangers. Quoiqu'ils aient jadis occupé en maîtres certainement des régions plus favorisées, notamment dans l'Amérique du Nord dont ils ont sans doute été les premiers habitants; quoiqu'ils aient eu des chefs, se soient partagés en tribus, possèdent encore des légendes de migrations lointaines et aient des ustensiles et objets divers qui nous reportent aux demi-civilisations de notre époque néolithique; quoiqu'ils soient intelligents, ingénieux, laborieux, non dépourvus d'initiative et d'esprit; qu'ils aient un goût prononcé pour le chant et la poésie, ils sont, ceux du Groenland et de la rive occidentale de la mer de Baffin, à une phase très basse de civilisation, sans trace d'organisation dépassant la période familiale. Les quelques traits de civilisation relativement avancés que M. Franz Boas leur a trouvés portent sur les Esquimaux occidentaux et semblent n'être que des survivances. L'explication va de soi, c'est le type ethnique dont nous venons de parler, non pas arrêté dans son évolution, mais rétrogradé faute de stimulants. Le caractère actuel de l'Esquimau en donne la clef : il est apathique, sans réaction, résigné, vivant

au jour le jour, sans lumière la moitié de l'année, n'entretenant son calorique qu'à force de matières grasses. On s'étonne même que, par adaptation, il ne soit pas passé à l'état d'animal hibernant.

Un autre exemple d'évolution régressive est celui que cite le professeur Brinton des Snakes de l'Amérique du Nord qui appartenant à une race, celle des Peaux-Rouges, ayant atteint un degré plus élevé que les Esquimaux anciens, est revenu par des considérations économiques à la phase familiale sans la moindre trace d'organisation sociale. C'est bien un cas de régression reproduisant une phase par laquelle avait passé la progression.

Famille humaine. — C'est le second point de notre vue d'ensemble que nous devons reprendre faisant suite à ce que nous avons dit de la famille animale. De nombreux travaux ayant été publiés sur elle, dont l'un répond bien aux conclusions générales auxquelles nous étions arrivé avant de l'avoir relu et comparé avec les textes, nous serons court [1].

Le type initial de la famille humaine, tel qu'il ressort de l'analyse des renseignements sur les sauvages les plus inférieurs et tel qu'il était certainement chez les Primitifs, n'est pas la promiscuité, comme on l'a dit, mais se présente ainsi que nous l'avons dépeint. Il est conforme à ce que nous faisaient prévoir les animaux et en particulier les Singes et les Anthropoïdes. On a confondu l'amour libre en dehors du mariage avec le mariage con-

1. Westermarck, *The history of Human mariage*, London, 1891. Je ne saurais prodiguer trop d'éloges à cet ouvrage; la bibliographie qui suit le complète admirablement.

sacré à titre d'engagement formel. La famille est le plus généralement monogame, quelquefois polygame, à l'origine toujours patriarcale. L'autorité entre les mains du père y tient lieu de toute organisation sociale. Celui-ci est maître absolu, répond de tous les siens et les punit comme il lui plaît. Ses enfants portent son nom et héritent de lui. Son autorité est généralement douce, il consulte volontiers sa fille lorsqu'il la marie, parfois aussi sa femme. Il n'est pas tyrannique. S'il prend plusieurs femmes, l'une, et particulièrement la première, est l'épouse principale. Plus tard, lorsque les branches aînée et cadette sont distinctes ou se sont subdivisées, chaque père conserve ses droits sur les siens. Mais le père de l'aînée acquiert une autorité sur les autres. Dès lors deux cas se présentent : ou la famille maintient sa forme primitive quelle que soit l'étendue du clan, en se consolidant même davantage, comme nous allons le dire; ou la famille, en présence de l'influence prédominante du clan et des usages nouveaux qu'elle produit, dévie en sens divers de la façon la plus inattendue.

Commençons par le premier cas; ce qui nous oblige à anticiper sur un sujet que nous ne voulions aborder que plus tard.

Parmi les sentiments que manifestent les animaux, par exemple l'Éléphant, le Chien, le Singe, tout à coup en présence d'un fait ou d'un objet nouveau ou extraordinaire, se remarquent successivement l'étonnement, la curiosité, le désir de se rendre compte de ce que c'est, et s'ils n'y réussissent pas, la crainte, l'effroi. Tel le Chien qui, voyant le portrait de son maître suspendu à la muraille, s'arrête, regarde, aboie, puis fuit, revient, aboie à nouveau et se retire effaré et la tête basse. Tel

aussi le Singe qui, voyant sa propre figure dans une glace, regarde derrière, cherche à comprendre et, à bout d'efforts, s'échappe en jetant des regards de défiance. De même l'homme. En présence des phénomènes de la nature, et des objets qui le frappent : le soleil se levant et se couchant chaque jour, l'éclair sillonnant la nue, le rocher contre lequel il s'est heurté au front; il reste ému, inquiet, se demande ce que cela signifie et, ne trouvant pas de réponse, en fait, avec cette faculté que ne possèdent pas le Chien et le Singe, un être doué de vie comme lui-mème, une chose surnaturelle. De là ensuite à prendre cette chose comme fétiche, à en faire un préservatif contre le mauvais sort, à se recommander à lui, à lui adresser des prières, il n'y a pas loin. C'est le premier degré de la croyance humaine, il est dû à la peur, comme l'a dit Pétrone. Comme l'enfant qui bat l'objet qui lui a fait du mal, mais allant plus loin, il prête aux objets des intentions, un pouvoir imaginaire, anthropomorphe.

Le second degré est celui où, calquant plus encore la ressemblance sur lui-mème, il donne aux objets un esprit, un double, distinct de l'objet même. C'est l'animisme de Tylor. Le sauvage a remarqué qu'en lui il y a comme deux êtres : l'un vaquant aux occupations ordinaires et qui s'endort périodiquement, l'autre qui le poursuit dans ses rêves, le pousse éveillé à des actes dont parfois il est peu maître ou se révèle dans certaines conditions que nous, aujourd'hui, savons être pathologiques. Son imagination en est frappée et le conduit plus loin. Ne pouvant croire à la mort naturelle et complète, ne pouvant croire que l'ami avec lequel il a vécu, le père qui lui a donné ses soins a totalement disparu, il suppose que son

double existe toujours, qu'il a fait un voyage ou rôde aux environs et s'occupe encore de lui; ce double, il le voit avec les mêmes besoins, les mêmes désirs, les mêmes exigences qu'auparavant. S'il lui arrive quelque chose d'incompréhensible, il le lui attribue, il le croit irrité. D'où les obligations qu'il pense avoir envers lui : celle d'abord de l'enterrer convenablement avec des vivres, avec des armes et les objets qu'il aimait le plus; puis celle de renouveler ses vivres, de lui faire des offrandes, des sacrifices même. Souvent les choses ne vont pas plus loin, le souvenir du père s'efface, à plus forte raison du grand-père et de ceux qui l'ont précédé. Mais parfois, et cela chez un grand nombre de sauvages, ces obligations se prolongent et, souvent chez certains d'une nature plus élevée déjà, se confirment et donnent lieu au culte des mânes ou des ancêtres qui prend une importance considérable et engendre au sein des sociétés dont ces familles font partie des autonomies puissantes.

Là c'est le fils aîné et, lorsqu'il y a plusieurs branches, l'aîné dans la branche actuellement l'aînée parmi les survivantes, qui a la charge des offrandes et cérémonies périodiques en l'honneur des ancêtres. L'endroit où reposent ceux-ci devient un lieu sacré, la demeure où ils ont vécu est sacrée aussi. L'enclos, où l'un et l'autre sont, délimité par des bornes ou Termes devient le patrimoine commun, que l'aîné responsable gère au nom de tous, et doit transmettre intact ou agrandi à ses descendants. Un autel est élevé dans l'habitation où le feu, d'intermittent, devient permanent. Des rites s'établissent auxquels toute la famille assiste et dont les profanes sont exclus. Le fils qui en est chargé est un véritable pontife; il a, à la fois, l'autorité patriarcale et l'autorité religieuse sur

tous les membres de la famille devenue un clan avec ses serviteurs et les quelques étrangers admis dans son scin sous certaines conditions.

Les liens ainsi créés entre les ascendants et les descendants sont réciproques. Les ancètres ne peuvent se passer du culte qui leur est dù; si la famille vient à s'éteindre, la sépulture commune n'a plus personne pour en prendre soin et célébrer les rites. Les mànes des ancètres sont déchus et condamnés à errer perpétuellement. Ceux-ci ont donc intérèt à protéger les leurs. Aussi la perpétuation de celui qui a la charge des rites prime-t-elle tout. Il est obligé de se marier, d'avoir des enfants du sexe masculin, de divorcer et de prendre une autre femme s'il y a lieu, d'adopter un étranger comme fils au besoin, en un mot de maintenir sa descendance. Il y a mème des cas acceptés plus extraordinaires encore pour parer à la stérilité. Dans tout cela la femme ne compte pas; en entrant dans une famille elle est initiée à ses mystères et répudie celle qu'elle quitte, elle assiste aux cérémonies et rien de plus. Les transmissions d'une branche à une autre ne s'opèrent que par le sexe masculin.

Dans quelle limite cette institution si éminemment conservatrice est-elle répandue? En y regardant de près, on en retrouve des traces dans un grand nombre de peuples. Elle a existé et existe encore en Chine, où jadis les Chinois se désignaient sous le nom du « Peuple aux cent familles » ou clans, où la famille est organisée encore sur ce pied, sous la haute autorité du père, avec la sanction des dieux domestiques [1]. On y cite des villages

1. G. Eugène Simon, *La cité chinoise*, Paris, 1885.

de 3 000 âmes ne formant qu'une seule famille. Elle a existé chez les Hébreux; le clan d'Abraham en est un exemple complet. Elle a existé dans l'Inde et dans toutes les branches, semble-t-il, des races aryennes, notamment à Rome et en Grèce, où elle a été magistralement décrite par Fustel de Coulanges [1].

A des époques éloignées de l'histoire, plusieurs de ces clans ou *gentes* se sont réunis et, sans rien perdre de leurs caractères, ont formé des phratries ou curies qui, comme divinité principale commune, ont adopté la plus considérable du clan, la plus puissante. Prenons un exemple à Fustel de Coulanges, le plus célèbre : Des siècles avant qu'Athènes existât, l'Attique était occupée par une centaine de clans familiaux, indépendants, ayant chacun son chef et pontife, ses dieux domestiques, un ou deux principalement, et ses clients. Trois, quatre, six de ces clans s'unirent et progressivement formèrent douze phratries ou bourgades. L'une de celles-ci, les Cécropides, habitait le rocher où plus tard s'éleva le Parthénon, et, vers le XVI^e^ siècle avant notre ère, acquit la suprématie. Un Cécropide, Thésée, un jour, réussit à réunir les douze bourgades et, avec l'assistance des autres *patres* appelés Eupatrides, fonda la cité d'Athènes. Mais cette concentration porta ombrage à ceux-ci. Une lutte s'engagea. Les fonctions religieuses et politiques, réunies sur une seule tête, furent disjointes; l'organisation familiale commença à s'affaiblir; les clients s'affranchirent, la plèbe, c'est-à-dire tout ce qui était en dehors de cette organisation, intervint. Avec Solon, elle disparaît. A Rome, son histoire est sensiblement la même; on n'en

1. Fustel de Coulanges, *La cité antique*, 13^e^ édition, Paris, 1890.

trouve guère de traces dans les lois de Justinien. Le droit d'aînesse qui a persisté dans les sociétés anglo-scandinaves en est une survivance.

Le second cas, qui se présente, avons-nous dit, dans la famille paternelle primitive, est sa déviation sous l'influence devenue prédominante du clan agrandi. Cette déviation est un retour en arrière, un état familial moins avancé en évolution, que nous avons rencontré chez les animaux et qui implique un désintéressement du mâle à divers degrés dans ses devoirs de famille. Ce sont les enfants abandonnés à leur mère, c'est-à-dire la famille maternelle.

Nous avons vu que l'instinct maternel est un des plus beaux produits de l'évolution chez les Oiseaux et les Mammifères, qu'il y est pur de tout mélange et très consolidé, tandis que l'instinct paternel est un composé peu fixé de plusieurs éléments, l'un altruiste, les autres égoïstes, et que ceux-ci prennent souvent le dessus. Il en est de même dans l'espèce humaine. Des deux besoins qui assurent l'œuvre de la reproduction, l'un, le besoin sexuel, est resté impérieux chez l'homme; l'autre, le besoin familial, est subordonné à certaines satisfactions, à certaines influences. Lorsque la famille est petite, isolée, dans un milieu calme et qu'elle est monogame, l'altruisme conserve toute son action sur le mari, la femme est sa compagne, les enfants font sa joie. Mais dès que la responsabilité du mari est moins engagée, qu'il s'habitue à regarder sa femme comme une utilité, qu'il devient polygame et qu'un autre intérêt, celui qu'il a dans le clan, détourne son attention de son intérêt propre familial, son instinct paternel faiblit et se désorganise. Il se comporte comme le buffle qui se plaît mieux avec ses cama-

rades dans le grand troupeau qu'avec ses femelles et ses petits dans son troupeau particulier. De deux choses l'une alors. S'il est l'aîné dans la famille multiple dont il fait partie, son besoin de domination est largement satisfait au détriment des siens propres. S'il est en sous-ordre, sa domination sur sa femme, ou sur ses femmes, et ses enfants est amoindrie, il prend moins d'intérêt à l'accomplissement de ses devoirs et arrive peu à peu à ne plus voir dans sa femme qu'un instrument de plaisir, une faiseuse d'enfants.

Tel est pour nous le point de départ de la formation secondaire de la famille maternelle dans l'espèce humaine. Elle se rencontre çà et là en Asie, en Malaisie, en Polynésie, en Australie, en Afrique et surtout en Amérique. Elle y concorde avec la polyandrie, qui est la pluralité des maris, la polygamie et la monogamie.

Une première forme, particulièrement signalée au Thibet, chez les Todas, chez les Arabes primitifs et chez les anciens Bretons, est la polyandrie fraternelle qui établit le passage de la forme paternelle à la forme maternelle. L'aîné prend une femme dans un clan étranger qui ultérieurement devient celle des autres frères et de ses plus proches parents; le premier paie le douaire entier que les autres lui remboursent ensuite, chacun pour sa part. On y voit comme causes un motif d'économie, la rareté des femmes, ou l'avantage de concentrer les héritages dans une même famille. Néanmoins le Toda qui peut s'offrir une femme à lui seul n'y manque pas.

Une autre forme dont les Naïrs du Malabar sont le type est la suivante. La femme demeure chez elle et accepte des mains de ses parents, pourvu qu'ils soient de la même caste, de quatre à douze maris qui, solidairement, pour-

voient à ses besoins. Les enfants ignorent quel est leur père et ne peuvent porter que le nom de leur mère tandis que, dans le cas précédent, ils avaient une paternité collective de même nom. Ce qui complique la situation chez les Naïrs, c'est que chacun des maris peut entrer dans d'autres ménages conjugaux du même genre.

Une troisième est l'une des formes de mariage observée en Malaisie. La femme demeure dans la famille de sa mère où elle s'occupe de son ménage; le mari vit et travaille dans la famille de sa mère à lui. Le père est plus proche parent des membres de sa famille maternelle qu'il ne l'est de ses enfants; c'est l'oncle maternel qui est le chef des enfants de sa femme, à son défaut l'aîné masculin de ceux-ci et à son défaut la femme. Quant à lui, le père, il n'intervint que lorsque tous manquent.

Les autres formes sont les plus répandues, mais aussi très variables. Elles sont, en Australie et en Amérique, à peu près en proportion égale avec la famille paternelle. Entre elles et cette dernière, M. Tylor admet une forme intermédiaire, paterno-maternelle. L'usage de la part du mari d'emmener sa femme chez lui, ou d'aller habiter chez elle ou dans son clan, fait entrevoir l'origine de la famille maternelle. Il ressort des statistiques de M. Tylor que dans les tribus où l'usage est que la femme vienne chez son mari, le système d'appeler les enfants par le nom de leur père est constant; que dans les tribus où le mari va chez sa femme, le système de donner le nom de la mère est proportionnellement fréquent; et que dans celles où les deux usages existent, les enfants portent le nom du père quand la femme vient chez lui, et celui de la mère lorsqu'il habite chez elle. En Australie, le chef

de la famille maternelle est tantôt l'oncle maternel, tantôt et le plus souvent le père, quoique les enfants relèvent juridiquement du clan de sa femme. L'héritage passe tantôt par la femme, tantôt par le mari, notamment certains articles comme la propriété foncière. D'autre part, quelquefois, les garçons portent le nom de leur père et les filles celui de leur mère. Comme l'on voit, c'est une institution mal fixée, dont l'origine aux dépens de la famille paternelle est évidente et que des usages créés par hasard ont fait dévier.

En Amérique, l'institution est plus consolidée. Prenons les Iroquois. Les enfants portent le nom de leur mère. « Si le mari meurt, ses biens sont partagés entre ses frères, ses sœurs et les frères de sa mère; si la femme meurt, ses biens sont transmis à ses enfants et à ses sœurs, mais non à ses frères. » C'est la mère qui accorde la main de ses filles et cherche des femmes pour ses garçons. Les Iroquois sont monogames, la polygamie est interdite aux hommes, mais dans une tribu citée par Lafitau, la femme peut prendre un second mari. La famille ainsi constituée est le noyau d'une organisation sociale analogue à celle basée sur la famille paternelle consolidée par le culte des ancêtres. Vingt à vingt-cinq familles composent un clan dont tous les membres sont solidaires, qui a une sépulture commune, a son totem, est régie par un conseil et habite dans une « *long house* » commune. Trois, quatre, cinq de ces clans se groupent en phratries, celles-ci en tribus, et celles-ci en confédérations. Chaque tribu a de même son totem en général. Les individus sont exogames eu égard aux autres clans, mais endogames au sein de la tribu.

La famille maternelle implique-t-elle le matriarcat,

c'est-à-dire le passage de l'autorité dans le ménage des mains du père aux mains de la mère? Aucunement. Il y a partage de l'autorité entre le père, le chef de la famille maternelle et, dans le cas des Iroquois pour le moins, la mère. Toutes choses considérées, la femme y gagne, sa responsabilité vis-à-vis de ses enfants est augmentée, sa situation sociale aussi. Dans plusieurs tribus d'Amérique elle est consultée et peut être chef; les femmes s'y réunissent en conseil et envoient un délégué au conseil des hommes. Chez les Iroquois, elles auraient eu le droit de veto dans la déclaration de guerre et pouvaient intervenir pour ramener la paix (Schoolcraft).

En somme les caractères complets de la famille maternelle sous ses formes les plus répandues sont : 1° la mère directement responsable de ses enfants et médiocrement assistée par son mari; 2° les enfants portant le nom de leur mère; 3° le système de parenté entièrement changé et bizarre pour nous; 4° les biens de la mère laissés à ses enfants et à ses proches parents maternels, et réciproquement les neveux et nièces héritant des biens et des dignités de l'oncle maternel; 5° ce dernier, sauf le cas où, comme chez les Iroquois, la femme en prend une grosse part, ayant l'autorité générale, recevant les demandes en mariage pour les filles et même acceptant le douaire qu'il partage avec le père; 6° le clan maternel devenant solidaire des enfants, les vengeant s'il y a lieu et ceux-ci, en cas de guerre, se ralliant autour de lui; 7° le père réduit à un rôle secondaire fort triste.

Un fait curieux et universel à divers degrés dans toutes les formes du mariage est l'interdiction des unions entre proches, d'abord entre père et mère et enfants, et ici M. Westermarck ne cite qu'une exception, celle des

Kianiogmuts; puis entre frères et sœurs, entre oncles ou tantes et nièces ou neveux, entre cousins au premier et au deuxième degré et même au delà. Lorsque l'interdiction porte sur tous les membres du clan réputés parents, quoique cette parenté se perde dans la nuit des temps, le clan est dit exogame. Dans certains clans d'Australie, cette parenté fictive fait que tous se donnent le titre de frères et sœurs. On a cherché les motifs de cette défense. Aucune des cinq ou six opinions émises ne satisfait complètement. Rien n'y correspond chez les animaux.

La signification des coutumes qui consacrent le mariage a aussi été discutée. En règle générale, le garçon cherche lui-même son épouse et la fille attend qu'on vienne la demander, comme aujourd'hui.

Tout d'abord, le mariage s'opéra sans formalité, comme nous l'avons dit. La demande faite au père et agréée, les deux jeunes gens partent, sachant les engagements qu'ils prennent ainsi : protection et satisfaction de ses besoins pour l'un, soumission et fidélité pour l'autre.

Dans une seconde phase, le fiancé enlève sa future avec le consentement de celle-ci et de ses parents, rarement sans ce consentement. C'est en général un simulacre, une cérémonie très brutale, dont on retrouve des survivances jusque dans nos civilisations actuelles, c'est le mariage par capture. La troisième phase est le mariage par achat, dans lequel le prix de la fille est réglé par l'usage, varie avec la situation de la famille, ou est débattu. Ce prix est une autre fille en échange pour l'un des garçons, des services rendus par le prétendant, des objets comme un ou plusieurs buffles, ou une somme en monnaie courante. Le quatrième système est l'échange entre le père et le prétendant, chacun donnant. Le cin-

quième dérivant sans doute de celui-ci est le mariage avec dot, laquelle constitue l'avoir personnel de la femme. Le mariage par capturé est le plus discuté. Pour nous, les faits de vol dans une tribu, hostile ou non, étant mis de côté, il est la représentation de ce qui a lieu chez les animaux et que l'on retrouve chez l'homme. L'animal mâle désireux de conquérir une femelle s'approche d'elle, fait exhibition de sa force et se montre prêt à combattre tous ses rivaux; la femelle affecte la timidité, résiste, fuit et ne s'abandonne que lorsque le mâle lui fait violence. C'est ce que l'on voit tous les jours encore, dans nos villes, comme dans nos campagnes, chez l'homme civilisé; la femme la plus disposée à céder est celle qui résiste davantage [1].

Nous n'avons pas à indiquer les nombreuses formes exceptionnelles que présente le mariage, chez les sauvages, les quart et les demi-civilisés, tels que le mariage à l'essai, après lequel la femme accepte ou refuse le compétiteur comme chez les Todas; le mariage qui n'est définitif qu'après la conception ou la naissance d'un enfant, ou que l'on rompt si celui-ci tarde à paraître; le mariage pour un temps déterminé, etc. Mais déjà, ce dernier tombe dans la débauche et la prostitution régulière dont nous devons dire un mot et qu'on se gardera de confondre avec les prostitutions hospitalière, religieuse et seigneuriale dont nous ne parlerons pas.

On confond facilement l'instinct génésique et l'instinct familial. Chacun a son histoire séparée; les excès du

1. Gumplowicz a ici une théorie. Pour lui le rapt de la femme dans un clan ou une tribu voisine vient du désir que l'homme a d'avoir une femme qui soit sa propriété et des enfants en propre. Il explique ainsi l'origine de la famille paternelle postérieurement à la famille maternelle, primitive suivant lui.

premier en dehors de l'union légale, ses écarts dans le cours de celle-ci laissent le second intact. Dans les ménages les plus unis l'instinct génésique du mari, plus exigeant que celui de la femme, n'est pas toujours satisfait à certains moments (gestation, lactation, etc.). Lorsque les usages et sa position le lui permettent, il sera poussé à prendre une seconde femme sans que ses sentiments pour la première en souffrent et, le caprice aidant, une troisième. Ce sera une polygamie de circonstances. Mais si les usages le lui défendent, il se satisfera au dehors ou amènera dans son ménage une concubine que l'opinion accepte souvent. Quant aux femmes l'instinct génésique aussi les poursuit. Les filles les plus enclines à la sagesse, ainsi que le raconte un missionnaire en Basse-Californie, soupirent après un mari et prendront, faute de mieux, un amant. On comprend ainsi que, les usages aidant, elles consentent à contracter un mariage, ou du moins ce qu'on leur présente comme tel, pour un temps déterminé : une année, des mois ou même certains jours de la semaine, à tour de rôle avec d'autres maris. Lorsque le véritable instinct apparaît, celui qui les pousse à désirer des enfants, une famille, cette disposition disparaît, il n'y a plus que la mère, fidèle de sa nature. Le mariage de passage et le mariage indéfini, les deux avec engagement restreint ou prolongé, plus ou moins régularisé, avec ou sans le consentement du père, donne ainsi la main à la prostitution et au concubinage. Il n'en est guère autrement dans nos sociétés, sauf que le mariage est consacré dans certaines conditions fixées par la loi et non laissé au libre consentement des parties.

Que chez des sauvages ou barbares dans un clan ou

une tribu, l'on associe toutes les formes de relations sexuelles, qu'on y ajoute la polyandrie et la polygamie autorisées, entre des clans ou familles opposés et l'on arrive à ces états désordonnés que l'on a décrits chez certains sauvages, à ces prétendues promiscuités ou mariages par groupes, admis en ethnographie il y a peu de temps encore et qui ne sont qu'un mélange de relations sexuelles irrégulières et de relations par des mariages de formes diverses reconnues. L'homme obéissant à l'instinct génésique est volage, mais lorsqu'il a jeté son dévolu sur la femme avec laquelle il veut se constituer une famille, un intérieur, *a home*, sauf accidents dus à son impulsion génésique, il se fixe plus encore que les animaux les plus méritants sous ce rapport. A plus forte raison la femme qui, une fois dans la voie de la reproduction et de l'élevage des enfants, est complètement absorbée par ses devoirs maternels. La promiscuité, en un mot, n'est pas dans la nature humaine, elle existe chez les sauvages, comme chez les peuples civilisés, mais non davantage.

Et cependant on a prétendu faire de la promiscuité des deux sexes, associée à une complète anarchie, c'est-à-dire à l'absence de toute règle dans les rapports des hommes à l'état de nature, la première condition de l'homme. De cette promiscuité et de cette anarchie, telle qu'on l'observe ou croit l'observer dans nos basses-cours, serait sorti le clan social. Le père étant ignoré, et les enfants ne connaissant de fait que la mère, la famille maternelle serait la première née, la famille paternelle n'étant venue qu'après par le progrès des mœurs. C'est une erreur absolue qui ferait de l'homme une espèce, inférieure à la généralité des espèces ani-

males un peu élevées dans l'échelle [1]. La famille maternelle ne se voit chez aucun des sauvages les plus inférieurs actuels; lorsqu'elle se rencontre c'est à un certain degré déjà de civilisation. Oui, la famille maternelle est le noyau d'un certain nombre d'organisations en tribus, par exemple chez les Peaux-Rouges. Mais la famille paternelle est le noyau et la base d'un plus grand nombre.

La vérité, nous le maintenons, est celle-ci. La famille paternelle ou mieux paterno-maternelle, le père étant la haute autorité, est le point de départ du clan. La famille maternelle est un accident ultérieur, une régression, l'effet d'une civilisation mal comprise, une coutume qui s'est créée. La polyandrie et la polygamie sont de même ordre. Il n'est pas dans la nature de la femme en dehors de la phase où l'instinct génésique l'emporte sur l'instinct familial, d'avoir plusieurs maris. Sous ce rapport l'homme laisse peut-être à désirer; nous l'avons souvent dit, il est moins père que la femme n'est mère. Pour les deux et surtout pour la femme, la monogamie est la forme naturelle et physiologique du mariage. On est polygame pour son plaisir et par orgueil, on est monogame lorsqu'il s'agit d'avoir et d'élever ses enfants. M. Westermarck le remarque avec raison : dans la polygamie, l'une des femmes est l'épouse par excellence, la favorite, celle que l'on conserve et que l'on aime véritablement; dans la polyandrie l'un des maris est l'époux par excellence, celui auquel la femme s'attache. Dans

1. Je m'explique plus complètement. La famille paternelle sous une forme ou une autre est la règle chez les Oiseaux et les Mammifères. La famille maternelle est la minorité. Pourquoi ranger l'homme à l'état de nature dans celle-ci, plus bas que la généralité des Pachydermes, des Carnassiers et des Singes? L'homme est un animal, mais il n'est pas inférieur à la plupart des animaux.

les sociétés de la nature des Aroïs de Tahiti, au sein de la débauche, chaque homme a sa femme en propre dont il est jaloux et avec laquelle il est fort sévère. Dans la prostitution la plus éhontée la femme s'attache à un homme plus particulièrement et en fait son compagnon et son protecteur.

La monogamie est du reste la forme physiologique la meilleure au point de vue de l'évolution : le but étant non le nombre des enfants, mais leur qualité.

Nous ne suivrons le mariage chez les nations civilisées que sur ce point. En Égypte, suivant Hérodote, il n'était permis qu'aux personnages élevés d'avoir deux femmes. Les Hébreux étaient monogames en principe et ce n'est qu'à son corps défendant que Moïse autorisa la polygamie dans certains cas, comme celui de stérilité de l'épouse. Chez les Indous la polygamie était admise par les lois de Manou, mais ne persista que chez les Rajahs, les princes et les nobles. Les Grecs sont monogames depuis les temps les plus reculés et ne font d'exception que faute d'enfants, la reproduction étant la première nécessité de l'État. Les héros d'Homère n'avaient qu'une femme, quoiqu'ils aient souvent des concubines. A Athènes, le mariage était presque obligatoire, les hommes avant trente ou trente-cinq ans, les filles vers vingt ans. Lorsqu'un père mourait sans héritier mâle la loi obligeait sa fille à épouser son plus proche parent non marié. Les Romains étaient monogames. Les Germains de Tacite, les Goths et les Francs également; les Mérovingiens de haut grade ne s'interdisaient pas cependant de prendre une seconde épouse. En 726, le pape Grégoire II, dans un décret, disait ceci : « Quand un homme a une épouse infirme, incapable de remplir les fonctions conjugales,

il peut en prendre une seconde pourvu qu'il ait soin de la première ». L'opinion ne ratifia pas cette tolérance et l'on peut dire que tous les peuples chrétiens sont monogames. La polygamie est de règle au contraire chez les peuples musulmans. Mahomet, dans le Koran, permet quatre épouses sur le pied d'une parfaite égalité. L'un des derniers efforts de la polygamie chez les Européens est celui des Mormons du grand lac Salé de 1847 à 1862. Depuis, le Congrès des États-Unis y a mis toutes sortes d'entraves. Aujourd'hui un tiers serait monogame; les purs, les saints des derniers jours sont polygames.

En somme, la monogamie a toujours été la tendance des peuples civilisés, sauf chez les Mahométans. La polygamie se rencontre surtout chez les grands et les riches et est une marque d'ostentation. Partout, du reste, les législateurs spécifient que le mari répudiant sa femme est tenu de pourvoir à son entretien.

On a dit que la polygamie favorisait l'accroissement de population; c'est une erreur : cinq ménages monogames auront plus d'enfants que cinq femmes appartenant à un même mari. La polygamie place la femme dans une condition d'infériorité et tend à en faire une esclave. Elle nuit à l'éducation morale des enfants et atteint le sentiment filial. La monogamie est par excellence une nécessité de la vie en société; l'homme a adopté ce mode d'existence, il faut qu'il en subisse les conséquences, qu'il se soumette aux conditions qu'implique ce milieu. Voyons ce qu'il en est au point de vue physiologique d'abord.

La part directe de la femme dans la reproduction d'un enfant peut être estimée à quatre ans, soit un an avant la naissance et trois ans après jusqu'à la fin de la pre-

mière dentition qui met fin à la lactation. Pendant ce temps le mari subvient aux besoins de sa femme. De trois à sept ans les deux également responsables l'élèvent. Alors commence la seconde dentition indiquant que l'enfant, pouvant manger toutes sortes d'aliments, doit progressivement se les procurer lui-même sous l'œil paternel. Cela dure jusqu'à treize ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la seconde dentition, l'éruption de la dent de sagesse constituant une troisième dentition ou supplémentaire. L'enfant, dorénavant, doit logiquement se suffire à lui-même totalement. C'est donc une période de quatorze ans, dans l'état de nature. Chez les animaux cette période est considérablement plus courte, elle est de quelques mois à un an chez les Oiseaux, de quelques mois à sept ans au plus chez les Mammifères[1]. Ainsi, chez l'homme, l'obligation du père d'avoir soin de ses enfants a une durée double, quadruple et plus de celle des animaux.

Or assurément l'état social ne saurait diminuer ce temps. Quoique l'enfant soit pubère à quatorze ou quinze ans et par conséquent apte à être père à son tour, son éducation, qui dans l'état de nature serait largement terminée, ne l'est pas en société. Il commence à peine à y prendre une profession ; son intelligence ne lui permet pas encore de se passer de la tutelle paternelle ; il serait aussitôt dupe dans la lutte pour l'existence. La famille, dans nos sociétés, doit donc pour un seul enfant se prolonger au delà, mettons jusqu'à dix-huit ou vingt ans, comme l'admet généralement la loi. Mais ces

1. L'éléphant porte 22 mois 1/2 et fait sa seconde dentition à 6 ans. La souris porte 21 jours et a trois portées par an qu'elle abandonne successivement.

soins en commun impliquent chez le mari et la femme une existence en commun, tout au moins à certains moments. Il est donc naturel que d'autres enfants soient conçus, ce qui allonge la période familiale, quelque dix ans, semble-t-il, ou plus après le ménopause, c'est-à-dire lorsque la femme a environ cinquante-cinq ans. On arrive ainsi à la nécessité du ménage monogame en société. Mais, dira-t-on, c'est bien pour la femme; quant à l'homme il peut avoir plusieurs ménages, conduire de front plusieurs élevages d'enfants. Sans doute, s'il est assez actif, assez habile, pour remplir des devoirs aussi multiples! mais il y a les inconvénients moraux que nous avons indiqués précédemment. Le père, se donnant à plusieurs séries d'enfants, ne pourra avoir des soins égaux et suffisants pour tous et ceux-ci n'auront pas la même concentration de sentiments pour lui.

Notre conclusion est que l'adaptation de l'homme comme de la femme à la vie sociale exige que leur union soit une chose sacrée, un engagement formel de remplir chacun ses devoirs envers l'autre et envers les enfants qui naîtront d'eux, un lien associant intimement les destinées bonnes ou mauvaises réservées à chacun d'eux, une suppléance et une consolation réciproque dans le bonheur comme dans le malheur, un pacte d'amitié et de dévouement. Le contrat doit même être indissoluble, sauf recours de l'un contre l'autre si les engagements ne sont pas remplis, sauf indignité de part ou d'autre que la loi jugera. En France, jusqu'à la Révolution française, il était effectivement indissoluble; en 1792 on admit le divorce pour motifs graves; en 1816 ce dernier fut supprimé; en 1884 il a été rétabli. Les résultats n'en semblent point heureux.

Nous avons dit quelque part que le couple homme et femme était l'unité zoologique en vue de la reproduction. L'adaptation aux conditions veut qu'elle soit aussi l'unité sociale. L'individu n'est complet que lorsqu'il a donné un but au delà de lui-même à son existence. Lorsqu'on parle de l'individu à titre d'élément constituant de la société, il faut entendre le père, la mère et l'enfant, la trinité sainte par excellence.

CHAPITRE III

Les types sociaux. — Causes générales et déterminantes de l'évolution des sociétés. Lutte entre sociétés rivales, entre classes, groupes et individus.

Un autre sujet à reprendre est celui des types sociaux les plus utiles à admettre, en allant des simples aux compliqués dans l'évolution progressive.

Le classement le plus désirable, vers lequel tendent tous les efforts de la science, est celui qui réunirait tous les caractères recueillis à différents points de vue et en formerait des résultantes s'élevant peu à peu dans l'échelle de la civilisation. Il y aurait ainsi les sauvages à l'état de nature comme les Veddahs; les demi-sauvages comme les Australiens; les plus ou moins barbares comme les nègres du Dahomey, les Peaux-Rouges lors de la découverte de l'Amérique, les Kalmoucks de la Tartarie, les Gaulois et Visigoths de jadis, toute une série graduée; les demi-civilisés comme les anciens Égyptiens et Assyriens, les Péruviens de Pizarre et les Mexicains

de Cortez ; et les civilisés se partageant en anciens, comme Tyr et Carthage, la Grèce et Rome, et modernes répondant au moyen âge avec sa féodalité, à la renaissance et à l'époque actuelle. Mais la tâche est difficile, la science n'y est pas préparée encore, il y aurait des jugements délicats à porter, les passages sont indécis.

Un second classement est celui que nous avons esquissé, reposant sur l'idée d'association seule : les familles se constituant en clan, ceux-ci en phratries et tribus, les tribus en cités ou l'équivalent, les cités en fédérations et nations.

Un troisième mode repose sur la première manifestation des facultés qui ont fait l'homme : la fabrication des armes propres à attaquer et à se défendre. Elles furent en silex d'abord, taillé par percussion, puis par clivage avec retouches, enfin poli. Viennent alors le bronze, le fer, les armes à feu et, à l'époque actuelle, la dynamite.

Inutile de rappeler qu'il n'y a aucun parallélisme entre les périodes de la pierre, du bronze et du fer, dans les différentes parties du globe ; et même qu'elles se superposent souvent. Ainsi les Grecs étaient à l'âge du fer, tandis que la haute Italie n'était encore qu'à l'âge du bronze et la Gaule à l'âge de la pierre polie. Ainsi les Guanches au xv^e^ siècle de notre ère et les tribus de la Basse-Californie tout récemment en étaient encore à la pierre. Si les archéologues préhistoriens veulent avoir leurs divisions propres de civilisation il faut qu'ils fassent entrer en ligne d'autres articles, une vingtaine peut-être, ce qu'ils font du reste à présent.

Un quatrième mode porte sur la façon dont les hommes, réunis en société, s'accroissent en nombre et, rencontrant de plus en plus de difficultés à subvenir à leurs besoins

quotidiens, organisent leur vie en transformant leurs moyens d'action, différenciant ceux qu'ils employaient et ajoutant sans cesse.

D'autres modes de division de types sociaux, mais ne concordant plus avec l'idée d'une évolution progressive, sauf accidentellement, s'offrent. Telles sont les divisions des tribus et peuples en nomades et sédentaires, pacifiques et guerriers, monarchiques, oligarchiques et démocratiques. J'ajouterai en individualistes et autoritaires, deux formes dont nous parlerons longuement, compatibles avec toutes les précédentes.

Insistons sur le quatrième mode, qui est le plus accepté et qui, sous des formes variées, se superposant de plus en plus, se réduit pour nous à six types : chasseur et pêcheur, pasteur, agriculteur sédentaire, commercial, industriel et scientifique.

1° *Type chasseur*. — Les sauvages les plus inférieurs, répartis par petites familles, sont chasseurs ou pêcheurs, suivant la contrée dont ils ont la propriété virtuelle, ou les deux à la fois. Ils sont nomades, et toujours en quête de nourriture tant que la saison le permet. A une certaine époque de l'année, les Veddahs sont bloqués par les pluies, le pays est inondé, les diverses familles cherchent des refuges sur quelque éminence rocheuse, où, sans se confondre, elles se rapprochent; l'un d'eux parfois se dévoue pour aller, au péril de sa vie, chercher de la nourriture que l'on partage. C'est le premier degré de la première période évolutive ou le type chasseur. La nécessité parfois de trouver certains gibiers ou poissons sur les territoires propres de certaines de ces familles fut l'une des premières occasions de se réunir et de se faire des concessions.

Le second degré du type chasseur ou pêcheur se rencontre chez les sauvages déjà organisés en clans et tribus. Il est caractérisé par un esprit de prévoyance et de conservation très remarquable. Des règlements sont établis en vue de la protection des animaux et des plantes utiles; il est interdit de chasser à l'époque des amours et de la floraison dans certaines régions; des expéditions collectives se font à certains moments seulement. Les Américains d'aujourd'hui ne témoignent pas d'une prévoyance semblable lorsqu'ils laissent brûler ou dévaster leurs forêts, déjà privées en maints endroits de leurs plus belles essences séculaires.

2° *Type pasteur*. — La deuxième phase est celle où l'homme, voyant le gibier diminuer à mesure que le nombre des chasseurs augmentait et souffrait de la faim, fit un pas de plus dans la voie de la prévoyance, rassembla dans un enclos les animaux dont il faisait sa nourriture habituelle, les domestiqua et les conduisit par troupeaux dans des pâturages qu'ils épuisaient successivement. C'est la période pastorale qui s'est maintenue jusqu'à ce jour chez un grand nombre de peuples essentiellement nomades.

3° *Type agriculteur*. — La troisième période, allant souvent de front avec la précédente, est celle où l'homme s'adonna à l'agriculture. Deux formes s'y rencontrent. Dans l'une la culture est intermittente; on laboure et l'on sème, on fait paître des bestiaux, en vivant en nomade, et l'on revient pour la récolte. Dans l'autre, l'homme est sédentaire, il habite des maisons avec sa femme et ses enfants qui l'assistent, sinon des villages. Ce genre de vie est éminemment favorable, d'une part, à la famille patriarcale groupée autour de son patrimoine

et consolidée ou non par le culte des ancêtres, et de l'autre, à la propriété individuelle spontanément créée à l'origine par la prise de possession pure et simple, le défrichage et la mise en valeur d'un terrain incontesté. Dans les sociétés primitives s'adonnant à l'agriculture, il y a généralement la propriété collective du sol par le clan, allant quelquefois jusqu'au partage périodique des terres non réservées; la propriété familiale, incluse dans la précédente, résultant du travail familial et se transmettant de génération en génération suivant certaines règles; et la propriété personnelle. Dans nos sociétés actuelles, l'État est encore, en principe, propriétaire du sol, il le reprend quand cela lui plaît, moyennant indemnité il est vrai, pour cause d'utilité publique. Longtemps, la culture des champs a été peu considérée, la profession de chasseurs ou de guerriers était plus noble, comme témoignant seule de la valeur de l'homme. Plus tard, même dans des nations civilisées, elle fut volontiers abandonnée aux esclaves. A Athènes la classe des laboureurs était parmi les dernières. Cette façon de voir a changé depuis qu'une école économique a professé que les biens de la terre sont la source de toute vraie richesse.

4° *Type commercial.* — Il n'a pris d'importance que tardivement, quoique ayant ses racines dans les premières phases de la société.

L'échange n'existe pas chez les animaux et est l'une des manifestations précoces de l'esprit humain. On le découvre dès la seconde époque de la pierre taillée en France. Il dérive du fait brut qui s'est produit spontanément. Un individu excellait dans la fabrication des instruments, un autre dans la chasse ou la pêche. Le premier dit : « Donne-moi de ce que tu as, je te don-

nerai de ce que j'ai ». C'est le troc, c'est-à-dire l'échange des objets en nature. Peu à peu le premier reprit : « Va chasser pour moi, je garderai ta famille pendant ce temps ». C'est l'échange de services. Ceci se passait au sein du clan ou de la tribu. Plus tard, certains individus acceptant ce genre de spécialisation du travail, se mirent à voyager en quête des matières les plus recherchées et par conséquent les plus demandées autour d'eux, par exemple de bons silex se laissant mieux travailler, des coquillages pour la parure, des bœufs, etc. La répartition des objets n'était pas toujours facile, l'un voulait une chose et n'avait à rendre qu'un objet dont son camarade n'avait pas besoin : les nécessités du jour et du lendemain varient. Une valeur conventionnelle fut donc adoptée pour intermédiaire, comme le bœuf, le tabac, les cauris. Ceux-ci, plus portatifs, devinrent la monnaie courante, à laquelle plus tard devaient succéder les pièces de métal et les lettres de change. Peu à peu les individus cherchant leur subsistance dans ce mode de travail, se multiplièrent, les progrès de la navigation en étendirent le rayon. Un peuple, les Phéniciens, s'y adonna avec passion. Avec eux naquit le type commercial, c'est-à-dire une société non pas vouée exclusivement à ce genre d'occupation, mais l'associant largement à d'autres façons de subvenir à ses besoins. Pour le retrouver dans tous ses développements, il faut franchir des siècles et arriver aux Juifs du moyen âge, aux villes hanséatiques et aux villes italiennes [1].

5° *Type industriel.* — Plus encore que le précédent il a des racines profondes dans le passé de l'homme, mais

1. Blanqui, membre de l'Institut, *Histoire de l'Économie politique en Europe, depuis les anciens jusqu'à nos jours*, Paris, 2 vol., 1860.

n'atteint un degré avancé que tardivement. La fabrication des instruments en pierre, en os, en ivoire en est la première phase ; celle des ustensiles de ménage, des bijoux, des paniers, des tissus, des embarcations, en est la seconde. Plus que toute autre manifestation de l'intelligence humaine, elle reflète les progrès, s'appliquant aux nécessités de la vie courante. La multiplication des besoins qu'elle accuse, le confort qu'elle amène, le luxe auquel elle conduit, le besoin de richesse qui en résulte sont la mesure la plus directe du degré de civilisation atteint. Des ateliers de verrerie, de céramique, de tissage, de teinturerie sont signalés en Égypte dès la quatrième et la onzième dynastie. La collection de Pompéi, au musée de Naples, montre à quel degré l'industrie était parvenue au premier siècle de notre ère. L'art de la guerre fut un de ses stimulants en tous temps. Avec l'imprimerie, puis la vapeur et enfin l'électricité, les progrès prennent une marche accélérée. Les musées d'ethnographie comme celui de *Smithsonian Institute*, et les musées polytechniques, comme ceux de Kensington à Londres et du Trocadéro à Paris, en retracent l'évolution. L'histoire du type social industriel se divise en deux sous-périodes : l'une dans laquelle l'individu n'ayant pour tout bien que ses bras et sa force musculaire très estimée encore, conserve une indépendance relative ; l'autre, dans laquelle l'individu est débordé et bientôt asservi par les machines avec lesquelles il ne peut rivaliser et qui, grandissant en force, finissent par se substituer à lui.

6° *Type scientifique.* — Alors apparaît ce que nous croyons nécessaire de considérer comme une sixième période, un sixième type, l'actuel, le type scientifique.

Ces machines sont l'incarnation matérielle de la puissance intellectuelle de l'homme prenant définitivement la suprématie sur la force musculaire ou animale des premiers âges. L'intelligence étant l'arme par excellence de l'homme dans sa lutte contre la nature, devait forcément aboutir à ce résultat. C'est le dernier terme de la division et de la spécialisation du travail pour la satisfaction des besoins de tous genres. La conséquence, c'est que les conditions des rapports sociaux entre les hommes ont totalement changé et que le grand problème du siècle est celui des adaptations les meilleures à ce nouvel état de choses. Le xx^{e} siècle doit rationnellement être le règne absolu de la science.

On s'étonnera que nous n'ajoutions pas le type militaire sur lequel M. Herbert Spencer insiste avec quelque raison. Voici nos motifs. Ce qui a donné naissance à nos types, ce sont les difficultés croissantes de satisfaire aux besoins les plus indispensables, et l'obligation pour vivre d'imaginer de nouveaux moyens. Ce qui a engendré le militarisme c'est la nécessité de se défendre et, ultérieurement, des influences passionnelles passant en première ligne et ne répondant à aucune obli tion formelle. Le militarisme a existé à toutes les époques parallèlement avec les types sociaux précédents, sauf par exception dans les pays favorisés comme ressources, peu peuplés et défendus par des frontières naturelles. Il apparaît de bonne heure, ne dérive d'aucun autre, n'en engendre aucun par différenciation. Il est l'antipode de ceux que nous admettons et qui ne prospèrent que par la paix. Il y aurait autant de motifs de créer un type religieux, paraissant comme lui dès les premiers pas de l'homme dans la vie sociale et résultant aussi d'une ten-

dance toute physiologique. Le militarisme, rationnel dans sa forme initiale lorsqu'il s'agit de défendre ses foyers, son territoire de chasse, son clan, logique encore lorsque les ressources alimentaires venant à manquer et la population à s'accroître, il faut coûte que coûte s'étendre et chercher d'autres terrains de parcours, ne l'est plus lorsqu'il devient un moyen de domination, une occasion d'aventures, une satisfaction d'amour-propre, un jeu, une folie, une débauche de sang. Nos six types ont leurs défauts et leurs misères, à côté de leurs avantages considérables, mais ce sont des utilités, les étapes s'enchaînant d'une évolution heureuse dont l'humanité recueille les fruits; ce qu'on ne peut dire du militarisme.

Causes de l'évolution sociale. — Le sujet venant à présent est celui des causes générales et occasionnelles qui déterminent plus particulièrement l'évolution des sociétés.

Elles sont de trois sortes : extérieures à l'individu et d'ordre cosmique entre autres, intérieures à l'individu et d'ordre physiologique, et propres au milieu spécial qu'engendre l'agglomération sociale. Les premières sont, d'une part, les milieux organiques et inorganiques auxquels il est soumis et, de l'autre, les circonstances telles que le hasard les fait naître autour de lui. Parmi les secondes figurent la constitution des individus en tant que race, leurs différences personnelles et, par-dessus tout, la vie propre de leur cerveau dont les exigences, simples à l'origine, vont sans cesse en augmentant et finissent, dans nos civilisations, par aboutir à des facultés impérieuses qui régissent le plus grand nombre de ses

actes. Nous ne prendrons pas à part le milieu social; toute cette troisième partie lui est consacrée.

De toutes ces causes, celle qui tient le premier rang, qu'il faut aborder immédiatement et qui réagit le plus sur toutes les autres est la concurrence pour la vie la plus large et la plus rémunérée, si merveilleusement décrite par Darwin chez tous les êtres, à laquelle l'homme à l'état social n'échappe pas plus que l'homme à l'état de nature, et qui, dans sa forme la plus violente, est précisément le militarisme dont nous venons de parler. La lutte de Darwin revêt dans les sociétés deux formes en effet : l'une à l'extérieur, entre sociétés rivales, l'autre à l'intérieur entre les éléments constituants de la société. La première, plus aiguë, nous occupera d'abord.

Le point de départ du militarisme réside dans l'individu et y est physiologique. C'est l'action réflexe qui pousse la grenouille, même privée de son cerveau, à retirer sa jambe lorsqu'on la pince, le lion à se précipiter sur le chasseur qui l'a blessé, un Vertébré quelconque à saisir l'animal plus faible dont il fait sa nourriture et, à un degré plus avancé lorsque l'intelligence s'en mêle, le Singe cercopithèque à méditer et accomplir une expédition dans un champ de maïs. La seule différence entre l'homme et les animaux, c'est que l'animal, à quelques exceptions près, chez ce Singe voisin de lui entre autres, attaque, détruit et se repaît de sang rarement sans nécessité, tandis que l'homme ne met pas de bornes à ses appétits et combat pour son seul plaisir avec la pleine conscience de ses actes.

La déviation du militarisme défensif originel date du jour où, dans le clan, il fallut désigner un chef pour centraliser les opérations et où ce chef, escorté de ses com-

pagnons, vit dans la guerre un moyen de se créer une situation dominante. Au début tout homme en état de manier une arme allait au combat; les uns étaient braves, les autres pusillamimes; les premiers, à leur retour, étaient acclamés, admirés, les seconds honnis. Tandis que ces derniers étaient délaissés, les braves étaient entourés, courtisés. Au conseil on les écoutait, dans les cérémonies les meilleures places leur étaient attribuées. A eux les honneurs, les profits, les marques de distinction.

Ainsi naquirent les premiers privilèges. Les guerriers se multipliant comme la population, leur importance grandit; ils se crurent des hommes à part, regardèrent les autres comme d'une espèce différente, devinrent fiers, arrogants et peu à peu s'arrogèrent le droit de gérer les affaires publiques. Se soutenant les uns les autres, ralliant à eux les sorciers, s'appropriant après le combat la plus forte part, plus riches par conséquent, leur influence atteint des proportions considérables. Les administrateurs, les magistrats se prenaient forcément dans leur sein. Ils en vinrent ainsi à considérer l'État comme leur chose propre, à substituer leur intérêt personnel à l'intérêt général, à subordonner les coutumes, puis les lois à leurs vues. Au-dessous d'eux il n'y avait que la plèbe qui, n'osant ou ne pouvant réagir, se résignait. Dans ces conditions la carrière des armes devint la seule réputée noble, la vraie marque d'une supériorité, le but et la récompense de la vie, la jouissance suprême.

A l'origine, chez un grand nombre de sauvages, la guerre se maintenait dans des limites raisonnables, le nombre de tribus paisibles, en Australie par exemple,

était grand. Les indigènes s'appliquaient à la réglementer; ils déterminaient les conditions dans lesquelles elle se ferait, sa durée; on la localisait comme dans un duel; une fois terminée on redevenait amis. Les Tasmaniens, si maltraités par les Anglais, n'avaient pas de rancune lorsque la paix était conclue et oubliaient. Mais lorsque la guerre dépendit d'un chef absolu ou d'une classe dont elle était la profession, il n'y eut plus de bornes. On attaqua sans motif; on prétendit faire des conquêtes, se créer un empire; on se lança par hordes à la recherche de pays riches, de cités à rançonner ou piller, de prisonniers des deux sexes à enlever. La razzia, c'est-à-dire le vol fut l'objectif, la guerre devint un métier lucratif, une chasse à l'homme, un plaisir royal, une gloire ineffable. Dès lors les populations se partagèrent en vainqueurs et vaincues, oppresseurs et opprimées, pour ne pas parler de la quantité innombrable d'esclaves perdant à jamais leur liberté.

L'esclavage fut l'un des produits précoces du militarisme, comme plus tard le servage. Dans l'antiquité dite civilisée et jusque dans les temps modernes ce fut la plaie saignante à peine fermée aujourd'hui. Réduire en esclavage toute une population, l'exporter, la vendre au marché fut un commerce. Partout, jadis, en Grèce comme à Rome, se voyaient aux pieds des guerriers et suivant le char du triomphateur des hommes souvent robustes, dignes et même intelligents, dont le seul tort était d'avoir été malheureux un jour de combat, des hommes courbés sous le fouet du maître, arrachés à leurs foyers et inféodés à des sociétés ayant d'autres mœurs, d'autres dieux, d'autres lois, d'autres langues. D'autres lois! peu importe, pour eux il n'y en avait pas; ils avaient perdu

leur qualité d'hommes, ils étaient hors la société, des *outlaw*.

Les choses ont-elles changé de face dans les sociétés ultérieures ? Nous ne rappellerons ni les invasions des Barbares en Europe, les populations les plus laborieuses décimées sinon anéanties, des pays entiers ravagés, incendiés, ni les guerres du moyen âge en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en France, ni les croisades. L'histoire n'est qu'un récit de carnages dont les guerriers sont les héros. Nos États européens, grands et petits, sont tous sortis de ce cataclysme après des dislocations et des recombinaisons sans nombre. Jamais les peuples n'ont été consultés, le militarisme a tout fait. Les monarchies absolues avec leurs cortèges de vassaux et de sous-vassaux en sont issues. A l'origine ce furent les chefs les plus habiles que leurs compagnons acclamaient sur le champ de bataille. On se partageait le butin, les plus hardis ayant la plus forte part comme jadis. Peu à peu, en vertu de la loi d'empiétement du pouvoir, le chef devint le dispensateur. Dès lors le partage des terres et des biens conquis fut la paye de ceux qui gravitaient autour de lui. Lorsque la guerre ne suffisait pas on expropriait les faibles sous un prétexte quelconque. Ainsi se constitua la propriété nouvelle. Quant aux dépossédés, aux paysans, il ne leur restait d'autres ressources que de se mettre au service des grands, de chercher une protection à l'ombre de leurs tourelles et, en échange d'un morceau de terre, d'aliéner leur liberté. Ce fut le régime féodal avec ses serfs. De l'excès du mal naquit heureusement le remède. Le roi et ses grands vassaux, tenus de lui donner leur concours à la guerre, vivant et dépensant largement, eurent besoin de subsides dont ils

n'osaient pas toujours s'emparer. Alors se groupèrent les plus méritants des travailleurs, qui, en échange de leurs économies, réclamèrent et obtinrent des garanties et des privilèges. Ce fut l'origine, d'une part, des communes ou bourgs, de l'autre, de la bourgeoisie appelée plus tard à réformer toute la société sauf, pourtant, jusqu'ici le militarisme.

La guerre, en effet, quoiqu'ayant perdu de sa continuité, persiste avec toutes ses conséquences désastreuses. Ses crises sont plus espacées, plus courtes mais plus intenses; elles entassent autant de ruines, font plus de victimes peut-être, et détruisent en un clin d'œil le fruit de nombreuses années de labeur et d'épargne. Dans ses intervalles même, par la préparation formidable qu'elle exige, elle pèse très lourdement, détourne les capitaux de leur destination utile et fausse tous les rouages. Dans ces luttes les États, en tous temps, chez les sauvages, les barbares et même les civilisés, mais aujourd'hui plus que jamais, sont comme autant d'individualités collectives, plus personnelles, plus entières encore que les individus vrais, ne voyant que le but à atteindre, la suprématie à conquérir. La force est leur seul critérium. Sont-elles faibles, elles font des concessions, invoquent le droit, la justice, demandent des arbitres, en appellent à l'opinion, mais finalement plient. Sont-elles fortes, elles se dressent hardies, exigeantes, menaçantes, prêtes à en appeler à leurs cuirassés et autres engins de destruction. Inutile d'ajouter que le voile arraché, les armées s'avançant, tout ménagement cesse. Justice, pitié, pudeur, principes, tout disparaît, les hommes ne comptent plus, la fin excuse les moyens.

Et l'on voudrait enseigner aux peuples qu'il n'y a

qu'une morale ! Non, tant que l'odieux militarisme persistera, que les États ne suivront pas la règle qu'ils exigent des individus dans leur sein, les rêves des philosophes ne seront qu'une utopie. Le militarisme, ainsi que le dit Herbert Spencer, quelque légitime qu'il soit, car une nation ne peut se laisser dévorer, est la grande calamité encore, le gros obstacle à un progrès sérieux des sociétés, la honte de l'humanité. Nous valons moins sou ce rapp o rt que les Veddahs et certains des Australiens. A défaut d'autres preuves, et elles sont nombreuses, le militarisme de nos jours suffirait à prouver que la nature de l'homme n'a pas changé depuis son origine et conserve les caractères d'animalité qu'une longue phylogénie a confirmés.

La guerre, entre sociétés humaines, est analogue à celle que l'on voit chez les animaux lorsque deux troupes jalouses et hostiles de même espèce ou d'espèces différentes se rencontrant : l'une anéantit l'autre si elle le peut. Elle rappelle les combats dont parle le lieutenant Mizon, entre Cynocéphales, Colobes et Cercopithèques sur les rives du Benoué. Celle dont nous avons à nous occuper à présent, à l'intérieur de ces sociétés, diffère au contraire des querelles parfois sanglantes qui se produisent au sein de troupes d'animaux entre individus. Cette guerre chez l'homme est générale, elle a des motifs raisonnés d'intérêt, elle est voulue, systématique, les individus souffrent des besoins non satisfaits, ils en voient d'autres plus heureux, ils protestent contre cette inégalité de condition et agissent comme ils peuvent. Elle porte sur des classes entières, sur des groupes de tous genres aussi bien que sur les individus, elle a un

but, une direction tendant à un mieux, elle tient essentiellement à l'intelligence qui caractérise l'homme. Elle obéit au Moi individuel parfois résigné, mais parfois exalté et ne faisant que céder à la nature qui le pousse. Malgré les souffrances, les misères et même des victimes qu'elle fait elle est l'agent le plus puissant de toute évolution progressive à la fois des individus et de la société.

L'un des premiers phénomènes que nous aient présentés les débuts des sociétés humaines, semblables à ce que nous ont montré les premières agrégations de mérides pour former des sociétés animales, est la division et la spécialisation du travail. Cette division commence au sein de la famille entre le mari et la femme, elle continue dans le clan et la tribu entre les individus, elle s'étend à mesure que la population croît et que les moyens efficaces de vivre décroissent proportionnellement, elle atteint un degré extraordinaire dans nos civilisations actuelles si encombrées et si complexes. Les individus ayant les mêmes spécialités se rapprochent pour profiter de l'expérience acquise par les uns et les autres, pour s'entretenir des choses communes qui les intéressent, pour se concerter sur leurs intérêts collectifs. Il en résulte un fractionnement de la société en groupes dont le nombre augmente sans cesse par différenciation, avec les progrès de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et la multiplication et la diversification des besoins. D'où les catégories de groupes plus ou moins analogues par l'ensemble de leurs désirs, de leurs misères et leurs satisfactions, les uns plus élevés, les autres plus bas, soit par le fait de l'opinion, soit par la part prise dans la prospérité et l'éclat de la communauté, c'est-à-dire les classes ou couches sociales.

A l'origine et occasionnellement çà et là ces groupes et classes se formèrent d'eux-mêmes, empiriquement, tels que les circonstances y poussaient. Mais bientôt les plus forts prétendirent dominer et modeler les plus faibles à leur volonté, et ainsi faussèrent de bonne heure les conditions d'une libre concurrence, d'une libre lutte, susceptibles de donner les meilleurs résultats par l'évolution.

La première classe qui se soit détachée de la masse est celle des pères de famille ou des anciens, auxquels s'ajoutèrent les personnages influents tels que le médecin-sorcier. La seconde, lorsque le militarisme eut fait son entrée, est celle des guerriers, ainsi que nous l'avons vu. En même temps se crée la classe des prêtres. Les trois s'assistant mutuellement, attirant à elles tous les avantages, tous les pouvoirs, constituent la classe supérieure dans laquelle se prenaient les chefs, les administrateurs, les magistrats. Ensuite se dégagent au-dessous la classe des laboureurs, celle des marchands et celle des artisans répondant, comme on le voit, à chacun des types sociaux que nous avons admis. Ce fut la classe moyenne. Plus bas restaient sans nom tous ceux ne se rattachant aux précédents et notamment aux chefs de famille par aucun lien : les bâtards, les vagabonds, les journaliers, en un mot la plèbe, qu'il ne faut pas confondre, dans l'antiquité civilisée, avec les étrangers et les esclaves. A Athènes, un peu avant Solon, la population était ainsi répartie : citoyens, 9 pour 100; étrangers sujets à de sévères prescriptions, 18 pour 100; esclaves, 73 pour 100; c'est au sein de la classe moyenne que le fractionnement en groupes se multipliait : il y avait les pêcheurs, les bergers, les agriculteurs sédentaires, les charpentiers,

les cordonniers, les écrivains, les interprètes. Les classes, ou groupes, étaient virtuelles, libres, ouvertes, ou bien consacrées par les lois et fermées; dans celles-ci on naissait prêtre, guerrier, etc. En Égypte il y avait cinq classes ou castes suivant Hérodote, et sept suivant Diodore, mais ce dernier a dû confondre les classes et les groupes et omettre beaucoup de ceux-ci.

Le nom de castes semble désigner plus particulièrement les groupes fermés. Les Indes en sont un bel exemple. Là, et pour préciser, dans le Pendjab, au temps de Manou, quatre classes furent créées : les *Brahmanes* ou sacerdotaux, les *Kchatriyas* ou guerriers, les *Vacyas* ou laboureurs, commerçants et artisans, et les *Soudras* ou serviteurs. Le but du législateur était d'arrêter le mélange des conquérants aryens avec les Dravidiens subjugués et par conséquent leur absorption. Ces classes ne pouvaient se marier entre elles. La première était formée d'Aryens réputés purs, la seconde d'Aryens et de quelques Dravidiens amis et déjà croisés, les autres de Dravidiens vaincus. Les indigènes noirs n'étaient pas compris dans le classement, on les appela plus tard les *Parias*. Depuis, ces classes se sont divisées et subdivisées, la première moins; des castes intermédiaires se sont formées; celle des Vacyas surtout s'est partagée en un nombre considérable de corporations professionnelles, ayant chacune leurs coutumes, leurs lois, leur religion, les unes endogames, les autres exogames, que l'on qualifie aussi de castes. Prenons un exemple : la caste des Kayasthes ou écrivains. Des légendes courent sur son origine, mais aucune de certaine; elle se divise en quatre sous-castes, chacune de celles-ci en sections comptant un nombre connu de familles ou de clans familiaux. Au

recensement de 1881, on accepta 2 500 castes de ce genre, non compris les divisions moindres.

Les corporations d'avant la révolution en France étaient des groupes professionnels fermés. On les connaît. C'était pour l'individu l'obligation de rester dans le milieu où il était né, l'obligation de suivre la voie de ses pères, l'impossibilité de cheminer dans cette voie plus ou moins vite suivant ses capacités, la servilité pendant un temps déterminé, l'oppression des parvenus du groupe; et, pour la spécialité de travail de ce groupe, l'impossibilité de s'étendre, de se perfectionner, de se transformer. Au premier point de vue il y a une tendance aujourd'hui à revenir vers ces errements, c'est-à-dire à confisquer l'indépendance de chacun en faveur de l'esprit de corps représenté par un syndicat autoritaire.

Les classes, lorsqu'elles sont largement ouvertes, le produit actuel et naturel de la concurrence normale, la conséquence de la conduite des individus responsables exclusivement de leurs actes, sont parfaites. Elles sont dans la logique des choses et peuvent se comparer à des liquides non miscibles et de densités différentes qui d'eux-mèmes se superposent par couches dans un vase. Mais ce n'est pas le cas ordinaire. Dans le passé et encore dans le présent elles restent un legs des générations antérieures, la récompense ou la punition d'actes oubliés auxquels les individus actuels n'ont pris aucune part. On y naît et on y meurt, en général, quelle que soit sa valeur positive ou négative, on y est ou non à sa place, on ne sort des inférieures que favorisé par un concours de circonstances et d'actes, la porte n'est qu'entr'ouverte. Les heureux, qui ont la chance de naître dans les classes élevées, n'ont aucune raison de travailler, ils

n'entreprennent pas la lutte. Les infortunés venus au monde dans les classes inférieures se découragent, tournent dans le même cercle et renoncent. Il n'y a que dans les classes moyennes où la lutte soit virile. Dans ces conditions fausses les classes sont un mal, une cause d'immobilisation, une tyrannie de l'hérédité. Le seul remède serait d'abolir le droit congénital, de laisser au droit individuel son libre jeu et de n'admettre que des classes naturelles se formant et se renouvelant, les individus méritants gagnant d'eux-mêmes le haut du vase, les indolents et les incapables tombant au fond. C'est un peu, il faut le reconnaître, ce qui commence à se produire. A chacun suivant ses œuvres.

On en peut dire autant des groupes ou corporations en lesquels se divisent les classes. Ouverts, sans entrave, laissant à chacun le droit et le pouvoir d'en faire partie ou de s'en séparer, ils sont excellents. Fermés, tyranniques à leur intérieur, ils sont un obstacle au progrès, comme nous venons de le voir aux Indes et chez nous avant la révolution. Ouverts ou fermés, mais plus encore lorsqu'ils sont fermés, ces groupes donnent lieu à un phénomène à signaler. Le rapprochement des individus ayant des intérêts semblables, des aspirations analogues, crée un esprit de corps, une solidarité plus ou moins étendue, un individualisme collectif, un Moi ayant le même égoïsme, les mêmes vues exclusives que l'individualité nationale dont nous parlions il y a quelques pages, et aussi que les individualités ou les individus véritables, avec cette différence que chez ceux-ci il y a un sentiment altruiste auquel ils ne peuvent toujours se dérober et qui corrige leur égoïsme, tandis que dans les autres individualités, nationale ou de groupe, l'égoïsme

reste livré à lui-même. De là, dans les groupes corporatifs, une force d'ensemble qui exalte les mauvaises tendances et non les bonnes, qui éveille l'envie, la jalousie, la haine et rend la lutte plus réfléchie mais aussi moins scrupuleuse dans les moyens. Le progrès y gagne, sans aucun doute, mais ce qui atténue la rudesse de la lutte et la rend supportable y perd. Les groupes corporatifs ont ainsi du bon, mais aussi du mauvais. A un moment donné elles peuvent être une source de danger. Le pouvoir social, qui a tant de peine, parfois, à gouverner les individus, en aura plus encore à gouverner les groupes. Ils peuvent être une grosse source d'embarras dans l'avenir.

La division des sociétés en castes, classes réputées ouvertes et groupes professionnels et autres, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, eut donc pour résultat de les décomposer en une foule d'individualités rivales petites et grandes, possédant les passions et les défauts des individus plus encore que leurs qualités. Entre elles s'est établie quelquefois une émulation favorable, mais le plus souvent une hostilité sourde ou déclarée dont les péripéties occuperaient dans l'histoire une place plus considérable que les hauts faits militaires, si elle les enregistrait. Les luttes des hautes classes seules intéressent l'histoire. Celles des classes moyennes sont parfois décrites dans les sociétés démocratiques comme à Carthage, à Athènes et à Rome, et commencent à être suivies en Europe au moyen âge, lorsque les rois eurent besoin de s'appuyer sur la bourgeoisie pour faire échec à une noblesse trop envahissante. Celles des classes inférieures, qui étaient plutôt une soumission et ne faisaient explosion que par intermittence, comme en Allemagne

avec les paysans de Munster, ou en Angleterre avec ceux de John Ball, lui sont presque indifférentes.

Moins apparente encore et plus générale, du reste, a été la lutte des individus. Isolés ou englobés dans une classe ou un groupe, ils diffèrent de besoins, de pensée, de désirs, d'activité, de bonheur et de malheur. Chacun forme un centre distinct au milieu de ceux qui s'agitent autour de lui ; chacun, à moins qu'il ne soit sans réaction, rêve à un mieux dans sa position. Son Moi opposé à celui du voisin le pousse, il s'associe volontiers sur des points particuliers avec le Moi de ce dernier, mais se sépare de lui dès que son intérêt n'y trouve plus son avantage. Qu'il soit intelligent et raisonne, qu'il agisse par routine, se résigne et obéisse, ou qu'il cède à un impératif intérieur artificiel, il est toujours ramené à l'idée d'un mieux, d'une amélioration de son état. D'où révolte, effort et lutte qui grandissent par la résistance une fois qu'il est entré dans cette voie, et dépassent, d'une manière générale, ce qu'on observe chez les animaux.

Les effets de cette lutte sont de trois sortes : immédiats sur les combattants, qui récoltent avec équité ou non les profits ou pertes résultant de leurs efforts ; par répercussion sur l'ensemble de la société présente, qui bénéficie des produits de ses efforts ; par transmission sur la société du lendemain, qui profite des découvertes, améliorations et richesses qui lui sont laissées. Le résultat final c'est le progrès : les vainqueurs et les vaincus disparaissent les uns comme les autres et font place à d'autres combattants, mais une partie de ce qu'ils ont engendré, la meilleure, survit.

Mais la première condition pour que la lutte donne ses fruits, c'est que tous jouissent de la plénitude des

facultés que la nature leur a données; qu'il n'y ait aucune entrave; que tous, à leur entrée dans l'arène, aient les mêmes chances, sauf les différences tenant à eux-mêmes; qu'aucun ne soit avantagé ou désavantagé par sa naissance; que tous ne soient responsables que de leurs actes; que chacun puisse choisir son terrain, se préparer, se servir de ses armes de la façon la plus appropriée à sa nature; que la lutte ne soit pas le droit efficace de quelques-uns, mais qu'elle soit générale dans toutes les classes.

Il n'en a pas été ainsi. Les classes et les individus, dans les siècles passés, ont généralement dépensé leurs forces dans des luttes localisées, de petite envergure et stériles. Les effets de la conduite ont peu répondu à ce que l'équité aurait indiqué, la chance et les circonstances étaient indispensables au succès. La société seule, par la force des choses, a profité de la lutte, mais pas dans la mesure légitime. Lorsqu'on observe l'histoire des peuples qui se sont succédé en si grand nombre, on se dit qu'il faut que la tendance à une amélioration quand même des choses soit bien forte pour que, dans des conditions si défavorables, l'évolution ait, en somme, été progressive. L'une de ces mauvaises conditions a été l'isolement de peuples qui ne se connaissaient presque que par la guerre. Une autre est la faible diffusion des connaissances et des idées non seulement d'une société à l'autre, mais d'une couche à l'autre au sein d'une même société. Avant l'écriture, cette diffusion était nulle, elle n'a pris son élan que par la découverte de l'imprimerie; mais aussi avec quelle rapidité le progrès a marché depuis! Une troisième, que j'ai indiquée, est que la lutte a été nulle dans les classes inférieures, très limitée dans les

moyennes et n'a existé dans les hautes classes qu'avec des objectifs peu profitables à la société. Ces temps sont passés, heureusement; la lutte aujourd'hui est ardente, universelle et ne demande qu'à être encouragée, régularisée, et dirigée dans les voies les meilleures pour le plus grand bien à la fois des individus, de la société et de l'humanité tout entière.

CHAPITRE IV

Causes générales et occasionnelles de l'évolution des sociétés (suite). — Influences extérieures : population, milieux, circonstances. — Influences inhérentes à l'individu : races, besoins.

Les causes de l'évolution des sociétés indépendantes du milieu social même se partagent, avons-nous dit, en deux groupes : les causes extérieures et les causes inhérentes à l'individu. La lutte que nous venons de mettre en première ligne, rentre à la fois dans les deux. D'une part elle est un effort d'adaptation aux conditions extérieures, de l'autre elle est une obéissance aux besoins intérieurs forçant l'individu à entrer en lutte avec ses semblables afin de les satisfaire pour le mieux. Les autres causes, secondaires, dont nous allons parler, convergent pour la provoquer.

Influence de la population. — Elle est de tous les stimulants le plus efficace. A l'état de nature, lorsqu'il y avait place pour tous, que les ressources de la nature suffisaient, que l'homme n'avait qu'à se déplacer pour avoir une forêt plus giboyeuse, un cours d'eau plus pois-

sonneux, une plaine plus fertile, la lutte n'avait aucune raison d'être. Il n'avait à combattre que les autres espèces, ce qui lui était facile, et ne voyait dans ses semblables que des camarades dont il faisait sa compagnie. La lutte n'a commencé que lorsque la contrée devint plus peuplée, les subsistances moins abondantes, que la division du travail s'opéra et que les besoins entrèrent en compétition. La guerre entre sociétés, puis, entre classes et individus, en fut la conséquence. Aujourd'hui elle est d'autant plus vive que la population est plus dense et sans écoulement au dehors par l'émigration. Mais ici se présente une question grave. Suivant Malthus, en 1798, les ressources alimentaires croissent en raison arithmétique et la population en raison géométrique; dans un temps quelconque la terre sera incapable de nourrir tous ses habitants. Les faits, depuis un siècle, lui ont donné tort et c'est l'inverse qui s'est produit. Les ressources alimentaires se sont accrues, il y a même surproduction et engorgement, tandis que le rythme progressif de la natalité a diminué parce que les classes éclairées et prévoyantes limitent volontairement le nombre de leurs enfants. Si, à cette cause, qui semble devoir se généraliser dans nos civilisations, l'on ajoute la disposition croissante à se marier tard et, chez les femmes, à reculer devant les devoirs de la maternité, on se demande ce qu'il adviendra. Cependant il y a un fond de vérité dans la proposition de Malthus. Pour le moment il n'y a pas à redouter un excès de population ; la défense des États en exige et, si la guerre éclate, en consommera beaucoup. Mais le jour où toute la terre serait encombrée, comme la Belgique par exemple, et sans soupape d'émigration, on ne pourra qu'être fort embarrassé.

D'autre part, la productivité de la terre a une limite quels que soient les progrès de la science; on ne découvrira pas toujours des espaces vierges qui reculent le problème. L'excès des naissances sur les décès diminue, mais continue; les circonstances sociales qui poussent à avoir moins d'enfants peuvent disparaître; la fécondité naturelle n'est pas atteinte. Un jour ou l'autre, très éloigné il est vrai, il faudra aviser [1].

Influence des milieux. — Ils concernent à la fois les conditions climatériques, topographiques, hydrographiques et telluriques, ainsi que la flore et la faune, qui en découlent. Quoique l'homme soit une espèce cosmopolite, du moins actuellement, et qu'il sache se plier à tous les modes d'existence, leur action est évidente, soit pour le différencier physiquement, physiologiquement et psychologiquement, soit pour modifier, accélérer ou retarder l'évolution des sociétés dont il fait partie.

Les hommes et les caractères ne sont pas les mêmes dans un pays naturellement défendu comme une île, une péninsule, une haute vallée, ou protégé par un désert, une chaîne de montagnes escarpées; dans un pays ouvert à toutes les incursions, dans un pays riche par sa faune, sa flore, ses mines, ses fleuves et ses ports de mer excellents et dans un pays aride, sans pluie, exposé à tous les vents ou marécageux et malsain; sous l'équateur ou sous les pôles. Les stimulants ou les déprimants produisent des effets différents. Le progrès s'opère en raison des

1. Gumplowicz, de Gratz, a une théorie curieuse. D'après lui, les peuples pauvres s'adonnent aux plaisirs vénériens sans se préoccuper de leurs conséquences; ils sont très féconds. A mesure que leur bien-être augmente ils calculent et font moins d'enfants; dès lors ils s'éteignent ou sont subjugués soit par un peuple extérieur neuf, soit par une horde surgie dans son sein. On voit le bout de l'oreille.

difficultés à vaincre, pourvu que celles-ci ne dépassent pas une certaine mesure et n'amènent pas le découragement et la résignation ; il y a une limite où la réaction ne s'opère plus, comme nous l'avons vu des Esquimaux. Plus une contrée est l'objet de convoitises et plus elle a de probabilités d'être occupée par des races élevées et plus la civilisation a de chance de s'y développer. Telles sont les vallées du Nil, du Tigre et de l'Euphrate, des fleuves Jaune et Bleu, de l'Indus et du Gange. L'Europe occidentale, cet appendice de l'Asie, a toujours été le point de mire des barbares de l'Orient et donné lieu aux civilisations les plus avancées. Inversement les contrées peu enviées, comme les déserts du Sahara et de Kalahari, les steppes de l'Asie centrale et de la Sibérie, les hauts pâturages entre les deux chaînes des Montagnes Rocheuses, sont le séjour de populations attardées en civilisation. D'une manière générale, les peuples septentrionaux, soumis à un air vif, sont plus actifs que les peuples méridionaux, énervés par la chaleur et enclins à la paresse ; et cependant, c'est parmi ces derniers que se voient les empires chaldéen, perse et assyrien, Carthage, la Grèce et Rome. Les montagnes donnent asile à des populations tranquilles, sédentaires et laborieuses ; les plaines ingrates à des populations pastorales, etc.

Influence de voisinage. — Elle est considérable, quoique, dans les livres, on ne s'y arrête jamais. Une société ne peut être la même si, à côté d'elle, se trouve une société guerrière et turbulente, ou paisible et sédentaire, une société éclairée, religieuse, aimant les arts, ayant de bonnes lois, ou une société ignorante, sceptique, grossière, mal régie. L'émulation et l'exemple sont des facteurs de premier ordre. On regarde autour de soi, on prend les

mœurs, les coutumes, les défauts et les qualités de son voisin, comme on prend sa langue, sa religion, ses méthodes en science et en philosophie, ses façons en littérature, ses notions en morale. L'imitation est une contagion psychique plus souvent qu'un acte voulu. Elle s'opère entre nations comme, dans leur sein, entre leurs diverses couches. L'entraînement de la mode s'observe dans toutes les branches de la conduite humaine. Les habitudes, comme les idées, se communiquent. Les chefs, les assemblées, les professions cèdent à l'imitation tout autant que les individus.

Influence des circonstances. — Sous ce nom par lequel Lamarck désignait toutes les influences extérieures susceptibles d'agir sur les fonctions et d'y provoquer des changements, nous ne comprenons ici que les incidents se produisant éventuellement et susceptibles d'imprimer une direction nouvelle ou plus vive à une société engagée ou immobilisée dans une autre voie. Le résultat peut être bon ou mauvais, dans le présent ou dans l'avenir. Ces circonstances éventuelles sont violentes ou insignifiantes. Tel, parmi les premières, serait un cataclysme, comme celui du Zuyderzée, sur une vaste surface occupée par une population paisible, ainsi obligée à devenir guerrière pour trouver et conquérir un autre pays où son genre de vie devra se transformer complètement. Telle est une invasion de barbares ruinant une contrée et laissant derrière elle un peuple demi-anéanti qui, de deux choses l'une, ne s'en relèvera pas et entrera en régression, ou secouera sa léthargie, se régénérera et s'engagera dans une voie de prospérité qu'autrement il eût ignorée. Quant aux circonstances légères, futiles même, déterminant les plus grands résultats, les romanciers et le

théâtre les ont mises en relief. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, l'étincelle qui allume le foyer. Sans elle, toutes les causes réunies n'eussent peut-être rien produit. C'est le hasard qui en a décidé à point, la chance bonne ou mauvaise.

Influence des personnes. — Elle est par les hommes ce que la précédente est par les choses. Que, dans les circonstances précédentes, où tout était réuni pour produire un effet, aucun homme ne se présente pour y aider, l'effet pourra manquer ou avorter. Mais qu'inversement une situation soit peu mûre et qu'un de ces hommes d'action ou de génie que l'on qualifie alors de providentiels surgisse, l'événement se produira et pourra amener une révolution. Assurément les hommes sont peu lorsqu'ils ne sont pas l'expression de leur temps, lorsqu'ils ne répondent pas à un besoin général et ne tombent pas à l'heure psychologique. Beaucoup et des plus brillants ont passé ainsi sans que leurs semblables en aient recueilli le moindre profit. Tels sont la plupart des héros du militarisme que l'histoire met au premier rang, qui emplissent le monde de leur bruyante personnalité et ne laissent rien. Mais, à côté de ces inutiles, combien, les uns dont l'histoire ou la tradition ne donnent pas les noms, les autres qu'elles ignorent qui, par un petit détail, un instrument, un procédé nouveau de travail, une loi ou simplement l'exemple, méritent d'être inscrits parmi les agents les plus déterminants de l'évolution! Ce genre d'hommes, ces ouvriers du progrès semblent avoir fait défaut dans les races noires, ils sont rares dans les races jaunes, ils sont communs dans les races blanches. Les étapes de l'évolution forment un réseau dont les voies se relient et, à leur entre-croise-

ment, offrent des points brillants ; ce sont les personnalités qui marquent les changements de voies. Tandis que chez les animaux les changements s'opèrent exclusivement par les circonstances et les milieux, chez l'homme ils s'opèrent plus encore par les personnes. La révocation de l'Édit de Nantes, l'événement le plus désastreux du siècle de Louis XIV et dont nous supportons encore les conséquences, a été engendrée par deux personnes, la maîtresse et le confesseur du roi.

Influence de race. — C'est la première inhérente à l'individu. Si l'on considère la répartition actuelle des divers groupes humains arrêtés ou rétrogradés (ce qui est difficile à distinguer) à l'une des phases sociales que nous avons passées en revue, cette influence est indiscutable. Les races noires d'Afrique et d'Océanie, les plus laides au physique, les plus authentiques, les moins croisées, sont les plus inférieures en civilisation. Beaucoup en sont encore à la période fétichique primordiale ; aucune n'a donné naissance à une forme sociale étendue ; des hordes noires ont constitué parfois des monarchies militaires, mais transitoires, sans laisser de traces ; il n'existe nulle part chez elles de ruines ou de mégalithes accusant une civilisation relative antérieure quelconque ; les quelques ruines signalées dans l'Afrique du sud-est proviennent sans doute de Noirs rougeâtres ou d'Arabes croisés susceptibles d'être rattachés à la première race égyptienne. La race australoïde d'Huxley, dont, en réalité, nous ne connaissons qu'un groupe certain, les Australiens, sont dans le même cas ; ils n'ont rien fondé, rien laissé. La caractéristique de toutes les races noires est l'inaptitude à s'élever par elles-mêmes.

Lorsque l'on passe aux races jaunes, en ayant soin de

mettre de côté les régressés, comme les Esquimaux et les Fuégiens, on les voit partagées en groupes rarement inférieurs, dans de bonnes conditions, comme les Botocudos; souvent à un niveau moyen, comme les Polynésiens, les Indiens des deux Amériques d'une manière générale et les Dravidiens de l'Inde; mais souvent aussi à un niveau plus ou moins élevé, comme les Aztèques de Montézuma, les constructeurs des temples du Yucatan, les Péruviens de Manco-Capac et, plus près de nous, les Malais, les Chinois, les Indo-Chinois et les Japonais. La caractéristique des races jaunes est assurément une certaine intelligence des moyens de satisfaire les besoins immédiats de l'existence et de rendre celle-ci agréable; mais elles ont peu d'initiative, ne savent pas s'élever un peu haut et sont sujettes à s'immobiliser au point où elles se trouvent.

Restent les races blanches. Nulle part on n'en découvre à des phases inférieures. Elles avaient déjà une civilisation relative en Europe aux époques préhistoriques du Renne des Palafittes et de Hallstadt. Elles ont eu leur phase de barbarie, comme les Francs et les Germains, mais déjà élevée. En Orient, en Afrique, dès les premières lueurs de l'histoire, leurs civilisations sont étonnantes, elles cultivent les sciences, les lettres. Si l'on me permet d'exprimer une opinion hardie, peut-être prématurée, voici ce que je pense des races blanches. Je les réduis à quatre. La première, brune, petite et dolichocéphale, comprend la race méditerranéenne dont j'ai précédemment parlé, par conséquent les Grecs et les Romains, les Berbers et les Egyptiens, plus la totalité des Sémites anciens et modernes de la linguistique. La seconde, brune aussi, mais de haute taille relativement, comprend les conquérants

de l'époque védique dans l'Inde[1], les Persans et quelques témoins sur lesquels je ne puis m'arrêter. La troisième comprend les brachycéphales Celto-Slaves, sur la parenté desquels, avec quelque groupe asiatique ancien dont les Galtchas sont actuellement les plus proches représentants connus, je me réserve. La quatrième est la race dolichocéphale, blonde et de haute taille actuellement prédominante dans la partie septentrionale de l'Europe. Eh bien, si l'on met de côté la troisième, la race brachycéphale, qui, quoique nombreuse et prolifique, a joué dans l'Europe préhistorique un rôle subalterne[2], ce sont ces races qui ont fondé dans notre hémisphère tous les grands États, toutes les grandes civilisations antérieures et postérieures à l'ère chrétienne. Ce qui caractérise les races blanches, c'est leur aptitude à évoluer par elles-mêmes, à s'assimiler les résultats de l'empirisme des autres, leur besoin d'un confort de plus en plus grand, leur activité cérébrale dans toutes les directions et leur esprit d'initiative que, pour l'une d'elles, le mot « go head » exprime si bien.

Il n'est donc pas un instant douteux que la race n'ait une influence considérable sur le développement des sociétés humaines. Toutes les races, à notre avis, favorisées par les

1. P. Topinard, *L'Anthropologie du Bengale*, in *l'Anthropologie*, année 1892.

2. Mon opinion que la race celto-slave est l'un des embranchements primitifs des races jaunes apparu à l'époque néolithique, expliqne le rôle subalterne qu'elle y a joué et qu'elle joue ultérieurement. Sédentaire de mœurs, suivant le mouvement des populations avec lesquelles elle est en contact mais sans initiative notable personnelle, émigrant volontiers mais revenant au clocher, se prêtant à toutes les occupations, laborieuse, économe, sobre, ayant peu de besoins, elle rappelle le peuple chinois. Le fait, qu'en Europe entre les races brune et blonde si portées au progrès elle soit restée stationnaire, comme les Chinois, mérite d'être remarqué. Exemples de cette race : les Savoyards et les Auvergnats, ceux que je connais le mieux.

circonstances, peuvent, surtout au contact de races plus fortes, progresser. Mais toutes n'ont pas la même aptitude et beaucoup ont dû s'éteindre que nous n'avons jamais connues et que l'anthropologie anatomique elle-même ne peut pressentir. Il y aurait ici un chapitre fort intéressant à écrire sur les caractères psychologiques des races à ce point de vue.

Influence des langues. — Au commencement de ce siècle, quand la linguistique comparée prit naissance, un engouement se produisit qui atteignit son apogée lorsque Balbi, pour le modérer, publia, en 1826, son : « *Introduction à l'Atlas ethnographique du globe.* » Jusqu'en 1869 environ, et malgré la brillante discussion qui eut lieu à la Société d'Anthropologie de Paris, on confondit les peuples et les races, les langues et les races. Ces temps sont passés; on est revenu aujourd'hui à la note vraie. On sait que les langues se perdent, se donnent, se remplacent en totalité ou en partie, que leurs frontières avancent ou reculent sans qu'il y ait de relation avec les races, au gré des circonstances et souvent des diplomates. Il y a les Aryens de la linguistique, mais il n'y a pas de race aryenne, il y a une race française au point de vue de la linguistique, il n'y en a pas au point de vue de l'anthropologie. Mais si la langue n'a aucune relation avec la race, elle en a avec le peuple ou la nationalité. Une langue commune resserre les liens entre les fractions différentes d'une même population, en favorisant les échanges d'idées et les rapports d'affaires. Elle aide au mélange, au croisement et à la fusion des races, comme du reste tout ce qui tend à rapprocher les individus, à diminuer les malentendus et les causes de conflit : une même religion, des coutumes analogues, des intérêts semblables

C'est dire la grande influence que les langues ont exercée sur les développements sociaux. Deux individus qui se comprennent sont plus près de s'entendre et de fraterniser, qu'ils soient ou non de sang différent. Assurément il y a des fédérations d'États, grandes et petites, qui se maintiennent entre groupes de langues et de religions différentes. Mais, c'est qu'il y a des circonstances qui en corrigent les inconvénients, des avantages supérieurs qui en résultent. Souvent, d'ailleurs, l'union n'est qu'à la surface, ces États forment des sous-individualités nationales dont il faut toujours craindre la rivalité. La communauté de langues entre des groupes humains épars ou rapprochés ne prouve qu'une chose, c'est qu'à un moment quelconque ils ont vécu ensemble pendant un temps prolongé. Les nations sont les produits des événements de l'histoire et de la politique[1].

Influence des besoins. — Excitants et produits tout à la fois de la lutte des hommes entre eux et contre la nature, se multipliant et se différenciant à l'infini dans le cours des temps en raison de l'activité déployée, les besoins sont à l'intérieur des individus ce qu'à l'extérieur sont les milieux et circonstances. Lamarck l'a parfaitement compris, il faisait des besoins le second anneau de sa chaîne. Les circonstances extérieures, disait-il, engendrent les besoins, les besoins engendrent des actes qui deviennent des habitudes, les habitudes par excès ou défaut d'usage des organes adaptent ceux-ci à la fonction qui leur est demandée.

1. P. Topinard, *Le principe des nationalités*; revue critique à propos de la péninsule des Balkans, in *Revue d'anthropologie*, p. 124, 1886. — Id., *La race en anthropologie*, in *Comptes rendus du congrès international d'anthropologie et de préhistorique* de 1892, à Moscou.

La doctrine de Lamarck, opposée à la doctrine de Weismann, ayant repris aujourd'hui la position qui lui est due, entre autres aux États-Unis où elle a été défendue par le regretté paléontologiste Cope, nous donnerons un résumé du mécanisme du besoin. Il y a trois sortes de phénomènes à distinguer dans l'organisme des animaux supérieurs. Les premiers se passent à l'insu de l'animal et ne donnent lieu qu'éventuellement à des sensations générales sourdes, de la nature desquelles il n'est pas averti. Exemples : la circulation, les sécrétions, le mouvement nutritif intersticiel, voire la digestion. Ils existent déjà dans les organismes les plus inférieurs où ils obéissent aux Moi partiels dont nous avons parlé, localisés dans les ganglions lorsque ceux-ci ont apparu, et se continuant dans les organismes supérieurs. Les seconds ont leur point de départ dans des sensations localisées aussi mais nettement perçues qui sollicitent l'organisme à réagir et donnent lieu à des besoins précis. Ils sont organiques aussi mais sentis et provoquent des réactions motrices qui se produiraient même chez l'animal privé de cerveau, c'est-à-dire sans que celui-ci en ait conscience. Les troisièmes sont les besoins cérébraux, soit qu'ils aient leur source dans une impression périphérique transmise au cerveau, dans le souvenir d'une impression semblable antérieure, ou dans une tendance acquise ou spontanée du cerveau ou d'une partie quelconque de sa substance. Ce sont ceux sur lesquels nous aurons le plus à insister, ceux pour lesquels l'homme social se multiplie et se différencie à l'infini et qui ont une influence majeure sur l'évolution à la fois des individus et de la société. D'où les trois groupes : besoins inconscients, besoins organiques perçus et besoins céré-

braux généralement conscients. Entre eux, du reste, il n'y a pas de démarcation arrêtée, toutes les variétés se présentent.

Prenons un premier exemple de fonctionnement du besoin. Soit un animal placé dans un milieu nouveau où, pour vivre, il faut qu'il respire davantage. La quantité d'air étant insuffisante, une impression pénible se produit dans les poumons qui retentit dans tout l'organisme. C'est le besoin, c'est-à-dire une sollicitation à la fois locale et générale d'avoir à respirer plus énergiquement. L'animal y répond en contractant fortement ses muscles respiratoires, le poumon se dilate davantage, il y entre plus d'air, la circulation s'accélère, l'organisme en éprouve du bien-être, il est satisfait. La même sollicitation se répète, la même réponse y est faite. L'animal prend l'habitude des mêmes actes. Cette habitude se répétant de génération en génération se transmet, se fixe et devient un instinct, c'est-à-dire une simple action réflexe, dans laquelle la volonté ne daigne plus intervenir. Comme conséquence, les muscles respiratoires ont augmenté de volume; leurs fibres se prêtant le mieux au genre de respiration demandé se sont hypertrophiées, tandis que celles ne s'y prêtant pas se sont atrophiées. Le tissu pulmonaire plus actif a augmenté, ses aréoles se sont multipliées, ses réseaux vasculaires et nerveux sont plus riches. L'adaptation à la condition nouvelle d'existence est accomplie.

Un second exemple est celui de l'animal qui, ne trouvant plus autour de lui ses aliments habituels, se voit forcé d'essayer d'un autre régime et de s'y habituer. Sous peine de mort de l'espèce, ses dents, ses muscles masticateurs, ses glandes salivaires, ses mâchoires, son

estomac et même son intestin sont obligés de se modifier et de s'adapter à la longue au travail nouveau qui leur est demandé.

Passons à un cas plus général et plus topique. Par le fait seul qu'un organe travaille davantage, le sang y afflue en plus grande abondance et stimule de plus en plus l'organe, sa sensibilité s'accroît, sa somme de vie grandit. Les excitations se répétant, la suractivité s'accélère en vertu de la vitesse acquise s'ajoutant toujours à elle-même. On aboutit ainsi à cette proposition majeure que tout organe en travail, toute fonction en activité porte en soi le principe de sa propre stimulation. Il y a plus : un organe n'est pas également sollicité au travail dans toutes ses parties, les unes travaillent beaucoup et librement, les autres travaillent peu, sont gênées, ou languissent et se reposent. Comme conséquence, les unes s'hypertrophient, les autres s'atrophient. C'est ainsi que, par fonctionnement augmenté sur certains points et diminué sur d'autres, la main postérieure préhensile des singes se transforme en un pied adapté à l'attitude bipède de l'homme. C'est la loi de Lamarck de l'usage et non-usage des organes qui, par la répétition de génération en génération, aboutit enfin à l'adaptation nécessaire. Le besoin débute, les efforts suivent, l'adaptation est la conséquence. Le principe que les organes portent en eux le principe de leur propre activité, différenciabilité et transformabilité s'étend à tous les organes tant extérieurs qu'intérieurs : articulations, muscles, nerfs, cœur, poumons, cerveau.

Prenons le cerveau. Organe éminemment vasculaire, très impressionnable aux excitations venant du dehors, emmagasinant des causes intérieures supplémentaires

d'activité qui s'éveillent à un moment donné, nul n'est plus soumis à la loi de l'usage ou du non-usage, soit de l'organe en masse, soit de l'une ou de l'autre de ses parties; nul ne porte plus en soi le principe de son perfectionnement, de sa différenciation en rapport avec le genre de travail auquel il se livre et de la multiplication indéfinie dans la forme de ses facultés. Les parties qui travaillent s'hypertrophient, se différencient, des communications s'établissent entre celles le plus souvent en rapport ou disparaissent entre celles dont les relations diminuent. Ces phénomènes sont visibles chez l'individu. On sait que l'asymétrie des circonvolutions est de règle chez l'homme, plus grande chez ceux travaillant beaucoup de leur cerveau, mais qu'elle est secondaire chez les individus et due à ce que, des deux hémisphères, l'un prend l'habitude de travailler davantage. Toutefois, dans le cerveau, il y a quelque chose de spécial, le principe de stimulation intérieure n'est pas simplement organique, il est le plus ordinairement senti. C'est le besoin cérébral, ou mieux les besoins cérébraux sous les formes nombreuses qu'ils arrivent à revêtir dans le cours de l'évolution du cerveau humain. Ce besoin, ce stimulant interne au travail cérébral, acquiert une intensité surprenante chez certains des individus qu'on appelle les intellectuels. Il a pour corollaire le plaisir éprouvé comme c'est la règle chaque fois qu'un besoin est normalement satisfait. Stimulant et récompense sont intimement liés. Exemple : lorsqu'un individu joue aux cartes ou aux échecs avec acharnement, lorsqu'il cherche la solution d'un problème sans aucun intérêt pratique. Tels sont le malade et le vieillard à l'esprit encore vert qui, jusqu'à leur dernier instant,

pensent, composent, écrivent leurs idées. Cette activité obligatoire n'est, du reste, qu'une des formes de la grande loi biologique d'expansion, première cause de l'évolution de la vie dont nous avons parlé page 25.

Le besoin et les phénomènes qui s'y rattachent se décomposent comme il suit chez l'homme et les animaux. Soit, par exemple, la faim. Elle comprend : 1° la sollicitation consistant en une sensation générale de langueur ou une sensation épigastrique de vide d'où résulte le désir ou l'appétit; 2° la satisfaction de ce désir; 3° le plaisir qui en est la conséquence; 4° la satiété; 5° l'emmagasinement dans la mémoire des circonstances dans lesquelles s'est produit le plaisir et de la manière dont il a été obtenu; et plus tard, en présence d'une de ces circonstances, le souvenir qui, à lui seul, réveille le désir antérieur. Les nuances éprouvées dans le plaisir sont le premier agent de différenciation des besoins. L'animal acquiert des préférences pour telle proie, tel genre d'habitation; il fait une différence entre la forêt, la plaine et le marécage, entre la vie solitaire et en compagnie; il trouve un avantage à cacher ses os dans quelque trou, à gratter la terre dans certains cas, à se rouler dans la poussière ou la boue pour se garantir des insectes. Autant de besoins spéciaux en résultent qui se transforment en habitudes ou instincts.

Chez l'homme, l'origine et la dichotomisation des besoins sont semblables, sauf que, possédant la pensée intelligente et ajoutant au plaisir physique un plaisir psychique, leur différenciation est chez lui sans borne. Ainsi, à l'origine, il mange avec ses doigts et boit à même le ruisseau. Un jour il imagine des ustensiles et de la poterie; dorénavant il ne peut plus s'en passer,

c'est un besoin de boire dans des vases. Plus tard, il lui faut une table, un siège pour être à l'aise, puis des vases élégants et décorés, et toutes sortes de superfluités; jadis il les eût considérés comme inutiles, à présent c'est une nécessité. De même il allait nu, il commence par s'attacher quelques loques, puis il prend des fourrures, des étoffes riches. Et ainsi de toutes choses. Sans cette différenciation des besoins, le progrès ne se fût pas fait. Mais, avec leur multiplication, la vie devint complexe, il fallut travailler davantage, chercher d'autres ressources, des matières premières pour l'industrie. Trois heures suffisaient par jour pour satisfaire ses désirs, il en faut dix à présent. Ainsi, à la chasse s'ajoutèrent l'échange, l'élevage du bétail, l'agriculture. Il construisait sa demeure seul, il dut recourir au charpentier, au serrurier, au vitrier : avoir des carreaux à ses fenêtres devint un besoin impérieux. Dorénavant il n'y a plus de limite, l'individu veut avoir la plus belle habitation possible, une propriété plus étendue, il veut jeter de la poudre aux yeux, avoir une position faisant envie, une part dans l'État. Autant de désirs, de besoins auxquels il ne peut résister et qui constituent les stimulants par excellence de l'activité individuelle, les promoteurs de la concurrence et de la lutte, les agents du progrès.

Mais tout cela, ce ne sont guère que les besoins physiques, les uns en rapport avec les nécessités quotidiennes urgentes de la vie; les autres apportant un certain bien-être et élargissant le cercle des satisfactions; d'autres, supplémentaires, superflus mais aboutissant à une vie plus remplie, plus ample. Quoique le cerveau intervienne de plus en plus dans leur échelle hiérarchique, ils ne

comprennent pas les besoins cérébraux proprement dits, ceux ayant leur source directe dans la sensibilité et l'activité propre de cet organe.

Les besoins cérébraux propres sont de deux sortes : sensitifs et intellectuels. Les premiers dérivent de cette sensibilité cérébrale intérieure qui permet au Moi de connaître les sentiments qu'il éprouve, les impulsions auxquelles il doit résister ou céder, et les raisonnements qu'il se fait. Les seconds sont en rapport avec les opérations auxquelles se livrent les facultés, et qui conduisent à des idées et des volitions. Les besoins sensitifs sont passifs, quoique sujets à se transformer en passions, et à donner lieu aux actions les plus violentes. Les besoins intellectuels sont actifs, quoique non toujours suivis d'actes. Exemples des premiers : le besoin de croire, d'adorer et de prier; le besoin d'aimer, de se dévouer et d'être aimé; le besoin de briller, d'être admiré et écouté; le besoin de se faire un nom, d'acquérir de la gloire. Mais déjà ici se mêlent d'autres incitants en rapport avec les seconds. Exemples de ceux-ci : le besoin de savoir, de chercher, de découvrir, d'expliquer, d'appliquer; le besoin d'inventer, de créer, d'imaginer, de se donner un but, de se faire un idéal. Les uns et les autres sont d'autant plus développés en général que la capacité cérébrale physiologique est plus grande, soit dans l'échelle des variations individuelles au sein d'un même groupe, soit dans l'échelle hiérarchique des races humaines. Parmi les premiers se placent la religiosité dont de Quatrefages a fait la caractéristique de l'homme, et parmi les seconds la raison indiquée par Linné, les deux donnant lieu au Règne humain de E. Geoffroy-Saint-Hilaire. Les uns et les autres sont les plus appro-

priés pour exprimer la note dominante du caractère spécial des individus.

Et cependant ces besoins ne sont pas exclusifs à l'homme, on les retrouve chez les animaux, dans des proportions parfois très fortes. Le Chien, par exemple, qui guette le moindre geste de son maître, le suit comme son ombre, le regarde avec amour, l'adore comme un être supérieur, et alors même que ce maître le tue d'un coup de fusil, meurt avec des larmes dans les yeux, obéit à un besoin cérébral, et trouve sa récompense dans le sentiment même de ce besoin. L'Oiseau qui voltige avec ses semblables, le Mammifère qui s'ébat avec eux, partage leur existence et se dévoue pour eux à l'occasion, est mû aussi par un besoin cérébral que consacre le plaisir tout cérébral qui en résulte. Le Cheval ou l'Ane sauvage qui se fait chef de troupe pour protéger et aussi tyranniser de plus faibles, est poussé par un besoin cérébral; l'intérêt n'intervient pas, il obéit à son cerveau. Le Coq de combat, qu'on lance dans un cirque contre un de ses semblables qu'il n'a aucun motif de haïr, n'est poussé non plus par aucun motif organique. Ses centres nerveux commandent. sa récompense est dans la gloire obtenue : c'est plus qu'un réflexe médullaire, il y a évidemment une impulsion psychique. Le Singe qui tourne et retourne en tous sens une vis pour savoir comment elle pénètre dans une cavité, ou une clef dans une serrure pour ouvrir une porte, ne s'inquiète pas de l'usage qu'il en fera. Réussir à trouver est toute sa joie. Il obéit à son cerveau, qui, en retour, lui donne la récompense inhérente au besoin satisfait.

Chez l'homme, les manifestations des besoins cérébraux sont le sujet le plus vaste de son histoire dans le passé

et dans le présent. Sous la forme d'actes, d'idées, de découvertes, d'œuvres, dont profitent les générations successives, et qui vont s'amoncelant, elles reflètent et expriment toute l'évolution des sociétés. Dans le prochain chapitre, nous nous attacherons à celles ayant trait aux besoins intellectuels, réservant les besoins sensitifs pour le chapitre venant après.

CHAPITRE V

Besoins intellectuels. Évolution de l'esprit humain. Sciences, arts et lettres, philosophie.

Classer les besoins intellectuels et les facultés dont ils ont favorisé le développement, les partager en un certain nombre de souches à la façon de Gall et de psychologistes récents, et montrer comment se sont opérées les différenciations; suivre de même les idées qui leur correspondent, les unes simples et concrètes, les autres générales et abstraites, et en déterminent la filiation; autrement dit retracer l'évolution de ces besoins, facultés et idées rentrerait assurément dans notre cadre, mais a trop d'importance pour ne pas être l'objet d'un livre spécial. Je laisse la tâche aux psychologistes spéciaux, et ne veux que résumer quelques-unes des directions suivies, en prenant comme exemple des sujets d'ordre général : tels que les sciences, les arts et les lettres, et la philosophie, celle-ci partant d'idées mystiques et aboutissant, aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, par une voie latérale, à des aperçus sur la nature de l'homme et les conditions

de la vie sociale qui seront une introduction à ce qu'il nous reste à dire sur ce sujet.

Il y a deux types d'organisation cérébrale très opposés dans la manière de considérer les choses. Les objets extérieurs au repos et en mouvement ne nous sont connus que par les sens, et pour plus de précision par des images comparables à des photographies instantanées, dont le Moi central prend connaissance et qu'il case dans la mémoire, pour être reprises ultérieurement et rapprochées d'autres images se produisant ensuite. Ces images visuelles, auditives ou autres, sont les matériaux sur lesquels les facultés cérébrales s'exercent, qu'elles dépouillent et classent, et dont elles tirent des idées [1] d'ordres divers, les unes immédiates, simples, les autres embrassant un plus grand nombre de faits, d'autres s'élevant et généralisant davantage, d'autres quintessenciant les précédentes, c'est-à-dire abstraites. Or certains esprits ont le don de ne pas perdre de vue les images initiales et de ne pas confondre avec elles les idées-conceptions qu'ils en tirent; ils savent faire la part des modifications qu'a pu leur faire subir leur sensibilité personnelle, planer au-dessus d'elles, et juger en simples spectateurs. C'est le type objectif. D'autres, au contraire, se laissent entraîner par le travail auquel ils ont soumis ces images, les confondent avec les idées générales et abstraites qu'ils en ont tirées, et finissent par croire qu'elles sont l'illusion, et leur conception la réalité. C'est le type subjectif. Les hommes du premier genre sont les observateurs; ceux du second genre sont des créateurs. Ils sont à des pôles opposés. Les premiers ont

1. Le mot idée vient du grec εἶδος, une représentation ou image. Platon est le premier qui s'en soit servi dans son sens philosophique.

donné naissance aux sciences, les seconds aux arts et aux lettres, la philosophie tenant le milieu.

Sciences. — Issues du besoin de savoir et d'expliquer, mais tempérées par un esprit de méthode sévère entre les mains d'hommes calmes, ne se laissant pas entraîner à des explications hâtives, elles comprennent deux phases : l'une, très étendue, dans laquelle on s'attache à des sujets circonscrits et pratiques et se contente de lier les faits faisant partie de ces sujets; l'autre, récente relativement, dans laquelle toutes les connaissances se prêtant main-forte mutuellement, elles s'élèvent aux vues les plus élevées, ou lois, les unes propres à chaque sujet, les autres communes à tous.

Les premiers pas sont dans la voie de l'observation des faits qui étonnent, et qu'on explique naïvement parfois comme l'on peut. C'est par le hasard ou par tâtonnements que se sont opérées les premières découvertes utiles au genre humain et non par le raisonnement; que l'on a appris, par exemple, à façonner, cuire et vernir les premiers vases; à faire du bronze en mélangeant de l'étain au cuivre; à employer le marteau, le levier, les plans inclinés, le coin, les rouleaux en mécanique; à lancer le boomerang, etc. L'observation des phénomènes périodiques de la nature, le besoin de prédire la pluie, celui de s'orienter la nuit à l'aide des étoiles, conduisirent certainement au premier ensemble d'explications un peu coordonnées, méritant le nom de science. L'honneur en revient aux prêtres chaldéens, égyptiens, et peut-être aussi chinois. A sa suite serait venue la science des nombres que l'on fait remonter à Thalès six siècles avant notre ère, mais qui certainement remonte plus loin, quoique le peu de précocité de la numération chez

les sauvages soit une objection. De bonne heure aussi prit naissance la médecine, très empirique d'abord, et que l'on ne voit se régulariser qu'au temps d'Hippocrate, lorsqu'on suspendait aux colonnes du temple de Cos le récit de sa guérison. Le rôle de l'observation initiale dans les sciences est non moins manifeste chez Aristote, auquel Alexandre donnait toutes les facilités pour étudier les animaux dont il avait besoin, qui eut des précurseurs et que, néanmoins, on peut considérer comme le fondateur de l'Histoire naturelle par son *Histoire des Animaux*. L'élan était donné, mais il ne vint que tard, puisque deux mille cinq cents ans nous en séparent, tandis qu'auparavant l'homme déjà avait existé vingt mille ans et plus. D'autres sciences datent de cette époque ou de quelques siècles après : la physique avec Archimède, l'anatomie humaine avec Erasistrate et Hérophile, la géographie avec Ptolémée pour le moins. On était, dans l'antiquité, plus praticien que théoricien, ainsi qu'en font foi la science de la navigation, la science de la guerre, et même la science politique avec Minos, Solon, Platon et Aristote encore. Deux événements arrêtèrent le mouvement commencé : le Christianisme, qui entraîna les esprits dans une autre voie, et l'irruption des Barbares. Le soleil ne luit à nouveau, du moins en Europe, qu'au XVI[e] siècle, lorsque les connaissances sauvées par les Arabes ou enfouies à Constantinople se répandirent en Occident. Depuis, c'est-à-dire dans la seconde phase, avec la diffusion qu'a engendrée l'imprimerie, l'évolution des sciences a pris une marche accélérée, et aujourd'hui présente le plus merveilleux spectacle. Les Darwin, les Pasteur, les Edison n'en sont qu'une étape avancée. Le mouvement n'est pas près de

s'arrêter, et l'imagination ne peut concevoir le terme qu'il atteindra.

La méthode scientifique est surtout fixée, et, quoique débordée parfois par des excès d'imagination et de raisonnement, se résume ainsi. Ne considérer les choses qu'objectivement, en supprimant sa personnalité et écartant toute sentimentalité, toute hypothèse *a priori*; procéder par l'observation analytique du simple au composé, du connu à l'inconnu, du particulier au général; serrer les faits de près, les grouper, en induire progressivement ce qu'ils comportent seulement; contrôler ces inductions par la méthode expérimentale, ne pas abuser des abstractions, et ajourner les explications lorsque les faits vous abandonnent.

Le point essentiel à retenir dans cet aperçu, c'est que le développement des sciences a été tardif, modeste à son origine, et ne se présente que depuis peu comme la plus haute et la plus utilitaire des productions de l'intelligence humaine.

Arts et lettres. — Ce qui fait l'artiste ou le poète est la résultante de facteurs multiples, savoir : 1° le plaisir que donnent au Moi les images qui lui sont transmises, particulièrement par la vue et l'audition, lesquelles laissent un souvenir qui à l'occasion reproduit les mêmes images; 2° une disposition synthétique particulière permettant de mieux percevoir l'équilibre des sensations ou leur harmonie, et de s'élever à un sentiment général dit esthétique; en grande partie, du reste, le produit des habitudes ancestrales transmises et de l'éducation individuelle; 3° la faculté de composer, d'inventer, de créer grâce à une imagination plus ou moins vive; 4° le besoin de donner un corps à ses conceptions en les exprimant

par la musique, la peinture, la sculpture, la parole ou l'écriture; 5° une faculté digitale heureuse dans certains de ces cas. Nous laissons en dehors les hommes à part que les sciences et les arts réclament également, tels que Léonard de Vinci et Michel-Ange, à la veille et dans le cours de cet étonnant siècle de Léon X.

Il nous eût été facile tout à l'heure de montrer que les facultés qui, chez l'homme, ont engendré les sciences, existent à l'état de germe chez les animaux, notamment chez l'éléphant et les singes. Il est non moins facile de montrer que celles qui ont conduit aux arts et lettres s'y retrouvent aussi sous forme de certaines sensations qu'ils distinguent et ressentent. Les oiseaux s'écoutent mutuellement chanter soir et matin, se répondent et se livrent à de véritables concerts. Les serpents se laissent charmer par la flûte. Le cheval s'anime au son des fanfares. Tels chiens souffrent en entendant certains sons; d'autres c'est l'inverse : on connaît l'histoire de ce chien qui, chaque fois que sa maîtresse se mettait au piano, accourait, s'installait immobile derrière la porte et écoutait. Les singes frappent en cadence sur les arbres avec des bâtons. Sommes-nous certains que quelques animaux n'éprouvent pas une émotion par une belle matinée, lorsque la nature, avec ses couleurs brillantes, ses effluves enivrants, est en fête? Ne sont-ce pas les conditions qui, chez l'homme, développent le mieux le sentiment esthétique? Toutefois, chez l'animal, aucune trace n'existe de la faculté de reproduire des choses vues ou senties; le singe est très imitateur, mais des gestes et des actes seulement. Cette faculté était réservée à l'homme, en même temps, sans doute, qu'il acquérait celle de rendre sa pensée par des signes graphiques et par le langage.

Aussi loin que les renseignements archéologiques permettent de remonter, aussi bas que nous descendions dans l'échelle des sauvages, nous découvrons quelque goût artistique. On connaît les dessins des Troglodytes de la Vézère, des Boshimans et des Australiens. Nous avons vu sous nos yeux une Boshimane [1] de douze ou quinze ans esquisser des dessins pleins de justesse et d'esprit. Les chants et les danses, avec accompagnement sur des instruments grossiers, sont l'un des plaisirs les plus constants et les plus recherchés des sauvages dans tous les pays. Lorsque les Esquimaux ont une querelle à vider, ils se provoquent à une sorte de duel où chacun fait assaut de chants et de poésie. Les collections de dessins et de chants recueillies par les Américains chez les Peaux-Rouges remplissent les publications de *Smithsonian Institute*. Si, de là, on passe aux premières demi-civilisations et civilisations de la protohistoire et de l'histoire, l'art décoratif sur vases et édifices, l'architecture et même la littérature nous apparaissent d'emblée à un degré très remarquable. Je n'ai pas à rappeler les temples assyriens et égyptiens. Vers l'an 1000, à l'aurore de la Grèce, se voient les poèmes d'Hésiode et d'Homère, et au siècle de Périclès une architecture, des ustensiles artistiques, un art décoratif qui n'ont pas été dépassés. Les noms de Phidias, d'Apelle, de Thucydide, de Sophocle parlent haut.

Les arts et les lettres ont eu depuis de nombreux et de brillants représentants, mais d'une façon intermittente. Les procédés techniques ont progressé, ont permis d'exprimer sous des formes plus variées les conceptions du

1. P. Topinard, *Description de quatre Boshimans*, in *Bull. Soc. d'anthrop.*, Paris, 1886, p. 530.

génie. Plus d'individus se sont révélés, un plus grand nombre d'œuvres ont vu le jour, on a beaucoup cherché, on a multiplié les genres, on est tombé parfois dans l'excentrique, mais en lui-même l'art n'a pas progressé.

De tout ceci nous pouvons conclure que la faculté artistique et poétique est une des premières qui soit éclose chez l'homme, que rapidement elle a atteint un point presque culminant, qu'elle s'est diversifiée, mais qu'il n'est pas certain qu'elle ait grandi depuis vingt siècles.

Philosophie. — Le troisième genre d'activité cérébrale, né du besoin de travailler, inhérent à tout organe et particulièrement au cerveau, et trouvant en lui-même la récompense qui en est la consécration, est la philosophie. Il est intermédiaire, avons-nous dit, au genre d'activité cérébrale qui a engendré les sciences et au genre qui a engendré les arts et les lettres. Comme le premier, il répond au besoin de savoir et d'expliquer ; comme le second, il procède du sentiment subjectif, il invente, crée et souvent prend ses conceptions pour des réalités.

Voyons son origine et ses développements qui nous montreront comment, sur certaines questions, progresse la pensée humaine. Elle nous amènera à résumer quelques-unes des idées générales qui ont exercé le plus d'influence sur l'évolution des sociétés et sur la conduite morale qu'y tiennent les individus. A l'origine elle répond à ce besoin qu'a l'enfant de traduire ce qu'il ignore en termes mystérieux, et qui conduit l'adulte à la création de religions et de systèmes philosophiques variés. Plus tard, lorsque son horizon s'étend, elle enfante les notions sur lesquelles repose la science sociale moderne.

Les animaux, ainsi que nous l'avons vu, mis en présence d'un phénomène qu'ils ne comprennent pas, sont pris de terreur et se sauvent affolés. Le sauvage fait de même, mais il cherche une explication en comparant ce phénomène à ce qu'il observe sur lui-même. Il suppose que ce phénomène ou l'objet qui en est le siège a une existence analogue à la sienne, des sentiments du même genre. Plus tard, découvrant ou croyant découvrir que, en lui, il y a deux êtres, l'un corporel, l'autre spirituel, il adapte cette croyance à tout ce qui l'entoure : pierres, plantes, animaux, astres. Cette seconde phase a reçu un nom, c'est l'animisme de Tylor. L'homme y est regardé comme étant simplement superstitieux. De ces objets ou de l'esprit qu'il leur suppose, de leur double, dit-on parfois, il fait des fétiches. Adorer les produits de son imagination est bien en effet de la superstition. Les religions ne sont venues que plus tard, plus ou moins naïves d'abord, avec leurs fondateurs, les prêtres.

Longtemps le sorcier, c'est-à-dire un homme moins crédule que les autres, réfléchi, habile à tirer parti des superstitions de ses semblables, fut isolé dans le clan. Médecin en plus, il donnait des amulettes chassant les esprits du corps des malades et faisait tomber la pluie. Craint et considéré, on le consulta bientôt dans les conseils et au départ d'une expédition. A ces fonctions s'ajoutèrent la prévision des événements, les sacrifices pour conjurer le mauvais sort. Avec l'accroissement de la population le nombre des sorciers augmenta comme de juste, la profession était trop lucrative pour ne pas susciter la concurrence. Naturellement, ils furent portés à s'entendre d'un clan à l'autre, à se concerter pour maintenir leur prestige, à régulariser les rites et

croyances qui faisaient leur force. Ils devinrent une caste, la caste sacerdotale, se recrutant d'elle-même ou héréditaire. Ce furent les prêtres. Plus éclairés, plus intelligents, plus disposés à méditer, ils étaient enclins plus que tout autre à chercher aux phénomènes de la nature des explications sérieuses, à distinguer des causes générales à côté des causes particulières, à réduire par conséquent le nombre des esprits, à se rallier aux plus importants dans leur opinion et bientôt même à symboliser leurs conceptions. Parallèlement, dans maintes sociétés, comme nous l'avons vu, existait le culte des ancêtres dans les familles, conduisant à celui des héros légendaires du clan, des personnages ayant rendu des services. Les deux ordres d'idées devaient se fusionner aisément. S'adressant à des gens simples, pour lesquels il fallait matérialiser les choses, les prêtres imaginèrent des fables, des mythes qui, sous une forme tangible, avaient la prétention d'expliquer l'origine du monde, les phénomènes de la nature et, par la même occasion, de dicter la conduite des hommes dans le sens le plus avantageux à eux et à la classe élevée qui s'associait à eux et les soutenait. Ce furent les premiers essais de la philosophie, à son origine aussi utilitaire que mystique.

L'animisme ne fut longtemps qu'un naturalisme grossier, entretenu peut-être à dessein dans les classes populaires. Par la méthode des survivances on le retrouve plus ou moins partout. Il est général aux Indes au temps des Védas, dans toute l'Égypte ancienne, en Chine avant Confucius. Il fait concurrence à la religion familiale des ancêtres qui existe parallèlement. Par degrés pourtant, le nombre des esprits diminue, quelques-uns d'un caractère plus général priment les autres. Tels furent les

génies de la lumière et des ténèbres, les génies du bien et du mal en lutte l'un avec l'autre; puis les génies du ciel, de la mer, du feu, de la guerre, des moissons sous les noms, chez les Grecs, de Jupiter, Neptune, Pluton, Mars, Cérès. Ainsi se constituèrent des hiérarchies de divinités, des Olympes de dieux et de demi-dieux dont les aventures anthroponorphes étaient racontées et embellies par les poètes. Ce fut la phase du polythéisme raffiné, naturaliste à la base, parfois symbolique vers les sommets, une partie pour le peuple, une partie pour les initiés.

Les religions donnaient une consécration à une foule d'usages et de cérémonies dont vivait la classe sacerdotale et qui étendaient sa puissance, mais elles avaient aussi des effets politiques. Tantôt elles laissaient complètement le pouvoir aux prêtres. On sait que la monarchie égyptienne prit naissance vers 5000 avant notre ère, lorsque Menès, dans la Haute-Égypte, renversa la domination sacerdotale et alla s'établir à Memphis. Tantôt elles consolidaient un pouvoir collatéral, monarchique ou oligarchique, et permettaient de présenter les lois comme des ordonnances ou des révélations des dieux. Quelquefois, elles réunissaient en faisceaux des tribus éparses et leur créaient une nationalité. Quelquefois elles conduisaient à des codes de morale, tels que ceux de Brahma et de Bouddha aux Indes, ou de Confucius en Chine.

L'idée philosophique et l'idée utilitaire s'associaient dans ce dernier cas. En Chine, sans qu'il soit parlé de Dieu ou d'âme immortelle, on professait que la loi du ciel était la perfection et la loi de la terre le perfectionnement de soi-même; que le devoir est une obligation intérieure à laquelle chacun doit obéir, dont l'objet est

la fraternité et le point d'appui l'organisation familiale par le culte des ancêtres [1].

Aux Indes les deux idées conduisent, après les Védas, à un panthéisme naturaliste et à une morale qui en découle comme il suit. Une Trinité, au sommet de l'édifice, comprend trois principes : le premier, créateur ou Brahma; le second, destructeur ou Siva; le troisième, conservateur ou Vichnou. Les âmes immortelles, pendant un cycle plus ou moins long, passent d'un corps dans un autre d'une nature supérieure ou inférieure, suivant la conduite tenue par l'individu. Le but et la récompense finale de ceux qui, par leur conduite, ont atteint le dernier degré de la Sagesse ou du Bien, est l'extinction de tous les maux par submersion dans le grand Tout. Lorsqu'on demande à l'un des prêtres de Brahma quel est le Dieu suprême, il répond : « A quoi bon approfondir une chose que nous ne pouvons connaître? » Il reste à savoir si cette doctrine a conduit les Indous à la conduite donnant le plus grand bonheur.

L'idée utilitaire paraît avoir dominé chez les peuples Phéniciens et Chananéens. Elle y a donné naissance à la doctrine d'un Dieu propre, national, ayant créé l'homme et le peuple dont il a fait choix et dirige les destinées. Avec lui, il a fait un pacte; il exige une adoration exclusive et aveugle, et l'obéissance aux lois qu'il lui a données; en retour, il le protège, sauf à le punir sur la terre.

1. Il se pourrait que la religion officielle en Chine ne soit que l'apparence et que la religion familiale soit la véritable, le moteur qui influe le plus sur la conduite. C'est à étudier.

Voir entre autres : J.-L. Lanessan, *La morale des philosophes chinois*. Extraits des livres classiques de la Chine et de l'Annam, *Bibl. scientif. contemp.*, Paris, 1896.

Le panthéisme avec l'immortalité de l'âme sont, suivant M. Fouillée, la tendance générale des peuples Aryens, comme le monothéisme sans l'immortalité de l'âme est le caractère des peuples sémites occidentaux. Les uns et les autres cherchent la sanction d'une conduite morale dans une puissance extérieure à l'individu, tandis que les Chinois la placent dans la personne même de l'homme. Les Égyptiens se rattachent aux Hindous par leur croyance à la métempsycose, c'est-à-dire à la migration des âmes à travers le corps d'animaux de toutes sortes; mais ils précisent. Le cycle est de 3000 ans, et il y a un jugement posthume par 42 juges que préside Osiris. Cette conception d'un jugement après la mort, sinon d'un second lorsque le cycle a été parcouru, a, par eux, passé dans le polythéisme gréco-romain.

C'est en Grèce, non plus parmi des prêtres, mais chez des penseurs de profession, que l'idée animiste ou fétichiste généralisée, puis restreinte de plus en plus et même symbolisée, atteint sa forme la plus élevée et la plus spiritualiste, celle d'une unité ineffable, indémontrable, conçue universelle, éternelle et personnifiée dans une entité appelée Dieu. C'est le panthéisme idéaliste.

La philosophie grecque est l'expression la plus éclatante du besoin cérébral dont nous avons parlé, qui pousse l'homme à faire fonctionner ses facultés intellectuelles pour le seul plaisir de les exercer; la preuve la plus étonnante de l'évolution qui s'est opérée depuis le sauvage le plus inférieur que nous ayons constaté ou reconstitué; un témoignage éclatant de la confiance presque illimitée que l'homme a dans la clairvoyance de sa raison et la puissance de son esprit de coordination, confiance excessive, sans aucun doute, et qui est celle des individus entrant

pour la première fois dans une voie nouvelle, munis d'armes dont ils ignorent encore la valeur, mais qu'ils croient incommensurable. Sans autre base d'observation, le plus souvent, que les remarques que chacun peut faire autour de soi, elle s'élève aux conceptions les plus hardies, les plus subtiles dans des espaces imaginaires. En voici la pensée principale. La nature est merveilleusement coordonnée dans toutes ses parties, tout s'y relie dans un ordre nécessaire, tout y a ses causes efficientes et ses raisons finales. Par les mathématiques, la seule science un peu avancée et répandue du temps, celle dont tous étaient engoués, on conçoit et démontre l'harmonie de toutes choses. Par la raison, une révélation se produit.

La philosophie grecque à l'origine cherche le principe du monde dans l'eau, l'air, le feu, puis dans le mouvement des atomes, leur nombre, dans leur attraction et répulsion, enfin dans une unité générale divine [1].

Pour Platon, les sens ne nous donnent que les apparences, ne nous montrent que des ombres, que le relatif. Toute vraie lumière vient de la raison ; seule elle fournit les vérités absolues. Les individus meurent et, avec eux, leurs sensations. Ce que la raison, au contraire, enseigne persiste, est éternel et existe en soi. Parmi les idées, la première et dernière, la plus élevée et la plus générale, la notion du souverain bien, du souverain bon, du souverain beau c'est Dieu. La seconde est ce qui l'a conçue, la raison, l'intelligence, le logos ou verbe, dira-t-on plus tard. La troisième est le monde, l'âme universelle dont émanent toutes les âmes particulières. L'homme a deux

1. Paul Janet, *Histoire de la philosophie*, Paris, 1894.

natures : l'une corporelle, l'autre spirituelle. Celle-ci est immortelle, commande à la première et doit, chez le sage, faire tous ses efforts pour se rapprocher de l'âme universelle et se fondre avec le souverain bien, Dieu. L'homme vertueux est celui dont la conduite est en conformité avec ces aspirations. Par là il se fait sa destinée à lui-même. Comme sanction, Platon admet un jugement posthume analogue à celui des Égyptiens, même avec le cycle, et à celui du polythéisme grec.

Aristote est la personnalité la plus élevée de l'antiquité, son point culminant. A la fois savant et philosophe, il est observateur et s'appuie sur les faits. Il est, d'après Renan, « le fondateur de la science de la nature » ; d'après Graëf, « le fondateur de la philosophie positive, parce que, le premier, il a introduit les faits positifs dans le domaine de la philosophie », et, d'après nous, le fondateur de la zoologie, de l'anthropologie et de la science sociale. Pour rédiger sa *Politique* il aurait rassemblé 150 constitutions différentes. Il ne s'accorde avec Platon que sur quelques points. Pour lui les attributs des corps ne peuvent être séparés des corps et érigés en entités; les idées abstraites générales ne sont que des mots, des noms. Le bien universel, l'absolu n'existent pas. L'âme individuelle n'est pas immortelle, car, sans le souvenir, toute conscience personnelle fait défaut. Toute chose, toute plante, tout animal a une fin : son amélioration dans le sens de son bien relatif. La fin de l'homme est son perfectionnement en vue de son bonheur. La nature l'y pousse d'elle-même. La vertu est l'appropriation des actes à cette fin. Il y a trois sortes de vertus : animales, morales et intellectuelles. Les vertus morales consistent à rester dans un juste milieu, par

suite d'habitudes venant de la répétition des actes obtenus par l'éducation[1]. Tout cela est admirable.

Mais, à côté du théoricien chez Platon et Aristote, il y a le praticien sachant changer son point de vue et se mettre au diapason de son temps. A côté de leurs œuvres transcendantes, il y a leurs plans d'organisation de la société exposés par l'un dans sa *République* et ses *Lois*, et par l'autre dans sa *Politique* et sa *Morale*. Leurs idées, sous ce rapport, diffèrent peu. Ce sont l'omnipotence de l'État, l'utilité publique primant tout, l'inégalité des hommes, l'individu, la famille et la propriété sacrifiés au bien de l'État. A cette époque, à Athènes, la masse de la population, ainsi qu'on l'a vu, se composait d'esclaves et d'étrangers; les neuf dixièmes seulement étaient les citoyens partagés en classes supérieures, les prêtres, les magistrats et les guerriers, et en classes inférieures. Or, Platon et Aristote ne songent guère qu'aux premiers. Ce dernier, dans sa *Politique*, dit que les véritables citoyens sont ceux qui ne sont ni laboureurs, ni marchands, ni industriels[2]; qu'il y a des gens nés pour commander et d'autres nés pour obéir. La règle générale de l'individu en société se résume ainsi pour Platon : se renfermer dans ses attributions, son rang, sa profession et ne pas s'immiscer dans les affaires qui ne vous regardent pas. C'est pour la classe des guerriers qu'il demande la communauté des femmes et des enfants et la sélection par les magistrats des meilleurs producteurs, comme dans un troupeau, afin d'obtenir les sujets

1. *The Nicomachean Ethics of Aristote, translation by Peters.*, London, 1895, et *La Morale à Nicomaque* d'Aristote, traduction par L. Carrau, Paris, 1886.

2. *La politique d'Aristote*, traduction de Thurot, Paris, liv. IV, chap. VIII, art. 3.

les plus forts, les plus utiles à l'État [1]. Le bien public est le premier principe social, le seul même; l'indépendance des individus s'efface devant lui. Pour Platon, comme pour Aristote, l'éducation qui façonne les hommes est l'une des premières fonctions de l'État.

D'autres philosophes grecs se sont préoccupés de la morale pratique. Socrate, pour Boutroux, est le fondateur de la science de la morale. Avant lui, les Sophistes avaient distingué, dans les lois, ce qui vient de la nature et ce qui vient des coutumes. Socrate sépare les lois non écrites, universellement admises et instituées par les Dieux, et les lois écrites ou humaines. Le bonheur, l'utile et le bien ne font qu'un. L'intérêt de chacun est conforme au bien général. Il défend la femme et l'esclave.

1. Il m'a paru que ces passages n'ont pas toujours été bien compris. Voici les principaux que j'emprunte à *L'État ou la République* de Platon. Traduction de A. Bastien, Paris.

« Les femmes de nos guerriers seront communes toutes à tous; aucune d'elles n'habitera en particulier avec aucun d'eux; les enfants seront aussi communs et les parents ne connaîtront pas leurs enfants, ni ceux-ci leurs parents. (Lib. V, alinéa II, 1.) Il faut rendre les rapports très fréquents entre les hommes et les femmes d'élite et très rares entre les sujets inférieurs de l'un et l'autre sexe. Il faut élever les enfants des premiers et non ceux des seconds si l'on veut avoir un troupeau qui conserve sa beauté sans dégénérer; il faut aussi que toutes ces mesures restent cachées, excepté aux magistrats, pour qu'il y ait le moins de discorde parmi les guerriers... Nous laisserons aux magistrats le soin de régler le nombre de mariages afin qu'ils maintiennent le même nombre d'hommes, en réparant les pertes de la guerre, des maladies et des autres accidents et que l'État ne puisse en quelque sorte ni l'augmenter ni le diminuer... Ensuite on fera tirer les époux au sort mais avec une telle adresse que les sujets inférieurs accusent la fortune et non les magistrats du lot qui décidera de leur union. (*Id.*, al. II, 2.) Telle est la communauté de la femme et des enfants qu'il s'agit d'établir parmi les gardiens de l'État. (*Id.*, al. II, 4.) »

On le voit, Platon n'a qu'un objectif, l'intérêt de l'État, et son projet de sélection artificielle par la main des magistrats ne porte que sur la classe supérieure.

Pour les Stoïciens, la morale est l'art de vivre. Il faut mépriser les besoins physiques qui ne dépendent pas de nous et n'apprécier que les besoins moraux dont nous sommes maîtres. Le bonheur est en nous-même, dans l'exercice de nos facultés et, pour ce qui ne nous touche pas, dans l'indifférence. Pour les Épicuriens, suivre la nature et rechercher les plaisirs, ceux de l'esprit de préférence, est la meilleure règle. La doctrine des premiers, un peu vaniteuse, est fort belle, mais, comme celle des seconds, conduisit ses disciples ultérieurs, à Rome, à l'extinction de tout ressort individuel et à la consécration de l'égoïsme.

En résumé, les philosophes grecs pleinement convaincus de la supériorité de la raison, ayant la claire vision de ce qu'est forcément la nature soumise à des lois mathématiques, ont fondé la méthode de l'intuition personnelle dont la philosophie n'a jamais pu secouer le joug. D'esprit divers, les uns à tendances matérialistes, les autres spiritualistes, ils ont ouvert les voies que les siècles ultérieurs et nous-mêmes suivons encore. Les premiers, ostensiblement, ils ont abordé les problèmes de la conduite individuelle et sociale. Et cependant ils ne furent en général que des dialecticiens, des sophistes, des gymnastes intellectuels. Par cela même ils ont émancipé l'esprit humain, ont désorganisé les croyances nationales polythéistes de l'époque et préparé la révolution qui allait s'accomplir.

La société qui se résume bientôt dans le monde romain, atteignait, en effet, l'une de ces phases critiques de l'histoire où toutes les circonstances se rassemblent, les plus propres à amener une transformation et à provoquer des adaptations nouvelles. Les maux qu'engendre

le militarisme étaient parvenus à leur comble, les mœurs s'étaient perverties au dernier degré, le scepticisme était général, la désorganisation était complète.

C'est alors qu'en Galilée, sur les bords du lac Tibériade, parut un homme que ses disciples, de pauvres pêcheurs, acclamèrent comme le Messie annoncé par les prophètes Juifs. Il s'adressait aux humbles, aux pauvres, aux faibles et prêchait la charité, l'égalité et la fraternité. Préparez-vous, disait-il, les temps sont proches. Le mouvement serait sans doute resté local et particulier aux Juifs, si Paul, un jeune fanatique, assistant à la lapidation de saint Étienne et, spontanément converti peu après, n'eût transporté la doctrine et la légende chez les Gentils et ainsi fondé le Christianisme. La philosophie n'y fut pas indifférente. Plotin d'Alexandrie, qu'on surnomma le Platon juif ou encore le Père des pères de l'Église, adaptant la philosophie platonicienne, que nous avons vue, aux idées nouvelles, distingua en Dieu : le Père, le Verbe ou Logos et le Saint-Esprit. Un peu plus tard, Philon, le chef de la même école d'Alexandrie, formula la Trinité comme ceci : le bien, l'intelligence et l'âme, les trois degrés d'un même Dieu, dérivant l'un de l'autre et par conséquent inégaux. Trinité que le christianisme réforma en 325 au concile de Nicée, malgré les efforts d'Arius, en ces termes : Un seul Dieu en trois personnes de valeur égale : le Père, qui a créé le monde *ex nihilo*, en vertu de sa propre volonté, le Fils et le Saint-Esprit. Le *ex nihilo* était un recul [1].

1. Suivant M. Louis Rousselet, un indianiste compétent, le christianisme est issu de l'Inde bouddhique pour les principes, introduits en Judée en dernier lieu par saint Jean-Baptiste, le maître du Christ, de l'Égypte pour les dogmes et les rites, et de la Grèce pour la philosophie (conversation particulière).

Tant que les persécutions continuèrent, la foi nouvelle fut admirable; elle répondait à un besoin général; elle régénérait le monde civilisé. Mais le christianisme, au lieu de conquérir le monde païen, fut conquis par lui, comme le dit Huxley. La domination romaine continua sous une autre forme, les Pères de l'Église furent débordés, les conciles ne furent que des assemblées politiques. On fit des concessions aux Barbares, l'esprit général se transforma. L'Église, centralisée dans l'un de ses patriarches, devint une puissance terrestre avec ses besoins, ses ambitions, son armée de moines. Elle prétendit à la monarchie universelle, à la propriété du monde, eut ses luttes intestines et extérieures et aboutit à un despotisme effroyable qui dura des siècles jusqu'au schisme de Luther, opéré au nom du droit d'examen des textes saints et dont l'un des effets ethniques fut de séparer les races blondes septentrionales des races celtiques et brunes méridionales.

Pendant le moyen âge les sciences disparurent de l'Occident. La philosophie, enserrée entre la métaphysique et la théologie, devint la scolastique s'efforçant de concilier Platon, Plotin et Aristote avec les exigences de l'orthodoxie et ergotant sur les entités les plus subtiles. Dans une première phase, la foi et la raison se confondent : *Credo ut intelligam*, disait saint Anselme. Dans une seconde, la raison est au service de la foi. Dans une troisième, les nominalistes nient l'accord entre les deux. Tout cela aboutit à une grande fatigue et au scepticisme. C'est alors que s'accumule un concours de circonstances qui, comme quinze siècles auparavant, transforme le monde occidental, mais dans un autre sens, et ouvre les temps modernes, savoir : le retour

en Occident des connaissances qui s'étaient réfugiées parmi les Arabes; la découverte de l'imprimerie qui répandit partout les textes vrais; la découverte de mondes nouveaux, qui quadruplèrent la surface de la terre à observer et étudier; le réveil des sciences avec Copernic, Galilée, Képler, Rondelet, Vésale, Harvey; et enfin la Réforme.

Au sortir de la scolastique, le premier soin de la philosophie fut, non de renoncer à ce qui en est l'essence, la recherche de l'absolu par l'intuition et le raisonnement, mais de revoir et de préciser ses méthodes. D'une part, Descartes, le représentant orthodoxe, défend la souveraineté de la raison, la méthode mathématique par le postulat, les déductions successives s'enchaînant sans laisser de solution de continuité, les hypothèses et l'intuition. De l'autre, François Bacon s'inspire d'Aristote, soutient que le livre de la nature est le véritable à déchiffrer et commenter; que, « aux vains raisonnements de la dialectique, il faut substituer l'observation et l'expérience, à la déduction qui tire des conséquences, l'induction qui établit des principes », et que l'observation est nécessaire, notamment pour les faits que l'on observe intérieurement sur soi-même.

Les divergences ultérieures tinrent moins au genre de raison plus ou moins logique de chaque philosophe et à la façon de l'employer, qu'à sa manière propre de sentir et de concevoir. La philosophie, en effet, n'est qu'un combat entre ces éléments : on est matérialiste ou idéaliste, rationaliste ou empirique. On met son idéal dans la liberté, l'altruisme, la nécessité ou un absolu quelconque, suivant son tempérament; on a telle ou telle grâce tantôt congénitale, tantôt acquise avec les pre-

mières impressions ou les premières lectures de sa jeunesse [1].

Toutefois, les conquêtes de la science commencent à exercer leur influence. Le champ de la philosophie se circonscrit; on insiste moins sur Dieu, mais davantage sur le monde, l'homme, la morale et les conditions de la vie sociale. Le nuage métaphysique qui surplombe est moins épais, il s'abaisse parfois et laisse çà et là par instants traverser la lumière. Il y a deux courants : l'un qui continue Descartes avec Pascal, Bossuet, Fénelon et Malebranche en France, avec Spinoza et Leibnitz en Angleterre; l'autre, que représentent Bacon, Hobbes et Locke en Angleterre. Chose curieuse! Les philosophes, les plus opposés d'école, partant de points différents mais condensant leurs raisonnements autrement, arrivent, lorsqu'on les dégage des obscurités du langage philosophique, à des résultats analogues que les libres penseurs d'aujourd'hui ne désavoueraient pas [2].

Soit Spinoza. Il est panthéiste, il professe l'unité de l'esprit, « l'être éternel et infini que nous appelons Dieu » et de la nature, « la substance » universelle. L'homme a deux natures : l'une, spirituelle, qui a le sentiment de son éternité; l'autre, corporelle, qui ne se souvient pas d'avoir existé avant le corps. C'est le premier qui permet de dire que Dieu est en nous, ou mieux que nous sommes en lui. Le libre arbitre n'existe pas, *a priori*, parce que tout dérive de l'essence de Dieu, et, *a posteriori*, parce que cette liberté se réduit à notre ignorance des

1. Leibniz raconte qu'à peine âgé de 15 ans, il se demandait s'il prendrait parti pour Aristote ou pour Démocrite.

2. Alfred Fouillée, *Histoire de la philosophie*, Paris, 1893, et *Extraits des philosophes*, Paris, 1877.

causes qui nous déterminent. La nature n'a pas de but et n'agit pas pour une fin, elle est ce que en vertu de ses lois elle ne peut ne pas être. Il n'y a en soi ni bien ni mal, mais seulement des choses bonnes ou mauvaises. L'utile est ce qui nous donne de la joie, le nuisible ce qui nous apporte de la tristesse. Il n'y a ni droit absolu ni devoir absolu; la mesure de chacun c'est son pouvoir, le meilleur droit est celui du plus fort. Il est nécessaire de connaître et de pratiquer les lois de la raison. La morale, qui est la science du bonheur, se résume en cela [1].

Un autre exemple est celui de Kant qui, en Allemagne, termine le XVIII^e^ siècle. Pour lui, Dieu, l'âme immortelle et la liberté personnelle sont des nécessités morales qu'il nous faut admettre pour aboutir au devoir. « Le ciel étoilé au-dessus de nous, dit-il, la loi morale au dedans, me remplissent d'admiration et de respect. » La seule chose absolument et immédiatement certaine est le devoir. Il y a deux sortes de commandements ou d'impératifs : l'un, conditionnel, dérivant entre autres de l'intérêt; l'autre, catégorique, qui est le devoir. Croire à la liberté sans laquelle il n'y aurait pas de devoir est le premier de tous les devoirs. Il y a en nous deux Moi : l'un, absolu, éternel, non lié à l'espace et au temps, et l'autre, sensible, lié à notre individualité et soumis au déterminisme; le premier serait libre, le second ne l'est pas. La nature telle que la science la connaît ne semble pas régie par la loi morale, mais par des lois qui en paraissent tout différentes. La morale comporte trois postulats : 1° la possibilité de l'harmonie entre la moralité et

1. Nous engageons à comparer ce résumé de Spinoza avec nos propres idées exposées plus loin.

le bonheur, c'est-à-dire du souverain bien ; 2° l'immortalité de l'âme ; 3° l'acceptation que le souverain bien est la fin suprême à laquelle tend et qu'atteindra l'univers. Bref, Kant a renversé « la vieille métaphysique, celle qui s'intitulait la science de l'être, l'ontologie, et se croyait la science de l'absolu » (Fouillée). Mais il en a mis une autre à sa place que j'appellerai la *métaphysique utilitaire*.

L'autre courant philosophique, en Angleterre, est particulièrement intéressant pour nous. Avec Bacon, à la veille de la Révolution dans ce pays [1], il reprend la voie ouverte vingt siècles auparavant par Socrate et Aristote. La fin que les lois doivent envisager, dit Bacon, n'est autre que de faire que les citoyens soient heureux. Le droit privé subsiste à côté du droit public. Il faut dégager l'étude et la pratique du droit du pur empirisme aussi bien que des formules métaphysiques.

Hobbes continue. En fait et en droit, dit-il, l'intérêt est notre seule règle ; nos sentiments sont de l'égoïsme transformé ; chercher le plaisir et éviter la douleur est la loi naturelle. L'état de nature c'est la guerre, le plus fort l'emporte : *Homo homini lupus*. Pour mettre fin à cet état l'homme se réunit en société, il renonce à son droit naturel absolu sur toutes choses, à la condition que tous en fassent autant. Cet échange de renonciations est un contrat, c'est-à-dire une obligation réciproque et égale pour tous de tenir les engagements pris. Mais ici Hobbes aboutit à une conclusion singulière. Pour assurer l'exécution de ce contrat il faut en donner la garde absolue à un monarque, qui a tout pouvoir pour rappeler à l'ordre

1. Le *Novum Organum* a paru en 1620. Charles Ier est monté sur le trône en 1625.

quiconque voudrait s'en écarter, mais n'est, en ce qui le concerne, engagé à rien. Le contrat de Hobbes est une abdication. Le souverain que visait ainsi Hobbes, dans son temps et dans son pays, était son ami Charles II.

Locke, cinquante ans après, reprend ces idées. L'état de nature n'est ni la loi du plus fort ni l'égalité des hommes. Les sociétés s'établissent par le consentement de tous, c'est-à-dire par un contrat, pour protéger les droits naturels de chacun, pour présider aux relations extérieures avec les autres sociétés et pour rendre la justice au dedans. L'homme ne peut, du reste, aliéner que la partie de ses droits et de sa liberté strictement nécessaire à l'association. Il se réserve notamment la liberté, qui est le premier de ses droits, et le droit à la propriété obtenue par le travail; ce qu'il abandonne essentiellement, c'est le droit de se rendre justice lui-même. En constituant un pouvoir législatif et un pouvoir exécutif, il maintient sa souveraineté, et garde le droit de révolution si le contrat est violé. Locke veut la séparation de l'Église et de l'État, et la tolérance pour tous les cultes.

Bacon, Hobbes et Locke sont les commencements d'une école anglaise caractérisée par sa tendance pratique, par l'observation et l'analyse des faits psychologiques, et par une disposition à rapporter la conduite de l'homme aux avantages qu'il en tire. Elle conduit à Adam Smith, qui place dans l'altruisme ou l'approbation publique, la sanction de la morale; à Bentham qui la voit dans l'intérêt intelligemment compris; à Hume et la sous-école écossaise; et plus loin à l'école actuelle de Stuart Mill, de Darwin et d'Herbert Spencer.

Locke est, d'autre part, le point de départ de l'école

française du XVIII^e^ siècle caractérisée par une tendance à la fois anti-cléricale, altruiste et sentimentale. On y remarque Voltaire, Condillac et les encyclopédistes; Helvétius, pour lequel « tout l'art de la législation est de faire que l'individu trouve plus d'avantages à suivre la loi qu'à la violer »; Montesquieu, qui définit les lois, « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses »; Rousseau et Condorcet. Le philosophe de Genève exprime le mieux le grand amour de l'humanité et le grand besoin de liberté individuelle qui régnaient alors à la veille de la Révolution française. Pour lui le problème social se pose ainsi : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque société, et pour laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant ». Pour Rousseau, l'homme à l'état de nature était essentiellement bon, il a été faussé par la civilisation. Il développe la théorie du contrat social émise dès 1577 par Longuet, puis par Hobbes et Spinoza. Il professe que l'homme a des droits naturels et inaliénables, tels que la liberté personnelle.

Nous ne dirons rien de la philosophie au XIX^e^ siècle, de l'école allemande spéculative, ni de l'école anglaise physiologique. En France, le trait le plus saillant, celui dont l'influence s'est fait le plus sentir et se continue encore, est l'effort tenté par Auguste Comte de 1817 à 1857. Pour lui les faits sont le point de départ et les abstractions le but, l'observation analytique d'une part, les méditations générales de l'autre, en excluant toute métaphysique et toute subjectivité. Plus d'intuition, plus d'idées innées, plus de conception *a priori*, plus d'en-

tités. Des faits on passe aux propriétés, et de celles-ci aux lois naturelles qui sont immuables et éternelles. Il y a sept catégories de faits et de lois irréductibles, donnant autant de sciences irréductibles que, cependant, il dispose en une série hiérarchique, dont le dernier terme est la science sociale ou sociologie. Toute connaissance passe dans l'esprit humain par trois états : théologique, métaphysique et scientifique. Les idées, les sentiments et les volontés de l'homme ne sont que de la physiologie cérébrale, qui elle-même n'est que de la biologie. Les droits naturels n'existent pas, il n'y a que des droits relatifs, ceux que confère la société. La morale ne repose ni sur le devoir absolu ni sur la liberté morale, mais sur le penchant qui nous pousse vers nos semblables, l'altruisme.

Il y a d'excellentes choses dans cette doctrine, notamment la méthode, auxquelles nous souscrivons complètement, mais la pratique ne répond pas toujours aux principes chez les positivistes. Ils partent de faits généralement recueillis par d'autres qu'ils interprètent à leur gré en les faussant ou exagérant involontairement leur signification très souvent. Ils raisonnent à de grandes hauteurs, construisent des systèmes, se payent volontiers de mots sonores, et perdent de vue aisément les conditions dans lesquelles les faits se présentent. De déduction en déduction ils élèvent des édifices, dont ils ne vérifient les matériaux qu'après. Pour eux un raisonnement équivaut à un fait. Je me rappelle un de mes amis, inspecteur général dans une administration, auquel je demandai quel était, sur un point particulier de son service, le résultat des observations dressées par les praticiens. Il me répond par un raisonnement, établissant

que les faits sont forcément ceci et cela. Soit, mais leur expérience propre, que dit-elle? Quels sont les faits bruts? Je n'insistai pas. Il procédait toujours du raisonnement au fait, et non du fait au raisonnement. Ce qui cause du tort au positivisme, c'est que fort souvent il est le refuge d'amateurs non préparés, qui suppléent à leur insuffisance de connaissances et de méthode première comme ils peuvent.

Je n'objecte rien à la loi des trois états, car elle rappelle trop bien les trois étapes que nous avons constatées dans le cours des siècles : 1° la superstition; 2° la philosophie spéculative; 3° la science. Mais qu'est-ce que cette hypothèse qui assimile les sociétés à des organismes vivants, condamnés à traverser les mêmes phases : croître, décroître et mourir? Pourquoi admettre des sauts dans la nature, des irréductibilités, alors que, dans la science actuelle, tout conduit à l'unité et à l'évolution? Pourquoi caractériser les sciences par la dernière étape du travail, l'abstraction, et non par le première, l'objet, les faits? Il y a des sciences générales, mais elles ne sont que le couronnement amalgamé des sciences particulières. Dénommer une science par son idée quintessence, c'est presque retomber dans la métaphysique.

Il faut reconnaître cependant que le positivisme s'est bien fractionné en France, en Allemagne et en Angleterre, qu'il faut y distinguer les évolutionnistes et les non-évolutionnistes, les monistes et les dualistes, les matérialistes et les idéalistes, que beaucoup de ceux qui en tiennent le récusent, et qu'il compte dans son sein des illustrations comptant parmi les plus élevées du siècle.

De ce rapide examen de la philosophie nous nous permettons de tirer les conclusions suivantes :

1° La philosophie est issue, comme la religion, de la croyance au surnaturel de l'homme plus ou moins primitif.

2° L'esprit philosophique est voisin de l'esprit qui a engendré les arts et les lettres, par son caractère subjectif, par son imagination, par sa ferme croyance à la réalité de ses créations. Entre l'esprit philosophique et l'esprit des mathématiques, il y a une relation évidente. Nous avons vu l'action que celui-ci a exercée sur la philosophie grecque ; cette influence se retrouve après la Renaissance. Pour ne citer que quelques noms, Pythagore était aussi mathématicien que philosophe, il a découvert le théorème du carré de l'hypoténuse, Descartes a appliqué l'algèbre à la géométrie, Leibnitz a inventé le calcul différentiel. Le trait d'union entre les deux est la constante préoccupation de l'ordre logique dans la nature, conduisant à la méthode déductive. D'autre part, entre les mathématiciens et les musiciens, amateurs de la grande musique symphonique, il y a une relation. Les philosophes, comme les mathématiciens et les musiciens, sont des harmonistes.

3° La philosophie, telle que nous l'avons suivie, est l'opposé de la science. Elle intervient où celle-ci s'abstient Elle répond au besoin impatient qu'a l'homme d'expliquer les choses qui échappent encore à sa compréhension.

4° La philosophie, lorsque nous en séparons les premières spéculations, est d'emblée à son apogée dans ce qui est sa caractéristique, la recherche de l'absolu par les intuitions et le raisonnement. Progressivement elle s'aperçoit qu'en dehors des faits il n'y a pas de fondement, mais ne réussit pas à se dégager de ses habitudes. Aujourd'hui elle vit, mais perd de son individualité.

5° Si, à son évolution décroissante, l'on oppose la marche croissante des sciences, modestes à leur origine, avançant lentement et laborieusement, mais toujours d'un pas sûr et atteignant aujourd'hui une hauteur qui éblouit mais que nos petits-fils regarderont comme faible, on est obligé de reconnaître que l'ensemble des facultés précoces qui ont donné la philosophie, a un moindre avenir que l'ensemble des facultés tardives qui ont donné les sciences.

6° La philosophie pure n'a plus sa raison d'être aujourd'hui. Toute science a sa philosophie propre qui appartient à ceux qui ont recueilli les faits. Il y a autant de philosophies qu'il y a de sciences distinctes, la plus grande partie sous le nom anglais de *natural philosophy*. Quant à une philosophie générale les embrassant toutes, elle ne peut être abordée que par un encyclopédiste, pourvu même que sa spécialité principale, celle qui donne la méthode, soit les sciences naturelles et mathématiques.

Il reste toutefois à la philosophie un terrain qui lui revient de droit et où elle a un beau rôle à jouer, celui des sciences morales [1].

1. La philosophie, écrit M. Carus, était jadis à l'avant-garde du progrès. Elle cesse aujourd'hui d'être regardée comme d'une importance pratique; le public sourit de sa perplexité, les savants se passent d'elle. Il faut que cela change. La philosophie doit se lancer avec audace sur de nouveaux champs de travail noble et d'utilité pratique. (Paul Carus, *Primer of Philosophy*, préface.)

CHAPITRE VI

Besoins sensitifs. Évolution de l'altruisme et de la sociabilité.

Il nous reste à parler, non des besoins cérébraux d'ordre sensitif ou émotif, ce qui nous entraînerait bien loin, mais de l'un d'eux, de celui qui domine ou devrait dominer dans la question des rapports sociaux : l'altruisme, dont la sociabilité n'est qu'une forme généralisée.

On se rappelle la classification des besoins, les uns se rapportant à la conservation de l'espèce, les autres à la conservation de l'individu, et ceux-ci se partageant en corporels et cérébraux, ces derniers divisés à leur tour en sensitifs et intellectuels. On se rappelle aussi que, sous la forme de sympathie ou d'amitié entre deux individus de même espèce ou d'espèces différentes, ou entre époux dans la période qui succède à la phase génésique, ou sous la forme générale qu'il affecte entre membres d'une même société, nous avons donné l'altruisme comme un égoïsme différencié et déguisé, dont nous avons indiqué les éléments constituants. C'est ici le moment d'insister sur ces éléments chez l'homme.

Non le premier, mais le plus efficace des mobiles qui pousse l'homme à rechercher la compagnie de ses semblables est la faculté du langage qu'il a acquise, d'où résulte le besoin d'exercer ses organes vocaux pour le simple plaisir de parler, sans que nécessairement sa pensée intervienne dans une mesure sensible, ou pour raconter ses aventures du jour et décrire ses sentiments

et les résultats de ses réflexions. Le Singe hurleur, que l'on a surpris se livrant à un flux de paroles, au centre d'un cercle d'auditeurs écoutant et ne parlant qu'à leur tour ensuite, rentre évidemment dans le premier cas. Je me souviens d'un éminent médecin aliéniste dont j'étais l'interne, qui, en tête à tête, m'exposait ses doctrines et, lorsque je l'interrompais par un mot, me disait : Inutile de me répondre, je vous demande simplement de m'écouter, j'ai besoin de parler pour m'éclaircir les idées. Il rentrait dans le dernier cas.

Le second mobile est le besoin de jouer, de s'amuser avec des compagnons. Il se traduit dans l'enfance par des cris, des envies de courir, de se disputer, de dépenser son exubérance de vie. Plus tard il s'exprime par des jeux encore, de hasard, d'adresse ou d'esprit, mais plus encore par un besoin d'expansion amicale, d'épanchements intimes. Plus tard, hélas! l'expérience met une sourdine à cette naïveté première, l'individu se défie de ceux surtout avec lesquels il est en relation d'affaires et ne s'abandonne largement que là où il n'a rien à craindre ou se laisse entraîner.

Le troisième dérive de l'orgueil, de la vanité, du sentiment anthropocentrique que tout Moi possède à divers degrés. Comme le Paon ou le Coq de bruyère, l'homme a besoin d'approbateurs et d'admirateurs. S'il réussit dans l'existence, s'il réussit dans la société, s'il est riche, s'il a des tableaux, une belle bibliothèque, des meubles de luxe, il veut qu'on le sache, qu'on voie tous ces objets; il tient à jouir de l'effet qu'il produit. La récompense de ses efforts est plus dans l'opinion des autres, dans l'envie qu'il suscite que dans le confort matériel qu'il en éprouve. Un millionnaire de Chicago nous fai-

sait les honneurs de son domicile; ce n'est pas sur les merveilleux instruments de son industrie qu'il insistait, mais sur des objets de luxe dont il se complaisait à nous dire un à un les prix fabuleux.

Le quatrième mobile est dans le besoin qu'il éprouve de témoigner de sa puissance, de sa valeur, de ses vertus, dans le besoin de protéger plus faible que lui, de se montrer généreux, de dominer ceux qui l'entourent, comme tel Equidé ou Cervidé son troupeau. Là où il n'y a pas de soldats, il n'y a pas de commandement; un roi aime toujours ses sujets et ses courtisans.

Le cinquième mobile est la contre-partie du précédent : le besoin d'être assisté et protégé venant d'un sentiment réel ou factice de sa faiblesse. L'homme qui se défie de lui-même, qui est malade ou malheureux, cherche un soutien, des consolations, de l'affection. Il a peur s'il est seul, il a besoin d'être accompagné dans la vie, d'être l'objet d'attentions, d'être aimé.

Sixièmement. Après tous ces mobiles poussant l'homme à se rapprocher de ses semblables, à faire société avec eux et à être heureux des rapports qu'il entretient avec eux, reste-t-il quelque chose ne relevant que de la sensibilité cérébrale et ne trouvant sa récompense que dans les sensations mêmes que le cerveau éprouve? Certes, oui. Il reste d'abord chez certains individus une prédisposition à l'altruisme née des circonstances chez les ancêtres et transmise par eux, qui permet d'emblée de distinguer les tout jeunes enfants en bons, indifférents et méchants, prédisposition qui se confirme, s'accroît par l'éducation et le milieu et conduit parfois à une sorte de foi dans les autres, à une croyance au bon, au bien dont trop souvent, il est vrai, on est dupe. Il reste une sensibilité

cérébrale spéciale, naturelle à certains organismes, qui leur fait trouver le plaisir non dans la satisfaction de leurs sens, de leur orgueil ou de tel ou tel genre d'activité, mais dans l'acte même d'aimer et de se dévouer, d'assister ses semblables, de les entourer de soins et de prévenances, d'identifier leurs désirs, leurs joies, leurs douleurs avec les siens, de se donner corps et âme à eux, et cela sans en attendre la réciproque, sans que l'intérêt entre en jeu. C'est dans cette catégorie que se rangent les philanthropes, nombre de curés de campagne. N'analysons pas trop cependant. La récompense, pour ces individus, car il n'y a pas d'acte, pas de besoin qui n'exige sa récompense, est dans l'obéissance même à l'impulsion de leur cerveau, dans la satisfaction directe de la fonction sensitive. On est esclave de ses besoins sensitifs comme de ses besoins intellectuels.

J'ai été témoin, il y a quelque temps, d'un cas fort intéressant. Une domestique s'était attachée à un jeune écureuil et le soignait comme elle eût fait d'un petit enfant. Elle allait chercher sa nourriture dans les bois, la plus choisie qu'elle pût; elle l'enveloppait de châles contre le froid, le transportait dans les endroits frais lorsqu'il faisait chaud, le couchait chaque soir sur son lit, sous un édredon, lui tenait des conversations et l'embrassait. L'écureuil se laissait faire, la suivait partout, montait les escaliers à sa recherche, mais ne se gênait pas pour lui donner un coup de dent lorsqu'elle le contrariait. Un jour, il fut pris de paraplégie graduelle et fut soigné comme aucun malade ne le fut mieux. Pendant ce temps, la reconnaissance de l'animal sembla s'accuser, il implorait du secours et paraissait remercier. Ce qui n'empêcha pas que son dernier acte ne fût un coup de dent à sa mère

adoptive. La douleur de celle-ci dépassa toute borne. Pauvre enfant, il a bien souffert, répétait-elle en rentrant ses larmes. Le corps fut enseveli par elle dans un cercueil avec des fleurs. Il pleut, il aura froid, pauvre petit, recommença-t-elle souvent. Plusieurs fois, à ma connaissance, elle a déposé des souvenirs sur sa tombe. Il y a six mois de cela, elle n'est pas encore consolée, on croirait un enfant qu'elle a perdu. Ajoutons que d'autres fois pour d'autres animaux elle a eu les mêmes soins et les mêmes sentiments, et se comporterait à l'occasion de même pour un de ses semblables.

Eh bien, c'est un double exemple des deux sortes d'altruisme : l'un, intéressé, égoïste chez l'animal ; l'autre, désintéressé, sans mélange chez la femme. On objectera que chez celle-ci le besoin de s'attacher n'est qu'une forme du besoin qu'a la femme de s'intéresser à quelqu'un, de se dévouer à un enfant, le sien, et, à son défaut, à ceux des autres, comme nous en avons cité des exemples chez les animaux et comme nous en rencontrons chez les sœurs de charité, qui se consacrent aux malades et de préférence aux enfants. On objectera aussi qu'un altruisme analogue se retrouve dans la phase purement conjugale du mariage. C'est possible. D'une manière générale, l'altruisme est plus développé chez la femme comme l'égoïsme chez l'homme : la première est essentiellement un être de sentiment et le second un être de raison ; la différence de leurs fonctions et de leurs relations avec leurs semblables l'exige du reste, surtout en société. Mais il reste prouvé qu'en dehors des cinq mobiles de sociabilité que nous avons dits, il y a une impulsion naturelle très développée chez les uns, aucunement chez les autres, qui contre-balance l'égoïsme. Les

âmes simples et naïves s'y abandonnent plus. Qui n'a été touché, dans certaines circonstances douloureuses, de la sympathie, de l'empressement à rendre service, de l'abnégation et de la charité que manifestent les individus dans la classe pauvre, et surtout dans les campagnes, où n'a pas encore pénétré la raison des villes?

Résumons ce que nous montrent les animaux sur ce sujet. Les premiers rassemblements étrangers à l'union sexuelle ont été indifférents ou par imitation, entre individus de la même espèce ou d'espèces différentes pourvu qu'ils n'aient pas de motif de se craindre, spécialement chez les Oiseaux et les Mammifères herbivores. Plusieurs individus sont à l'ombre sous le même arbre parce que c'est le seul dans la plaine ou qu'il est près d'un ruisseau. Ils se regardent avec indifférence d'abord, écoutent leurs beuglements, s'habituent à être ensemble, y trouvent du plaisir et bientôt se recherchent et ne peuvent plus se passer les uns des autres. Quelques querelles s'élèvent parfois, mais sans conséquence en dehors du rut. A un moment quelconque le plus entreprenant, le plus courageux remplit les fonctions de guide, puis de chef, arrive à considérer le troupeau comme le sien, et à le défendre avec la plus grande intrépidité. Au sein de ce troupeau ou en dehors, entre sexes semblables, entre individus de la même espèce ou d'espèces différentes, des liens d'amitié se nouent; les cas en sont communs dans les basses-cours. Les deux individus se suivent partout, perchent ou couchent côte à côte, et sont jaloux si quelque étranger se mêle de leur ménage. L'un venant à mourir, l'autre deviendra taciturne, cessera de manger et ira jusqu'à mourir de cha-

grin. Un grand nombre d'espèces sont domesticables à tous les étages des Vertébrés; il est probable que ce sont les plus sensibles aux attentions de l'homme, les plus naturellement altruistes. Mais il y a des différences dans leur genre. Chez le Cheval, l'Éléphant, le Chien, c'est un altruisme presque désintéressé, atteignant parfois le degré le plus élevé de l'automatisme impulsif. Chez le Chat et le Singe, c'est un altruisme foncièrement égoïste. Nous n'insistons pas et, renvoyant pour la sociabilité à notre chapitre sur les sociétés animales, nous constatons que, sous une forme ou une autre, l'altruisme est antérieur à l'homme et que sa forme pure, désintéressée, simple propriété organique de la sensibilité cérébrale, existe déjà chez les animaux.

L'homme, héritant de cette disposition, ne pouvait que l'étendre par les motifs que nous avons dits, spécialement par son excessif besoin de parler. A l'état de nature, lorsqu'il n'a encore à combattre que les bêtes dont il fait sa nourriture et qu'il ne recueille que du plaisir à rencontrer un ou plusieurs Vendredis, à l'instar de Robinson, rien ne le détourne de cette tendance, il s'y abandonne. Sa famille, il est vrai, suffit en général à satisfaire ce besoin; en mettant de côté ses violences réflexes de caractère il se montre bon père et bon époux, doux et facile à vivre. Tant qu'il vit par petites troupes familiales et que la vie n'est pas trop difficile, tout est au mieux. Il cède à sa première impulsion, spontanée, généralement meilleure que la seconde, réfléchie; il n'analyse pas sa conduite, il a des camarades, avec lesquels il aime à chasser et se réjouir, et qu'il traite comme il veut lui-même être traité. Il rend des services sans compter, il se dévoue pour les autres comme ceux-ci se dévouent pour

lui. En tout il agit franchement, marche la tête haute et ne ment pas. S'il est offensé, il se fâche et se venge, mais non provoqué il ne fait de mal à personne. Il punit sa femme et ses enfants en proportion du motif, sauf toujours l'action réflexe immédiate qui dépasse parfois la mesure. S'il est garçon et rend une fille mère, loyalement il l'épouse. Si l'un des siens est compromis ou blessé, il embrasse sa cause. Plus tard, lorsqu'un commencement de société s'est établie, un changement s'opère. Son besoin de compagnie trouvant à se satisfaire hors de la famille, il se réunit aux autres hommes des clans, entre en communion de pensée, de jeu et d'occupation avec eux et contracte avec quelques-uns des alliances amicales. Peu à peu se forment ainsi des bandes se soutenant mutuellement. Si l'un est attaqué, tous accourent à son secours et agissent solidairement. L'altruisme familial, par contre-coup, souffre de cette situation nouvelle; c'est alors qu'on voit la femme devenir une domestique plus qu'une compagne.

Le mécanisme des actes qui, chez les sauvages sortant de l'état de nature, se rattache aux autres sentiments est le même. C'est une inconscience, un abandon pur et simple à la logique naturelle. Dans cette phase, les actes étant peu variés et généralement dus aux mêmes causes, prennent à peu près les mêmes formes. Celles-ci deviennent des coutumes que l'habitude et l'opinion publique consacrent. Ne pas se conformer à cette dernière serait se priver d'une approbation à laquelle l'homme est sensible. Le conseil du clan prend ces coutumes comme base lorsqu'il est appelé à trancher un différend. Elles deviennent une tradition, la règle. Obéir à la règle, c'est le bien; lui désobéir, c'est le mal. Le conseil juge et punit

les coupables ; on se présente devant son tribunal parce qu'on estime que tous sont égaux devant lui et que sa décision sera correcte, c'est la justice.

En ce qui concerne la liberté, le sauvage, dans ses forêts, n'est limité que par sa volonté réfléchie. S'il pense pouvoir tuer un animal sans être blessé ou tué par lui, il ne s'en prive pas. En présence de ses semblables, il agit de même, mais en faisant entrer en ligne des considérations plus nombreuses. Pour l'un, il a un faible et lui cède tout ; un second lui est utile, lui rend des services, lui donne du plaisir ; un troisième lui est indifférent, mais peut, le lendemain, lui rendre la pareille de ses actes. Puis, il y a l'opinion, celle de sa famille, des anciens, de tous, qui jugeront qu'il a eu tort, qu'il n'a pas été maître de lui. La société grandissant, les circonstances l'empêchent de faire ceci ou cela, les considérations qui pèsent sur lui s'accroissent, il s'y adapte. Le sauvage, sans s'analyser, comme nous le faisons de lui, apporte donc tout naturellement des restrictions à sa conduite. Il ne lui vient pas à la pensée qu'il ait quelque chose en lui d'analogue à ce que nous appelons des droits naturels ; il comprend, en revanche, qu'il y a des choses qu'il ne doit pas faire, c'est-à-dire qu'il a des obligations, ce qu'ultérieurement on a appelé des devoirs. Ce qu'il fait, il en subit les conséquences de suite ou plus tard, voilà ce que l'expérience lui démontre. Cela lui coûte quelquefois, mais il en prend l'habitude et n'en souffre plus. Les notions de responsabilité, de justice, de solidarité, de droits, de devoirs, comme de liberté et de fraternité, il les ignore, mais inconsciemment, il les met chaque jour en pratique, comme M. Jourdain faisait de la prose. Avec cela la conduite toute naturelle des sauvages, non perdus

encore par les approches de la civilisation, vaut la nôtre au fond.

Les cinq premiers motifs poussant à l'altruisme existent chez le sauvage comme chez le civilisé, mais le sixième, plus automatique et moins comprimé par la réflexion et les circonstances, serait plus fréquent. Nous avons décrit les qualités que possèdent en général les sauvages les plus inférieurs. Lorsqu'on lit, non des monographies comme il y en a tant, insistant sur leurs défauts et leur brutalité curieux à raconter, mais le journal quotidien, entre autres, de missionnaires ayant vécu dans leur intimité, le doute n'est pas permis.

Il faut distinguer, il est vrai, ceux qu'une vie dure et l'envahissement de leur territoire par les blancs irritent, et ceux qui n'ont pas été tracassés et qui ignorent encore la lutte avec leurs semblables : par exemple, les Fuégiens, d'une part, les Veddahs de l'autre, ou encore les Tasmaniens avant et après la prise de possession de leur île par les Anglais. Nous ne pouvons nous dissimuler que le sauvage est moins maître de ses réactions et qu'il se livre parfois à des violences subites, comme ce Fuégien qui, dans un moment d'humeur, lance son enfant contre un rocher où il se brise la tête. Nous ne craignons pas non plus de rappeler certaines coutumes que notre sens moral actuel ne peut comprendre, coutumes ou cas que les voyageurs ne négligent jamais de raconter en oubliant leur contre-partie. Tels sont l'anthropophagie, très répandue et qu'on explique de diverses manières suivant les lieux; l'usage, en Nouvelle-Guinée et dans l'intérieur çà et là de la Malaisie, d'apporter une tête fraîchement coupée à sa fiancée pour lui prouver qu'on est capable de la défendre; l'usage très rare d'étrangler,

lorsqu'on en a le courage, un malade à l'agonie pour lui épargner des souffrances; celui, rare aussi, de laisser en arrière avec des vivres le vieillard, fût-ce son père infirme et ne pouvant suivre. Toutefois, ces faits ne sont signalés que chez des sauvages à un certain degré de sociétés, ayant des traditions, des croyances. Ils sont consacrés par l'opinion, on loue l'individu qui a eu la force d'abréger les souffrances du moribond. Le vieillard qu'on abandonne remercie les siens du service funèbre qu'on lui rend; son fils sait que, le cas échéant, on lui rendra le même service; on se dit adieu en pleurant, la victime consolant ceux qui s'en vont. Dans ces mêmes tribus les vieillards sont respectés, honorés et soignés aussi longtemps qu'on peut. C'est une morale animale que nous ne pouvons comprendre. Avec cela, dans sa conduite générale, le sauvage est estimable; il est franc, loyal, affectueux, reconnaissant, serviable. Par son altruisme, il est dans la moyenne des Oiseaux et des Mammifères où des faits d'un autre genre, mais comparables aux précédents, se passent à côté de preuves évidentes d'attachement réciproque. L'impulsion qui l'a fait échanger l'état de nature contre l'état social n'a pas été l'intérêt, mais le besoin de compagnie. L'intérêt comme la réflexion ne sont venus qu'après.

Au fur et à mesure, en effet, que les sociétés initiales s'étendent, que les individualités s'y accentuent, que la concurrence s'élève, le tableau change et s'assombrit. La lutte, modérée d'abord, s'accroît, devient générale entre sociétés rivales, entre classes et fractions dans leur sein et entre individus. On calcule ses actes et ses sentiments. Se faire la place la plus belle, ou la moins mauvaise devient l'objectif incessant. L'égoïsme prédomine

tandis que sa contre-partie, l'altruisme, diminue. On ne retrouve celui-ci que çà et là dans l'intimité, chez les malheureux, à titre de consolation, de partage de douleurs communes ou chez ceux qu'aucun intérêt ne divise. On est esclave, vaincu, on courbe la tête; on est grand seigneur, on exploite ses inférieurs. Plus l'individu voit clair, est intelligent et fort, plus il est sourd aux cris des victimes, tout en déplorant ce qu'il ne peut empêcher. *Homo homini lupus*, comme disait Hobbes.

Cette disparition de l'altruisme d'une manière générale dans l'état social par comparaison avec l'état de nature est-elle imputable à la civilisation en elle-même, qui, au contraire, semble impliquer la fraternité? Non. C'est la nature qui est la grande coupable. Elle a mis entre les hommes des séparations qui, moins visibles à l'état de nature, créent dans l'état sociable une hostilité inévitable; elle a créé les hommes profondément inégaux et incapables de se soustraire à leur destinée; elle a donné aux uns une grâce suffisante pour se sauver et aux autres une grâce insuffisante. Les uns sont faibles d'esprit et de corps, incapables de réaction dans les conditions qui leur sont faites, les autres sont forts, sains, intelligents et prêts à la lutte; les uns sont bons, affectueux et dupes de leurs sentiments, les autres sont méchants, envieux et dupeurs; les uns prédestinés à une mort prématurée, à une vie de souffrance, à des efforts sans récompense proportionnelle, les autres prédestinés à un bonheur qu'ils n'ont pas gagné. Qu'y a-t-il d'étonnant dans ces conditions que les bien doués veuillent jouir de leurs avantages, et que les mal partagés se révoltent contre une destinée dont ils ne sont pas responsables? Comment voir la vie en rose, aimer, avoir des sentiments généreux

dans la situation de ces derniers? Une lutte désespérée, dans laquelle chacun emploie les armes dont il dispose, est la seule issue. L'animal a ses muscles, ses griffes, ses dents et en use, l'homme n'a qu'une arme en propre mais bien acérée, son intelligence, et s'en sert. Chacun pour soi, l'altruisme qui ne rapporte pas n'est qu'un leurre. A l'état de nature pas de lutte, pas de progrès, mais de l'altruisme, toutes choses égales. A l'état social, lutte à outrance, progrès, mais plus d'altruisme en moyenne, telle est la conclusion.

De bonne heure, bien avant Darwin et Hobbes, loin dans le passé, l'attention s'est portée sur ces faits. Dans le clan et la tribu on s'efforçait de conjurer les différends, de les trancher et d'empêcher leur généralisation. Mais lorsque l'intérêt particulier d'une classe, d'une secte ou d'un monarque prit le dessus, on ne s'en inquiéta plus, on en profita. La cause des faibles, des malheureux, des esclaves n'eut plus que des défenseurs occultes parmi des hommes d'élite, plus sensibles, contrastant avec leur milieu. Ce furent tantôt des législateurs ignorés, comme en Égypte, où l'on trouve quelques lois humanitaires s'inspirant d'idées élevées et égalitaires; tantôt des membres de la classe sacerdotale s'efforçant d'apporter les consolations aux victimes de la nature et de la civilisation associées, et de leur donner les espérances d'une compensation posthume, comme aux Indes, où les prêtres de Brahma disaient : La vie n'est qu'une suite de maux; résignez-vous, conduisez-vous bien, votre récompense est dans le Nirvana.

La philosophie grecque s'occupa peu des misères des classes vraiment malheureuses, elle portait ses regards plus haut, elle imaginait un idéal de bonheur pour les

sages, une organisation utile pour l'État et s'en tenait là. Les mots de justice, de bien et de mal brillent dans toutes les discussions, mais dans une acception autre que celle que nous leur donnons aujourd'hui, et concernent l'ordre de la nature dont elle voit les qualités et non les défauts. Aristote distinguait la justice d'échange, et la justice distributive, mais sans insister sur ces lois non écrites que Socrate disait inscrites dans le cœur de l'homme. Les Stoïciens et les Épicuriens n'aboutirent, comme nous l'avons dit, qu'à une consécration de l'égoïsme; quelques législateurs de l'antiquité, comme Solon et Numa, semblent cependant s'être inspirés un peu de l'idée morale à côté de l'idée utilitaire qui primait tout.

Ce ne fut qu'avec le Christianisme que s'affirmèrent réellement et se répandirent les idées généreuses et altruistes visant non une catégorie de citoyens, mais les parias auxquels il fallait porter secours, sans distinction de classe ou de nationalité, l'humanité entière. Ce furent les idées d'amour dans un sens universel, de fraternité, d'égalité, de pitié, de charité, de désintéressement; ce furent la distinction du bien et du mal moral, de la conduite privée et de la conduite publique, la notion de devoirs envers soi-même et envers les autres. Cependant le progrès n'était qu'à la surface; quoique les législateurs s'efforçassent de s'inspirer des principes nouveaux, les actes n'y répondaient pas. La masse des populations souffrait autant, la lutte était implacable, l'altruisme restait clairsemé.

Mais après la Renaissance, les idées que avons effleurées dans notre revue de la philosophie gagnèrent du terrain. On commença à comprendre que les classes supérieures,

turbulentes, qui jusque-là attiraient toute l'attention, n'étaient pas toute l'humanité, que la masse au-dessous d'elles méritait qu'on s'en occupe et que les travailleurs avaient droit aussi à une place au banquet de la vie. La révolution anglaise de 1649 fut politique et religieuse; le droit des peuples de se gouverner eux-mêmes ne reçut sa sanction, en Angleterre, qu'avec la révolution de 1689. En France, les idées marchaient à la fois dans le sens du naturalisme et du libre examen. On s'y représentait avec quelque raison l'homme avant la société comme ayant une part plus grande du bonheur. On ne se disait pas encore que la lutte naturelle à outrance était la cause de tout le mal, mais on attribuait à la société mal organisée tous les maux constatés. Les écrits des encyclopédistes pénétraient dans les salons inconscients de leur portée et s'infiltraient sérieusement dans les classes moyennes qui y voyaient un programme nouveau. Une déclaration des droits de l'homme, de circonstance, parut aux États-Unis en 1776, puis une autre radicale et idéaliste en France en 1791 et 1793, que la révolution répandit dans toute l'Europe occidentale et que résument ces trois mots : liberté, égalité, fraternité [1].

1. La première débute ainsi :

Les représentants du peuple français, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des Droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme afin que cette déclaration constamment présente à tous les membres du corps social leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs...

ARTICLE I. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité publique.

ARTICLE II. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression...

Trois phases donc dans l'évolution de l'esprit altruiste : une première où il existe naturellement, une seconde où il est étouffé par la lutte à outrance, une troisième où la fraternité est proclamée comme devant être l'une des assises de toute société.

CHAPITRE VII

Causes générales et déterminantes de l'évolution des sociétés, influences inhérentes à l'individu (*suite*). Variations individuelles d'ordre physique, physiologique et intellectuel. Conséquences. Intelligence. Sélection.

Nous avons décrit en première ligne, comme cause générale et déterminante de l'évolution des sociétés, la concurrence et la lutte qui en résulte. Puis nous avons

ARTICLE IV. — La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas aux autres...

ARTICLE V. — La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société....

ARTICLE VI. — ..... La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leur capacité...

Il y eut trois déclarations officielles des Droits de l'homme. La première, qui précède la constitution de 1791, est issue des États-Généraux et répond à ce qu'on appelle les principes de 89. Les passages ci-dessus en sont extraits. La seconde précède la constitution de l'an II ou de 1793, au point culminant de la Révolution, lorsque quatorze armées défendaient la Convention. La troisième précède la constitution de l'an III ou de 1795. Il serait injuste de ne pas en citer une quatrième, celle de Condorcet, en février 1793, au nom du Comité de Constitution.

La troisième seule renferme l'article final suivant :

ARTICLE XXXV. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

passé à l'examen des conditions extérieures et intérieures à l'individu. Nous venons d'insister sur les besoins intellectuels et sensitifs. Il reste une cause toute physiologique qui les domine et que nous avons réservée pour la fin : l'influence de l'inégalité naturelle des individus, autrement dit des variations autour du type moyen de l'espèce, ou mieux autour du type moyen de chacun des groupes secondaires ou variétés de l'espèce.

Le premier facteur immédiat ou organique de l'évolution en général des êtres organisés est, avons-nous dit, l'expansion même de la vie. Ici, chez les hommes en société, elle se traduit par leur activité personnelle et la multiplication incessante de leur nombre. Le second facteur immédiat, avons-nous ajouté, est la variabilité des individus, c'est-à-dire leurs variations qui, suivant les circonstances, passent indifférentes ou sont utilisées, se développent et tendent à se répéter dans les générations suivantes. Cette lutte des variations individuelles contre les circonstances, cette inégalité congénitale est le principal agent du progrès, le premier moteur de la marche en avant, en société comme dans tout le règne organique.

Ces variations sont d'ordre physique, physiologique, psychologique et même pathologique. Prenons des exemples d'abord parmi les caractères physiques tels que l'anthropométrie les enregistre avec les degrés de fréquence de leurs variations autour d'un maximum qui est l'expression moyenne du caractère dans le groupe étudié. Nous les empruntons à nos *Éléments d'anthropologie générale* en réduisant le nombre des degrés au minimum nécessaire, soit à cinq groupes [1].

1. Pages 388, 442 et 536.

Chez 414 215 conscrits italiens, de vingt à vingt et un ans, la taille s'est ainsi répartie, d'après Pagliani :

A 1m,80 et au-dessous.....	,6	pour 100
De 1m,80 à 1m,70.....	14,1	—
De 1 ,70 à 1 ,60.....	52,8	—
De 1 ,60 à 1 ,50.....	28,5	—
Au-dessous de 1m,50.....	4,0	—

Sur 1 000 crânes parisiens du sexe masculin, l'indice céphalique ou rapport de la largeur à la longueur était ainsi distribué d'après nous :

Au-dessous de 85.....	87 cas.
De 85 à 80.....	268 —
De 80 à 75.....	429 —
De 75 à 70.....	206 —
De 70 à 65.....	10 —

Le poids de 183 cerveaux d'Européens masculins, de vingt-neuf à trente-cinq ans, pris à Broca et Bischoff, s'est ainsi réparti :

A 1 500	grammes	et au-dessous.....		25	cas.
De 1 500	—	à 1 400	grammes.....	44	—
De 1 400	—	à 1 300	—	70	—
De 1 300	—	à 1 200	—	39	—
A 1 200	—	et au-dessous.....		5	—

Il en résulte que, dans les variations d'un caractère donné, il faut distinguer, en réduisant les degrés à leur minimum, comme ici : 1° un groupe central, où se concentrent celles des variations qui se répètent le plus souvent; 2° et 3° au-dessus et au-dessous, des groupes où les variations sont moins fréquentes, et que l'on peut qualifier de variations supérieures ou inférieures ordinaires; 4° et 5° aux extrémités, des groupes de variations rares

dans un sens ou dans un autre. Dans ces derniers même, si au lieu de sérier (c'est le mot employé) les tailles, par exemple, de 10 en 10 mètres, nous l'eussions fait de 1 en 1 mètre, il y aurait lieu de distinguer des variations supérieures ou inférieures rares, des variations exceptionnelles et des variations tout à fait extraordinaires. Mais il était inutile de multiplier notre module, cinq groupes suffisent à la démonstration.

Pour les caractères physiologiques, des variations analogues se rencontrent. En voici un exemple que je tiens de mon ancien collègue â l'École d'anthropologie, le Dr Manouvrier. Il concerne la force de pression de la main droite prise sur 84 adultes du sexe masculin, à l'aide du dynamomètre Mathieu. Les kilogr. indiqués sont ceux qu'exprime cet instrument. Cette fois la sériation étant de 5 en 5 unités, il y a 13 degrés de fréquence réductibles à 5 comme dans les cas précédents :

85 kilogr. à 89 inclus...	1			
80 — à 84 — ...	»			
75 — à 79 — ...	1	16	variations supérieures exceptionnelles.	
70 — à 74 — ...	»			
65 — à 69 — ...	3			
60 — à 64 — ...	11			
55 — à 59 — ...	9	25	variations supérieures ordinaires.	
50 — à 54 — ...	16			
45 — à 49 — ...	31	31	variations moyennes.	
40 — à 44 — ...	8	11	variations inférieures ordinaires.	
35 — à 39 — ...	3			
30 — à 34 — ...	»	1	variation inférieure exceptionnelle.	
25 — à 29 — ...	1			

Des variations aussi écartées s'observent dans les caractères cérébraux de quelque ordre que ce soit, par exemple dans la perception des odeurs, des saveurs, des

sons, des impressions visuelles et tactiles; ou dans le temps qui s'écoule entre ces impressions et la réaction à laquelle elles donnent lieu. Si je voulais puiser aux documents que M. A. Binet, directeur du laboratoire de psychologie à la Sorbonne, publie dans son *Année psychologique*, je n'aurais que l'embarras du choix. Weismann remarque que, tandis que quelques personnes sont absolument incapables de distinguer deux notes voisines sur le piano, Mozart pouvait reconnaître une différence d'un quart de note entre deux violons jouant à deux jours de distance.

Les variations intellectuelles ne se prêtent pas malheureusement encore à des modes d'enregistrement susceptibles d'être convertis en chiffres. Elles portent : 1° sur l'ensemble des facultés plus ou moins équilibrées, c'est-à-dire sur la capacité intellectuelle prise en bloc; 2° sur les prédominances ou associations analogues de facultés, donnant lieu à ce qu'on appelle le caractère ou le type intellectuel; 3° sur chacune des facultés pouvant être considérées en particulier. Quel que soit le point de vue adopté, dans un groupe de 100 individus par exemple, les degrés de fréquence de telle ou telle variation se retrouvent comme pour les caractères physiques et physiologiques précédents. En bas sont les variations exceptionnelles rares, répondant au minimum de développement de la faculté, ou de l'ensemble intellectuel considéré. Plus haut, les variations inférieures déjà communes. Au milieu les variations les plus nombreuses. Au-dessus les variations répondant déjà à un bon développement. Au faîte enfin, les variations les plus satisfaisantes, mais aussi les plus rares; ce que, dans la société, on peut regarder comme des étoiles de première grandeur, répan-

dant à elles seules plus de lumière que toutes les autres variations réunies. De la combinaison des variations de tous degrés des divers genres de facultés résultent les innombrables types individuels que l'on rencontre : les incapables, les indolents, les indifférents, les automatiques, les impulsifs, les incohérents, les contemplatifs, les positifs, les génials dans une branche ou une autre.

Prenons un exemple circonscrit : la faculté d'observer et d'induire. Soit 100 individus : 30 passeront quotidiennement auprès d'un objet ou assisteront à un phénomène, et n'y feront pas attention ; 20 verront de suite ce qu'il y a de particulier dans cet objet ou ce phénomène, mais sans s'y arrêter ; 10 le verront et y réfléchiront ; 5 ou 6 le rapprocheront de quelque autre et en tireront une idée qu'ils emmagasineront dans leur mémoire ; 1, peut-être, y verra de suite un trait de lumière, une révélation, une application.

Nous sommes fiers de notre intelligence. Qu'est-ce, après tout? Comment se décompose-t-elle et s'exerce-t-elle? Ses éléments peuvent ainsi se répartir dans une opération donnée : 1° l'attention, qui fait que les facultés éveillées concentrent leur action sur la question qui se pose ; 2° la lucidité, qui fait que, sans perdre de temps sur les détails, l'esprit se porte sur les points essentiels, sans en négliger aucun ; 3° la mémoire, qui permet la comparaison avec les choses antérieures, analogues ou inverses ; 4° la raison, qui examine ces points sous leurs divers aspects, les contrôlent et donnent à chacun leur valeur ou poids, dans les conditions données ; 5° le jugement, qui n'est qu'une balance juste, montrant de quel côté le plateau s'abaisse. Mais, que de différences inouïes dans ces opérations et dans les facultés mises en jeu! Tels

parlent et agissent sans avoir un instant porté leur attention sur le sujet, ou n'y ayant porté qu'une attention distraite. Tels s'arrêtent à des points secondaires, à des futilités, et ne voient pas, n'abordent pas les points de vue où il y a lieu de se placer. Tels sont incapables de suivre un raisonnement, ne font entrer en ligne que l'un des motifs, ne lui donnent pas son poids exact, manquent de l'une ou de plusieurs des facultés nécessaires, les ont faussées par des préjugés, des méthodes vicieuses, ou sont débordés par leur subjectivité et leur imagination. Tels enfin, avec la meilleure mémoire, les meilleures intentions, certaines facultés bien développées, auront un jugement nul ou semblable à une balance folle, lourde ou viciée. Les cerveaux bien équilibrés, les intelligences supérieures sur la majorité des points sont bien rares. Au-dessous d'elles l'échelle à établir comporterait une infinité de degrés, le plus grand nombre au-dessous d'une moyenne passable.

Ce qui trompe, c'est que nous ne voyons que les supériorités. Les progrès que nous admirons, les grandes œvures qui nous étonnent sont le produit d'un très petit nombre. Que l'on jette un coup d'œil autour de soi, combien en voit-on qui se détachent, qui aient de l'originalité, qui pensent avant d'exprimer une opinion, qui ne soient pas le simple écho de leur entourage? Que l'on fasse le compte de ceux qui ne parlent que de ce qu'ils savent et de ceux parlant à tort et à travers, des hommes ne faisant intervenir que leur sentiment et des hommes n'écoutant que leur expérience et leur raison. Lorsque nous nous extasions devant l'intelligence humaine, nous avons en vue un type idéal que notre esprit se forge en rassemblant les exemples les plus merveilleux, les cas

individuels les plus frappants, en associant les Homère et les Michel-Ange, les Voltaire et les Diderot, les Kant et les Gœthe, les Aristote, les Newton et les Pasteur.

Nous oublions sa contre-partie, ceux qui ne font que des sottises, n'ont pas une idée à eux et croupissent dans l'automatisme le plus terre à terre avec les seuls besoin indispensables. N'étaient-ce les variations très au-dessus de la moyenne, sinon les étoiles de première grandeur, l'humanité n'aurait jamais atteint son altitude actuelle. Sans elles, jamais peut-être les Primitifs ne seraient sortis de l'humanité; jamais les sauvages n'auraient su s'organiser en sociétés passables. Les variations que l'anthropométrie constate dans les cerveaux des races inférieures, sont moins étendues que chez les civilisés, mais elles n'en sont pas moins très grandes; il y existe des variations exceptionnelles qui expliquent leurs progrès. Inversement autour de nous les variations inférieures ne sont que trop nombreuses. Combien ne voit-on pas d'individus qu'immobilise la routine, qui n'ont aucune initiative, qui n'auront pas l'idée de déplacer la pierre qui, vingt fois, les aura fait tomber, qui ne se corrigeront pas d'un défaut dont cent fois ils auront été victimes ! Combien sont aussi simples d'esprit à trente et cinquante ans qu'à dix !

L'évolution, en un mot, ne s'opère pas par les variations moyennes, mais par les variations supérieures. D'où la conclusion qu'une société doit faire tous ses efforts pour aider au développement des variations supérieures, favoriser leur dégagement, et les mettre à profit. Une société réduite à ses variations moyennes d'intelligence et d'initiative serait immobile et, comme les autres marchent autour d'elle, serait vite dépassée.

Il y a plus. D'une part, les variations individuelles, les plus avantageuses pour la société comme pour les individus, peuvent ne jamais rencontrer les conditions dans lesquelles elles seront utilisées, et rester lettre morte [1]. De l'autre, les variations moyennes ou indifférentes peuvent rencontrer des stimulants qui les exhaussent, ou des conditions qui leur conviennent, et acquérir ainsi une valeur relative. En d'autres termes, un caractère physique ou intellectuel ne tire sa véritable valeur que de l'emploi qu'on en fait. Tel individu, qui, dans un genre de travail, est nul, sera supérieur dans celui qui lui convient. La diversité des aptitudes est infinie. Les uns témoignent de grandes capacités dans les arts, les sciences ou les lettres, les autres dans l'industrie, le commerce ou la politique. Dans les sciences, les uns sont propres aux mathématiques, les autres à l'histoire naturelle, d'autres à la sociologie. Tel parfait en botanique, en géologie ou en entomologie, est réfractaire aux autres branches. Dans chaque partie il y a des différences. L'un en botanique, ne sera bon qu'à la description et la détermination des espèces, l'autre qu'à la physiologie des plantes ou aux problèmes philosophiques, un troisième au microscope ou à l'élevage.

Dans la société, heureusement, la division du travail est non moins variée, il y a des places à prendre pour tous les genres d'activité, pour toutes les variations supérieures, moyennes et même inférieures. Il y a longtemps qu'Aristote a dit qu'il y avait des individus créés pour

1. A titre de hautes capacités que les circonstances n'ont jamais placées dans les conditions où elles eussent été mises à profit, je citerai Jérôme Napoléon. Tous ceux qui l'ont connu intimement affirment qu'il possédait la plupart des qualités de son oncle Napoléon Ier. A de moindres hauteurs, combien souvent le cas se répète!

obéir, et d'autres pour commander. Dans une fabrique, à éducation égale, l'un ne fera jamais qu'un bon ouvrier, l'autre un bon teneur de livres; un troisième sera un bon contremaître, alors que pour son compte il serait incapable. Parmi les patrons, de même, l'un convient à la vente, l'autre à la fabrication, un autre à la direction d'ensemble. A l'armée, il en est de même : certains ne seront jamais que fantassins, quelques-uns sous-officiers; un petit nombre atteindront le grade de capitaine; tel général de brigade ne pourra passer général de division; très peu sauront commander un corps d'armée. Bref, dans la société il y a des occupations hautes ou basses pour tout le monde, comme parmi les individus il y a toute une échelle d'aptitudes. Mais il faut que les deux termes se rencontrent, que chacun cherche sa voie, s'essaye dans diverses directions, et trouve la place où ses qualités seront utilisées, et ses défauts sans inconvénients. Le pire des défauts dans une situation, peut être la meilleure des qualités dans une autre. Rien n'est plus rigoureusement exact que le dicton anglais : *The right man in its right place.*

L'inégalité naturelle des hommes perd donc en société une partie de ce qu'elle a de révoltant. Les individus supérieurs pour une chose sont souvent inférieurs pour une autre. Un sujet moyen rendra plus de services s'il est à sa place pour un travail très demandé, qu'un sujet supérieur pour un travail peu demandé. Il en résulte que tous les efforts d'une société, désireuse de procurer à la masse de ses membres la satisfaction facile et étendue de leurs besoins, doit favoriser tout ce qui tend à laisser à chacun les moyens de découvrir par lui-même le meilleur emploi de ses facultés, d'augmenter sa propre

valeur et, à ses risques et périls, de faire son propre bonheur.

Il y a une troisième raison pour que la société respecte l'émulation, la concurrence et la lutte dans son sein, trois choses qui se tiennent. L'activité d'un organe, d'une fonction, d'une faculté, a pour effet de l'accroître, et de le différencier dans le sens du travail actuel. Les variations les plus exercées, et par conséquent exhaussées dans l'échelle durant la vie de l'individu, sont celles qui tendent de préférence à se répéter chez le descendant, et, si le même exercice est repris, à se confirmer dans la lignée. Un manouvrier lève tant de kilogrammes, et arrive par son expérience à tripler le chiffre; son fils, s'il lui ressemble, et s'il se livre au même travail, atteindra un chiffre plus élevé, et léguera à son fils la prédisposition à monter plus haut encore. Il y a une limite évidemment, mais la force musculaire, incessamment stimulée à chaque génération, arrivera à une moyenne supérieure à celle qui aurait existé si les individus avaient laissé leurs muscles au repos.

Aucune hypothèse de M. Weismann ne peut changer le fait. Il en est de même des variations intellectuelles, elles seront plus élevées, l'hérédité appropriée aidant, dans les familles exerçant leur cerveau, que dans celles n'exerçant que leurs muscles. C'est ainsi que se comprend la transmission des caractères individuels acquis par l'usage ou le défaut d'usage. Une variation indifférente, spontanée dans une famille, telle qu'une conformation spéciale de l'oreille, du nez ou du menton, un tic de mouvement, une façon de penser, s'y perpétue pendant des générations, lorsque le hasard des unions opère dans ce sens. A plus forte raison, lorsque la

variation n'est pas indifférente, est utilisée et accrue par le travail, les chances de transmission seront-elles augmentées. L'activité qu'engendre la recherche du meilleur emploi de ses facultés est donc, indépendamment des produits matériels qu'elle donne, le facteur par excellence de l'amélioration des individus. Toute société estimant qu'il est dans ses fonctions de songer au lendemain, de ne pas se désintéresser du perfectionnement de l'espèce, et de préparer une vie plus facile à ses successeurs, devra donc respecter la lutte, sinon l'encourager.

Ce qui nous conduit à nous demander ce qu'il y a de fondé dans une proposition paradoxale qui a été émise, à savoir que l'intelligence ne semble pas avoir augmenté de l'antiquité jusqu'à nos jours et qu'entre nous et les Grecs de Périclès, suivant Gladstone et Galton, entre nous et les hommes de Shakespeare au temps d'Élisabeth, suivant Huxley, il n'y a pas de différence frappante. Prenons la question telle qu'elle est posée.

Si l'on a égard au chiffre de la population aux deux époques, oui, le nombre des noms illustres dans le monde civil paraît plus grand jadis. Mais il y a une distinction à faire. Les poètes, les artistes et les philosophes sont nombreux, brillants et n'ont pas été dépassés depuis. Les hommes de science sont rares, au contraire, et, si l'on met de côté Archimède et Aristote, peu saillants. Il n'y a pas à s'en étonner. La carrière des lettres et des arts était facile et en faveur, et celle des sciences ne l'était pas. Les lettres et les arts sont des produits subjectifs, inhérents à l'individu, à leur exubérance cérébrale, la philosophie est un produit de la raison

a priori; tandis que les sciences sont objectives et demandent une préparation, une longue série d'observations antérieures, une raison *a posteriori*. J'admets qu'Hippocrate et Galien, et plus récemment Sydenham, s'ils eussent eu les connaissances anatomiques et biologiques que nous possédons, auraient égalé nos plus hautes célébrités médicales. Je crois qu'Aristote, en tant que naturaliste, ou, près de nous, Descartes, auraient pu, dans la situation de Pasteur, être conduits à des découvertes équivalentes. On peut, dans les lettres, les arts et la philosophie, être un génie à quelque époque que ce soit presque; dans les sciences, on dépend de ses devanciers, on met à profit ce qu'ils ont laissé et on y ajoute un peu seulement. La proposition ci-dessus ne peut donc être acceptée sans un examen plus approfondi que celui qu'en a fait Kidd, par exemple.

Ce n'est pas ainsi, du reste, que la question doit se poser. L'intelligence humaine, à une époque ou dans une société, ne doit pas être jugée par les cas exceptionnels, par ses variations-étoiles, mais par sa moyenne, par son niveau général. Ce niveau s'est-il exhaussé autant qu'on se plaît à le croire et que la logique le dit? J'apporterai ici quelques remarques personnelles qui m'ont souvent frappé.

L'intelligence est le produit physiologique de plusieurs facteurs anatomiques parmi lesquels le plus accessible aux comparaisons est le volume du cerveau et, à son défaut, celui de la cavité crânienne. Le cerveau est petit chez les Mammifères les plus anciens, il grossit à travers les âges, entre autres chez les Primates par rapport à la masse du corps. Tout à coup, en passant des Anthropoïdes à l'homme, il triple presque; ce qui permet de

faire de son volume l'un des caractères essentiels de l'espèce humaine. Dans celle-ci, toutefois, des différences assez prononcées se remarquent dans les moyennes de races. Ainsi, dans la race de Java et du Néanderthal, la plus ancienne connue, la capacité crânienne est de 1000 centimètres cubes environ. Les races noires inférieures (Veddahs, Andamans, Boshimans, etc.) ont en moyenne et en nombres ronds 1300 centimètres cubes. Les races noires relativement supérieures (Australiens, Néo-Calédoniens, nègres ordinaires d'Afrique) 1450. Les races jaunes (les Esquimaux mis de côté [1]) 1500, les Blancs 1550 (chiffres rapportés au procédé de cubage de Broca). Ces différences se comprennent très bien par la sélection qui a différencié la souche initiale, lorsque les hommes étaient à l'état de pure nature, comme dit Voltaire. Il y a même, dans les divisions des Jaunes et des Noirs actuels, des écarts entre les moyennes particulières que la sélection explique volontiers aussi. Mais, chez les Blancs, pas du tout. Les différences entre les moyennes de leurs sous-races ou groupes, sont faibles et ne sont pas ce que la théorie de Darwin voudrait. Ainsi, entre les hommes de la pierre polie et du bronze et les Parisiens actuels, entre les Parisiens du XII^e^ siècle et ceux du XIX^e^, entre les Égyptiens de la IV^e^ et ceux de la XVIII^e^ dynastie, il n'y a pas de diffé-

1. Les Esquimaux, chose *a priori* bizarre! et venant à l'appui de la thèse que j'ai défendue page 176, à savoir qu'ils ont été une race florissante et ne sont plus aujourd'hui qu'une race régressée et s'éteignant, ont (toujours en nombres ronds) 1 650. La même explication s'applique à la capacité non moins singulièrement forte des habitants de la caverne de l'Homme mort, à l'époque néolithique. Elle laisse entrevoir que le maximum d'accroissement de la boîte crânienne et de son contenu a peut-être été atteint avant l'entrée en lice des races blanches actuelles. Les grosses têtes ne sont plus un avantage.

rence notable [1]. Le cerveau n'augmenterait donc plus chez les Blancs.

Il est possible, il est vrai, que le cerveau et sa boîte crânienne ne pouvant grandir indéfiniment, sans troubler l'équilibre entre la tête et le corps, l'augmentation ait cessé et ait été remplacée par le second facteur que j'ai indiqué : les circonvolutions. Poids du cerveau et développement des circonvolutions sont chez les individus généralement en raison inverse. Témoin le cerveau de Gambetta, qui ne pesait, après correction, que 1 246 grammes, tandis que ses circonvolutions, particulièrement celle du langage, étaient les plus riches peut-être que j'aie vues. J'ai, du reste, laissé comprendre, dans quelques-unes de mes publications, qu'un cerveau volumineux n'est pas une marque certaine de supériorité, que les cas extraordinaires cités, ceux de Byron et de Cuvier, par exemple, sont des anomalies de croissance ou autre et qu'un poids modérément au-dessus de la moyenne vaut mieux qu'un poids très au-dessus [2]. Ainsi le poids du cerveau de Broca était parfait, il pesait 1 485 grammes après l'embaumement et, avec la correction ci-dessus, 1 622, alors que la moyenne au même âge, dans la même catégorie sociale, est de 1 352.

Le progrès chez les Blancs a pu s'opérer aussi par les

1. Mon affirmation pour les Parisiens étonnera quelques personnes, car, partout, c'est le contraire que l'on répète. Mais personne, en cette circonstance, n'a plus de droit d'affirmer. A titre de conservateur des collections de la Société d'anthropologie, puis de directeur adjoint du laboratoire de Broca, les pièces sont restées entre mes mains pendant vingt-cinq ans. Broca était au début de ses opérations craniométriques, il a commis une faute. Qui n'en a jamais commis lui jette la pierre !

2. Voir mes *Éléments d'anthropologie générale*, chapitres XV et XVI ; entre autres, les listes des plus gros et des plus petits cerveaux connus, pages 553 et 554.

autres facteurs ; par l'amélioration des connexions profondes des faisceaux de la substance blanche avec les cellules de la substance grise, par l'amélioration de ces qualités intrinsèques des cellules que le microscope associé à la chimie ne constatera jamais peut-être, et qui font que, de deux cellules semblables sous tous les rapports, l'une sera supérieure en qualité et l'autre inférieure.

En ce qui concerne les variations individuelles supérieures exceptionnelles de l'intelligence, sur lesquelles repose la proposition relevée par Kidd, je puis, en me servant encore de la capacité crânienne, ajouter un argument qui leur ôte de leur valeur. On en rencontre aussi bien dans les races inférieures que dans les supérieures, comme je le disais il y a quelques pages, chez les Nègres que chez les Blancs, et elles ne sont que très peu plus nombreuses chez ces derniers.

Suivent quatre sériations, pour me servir du mot usité en anthropométrie, de 100 sujets chacune, donnant la fréquence des variations autour du centre où cette fréquence est la plus grande [1].

Capacité crânienne de :

	100 Parisiens.	100 Nègres d'Afrique.	100 Néo-Calédoniens.
Au-dessus de 1 800 cent. cubes..	3	1	
De 1 800 à 1 700	—	8	2
De 1 700 à 1 600	—	20	9	18
De 1 600 à 1 500	—	33	32	27
De 1 500 à 1 400	—	18	32	33
De 1 400 à 1 300	—	12	13	16
De 1 300 à 1 200	—	4	10	5
De 1 200 à 1 100	—	2	1	1

1. P. Topinard, *Élém. d'anthr. génér.*, page 623.

On pourrait en tirer la conclusion que le nombre des supériorités visibles, dans un genre ou dans un autre, tient moins à la quantité des variations exceptionnelles supérieures qu'aux conditions sociales leur permettant d'émerger de l'obscurité.

De toutes façons, que l'on considère l'intelligence moyenne, ses variations supérieures ordinaires ou ses variations-étoiles, la proposition en question reste sans soutien. Nous ne l'admettons ni ne la rejetons.

Une question est à examiner. Nous avons, à plusieurs reprises, parlé de la lutte, comme cause d'activité individuelle, et de la part qu'elle prend dans l'évolution des sociétés. Mais nous n'avons pas touché à son effet principal qui, selon Darwin, serait la sélection par la mort des vaincus. Expliquons-nous. Le sujet se partage en trois : la lutte entre les hommes à l'état de nature, la lutte entre les sociétés rivales et la lutte entre les individus.

La première ne présente rien de particulier. C'est l'équivalente de celle qui se passe chez les animaux, quoique chez l'homme, moins pressé par ses besoins ou sachant mieux les satisfaire par son intelligence, elle soit moins vive. Les résultats sont les mêmes : les plus forts, les mieux portants survivent et se multiplient davantage. D'où une différenciation progressive de l'espèce en faveur des variétés les meilleures, une séparation se creusant entre elles, et la création des races primordiales. Certainement la sélection naturelle eut alors son plein jeu. Les mêmes effets se produisirent sur les premières tribus, encore à l'état sauvage, grâce surtout aux combats collectifs. Mais les masses en lutte se composant à

la fois de forts et de faibles, les premiers défendant les seconds dans une certaine mesure, les effets durent être atténués, la sélection mortuaire dut se produire sur des tribus ou des clans entiers plus que spécialement chez les individus. Dans nos sociétés rivales actuelles il en est de même. Non seulement les forts sont mêlés aux faibles dans la généralité des cas, mais avec le système de la mort se donnant à distance à l'aide d'armes qui ne choisissent pas leurs victimes, la mort frappe indifféremment les uns et les autres. Dans une défaite même, ce sont les humbles ayant le moins de besoins, sachant le mieux se tirer d'affaire isolément, qui sont favorisés. C'est la stratégie, la tactique, la meilleure organisation militaire, les meilleurs armes, toutes choses établies auparavant par les chefs, qui décident de la victoire plus que la valeur et l'intelligence personnelles. Dans ces conditions ce sont les nations les mieux préparées, sachant le mieux s'adapter aux ressources du présent qui l'emportent. Mais rien ne dit qu'après la victoire elles conserveront leurs avantages et répareront mieux leurs pertes que les vaincus. Le nom, la nationalité d'un peuple disparaît sans que les éléments dont il se compose périssent. Ils se fondent avec les vainqueurs, mais ils ont autant sinon plus de chances de survivre. En un mot, la sélection mortuaire dans nos guerres, entre sociétés civilisées, s'exerce sur les sociétés en masse et non sur les individus. Nous mettons de côté, bien entendu, les cas où l'une de ces nations exterminera toute une population, comme les Tasmaniens, ou bien les mettra dans une situation où ils ne peuvent vivre, comme les Peaux-Rouges. Ici c'est la sélection de Darwin à outrance.

Nous ne parlerons pas de la lutte entre classes et

groupes intra-sociaux. Ceux-ci existent toujours; détruits ou dispersés, ils se reforment, sans que les nouveaux diffèrent sensiblement des anciens. La lutte porte sur le plus ou moins de privilèges qu'ils auront, de jouissances qu'ils désirent, ou de suprématie. Il y a des sélections professionnelles, commerciales, une spécialité l'emportant sur l'autre mais sans extinction.

Reste la lutte entre les individus. Celle-là, nous n'hésitons pas à le dire. Depuis l'origine des sociétés elle a eu de moins en moins pour effet généralisé la survivance et la plus grande multiplication des plus forts. La première raison en est l'intelligence de l'homme. A mesure qu'il apprend à se protéger contre les milieux et trouve des procédés d'alimentation là où auparavant il eût péri, la sélection artificielle consciente ou inconsciente remplace la sélection naturelle.

Qu'est-ce, en effet, que l'agriculture, la domestication et l'élevage des animaux, l'échange et l'industrie, l'association et les changements de mœurs qu'elle comporte, sinon l'intervention de la main de l'homme modifiant ses propres conditions d'existence comme il modifie celles des espèces végétales ou animales qu'il veut perpétuer? Une seconde cause complémentaire de la diminution de la sélection dans l'espèce humaine est la facilité de transmission du père aux enfants, ou de la tribu à tous ses membres, de l'expérience acquise dans l'art de se tirer d'affaire dans la vie. Chez les animaux, cette transmission ne s'opère que par les habitudes ou instincts, longs à s'établir et à se fixer. Chez l'homme, grâce au langage, au temps prolongé pendant lequel le fils vit avec son père et à la tradition ajoutant toujours à elle-même, cette éducation est rapide.

Le résultat le plus visible de la sélection, dans la période plus ou moins civilisée, est le partage de la société en classes, les unes satisfaisant à la fois leurs besoins nécessaires et superflus, les autres ne satisfaisant que strictement les premiers, mais, en définitive, vivant et se reproduisant. L'abîme qui les séparait ne les empêchait pas de se mélanger, les supérieurs s'appropriant les femmes des inférieurs. Quant à la mortalité, si la misère la rendait plus forte dans les basses classes, elle était augmentée dans les hautes classes par la guerre dont elles faisaient leur métier.

La guerre, puisque nous y revenons, a d'ailleurs maintes fois changé de caractère. A l'origine on tuait ou mangeait le vaincu, puis on en fit des esclaves, dont la subsistance, du moins, était assurée. Pendant longtemps on se combattait de près, le courage et la force donnaient le succès, la sélection naturelle fonctionnant régulièrement. Mais l'on a inventé les armes à feu, la mort se donnant de loin sans faire de distinction; ce ne fut plus une sélection pour les individus, mais seulement pour les peuples. Aujourd'hui le changement est plus grand encore : la conscription militaire prend les forts et laisse les faibles qui deviennent ainsi les favorisés.

Même au sein des classes, la lutte a changé de caractère dans nos sociétés civilisées. Elle n'a plus pour objet la survivance, mais une satisfaction plus ou moins étendue des besoins, spécialement des superflus, un désir de confort, de richesse, d'une position au-dessus de celle où l'on est né, de la plus haute possible. Déjà, au siècle dernier, les serfs groupés autour de leur seigneur ne luttaient plus; ils vivaient mal, mais ils vivaient. Hier, nos paysans en étaient là encore. Bon nombre de

prolétaires n'aspirent guère qu'à un peu de mieux. De nos jours, un individu ayant quelque disposition au travail et à l'épargne peut toujours, tôt ou tard, se procurer une aisance relative. La lutte ne prend des proportions considérables que dans les régions élevées; là où l'on a de grands besoins de jouissance ou une ambition démesurée; la mort en est rarement la conséquence. Ce qui reste de la sélection naturelle est minime. Huxley estime que la couche sociale dans laquelle elle joue encore en Angleterre est à peine représentée par 5 pour 100 de la population. Ce changement dans les effets de la lutte, qui n'est plus que de l'émulation normale, de la concurrence simple, est une réponse à ceux qui voudraient l'enrayer au nom de la fraternité. Ce qu'il importe seulement, c'est de la régulariser dans ses procédés et d'empêcher qu'elle ne redevienne ce qu'elle a été dans les sociétés primitives et chez les animaux. Il est certain qu'aujourd'hui la société prend soin des idiots, infirmes et orphelins, qu'elle a des asiles et hôpitaux de toutes sortes, des maisons de retraite pour les vieillards; que la médecine, associée à l'hygiène, a presque doublé la longévité humaine; et que la statistique établit que la natalité est plus forte chez les pauvres que chez les riches, dans les campagnes que dans les villes, quels qu'en soient les motifs. Darwin lui-même reconnaît que « la civilisation s'oppose de plusieurs façons à la libre action de la sélection naturelle ». La vérité est qu'elle est remplacée par une sélection artificielle inconsciente ayant d'autres effets.

Il faut se garder, du reste, de confondre la sélection naturelle ou la sélection artificielle consciente avec une sorte de triage spontané et accidentel qui s'opère sou-

vent dans les sociétés. Darwin en a désigné l'une des formes chez les animaux sous le nom de *sélection différentielle*. Elle provient de motifs, de préférences ou d'impulsions semblables, souvent inhérentes à la race, qui poussent certains individus à se joindre à d'autres ou à les imiter et ainsi à former des groupes dans lesquels prédomine le caractère ou les caractères qui en sont la cause. Ces individus, hommes ou animaux, vivant et s'unissant entre eux, surtout si la ségrégation y aide, peuvent ainsi donner naissance au sein de l'espèce à des variétés permanentes ou races sans que la lutte et la survivance des plus aptes y concourent. C'est dans cet ordre d'idées que se range l'exemple suivant que j'ai mis en relief [1].

On sait que les Anglo-Scandinaves ont pour caractères communs, entre autres, un esprit d'initiative et d'émigration très prononcé, et comme caractère physique, entre autres, une taille élevée. Or, à l'aide des statistiques de Gould, prises pendant la guerre de la sécession aux États-Unis, j'ai montré que si l'on compare des séries de même ordre dans ce pays et en Europe, la taille est toujours plus grande aux États-Unis; puis, en continuant la comparaison entre les États de l'est et les États de l'ouest, qu'elle est plus grande dans ces derniers. D'où, en mettant de côté l'influence des milieux et du changement de vie que j'ai discutée, la conclusion que ce sont les Anglo-Saxo-Scandinaves ayant le plus d'initiative et d'esprit d'émigration, qui se sont sélectionnés d'eux-mêmes en émigrant d'Europe en Amérique et à nouveau en émigrant des États de l'est dans les États de l'ouest.

1. P. Topinard, *Éléments d'anthropologie générale*, p. 462, etc., Paris, 1885. Édit. Vigot frères.

C'est par une sélection analogue que l'indice céphalique est abaissé dans les villes par rapport aux campagnes étudiées par Otto Ammon et d'autres, à ce point de vue, dans le Wurtemberg et en Italie : les individus les plus dolichocéphales et les plus entreprenants ont, de préférence, émigré des campagnes dans les villes. Je crois me souvenir que le phénomène inverse a été observé en Angleterre pour certains centres. Il y a effectivement une sélection professionnelle : certaines professions attirent de préférence certaines aptitudes associées d'une manière générale à certains traits anthropologiques [1]. Nous avons parlé de la sélection militaire écartant les petites tailles et les mal conformés, à l'inverse de ce que faisait le grand Frédéric, qui composa un régiment de taille très élevée. Les hôpitaux, dans un ordre analogue d'idées, opèrent une sélection; la moyenne du poids des cerveaux y est bien au-dessous de celle des intellectuels de la société. Bien certainement la moyenne des *workhouses* d'Angleterre serait plus basse encore. Le mariage opère aussi des sélections méritant dès lors d'être appelées sexuelles et qui varient suivant les pays.

1. Les Savoyards et les Auvergnats, très brachycéphales, viennent à Paris où la moyenne est mésaticéphale ; mais des blonds, dolichocéphales, y viennent aussi du nord, en sorte que la moyenne en est peu affectée.

Les différences moyennes de taille suivant les professions que nous avons rapportées dans nos *Éléments*, d'après les statistiques anglaises, se comprennent par la sélection professionnelle.

CHAPITRE VIII

Distinction entre l'évolution sociale et l'évolution des individus. — Séries évolutives partielles. Édifice total. Capital social. — Structure de la société.

Lorsqu'on traite de l'évolution des sociétés on confond généralement deux choses très différentes : l'évolution des individus par l'intermédiaire desquels s'opère l'évolution sociale, et l'évolution des *produits* que ces individus laissent après eux et qui vont sans cesse s'ajoutant et s'amoncelant. Une partie de ces produits est perdue ou consommée sur place au seul bénéfice de l'individu ; une partie, par répercussion, profite à la société présente ; mais une autre, la quintessence, survit, est léguée aux générations suivantes, modifiée, transformée et évolue indépendamment des individus disparus, fructifiée par les individus nouveaux qui se succèdent, meurent et laissent l'édifice grandissant sans cesse.

Dire tout ce qui rentre dans cette dénomination large de produits, tous les chapitres auxquels ils donnent lieu, serait fort long. Et cependant ce sont eux qui constituent la sociologie descriptive par excellence. Nous nous bornerons à indiquer quelques-uns de leurs titres de chapitres les plus saillants, embrassant l'ensemble des sociétés convenant à certaines en particulier. Tels sont : Les procédés nouveaux d'existence en commun, d'ordre général. Les inventions, découvertes et améliorations portant sur la façon de satisfaire les besoins urgents, de confort, de luxe et intellectuels. Les modifications utiles apportées au sol, à la flore, à la faune par des-

truction d'espèces nuisibles ou création d'espèces nouvelles avantageuses. Les exemples de conduite, bons ou mauvais pour la communauté, à imiter ou à rejeter et devenant une tradition historique. Les coutumes, lois et institutions de plus en plus appropriées. Les objets industriels, littéraires ou artistiques qui se conservent, sont la propriété de tous et restent à l'état de témoins des efforts du passé et sont un stimulant. Les méthodes de travail et les idées de plus en plus multipliées, contingentes ou abstraites, scientifiques ou pratiques. Les mœurs ou habitudes de sentir, de penser et d'agir s'acheminant vers les rapports les meilleurs entre les individus et l'autorité sociale, etc.

Ces produits se transmettent de toutes les façons : par la tradition, l'exemple et l'enseignement, par la parole, les écrits et les livres, par les objets usuels ou déposés dans nos musées d'industrie, de commerce, d'ethnographie, d'art, par l'hérédité individuelle enfin et la vitesse acquise. Soumis au critérium de l'utilité, de l'adaptation aux conditions, ils subissent le sort des éléments de toute évolution dans quelque domaine que ce soit. Ils entrent en lutte ; les uns tombent en désuétude et disparaissent, laissant ou non après eux quelque rejeton accidentel, les autres se modifient, grandissent, se différencient et donnent lieu à des efflorescences très différentes de ce qu'on aurait supposé au point de départ. Chaque groupe de ces produits, pris à part, forme comme une série continue et dichotomique, plus ou moins influencée par les séries voisines évoluant à part.

L'évolution sociale n'est autre que l'ensemble de ces évolutions partielles. De même que l'évolution des êtres vivants en général ou du règne zoologique en particulier,

elle se présente sous l'aspect d'un arbre aux racines nombreuses, aux souches enlacées émettant des branches, des rameaux, des ramuscules. Suivre la filiation de toutes ses parties en allant des racines aux extrémités feuillées ou des extrémités aux racines, est la tâche que les sociologistes, chacun dans sa spécialité, se sont imposée avec raison. Il va de soi que nous ne l'entreprendrons pas. C'est une encyclopédie. Il n'existe pas, à notre avis, de champ plus vaste, surtout si l'on y comprend les applications à la phase actuelle.

L'un des terrains les plus féconds, que je tiens à signaler et que l'anthropologie comme la sociologie n'exploitent pas assez, est l'Histoire, non celle qu'on enseignait dans notre jeunesse, où l'on ne voyait que des fins dictées par la Providence ou la métaphysique, mais celle des raisons philosophiques des événements, résultant de la nature même de l'homme, isolé ou en société, de ses mobiles et de ses idées directrices en conflit avec les forces de la nature auxquelles il résiste ou se soumet.

Un sujet plus exploité est celui des étapes auxquelles ont donné lieu les divers besoins. Soit, je suppose, la navigation. On y voit l'homme s'abandonnant pour la première fois au fil de l'eau, sur un arbre encore pourvu de ses branches, puis sur un arbre dégarni, uni à d'autres, creusé ; se servant de perches, de rames, de voiles, de roues à aubes, de l'hélice ; guidé par les étoiles, la boussole, et arrivant peu à peu aux trirèmes de Carthage, aux caravelles de Christophe Colomb, au Great Eastern et à nos cuirassés. Chaque branche de nos connaissances chaque industrie, chaque instrument presque, donne lieu à de semblables séries. A Londres sous la conduite du Général Pitt Rivers, il y a bien des années déjà,

et à Washington, plus récemment, sous la conduite du regretté Mason, j'ai été émerveillé par des collections sériaires d'ustensiles de toutes sortes, de ménage, de pêche, d'agriculture, d'armes, faisant toucher du doigt la progression technique des efforts de l'homme.

Soit encore, parmi les sciences, la médecine : on y voit les sorciers débutant dans l'art de guérir, Hippocrate classant les observations que les malades suspendaient aux colonnes du temple de Cos, Galien disséquant des singes pour connaître la structure de l'homme, Mundinus et Vésale créant l'anatomie humaine vraie, Harvey la physiologie, Baër l'embryologie ; chaque branche nouvelle des sciences médicales succédant logiquement à une autre et en engendrant à son tour de nouvelles, à titre de produits de l'activité des individus. Weismann a écrit un beau chapitre sur ce sujet en prenant pour exemple la musique. Il montre combien il est nécessaire de séparer les individus de leurs produits et comment ces derniers ont leur évolution propre indépendante des premiers. Il distingue l'aptitude ou le sens musical qui est subjectif, inhérent à l'individu, de la science musicale qui s'est constituée lentement avec ses procédés techniques depuis les quelques notes semblables que le sauvage répète jusqu'aux formes contemporaines les plus élevées de la symphonie.

Parmi les séries évolutives particulières auxquelles des milliers d'individus ont travaillé et que l'on commence seulement à rattacher à la sociologie dont elles relèvent, il est indispensable de citer les séries judiciaire, économique, administrative et financière qui jouent un rôle de premier ordre dans le fonctionnement des sociétés. Jadis leurs cadres se réduisaient à peu de

chose, la population était petite, quelques coutumes ou habitudes, des systèmes élémentaires pivotant autour des intérêts d'un monarque suffisaient. Aujourd'hui les sociétés comprennent des millions de citoyens, ces branches forment les réseaux les plus enchevêtrés, aux mailles serrées se commandant, se soutenant. Cependant l'ordre y règne, les rouages s'engrènent avec précision, rarement l'un se brise. L'aménagement d'une ville comme Londres ou Paris, est cent fois plus merveilleux qu'un métier à tisser, une tour Eiffel ou un microphone. En France, nos lois sont issues de la loi Franco-germanique, du Droit Canon de l'Église, de la loi romaine et des additions successives que les rois et les parlements, l'État et les provinces y ont apportées. La Révolution en sapa un grand nombre, mais profita de certains, et adapta le tout aux idées à la fois sentimentales et individualistes du jour. Avec Napoléon Ier, elles furent remaniées et mises en rapport avec les idées de centralisation, au contraire. Depuis on n'a pas décessé de les reprendre, de les retoucher. On cherche toujours un mieux, chaque ministère tient à laisser une marque de son passage. Au demeurant, depuis trente ans, dans toutes les branches de l'administration, de la justice, des finances, des progrès considérables ont été réalisés. Les lois étaient faites pour certaines classes, elles les visent toutes, si même, par l'une de ces réactions si communes dans l'histoire de l'évolution, elles ne favorisent pas celles qu'elles oubliaient jusque-là.

Dans cette multitude d'évolutions partielles, dont l'ensemble constitue l'évolution sociale, les plus intéressants au point de vue où nous nous plaçons concernent les courants d'idées majeures, les notions générales, les principes véritables ou de convention. C'est pour cela

que, dans les chapitres précédents, nous nous sommes attachés à la famille dans la série animale et chez l'homme, aux besoins en général, à l'altruisme, à la succession des formes sociales. L'un de mes anciens collègues à l'École d'anthropologie a fait imprimer ses cours sous les titres, chaque année, d'Évolution de la morale, de la propriété, du mariage, de l'esclavage, de la guerre, ou d'Évolution religieuse, juridique, politique, etc. Le plan est excellent, mais il est développé dans un esprit systématique; c'est une thèse, j'allais dire un dogme, qu'il soutient. Ces cours sont le développement d'un livre antérieur répondant parfaitement à ce que nous avons appelé précédemment la sociographie [1].

En somme, de la confluence de tous les progrès successifs engendrés par les individus et consacrés par la pratique est résultée une masse qui est le patrimoine de l'humanité, ce que j'appellerai, en paraphrasant un mot de Vogt, le trésor social héréditaire, trésor auquel chaque individu puise à l'époque où il vit. Laborieusement amassé pièce à pièce, grandissant à chaque génération, il est pour tous un instrument de travail, un capital ayant une puissance indépendante en quelque sorte de celui qui l'emploie et, par là, atténuant dans une certaine mesure l'inégalité naturelle des hommes. Tel individu richement doué pourrait peut-être s'en passer. Mais tel autre, pauvrement doué, y trouve un appui, des ressources qui corrigent son infériorité. Ce capital compense les qualités personnelles. Un débutant dans la vie, choisissant une profession, y a à sa disposition ce que ses nombreux devanciers ont appris et perfectionné, ce qui a coûté de longs

1. *La sociologie d'après l'ethnographie*, par C. Letourneau, Paris. Édition de 1880, in *Bibl. des Sciences contemporaines*.

siècles de labeur. Il n'est pas condamné à commencer *ab ovo*. Il prend la voie où elle s'arrête, il n'a qu'à y marcher, à la prolonger jusqu'au jour où il devra à son tour l'abandonner à ses successeurs qui la continueront.

La constitution de ce capital est certainement le phénomène d'ordre général le plus significatif de l'évolution sociale. Comme tout capital, il n'est qu'une épargne, une valeur sauvée d'un naufrage. Comme tel il a la propriété de multiplier le rendement du travail. Les sociétés riches sont celles qui ont le capital personnel le plus considérable, les sociétés pauvres celles où il est faible. Le spectacle merveilleux que nous offrent nos civilisations actuelles n'est donc pas nécessairement la preuve d'une intelligence moyenne fort au-dessus de celle de nos prédécesseurs. Il est le résultat logique d'une longue accumulation de richesses de toute nature donnant des dividendes de plus en plus élevés aux sociétés comme aux individus qui savent en user. C'est une application imprévue de la grande loi économique que l'on retrouve dans toute évolution, notamment dans celle des êtres vivants, loi qui est celle de l'accumulation des effets, croissant en raison géométrique. C'est la loi des forces continues s'ajoutant à elles-mêmes. Les socialistes auront beau dire, ils ne feront pas que la loi de capitalisation et de multiplication de ses effets ne s'étende à toute la nature et ne soit indestructible. Le pouvoir de l'individu de nos jours a centuplé par comparaison avec l'individu des temps passés, mais à la condition d'employer ce capital. Sans lui, peut-être, le progrès eût été nul! Ainsi a été atteint le premier objet du système de la vie en commun, l'accroissement du pouvoir de l'homme, non parce que l'union fait la force ou que l'intelligence a notablement

augmenté, mais parce que les produits des individus leur survivent en partie et sont transmis à leurs successeurs, parce que la société est un corps continu dans le temps et que son rendement en bloc est proportionnel à son capital accumulé. Pour être juste, il faut reconnaître qu'en aucun temps l'individu n'a déployé autant d'activité et que jamais un plus grand nombre dans toutes les classes n'ont été engagés dans la lutte. Mais ce qui rend cette activité productive, c'est le capital précisément, l'outil, la machine. Aussi la caractéristique de cette fin de siècle est-elle une surproduction dans toutes les branches parce qu'aussi la concurrence y a ses pleins effets, parce que les variations individuelles supérieures sont plus employées, parce que les variations moyennes trouvent mieux leur utilisation. Mais, de toutes les causes convergentes, la plus efficace c'est toujours l'importance du trésor héréditaire.

Jusqu'ici nous avons songé surtout au capital commun de l'humanité civilisée ou, plus exactement, à toutes les sociétés petites ou grandes, disparues ou existantes, à divers degrés de développement, qui ont abouti à la civilisation générale actuelle. Mais toutes n'ont pas contribué de la même quantité ni de la même façon au résultat. Chacune a ses apports propres, son faisceau particulier d'acquisitions, sa tradition de gloire et de deuil, ses illustrations heureuses et malheureuses, son territoire agrandi ou diminué, amélioré ou appauvri, remanié ou non, son genre de vie, ses besoins, ses mœurs, ses coutumes et lois, sa réputation et son crédit, ses qualités et ses défauts; chacune a son existence propre, sa continuité, son patrimoine qu'elle défend et exploite à sa guise, pour son seul compte. Le trésor général se répand et s'in-

filtre de tous côtés, mais chaque société a son trésor personnel qu'elle a la prétention de conserver pour elle. C'est cette prétention ajoutée à sa continuité depuis un temps plus ou moins long qui crée son individualité, qui fait d'elle une personnalité fictive avec les joies et les chagrins nationaux qui la sanctionnent, personnalité se dressant en face d'autres personnalités rivales. C'est sur la composition de cette personnalité et sur certains de ses caractères qu'il nous faut insister.

Le principe naturel de l'association qui a fondé, comme nous l'avons vu, le clan aux dépens de la famille, puis la tribu et enfin la cité ou l'État, ne pouvait s'arrêter là. Il n'y avait pas de raison pour qu'il ne continue sous toutes les formes et dans toutes les directions. Deux, dix, cent individus, poussés par le sentiment ou par l'intérêt, s'étaient entendus au sortir de l'état de nature. Pourquoi d'autres liens ne se formeraient-ils pas, d'autres engagements ne seraient-ils pas pris? C'est, en effet, ce qui s'est produit. D'une part, de gré ou de force, des États, réservant plus ou moins de leur indépendance, comme feraient des individus, ont constitué des Fédérations; exemples : les États-Unis d'Amérique et les Cantons suisses, ou ont simplement contracté des alliances limitées à certains intérêts comme la fameuse Triplice. De l'autre, au sein de chaque État se sont établies une foule d'associations secondaires, composées de peu ou de beaucoup de membres et répondant à des intérêts définis plus ou moins étendus et aux objectifs les plus variés. Tels furent, dans le passé, ces frères d'armes groupés autour d'un chef gaulois, dont l'histoire fait mention et qu'il ne faut pas confondre avec les clans familiaux fondés sur le culte des ancêtres que nous avons décrits, notamment dans l'anti-

quité grecque et romaine. Tels furent les vassaux groupés autour du plus habile d'entre eux; les serfs autour d'un seigneur dont la fonction était de les protéger; ou encore les Villes Hanséatiques liguées dans un but commercial et les corporations professionnelles d'avant la Révolution. Telles furent ces grandes confréries conçues dans un but religieux ou politique comme la Compagnie de Jésus, la Franc-Maçonnerie, les Carbonari, l'Internationale de nos jours. Tels sont les syndicats divers du temps présent; les sociétés commerciales à responsabilité limitée ou illimitée; les sociétés industrielles; les sociétés de production ou de consommation; les sociétés de secours mutuels, de prévoyance; les sociétés scientifiques, littéraires, politiques; les sociétés pour l'enseignement, la charité, le sport. Telles sont la société d'autopsie mutuelle, fondée moins dans un but scientifique que dans un but de propagande matérialiste par le fait, la société de crémation, etc.

La collectivité générale, la plus typique, est la nationalité, tantôt l'État, tantôt la Fédération. J'ai maintes fois dit que l'idée anthropologique lui était étrangère, que la langue, la religion, les mœurs communes n'y intervenaient qu'à titre de conditions favorables, qu'elle était le produit éventuel des événements de l'histoire. Sa caractéristique c'est l'unité, non de toutes les lois, mais de certaines, des lois fondamentales concernant par-dessus tout la défense commune; l'unité de certains intérêts généraux, par exemple des droits de douane; l'unité du symbole appelé le Drapeau, conduisant à la notion d'individualité générale dont nous avons parlé, bien que cette notion s'applique à divers degrés, à la plupart des collectivités de tout genre. Distinguons. L'Église romaine,

par exemple, a une forte individualité et n'est pas une nationalité, mais une simple corporation née avec le premier pape reconnu et dont les millions de membres sont infiltrés partout au milieu des sociétés les plus dissemblables. Le Judaïsme actuel est une individualité aussi, mais non une nationalité : avec Renan (conversation particulière) je professe que ce n'est pas une race, mais simplement une corporation religieuse fondée par Moïse, dispersée après la prise de Jérusalem et persistant à l'état d'infiltration au sein de toutes les sociétés.

L'individualisme, venons-nous de dire, est l'apanage de toutes les sociétés, des plus grandes aux plus petites, mais concentré chez les premières et diminuant chez les secondes, à mesure que l'étendue des intérêts engagés décroît. Quoique sans substratum organique, il est semblable à celui des individus réels en ce sens qu'il a en quelque sorte deux Moi comme eux, l'un routinier, résultant des habitudes antérieures prises, l'autre raisonnant froidement, implacable dans ses actes et n'écoutant que son égoïsme, c'est-à-dire son intérêt raisonné. L'individu a un système cérébro-spinal doué de sensibilité qui corrige à l'occasion ce que les injonctions du Moi ont souvent de trop brutal. L'individu collectif État, et les individus collectifs Groupes venant au-dessous, dont nous avons parlé, n'ont rien de semblable. Cet égoïsme, cette raison impitoyable est mise en évidence surtout dans les rapports de deux États rivaux. Sous des formes courtoises, parce que l'intérêt le commande, il s'atténue dans les relations diplomatiques; mais lorsque la guerre éclate, tout frein, toute morale disparaît, il n'y a plus que la lutte comme celle de Darwin entre les animaux. Dans les individualités collectives secondaires ou intrin-

sèques à l'État, personne n'ayant la responsabilité directe des actes décidés par tous, il se commet parfois des actes qu'individuellement aucun des membres pris à part n'eût commis. La responsabilité des collectivités est donc bien inférieure à celle des individus; la sanction des actes, peines ou récompenses, frappe sur tous, mais sur aucun en particulier. Aussi la société est-elle obligée d'être plus sévère avec ces collectivités qu'avec les individus et de ne pas négliger les lois qui les concernent.

Ce n'est pas tout. Une société un peu grande comporte d'autres groupements, cette fois topographiques et dépendant du lieu où l'on naît. Telles sont les agglomérations en villes, villages et bourgs, les circonscriptions provinciales, départementales, cantonales. Entre les individus et ces divisions existent naturellement des liens sociaux, des intérêts communs qui créent, comme tout à l'heure, autant d'individualités très caractérisées lorsqu'elles sont représentées par un conseil gérant leurs affaires. Ces individualités relatives se continuent au delà de leur siège. Ainsi, à Paris, les natifs de telle et telle région ont des sociétés ou des banquets afin de conserver leur esprit commun local; au sein de ces confréries on est plus disposé à se prêter assistance. S'il y a un esprit général chauvin répondant à l'idée de patrie, il y a aussi des chauvinismes provinciaux et même ce qu'on a appelé des esprits de clocher, localisés. Les sociétés modernes forment ainsi des réseaux d'individualités d'ordre très divers, très compliqué, puisqu'un même individu peut faire partie de plusieurs à la fois et être lié de divers côtés et à divers points de vue. Et cependant, dans cet enchevêtrement, l'individu armé de son Moi persiste, il s'engage çà et là, il se prête en quelque sorte, il se soli-

darise partiellement à droite, à gauche, en haut, en bas, mais quand même il reste entier, dressé dans son individualité au sein de sa famille, dans son égoïsme tempéré par son besoin altruiste et éclairé par sa raison. Quand même, cet individu se dresse en face du corps social, en face du système de la vie commune, au milieu des différentes associations dont il fait partie en se disant : Moi d'abord. C'est avec lui que ce corps social doit le plus compter.

CHAPITRE IX

Parallèle de la Nature, de l'Individu et de la Société.

Le dernier chapitre nous a éloigné des sociétés anciennes et fait entrer à pleines voiles dans la vie des sociétés nouvelles, qui aujourd'hui traversent une crise et sont en voie de transformation. Avant de continuer il nous faut mettre en parallèle les trois termes incessamment en conflit : la Nature, l'Individu et la Société. Ce sont des points de vue opposés que ne séparent pas assez les artisans en spéculation et en idéal, comme les praticiens. Ils partent de l'un et concluent à l'autre; ils prennent leurs prémisses dans la nature ou chez l'individu et concluent dans la société; ou l'inverse. Faisons la part des trois, ils nous conduiront aux principes vrais ou nécessaires que la société peut ou doit prendre pour base.

1° *La Nature.* — Le monde se résume pour l'homme en deux choses : le Moi et le non-Moi; le centre, que le premier occupe, et la circonférence. Le Moi connaît le non-Moi par les impressions formant les images composites

qu'il en reçoit. Il constate leurs différences et ressemblances, établit leurs rapports, les classe et en tire des idées s'élevant graduellement des particulières aux générales, des concrètes aux abstraites, les unes négatives, les autres positives. Parmi les idées générales et négatives sont celles d'infini, de néant, de commencement aux dépens de rien, de fin sans rien laisser. Parmi les idées générales et positives sont celles de nombre, ou de un ou plusieurs; de succession, comme dans le cinématographe, ou de temps; de parallélisme et d'espace, par suite de l'impossibilité de comprendre deux choses occupant au même moment la même place; de continuité et d'intermittence; de dépendance ou de causalité et d'indépendance, etc. Les idées se partagent encore en plus ou moins directes et plus ou moins indirectes, ces dernières ressortant de l'induction assistée par l'imagination. Celles de bien absolu, de bon absolu, de beau absolu rentrent dans cette dernière catégorie; ce sont des idées associées que l'on conçoit chacune à son maximum d'expression dans un type que l'esprit se représente. Le bien, le bon et le beau absolu ne sont donc pas des réalités, mais la conception d'un idéal, d'un *nec plus ultra* dans une voie. La réunion des trois est la perfection absolue, c'est-à-dire une harmonie parfaite en tout, une adaptation complète des choses les unes aux autres, une fin de l'objectif conçu par le subjectif, du non-Moi par le Moi.

Le terme le plus élevé de notre connaissance positive et inductive dans l'état de la science se résume ainsi : la matière et l'énergie sont toujours associées et, sous des formes infiniment variées, éternelles. Ces formes sont dans un état perpétuel de mutation, le repos est une apparence transitoire, le changement est la vie de

l'univers. La matière compose tous les corps solides, liquides, gazeux ou autres; l'énergie engendre tous les phénomènes. La forme la plus répandue de l'énergie est l'attraction qui, par deux procédés différents, produit le mouvement ou la cohésion moléculaire.

Dans les agrégats nouveaux l'adaptation aux choses existantes est la première loi. Les formations ou mutations s'opèrent dans tous les sens selon les sollicitations et résistances. A en juger par la portion de l'univers dont nous faisons partie et dans sa phase actuelle, une direction générale prédomine du simple au composé, du semblable dans les parties ou non différencié au dissemblable ou différencié, de l'instable ou non adapté au stable ou adapté. Cette direction générale dans le temps et dans l'espace est l'évolution progressive.

L'évolution, possiblement une sous nos yeux, se partage pour l'étude en autant d'évolutions particulières qu'il y a de sujets à considérer à part. Telles sont : l'évolution de notre système solaire dont notre planète n'est qu'un fragment, l'évolution de la vie à la surface de notre planète, l'évolution du Moi et de la pensée dans la série animale, l'évolution des sociétés humaines. Le début et la fin sont les parties délicates des deux premières. Comment, au sein de notre nébuleuse initiale aux atomes mobiles, semblables et indépendants, les premiers rapprochements se sont-ils opérés et ont-ils créé le premier centre d'attraction générale? Comment, sur notre planète, le premier grumeau de protoplasme s'est-il constitué?

La fin, en ce qui nous concerne, nous la connaissons : notre terre cessera d'être habitable, elle se refroidira, perdra son atmosphère et son humidité et ressemblera à

notre lune actuelle. Auparavant, l'évolution, de progressive deviendra stationnaire, puis régressive; un jour, comme le suggère Huxley, les Lichens, les Diatomées, les Protococcus seront peut-être les seuls êtres s'adaptant aux conditions; puis plus rien. Quant à notre soleil, lorsqu'il aura consommé tout son combustible, qu'à son tour il sera habitable et aura eu ses évolutions ascendante et descendante, peut-être sa phase humaine, il deviendra aussi un astre mort perdu dans l'espace, tandis que d'autres systèmes commenceront, brilleront et finiront de même. Pourquoi tout cela? Notre imagination, notre raison peuvent-elles concevoir quelque chose qui ne recule la difficulté sans la résoudre? Il n'y a qu'à lire les pages 446-8 de l'édition française de l'*Irréligion de l'Avenir* de Guyau pour voir ce que les conceptions les plus séduisantes perdent lorsqu'on cherche à les étayer de spéculations sur l'inaccessible dans l'état de la science. Le plus sage est d'avouer humblement notre insuffisance et de nous réfugier dans l'agnosticisme de Huxley.

Les facteurs de l'évolution organique à la surface de notre planète, ainsi que nous l'avons dit (page 25), sont : 1° l'expansion même de la vie, c'est-à-dire l'augmentation de la matière qui en est le siège aux dépens d'autre matière prise au dehors et qu'elle s'assimile, jusqu'au moment où s'opère la séparation d'une partie de la masse; et par ce fait la création d'autres individus; 2° la variation spontanée des individus ainsi créés, cause première des différenciations et multiplications des formes vivantes; 3° l'adaptation et l'accroissement de celles de ces variations qui sont utilisées et se prêtent aux conditions d'existence rencontrées, cause seconde des différenciations et surtout de leur confirmation. L'hérédité ou la

ressemblance par continuité des individus et la survivance des formes les plus appropriées aux circonstances n'en sont que des conséquences.

L'expansion de la vie s'opère dans tous les sens où elle ne rencontre pas de résistance; tel un germe de *Lemna* jeté à la surface d'une mare projette ses rameaux de tous côtés et finit par envahir toute la mare. La variation s'opère de même dans tous les sens. L'utilisation et l'adaptation de ces variations seules déterminent les directions que prennent les formes sous l'influence des circonstances, telles que le hasard les fait surgir, les rassemble et les rend efficaces. Ces circonstances tantôt se contredisent, tantôt se conforment. Elles accélèrent, retardent ou arrêtent la marche dans la voie suivie jusque-là, ou elles la changent, la détournent, la ramènent en arrière ou lui font décrire des zigzags. Elles donnent naissance à des types admirablement réussis, mais plus souvent peut-être à des types imparfaits, manqués, aberrants, peu viables, répondant à un besoin du jour, mais pas aux besoins généraux. Tels sont, pour ne citer que des Mammifères, le type du Paresseux condamné par son organisation malheureuse à une existence passive à laquelle il ne peut se dérober; le type des grands animaux éteints de l'époque jurassique; le type même de notre Éléphant, qui exige de si grandes quantités de nourriture qu'on s'étonne qu'il existe encore. Il y a des séries linéaires admirables, comme celle des Primates, où tout se succède rationnellement et qui avaient de grandes chances de donner de bons résultats. Mais il y a des séries aussi comme affolées qui ne pouvaient conduire à rien et se terminent en cul-de-sac. Aussi le chemin de l'évolution est-il jonché de victimes,

d'ébauches manquées, d'espèces incapables de durer, d'inutilités. Toutefois, dans cette hécatombe, comme le mieux survit de préférence et que le mauvais succombe forcément, le résultat général, dans l'état actuel des choses, est ce que nous appelons le progrès.

En somme, l'évolution de la vie sur notre planète n'est ni une entité, ni une cause, ni une force, mais une série d'effets, la conséquence d'une lutte incessante entre l'expansion de la vie et les conditions qu'elle rencontre. La vie s'étend aveuglément, capricieusement, sans plan ni dessein, les circonstances la conduisent. Dans cette évolution, il y a deux choses à distinguer : la direction générale vers un mieux dans les conditions générales que nous connaissons aujourd'hui, et des directions particulières éventuelles, de plus ou moins de durée. Celles-ci, relativement à telle ou telle espèce, sont bonnes ou mauvaises et il peut y avoir avantage pour l'une de ces espèces à résister à l'évolution naturelle et même, s'il lui est possible, à la diriger.

Nous avons vu, en effet, que les espèces à quelque époque qu'on les considère : actuelle, pliocène, éocène, jurassique, sont comparables aux bouquets terminaux d'un arbre dont les branches et le tronc morts ont disparu; que ces bouquets, par des efflorescences ultérieures, sont remplacés par d'autres; qu'en un mot le sort commun, pour les bonnes comme pour les mauvaises espèces, est la mort. Il est, parmi les Mammifères, fort peu d'espèces qui se soient perpétuées plusieurs âges. N'en faut-il pas conclure que si, par exception, l'une d'elles possède quelque qualité particulière, qui lui permette d'intervenir dans sa propre destinée et de chercher à faire son propre bonheur, il est rationnel qu'elle s'en serve? Il

est certain que la nature n'a aucun souci des nombreuses espèces auxquelles elle donne naissance, pas plus qu'un arbre des feuilles qui annuellement jaunissent et se détachent. La nature, pas plus que l'évolution qui, du reste, n'est qu'une de ses manières d'être, n'est une individualité. Elle ne sent ni ne raisonne; elle n'a la notion ni du beau ni du bon. Qu'une espèce soit bonne ou mauvaise, s'adapte ou non à ce qui l'environne; qu'il en meurt dix, vingt ou cent pour aboutir à une bonne, que celle-ci vive plus ou moins, elle ne s'en inquiète pas. La nature n'est qu'un état de choses, une série de mutations, une roue qui tourne perpétuellement, un monde habité ou non qui roule dans l'espace. Si l'homme est plus favorisé que d'autres espèces. nous ne lui en devons aucune reconnaissance. Il peut lui élever des autels, la prier, elle ne changera rien à son mouvement. Si nous désirons échapper au sort commun, si nous voulons améliorer notre situation, être heureux, servons-nous d'elle, régnons le plus possible sur elle, mais ne comptons que sur nous.

2° *L'Individu*. — L'espèce n'est qu'un nombre quelconque d'individus, issus les uns des autres, séparés et indépendants dès leur naissance : parmi les Vertébrés les uns ne connaissent jamais leurs parents, les autres les abandonnent dès qu'ils le peuvent et n'en conservent aucun souvenir. L'individu, au contraire, est la chose réelle et tangible, la seule dans la nature vivante qui, à des attributs physiques, joigne des attributs psychiques; la seule qui, quoique soumise aux lois de cette nature, ait en elle quelque spontanéité propre, sinon une autonomie relative; celle dans laquelle se matérialise toute la vie, toute l'évolution organique et qui en est à la fois

le commencement, le moyen et la fin; celle qui naît, s'accroît, meurt et se multiplie en laissant de nouveaux individus toujours séparés et indépendants. C'est l'individu seul qui varie, travaille, se transforme d'une façon insensible et revêt les formes infinies qui peuplent notre planète et que les naturalistes partagent en espèces, familles, ordres, etc. Seul de tous les corps de l'univers il connaît les objets qui l'entourent ou le touchent, les mouvements qu'il exécute et sait qu'il existe. Seul il se dresse en face de la nature et, intervertissant les positions, il s'en fait le centre. Seul, à une certaine phase de son développement, il possède, chez les Vertébrés, un Moi centralisé qui pense, sent et raisonne plus ou moins.

C'est sur ce Moi caractéristique dont dépendent directement ou indirectement tous les actes de l'individu qu'il nous faut porter toute notre attention. Il est douteux, avons-nous montré, qu'il existe chez les Protistes. Il y a autant de Moi particuliers chez les animaux inférieurs composés qu'il y a de parties en rapport avec une division spéciale du travail. Chez les animaux moins inférieurs, certains de ces Moi deviennent confluents et l'une de ces confluences prend la suprématie. Chez les Vertébrés ils se centralisent dans un organe spécial.

Là le Moi unique n'intervient pas en toutes circonstances, mais d'une façon intermittente et facultative. Il abandonne à la moelle les actes ordinaires dont l'organisme a contracté l'habitude et n'entre en jeu qu'occasionnellement pour les modifier en vue de la satisfaction des besoins de l'individu dont il a la gérance. Chez le Reptile, le Vautour, la Marmotte ces besoins sont limités : boire, manger, dormir, avoir chaud, satisfaire à la reproduction, éviter le danger, se défendre. La prévoyance

est nulle ou faible, l'individu songe au présent, tout au plus au lendemain ou à l'hiver qui va suivre. La mémoire est limitée, la réflexion ne porte guère que sur les effets immédiats des actes, les habitudes ou instincts priment tout, le Moi intervient peu. Chez quelques Mammifères supérieurs comme l'Éléphant, le Singe, le Chat domestique, le tableau change déjà : la faculté d'observation, la mémoire, la réflexion, la prévoyance augmentent, le rôle du Moi s'accuse, il intervient davantage. Chez l'homme, surtout de nos jours, le tableau est totalement changé : les besoins se sont accrus à l'infini, le nécessaire ne lui suffit plus, il veut le superflu, du confort, des jouissances intellectuelles; il a des désirs effrénés, des passions de tous genres, il poursuit des idéals divers; les motifs de ses déterminations sont nombreux, il a des manières très différentes d'y céder, il prévoit de loin les effets de sa conduite. Son Moi a des occasions incessantes d'intervenir, de délibérer et de faire acte d'initiative. Sa tâche est même si grande qu'il n'y pourrait suffire si sa mémoire très étendue ne lui permettait pas d'emmagasiner les résultats de ses délibérations antérieures, s'il ne supprimait pas une partie des raisonnements par lesquels il a déjà passé, s'il ne simplifiait pas progressivement ses procédés, s'il ne s'établissait pas en lui des habitudes de sentir, de penser et de réagir qui diminuent d'autant son travail. Insistons sur ce point capital.

Les actes extérieurs de l'homme sont de deux sortes : les uns avec intervention sérieuse et réfléchie du Moi et volontaires, les autres sans cette intervention et plus ou moins inconscients.

Ces derniers sont les résultats d'habitudes contractées

par l'individu lui-même ou léguées par ses ancêtres à l'état de prédispositions plus ou moins fortes à reprendre les mêmes habitudes sous l'influence des excitations appropriées. Les habitudes ancestrales confirmées et consolidées par leur répétition de génération en génération sont les instincts ou les actes instinctifs. Les habitudes individuelles, quelquefois aussi puissantes, sont de la même nature, ont le même mécanisme et méritent à égal titre d'être appelées des actes instinctifs. En voici des exemples gradués : nager, suivre machinalement un chemin que l'on fait quotidiennement, tirer son épée et se mettre en garde en présence d'un ennemi, se jeter à l'eau sans réflexion pour sauver un de ses semblables, copier une page d'écriture en pensant à autre chose, parler sans songer à ce que l'on dit, etc.

Les actes instinctifs totalement inconscients ont leur siège dans la moelle. Une excitation périphérique arrive à cet organe et s'y transforme en un mouvement réflexe coordonné, celui que cette excitation a l'habitude d'engendrer. L'excitation s'irradie cependant jusqu'au cerveau, mais cet organe y est indifférent, il ne porte pas son attention sur elle, il laisse le mouvement s'accomplir. L'excitation toutefois peut être perçue, peut y éveiller les sensations analogues antérieures qui y sont emmagasinées, les idées correspondantes et les réactions motrices que les unes ou les autres provoquent habituellement, sans que le Moi s'en mêle et y fasse opposition. C'est ce que nous appelons un réflexe cérébral tandis que le cas précédent était un réflexe médullaire. Les habitudes contractées, soit ancestrales, soit individuelles, dominent tout le phénomène. Le circuit nerveux étant parcouru, la réponse donnée est conforme à la manière

habituelle de sentir, de penser et d'agir sous l'influence de ladite excitation. Le Moi assiste, plus ou moins conscient, mais n'intervient pas, ne fait pas acte de volonté ou, s'il intervient, n'a qu'une volonté secondaire, affaiblie ou si distraite que l'intervention ne compte pas ou est à côté. Tel est le cas d'un soldat qui, emporté par son courage, se précipite au-devant du danger le plus certain, ou celui d'un ami dans les bras duquel, cédant à son premier mouvement, on se jette quoiqu'il vous ait trahi. Telles sont les impulsions plus ou moins inconscientes qui poussent parfois à commettre des actes souvent en désaccord avec l'intérêt personnel, mais conformes aux commandements de l'impératif catégorique de Kant.

Les actes réellement volontaires sont ceux dans lesquels l'excitation est l'objet d'une sérieuse attention, dans lesquels la réponse est délibérée, les conséquences immédiates et éloignées de celle-ci pesées, les différents motifs pour et contre mis en présence et dûment comparés. Sur la volonté, toutefois, bien des pressions s'exercent dont le Moi a grand'peine à se libérer. Les divers genres de sensibilités et de facultés qui interviennent dans toute opération intellectuelle sont ce que les ont faits l'hérédité et l'éducation personnelle. Tout d'abord le Moi voit, juge et est entraîné dans le sens que le veut sa matière ancestrale. Puis il est influencé par les modifications qu'elle a subies pendant le temps qu'il a vécu et surtout par celles qui se sont produites pendant son enfance au moment où son cerveau croit et absorbe si aisément tout ce qu'on lui fournit. Il a été façonné par sa famille, par ses premiers camarades, par ses premières impressions, par les résultats de ses premiers actes, par les exemples, les événements, par ses succès

ou insuccès dans les conflits avec la société. Il croit à ce qu'on lui a enseigné, à ce que lui ont appris ses observations et ses méditations. Il s'est fait une méthode de penser, il a acquis des idées favorites dont il n'est plus maître et qui le dirigent. Il a une sensibilité vive ou obtuse pour certaines choses et point pour d'autres. Il a un tempérament optimiste ou pessimiste, il est idéaliste ou libre penseur. De plus le Moi est soumis aux dispositions générales ou accidentelles tant de son cerveau que du corps. Un esprit sain dans un corps sain est la première condition de sa liberté, de même qu'une préparation suffisante du sujet en délibération est la première condition d'un bon jugement. Les volitions du Moi sont ainsi une résultante très complexe de circonstances nombreuses et variables, tant intérieures qu'extérieures. Le Moi n'apprécie pas les choses de la même façon à dix, vingt, trente et soixante ans, au printemps comme en automne, le soir comme le matin, chez le paysan à horizon borné et chez le citadin qui a beaucoup vu, chez le prolétaire qui a souffert et chez le riche saturé de jouissances, chez l'ignorant, le lettré, l'artiste, le savant.

Et cependant il y a quelque chose de commun à tous les hommes, c'est un Moi chargé de juger ce qu'il y a de bon, d'utile et d'agréable pour l'individu, de prendre les décisions conformes à son intérêt, de prévoir les effets nuisibles ou avantageux de ses actes, en un mot de veiller à la conservation et à la prospérité de l'individu particulier dont il a la charge. Les habitudes médullaires et cérébrales permettent au Moi de se borner à une surveillance platonique dans la généralité des actes extérieurs. Mais, dès que des circonstances nouvelles mettent en doute la portée utilitaire de ces habitudes, son devoir est tracé,

il doit intervenir, écarter toute sentimentalité, s'armer de toute sa raison, en appeler à toute son expérience, s'éclairer de toutes les lumières et commander dans la plénitude la plus grande possible de son indépendance, au mieux des intérêts de son client.

De ces considérations il résulte qu'après avoir mis de côté les actes réflexes purement médullaires et, en s'en tenant aux actes d'origine cérébrale et à leur genre de déterminisme, on peut distinguer trois types de Moi : le premier, physiologique par excellence, qui remonte à l'origine même de l'espèce, que l'homme a en commun avec les animaux, qui est préposé à la garde de l'individu et ne s'inspire que de son plus grand bien; le second, qui est l'effet des habitudes prises par les ancêtres et léguées à l'individu; le troisième, qui est le produit, chez l'individu lui-même, de l'éducation, des circonstances et des entraînements et habitudes diverses. Le second et le troisième, plus ou moins automatiques, peuvent être réunis sous un même nom que nous dirons plus tard. Le premier est le Moi animal, mais actif et raisonnant. Nous reviendrons sur les premiers et nous arrêterons à celui-ci.

Mettons-nous au point de vue de l'individu social qui lui correspond. Quel langage se tiendra-t-il? J'ai un temps limité à vivre sur notre planète, se dit-il, l'*au-delà* je l'ignore ou plutôt je ne le connais que trop. Il s'agit de conduire ma barque le moins mal possible et d'être heureux, de ne pas me faire d'illusions, de ne pas verser dans le sentiment lorsqu'il ne rapporte rien, de ne pas accepter comme vérités ce que la raison me démontre être faux, de voir les choses telles qu'elles sont, en un mot de ne pas commettre par naïveté des actes dont la

fin ne répondrait pas à mes intentions. Mon corps, ma santé, les satisfactions physiques et psychiques, les souffrances à éviter, voilà ce que j'ai à considérer. Le non-Moi n'a de valeur que par le bien qu'il peut me rapporter, par le profit que j'en tire, par les jouissances qu'il me procure. J'ai l'expérience des hommes, je sais que si quelques-uns sont bons, la majorité est égoïste, ne donne rien pour rien, et ne s'inquiète de moi qu'autant qu'elle croit que je puis lui rendre service. La première des choses est de conquérir mon indépendance, de n'avoir besoin de personne et de me créer une position enviable. L'estime qu'on aura pour moi, le nombre de mes amis, mon crédit, ma puissance seront proportionnels à cette indépendance et à cette position. Moins j'aurai besoin des autres et plus ils auront besoin de moi, plus je serai recherché. Ce que j'aime le plus au monde, je dois le reconnaître, c'est moi-même. Puis viennent ma femme et mes enfants. Je les aime, je les protège parce qu'ils sont à moi, qu'ils me font honneur, qu'ils me rendent l'affection que je leur témoigne et qu'ils auront soin de moi à leur tour lorsque je serai malheureux ou âgé. C'est si vrai que s'ils ne me donnent pas les satisfactions que j'attends d'eux, s'ils me causent plus de chagrin que de bonheur, je saurai étouffer mes sentiments, les mettre de côté, organiser ma vie autrement et les déshériter. J'aime mon prochain parce que j'en suis payé d'une façon quelconque; il m'écoute et me comprend, sa conversation m'est agréable, il est indulgent pour moi. Je me dévouerais même pour lui à la condition de ne pas courir trop de risques. J'aime le pays et la société où je suis né parce qu'ils me procurent de nombreux avantages, sauf pourtant à en enfreindre les lois lorsqu'elles me gênent, que ce sera

ignoré et qu'il n'en résultera pour moi aucun inconvénient ou pénalité. Je serai honnête pour bien des motifs, pour qu'on le soit avec moi entre autres. Je serai charitable si j'en suis rémunéré par l'opinion publique ou si mon sacrifice ne dépasse pas le plaisir que je puis y trouver. Je professerai les principes les plus élevés et les plus généreux, le stoïcisme, la justice, la liberté, la solidarité, l'égalité pour tous, d'abord parce que je suis compris dans tous, ensuite parce que ce peuvent être mes idées favorites ou une thèse utile. En un mot j'aurai toutes les vertus par la raison que c'est mon intérêt bien entendu. Quant à aller au fond de ma conscience, à analyser mes mobiles dans tous ces cas, une fois passé, mais c'est inutile. Je préfère avoir une haute opinion de moi-même et être convaincu que je suis bon et désintéressé. A quoi sert de m'avouer une vérité qui me rabaisse au niveau de l'animal?

Le tableau est noir, mais il n'est que trop vrai. L'égoïsme est l'essence du Moi animal que nous décrivons. l'altruisme n'est qu'un égoïsme déguisé (voir page 56). Lorsque les deux sont en présence, que l'autre type du Moi dont nous parlerons plus tard est muet et que la balance cérébrale est juste, l'égoïsme brute l'emporte toujours. Supposez deux individus sur l'Océan, dans une barque : plus d'espoir, pas une voile à l'horizon, il n'y a plus à manger que pour un, ils se meurent, les deux Moi se regardent tout aussi avides de vivre : l'un tuera l'autre. De ce cas extrême au cas le plus infime, le plus simple de distinction du bien et du mal, tous les intermédiaires se rencontrent. Et cependant le Moi animal n'est ni bon ni méchant dans l'état des choses. N'était-ce la difficulté de vivre, la concurrence et la lutte qui s'en suit,

sa sensibilité l'emporterait, il serait facilement bon. En réalité, de par sa raison il est utilitaire. Plus il est intelligent et éclairé et plus il adapte ses actes rigoureusement à la réalité objective des choses, plus il est ce que, dans le langage courant, on appelle pratique.

3° *La Société.* — Elle diffère de l'individu plus que celui-ci ne diffère de la nature, mais dans un autre sens. Voici la gradation : l'univers, qui est l'ensemble des systèmes stellaires, le nôtre compris; les règnes organisés, que nous ne connaissons que sur notre planète; l'individu humain, qui en est l'une des formes; la société, qui est pour ce dernier un mode d'existence que les conditions nouvelles lui ont rendu obligatoire. L'homme a inventé par nécessité la domestication des animaux, la taille du silex, la navigation; il a inventé de même la société dont il n'existait jusqu'alors que des traces confuses et en a fait peu à peu un corps compact, permanent, complexe, possédant une individualité générale et ayant des fonctions multiples au profit des individus véritables, transitoires.

Chez les animaux, avons-nous dit, les sociétés ne furent à l'origine que des rassemblements indifférents ou poussés par l'imitation entre individus qu'aucun motif ne portait à être hostiles entre eux. Il en résulta une habitude, puis un plaisir qui conduisit à l'altruisme. On vivait sous le même abri pour avoir chaud, on résistait ensemble à une attaque, on chassait de concert, on s'entr'aidait. Dans les troupeaux les faibles recherchaient les forts, ceux-ci protégaient les faibles et naturellement passèrent chefs. Le terme le plus élevé dans les sociétés animales est représenté par les cas de stratégie chez les Singes, que nous avons relatés d'après Romanès, et par celui d'une

punition infligée à une sentinelle en défaut, ou d'un jugement par une sorte de tribunal.

Chez l'homme, les deux mêmes phases se retrouvent : une première, spontanée ou altruiste, et une seconde, réfléchie et intéressée. Une raison particulière s'ajoute dans la première. Les petits restent plus de temps avec leurs parents et demeurent plus volontiers dans la famille qui, en favorisant la continuation des sentiments altruistes, devient le noyau d'une société ultérieure. Mais, forcément, l'homme, avec son intelligence, devait, dans la seconde phase, s'apercevoir plus que les animaux des avantages à tirer de la vie en commun et aller plus loin. C'est ainsi que la défense extérieure prend rapidement une physionomie spéciale. De défense collective, elle devient attaque collective ; les passions, l'amour de la domination, de la gloire s'en mêlent et le fléau du militarisme déborde de toutes parts. Longtemps toutefois, chacun, à l'intérieur, reste maître de ses actes et règle comme il lui plaît ses rapports avec ses semblables. Des coutumes s'établissent d'elles-mêmes pour chaque cas. Un jour vint, où les différends menaçant de s'étendre et de compromettre la sécurité de tous, l'intérêt général exigea qu'on intervînt. Alors furent imaginés les arbitrages, les réparations de torts, les punitions, les prohibitions; les coutumes devinrent des règles, puis des lois dont le nombre grandit à mesure que croissaient la population et la complexité des rapports mutuels.

Mais, dans les sociétés, après la phase naïve et patriarcale des pères et des anciens, en vint une autre, celle des plus habiles et des ambitieux se chargeant de gérer les intérêts généraux, tandis que les autres vaquaient à leurs occupations particulières. Dès lors se donna car-

rière l'individualisme caractéristique de la nature humaine comme de la nature animale. Entre les mains de ces gérants, l'intérêt général se subordonna à leur intérêt particulier, la société devint leur chose propre et fut aménagée à leur profit. Parallèlement, par le fait de la division du travail et de la transmission des conséquences de la lutte de chacun pour l'existence, la société se partagea en groupes, pour la plupart professionnels, dans lesquels s'immobilisaient les individus de père en fils : les uns, réputés nobles et fournissant aux hautes fonctions sociales, comme les guerriers, les prêtres, les magistrats ; les autres, réputés inférieurs, sinon serviles comme les laboureurs, les marchands et les journaliers. D'autres groupes s'y ajoutaient : les étrangers, que l'on acceptait dans la société sans leur en donner les avantages, et les vaincus, dont on faisait des esclaves. Ainsi s'établirent les classes sociales, la négation du principe d'égalité des avantages à recueillir de l'état social, qui dès l'origine furent la conséquence inévitable de tout système de vie en commun. Le mal social intérieur qui en résulta et le mal extérieur ou militarisme que nous lui avons opposé ont totalement faussé la société. L'objectif initial était le bonheur de tous, une facilité plus grande à subvenir à ses besoins, chacun entièrement libre et responsable de ses actes, mais avec le plein jeu de ses facultés et avec les moyens extérieurs de les faire valoir égaux pour tous. Ce résultat n'a été obtenu que pour une partie, la moindre : les forts, les intelligents ; les autres, c'est-à-dire l'immense majorité, non seulement n'a rien gagné, mais a été mise dans des conditions inférieures à celles où elle se trouvait à l'état de nature. La société n'est qu'une échelle hiérarchique : à une extrémité sont les privilégiés par leur mais-

sance, entrant en pleine possession d'emblée de tous les honneurs, de toutes les jouissances sans avoir rien fait pour les gagner; à l'autre sont les parias n'héritant que de la misère et des souffrances de leurs ancêtres, n'ayant pas les premières armes pour lutter, prédestinés à la défaite avant d'avoir combattu, condamnés eux et leurs enfants à une situation infime souvent sans issue.

A l'origine la société ne voyait que le présent. Peu à peu les succès remportés en commun, les traités conclus à longue portée, l'obligation d'étendre un territoire devenant insuffisant pour la population donnèrent naissance à un vague sentiment de continuité d'intérêts communs dépassant le moment actuel. Déjà les règles adoptées dans les rapports des individus entre eux étaient un signe de prévoyance; elles se préoccupaient non seulement des adultes actuels, mais de ceux devant leur succéder. Le conseil des anciens était une institution permanente dont les membres se renouvelaient après décès; ou bien le chef était héréditaire. Une tradition se forma ainsi. Le souvenir d'un passé heureux ou malheureux, des ancêtres vénérés de tous, les Dieux en propre, des cérémonies annuelles invoquant ces choses resserraient le lien. Les qualités ou les défauts d'ensemble de la tribu, sa renommée, sa prospérité, ses biens, les améliorations apportées à la propriété commune formaient un patrimoine que l'on avait à cœur de conserver et de transmettre intact sinon agrandi. Chaque société forte, ayant fourni une certaine carrière, ayant su se maintenir, respectée de ses concurrents, devint ainsi un État, une corporation possédant un capital à la fois physique, intellectuel et moral, s'accroissant de génération en génération de toutes les acquisitions successivement sura-

joutées, une personnalité exerçant son autorité sur les individus de passage et ne craignant pas de les sacrifier à ses vues personnelles. Telles furent, je ne dirai pas les états monarchiques rapportant tout au souverain et à sa dynastie, mais les cités démocratiques chez lesquelles, dans l'antiquité, la défense et l'attaque des autres cités étaient l'intérêt suprême autour duquel pivotaient toutes les considérations, toutes les lois. Telles sont nos nationalités modernes devenues une tutelle souvent lourde, un mécanisme des plus compliqués, une concentration savante de tous les pouvoirs: mais aussi une existence surchauffée ne répondant ni à ce qu'elle devrait être, ni aux concessions de libertés individuelles qu'elle exige et qu'un grand nombre, nous en sommes convaincus, échangeraient volontiers contre l'état de nature du temps jadis.

Cette transformation progressive d'une société simple et naïve, à la recherche de la meilleure manière de vivre dans les conditions nouvelles et d'être tous heureux, en une raison sociale donnant de beaux bénéfices, mais les distribuant de la façon la plus inégale et souvent la plus inique : aux uns les faveurs, les privilèges, les facilités de l'existence, aux autres les charges, les privations, les souffrances, est-ce le but qu'il fallait atteindre? L'homme a dépassé les animaux, il a merveilleusement tiré parti du système de la vie en commun, mais dans son objectif principal il a fait faillite; il n'a pas donné le bonheur à tous. L'évolution chez les êtres vivants a une direction générale vers l'adaptation la meilleure aux conditions dans lesquelles les individus sont appelés à vivre, mais souvent elle s'égare dans des voies déplorables dont les espèces sont victimes. Ne serait-ce pas le cas de se

demander si l'évolution, abandonnée à elle-même dans les sociétés humaines, a suivi la voie la meilleure dans l'intérêt de celles-ci et si les circonstances ne l'ont pas fait dévier à notre détriment. On dit qu'elle finit toujours par arriver à un mieux, même lorsqu'elle s'écarte du chemin. Ce sera peut-être le cas. Mais pour l'instant nous ne voyons pas qu'elle conduise à l'objet de nos désirs.

Et pourquoi cette déviation, pourquoi le *laisser-aller* a-t-il conduit à ce résultat mauvais? C'est que la nature n'a pas les mêmes vues que nous, ou plutôt qu'elle n'en a aucune, qu'elle opère aveuglément avec ses lois fatales et n'a nul souci de nos opinions, de nos désirs et de notre bonheur. C'est que son mieux à elle n'est pas notre mieux à nous. L'homme, pour obtenir ce qu'il désire, aurait dû commencer par se modifier lui-même et transformer sa nature animale. Changeant de vie, il devait changer d'enveloppe. Au début la société se modelait sur les faits et gestes des individus. Mais bientôt la réaction de ceux-ci les uns sur les autres produisit les effets inévitables. Ces effets une fois obtenus devinrent permanents. La lutte entre les individus ne fut ni correcte ni loyale. Les générations héritant de leurs devancières supportèrent les conséquences de leur bonne ou mauvaise conduite, les individus cessèrent d'être uniquement responsables d'eux-mêmes. Tout fut brouillé et faussé. La société devint une chose à part, un milieu *sui generis*, un ensemble de conditions toutes différentes de celles du début. Les situations étant interverties, c'eût été aux individus maintenant à se modeler sur la société. Il n'y a pas de milieu : ou la société doit s'adapter aux individus, ou les individus à la société. Mais le mal était trop profond, l'adaptation n'a pas eu lieu, l'homme a conservé sa nature

animale primitive. Au sein de la société, dans son for intérieur il est resté l'homme de la nature, mais dissimulé. Les deux, société et individu, sont antagonistes ; ce que l'un exige ne convient pas à l'autre. L'individu veut être libre, avoir la vie la plus ample et ne dépendre que de lui, il récuse jusqu'au lien qui l'unit à ses ancêtres, il n'accepte qu'avec difficulté la solidarité avec ses congénères, il ne voit que le présent. La société est un composé de sacrifices réciproques, parfois excessifs, dont elle abuse. L'homme est une portion intégrante de la nature et, comme tel, sujet à ses lois impératives. La société est un édifice construit avec des matériaux et sur des bases de convention.

Ce qui nous amène à parler de quelques-uns des principes se rattachant soit à l'individu, soit à la société, sinon aux deux et, dans certains cas, à la nature que l'on met en avant. Ils compléteront notre parallèle. Nous les réduisons pour le moment à quatre : la liberté et sa contre-partie la solidarité, l'égalité et son corollaire la justice.

CHAPITRE X

Principes directeurs. — Liberté et solidarité. — Égalité et justice. La notion du bien et du mal.

Liberté. — La liberté est une conception de l'homme, une idée abstraite impliquant la volonté de faire ce que l'on veut et n'ayant de signification, par conséquent, que chez les animaux possédant pour le moins un Moi ganglionnaire prédominant dans la région céphalique,

comme chez les plus élevés des Invertébrés, mais surtout chez ceux ayant un Moi centralisé dans un organe spécial comme chez les Vertébrés, et perfectionné comme chez l'homme.

Dans la nature il n'y a pas de spontanéité, même apparente, mais seulement des effets d'une ou plusieurs causes agissant dans le même sens ou dans des directions différentes et donnant lieu à une résultante qui l'emporte. Chez les plantes et les animaux il n'y en a pas davantage, tous les phénomènes dont ils sont le théâtre, tous leurs actes sont la conséquence de leur organisation se résumant en propriétés mises en jeu par des excitations extérieures, parfois conservées au dedans d'une façon latente et s'éveillant à un moment quelconque. Les prétendus actes de volonté sont les résultats d'excitations de l'une ou de l'autre sorte qui se heurtent à des dispositions ou habitudes ancestrales ou personnelles et aux dispositions du moment, comme nous l'avons dit. La liberté psychique de l'homme est donc toute relative et subordonnée pour le moins à l'intervention du Moi plus ou moins maître de lui.

Ceci entendu, l'individu humain dans l'état de nature jouit de toute la liberté que comporte son organisation. Il n'est limité dans ses actes que par les obstacles matériels, ses pouvoirs musculaires et nerveux et sa propre appréciation des motifs qui le poussent à agir dans tel ou tel sens ou l'en empêchent. En présence d'un de ses semblables il se comporte comme il ferait en présence d'un animal quelconque qu'il veut ménager ou combattre. A mesure que ses relations avec ses semblables augmentent et qu'il acquiert l'expérience de ce qu'il peut se permettre ou doit s'interdire, il apprend à se restreindre

sous la pression de la force ou d'obligations raisonnées équivalentes. En société il se soumet ainsi à la nécessité et apporte de lui-même à ses instincts de liberté les restrictions auxquelles il ne peut se soustraire.

Deux mots ont pris naissance dans nos sociétés modernes pour exprimer le cercle dans lequel l'individu peut se mouvoir et qui est en quelque sorte sa propriété et la limite qu'il ne doit pas franchir : les Droits et les Devoirs. Ni les uns ni les autres n'existent dans l'état de nature. L'homme y fait ce qu'il veut; il n'a de devoirs que, physiologiques, envers lui-même. Les droits dits imprescriptibles de la Révolution française sont ceux qu'on considère comme indispensables à l'existence de l'homme et dont on ne peut le dessaisir. Ils répondent à ce que Thiers appelait les libertés nécessaires, expression à laquelle il faut ajouter : dans les sociétés en état de paix; car lorsque la guerre éclate ou dans l'état de siège ces libertés sont suspendues. Mais, même en état de paix, l'imprescriptibilité des droits n'existe qu'en principe, car toujours ils sont limités par les droits des voisins. De fait les droits, ce sont les pouvoirs que la nécessité sociale plus ou moins exigeante laisse à l'individu et consacre par des clauses particulières de la loi tels que l'*Habeas corpus* en Angleterre et les articles 76 à 78 de la constitution de l'an VIII. La liberté de la pensée seule est imprescriptible parce qu'elle échappe à la contrainte. La liberté de la parole, la liberté d'écrire, la liberté de réunion elles-mêmes doivent être réglementées parce que dans leurs excès elles nuisent à la liberté d'autrui.

Les devoirs sont la contre-patrie des droits, l'obligation de respecter chez les autres ce qu'on veut qui soit respecté

chez soi. Ils sont inscrits dans les lois et se résument d'un mot : l'obéissance à ces lois; dans ce cas ils sont absolus et leur infraction implique un châtiment. A côté il en est de relatifs et sans sanction directe, ceux que prescrivent les coutumes, l'opinion, le respect de soi, de sa famille, de ses ancêtres. Dans la pratique sociale il est inutile de parler des droits; l'individu poussé par ce qu'ils sont à l'état de nature, illimités, n'est que trop disposé à oublier qu'il vit en société et à les étendre. En revanche il faut toujours parler des devoirs qui sont le point délicat et cependant la caractéristique de la vie sociale.

Solidarité. — Le mot se présente dans les acceptions les plus différentes. Ainsi, dans la nature, si l'on accepte la définition que c'est la dépendance des parties les unes des autres ou de toutes à une ou plusieurs causes communes, tantôt elle existe, tantôt elle n'existe pas suivant le point de vue général ou spécial où l'on se place.

Au premier point de vue la solidarité est universelle. Elle est l'unité et l'harmonie dans le tout, la soumission de tout ce qui est aux lois physiques, chimiques ou vitales qui régissent l'univers; l'équilibre de toutes les masses stellaires; les conditions communes d'existence se rencontrant sur notre planète, telles que la force qui retient tous les corps organiques ou inorganiques à sa surface, l'humidité qui y circule, l'atmosphère oxygénée qui l'enveloppe, le soleil qui lui donne la chaleur et la lumière. Pour passer à des cas moins généraux, elle est la cohésion, qui fait qu'une molécule quelconque d'une roche partage son eau et sa chaleur avec les molécules voisines et de proche en proche avec toutes. Elle est le lien généalogique qui unit tous les embranchements, rameaux et ramuscules issus les uns des autres depuis des milliers de siè-

cles dans l'arbre animal; lien que reflète tout individu de sa conception à son âge adulte suivant la formule : l'ontogénie est la répétition abrégée de la phylogénie.

Ce dernier genre de solidarité, si toutefois le mot mérite de lui être appliqué, puisqu'il n'est qu'une continuité ou identité de substance, se retrouve chez tout individu, animal ou homme. Chacun n'est que la suite d'une longue généalogie dont il conserve plus ou moins les caractères bons ou mauvais et à laquelle seule il peut s'en prendre si ces caractères hérités ne lui conviennent pas. Cette solidarité est ascendante ou longitudinale suivant l'axe de la généalogie, mais n'entraîne aucunement une solidarité latérale. Je m'explique sur ces deux mots. Soit l'espèce humaine, elle est solidaire des Primates dont elle descend mais non des Carnassiers et des Pachydermes qui sont des branches différentes, latérales. De même au sein de l'espèce, chaque individu est solidaire de sa ligne ancestrale, mais ne l'est pas des individus des autres lignées, bien que toutes les lignées se touchent loin dans le passé. Voici l'importance du fait. C'est que, entre les millions d'hommes dispersés à la surface de la terre et décorés du nom d'humanité, il n'y a aucune solidarité naturelle.

Deux genres de solidarité seulement peuvent être invoqués entre individus. Le premier résulte des conditions communes d'existence dans une même région. Si la flore, la faune, le climat viennent à changer, les individus en pâtissent ou en profitent parallèlement; la vraie solidarité ne commence cependant que si, contre cette flore, ce climat, un ennemi quelconque, ils s'unissent pour combattre. Le second genre de solidarité est celui qui s'établit de bonne volonté entre deux ou plusieurs indi-

vidus en vue d'intérêts communs limités et donne lieu à des associations. Ce qui nous conduit aux véritables sociétés.

Tout d'abord, la solidarité se rencontre dans les colonies animales que nous avons décrites. A un premier degré toutes les parties sont cohérentes entre elles mais conservent chacune leur individualité, sauf par quelque particularité : une de ces parties se détache ou meurt sans que les autres en souffrent sensiblement. Aux degrés suivants l'individualité des parties diminue tandis que le nombre des particularités concourant à la vie générale de la colonie augmente. Au dernier degré les individualités ont disparu et se sont fondues en une seule, il y a unité. L'organisme de tous les Vertébrés n'est autre qu'une colonie unifiée dans laquelle tous les organes sont solidaires par leurs fonctions diverses. Il n'y a rien d'analogue dans les sociétés animales où chaque organisme conserve son individualité, entière, sans cohésion avec d'autres et entièrement libre. Voyons comment les choses s'y présentent.

Soit une multitude de poissons de la mème espèce ou d'espèces différentes vivant au fond d'une baie favorable à leurs besoins identiques. Peut-on les dire solidaires? Non, car une portion peut émigrer sans que ceux restant en souffrent. Il est vrai que le détroit par lequel l'eau leur arrive peut s'obstruer et tous en mourir, mais aussi qu'il suffit qu'un poisson plus intelligent s'avise de désobstruer l'isthme pour que tous soient sauvés. Soit maintenant un troupeau de buffles suivant par habitude le plus entreprenant et plus clairvoyant d'entre eux qui préside ainsi à leur destinée commune; ils sont heureux ou malheureux parallèlement.

Les sociétés humaines, au degré près, sont dans le même cas : tous les individus y vivent dans des conditions communes que leurs chefs ou délégués s'efforcent d'améliorer, ils ont les mêmes intérêts généraux. Vis-à-vis des sociétés étrangères ils forment un bloc, un tout ayant son individualisme et par conséquent son égoïsme. Il y a plus, une société humaine étant devenue un corps permanent formé de générations héritant successivement les unes des autres, du bon et du mauvais, tous profitent ou souffrent conjointement de cet héritage cependant indivisible, tous sont co-propriétaires sans qu'aucun puisse en détacher une part à son usage personnel. Au jour de danger les individus ne font qu'un et doivent le défendre : c'est une solidarité complète, quoique virtuelle.

A l'intérieur des sociétés il en est autrement : les individus réservent leurs intérêts particuliers, la jouissance la plus considérable possible de leur liberté, ils ne concèdent à la mutualité que le strict nécessaire ainsi exprimé : Ne pas faire à autrui ce que l'on ne veut pas qui vous soit fait, règle qu'il s'agit de fixer, sujet à discussion, que l'individu enfreint aisément, que l'opinion consacre un peu mais qui ne l'est réellement que par la loi avec ses mesures coercitives. Accessoirement il existe un autre genre de solidarité dans les sociétés. Ce sont celles résultant de l'association volontaire des individus mettant en commun un nombre plus ou moins étendu de leurs intérêts particuliers et les faisant fructifier.

Les deux premiers genres étaient obligés en ce sens que tout individu ne se soumettant pas à cette obligation s'exclut par cela même de la société ; le dernier est facultatif. Nous ne parlerons pas de la solidarité familiale qui

se compose d'éléments complexes, le principal étant la solidarité par les ascendants.

Voici en définitive les propositions qui se dégagent de cet examen. La solidarité se présente sous des aspects si divers dans la nature, chez l'individu et en société qu'il est difficile d'en donner une définition s'appliquant à tous les cas. Elle est d'ordre physique, fonctionnel ou virtuel. Sous sa forme la plus élevée c'est l'unité et l'harmonie dans l'univers. Il y a ensuite la solidarité par cohésion comme dans les roches, la solidarité fonctionnelle comme dans les colonies animales et les organismes cohérents et totalement unifiés, la solidarité par continuité ou hérédité et la solidarité par conditions communes d'existence ou par intérêts communs.

Au sein de l'espèce, les individus sont solidaires dans une certaine mesure de leur lignée ancestrale, mais ne le sont nullement des individus appartenant à d'autres lignées. En société la solidarité apparaît dès que 2, 10, 1000 individus s'associent pour vivre en commun; elle implique une restriction à la liberté, des obligations et un partage égal des responsabilités, avantages et désavantages résultant de ce mode d'existence. Elle grandit avec l'étendue des intérêts engagés, du capital accumulé et transmis et de l'individualisme national auquel elle aboutit. La solidarité est la caractéristique initiale de toute société. Société, mutualité et solidarité sont synonymes.

Égalité. — Elle n'existe qu'éventuellement dans la nature. L'effet y est toujours égal à la puissance ou à la somme des puissances, diminuée de la résistance ou de la somme des résistances. Mais ces puissances et résistances sont si inégales et variées que les effets sont généralement inégaux. Deux corps ont rarement mêmes dimensions,

mêmes formes, mêmes propriétés exactement. Deux individus de même ont rarement la même valeur, l'un l'emporte toujours sur l'autre.

Parmi les espèces, comme parmi les individus au sein de l'espèce, l'inégalité est la règle et même, comme nous l'avons vu, est la condition *sine qua non* de toute évolution. Tout individu en naissant apporte avec lui deux causes d'inégalité. L'une tient à l'organisation particulière que lui ont léguée ses ancêtres, qui le rend solidaire de ceux-ci dans une certaine mesure et qui le fait différer des individus appartenant à d'autres familles. L'autre tient à la variabilité spontanée inhérente au type, dont nous avons décrit pages 291 et suivantes les conséquences en société.

Dans les sociétés les mieux organisées, et par le fait de la société, l'égalité ne porte et ne peut porter que sur les conditions extérieures de la lutte et de ses conséquences naturelles. Elle dépend des lois lorsque celles-ci sont équitables. Pour tout le reste l'égalité n'y est qu'un mot, un principe qu'on proclame découlant d'un autre principe : la solidarité que nous venons de voir n'existant pas entre individus d'une même espèce à l'état de nature et ne se produisant en société que par le fait d'intérêts communs généraux ou partiels. Voici le raisonnement : Les hommes, pour entrer en société et en recueillir les avantages, font des sacrifices égaux, ou plus exactement réputés égaux, car les faibles qui ont peu sacrifient proportionnellement moins que ceux qui ont beaucoup. Ces hommes acceptent ainsi des parts égales dans la solidarité et la responsabilité générale. Donc ils doivent être traités également et mis en mesure également de recueillir les effets naturels de leur conduite. Soit! Il n'y a qu'un malheur, c'est que ces effets ne sont nullement égaux, parce que les organi-

sations sont inégales et que la société n'y peut rien. L'égalité en société est un beau rêve de la philanthropie, mais est un écueil irrémédiable contre lequel échoueront toutes les utopies. Son principe découle de la fondation même de la société, qui en fait la base de ses lois, s'évertue à la rendre réelle, mais ne peut l'impossible. La nature le lui défend.

Justice. — Il est peu de mots dont la signification ait autant varié depuis l'antiquité jusqu'à nos jours et reflète aussi bien les mœurs du temps. C'est au plus haut degré une pure conception humaine qui, dans son sens actuellement le plus répandu, équivaut à ceci : « Avoir ou recevoir ce qui est dû ».

Voyons dans la nature si quelque chose correspond à cette pensée. Un corps roule dans l'espace, entre dans notre atmosphère, y devient incandescent par le frottement et éclate en morceaux. Une tempête se lève, le chêne est déraciné, le roseau plie et se redresse. Un loup poursuit un cerf qui fuit, l'un pour manger, l'autre pour ne pas être mangé, les deux dépensant tout ce qu'ils peuvent de force musculaire ; le loup victorieux est récompensé de sa persévérance, le cerf succombe par insuffisance de respiration. Les Tasmaniens vivaient heureux, les Blancs pénètrent dans leur île, les massacrent et prennent leur place. Tous ces cas, au fond, sont les mêmes. Partout se produit ce qui doit se produire dans les conditions et avec les forces en présence. La nature assiste impassible et indifférente aux phénomènes dont elle est le théâtre. Le corps incandescent, le chêne, le cerf, les Tasmaniens ne pèsent pas plus dans la balance. Aux corps vivants comme aux corps inorganiques, rien n'est dû. La justice leur est inconnue.

Voyons à présent l'individu en nous plaçant à son point de vue. Il a son organisation propre qu'il n'a pas créée et à laquelle il ne peut se soustraire. Comme le dit Spencer : « Il est assujetti aux effets de sa propre nature et de la conduite qu'elle implique ». Il lui est dû par conséquent que ses actes aient les effets qu'ils comportent, qu'il récolte ce qu'il sème; il n'est responsable qu'à cette condition. Si son Moi s'est trompé, a mal jugé ce qu'il avait de mieux à faire; s'il a laissé l'habitude produire l'acte et n'est pas intervenu pour le modifier; s'il a été distrait, indolent à ce moment, s'il a mal raisonné, il en subit les conséqmences; mais s'il a été correct il doit en recueillir les bénéfices. C'est la conformité des fins aux actes, la justice organique ou physiologique. Pour le loup de tout à l'heure, il était juste que sa persévérance fût couronnée de succès, tandis que pour le cerf il était injuste qu'ayant tout fait pour se soustraire au danger il fût dévoré. Une mère porte son enfant dans son sein, le met au monde avec douleur, l'allaite, lui prodigue ses soins, il est injuste qu'elle n'en soit pas récompensée et que son enfant succombe. Mais voici un cas complexe : deux hommes luttent avec leurs armes propres, l'un a plus de courage, l'autre est plus habile, tous deux ont droit à une récompense, un seul est vainqueur; où est la justice? Au point de vue de la nature il n'y en a pas, puisque tous deux ont obéi à leur organisation et que le fort a vaincu le plus faible. Mais, au point de vue particulier de chacun, il y a justice pour celui qui, ayant fait tout ce qu'il pouvait, a réussi, et injustice pour celui qui, en ayant fait autant, a été vaincu. La justice individuelle est donc relative. Sous cette forme restreinte elle a cependant une haute portée parce qu'elle engendre la respon-

sabilité personnelle et que, par là, elle devient le mobile par excellence de toute activité humaine, implique la récompense ou la punition des actes et pousse le Moi à être en éveil, à intervenir, à adapter ses commandements aux circonstances et à ne s'inspirer que de l'utile. Sans cette justice sanctionnant la responsabilité, la conduite serait sans gouvernail.

On peut se demander si cette responsabilité concerne les actes ou les intentions qui les ont dirigés. Assurément les habitudes fonctionnent souvent sans que le Moi intervienne; mais s'il ne l'a pas fait il a eu tort et il doit en subir les conséquences. Les actes sont la seule matière se prêtant à un jugement, on ne peut analyser les intentions et les motifs qui ont pesé sur elles, ce serait se perdre dans un dédale inextricable. Le Moi et les actes quels qu'ils soient sont solidaires.

Arrivons à la société. La solidarité, comme il a été dit, implique des devoirs de la part de l'individu, mais réciproquement la société a des devoirs vis-à-vis de l'individu; chacun doit, de part et d'autre, recevoir ce qui lui est dû. D'où la justice sociale, c'est-à-dire ce qui préside aux rapports des partis en présence et les consacre. C'est une nécessité à la fois théorique et pratique du bon fonctionnement de ces rapports comme tout à l'heure la justice individuelle consacrant le bon fonctionnement des rapports entre les actes et leurs effets. Elle rend l'individu responsable vis-à-vis de la société comme la société responsable vis-à-vis de l'individu; elle est la sanction des deux responsabilités.

Mais nous avons vu qu'en principe tous les individus sont égaux en société, c'est-à-dire qu'ils ont mêmes droits et mêmes devoirs. D'où la définition quelquefois de la

justice sociale : la loi d'égale liberté. D'autre part, les droits et plus encore les devoirs sociaux, du moins ceux que la société juge les plus nécessaires, sont exactement précisés par les lois, ainsi que, non pas les récompenses auxquelles on songe peu, mais les châtiments qui en assurent l'observance. D'où cette autre définition : La justice sociale c'est la loi elle-même ou, à un autre point de vue, l'appareil et les moyens destinés à assurer l'obéissance aux lois.

En résumé il n'y a pas de justice dans la nature. Chez l'individu il y a une justice relative à lui-même, ou physiologique, puisque le Moi recueille les effets naturels de ses actes bien ou mal conçus, c'est-à-dire ce qui lui est dû ; c'est le stimulant de son activité, la sanction de ses actes, ce qui fait sa responsabilité. Dans la société il y a une justice arbitrairement déterminée par les lois, celle qui consacre les rapports estimés nécessaires entre les individus et entre eux et l'autorité sociale. La justice absolue n'est qu'une conception humaine issue à la fois de la nécessité de la justice en société et de la réalité de la justice individuelle ou relative.

Le bien et le mal. — Le complément, nous paraît-il, de cette appréciation sévère des principes mis en avant dans l'aménagement des sociétés, est l'examen au même triple point de vue de la nature, de l'individu et de la société, de la notion du bien et du mal. Le mal étant l'antithèse du bien, il suffit de s'attacher à ce dernier ; ce qui n'est pas le bien est, ou indifférent, ou le mal.

En ce qui concerne la nature prise objectivement, les choses sont bien simples. Elle n'a pas de personnalité, elle n'a pas de Moi, pas de sensibilité, par conséquent pas de conscience, quoique métaphysiquement on se soit

efforcé de lui en donner une; elle ne peut donc avoir une notion du bien et du mal. Aurait-elle une pensée qu'elle ne pourrait l'avoir davantage puisque rien chez elle ne se passe qui ne soit logique, puisqu'elle n'est qu'un effet de ses propres lois, puisque aucun phénomène, aucun corps, ne peut exister en dehors des conditions qu'elle-même présente. On dira que le souverain bien pour elle c'est l'harmonie universelle, le bien relatif, ses harmonies partielles relatives. Mais l'inverse, le mal, le désordre n'existe jamais en elle. Il y a des états transitoires entre un corps, un ensemble qui se dissout et d'autres corps, d'autres ensembles qui se forment; ces transitions n'ont rien de désordonné, tout y est comme ce doit être. Que les lois générales donnent lieu à des phénomènes ou à des corps que l'homme trouve admirables, inutiles ou mauvais, elles ne perdent rien de leur puissance. La nature est aussi belle lorsque les molécules cosmiques sont dispersées réellement ou en apparence, comme dans la voie lactée, et lorsqu'elles sont condensées en mondes, en êtres vivants ou en sociétés humaines.

La nature considérée subjectivement, c'est-à-dire appréciée par nous, nous n'en dirons qu'un mot puisque c'est nous substituer à elle, la rapporter à nos sentiments, à nos conceptions imaginaires, à notre personnalité. Ce qui chez elle ne touche pas les intérêts de notre Moi nous est en réalité indifférent et n'est qu'un spectacle, un kaléidoscope que nous jugeons esthétiquement comme un assemblage de couleurs ou de sons nous donnant suivant leur disposition des impressions agréables ou désagréables. Ce qui nous rappelle des situations analogues à celles où nous nous trouvons ou pouvons nous trouver et que, dans les mêmes conditions, nous considérerions

comme bon ou mauvais, juste ou injuste, bon ou mauvais, nous importe davantage; c'est le phénomène de la représentation si commun dans notre psychologie. Notre personnalité est tout.

En ce qui concerne l'individu, la notion du bien et du mal est si claire qu'il suffit d'en énoncer la cause pour en avoir le mécanisme. Le bien c'est ce qui lui procure directement ou indirectement un plaisir ou une série de plaisirs, soit corporel, soit cérébral et dans ce dernier cas d'ordre sensitif ou d'ordre intellectuel. Nous avons montré comment le simple fonctionnement d'un organe sensible, comme le cerveau, est une source de plaisirs inhérents à son activité et la récompense aussi bien que le stimulant de cette activité. Le souverain bien de l'individu serait ainsi la vie cérébrale la plus correcte dans le sens de son fonctionnement, la mieux équilibrée, la plus féconde, la plus ample, ajoutons la plus en rapport avec les conditions ambiantes et les besoins ou désirs du Moi.

En ce qui concerne la société, il y deux points de vue : celui de tout à l'heure, où nous la jugeons subjectivement d'après le bien ou le mal qu'elle nous procure individuellement, et celui où, prenant sa place par représentation, nous la voyons objectivement. Mais, dans ce cas, il y a deux points de vue encore : l'un où la société présente est regardée comme la mandataire des individus actuels et l'autre où elle est considérée comme une personnalité permanente. Au premier point de vue il semble *a priori* que le bien social ne soit que l'ensemble des bien particuliers et doive par conséquent se confondre avec celui de chacun. Mais, d'une part, le bien n'est pas entendu de même par tous et varie avec leur organisation et leur Moi, sans parler des circonstances différentes dans les-

quelles chacun se trouve. De l'autre, ce qui est un bien pour l'un peut être un mal pour l'autre. Les divers bien individuels s'entre-choquent avec les divers mal. L'art social consiste à concilier ces contradictions, à conjurer les chocs, à renoncer aux bien les plus désirables pour les uns, les plus légitimes, pour ne pas les convertir en mal chez la majorité souvent des autres, en un mot, non à rechercher un bien parfait, mais un bien moyen possible sans excès pour les uns, mais sans contre-partie pour les autres.

Le second point de vue, celui d'une personnalité, formée avec le temps, devant se continuer au delà de la génération présente, possédant un patrimoine, l'exploitant et pouvant avoir des vues générales, comme nous le verrons plus tard, indépendantes des individus actuels, nous ramène à celui de tout à l'heure d'une chose extérieure jugée par l'homme. Cette personnalité est assurément fictive, elle n'a pas plus de Moi, de sensibilité et de conscience que la nature. Les hypothèses métaphysiques ont pu imaginer une conscience de la nature impossible à vérifier, mais ils ne peuvent avec quelque raison en donner une à la société alors qu'il n'y a qu'à vérifier. Et cependant cette personnalité permanente représentée par des gérants de passage se renouvelant peut être traitée, ainsi que la loi le fait de mainte société civile, comme quelque chose de réel ou du moins de responsable. A ce titre le bien pour elle ne saurait être ce qui lui donne un plaisir, puisqu'elle n'en ressent pas, mais ce qui habituellement le cause, l'utile; ce qui assure sa prospérité, sa longévité; ce qui lui donne actuellement de beaux bénéfices ou lui en prépare pour l'avenir; ce qui augmente son activité et lui donne une vie plus ample.

En résumé, le mal n'existe pas dans la nature, tout y est bien. Chez l'homme, comme dans toute espèce animale quelconque, le bien et le mal ne sont que des notions relatives, subjectives et physiologiques, le bien étant ce qui lui est utile et agréable. En société, les deux sont également relatifs, le bien est ce qui est utile à l'ensemble de ses membres actuels, soit actuels, soit actuels et à venir réunis. Quant au souverain bien, ce n'est qu'une conception gratuite, une fantaisie platonique, avec ou sans le jeu de mots.

CHAPITRE XI

Récapitulation et conclusions.

Avant de conclure sur cette partie et les précédentes et de passer à leurs applications dans la suivante, récapitulons les points que nous nous sommes efforcé de mettre en relief et que l'on doit le moins perdre de vue dans la pratique.

L'univers est l'ensemble des phénomènes et des mutations de matière accessibles à notre observation et à nos inductions : les premiers, toujours semblables à eux-mêmes lorsque les conditions qui les déterminent sont identiques, les secondes donnant lieu à des corps inorganiques ou organiques, issus les uns des autres dans une direction du simple au composé, vers un équilibre hypothétique. L'esprit humain a érigé la constance des phénomènes en lois et a donné à la suite des mutations le nom d'évolution progressive. Notre système solaire suit une évolution de ce dernier genre depuis des myriades

de siècles. A la surface de notre planète, depuis que les conditions ont permis à la vie d'y naître et de s'y développer, une autre évolution se produit dont l'homme est le point culminant atteint. De protoplasmes inconnus, surgis on ne sait comment, sont ainsi sortis des animaux monocellulaires; et de ceux-ci, des polycellulaires qui se sont différenciés, se sont agrégés, et ont abouti aux formes les plus variées et les plus complexes, beaucoup dont aucun vestige n'est parvenu jusqu'à nous. L'une de ces formes est le type des Vertébrés, qui a engendré les Poissons, les Reptiles, les Mammifères dont sont sortis les Primates et, au faîte de ceux-ci, l'homme. L'origine de l'homme aux dépens des Primates est un fait absolument acquis à la science; mais on ne peut dire positivement si le rameau dont il est l'épanouissement est venu directement d'un Lémurien, d'un Cébien, d'un Pithécien ou d'un Anthropoïde, ou même de deux ou trois à la fois par plusieurs racines. L'origine multiple de l'homme et la ressemblance ultérieure par convergence de ses diverses souches doit en effet être réservée. Toutefois la somme des probabilités, sans parler de nos recherches personnelles, nous laisse croire à la descendance directe de l'homme de quelque Anthropoïde ignoré.

Toute subjectivité mise de côté dans un procès où nous sommes à la fois juge et partie, l'homme est l'effort le plus étonnant et le mieux réussi de l'évolution du règne animal. Cet effort dans le sens cérébral a été tenté dans d'autres classes encore de Mammifères, mais y a été manqué, par exemple chez l'Éléphant relativement très intelligent avec des circonvolutions riches et nombreuses, et chez les Félidés et Canidés, très intelligents aussi sans que le cerveau en donne l'explication. Par là, l'homme

dépasse les animaux les plus favorisés d'une quantité de coudées ; seul, il mérite d'être appelé, avec Aristote et Linné, l'animal raisonnable. Il a donc toute raison d'être heureux et fier de la bonne fortune qui l'a couronné roi des animaux. De cette bonne fortune il a usé et s'est fait une place à part sur sa planète, en obéissant du reste à la loi universelle qui veut que la force la plus grande l'emporte toujours sur la plus faible, l'organisme le mieux doué sur l'organisme le moins doué.

Mais il n'en reste pas moins l'esclave de ses origines, une portion de l'arbre animal, la suite d'une longue phylogénie commençant aux plus humbles, le produit accumulé d'une série de transmissions héréditaires dont il conserve l'empreinte et qui le domine dans tous les actes de la vie. *Memento te esse hominem*, répétait l'esclave antique au triomphateur. Cette origine modeste, il devrait s'en enorgueillir ; né de rien, il a atteint le premier rang. Au contraire, elle lui pèse, il voudrait l'arracher comme une tunique de Nessus. C'est que, par là, il reste soumis aux lois de l'univers, aux lois en particulier de l'animalité en général, et pis encore, aux particularités impérieuses de sa propre organisation individuelle. Il voudrait être une exception, s'éthériser, il ne le peut. Comme tous les Vertébrés, son individualité se résume en un Moi centralisé qui préside à tous les actes extérieurs en rapport avec sa conservation. Ce Moi, comme chez tous les Mammifères, intervient presque malgré lui, distingue ce qui lui est utile ou nuisible, ce qui lui est agréable ou désagréable et commande en conséquence. Plus que chez aucun autre animal, toutefois, ce Moi est conscient, prévoyant et fait effort pour ne pas se tromper. Il pèse les sollicitations, tient compte des conditions exté-

rieures et des dispositions actuelles de l'organisme et se décide au mieux des intérêts dont il a la garde. Ces qualités de l'espèce humaine sont certainement le fait le plus extraordinaire que nous constations dans l'univers. Ce Moi spécial à chaque individu, veillant à ce qu'il ne perde jamais de vue sa propre personne est merveilleux. Et cependant ce Moi, qui n'est qu'une nécessité physiologique de centralisation organique, a ses incorrections. Il manque d'initiative absolue, il n'entre en action que provoqué par des excitations externes ou par des réminiscences, il fait non ce qu'il veut, mais ce qu'il doit. Dans quatre circonstances il est en défaut : 1° lorsqu'il est détraqué ; 2° lorsqu'il n'est pas réveillé ; 3° lorsqu'il est prévenu par des habitudes qui prennent les devants et répondent à sa place ; 4° lorsqu'il se laisse aveugler par le sentiment. Sa force, lorsqu'il entre en jeu dans toute la plénitude de lui-même, vient de la raison qui le confirme dans ce qui est sa caractéristique : l'égoïsme au profit de l'organisme qu'il représente, c'est-à-dire la seule considération pour lui, celle des intérêts dont il est chargé. Cet égoïsme est général chez tous les Vertébrés, les seuls, avons-nous vu, qui aient un Moi centralisé. Mais hautement conscient et raisonnant chez l'homme, il détermine et consacre sa suprématie sur toutes les autres espèces.

Mais, chose inattendue, cet égoïsme n'exclut pas l'altruisme qui en semble l'antipode. Au contraire, il en est la source, l'altruisme n'étant que la conséquence de la satisfaction que le Moi ressent de ses relations avec les choses du dehors et plus particulièrement avec les êtres de la même espèce : altruisme qui se maintient tant que la somme des avantages ou des plaisirs résultant de ces

relations l'emporte sur la somme des désavantages résultant de ces mêmes relations.

Voilà pourquoi le sauvage, le plus analogue aux Primitifs que nous ignorons, placé dans des conditions faciles d'existence, est bon quoique très réflexe. N'ayant pas engagé de lutte sérieuse avec ses semblables la somme des plaisirs qu'il trouve à aimer dépasse la somme des déplaisirs dont ils sont cause quelquefois. Les circonstances lui permettent d'associer l'égoïsme et l'altruisme. Dans la société dont l'homme a fait un genre d'existence tout différent, il en est autrement : l'égoïsme est exalté et l'altruisme amoindri.

L'homme, si l'on fait commencer l'état social à 5 ou 6000 avant notre ère environ, dans la région chaude du globe, a certainement vécu à l'état de nature, c'est-à-dire comme un véritable animal, quatre ou cinq fois plus de temps qu'à l'état social. Parmi les animaux, les uns se réunissent en société avec indifférence, par habitude ; nous en avons cité de nombreux exemples. D'autres agissent par entraînement ou imitation pour émigrer ou procéder à la reproduction. D'autres s'associent pour chasser, comme le Loup et le Dingo. D'autres sont mus par un besoin altruiste comme le Chien de prairie. D'autres cèdent à l'autorité d'un père de famille polygame, restant chef des siens comme les Equidés et les Capridés. D'autres obéissent à plusieurs de ces mobiles, comme les Singes. L'homme à l'état de nature a dû présenter ces divers modes. A en juger par l'analogie et par ses échantillons les plus inférieurs d'il y a une cinquantaine d'années encore, il a été polygame et monogame, il a vécu en solitaire, en famille et en société plus ou moins lâche. Ses familles se réunissaient fortuitement, se quittaient, se groupaient sur quelque

point mieux abrité, comme les Veddahs. Ses sociétés animales, si l'on me permet cette expression, ne dépassaient guère suivant toute probabilité le degré que nous avons vu chez les Singes cynocéphales et cercopithèques. Son caractère variait; mais dans des conditions favorables, vu sa propriété omnivore, son égoïsme devait être modéré et son altruisme développé, comme chez les Andamans, les Australiens, les Tasmaniens avant l'invasion anglaise et les Veddahs, auxquels nous pourrions joindre les Esquimaux. Lorsqu'on parle de sauvages on se représente toujours les Boshimans du désert de Kalahari, les Fuégiens acculés à la mer, les Australiens souffreteux des côtes. Ce sont des cas particuliers, des faibles que de plus puissants ont rejetés dans les endroits déshérités. La majorité des sauvages avec la place immense dont ils disposaient, avec des ressources naturelles de tous genres, étaient heureux. Durs à la fatigue, ayant peu de besoins, ils avaient peu de motifs de concurrence et de lutte et menaient une vie agréable.

Mais le jour vint où cette existence dut changer. La population augmentant, les territoires de chasse sur lesquels on circulait librement se rétrécirent, il fallut se serrer les coudes et trouver d'autres modes d'existence. Alors apparut la nécessité d'organiser des sociétés jusque-là passagères et nominales. L'un des premiers phénomènes y fut la division et la spécialisation du travail qui rendirent chacun dépendant de ses voisins et firent sentir la nécessité de penser à soi tout d'abord. Les uns, les plus habiles s'en trouvèrent bien, les autres en souffrirent. D'où la jalousie, l'envie, une lutte qui alla en grossissant, et fatalement un accroissement de l'égoïsme naturel aux dépens de l'altruisme.

Les sociétés humaines ont ceci de curieux. Les individus ont besoin les uns des autres pour coopérer à la défense commune et pour se suppléer réciproquement, puisqu'aucun ne peut produire tout ce dont il a besoin. Il semble qu'il doive en résulter un lien plus étroit. C'est le contraire. Les contacts amènent des chocs, les amours-propres sont mis en jeu, la dépendance mutuelle irrite, les inégalités du sort exaspèrent. L'état social est ainsi moins favorable à la fraternité que l'état sauvage, l'exagération des réflexes inhérente à ce dernier et si contraire à la domination de soi dans le premier étant, bien entendu, toujours mise de côté.

Une autre condition défavorable à l'état social est la suivante. Dans l'état de nature la liberté est absolue, le Moi fonctionne physiologiquement et sans entrave, juge et responsable de ses actes. L'état social se compose de restrictions à la liberté et de concessions au voisin et à la société entière. Or l'individu accepte des concessions de la part des autres, mais il n'aime pas à en faire. Son Moi proteste lorsqu'il est forcé de se conformer à des engagements pris, mais opposés à son intérêt présent. Une fois la société établie, la lutte accentuée et les choses suivant leur cours, le jeu naturel des individus amène ce qui était inévitable : la suprématie tyrannique des uns sur les autres, les uns ayant tous les bonheurs, les autres tous les malheurs; la société partagée en classes, les forts en haut, les faibles en bas, les premiers recueillant tous les profits, les seconds toutes les pertes; et ce qui est plus grave, la survivance d'une génération à l'autre des effets de la lutte, la responsabilité endossée dès la naissance de la conduite de ses pères et l'impossibilité ou l'extrême difficulté de sortir de la situation héritée.

Ce régime, sous diverses formes et à travers bien des péripéties, s'est perpétué jusqu'à ce jour presque. La masse qui pense et jette un regard dans le passé peut réellement se demander si l'état de nature, dans la supposition où il serait possible d'y revenir, ne serait pas préférable, pour beaucoup, et s'il y a lieu de tant vanter le mode d'existence que l'homme s'est donné. Partout l'individu est enserré dans des règlements à coup sûr indispensables, mais qui profitent aux uns et paralysent les autres. A chaque pas se dressent des barrières qui s'opposent au plein emploi de ses facultés et faussent les effets qu'il attend de sa conduite. Partout il ne rencontre que déceptions et injustices. La famille elle-même n'est pas égale pour tous. Aux uns, elle prodigue toutes les joies, les parents possèdent leurs enfants jusqu'à leur majorité physiologique et ne les abandonnent dans l'avenir que bien armés. Aux autres elle laisse à peine le foyer domestique, le soir, après une journée où chacun, dispersé, a travaillé ou a été livré à ses penchants.

Quelles sont les causes principales de cet état douloureux? Nous en avons indiqué quelques-unes, certaines sont imputables aux organisateurs de la société, mais la plus importante est la nature même de l'homme, qui n'accepte qu'incomplètement les nécessités du genre de vie qu'il s'est donné et ne s'est pas adapté à ses conditions. L'homme en société est demeuré l'homme à l'état de nature, il est plus policé, moins réflexe et c'est tout. Il eût dû se transformer, il ne l'a pas fait.

Dans toute société il faut distinguer les privilégiés et la masse, ceux dont l'histoire parle et ceux qu'elle oublie, les grands et les petits. Les premiers sont les détenteurs de la puissance, ils travaillent pour eux et ne font rien

pour les seconds ou, s'ils s'en occupent, c'est pour les façonner à leur profit et les exploiter. Si, dans la masse, des changements se sont opérés, ce n'est donc pas dans le sens d'une adaptation conforme à son intérêt, mais dans le sens d'une soumission et d'une résignation peu propre à la relever. Ces changements portaient sur des créatures vivant au sein même de la société dans un état de demi-nature ne valant pas l'état de nature vraie, animale encore mais par son plus mauvais côté. Ils se produisaient dans le sens, non de ce que la société pouvait avoir de bon, mais de ce qu'elle avait de bas, dans le sens non d'une amélioration, mais d'une dégradation de l'individu.

Comme nous le disions tout à l'heure, le sauvage social, tel qu'il a été conduit, ne vaut pas le sauvage véritable. Et cependant il s'est trouvé des sages qui ont regardé avec pitié les misères des masses, des souverains qui du haut de leur trône se sont occupés d'elles, des législateurs bien intentionnés, des seigneurs aimant leurs serfs à leur façon. Mais quels résultats espérer? Les lois étaient faites par les privilégiés eux-mêmes, le plus ordinairement dans leur intérêt personnel, pour assurer leur sécurité, favoriser la rentrée des subsides, rarement pour le bien réel de ceux dont ils n'avaient à attendre aucun appui, aucun service. Le temps n'est pas si éloigné où l'on commençât à comprendre que les lois concernent l'universalité des membres d'une société, doivent être égales pour tous et ne sont réellement, comme le dit Montesquieu, que « les rapports nécessaires résultant de la nature des choses »; où Bacon, Hobbes et Locke analysant les relations des parties en jeu dans les sociétés, en induisent que le pouvoir n'est que le représentant du peuple; où, en France, le naturalisme apporté par les

voyageurs qui avaient vu l'homme à l'état de nature, conduit au romantisme de Rousseau et à la conception des Droits de l'homme. La théorie, à ce moment, était qu'il ne doit pas y avoir de privilégiés, que tous sont égaux, que la société est un contrat passé entre l'universalité des citoyens et l'État. Théorie pure! Dans l'histoire, on ne relève que des conventions particulières imposées par une fraction plus forte à une fraction moins forte ou à un chef, comme la grande charte anglaise de 1215; ou des statuts limités à certains points, comme chez les Pilgrims de Plymouth prenant possession du territoire que leur avait octroyé Jacques Ier; ou des chartes de garanties achetées par des communes ou des corporations, sinon acquises par la force. De ces contrats partiels, des minorités seules ont profité en général; les masses sont restées en dehors, toujours à la merci du bon plaisir des forts; elles ont subi les événements, ont courbé la tête, mais ne se sont pas ralliées et ne se sont pas adaptées. Les choses ne commencent à changer que dans le XIXe siècle.

En résumé, la première raison pour laquelle le mode de la vie en commun n'a pas donné ce qu'il comportait et l'immense majorité ne s'est pas adaptée aux mœurs nouvelles qu'il impliquait et a plus perdu que gagné, c'est qu'on n'a pas fait pour cette majorité ce qu'il fallait et que tout a été abandonné au laisser-aller.

Un autre motif est, nous ne dirons pas la guerre extérieure et le militarisme à outrance qui faussent toutes les idées de morale, font la part belle aux privilégiés et laissent les humbles dans l'oubli, mais la guerre intérieure avec ses misères sans ses avantages, abandonnée à elle-même sans frein, sans direction, sans atténuation,

exaltant l'individu et opposant un obstacle invincible au développement des vertus et tolérances sociales les plus indispensables. Quelles sont en effet les premières conditions requises pour vivre en société? Ce sont des concessions réciproques consenties, non du bout des lèvres, mais du fond du cœur, égales pour tous bien entendu, des engagements que chacun doit tenir alors même que les voisins donnent l'exemple de ne pas les tenir, une obéissance absolue aux lois indépendamment des mesures coercitives qu'elles comportent et même de l'opinion publique parfois dévoyée. C'est la part que chacun doit prendre aux infortunes des autres, la pitié pour eux, l'assistance mutuelle, la charité sans profit pour soi, par bonté ou par devoir, toutes les formes en un mot de l'altruisme dont l'abnégation est un terme avancé. Malheureusement, entre la lutte qu'exige le bien de la société et l'altruisme qu'il exige non moins, il y a contradiction. Si du moins les conditions de la lutte étaient égales, si chacun y recevait la récompense ou la punition de ses efforts, si chacun y demeurait responsable de soi et rien que de soi; si même la lutte était toujours courtoise, loyale, restreinte dans ses conséquences exagérées, on s'habituerait à ne s'en prendre qu'à soi de ses infortunes, on se résignerait. Mais il n'en a pas été ainsi, la lutte a été implacable parfois et exclusive de toute générosité, de toute pitié. Comment, en face de ses iniquités, prêcher la vertu, l'abnégation, la fraternité? Elles n'ont pu que consacrer les dispositions individualistes et animales et les exagérer.

L'une des raisons encore qui ont empêché les efforts des réformateurs d'être couronnés de succès est la profonde différence entre leurs aspirations et les réalités

possibles. Ils proclament une égalité qui n'existe pas entre les individus, une fraternité irréalisable dans les conditions que nous venons de dire, une justice contraire à la nature qui ne se rencontre qu'à l'état physiologique pour l'individu et vis-à-vis de son Moi et fait absolument défaut dans la société, sauf lorsqu'elle y a été introduite par les lois à grand renfort de mesures coercitives; une solidarité n'ayant d'autre base que l'intérêt bien entendu. Ils veulent « à chacun suivant ses besoins » alors que la seule loi sociale possible, si l'on ne veut pas saper la société dans ses fondations, est « à chacun suivant ses œuvres ». Certes l'idéal n'est pas à négliger, il faut toujours l'avoir devant les yeux, mais il ne faut pas espérer l'atteindre. Celui dont on se berce est contraire à la réalité des choses. Aux principes directeurs ci-dessus les philanthropes ajoutent même la liberté complète qui est la négation même de la société faite, comme nous le disions à l'instant encore, de restrictions à cette liberté. Et cependant l'on ne peut se croiser les bras; la société, dans le cours des temps, n'a pas donné ce qu'on est en droit d'en attendre, l'homme y a conservé la nature animale qu'il possédait au sein des forêts; il faut se mettre résolument à l'œuvre, non avec des théories, mais avec des actes, et chercher cette relation exacte des choses, incluse dans le mot *nécessaire* de Montesquieu.

Il y a deux opinions sur l'évolution générale des êtres organisés : l'une, plus répandue, est que l'évolution marche irrésistiblement dans une direction la conduisant à la différenciation la plus complète des choses concordant avec l'équilibre le plus harmonique, sauf à prendre ensuite une autre voie; l'autre, à laquelle nous nous rallions, est qu'elle procède de la façon la plus désor-

donnée, reculant, se jetant sur le côté ou avançant et qu'on ne peut, en définitive, savoir à quoi elle aboutira. De même, en société, il y a ceux qui croient que l'évolution abandonnée à elle-même se fera dans une direction déterminée qui sera la meilleure, et ceux qui sont convaincus qu'elle obéit aux circonstances impossibles à prévoir et peut mener les hommes dans la direction la plus inattendue, en désaccord avec l'intérêt de cette société et même de l'espèce en général. Ce qui se résume ainsi : la nature n'a pas d'objectif déterminé malgré les apparences; la société a un idéal vers lequel elle aimerait à se diriger, que l'homme rêve, mais dont la nature ne s'inquiète nullement. L'évolution de la société peut être un mal comme un bien. Par conséquent l'intérêt de l'homme est de donner à l'évolution la direction qu'il croit la meilleure et non d'attendre béatement de la nature la réalisation de son rêve. A la formule : « Aide-toi, le ciel t'aidera » il faut substituer celle-ci : « Ne compte que sur toi ».

A un autre point de vue il y a deux opinions. Suivant les uns, l'homme est essentiellement bon, c'est la société qui l'a rendu mauvais. Il y a quelque chose de vrai dans cette proposition : les sauvages, avant d'entrer en société, étaient généralement bons, leur naturel a été irrité par la situation faite à la majorité, leur altruisme a diminué au profit de leur intérêt. Suivant d'autres, l'homme est essentiellement méchant. S'ils entendent par là qu'il est resté animal, ils ont raison, mais il y a animal et animal. Les animaux sont comme les hommes, ce que les conditions d'existence, les rapports avec leurs semblables, le milieu, l'hérédité, l'éducation les font. Buffon a dit que les herbivores sont plus sociables que les carnivores,

surtout lorsqu'ils habitent une contrée bienveillante où la nourriture est abondante et les motifs de conflits rares, où ils n'ont pas sans cesse à craindre la dent de leurs ennemis. L'histoire nous montre qu'autant les hommes ont des mœurs féroces en temps de guerre, lorsqu'on ruine leurs récoltes, incendie leurs demeures et attente à leurs personnes, autant, dans les longues périodes de paix, ils redeviennent doux, faciles, bons, je ne dirai pas dans les villes, plus ou moins en effervescence, mais dans les campagnes. L'homme varie, du reste, suivant les idées qu'il se fait à un moment donné, qu'on éveille en lui et qui le hantent ou non. Quelque modeste que soit sa situation, s'il a à peu près ce qu'il désire ou croit pouvoir désirer, si son horizon ne s'étend pas loin, s'il n'a pas de terme de comparaison qui le fasse songer et être envieux, il sera content de son sort, vivra tranquillement et sera bon. Mais si les circonstances ou ses semblables ont fait luire à ses yeux d'autres espérances, si on l'a convaincu qu'il est molesté, sacrifié, qu'en sa qualité d'homme il a droit à ceci ou cela, qu'il y en a d'autres qui ont tout cela sans l'avoir mérité, qu'il est victime de la société, il deviendra haineux et méchant. Or l'un des caractères de l'homme, à l'état de nature comme en société, c'est le défaut de mesure, ce sont des exagérations dans un sens ou dans un autre. Il ne réagit pas assez ou il réagit trop. Avec de l'habileté on rend l'animal doux, avec de la maladresse on en fait une bête féroce. Le grand point est de ne pas éveiller trop la réflexion qui, infailliblement, conduit à l'égoïsme, de ne pas trop appuyer sur le Moi et de lui donner de bonnes habitudes. Toute société bien conçue peut, en y mettant de la méthode et de l'esprit de suite, le conduire à son gré et le modeler à sa conve-

nance. Elle le fera bon et altruiste sinon en une génération, du moins en plusieurs. La difficulté est de répondre à cette indication sans sacrifier les autres indications, de trouver le terme moyen, le compromis obligatoire.

Nous n'avons plus qu'à conclure sur les propositions émises par nous en 1893, qui nous avaient nous-même stupéfié et auxquelles nous faisons allusion dès les premières lignes de ce travail. Le lecteur qui a bien voulu nous suivre les a déjà vingt fois formulées.

Oui, l'homme accepté et enseigné par la philosophie classique et la religion est en complète contradiction avec l'homme réel enseigné par la physiologie et l'anthropologie.

Oui, la société imaginée par les romantiques, de Thomas Morus jusqu'à ce jour, est en complète contradiction avec la société possible et nécessaire.

Oui, il y a contradiction entre l'homme animal tel qu'il était à l'état de nature et s'est maintenu jusqu'à nos jours et l'homme social tel qu'il devrait être.

Oui, les réalités objectives de la science sont en contradiction avec les aspirations subjectives de l'homme.

Oui, la nature se rit de nos conceptions. La société a été enfantée par l'homme et a été construite sur le sable avec des matériaux souvent de convention. L'individu pour lequel elle est créée est toujours son pire ennemi; il l'admet mais ne se plie pas à ses nécessités.

Oui, de la théorie à la pratique, de bon nombre de vérités scientifiques à leurs applications, la distance est grande.

Ces propositions, dans leur brutalité, ont froissé quelques écrivains. En ce qui concerne l'anthropologie

j'en accepte la responsabilité et c'est précisément parce qu'elles sont vraies que Broca et nous-même nous nous sommes toujours efforcés d'arrêter les études anthropologiques au seuil de ses applications.

On a protesté au nom des vérités économiques entre autres. Assurément les faits économiques relevés comme ils doivent l'être et les lois objectives qui en découlent lorsqu'on a serré son sujet de près et tenu compte de toutes les conditions, sont mathématiques. Mais la production, la circulation et la consommation des richesses ne sont pas toute la question sociale. Il y entre d'autres éléments qui ont leur poids. Un exemple entre vingt. L'économique démontre que la grande propriété est la seule susceptible de produire beaucoup et à bon marché et par conséquent de faire baisser le prix des denrées et de permettre à chacun de satisfaire ses besoins les plus urgents. Et cependant la petite propriété, très divisée, est ce qui convient le mieux à une société démocratique, familiale, aimant la mère patrie et désirant que le bonheur soit réparti entre tous et non entre quelques-uns. Le libre-échange est l'un des principes les plus certains de la science économique et cependant partout aujourd'hui on y renonce pour la protection à outrance.

QUATRIÈME PARTIE

LA SCIENCE SOCIALE

CHAPITRE I

Science sociale et sociotechnie. — Définition, méthodes, objectifs de la sociotechnie.

Nous voici arrivé à la partie délicate de notre tâche, c'est-à-dire, les connaissances que nous avons sur la nature, l'homme et les sociétés dûment constatées, aux conséquences pratiques qui en résultent et sur lesquelles repose ou devrait reposer l'organisation des sociétés actuelles, conséquences qui forment le cadre général dans lequel le législateur est appelé à se mouvoir. La science pure est relativement facile, on y dresse des observations, on va aussi loin que l'on peut dans la voie de leurs interprétations, on crée des lois sauf à les réformer, il n'y a que demi-mal. La pratique est tout autre, on s'y heurte à des difficultés parfois insurmontables, on fait pour le mieux, on paye ses erreurs, le bonheur ou le malheur de tous en dépend. D'une part, on est obligé de tenir compte des vérités naturelles, de l'autre on est assailli de désirs très légitimes, on est

poursuivi par un idéal dont la réalisation échappe. Telle serait une pauvre fourmi, que nous supposons sachant et raisonnant comme nous; elle veut améliorer son sort et faire le bonheur de tous dans sa fourmilière, mais la nature est contre elle, elle doit se résigner. Elle fait ce qu'elle peut et non ce qu'elle veut.

Le terme le plus général employé par ceux qui prétendent faire de la connaissance des sociétés humaines une science à part ayant ses lois, sa philosophie, ses coordinations, ceux-là perdant aisément de vue les applications et la suggestion des moyens les plus aptes à remplir la fin à laquelle elle doit conduire, est celui de *science sociale* ou de sociologie, ce dernier mot introduit par Auguste Comte.

Nous l'acceptons à la condition d'y comprendre ses deux aspects, l'un préparatoire dans le sens le plus large, et, dans l'état actuel des esprits, plus ou moins spéculatif, et l'autre terre à terre avec la conduite des hommes en société, mais comportant cependant des données initiales générales, des recherches propres conduisant directement à la solution de ses problèmes immédiats et quotidiens. Les deux aspects devraient être cultivés par les mêmes personnes, mais le sont habituellement par des personnes différentes. Dans le premier, l'esprit demeure libre, il n'a qu'à observer, analyser, induire, déduire, être logique et aboutir à des généralisations et des rapports de causalité qu'il formule en lois. Dans le second, les mêmes lois et principes ne glissent que trop souvent entre les mains, on ne peut s'émanciper, on est enchaîné par la nécessité présente, il faut se résigner.

Au premier aspect, à la première division de la science sociale je réserverais le nom de *sociologie*, qui

est le titre ordinaire des ouvrages qui y ont trait, les uns en étant la partie descriptive ou *sociographie* où s'emmagasinent les documents, les autres la partie synthétique et spéculative ou sociologie proprement dite. Au second aspect, à la seconde division, je donne le nom de *sociotechnie*, créé sur le modèle du mot *zootechnie* et d'un autre qui a été employé, celui d'*anthropotechnie*. Le mot manque pour désigner cette seconde division, si distincte de la première; aucun autre ne répond aussi bien à son idée fondamentale, il est indispensable de l'adopter. Il désigne clairement l'élevage et l'aménagement des sociétés, et est indépendant de toute théorie, de toute spéculation. Aux idées nouvelles il faut des mots nouveaux.

La science sociale a pris naissance avec Aristote sous le nom de science politique et d'emblée, avec Platon, a eu son côté utopique. Elle reparut après la Renaissance sur le terrain pratique avec Machiavel, Grotius et Montesquieu. La philosophie rationnelle y fait sa première incursion avec Hobbes, la philosophie naturaliste et sentimentale plus tard avec Rousseau. Dans les deux derniers tiers de ce XIX^e^ siècle, la philosophie, l'ethnographie et le régime parlementaire en développent parallèlement les deux aspects qui, s'associant aux sciences administratives, économiques, statistiques, etc., opèrent leur jonction au moment actuel. C'est à cette jonction que le présent ouvrage cherche à concourir.

On se demande si la science sociale a le droit d'être considérée comme une science circonscrite et autonome; on peut se poser la même question pour la sociotechnie en particulier. La réponse est inutile. Aucune science n'est indépendante. Toutes s'irradient à leur entière

convenance, toutes empruntent des documents et des considérations aux sources les plus diverses. Que serait la biologie sans l'organographie et l'histologie et réciproquement, ou la zoologie sans la biologie? Assurément l'anthropologie peut être restreinte à son sens étroit et limitée à la connaissance de l'homme, au point de vue de l'histoire naturelle, mais elle serait incomplète si elle ne s'étendait aux hommes groupés en société. Assurément aussi la sociologie peut en être détachée, mais elle serait bancale si elle ne commençait pas par connaître la nature de l'homme et les différences que les hommes présentent entre eux d'une race à l'autre. De même la sociotechnie serait imparfaite si elle ne pouvait recourir aux enseignements de l'histoire, de la législation du passé et ignorait la psychologie humaine. Ceux qui se posent la question de l'indépendance de telle ou telle science sont des amateurs de quintessences, pour lesquels les théories passent avant les faits. Ce qui légitime une science c'est son but bien défini. Pour atteindre ce but, pour éclairer la voie, tous les moyens sont bons. Le pire des défauts pour une science est de s'isoler, de se cantonner dans un cercle étroit. Pour nous la science sociale, comme l'anthropologie, les deux intéressant l'homme au plus haut degré et se donnant la main, sont des encyclopédies. Sciences sociales et science sociale sont l'équivalent, sciences anthropologiques et anthropologie entendue au sens large le sont aussi.

La sociotechnie, en somme, sera l'objet de cette quatrième partie. Est-il besoin de la définir? Elle vise l'organisation des sociétés, la plus avantageuse dans la phase et dans les conditions où nous les trouvons aujourd'hui; elle cherche les meilleurs systèmes d'aménagement don-

nant la sécurité intérieure et extérieure la plus grande, heurtant le moins possible le principe général, la justice égale pour tous. C'est l'adaptation des hommes à la société ou de la société aux hommes, la conciliation des réalités de la nature avec les exigences de la vie coude à coude en nombre considérable, un compromis entre le nécessaire et l'idéal [1].

A proprement parler, elle est un art plus encore qu'une science. Vu la complexité de ses problèmes, la diversité des éléments qui entrent en jeu dans ceux-ci et la difficulté de faire la part de chaque; vu les points de vue multiples auxquels il faut le plus souvent et tour à tour se placer et le discernement à apporter pour reconnaître celui qui doit l'emporter; vu l'incertitude des résultats sur lesquels on peut parfois le plus compter; vu

1. Nous ne sommes pas les premiers à séparer la science spéculative de la science pratique des sociétés. Mais ce que nous appelons la sociotechnie serait la politique. Pour Worms par exemple, la sociologie, en effet, serait « la contemplation, l'investigation » et la politique « l'action : gouverner, administrer ». Je lui objecte que la politique ou la sociotechnie n'est pas l'action seule, qu'elle comprend aussi une enquête propre précédant les décisions à prendre. La véritable différence entre les deux est que sa sociologie vise les spéculations tandis que la politique passe outre sur elles. Pour Gumplowicz, la politique n'est que de la sociologie appliquée, les deux ne font qu'un, la sociologie est la partie scientifique et la politique la partie artistique. Le motif et la différence entre les deux manières de voir de Worms et de Gumplowicz sont curieux à remarquer. La sociologie du second, tout allemande, se résume en deux mots : la force est le levier, le succès est la consécration. La politique se résumant de même, il est naturel que l'une découle de l'autre. La sociologie de Worms, tout française, admet le progrès, la justice, le droit naturel, tandis que, il faut le reconnaître, la politique a des visées plus réalistes; il importe donc de laisser à celle-ci ses coudées franches. Quant à nous, qui regardons la doctrine allemande comme un écho de 1870, comme une régression et la doctrine française comme une suite de 1790, comme une porte laissée ouverte à l'espérance, nous réunissons les deux branches, mais leur laissons une certaine liberté grâce aux deux mots sociologie et sociotechnie.

les deux aspects si fréquemment antagonistes, la nécessité actuelle et l'utilité à venir; les deux facteurs si souvent contradictoires, la raison d'une part, la pitié et l'altruisme de l'autre; ou la justice générale d'un côté, la justice pour l'individu de l'autre, le législateur hésitant, même le mieux versé dans la matière, reste subordonné à ses propres inspirations et soumis à son sentiment subjectif. Il est évident qu'en société, des conditions multiples étant données, il existe un rapport nécessaire ou du moins plus exact, ou meilleur entre les choses. Mais le rapport n'est pas aisé à découvrir, les circonstances changent, il n'est pas constant; bon aujourd'hui, il peut être mauvais demain; convenant à un groupe, il ne conviendra pas à un autre. La sociotechnie ne peut donner que des règles, leur application dans chaque cas est laissée au législateur [1].

Méthodes. — On discute sur celles à préférer dans la science sociale : l'induction, la déduction concrète, la déduction inverse, etc., mais ceux-là ne songent qu'à sa branche spéculative. Pour la sociotechnie le doute n'existe pas. Voyez la zootechnie : on recueille des faits, on est sobre de théories, on expérimente. Quelque confiance que le praticien ait dans les probabilités du succès, il ne se fie en dernier ressort qu'aux essais répétés dans des conditions exactement déterminées. Il en est de même du législateur. Soit une réforme qu'il projette. Il se demande ou doit se demander si elle est en rapport avec la nature

1. Les études sociales, dit Vignes, dans *La science sociale d'après les principes de Le Play*, 2 vol., 1897, ont deux objets. Les unes décrivent l'état civil des sociétés passées et présentes, elles se rattachent à la science sociale. « Les autres ont pour objet de guérir les maux des sociétés et d'améliorer le sort du plus grand nombre, elles se rattachent à l'*art* social, à l'*art* du bonheur public. »

de l'homme, soit primordiale, soit modifiée déjà par le milieu social et comment elle sera acceptée; si elle est en rapport avec ses besoins, ses désirs et le conduira présentement ou dans l'avenir au bonheur. Il fait le calcul de ceux qui s'en trouveront bien et de ceux qui, au contraire, en souffriront; il cherche dans les sociétés présentes et passées si son projet a déjà été mis à exécution, si les conditions dans lesquelles il l'a été étaient, nous ne disons pas rigoureusement les mêmes, car l'identité de conditions ne se rencontre peut-être jamais, mais très analogues, et quels furent les résultats obtenus; il compare les diverses circonstances dans lesquelles ce projet a été réalisé à différentes époques et en différents pays; il s'aide de la statistique s'il le peut; il consulte les sciences économique, financière, du droit, de l'administration, de la pédagogie. Il arrive ainsi à une somme de probabilités sur la valeur de son projet, mais il ne sera complètement édifié qu'après un ou plusieurs essais. C'est la méthode expérimentale, qui est caractéristique en sociotechnie. Quelque clairvoyance qu'on possède, quelle que soit la portée de ses raisonnements et l'étendue de ses renseignements, l'application seule peut juger une réforme. L'essai doit être poursuivi un temps suffisant dans des conditions moyennes normales. La méthode expérimentale ainsi comprise est très employée, entre autres en Angleterre; elle l'est peu et l'on s'en étonne en France, où l'on a trop de confiance dans le raisonnement pur. Il faudrait que toute loi, tout décret soit émis pour cinq ou dix ans et qu'alors, ayant fait ses preuves, bonnes ou mauvaises, il soit repris, discuté à nouveau, rejeté, revisé ou confirmé.

Le législateur n'est pas infaillible, une loi mauvaise

peut avoir les conséquences les plus déplorables, compromettre l'avenir, faire régresser la société. En médecine il y a deux mots qui trouvent ici leur application. Les *indications* et les *contre-indications*. On a un diagnostic à poser, un médicament à ordonner à telle phase d'une maladie, chez un sujet de telle constitution, ayant tels antécédents, telle idiosyncrasie, etc., on cherche et l'on discute les indications, c'est-à-dire les arguments plaidant dans un sens, puis les contre-indications, c'est-à-dire ceux plaidant dans un autre sens, on balance le poids des uns et des autres et l'on conclut. C'est, du reste, l'éternelle façon de raisonner; l'esprit humain dans toutes les questions qu'il se pose, le Moi dans ce qui le concerne directement, procède ainsi. La sociotechnie n'est qu'une suite de pour et de contre que la méthode expérimentale contrôle en dernier ressort.

Toutefois la discussion des indications et des contre-indications et la méthode expérimentale ne viennent hiérarchiquement qu'après l'observation méthodique, base de toute science pratique ou théorique. En ce qui concerne la sociotechnie s'appuyant plus immédiatement sur les phénomènes que présentent les sociétés actuelles, l'effort le plus remarquable, le mieux compris est celui qu'a inauguré, croyons-nous, Quètelet dans sa *Physique sociale* et qu'ont continué en France MM. Levasseur, Bertillon notre regretté collègue de l'École d'anthropologie, son fils M. J. Bertillon, chef de la Statistique municipale de la ville de Paris, M. Tarde, etc. : la méthode statistique. Un autre effort non moins remarquable, mais très laborieux, difficile à conduire, est celui de l'école de Le Play : le système des monographies portant sur une famille, une profession, une communauté, répétées

sur un grand nombre et mettant en relief ce que l'école appelle « le fait social », c'est-à-dire le point « susceptible d'exercer une contrainte extérieure sur l'individu », j'ajoute : ou sur le groupe. On ne saurait s'imaginer, lorsque dans la méthode d'observation on ne procède pas correctement et sur des nombres suffisants, à quelles illusions on peut aboutir. Suivant les dispositions où l'on est dans le moment, suivant les tendances de son esprit, suivant le but que l'on poursuit, les observations prennent des significations différentes. L'une des plaies du jour est le roman dit naturaliste, que, suivant le sujet, on qualifie de physiologique, psychologique, pathologique ou social. Leurs auteurs, hommes d'esprit et de talent mais de lettres, vont dans les hôpitaux surtout d'aliénés, fréquentent les tribunaux, suivent les cours de la Salpêtrière, de l'École d'anthropologie, des collèges de France, recueillent çà et là des histoires plus ou moins authentiques, sont frappés par quelques faits personnels et, ne songeant qu'à l'effet artistique à produire, généralisent des exceptions dans des tableaux impressionnants, d'après lesquels on nous juge à l'étranger, et que des hommes de science ne craignent pas parfois de citer. C'est pour réagir contre ces procédés que la méthode Le Play semble avoir été instituée. A des vues personnelles et approximatives elle substitue des faits réels qu'il n'y a plus qu'à classer et compter. La méthode d'observation est excellente, elle est le prélude de la méthode expérimentale, mais elle doit être bien conduite, très analytiquement. Elle est difficile dans les sciences physiques et naturelles, en anthropologie ordinaire, en craniologie même; à plus forte raison lorsqu'il s'agit de phénomènes sociaux dans lesquels interviennent dix et

vingt éléments différents, ayant chacun leur effet. Si l'on veut que la science sociale et plus particulièrement la sociotechnie progresse, il faut donc encourager les monographies Le Play. Comme exemple de la façon dont elles doivent être traitées, je citerai la synthèse sur un point particulier faite par M. Cheysson dans son travail intitulé : *Budgets comparés de cent monographies de familles*. Parmi les adeptes de la méthode il importe de citer aussi Du Maronssem et ses monographies de métiers. M. Tarde voudrait que l'on en étende le cadre aux individus qui, eux-mêmes, en suivant un plan commun, rédigeraient leur auto-biographie [1]. La statistique, bien entendu, viendrait à l'aide. Ce serait l'analogue du système de Tylor dont nous avons parlé page 156, ayant trait aux coutumes ethnographiques. Pour certains faits on emploierait le système que, personnellement, nous avons développé pour les caractères anthropologiques d'ordre descriptif, c'est-à-dire celui de lettres ou de numéros répondant aux degrés de telle influence, de tel effet.

1. Tarde, *Les lois sociales, esquisse d'une sociologie*, 1898. — Supposez, dit-il page 153, qu'au lieu de se borner à des généralités, ils notent par le menu les manifestations individuelles d'une hausse ou d'une baisse de foi religieuse ou politique, de moralité ou d'immoralité, de luxe, de confort, d'une modification de croyance politique ou religieuse, qui se sont fait jour sous leurs yeux depuis qu'ils ont l'âge de raison dans leur propre famille, dans le cercle de leurs amis..... Supposez qu'ils fassent des efforts comme le linguiste pour remonter à la source individuelle des petites diminutions, ou augmentations, ou transformations d'idées et de tendances qui se sont propagées de là dans un certain groupe de gens et qui se traduisent par d'imperceptibles changements dans le langage, dans les gestes, dans la toilette, dans les habitudes quelconques ; supposez cela et vous verrez que de l'ensemble de monographies pareilles éminemment instructives, ne pourraient manquer de se dégager les plus importantes vérités, les plus utiles à connaître, non seulement pour le sociologue, mais pour l'homme d'État.

Ce sont, en somme, des Instructions ou questionnaires de science sociale en général et de sociotechnie en particulier qu'il s'agit de répandre en précisant la valeur de chacun des mots à employer. La Société d'anthropologie de Paris, l'Association britannique pour l'avancement des sciences et d'autres ont déjà lancé des Instructions de ce genre, mais elles ne visent que les sociétés rétrospectives.

Voici comment se répartissent les séries de recherches : 1° celles qui se prêtent à la statistique chiffrée comme la natalité, la nuptialité, la morbidité, le suicide, l'émigration, etc., la répartition des propriétés, des professions, des associations de toutes sortes, etc. (le mouvement économique et les statistiques sur le prolétariat sont inclus dans cette partie); 2° celles qui résultent de faits intellectuels moraux et autres susceptibles d'être relevés par une sorte de pointage; 3° celles qui se dégagent des monographies ci-dessus et concernent la vie familiale chez les riches, les pauvres, à la ville, à la campagne, les divergences de vie professionnelle, de vie publique ou politique, communale, etc. Ces recherches doivent porter séparément sur les individus, sur les groupes et les milieux spéciaux qu'ils constituent, sur les résultats de l'éducation dans les diverses conditions, en famille, dans les écoles, aux champs, dans les manufactures, à l'armée. Les registres de l'assistance publique et de la police avec l'indication des antécédents des sujets, de leur conduite dans la lutte, des résultats obtenus par leur faute ou non, seraient à utiliser. La sociotechnie telle que nous la concevons est une science nouvelle; elle est à créer. Nous en montrerons les cadres, mais toutes les questions qui y rentrent sont à reprendre, à résoudre par l'observation en grand, régularisée offi-

ciellement s'il est possible, avec la bonne volonté de tous en attendant. Tant que cette science ne sera pas constituée, elle restera plus ou moins soumise à l'appréciation du législateur, elle sera un art. Il y a quelques années nous avons fait appel à tous en France sur un sujet particulier de l'anthropologie, nous avons envoyé des Instructions spéciales à cet effet. On nous a répondu par 200 000 observations qui nous ont permis de dresser une vingtaine de cartes sur la répartition par départements de la couleur des cheveux et des yeux dans notre pays [1]. Pour une infinité de caractères sociaux on pourrait procéder de même.

L'éternel écueil de la sociotechnie c'est le peu d'esprit de suite de ceux qui, dans les gouvernements représentatifs, ont la charge de la société, parce que le fil de la tradition se rompt par la mort ou leur remplacement, parce qu'ils obéissent à leurs électeurs plus en général qu'à leur conscience et leur jugement, parce qu'ils appartiennent à des partis dont les programmes sont dictés plus par le désir de réussir que par le bien public, parce que les régimes politiques sont changeants. Il en résulte que trop souvent on défait ce que l'on a fait les années d'avant, qu'on oscille entre des systèmes opposés, que la marche s'opère par zigzags, en avant, en arrière, sur les côtés, de la façon la plus capricieuse. Malgré tout cependant le progrès s'opère en vertu de la loi générale que le mieux, dans des conditions données, a toutes les chances de survivance sur le mal. Mais que de temps on perd, et que de déceptions, faute de direction ! Un autre écueil est dans les hommes qui, quelque fonction qu'ils remplis-

1. Ce travail a obtenu une médaille d'or à l'Institut en 1889.

sent, conservent leur nature humaine ou plutôt animale, mettent leur intérêt propre avant l'intérêt général et font de la politique une profession. Pour être juste, il faut mentionner un troisième écueil venant des individus consultés qui restent indifférents, sont incapables ou sont le jouet d'influences les plus dissolvantes. Nous reviendrons sur ces trois points.

Objectifs. — Après les méthodes viennent à examiner les objectifs d'ordre général que la sociotechnie poursuit. Ils ressortent de ce que nous avons exposé dans la troisième partie, mais demandent à être rappelés dans l'ordre où ils se succèdent.

En réalité, ils se résument d'un seul mot : le bien de l'individu qui a adopté l'état social à titre de mode d'existence plus avantageux que l'état de nature, et pour plus de précision, qui a progressivement créé la société comme procédé d'existence auquel il ne pouvait se soustraire, aucun autre ne se présentant à lui. Ce point établi, à savoir que la société, objet demi-indifférent d'utilité à l'origine, est devenu une objet d'utilité inéluctable et que ce n'est pas par goût, mais parce qu'il ne pouvait faire autrement, que l'individu s'est résigné à une méthode dont rapidement il vit le revers, deux partis sont en présence dans la société : l'individu pris dans un engrenage et le pouvoir social, c'est-à-dire un instrument qu'il désire le plus conforme aux services qu'il en attend.

Ce que l'individu veut, avant tout, c'est de ne pas être personnellement amoindri par le système adopté, de conserver ce qui fait sa force, et aussi d'y gagner quelque chose. Pour ce dernier motif, il consent à abandonner un peu de ses libertés en échange des avantages qu'il compte en recueillir, à condition que ces concessions

soient faites également par tous ses co-associés. Il admet des obligations ou devoirs envers les autres, à la condition encore que ce qu'il conserve lui soit assuré et reconnu à l'état de droits intangibles. Telle est la première notion que le législateur doit avoir toujours présente : l'individu est l'auteur de la société, celle-ci a été créée pour lui et par lui, le législateur doit en principe et avant tout défendre les droits imprescriptibles de celui qu'il représente.

Ce que veut de son côté le pouvoir social, c'est qu'on détermine exactement ses fonctions, ce qu'on exige rigoureusement, puis facultativement de lui, et qu'une fois son rôle établi, on ne lui ménage pas les moyens de le remplir avec conscience et de rendre efficace la responsabilité qu'il assume. Voyons donc ce que doit et peut être ce rôle.

Pour cela, laissons de côté un moment nos sociétés si complexes dans lesquelles les objectifs essentiels sont obscurcis par le temps et par des empiétements plus ou moins discutables, et reportons-nous aux sociétés simples du début, avant qu'elles aient été faussées par le jeu naturel, mais regrettable des choses. Nous avons vu qu'en dehors des circonstances particulières accidentelles, telles que faits de guerre, ambition d'un homme ou d'une classe, les sociétés se sont formées sans préméditation, lentement, inconsciemment, par suite de coutumes s'établissant d'elles-mêmes, le plus souvent au sein d'une famille s'étendant sur place. Les notions de droits, de devoirs, de souveraineté ne sont nées que très tard sous la plume des philosophes, cherchant à rationaliser ce qu'ils avaient sous les yeux. Le seul mobile initial de la formation d'un lien social a été la nécessité de se défendre en commun, de prévoir l'attaque et d'être prêt

en toute occurrence. Les premiers signes d'une organisation au dedans ont été des arbitrages pour conserver la paix intérieure, l'intervention des anciens pour empêcher les têtes brûlées d'attenter à la personne ou aux biens de leurs voisins, l'interdiction de chasser ou de récolter à certaines époques dans une zone du territoire commun. Un conseil intermittent, puis permanent s'institua ainsi, dont la fonction était de s'occuper des intérêts communs. L'avantage que chacun y trouvait, était de pouvoir vaquer à sa guise, à ses intérêts particuliers, à ses occupations favorites et de se consacrer complètement à ses propres besoins et à ceux de sa famille.

D'où la conclusion que la première et la seule fonction sociale à l'origine a été celle des intérêts communs que le corps social ou ce qui le représente était chargé de gérer. La société apparaît donc d'emblée comme une solidarité limitée aux intérêts généraux, comme un ensemble de services dont les individus se sont débarrassés afin de rester chacun libre de ne s'occuper que de ce qui l'intéresse directement. Par le système de la vie en commun, l'individu est ainsi allégé d'une partie de son travail, il emploie celui-ci en entier pour son usage personnel et par conséquent gagne en liberté sur ce point plus qu'il n'abandonne sur un autre.

A ce moment l'homme n'a fait encore qu'imiter les animaux, mais avec plus d'ampleur. Ceux-ci, désignant un chef, posant des sentinelles et les punissant lorsqu'ils se sont rendus coupables de négligence ou de trahison, avaient virtuellement déjà la notion fondamentale de toute société humaine, celle d'intérêts communs.

De cette première donnée, la seule indiscutable à laquelle se réduise le rôle de toute société, découle immé-

diatement ce qu'on appelle les principes qui en sont la base. Les intérêts communs pour lesquels la société s'est instituée regardent tous indistinctement, en bloc et non l'un quelconque en particulier. Tous y ont des parts égales, ils sont co-propriétaires de ces intérêts; les sacrifices de chacun pour obtenir leur gérance sont égaux, les avantages à en recueillir égaux. L'égalité surgit donc à titre de fait et de condition *sine qua non* rationnelle de l'association. Pas d'égalité, pas d'intérêts communs, pas de société. Assurément la distinction en forts et faibles n'est pas abolie, les premiers sentant moins la nécessité de cette gérance, les seconds y trouvant une sécurité. Mais il ne s'agit que des intérêts en bloc, sans différence de personnes; devant les arbitres, dans le partage des avantages, l'égalité reparaît; on se refuserait à comparaître devant un tribunal si l'on ne comptait sur son équité. Le corollaire de cette égalité c'est que chacun, ayant droit à part égale dans la propriété, les avantages et les risques, reçoit, lorsqu'il y a partage, « ce qui lui est dû ». C'est la justice, non celle que nous avons constatée chez l'individu vis-à-vis de ses actes et de leurs effets, mais celle résultant de rapports corrects entre les gérants des intérêts communs et les co-associés dans ces intérêts.

Ainsi solidarité des intérêts communs, égalité et justice, tels sont les principes s'inscrivant d'eux-mêmes à la base des sociétés : principes dont la rationalité et la nécessité ont passé de plus en plus dans le sentiment des sociétés ultérieures, que le temps a maintenus et consacrés, que la philanthropie unie à la philosophie ont posés comme la condition première de toute association et que par conséquent la législation doit prendre comme

son objectif fondamental, comme un dogme qui, une fois admis, ne doit plus être discuté.

Mais, en dehors des intérêts communs dont la société ou l'État est ainsi chargé, qu'y a-t-il encore? Rien. Tout rentre dans cette formule. L'État n'a pas à s'immiscer dans les intérêts particuliers, il n'a de mission que pour les intérêts communs pris en bloc de la population qui le concerne.

Toutefois le sens de ces deux mots accouplés a une étendue très arbitraire, très élastique et qu'il importe de fixer. Même en réduisant les intérêts communs à leurs divisions essentielles, la défense extérieure et la défense intérieure, il implique de la part de l'État des obligations vastes : celles d'être toujours en éveil, d'être préparé à toutes les éventualités, de prévoir et de savoir prendre l'initiative de toutes les mesures et de tous les travaux que comportent ces deux fonctions. Mais, en dehors de celles-ci, il y a une foule de cas dans lesquels, l'individu s'occupant de ses affaires particulières, l'État, en situation d'embrasser d'un coup d'œil les nombreux aspects que comporte l'intérêt général, est tenu de réfléchir, de chercher ce dont les individus en bloc peuvent avoir besoin et de prendre sur lui d'agir.

L'évolution naturelle de la société est la première cause de l'extension qu'ont subie les intérêts communs. Le corps central représentant ces intérêts devait nécessairement croître en puissance. Anonyme et continu, ayant à faire face aux sociétés rivales, à regarder en arrière comme en avant, il devint, comme nous l'avons vu, une personnalité collective, indépendante en quelque sorte des individus, personnalité qui, peu à peu, eut son patrimoine, grandissant de génération en génération, composé de

richesses palpables et impalpables, un capital à faire valoir au nom de tous les co-propriétaires se succédant. Il devint une administration perpétuelle, se renouvelant sans solution de continuité, une société en commandite à la fois de production, de répartition et de consommation, ayant des risques à courir, des bénéfices non à distribuer, mais à employer pour le plus grand bien de tous en bloc, une responsabilité. C'est l'aspect économique des intérêts communs. Le problème se posait notamment comme ceci : les co-associés qui ont fondé la société et donné à des administrateurs la fonction de gérer le bien de tous, y ont été poussés par la difficulté de vivre. Se décharger de la besogne générale afin de mieux s'occuper chacun de sa besogne particulière était une division et spécialisation du travail. Les individus ont continué dans cette voie, chacun cherchant la spécialité convenant le mieux à ses goûts et ses aptitudes. Là où ils pouvaient vivre dix, il fallait vivre cent, peut-être un million. Le rôle des administrateurs est donc de favoriser leurs efforts, d'aider, non l'un ou l'autre, mais tous également dans leur lutte contre les difficultés de la vie, dans le choix de la situation où ils trouveront le meilleur emploi de leurs facultés, en un mot d'accroître leur rendement. Le travail de chacun ne se répercute-t-il pas sur tous, du reste? Il augmente la richesse commune, le capital commun. Tout individu réussissant à trouver sa voie et à augmenter sa production est une valeur pour la société en masse, tandis que tout individu qui échoue par inertie, défaut de stimulant ou mauvaises conditions générales est une non-valeur, sinon un fardeau. Nous avons montré le rôle des variations individuelles, comment les variations supérieures utilisées sont une fortune pour la

société, et les variations indifférentes, bien employées, développées, un avantage encore pour tous. Le rôle de la société capitaliste dont nous parlons est donc de favoriser tout ce qui met en relief ces différences : la concurrence, la spécialisation du travail, la recherche de la meilleure place. Elle ne doit pas laisser faiblir l'intérêt personnel qui est le stimulant de toute activité. Elle doit laisser à chacun le maximum possible de ses facultés, de sa volonté, de sa responsabilité et des effets en résultant. Ce qu'elle ne doit pas négliger non plus, ce sont les perfectionnements apportés à l'outillage faisant partie de son héritage, tels que ports, chemins, canaux, non plus que les moyens de conserver et d'accroître cette autre partie de son héritage qui est la tradition industrielle, scientifique, etc. Nous reviendrons sur ces points.

En somme, la tête de la société n'est dans une première phase qu'une délégation des individus lui abandonnant ou lui confiant le soin de veiller à ses intérêts communs actuels. Dans une seconde phase cette délégation est comparable à une étude de notaire gérant depuis des siècles la fortune d'une famille dont les membres se renouvellent. A un troisième degré qui se prête à d'autres comparaisons, la responsabilité s'étend.

Dans une première comparaison, la société est assimilée à une immense famille analogue à la petite dont elle est originairement issue, dans bien des cas perdus dans la nuit des temps. Dans cette famille le rôle de tuteur appartenait au père ; dans le clan il a passé à un conseil de pères, auxquels s'ajoutèrent les notables, puis à une représentation quelconque, autocratique, oligarchique ou démocratique qui, naturellement, continua les fonctions de tuteur ou de providence. Dans l'ancienne

Égypte, comme au XVIII^e^ siècle, le monarque était encore regardé comme le père de son peuple. Cette façon de voir s'écarte de celle de la famille antique décrite par Fustel de Coulanges. Ici le lien était le culte des ancêtres, l'obligation pour le chef de la famille de perpétuer sa lignée afin que les mânes des aïeux reçussent toujours les soins qu'elles attendaient de leurs descendants. Le père du moment comptait sur ses fils et petits-fils pour lui rendre le même service. La solidarité du groupe venait de l'autorité centrale plus ou moins mystique. Dans nos sociétés, la solidarité n'a plus rien de ces allures familiales, elle ne résulte que de la communauté d'intérêts purement matériels. La souveraineté, pour nous servir d'un mot moderne qui, dans les cas ci-dessus, résidait dans le chef de famille ou le monarque, réside ici dans l'universalité des citoyens. Le pouvoir central ne peut faire de la paternité qu'avec le consentement de ceux-ci.

Prenons un autre point de vue. Dans la famille habituelle l'autorité du père prend fin avec la majorité lorsque l'individu peut se suffire à lui-même et endosser la responsabilité de ses actes. Il est soi-disant émancipé. Mais l'était-il réellement dans les siècles passés au sein des sociétés même réputées les plus civilisées? Que ce fut par un chef, un monarque ou une autorité démocratique, il était encore traité en mineur. La férule sociale pesait sur lui. L'évolution sociale se partage en deux grandes phases; l'une qui comprend presque tous les temps écoulés, l'autre actuelle. Dans la première la personnalité de l'individu était plus ou moins confisquée pendant toute sa vie; il arrivait à ne plus penser au delà d'un certain horizon, à obéir automatiquement, à ne plus avoir le sentiment de son indépendance, à n'avoir d'autres visées

dans la vie que la satisfaction brutale de ses besoins immédiats, en un mot à ne mener que la vie d'un grand enfant. Mais avec les transformations qui se sont opérées dans la pensée humaine; avec le sentiment que l'homme a acquis de sa dignité et de sa valeur, de ses droits et de ses espérances nouvelles, l'émancipation s'est réellement produite. L'homme actuel ne saurait donc plus être conduit comme un incapable ou un inconscient; non seulement il relève la tête et en a le droit, mais il peut virilement réclamer la responsabilité de ses actes, quelles qu'en soient les conséquences, bonnes ou mauvaises. En un mot, il est adulte, et veut être traité comme tel.

Dans ces conditions on peut se demander s'il a réellement intérêt à se dessaisir d'une partie plus grande de ses intérêts communs et à abandonner à la société le droit de le régir paternellement, au gré de sa propre initiative. Nous avons vu celle-ci chargée de la sécurité extérieure et intérieure, de la protection des individus désireux de s'occuper de leurs propres affaires, du soin de gérer le patrimoine commun, d'accroître la richesse générale, l'outillage de tous. N'est-ce pas beaucoup déjà? N'y a-t-il pas à craindre déjà qu'avec tout cela elle ne se perde dans des excès de pouvoir et que, sous prétexte de sollicitude paternelle, elle ne devienne tyrannique? Cependant, puisqu'elle a la charge des intérêts généraux, elle est mieux placée qu'aucun pour voir ce que comportent ceux-ci, pour étudier les questions et travailler au bonheur de tous les siens comme ferait un père. S'il y a un intérêt général à sauvegarder, c'est bien le bonheur de tous.

Reste à savoir ce qu'est le bonheur. Est-ce, pour chacun, de satisfaire à ses besoins organiques indispen-

sables : manger à sa faim, boire à sa soif, s'abriter suivant la température, nourrir sa femme et élever ses enfants? Tout cela c'est le nécessaire, dont beaucoup se contentent, il est vrai. C'est en vue de la satisfaction de ces premiers besoins et afin que les individus y pourvoient d'eux-mêmes chacun à son gré que la société est chargée des intérêts communs indiscutables. A notre avis le seul bonheur discutable c'est ce qui vient après, le supplément, le plaisir venant en surcroît, ce qui est, il faut bien le reconnaitre, l'objet par excellence de la lutte; c'est le confort, le luxe, une situation enviée, des loisirs pour faire ce que l'on veut, prendre son plaisir où on le trouve, s'amuser, bâiller au soleil, rêver ou travailler suivant ses goûts. C'est à cela qu'il importe d'appliquer surtout le mot bonheur.

Remarquons en premier lieu que la société ayant été imaginée pour que chacun puisse intégralement s'occuper de ce qui le regarde personnellement, cette société n'a pas à entrer dans la vie privée des individus, elle n'a pas à subvenir aux besoins de chacun ni à se préoccuper des suppléments qu'ils peuvent désirer. Chacun organise sa vie comme il l'entend, travaille de la quantité qu'il veut, n'a rien à demander et est responsable de lui-même. La société ne peut intervenir que d'une manière très générale, en traitant tous également, sans préférence pour les uns ou pour les autres; elle ne peut faire entrer en ligne aucune des idées sentimentales, dont nous reparlerons, contraires à toutes les notions sociales que nous avons vues jusqu'ici. Les individus, si leurs efforts ne sont pas récompensés, ne peuvent s'en prendre qu'à la justice physiologique qui leur est due, de par leur organisation.

Notons en second lieu que le bonheur est une chose

très vague, très personnelle. Il est composé de mille façons, il varie suivant les individus, les âges, les sexes, les tempéraments, les situations, les diverses sociétés, aux champs et à la ville, chez les riches et les pauvres, les actifs et les désœuvrés, les simples d'esprit et les intellectuels. D'où l'impossibilité de satisfaire tout le monde. Tel genre d'existence que préconisera la société plaira aux uns et déplaira aux autres; telle loi qui fera le bonheur des gens de la campagne fera le malheur des gens de la ville; telle assistance donnée à une profession nuira à une autre. Nous avons vu combien les individus diffèrent les uns des autres dans leurs façons de sentir, de penser et d'agir, quelle échelle de variations il y a dans les facultés. Il en est de même dans les manières de concevoir le bonheur. Les uns n'apprécient que les plaisirs matériels, d'autres que les psychiques. Pour les uns le bonheur égoïste est le seul, pour les autres le bonheur altruiste. Quatre fois sur cinq il est dans le désir, l'attente, l'imagination plus que dans la réalité. Un bonheur qui n'a pas été gagné, qui n'a pas coûté de peine, qui ne répond pas au tempérament exact du sujet, n'est pas un bonheur.

Quelles que soient ses tendances, une société ne peut donc se faire dispensatrice du bonheur. Chacun est seul juge en cette matière, chacun doit se faire à lui-même sa destinée, comme le disait Platon, et la conquérir à ses seuls risques et périls. La société, en vertu de son rôle de gérante des intérêts généraux, ne peut qu'une chose : c'est aider tous à se faire ce bonheur en égalisant les conditions extérieures qui y conduisent, en laissant à tous le plein exercice de leurs facultés, en écartant tout ce qui pourrait fausser les effets des actes.

Et cependant l'on ne peut se défendre de l'opinion que la société ne saurait se désintéresser du bonheur général, et que cela rentre dans les attributions que comportent les intérêts communs qu'elle a à surveiller; qu'elle doit travailler à augmenter les chances de réussite de ceux qui s'efforcent avec correction de conquérir leur place au banquet de la vie.

Si tous les hommes faisant partie de la corporation dont les intérêts lui incombent offraient quelque point défectueux commun, pourquoi ne les défendrait-elle pas contre cette défectuosité? Si quelques-uns seulement offraient au contraire un caractère avantageux, pourquoi n'essaierait-elle pas de le développer chez tous? Si un danger dont personne ne se doute, mais qu'elle voit, menaçait toute la communauté, ou la plus grande partie, pourquoi ne le conjurerait-elle pas? Si un bien, au contraire, favorable à tous se présente, pourquoi de même ne se l'approprierait-elle pas, au grand bénéfice de tous? On répondra que, quoi qu'elle fasse, le mal conjuré ou le bien acquis ne se répartira pas également entre tous et que certains en profiteront plus que d'autres. C'est vrai, il n'y a rien de parfait. Mais l'essentiel est que la société soit pénétrée de son rôle, c'est-à-dire qu'elle n'a à travailler pour personne en particulier, mais pour tous en bloc et que dès lors l'extension qu'elle prendra sur elle de donner à l'acception des mots « intérêts communs » est légitime quoique arbitraire.

La seconde comparaison permise de nos sociétés actuelles est celle qui les assimile à des sociétés d'assurance contre les iniquités de la nature.

Le grand écueil, en effet, de la vie en société, l'iniquité flagrante contre laquelle on se révolte et devant

laquelle il faut s'incliner est l'inégalité des hommes. Pour les uns tout est facile et bien, pour les autres tout est difficile sinon impossible et mauvais. La pensée du philosophe désireux de remédier à un état de choses aussi déplorable devait donc naturellement faire de la société une assurance mutuelle contre la nature. Il y a des forts qui n'ont pas besoin de secours, mais il y a des faibles, et ils sont légion, qui ont besoin de protection, qui gémissent de leur infériorité; des enfants ayant perdu leurs parents, abandonnés avant d'être en état de subvenir à leur existence, des malades, des vieillards impotents. On sait ce que l'on est aujourd'hui, l'on ignore ce que l'on sera demain. Personne n'est à l'abri des revers de fortune. Il est donc naturel que l'on songe à s'assurer réciproquement. Mais, d'une part, le passé montre que cette idée toute moderne n'est pas venue à l'esprit de nos devanciers; de l'autre, en y réfléchissant, on y voit plus d'inconvénients que d'avantages. D'abord ce serait entièrement bouleverser les assises de la société résidant, comme nous l'avons vu, dans les intérêts communs, lesquels, par leur élasticité, embrassent, sauf dans le cas particulier actuel, tous les genres de services que les individus peuvent demander à l'État. Ensuite ce serait désorganiser tout ce qui engendre l'activité et le progrès, s'enlever tout souci du lendemain, faire que l'on compte sur d'autres autant que sur soi-même; ce serait renoncer à tout stimulant, à toute sanction de sa responsabilité, devenir indifférent. Une société conçue dans ces conditions ne tarderait pas à être en retard sur ses rivales, et par conséquent à régresser relativement. On s'y contenterait d'une satisfaction moyenne de ses besoins, d'un bonheur calme et modéré, d'une vie

réduite au strict nécessaire. Il y en a qui croient qu'on se rejetterait alors sur la vie intellectuelle. Quelle profonde erreur! Pour un individu appréciant ce genre d'occupations et s'y livrant quand même en vertu de son organisation, il y en a vingt qui ne s'y livrent que sous l'influence des excitants de la lutte quotidienne forcée et soixante qui, même dans ces conditions, ne s'y adonnent pas du tout. Que serait-ce si la vie sociale tout entière prenait un caractère polaire! La mutualité, l'assurance sont des forces incontestablement, des moyens sociaux de premier ordre, mais à la condition de ne pas amollir l'individu, de ne pas lui retirer le stimulant de son activité personnelle, le souci du lendemain; à la condition d'être laissées à la libre initiative des individus, d'être un simple mode d'épargne et de prévoyance, de n'engager que les économies personnelles de l'individu et de ne pas être l'objet de privilèges ou de garanties de la part de l'État.

D'autres questions se présentent. Étant admis que l'État doit laisser les individus aussi maîtres de leur destinée que le permet la nécessité de leurs bons rapports réciproques dans l'exercice de leurs libertés. Étant admis cependant que l'État est autorisé à faire entrer dans les intérêts généraux dont il a la garde les améliorations des individus pris en bloc, les plus susceptibles d'accroître leur force, de leur donner plus de satisfaction, notamment dans l'ordre intellectuel et moral, de quelles idées principales s'inspirera-t-il, comment se comportera-t-il? Platon voulait que les sages fussent chargés d'organiser la société et de légiférer, c'est-à-dire ceux préparés par leurs études et leurs méditations que nous appelons aujourd'hui les hommes de science, ceux plus particulièrement versés dans la science sociale, notam-

ment dans la sociotechnie. Rien de plus juste. Ce qui nous permettrait de renvoyer tout simplement aux pages qui précèdent pour les idées générales en question.

La vérité sociologique la plus générale, c'est que les hommes ne sont pas nés pour la contrainte sociale, et que dans ce milieu la lutte exaspère leur égoïsme naturel et compromet leur disposition altruiste. La conséquence c'est que sans enrayer la lutte qui est indispensable sous tous les rapports, il faut l'humaniser, peut-être substituer l'égoïsme collectif à l'égoïsme indiduel, en tout cas la rendre compatible avec les diverses formes d'altruisme; c'est qu'il faut réformer la nature de l'homme et l'adapter à l'état social ou inversement réformer la société et l'adapter à la nature de l'homme.

Une autre vérité c'est que la société, personnalité permanente dominant la génération adulte présente, n'a pas à s'occuper exclusivement de celle-ci, mais doit songer aussi à celle qui se lève et à celles qui suivront et que, par conséquent, nonobstant les objections [1], elle doit prévoir et semer pour l'avenir comme dans le passé on a semé pour elle. Toutefois dans son intervention elle n'a pas à s'inspirer uniquement du passé, des doctrines de sociologie qui se disputent la prééminence ou des systèmes que lui présentent les philosophes humanitaires, il faut qu'elle consulte un peu les désirs et les dispositions per-

1. Il y a du vrai cependant dans la proposition de Jefferson « que les peuples peuvent s'engager seulement pour la durée d'une génération et que tous les dix-neuf ans ils sont en droit de changer leur constitution ». Nous n'ajoutons pas la phrase qui termine et qui est totalement fausse « .... et de faire banqueroute ». Une nation est solidaire de ses ancêtres comme un individu de ses aïeux. Elle a reçu d'eux, elle doit pour le moins transmettre. En tout cas le crédit d'une nation est une question d'intérêt bien entendu.

sonnelles du plus grand nombre, avant de s'arrêter à ceux les plus en rapport avec le bien général.

Or les goûts, les aspirations, les besoins varient. Les uns réclament du calme, le moins de lutte possible, un présent de *far niente*; les plus froidement égoïstes, le lendemain leur est indifférent; ils pensent comme cet Américain d'une pièce d'Alexandre Dumas fils répondant à une personne lui faisant ses recommandations pour après sa mort : « Que vous importe puisque vous n'y serez plus? » Ceux-là, en face d'un plaisir à recueillir, se demandent ce qui leur en coûtera et ne risquent ni grandes douleurs ni grandes fatigues pour obtenir de grandes satisfactions. Je les compare à des mollusques, laissant passer les choses, attendant la fin et bâillant au soleil. Les autres, au contraire, sont bouillants, actifs, ambitieux, et ne craignent pas de beaucoup risquer pour beaucoup recueillir. Tel est le commerçant ou l'industriel engageant tout son avoir dans l'espérance de le tripler, ou le soldat se précipitant à l'assaut pour monter en grade ou être décoré, quoique ayant 50 p. 100 de chances d'être enlevé par un boulet. Je ne parle pas des intermédiaires.

Entre les deux types quel modèle prendre? Au point de vue de la nature l'atonie du premier est une décadence, une régression, la mort; l'exubérance du second est la vie par excellence, l'expansion, le travail, l'effort, le progrès. Au point de vue de la société il en est de même : l'individu inerte, sans ressort est une non-valeur; l'individu actif, plein d'initiative est une richesse. Le choix n'est pas douteux, la société ne peut que détourner son regard de l'un et donner tout son concours à l'autre. Le troisième point de vue, celui de l'individu, nous ne

pouvons le considérer, car chacun est d'avis que son type est le meilleur, et que le bonheur est dans le sens où le pousse son organisation et le conduit son Moi. De ces deux types l'un a pour idéal la vie, l'autre le Nirvana. Tout à l'heure je rencontrais un disciple de Schopenhauer. Le seul bonheur que je rève, me dit-il, c'est l'inconscient : j'attends l'instant où j'y plongerai. Ceux qui parlent ainsi et sont convaincus que la mort est préférable à la vie ne sont pas conséquents. Ils devraient se suicider ou se condamner à fixer leur nombril jusqu'à dessiccation. S'ils ne le font pas c'est qu'ils estiment que la vie a encore du bon.

Non, quel que soit l'idéal philosophique, la vie est le souverain bien pour soi comme pour la société. Donc il la faut grande, brillante, se répandant de toutes parts. La vie du mollusque est l'antipode de celle que l'homme doit désirer. Son système cérébral lui impose l'activité et le progrès. L'homme est organisé pour l'indépendance et non pour la servitude ; pour le désir, l'ambition, la passion et non pour l'obéissance, la résignation, l'humilité et l'anéantissement. Le tort des deux grandes religions qui se partagent le monde, le bouddhisme et le christianisme, est de s'appuyer sur l'élément faible et non sur l'élément fort parmi les hommes. C'est sur le dernier que la société doit porter toute son attention. De ce côté est la richesse à accroître.

Un mot sur les facultés intellectuelles, source suprême de tous progrès en société. Nous avons longuement parlé de leurs inégalités, de leurs variations supérieures, moyennes et inférieures. On s'est habitué à parler de l'intelligence, apanage de l'homme, comme d'une chose considérable. C'est incontestable, nul ne peut prévoir les

limites, non qu'elle atteindra, mais que ses produits atteindront. Mais l'attention ne se porte que sur les variations étoiles dont nous avons parlé. Ce qu'il faut considérer, si l'on veut juger le genre humain ou l'une de ses races, c'est l'intelligence moyenne. Il faut même tenir compte des intelligences inférieures. A côté de l'intelligence humaine il y a la sottise humaine, les indifférents, les pauvres d'esprit, ceux qui vivent, pensent et agissent d'une façon végétative, les moutons de Panurge. Or la moitié des hommes n'ont pas besoin qu'on s'occupe d'eux, ils sont actifs, ils savent user de leurs libertés et les méritent quoique trop souvent ils en abusent. Lorsqu'on défend les droits de l'homme en société c'est à ceux-là qu'on pense. Tout ce qu'ils demandent c'est de ne pas être paralysés et qu'on les laisse responsables. La seconde moitié est toute différente. La société a peu besoin d'intervenir pour la première. Quel est celui qui dira qu'elle ne doit pas la protection à la seconde, qu'il n'est pas dans son rôle de chercher à l'exhauser, de lui faciliter la lutte et surtout de développer en elle les facultés qui lui manquent et qui, par l'hérédité, tendront à passer chez ses descendants et ainsi à élever le niveau intellectuel moyen?

En réalité donc le principe d'intervention de l'État varie suivant les cas. Oui, pour certains il est légitime, le laisser-aller peut être la règle. Pour d'autres, il est sujet à caution et demanderait à être remplacé par le principe de protection. Mais alors on arrive à l'État-Providence. Sans doute! La logique voudrait qu'on ait deux poids et deux mesures; ce qui est contraire au principe fondamental à moins qu'on ne revienne à l'idée que la société est une assurance mutuelle contre la nature.

Pas de règle uniforme alors! Agir suivant les circonstances, suivant les groupes en cause. Opportuniste pardessus tout! S'attacher aux principes quand on peut, détourner la tête quand il le faut: recourir aux expédients s'il est nécessaire. Bref, faire pour le mieux, voilà la sociotechnie.

Mais sortons des généralités. Si nous traitions de toutes les considérations préliminaires que comporte le terrain de la sociotechnie, nous n'en finirions pas. Il s'agit à présent de résumer succinctement ce que peuvent ou doivent être les rouages principaux d'une société, ou mieux les fonctions divisibles en obligatoires et facultatives, ou essentielles et supplémentaires, que comporte un État rationnellement organisé, suivant les idées déduites de celles que nous avons développées en naturaliste. Chemin faisant se présenteront des questions que nous n'avons pas eu occasion d'aborder et cependant de premier ordre. Sur toutes, il y a des indications et contre-indications dans un sens ou dans un autre; nous ne les discuterons qu'exceptionnellement.

CHAPITRE II

Cadre de la sociotechnie. — Fonctions de l'État : essentielles et facultatives. — Défense extérieure militaire et économique. — Protection intérieure des libertés. — Services généraux divers.

Ce sera une courte esquisse du cadre dans lequel se meut la sociotechnie.

La société, disons-nous, n'est qu'un mode d'existence

établie par la nécessité et qui, par la force des choses, est devenue une puissante personnalité permanente. Celle-ci prend le nom d'État dont les attributions, quelque extension qu'elles aient prise, se résument en une phrase : le service des intérêts communs ou d'ordre général des membres de la société. Mais ces mots sont élastiques et prennent une signification différente suivant qu'on accorde à l'État plus ou moins de prévision dans ses vues et plus ou moins d'initiative dans ses actes. D'où la division de ses fonctions en essentielles ou obligatoires et facultatives ou discutables.

Le premier des intérêts communs est la défense extérieure de la communauté qui est de deux sortes : militaire et économique.

Le second des intérêts communs est la défense intérieure ou protection des individus se conformant aux règles adoptées et ne demandant qu'à vaquer à leurs intérêts personnels en toute sécurité et liberté.

Le troisième comprend une suite de services généraux dont les individus se déchargent afin d'être plus maîtres de leurs mouvements. Minimes à l'origine, ces services se sont étendus à mesure que l'État eut à s'occuper à la fois des intérêts légués par les générations antérieures et des intérêts nouveaux surgissant à mesure que le patrimoine de la société grandit.

Là s'arrêtent les fonctions essentielles.

Défense extérieure. — C'est la première fonction qui ait pris naissance en se cantonnant sur le terrain militaire. Seule elle a engendré la société au début, avant que d'autres nécessités collectives s'y soient ajoutées. La première condition en tous temps, en effet, est de vivre, de ne rien perdre de son territoire d'alimentation et de se

faire respecter. La nation la plus pacifique est tenue de défendre ses foyers et de faire front de tous côtés comme un animal entouré d'ennemis qui veulent le dévorer. Dans ces moments il n'y a ni sentiment ni principe, tous les moyens sont bons, on ruse avec l'assaillant, il faut vaincre ou mourir. En dehors de l'action, lorsqu'il n'est pas directement en cause, l'individu isolé dépose son animosité nationale, comme le remarque J.-J. Rousseau, mais avec les siens sur les champs de bataille il accepte une solidarité entière. Au sein de la société, dans la lutte civile quotidienne, il se plaint des iniquités de la nature qui frappe à tort et à travers ; mais ici, devant l'ennemi extérieur, il se résigne et accepte tout. Aussi faut-il, au milieu de tous les défauts inqualifiables de la guerre, lui reconnaître une qualité, celle de cimenter l'union nationale, de créer mieux que tout la notion de patrie et de réellement consacrer la solidarité. Nous n'admettons que la guerre défensive, bien entendu.

Jadis, chez les sauvages, c'était la levée en masse ; plus tard la défense du pays fut l'apanage d'une certaine classe, ensuite on paya des mercenaires. Aujourd'hui on est revenu aux procédés des barbares : à la nation armée. Les hommes mêmes ne suffisent plus, toutes les forces vives du pays sont mises en réquisition, le succès dépend du nombre des soldats, des canons, des approvisionnements, des milliards économisés et jetés au vent. Ce n'est donc pas en temps de guerre seulement qu'il faut pressurer la population. Il faut se préparer en temps de paix, ne serait-ce que pour appuyer ses efforts diplomatiques et réclamer le plus élémentaire de ses droits. Une dépêche au *Daily Telegraph* ces jours-ci disait de l'une des puissances les plus civilisées de l'Europe « qu'il n'y

avait rien à faire (sur une certaine question) parce qu'une mesure qui n'est pas appuyée par la force serait sans effet » sur ladite puissance. Voilà où en est la civilisation[1]. D'où l'étendue incommensurable qu'ont prise aujourd'hui les services en tout genre se rapportant à la première fonction de l'État, la défense militaire. Il faut des ports de guerre, des forts blindés, des camps retranchés, des routes et chemins de fer stratégiques, des fabriques et entrepôts d'armes, de munitions, de vêtements, d'aliments, de charbon, des écoles, des hôpitaux, toute une administration permanente, sans parler de l'armée elle-même et de la marine qu'il faut sans cesse instruire, exercer et maintenir sur le pied d'une mobilisation en vingt-quatre heures. En France, le service de la dette publique et les frais de perception mis de côté, le budget de la défense extérieure militaire dépasse la moitié des dépenses générales[2].

L'excès du mal toutefois fait espérer une amélioration. Les individualités nationales, quoique ne possédant pas le correctif sentiment des individus proprement dits et ne se laissant guère guider que par la raison et l'intérêt bien entendu, sont peu différentes de ces individus. Ceux-ci ont su s'associer, se faire des concessions et se créer un mode d'existence qui sans être parfait est relativement satisfaisant. Pourquoi les individualités natio-

1. Après l'échec de la conférence de la Haye et le vote sur les balles dum-dum, il n'y a rien à ajouter. Honte à l'humanité!

2. Voici, pour plus de précision, comment se répartit le projet de budget présenté à la Chambre pour 1899 :

Intérêts de la dette publique.....	1 248 000 000 fr.
Frais de perception, etc	394 000 000 —
Marine et guerre.....	952 000 000 —
Autres dépenses.....	796 000 000 —
Total.....	3 390 000 000 fr.

nales, n'écoutant que leurs intérêts, n'en feraient-elles pas autant? C'est ce que la philanthropie a commencé mais dans des limites encore très restreintes. Vers le milieu du XVI^e^ siècle, avec Hobbes, Grotius, puis Montesquieu, les rudiments d'un droit des gens ou international ont pris naissance, une sorte d'opinion officieuse que les nations civilisées respectent dans une certaine mesure lorsque l'intérêt commun est évident, que des conventions ont été échangées et qu'il n'y a pas de motif supérieur pour les tourner ou les enfreindre. Ainsi l'on ne prend plus d'otages, on ne fusille plus les soldats réguliers mais seulement les paysans qui défendent leur chaumière; on ne bombarde plus une ville sans la prévenir, sauf exception; on a soin des blessés les uns des autres, on respecte le drapeau parlementaire. Ce qui manque à ces prescriptions, c'est une sanction, des châtiments, l'institution de tribunaux internationaux chargés de régler les différends sans recourir à l'*ultima ratio*, de limiter, comme faisaient les Australiens, l'étendue légitime de la réparation par les armes, en un mot d'agir comme font les témoins dans un duel imminent. Mais l'expérience de l'histoire prouve que cette conception réussit mal. Les arbitrages, lorsqu'il s'agit de faibles, ont leurs effets, mais sont sans résultat avec les forts. Les pays dits neutralisés, à la suite de signatures solennellement échangées, ne croient pas moins nécessaires de s'armer jusqu'aux dents pour faire respecter leur territoire. Qui oserait aujourd'hui proposer cette mesure d'intérêt commun si urgente, la neutralisation des isthmes et détroits par lesquels tous sont obligés de passer quotidiennement? on sait qu'au jour du conflit il y a des nations qui n'en tiendraient aucun compte. Il y a des

phases d'illusion où l'on croit à la sagesse des nations; ce n'est certes pas à l'époque actuelle ; jamais peut-être on a autant parlé de justice, précisément parce que jamais on en a senti autant le besoin.

Mais entre nations il n'y a pas que la guerre avec des canons et autres engins de destruction. Comme les individus, elles se livrent à une concurrence acharnée et combattent non plus pour l'existence ou des acquisitions de territoires, mais pour la prospérité matérielle la plus large, la clientèle industrielle et économique la plus étendue, les marchés les plus populeux. Jadis, lorsque, avec les Phéniciens, le type commercial de la société prenait naissance, lorsque, avec les villes méditerranéennes et hanséatiques le commerce s'étendait, la lutte se maintenait dans des limites raisonnables. Mais lorsque après Élisabeth en Angleterre et avec Colbert en France, l'industrie moderne prit son essor, la concurrence se généralisa et grandit; lorsqu'enfin la production en tous pays, et particulièrement en Amérique, stimulée par le libre-échange, prit les proportions que nous lui voyons depuis trente ou quarante ans, la lutte atteint une intensité qui semble ne pouvoir être dépassée. Par malheur, au libre-échange qui était la liberté de lutte a fait place un principe tout contraire, la protection qui est un recul. Si l'on ne considère que l'intérêt de l'humanité et la logique, rien n'est plus regrettable. La spécialité de la production dans les pays qui s'y prêtent le mieux par leurs conditions locales et la libre circulation des denrées, en sorte que, comme dans la loi physique des vases communicants, celles-ci se portent d'elles-mêmes là où elles sont naturellement plus rares, sont la vraie loi économique. Lorsqu'un pays ne produit pas les denrées dont

il a besoin en quantité suffisante et à bon marché, il est rationnel que non seulement il les accepte, mais qu'il les demande aux pays plus favorisés. La protection est un expédient pour forcer un pays à se suffire à lui-même et à créer ou conserver les ressources pour lesquelles il ne veut pas être tributaire de l'étranger; c'est la conséquence de l'état de suspicion dans lequel on se tient les uns et les autres et qui oblige à être toujours prêt à une guerre imminente. Le raisonnement est juste, mais indigne de notre degré de civilisation. Il montre qu'il y a deux conduites : l'une pour soi à l'intérieur avec les membres de sa communauté, et l'autre à l'extérieur vis-à-vis des autres sociétés. Il montre que les intérêts généraux de l'humanité ne pèsent pas dans la balance et que, pour une nation comme pour l'individu, il n'y a qu'une question : son Moi et ce qu'on croit être son intérêt bien entendu. Quoi qu'on fasse, en effet, une nation, comme l'individu, ne peut s'isoler dans son égoïsme; il y a des produits pour lesquels elle doit forcément recourir aux autres, il lui faut faire des concessions pour qu'on lui en fasse. Les États-Unis sont un pays immense, neuf, riche en mines de toutes espèces, en terrains donnant une culture intensive naturelle et capables de produire tout ce dont ils ont besoin. Ils peuvent se passer de tous; c'est une société d'exploitation profitant d'avantages uniques. Combien cela durera-t-il? Aujourd'hui le libre-échange leur est indifférent. Mais en Europe la situation n'est plus la même, les divers États auraient tout intérêt à se soutenir, à s'entr'aider et à sacrifier chacun quelque peu de leur égoïsme. L'Angleterre est à part, elle est insulaire, elle a compris que son agriculture, surtout avec son système de grandes propriétés de

luxe possédées par une oligarchie, ne peut lui suffire; elle s'est faite industrielle et commissionnaire en marchandises et s'inquiète peu du reste de l'Europe. C'est son droit. Mais les puissances continentales ne sont pas dans le même cas : elles, leur intérêt commun serait de s'unir et de faire les premiers pas vers la constitution des États-Unis d'Europe.

Quoi qu'il en soit, la défense économique extérieure est devenue aujourd'hui pour toute société une fonction toute nouvelle avec laquelle il faut compter. Nous ne parlerons pas de ses moyens, ils sont généralement fiscaux. Ce sont des droits de douane paralysant l'entrée de certaines marchandises étrangères, des primes de sortie permettant de livrer à meilleur compte au dehors les marchandises nationales; puis la construction de ports de commerce profonds, la pose de télégraphes sous-marins, l'établissement de services postaux internationaux, les encouragements à la marine marchande, certaines instructions données à nos consuls, etc.

Les moyens d'un ordre plus général toutefois sont les contrats commerciaux passés comme entre particuliers, chaque puissance abaissant certains tarifs en échange d'une réciprocité d'abaissement analogue. Ce qui nous amène à d'autres contrats internationaux.

Fort heureusement, en effet, les nations n'ont pas que des intérêts hostiles pour lesquels elles jouent au plus habile, elles ont des intérêts notoirement communs sur lesquels elles parviennent à s'entendre. D'où les conventions sur les poids et mesures, les monnaies, la propriété artistique et littéraire, les postes, les extraditions de criminels, les cordons sanitaires. Si, à cela, s'ajoute la protection des nationaux à l'étranger, on comprendra quelle

extension prend déjà à elle seule la double défense extérieure militaire et économique et quelle brèche cette fonction de l'État apporte dans les finances.

Je ne veux pas terminer ce paragraphe sans dire un mot de mesures défensives qui mettent en relief les contradictions que l'on voit entre les idées libérales de solidarité internationale, bruyamment acclamées, et l'intérêt personnel. Je veux parler de la prétention qu'ont aujourd'hui les ouvriers surtout, de fermer la porte à la concurrence étrangère. L'exemple le plus connu est celui des Californiens vis-à-vis des ouvriers chinois ; ils redoutent leur ardeur au travail, leurs besoins médiocres, leur esprit d'économie, leur sobriété, leurs aptitudes à tous les travaux manuels, et par des taxes exceptionnelles s'efforcent de les paralyser. Sans aller aussi loin, nous voyons en France des syndicats chercher tous les moyens d'expulser de leur industrie propre les travailleurs belges, italiens et allemands. Il est vrai que le même parti réclame la fixation d'un salaire minimum, la limitation des heures de travail, la suppression du travail à la tâche et du marchandage et même l'interdiction de certains emplois pour la femme et du travail dans les prisons et les couvents, et cela dans le but avéré de diminuer la concurrence, d'enrayer la production et de changer à son profit les conditions de la loi de l'offre et de la demande. Ce qu'ils veulent est ce qu'ils ont condamné si longtemps : des privilèges en faveur d'une classe particulière. Pauvre espèce humaine !

Défense intérieure. — La seconde fonction de l'État est la défense des individus se conformant aux lois jugées nécessaires et vaquant régulièrement à leurs affaires personnelles. Même dans les sociétés n'ayant pas à songer

à leur défense extérieure, elle est indispensable. Des individus ne peuvent vivre côte à côte agglomérés dans un espace resserré, sans que des chocs inévitables se produisent. Il faut des règles prévoyant ces chocs, et y remédiant. La division du travail s'étant produite d'elle-même entre les individus, il était naturel qu'avec ou sans réflexion une division s'établisse de même entre les intérêts communs à tous, et les intérêts particuliers à chacun et que, spontanément ou par la volonté de tous, certains fussent chargés des premiers. Parmi ces intérêts communs les plus urgents furent la sécurité générale et la protection des agissements corrects de chacun. D'autres intérêts communs naquirent successivement d'une autre nature et qu'il importe de ranger à part sous le titre de troisième fonction essentielle de l'État.

L'ennemi, dans la défense intérieure, ce sont les individus réfractaires à l'état de choses; ceux qui ne remplissent pas les engagements qu'ils ont pris par le fait seul de leur entrée dans la société, de respecter chez les autres ce qu'ils veulent qu'on respecte chez eux; ceux qui franchissent la limite entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, rigoureusement tracée par la loi, non seulement dans ce qui est évident, mais dans ce qui est douteux; ceux qui ne font pas de différence entre les devoirs vis-à-vis des autres et les droits qui leur sont reconnus. Là où la loi prescrit ou défend il faut obéir, là où elle se tait commence la liberté, sauf parfois à tenir compte d'autres considérations, telles que la coutume et l'opinion publique dont nous ne parlerons pas ici. Cette loi a pour sanction des amendes, restitutions et punitions diverses proportionnées au degré, à la préméditation et à la récidive des trois ordres d'infractions qu'elle recon-

naît : la contravention, le délit et le crime. Les poursuites ont lieu sur l'initiative de l'autorité, en vertu du principe que l'individu, ne pouvant se faire justice lui-même, sauf le cas de légitime défense immédiate et quelques autres cas tolérés, la société doit spontanément prendre sa place ; mais aussi à la requête des particuliers.

Les infractions se présentent à peu près comme il suit. Les attentats d'ordre physique à la personne ; les attentats à la liberté d'agir, de parler, d'écrire, de se réunir, de s'associer, de travailler, etc. Les attentats à la propriété. Les attentats à la bonne foi, à la loyauté, à l'honnêteté.

Ce qui d'emblée nous met en présence du plus grand des phénomènes sociaux, de celui qui engendre le progrès chez les individus, dans la société et l'humanité : la concurrence et la lutte. Non pas la lutte de Darwin pour l'existence, qui concerne les espèces animales à l'état de nature. Non pas celle que se livraient les sociétés anciennes entre elles, et dont nous venons de parler entre sociétés civilisées de nos jours. Mais celle non moins ardente, ayant d'autres effets, qui se poursuit quotidiennement au sein de nos sociétés actuelles pour la satisfaction la plus ample des besoins, la situation la plus élevée, les jouissances les plus étendues. C'est pour elle que les individus réclament le jeu le plus libre des facultés, quelles qu'elles soient, que la nature leur a données ; les pleins effets de leur responsabilité ; le droit, non de laisser aux dieux ou à la société le soin de leur destinée, mais de la faire eux-mêmes à leurs risques et périls.

La vie de l'individu en société se divise en trois phases : l'une dans laquelle il est préparé à la lutte par ses parents ; l'autre dans laquelle il a femme et enfants,

doit lutter avec énergie et songer au moment où il ne sera plus; la troisième où il recueille les fruits de ses efforts et se repose. La première phase, courte chez les animaux, est longue chez l'homme en raison de la vie sociale qu'il a adoptée. A l'état de nature il lui suffisait de mettre une arme entre les mains de son fils et de lui apprendre à s'en servir. Dans l'état social actuel il est tenu de lui donner une spécialité professionnelle, de lui apprendre à multiplier ses ressources, à faire son chemin à travers le labyrinthe social, à être prévoyant, à se comporter au mieux de ses intérêts intelligemment compris, des tentations et des écueils de tous genres qu'il rencontrera. A en juger par les différentes parties de la loi française les devoirs du père de famille s'étendent jusqu'à treize ans accomplis au minimum, jusqu'à quinze ou dix-huit à sa volonté. La majorité légale est à vingt et un ans. Le mariage sans le consentement du père n'est permis dans les conditions ordinaires qu'à vingt-cinq ans pour le garçon et vingt et un pour la fille. Comme l'on voit, il n'y a aucune parité entre ce que la société admet et ce que la nature indique : l'homme à quinze ans déjà apte à être père et tenu d'affronter la lutte en ne comptant que sur lui. Cette contradiction suffirait à elle seule pour marquer la différence profonde entre l'homme à l'état de nature, n'écoutant que ses impulsions physiologiques, et l'homme social contraint de modeler ses actes sur les exigences du genre de vie qu'il a adopté. La seconde phase est celle où l'homme aborde enfin la lutte à ses risques et périls et n'a plus à espérer qu'en lui.

Ici le rôle de l'Etat est bien tracé : assister aux coups que se portent les combattants, comme jadis les hérauts du moyen âge aux portes de l'arène, en conservant une

neutralité absolue. Veiller auparavant à ce que chacun soit pourvu de ses armes, puis à ce que tout se passe correctement, avec loyauté et courtoisie, et lorsque le combat est terminé à ce que chacun récolte les pleins effets de sa conduite.

Être neutre signifie que jamais l'**État** ne doit descendre dans l'arène et faire concurrence aux combattants ; que jamais il ne doit déranger les effets naturels des choses, par exemple, en intervenant dans les contrats, en limitant les heures et changeant les conditions naturelles du travail, ou en fixant un maximum ou un minimum au salaire ou aux prix des choses faisant l'objet de l'offre et de la demande ; que jamais il ne doit favoriser directement ou indirectement un individu, un groupe ou une classe ; que la protection comme la liberté doivent être les mêmes pour tous.

La société, spectatrice impartiale, ne peut intervenir que dans un cas, celui où l'intérêt de tous serait en jeu, mais alors semblablement pour tous. Ici, il est vrai, apparaissent de suite l'impossibilité de règles absolues et le désaccord fréquent entre la théorie et la pratique. A vrai dire la lutte n'est pas seulement d'individu à individu, elle est non moins souvent une lutte entre individus associés à des points de vue très divers, par exemple entre syndicats professionnels, de patrons, d'ouvriers, intellectuels, etc. La situation n'en est pas changée. La société s'assure que les associations se font dans les conditions voulues, qu'elles s'opèrent de plein gré, que les statuts en sont observés. C'est une mêlée ; des coups sont portés dans des directions différentes, on est ami sur certains points, ennemi sur d'autres ; ici l'on est victorieux, là on est vaincu, la société n'a

rien à y voir, elle demeure impassible, la lutte est libre. Mais les intérêts communs dont la société est gardienne et qui peuvent la porter à intervenir ne sont pas les mêmes dans toute l'étendue du territoire qui la regarde. Ils diffèrent plus ou moins d'une région à l'autre et peuvent être contradictoires. Ainsi un pays maritime vivant de pêche ou de transports avec l'étranger n'a pas les mêmes intérêts qu'un pays de plaines vivant de cultures en blé et betterave, un pays de manufactures qu'un pays de vignes, de montagnes, ou de forêts. Dans tous ces cas l'État n'a à s'inquiéter que des résultantes ; l'individu n'est rien, les groupes importants seuls doivent attirer son attention. Mais en bien des cas, avec la meilleure volonté, il est embarrassé. Concilier les intérêts généraux et les sous-intérêts régionaux et en même temps ne favoriser ou molester personne est un problème ardu.

Veiller, en second lieu, à la correction et à la loyauté du combat c'est, en première ligne, faire que toutes les conditions sur lesquelles la société a une action soient égales. Dans un duel il est d'usage que les épées aient même poids et même longueur, que le sol, les chaussures, les gants, presque le vêtement soient semblables, afin que tout dépende de la valeur et de l'habileté des adversaires ; la place à l'ombre que l'on ne peut donner aux deux est tirée au sort ; aujourd'hui on flambe les épées afin qu'elles fassent des blessures moins dangereuses. Nous verrons si la société a le droit d'agir de même ; si elle le fait, les deux partis doivent en tirer les mêmes avantages. Tous, en un mot, doivent avoir les mêmes chances extérieures, posséder les mêmes armes, c'est-à-dire les mêmes libertés. L'une des plus importantes est la liberté du travail. Il n'en est pas de plus sacrée, en

effet; chacun doit être libre de combattre ou non aux conditions qu'il peut obtenir, suivant la loi de l'offre et de la demande qui gouverne les rapports entre les individus à tous les étages de la société et qui, dans l'ordre économique, est ce que la loi de la gravitation universelle est dans l'ordre cosmique. Mais personne ne doit empêcher son voisin d'agir comme il lui plaît et la loi sur ce chapitre ne saurait être trop sévère. Veiller à la loyauté du combat signifie aussi que l'État doit rigoureusement prohiber et punir tout mensonge, subterfuge, escroquerie, abus de confiance, calomnie et fraude ayant des conséquences quelconques. La bonne foi dans la lutte doit être parfaite, les engagements tenus avec honneur; l'homme devenant incapable de les remplir doit l'avouer franchement. D'où l'utilité de l'enregistrement des contrats, des papiers échangés, des signatures, le visa des livres de commerce, les inscriptions hypothécaires, etc.; puis celle d'officiers civils compétents pour rédiger les actes exigeant de la précision dans le langage et une certaine connaissance de la loi; et aussi de codes, chambres et tribunaux de commerce, d'industrie et autres, de codes réglant la situation des associations privées de toutes sortes dans lesquelles sont engagés des intérêts sérieux. Enfin veiller à la correction du combat, c'est se préoccuper que chacun reçoive ce qui lui est dû, surveiller la transmission régulière des propriétés meubles et immeubles et protéger celles-ci.

Ainsi l'État a deux rôles, l'un actif lorsque les lois sont violées, l'autre passif lorsque les citoyens se comportent correctement dans la lutte. Il intervient dans deux circonstances : spontanément lorsque la violation est flagrante ou soupçonnée par ses agents et à la requête de

ceux qui se plaignent. Dans ce dernier cas, s'il ne s'agit que d'un différend, il s'efforce de concilier les parties ou prononce son jugement. Toutefois, dans un certain nombre de cas, entre autres dans les actes commerciaux, et de ce nombre sont les engagements entre patrons et ouvriers, les individus sont encouragés à s'entendre, à chercher des moyens de conciliation, à juger les dissidences et même à infliger des amendes et des réparations sans faire intervenir l'État. De là les conseils de prud'hommes, les chambres et les tribunaux dits de commerce, nommés par les particuliers eux-mêmes, avec droit d'appel cependant, dans certains cas, à une juridiction officielle. D'autres fois au sein de certaines professions, se crée-t-il, autorisés par l'État, des conseils propres à maintenir la probité et la dignité des intéressés. Les chambres des notaires, des avoués, des agents de change, le conseil de discipline des avocats sont de ce genre. Ce sont des institutions privées à développer et qui ont pour avantage d'alléger l'État, bien que, dans tous les cas, il doive veiller à leur correction et ne jamais perdre de vue que partout, isolé ou faisant partie de combinaisons diverses, l'individu compte sur sa protection.

Services généraux. — La troisième fonction de l'État porte sur les intérêts communs accessoires, non compris dans les deux fonctions précédentes, sur ceux que les individus abandonnent afin de ne pas avoir à s'en occuper eux-mêmes et qui ont pour objet de rendre leur travail plus productif. Ces intérêts accessoires ont pris un développement croissant avec la multiplication des besoins, la suractivité déployée et l'augmentation incessante du patrimoine si complexe que nos devanciers nous ont légué. On y trouve les services les plus dissemblables.

Tout d'abord le service d'exploitation du domaine dit national, les services des eaux et forêts, des routes de grande communication, des chemins de fer, de la navigation intérieure, des postes et télégraphes, pour ne plus parler de ce qui regarde spécialement la concurrence internationale. Puis la protection accordée aux sciences utiles, aux arts industriels, aux manufactures nationales destinées à conserver la tradition des procédés sans y chercher une rémunération, aux écoles professionnelles et agricoles, aux musées les plus aptes à répandre le goût et l'instruction et à suggérer des découvertes nouvelles.

C'est ici que se place tout ce qui a trait à la défense contre les conditions extérieures, telle que la destruction des animaux et plantes nuisibles, comme du tigre aux Indes, du lapin et du chardon en Australie, du loup, de la vipère et du phylloxéra en France, des sauterelles en Algérie. Puis la lutte contre les maladies frappant les hommes, les animaux et les plantes utiles, venant de l'étranger ou éclatant dans une région; contre les accidents météorologiques, inondations et leurs causes, insalubrité des marais, des rues, des professions; contre les fraudes et falsifications intéressant l'alimentation. La tâche ici est surtout de conjurer. Les efforts pour favoriser les cultures les plus avantageuses et l'acclimatation des espèces exotiques rentrent dans ce chapitre. Les règlements sur la chasse, la pèche, les encouragements à l'élevage, à la pisciculture, également.

C'est ici que se casent encore les allocations, subventions, avances de fonds, garanties d'intérêts, bourses et encouragements revêtant des formes si diverses accordés à des individus, des compagnies, des communes pour études, travaux et fondations d'utilité publi-

que. Ce qui nous conduit à préciser la situation de l'État dans les circonstances de ce genre.

Trois choses sont à distinguer dans ce qu'on appelle l'État : 1° une individualité permanente, remontant plus ou moins haut, accroissant son patrimoine de génération en génération; 2° la génération actuelle héritière des charges de ses devancières, usufruitière du patrimoine qu'elle a reçu, pouvant l'augmenter, mais ne devant pas en principe le laisser s'amoindrir; 3° son chargé d'affaire remplissant les fonctions que nous décrivons et gérant le patrimoine au mieux de ses intérêts. Ce dernier n'est donc qu'un administrateur faisant le meilleur emploi, au nom de la génération présente, des deniers dont il est responsable. Comme tel il rend ses comptes annuellement, justifie de ses opérations et de ses dépenses, et demande les subsides dont il a besoin pour l'année suivante. A ce titre il est responsable du travail qu'il fait lui-même ou fait faire par un procédé quelconque. C'est à lui de concevoir et de dresser les plans et d'en surveiller et contrôler directement l'exécution. Une association se forme et lui propose un travail, il étudie ce travail, y donne ou non son consentement et, dans ce cas, passe avec l'association un contrat, le plus avantageux possible, comme ferait un particulier avec un autre particulier. Afin que cette association rentre plus aisément dans ses frais et remplisse plus facilement ses engagements, il l'aide par divers moyens de banque ou autres et lui accorde l'exploitation des dits travaux pendant un nombre d'années, mais après lesquelles les travaux reviennent à l'État qui les classe dans le patrimoine qu'il détient et lègue à son tour aux genérations suivantes.

Jamais, comme il a été dit, l'État ne doit faire concur-

rence aux particuliers. Une première raison c'est que le travail fait par lui prend plus de temps, coûte plus cher, manque souvent d'unité et n'est pas si bien exécuté que par un soumissionnaire, toutes choses égales. Il est à se demander même si, dans une société commerciale ou industrielle en commandite, le travail est aussi bien fait que par des particuliers directement responsables. Dans l'État et dans une association la responsabilité est trop divisée, chacun s'en tient à ce qui le concerne, sans s'inquiéter souvent si son travail s'ajuste avec le travail des autres. On y remédie en multipliant le nombre des inspecteurs et directeurs, mais c'est accroître les frais généraux et développer le fonctionnarisme, la plaie des États. Le travail bien fait et rémunérateur est celui qu'entreprend directement un individu à ses risques et périls, sachant qu'il peut y perdre tout son avoir, mais aussi doubler, décupler sa mise par son activité et son intelligence propre. On ne surveille bien que pour son compte : même les prolétaires à la journée ne travaillent pas comme à la tâche. A la journée, c'est le cheval aveugle tournant une meule ; à la tâche, c'est l'homme voulant achever son travail vite et bien pour en avoir d'autre et gagner davantage. En d'autres termes, dans la conduite des employés de l'État le stimulant personnel est faible ou nul, sauf les cas exceptionnels, bien entendu ; dans la conduite des individus le stimulant est à son maximum. La plaie de l'État c'est l'excès de fonctionnaires. Pour obtenir d'eux beaucoup, il les faut peu nombreux, à la tâche, s'il est possible, et leur accorder une prime proportionnelle à leur travail. Un homme ne travaille que s'il est bien rémunéré. Il y a quelques cas spéciaux pourtant où l'État est autorisé à faire malgré lui une concurrence

aux particuliers : par exemple dans les prisons et les asiles où il doit se rembourser de ses frais et diminuer ainsi les sommes à demander aux contribuables.

L'État ne doit entreprendre que les travaux pour lesquels il n'y a aucune demande ou que ceux exigeant de l'unité et une entente de la part d'un trop grand nombre pour qu'on parvienne à les établir. En réalité il devrait s'en tenir aux besognes continues et nécessitant un personnel spécialement dressé à cet effet. Ainsi à la préparation de la défense nationale, à l'entretien des routes, aux eaux et forêts, à la police, aux finances et à l'administration proprement dite, centralisés dans la capitale, mais rayonnant dans toutes les directions et couvrant le pays d'un vaste réseau. Encore y a-t-il des portions de ce programme qui peuvent être remplies par des intermédiaires; chacun sait l'avantage qu'il y a à livrer à l'industrie privée la construction des navires presque de tous genres.

A ces services généraux essentiels de l'État, que nous avons réduits à trois, s'ajoutent un certain nombre d'autres qui en sont la préface ou les accèssoires obligés. Tout d'abord l'État doit tenir une comptabilité générale des mouvements de la population qu'il régit, de ses naissances, mariages et décès, puis de sa surface territoriale, et de ses divisions, de leur valeur relative si variable et de leurs mutations de propriétaires sans parler d'une foule de statistiques sur des points particuliers où il doit toujours être au courant de ce qui se passe, des effets qu'il obtient et des avantages et inconvénients en résultant pour ses administrés.

L'État, en outre, a, comme services spéciaux destinés à assurer le bon fonctionnement de ses services généraux,

en ce qui concerne l'extérieur, une armée bien disciplinée, une marine, une légion d'agents consulaires et, à l'intérieur, une police considérable, des préfets, des inspecteurs, des employés de tous genres. Un corps judiciaire est annexé à l'exécutif, afin d'interpréter les lois dans les cas litigieux qui lui sont soumis, d'en consacrer les infractions par les punitions prévues et de trancher les différends qui se produisent entre particuliers. Dans tous ces cas les gérants de la société ou les particuliers se bornent à saisir la justice des cas à juger. Celle-ci doit nécessairement être un corps indépendant, planant avec gravité et la plus stricte impartialité au-dessus des questions qui lui sont soumises. Le nombre des fonctionnaires s'élève en France au chiffre formidable de 415 000. Il en faut beaucoup rien que pour remplir les fonctions essentielles que nous avons vues, mais ce chiffre dépasse toute mesure; il serait préférable d'exiger de chacun plus de travail, de les mieux payer et d'en avoir moins. Toute besogne trop partagée est mal faite; on ne se sent plus responsable, on ne prend plus d'intérêt à sa tâche. Chacun sait que dans les commissions il n'y en a qu'un petit nombre qui travaille, souvent un seul, le rapporteur, et que les autres sont plutôt une entrave. Pour payer tout ce monde et en outre entreprendre tous les travaux publics d'entretien et neufs, un service nouveau intervient, le plus lourd de tous : les finances. Les membres de la société veulent avec raison avoir la sécurité, ils veulent qu'on se charge pour eux de tout ce qui les détourne de leurs occupations et que leur travail personnel soit le plus productif possible, il faut qu'ils concourent tous à la dépense. Ceux ne payant pas sont par cela même rayés de l'association.

Tout d'abord chacun, sans exception, doit concourir pour une part fixe, égale pour tous. Les plus heureux ensuite y ajouteront une part supplémentaire proportionnelle à leur fortune, à l'étendue des besoins qu'ils satisfont et à la somme d'avantages qu'ils recueillent de l'état social. Il y aurait matière à discussion ici : il y aurait à distinguer, par exemple, ceux ayant une fortune par hérédité et que, par conséquent, ils n'ont pas gagnée, ceux actuellement engagés dans la lutte et ceux l'ayant terminée et en recueillant paisiblement les bénéfices. Mais dans la pratique ce serait difficile. La nécessité fiscale domine tout, il faut de l'argent et l'on ne peut en demander que là où il y en a. Nous aurons à revenir sur quelques-uns de ces sujets.

Les fonctions essentielles de l'État sont en somme des engagements contractés par lui envers les membres de la société qui ont sa confiance. Il doit les remplir au mieux des circonstances et avec équité. Elles sont des devoirs envers ses administrés. Réciproquement ceux-ci en contractent par ce fait envers lui. Ils sont tenus de lui donner les moyens de les remplir, de se soumettre aux décisions qu'il croit les plus utiles au bien de tous, de le respecter et de ne pas paralyser ses agents dans l'exercice de leurs fonctions propres. L'inverse des devoirs, comme il a été dit, ce sont les droits. L'État a les uns et les autres envers les particuliers, comme ceux-ci en ont envers l'État. La barrière entre les uns et les autres est rigoureusement déterminée par les lois elles-mêmes sanctionnées par des peines et châtiments. La situation est donc égale, les principes, la morale sont les mêmes. Les agents de l'État outrepassant leurs pouvoirs ou remplissant incorrectement leur rôle sont jus-

ticiables de la loi comme les particuliers, sauf à s'en référer aux ordres qu'ils auront reçus et à en rejeter la responsabilité sur leur supérieur, justiciable à son tour. Des deux côtés et en toutes circonstances l'obéissance à la loi est exigée et les conditions de cette obéissance strictement fixées. La raison d'État, qui permet de passer par-dessus les formes exigées et d'employer des moyens condamnables, invocables dans l'état de guerre ouverte, lorsque toutes les règles sont foulées au pied, est très discutable en temps de paix, alors même qu'il s'agit de la sécurité publique. Ses avantages immédiats dans quelques cas particuliers sont dépassés par ses inconvénients éloignés. L'opinion éclairée, en tout cas, veut qu'après le danger passé, quelqu'un soit juge en dernier ressort des moyens employés. Elle veut, elle exige que la morale soit une, pour l'État comme pour l'individu. La constitution de l'an II de la première république française admettait que lorsque les lois sont violées, l'insurrection est le plus saint des devoirs.

CHAPITRE III

Fonctions facultatives de l'État. — Infirmes. — Protection de l'enfance. — Assistance publique et privée des vaincus dans la lutte. — Surveillance des vagabonds. — Prévoyance et mutualité. — Instruction primaire obligatoire.

Le titre de ce chapitre indique son objet auquel le lecteur est préparé. La première des fonctions facultatives pivote autour de la lutte que l'on a vue être l'es-

sence de la vie sociale, tant au point de vue des individus désireux de rester maîtres et responsables de leurs efforts que de la société appelée à recueillir en bloc les effets de cette lutte et de prospérer par elle. La fonction de l'État, avons-nous dit, est, tout en restant strictement neutre, de veiller à sa correction. Cela signifie, entre autres, qu'il ne doit permettre d'y prendre part qu'à ceux qui le peuvent physiologiquement, qu'il doit pourvoir d'armes ceux qui n'en possèdent pas et enfin qu'il doit rendre les conditions extérieures du combat, sur lesquelles il a une action, égales pour tous.

Il en résulte, en première ligne, que tous les infirmes incapables de prendre part à la lutte et que leurs familles ne peuvent entretenir, doivent être recueillis par l'État, leur vie durant s'il le faut, à défaut d'individus ou d'une association en prenant soin à sa place. Tels sont les paralytiques, les idiots, les aveugles, les sourds-muets. Combien de voyageurs n'ont pas rencontré dans les vallées de la Suisse de ces malheureux crétins, bégayant, salivant, errant comme des chiens à travers les chemins et ne se sont pas dit que c'est une honte pour une société de les laisser ainsi tendre la main? Évidemment, dans les asiles, l'État a le droit de leur demander, aux aveugles et sourds-muets surtout, le travail quelconque qu'ils peuvent fournir, d'abord pour atténuer ses dépenses, ensuite parce que ne rien faire est la pire des misères. Il s'efforcera même de les caser au dehors à la rigueur. Mais, en principe, ils restent à sa charge aussi longtemps que dure leur incapacité. Nul doute sur ce premier point.

Protection de l'enfance. — Il en résulte ensuite que les orphelins, les enfants abandonnés, les enfants des veuves

qui en font la demande et d'autres aussi, mais cette fois après une enquête sérieuse sur la situation des parents, seront, à défaut encore d'une association privée, recueillis par l'État qui devra les élever, soit dans des asiles, des écoles, des maisons d'apprentissage, soit dans des familles moyennant rétribution, autrement dit pourvoir à leur entretien et les mettre en état, à l'âge physiologique, d'aborder la lutte comme les autres à leurs risques et périls. Nous avons admis que ceux du groupe précédent étaient des non-valeurs sociales, restant toujours plus ou moins un fardeau pour l'État. Ici il en est autrement. Tout individu, à sa majorité, est une force qui profite à lui-même, mais qui profite aussi à la société entière. La dépense faite par l'État n'est donc qu'un placement à intérêt.

Le point suivant à aborder est grave et l'exemple le plus frappant de l'impossibilité souvent d'allier la théorie et la pratique, la science et la réalité. La majorité est arrivée, les combattants vont entrer en lice, nous les supposons tous préparés par leur famille ou par l'État. Sont-ils dans les mêmes conditions? Ont-ils les mêmes armes? Non : l'un est fort, l'autre est faible, avec des différences variant de 1 à 100. Est-ce juste? Non, nous le savons. Mais à qui la faute? A la nature, à la lignée ancestrale dont ils sont issus et dont ils sont anatomiquement et physiologiquement solidaires. La société n'y peut rien absolument. Aucune théorie, aucun idéal rêvé ne peut corriger le fait. Tout ce qu'elle peut est de rendre égales les conditions extérieures de la lutte sur lesquelles elle a de l'action. Mais le fait-elle? Non; car rien de ce que nous venons de dire ne porte sur le défaut fondamental. Ces individus, entrant dans la lice, vont

combattre dans les conditions extérieures les plus inégales. L'un a un rang, une situation, des relations, un outillage, un capital, l'autre n'a rien que son intelligence et ses muscles. Inégalité d'armes personnelles, inégalité des conditions dans lesquelles ils en font usage. Voilà la vérité. Peut-on parer à cette épouvantable situation qui ne peut que révolter ceux qui croient à une justice absolue? A la première inégalité, nous venons de voir que non. A la seconde? Voilà le point grave. Il n'y a qu'un moyen, ce serait de supprimer la transmission de père en fils des situations et des biens. Physiologiquement, ce n'est pas rationnel, car l'on est tant soit peu solidaire de ses ancêtres, comme on l'a vu. Socialement, cela l'est moins encore, car le premier de tous les principes sociaux, c'est le droit qu'a tout individu à la propriété des biens qu'il a acquis par son travail. Un autre principe social sur lequel nous n'avons pas encore eu l'occasion d'insister, c'est que la famille est l'arche sainte de la société, que le père a le droit absolu de faire de ses biens tel usage qu'il lui plaît, de donner à ses enfants la situation qu'il lui convient, de leur léguer ce qu'il a gagné. Supprimer ce droit serait enrayer le plus actif de tous les stimulants au travail, enrayer le progrès et condamner la société tôt ou tard à la mort. La société responsable des siens ne peut le faire. Imagine-t-on une contradiction plus absolue entre ce qui est désirable et ce qui est interdit? Je ne vois, je l'avoue, qu'un remède ou plutôt un compromis : maintenir l'héritage, tel qu'il existe actuellement en France chez les ascendants et descendants en ajoutant à ceux-ci la compagne de l'homme, celle qui ne fait qu'un avec lui, vis-à-vis de laquelle il s'est engagé le jour de leur union et qui

doit venir au même rang que les enfants, au moins pour l'usufruit, sauf à le perdre si elle vient à se remarier; mais supprimer l'héritage en ligne collatérale partiellement jusqu'au cousin germain inclusivement, totalement au delà. Le père de famille conserverait du reste le droit de tester comme aujourd'hui. Les héritages *ab intestat*, tombés en déshérence, reviendraient à l'État, qui en disposerait dans des conditions à étudier. Ce serait un moyen de payer toute la dette publique et de supprimer les impôts, c'est-à-dire d'anéantir du coup la source principale des plus grandes injustices sociales, l'un des plus grands obstacles à l'activité et en revanche d'encourager bien des œuvres utiles. Un projet de loi dans ce sens a été déposé il y a quelques années.

Le point suivant concerne ceux qui, au cours de la lutte et avant qu'elle ait donné ses effets, sont obligés de la suspendre sinon d'y renoncer sans qu'il y ait aucune faute de leur part. Nous voulons parler des malades, des blessés et des aliénés indigents. Pour ces derniers le doute n'est pas possible; en sus de la question de pitié, il y a celle de la défense sociale; les aliénés ne peuvent pas, le plus souvent, être abandonnés à eux-mêmes : Vacher en est la preuve entre mille. Pour les premiers la société, à défaut encore d'associations particulières, doit avoir ses hôpitaux pour les maladies et les blessures susceptibles de guérison, ses hospices pour les incurables. Mais ici déjà apparaissent les abus qu'il importe d'éviter. Les individus savent qu'ils seront secourus, ils perdent le souci du lendemain, sont moins stimulés par la nécessité, ils travaillent au jour le jour et n'épargnent pas, objection que nous allons retrouver dans les cas suivants qui concernent les résultats mêmes de la lutte.

Si ces résultats n'étaient que des besoins plus ou moins largement satisfaits, un confort modeste ou luxueux, une situation sociale moyenne ou élevée, tout serait pour le mieux; ce serait la justice individuelle ou physiologique telle que nous l'avons dépeinte, chacun recueillant les effets de ses efforts. Si encore il n'y avait que des misères simplement au-dessous de la moyenne d'existence désirable, mais il y a des misères noires parfois épouvantables devant lesquelles l'abstention est impossible. Beaucoup, il est vrai, ne peuvent imputer cette misère qu'à eux-mêmes, beaucoup ne succombent qu'à la mauvaise chance, à des efforts mal dirigés, aux mauvaises conditions du début et ultérieurement à un excès de famille; mais beaucoup aussi ont manqué d'énergie, n'ont jamais lutté sérieusement et sont coupables.

Assistance. — La question du paupérisme entendu au sens large se pose donc. Elle a été étudiée partout, notamment en Angleterre par la méthode expérimentale de 1531 à 1871; la période de 1783 à 1834 y est particulièrement instructive; ce ne sont pas des théories, mais des faits. Il en résulte que le paupérisme augmente ou diminue en raison des secours qu'on lui apporte; que ces secours habituent l'individu à ne pas compter sur lui seul, qu'ils lui enlèvent le stimulant au travail, le désir de se faire une situation meilleure, le sens de sa force, de sa dignité et de son indépendance, le goût de la famille. Plus l'homme est secouru et plus son moral s'abaisse; plus il est abandonné à lui-même et plus il réagit et se relève. Les effets s'en font sentir jusque dans les phénomènes économiques, au détriment de la société en masse. Lorsque j'aborderai à une époque ultérieure l'influence

des circonstances, des milieux, des lois et de l'éducation sur les caractères physiologiques non des races mais des peuples, j'aurai des exemples remarquables à citer. Suivant la façon dont une société se comporte vis-à-vis de cette portion si large de la population comprise sous le nom d'indigents, certains traits du caractère national peuvent se transformer. Il est vrai que la manière de distribuer les secours a quelque influence[1]. En Angleterre, le principe même des secours officiels est condamné quoiqu'on continue à l'appliquer. Les secours dans les rues à des inconnus qui tendent la main sont désastreux. Les secours à domicile, surtout pécuniaires, ne donnent que de mauvais résultats et tendent à être entièrement supprimés. Les secours continus chez des indigents valides sont mauvais aussi. En revanche les *workhouses*, c'est-à-dire les refuges avec travail obligatoire, sont jugés excellents non par ceux qui en usent et en ont horreur, mais par les gens éclairés et indépendants qui constatent les bons effets de cette salutaire horreur.

Les indigents susceptibles d'être secourus, se divisent, après avoir mis de côté les blessés, malades et aliénés de tout à l'heure, en deux catégories :

1° Ceux que l'on appelle les pauvres honteux, ceux qui ont lutté avec persistance, honorablement et ont été vaincus. Ils ne demandent qu'à la dernière extrémité, sans insister et en rougissant; ils souffrent silencieusement, et iront jusqu'au suicide parfois. Il faut aller les trouver; c'est à eux que la charité privée doit songer.

2° Ceux qu'on a appelés les pauvres professionnels, c'est-à-dire les imprévoyants, les fainéants, les vicieux,

1. Émile Chevallier, *La loi sur les pauvres et la société anglaise*, ouvrage couronné par l'Institut, Paris, 1895.

les vagabonds, travaillant le moins qu'ils peuvent, s'adressant sans cesse à l'administration, cherchant à la tromper, l'exploitant et tendant la main aux passants.

Étant admis que l'assistance officielle est un mal nécessaire, pour le moins transitoire, cette distinction implique de la part de celle-ci une enquête sérieuse sur la situation de tout individu demandant ou signalé comme indigent, sur ses mœurs, ses antécédents, les motifs qui l'ont amené à sa situation actuelle. Ce qui conduit à dire que tout membre de la société devrait être pourvu d'un livret énumérant son état civil, les conditions dans lesquelles il a été élevé, l'éducation qu'il a reçue, ses divers domiciles, ses occupations successives. Il n'y a rien de plus simple. En mainte circonstance l'administration, à tous les étages de la société, demande un certificat de bonnes vie et mœurs, un certificat de vaccine, l'extrait d'un casier judiciaire souvent vide. Pourquoi chacun n'aurait-il pas devers lui, outre son état civil, ces divers renseignements et quelques autres sur un livret qui lui serait utile en vingt circonstances, entre autres si jamais il a besoin de recourir à l'assistance? On criera à la tyrannie. L'individu n'aime pas à rendre compte de ses actes passés, il ne veut pas qu'on sache comment il a combattu et par quelles péripéties il a passé. C'est une idée fausse. Il faudrait au contraire que chacun s'habitue à marcher la tête haute, en pleine lumière, à ne pas dissimuler ses débuts modestes, les phases difficiles qu'il a traversées, à ne rougir que de ses actes répréhensibles et à subir les conséquences de ceux-ci. Ce serait une manière de diminuer le nombre de ces actes et d'obliger à la droiture. A chacun suivant ses œuvres. Ce ne serait pas en tout cas à celui qui, au jour de la

nécessité, tirerait un profit de ce livret à s'en plaindre. De toutes manières la société en obtiendrait, avec le temps, les meilleurs effets.

Il va sans dire que, dans le cas d'urgence, sauf à se tromper, un premier secours pourra être accordé sans enquête à domicile ou dans un refuge de passage. Mais, dès que la demande se répète, que le secours se prolonge et surtout qu'il s'agit d'un internement, l'enquête est indispensable. En ce qui concerne les asiles permanents il devra y en avoir de deux sortes : les uns pour les pauvres honorables, dans lesquels la vie sera très simple, mais convenable et laissant à l'interné quelques jouissances modestes; les autres pour les pauvres professionnels, dans lesquels la vie sera soumise à une discipline sévère, saine, mais sans confort. Pour les premiers ce doit être une consolation, pour les seconds une punition non recherchée, une correction qu'on préfère éviter et dont on rougit, une marque d'infamie.

Il va sans dire aussi que les commissaires-enquêteurs auront une mesure différente pour les hommes et les femmes. Nous ne parlons pas des enfants, qui rentrent dans le groupe indiqué tout à l'heure, qui demandent à être largement protégés et qui ont droit à l'indulgence la plus grande. La situation de la femme dans la société est toute différente en effet de celle de l'homme. L'homme est fait pour travailler, avoir une compagne et des enfants. Tant qu'il est célibataire son travail est largement rémunérateur dans n'importe quelle société. La difficulté ne se présente que lorsqu'il est tenu d'avoir soin de sa femme, puis de ses enfants. D'où la règle d'être aussi sévère pour les célibataires qu'on peut être indulgent pour les pères de famille. La femme, au contraire, est

faite pour être aidée, mais le jour seulement où elle se marie et a des enfants. Entre sa majorité et son mariage elle doit se suffire à elle-même. Pendant le mariage, durant les loisirs que lui laisse le soin des enfants, elle peut aider son mari. Mais si elle perd celui-ci, ses enfants deviennent un lourd fardeau. Il faut donc qu'elle sache travailler, qu'elle ait une profession et qu'elle soit préparée à la lutte. Toutefois la femme n'a pas les ressources de l'homme, elle a plus de sentiment, autant de raison quoique d'une nature moins élevée, moins d'égoïsme, ce qui est une cause de faiblesse, et moins de force musculaire, moins de résistance nerveuse cérébro-spinale et souvent des troubles tenant à ses fonctions organiques propres qui sont une grande défaveur pour elle. De plus, la société a empiriquement établi, au détriment de la femme, une infériorité excessive; son travail est réputé d'une valeur moindre, la rémunération en est plus faible, peut-être il est vrai parce qu'il est moins demandé. La situation de la femme en face de l'assistance publique est donc très spéciale. On juge les enfants abandonnés dignes de protection, la femme qui a perdu son soutien, son mari, s'en rapproche beaucoup.

Un point qui ne saurait être discuté c'est qu'en toutes circonstances, même lorsque le secours sera d'un jour ou deux, le travail sera imposé à tous les secourus valides dans les refuges de passage et les asiles : 1° parce que l'État a l'obligation de se rembourser autant que possible de ses frais et par conséquent de les faire moins supporter aux contribuables; 2° parce que l'assistance n'est un droit pour personne et que tout service rendu doit être payé lorsque l'individu le peut; 3° parce que l'oisiveté est une source d'ennui et la mère de tous les vices.

Inutile d'ajouter que l'assistance implique pour l'individu une déchéance. Par conséquent, le secours passager mis de côté, toute personne vivant de la charité publique doit être privée de ses droits politiques. Ne payant pas sa part personnelle fixe de la contribution générale aux dépenses de l'État, cette conséquence va de soi.

Il n'est question jusqu'ici que de l'assistance officielle. En face se dresse l'assistance privée que nous voyons chaque jour, en France, se développer de plus en plus et qui, en Angleterre, a une extension plus grande encore. Les heureux du jour se rendent compte qu'ayant été favorisés du sort ou ayant réussi dans la lutte c'est à eux qu'appartient le devoir de tendre la main aux vaincus et de les soulager en proportion de leur fortune. Elle se fait directement par les individus ou par des associations ayant chacune quelque objectif propre. Elle se traduit par des secours à domicile qui ne devraient jamais être en espèces, mais en objets utiles, aliments, vêtements, literie ; ou par des fondations d'hôpitaux, d'hospices, d'asiles, de refuges, de soupes, etc. Chose bizarre, mais rationnelle : la charité privée se porte peu sur les catégories dont l'assistance officielle se charge et que l'on considère comme une obligation pour elle. De là l'une des différences entre Paris et Londres. A Paris, où l'assistance est centralisée et officielle, il y a très peu de fondations d'hospices, tandis qu'à Londres la presque totalité des établissements du même genre sont dus à l'initiative privée. Il en résulte que, pour aboutir à ce qui serait désirable, l'assistance presque entièrement laissée à la charité privée, l'État n'a qu'à intervenir de moins en moins et à faire sentir au public les lacunes. L'une des formes déplorables de l'assistance privée est la charité

sur la voie publique à des mendiants le plus généralement professionnels dont on ignore la vie et les usages qu'ils feront de l'aumône reçue. La charité à ceux qui, plus hardis, viennent demander dans les appartements est du même ordre. La voie dans laquelle se dirige le plus aisément la charité privée et où l'on pourrait le mieux l'encourager est celle de la protection de l'enfance, puis de la femme; les malades viennent ensuite [1].

Résumons-nous. Avant la lutte, la société, directement ou indirectement, doit se charger des infirmes sans famille ou indigents qui ne peuvent y prendre part. Elle doit préparer les enfants sans famille ou n'ayant qu'une famille incapable ou trop indigente pour s'en charger. Elle peut recueillir passagèrement ou définitivement ceux qui ne peuvent continuer la lutte pour des motifs indépendants de leur conduite. Elle peut secourir ou recueillir définitivement ceux qui ont honorablement combattu. Quant aux autres, à ceux qui ne font qu'expier leur mauvaise conduite, elle peut encore les secourir et les recueillir, mais dans des conditions telles que ce soit une punition. Dans ces quatre cas, la fonction que se donne l'État est purement facultative. Dans les sociétés où l'individu conserve toutes ses libertés nécessaires il doit en subir les bonnes comme les mauvaises conséquences. Il n'a aucun droit à l'assistance. Si la société, sortant de sa neutralité stricte, intervient dans le cours de la lutte ou après; si même avant la lutte elle intervient pour écarter les infirmes, c'est par compassion, parce qu'elle présume avoir l'approbation de tous ses administrés, afin de donner l'exemple à la charité privée et

1. Voir annexe C, à la fin du volume.

enfin parce qu'elle y voit un intérêt général. Certains genres d'assistance lui sont même prescrits : ceux qui concernent la défense générale intérieure, les aliénés et les vagabonds de profession [1]. Quant aux enfants sans famille qu'elle prend en tutelle c'est bien une question de compassion, mais aussi une question d'intérêt social bien entendu. Dans un instant nous parlerons des vieillards. « L'action de la charité, conclut M. Chevallier dans son très remarquable ouvrage, est bienfaisante; elle n'a de comparable que le mal qu'elle produit. »

Passons à une autre fonction facultative dont nous avons déjà examiné les conditions dans l'avant-dernier chapitre.

Protection contre soi. — L'État, qui est chargé des intérêts généraux, qui embrasse d'un coup d'œil les besoins et les défectuosités de ses administrés, qui, à son corps défendant, il est vrai, se décide à accepter le service de l'assistance publique, ne peut-il aller plus loin et défendre les individus contre les dangers inhérents à leur organisation, qu'ils ignorent souvent et ne peuvent donc conjurer?

Il est entendu que les individus ayant le plein exercice de leurs libertés et se refusant à toute immixtion dans leurs affaires privées n'ont rien à réclamer, sont responsables d'eux-mêmes et doivent supporter les effets de cette responsabilité. Mais il n'en est pas moins qu'une vérité domine le tout, c'est qu'ils sont inégalement forts et intelligents, quelques-uns capables mais un grand

1. Nous nous étonnons que les vagabonds valides, invétérés, en état de récidive, ne soient pas transportés d'office dans l'une de nos colonies, sauf bien entendu à leur demander le travail nécessaire pour payer les frais de leur transport et les outils qu'on leur avancerait. On leur donnerait le terrain gratuit et on leur ferait construire les routes à ouvrir.

nombre incapables de comprendre la portée de leurs actes. C'est la faute de la nature et la société s'incline, mais n'y a-t-il pas des exceptions à faire, des catégories de conduite à suivre? La société n'est pas une famille et l'État n'est pas un père; elle n'est pas non plus une société d'assurance mutuelle. Et cependant elle a pour rôle de protéger les individus. Pourquoi cette protection ne s'étendrait-elle pas aux dangers inhérents à eux-mêmes? Nous venons de voir que la société doit veiller à l'équité de la lutte et faire tout le possible pour que chacun y soit préparé et que ceux qui ne peuvent combattre en soient écartés. Nous reconnaissions ainsi qu'il était légitime que l'État mette à la disposition de ses administrés des officiers civils, des notaires entre autres, compétents sur les lois et la rédaction des contrats afin qu'il n'y ait nulle surprise provenant de l'ignorance des individus. Évidemment ces conseillers sont inutiles à beaucoup, mais la majorité y trouve une sécurité; elle n'est pas forcée de s'adresser à eux mais elle le peut. C'est un exemple de la défense de l'individu contre lui-même.

Sur cette même pente, nous admettrions que les individus doivent être défendus contre les constructeurs auxquels ils se fient souvent aveuglément et qui peuvent leur bâtir une maison sujette à s'effondrer, contre les ingénieurs construisant un pont qui s'écroulera, contre un capitaine de transatlantique qui les fera sombrer. De même faut-il admettre des médecins dont les connaissances soient certifiées ou des pharmaciens que l'État dise capables de leur livrer des médicaments sans les empoisonner. Aujourd'hui que le charlatanisme et la réclame se glissent partout dans des proportions gigan-

tesques, qu'on juge un homme à sa pose, au tapage qu'il fait, à ses succès de plus ou moins bon aloi, il semble indispensable qu'un certain nombre de professions, dont l'exercice peut avoir des conséquences graves, soient régulièrement diplômées ou brevetées par l'État. La profession n'en pourrait pas moins rester libre si le courant des idées l'exige. Il y aurait ceux recommandés par l'État sous sa responsabilité et les indépendants. Si le public préfère ceux-ci : les rebouteurs et somnambules par exemple, il le peut; ce sera à ses risques et périls. Mais l'État aura rempli son rôle tutélaire.

L'utilité, nous ne disons pas la nécessité ou l'obligation, de défendre l'ignorance et la sottise humaine contre elle-même étant admise, nous devons nous demander si l'État peut faire un pas de plus et être utile encore à ses membres d'autres manières, soit en les poussant dans certaines voies, à une certaine conduite qui leur sera plus avantageuse et leur donnera plus de satisfaction, soit en développant chez eux certaines qualités et obtenant certains perfectionnements dont ils se trouveront bien. Toutes nos conclusions précédentes, tirées de la connaissance de l'évolution empirique des sociétés qui s'est si mal faite, n'a pas conduit à la répartition approximativement égale du bonheur et, n'a pas réussi à changer notre nature animale et à l'adapter à la vie sociale que l'homme a choisie, ne laissent aucun doute sur la réponse. En ce qui concerne la personnalité de l'État moderne, nous avons vu que, dans son propre intérêt, c'est-à-dire de celui de la masse des individus pour lesquels il travaille, aussi bien que dans l'intérêt particulier de ces individus, sa fonction est de favoriser le jeu des facultés de tous afin qu'ils en

tirent le meilleur parti et en obtiennent le plus d'effet. Nous avons vu aussi que cet État gère les intérêts de la génération présente mais qu'il a aussi à se préoccuper des générations suivantes auxquelles il doit transmettre le patrimoine qu'il a reçu, agrandi s'il est possible; à ces deux points de vue il doit considérer les individus comme des instruments de travail, des valeurs qu'il doit accroître. D'où, de sa part, le droit et le devoir d'améliorer ses membres en vue du but à atteindre, aussi désirable pour les individus présents que pour leurs fils et petits-fils. Voyons dans quelle voie il doit les pousser, quelles qualités il peut leur donner.

Il y a ici deux points de vue : celui de l'État ou de l'intérêt général et celui des individus. Aucune incertitude sur le premier. L'État désire le maximum d'activité, d'initiative, de résolution; il préconise forcément le *go head* de la race anglo-saxonne et désire que chacun se lance dans la mêlée, ne reculant ni devant les échecs, ni devant la mort, risquant beaucoup et parfois tout pour recueillir le maximum. Qu'en résulte-t-il? Une surproduction dont personne n'a à se plaindre si elle s'accompagne d'une répartition équitable, un abaissement des denrées, une élévation des salaires, un pouvoir d'achat partout accru, un ballottement général des situations, les uns s'élevant, les autres s'abaissant, la fortune passant de main en main et ayant plus de probabilités de s'arrêter aux plus habiles, à ceux qui se sont donné le plus de peine, qui ont le mieux combattu. En revanche, il est vrai, il y a plus de vaincus de toutes sortes, les uns plus complètement. Plus la lutte est ardente, et jamais elle ne l'a été autant qu'au jour actuel, plus elle est poussée à fond et plus la distance qui sépare vainqueurs et vaincus

devient grande. Ainsi, aux États-Unis, où les fortunes gigantesques sont communes tandis que la misère est aussi noire que dans les autres pays. De grandes victoires, mais aussi de grandes défaites. Ce qui conduit, quoique ce soit contraire au principe de la neutralité en face de cette lutte, à la pratique de l'assistance officielle ou privée dont nous avons parlé. Malgré ce revers de la médaille, l'État doit pousser à l'activité qui est le moyen d'accroître la richesse générale et en même temps de développer les facultés productrices de tous et d'avancer dans la voie du progrès.

L'État favorisera donc toute initiative particulière, toute association en vue de multiplier par l'union les forces individuelles, toute association en vue des travaux d'utilité publique dont il a la responsabilité, mais de l'exécution directe desquels il doit se décharger le plus possible, toute association le suppléant dans l'une de ces fonctions facultatives dont nous avons parlé et dont nous parlerons encore.

Le second point de vue est celui des individus. Leur objectif à eux est de travailler pendant le temps où ils le peuvent, où ils sont forts, pour se reposer lorsque l'âge et les infirmités sont venus, et n'être à la charge de personne. C'est d'assurer leur indépendance du lendemain tout en remplissant leurs devoirs vis-à-vis de leur femme et de leurs enfants. Or le système du *go head* implique l'imprévoyance, l'imprudence, un défi à la chance, le tout ou rien. Il est l'inverse de ce qu'on appelle « un placement de père de famille » et qui consiste à se réserver, pour me servir encore d'une locution populaire, « une poire pour la soif », c'est dire qu'en face de l'esprit d'entreprise séculaire des races blondes, il y a l'épargne si

caractéristique des races celtiques (ou brachycéphales d'Europe) dont le peuple français est sans doute le représentant le moins mélangé.

Prévoyance. — L'épargne se présente sous deux formes. La première est celle d'une maison, d'un jardin, d'un champ que l'on acquiert et augmente peu à peu avec ses économies. C'est la petite propriété qui existe à peine en Angleterre et qui est si développée en France. Elle est la consécration de la famille et la sécurité pour les vieux jours. Avec peu on y vit, on y coule une existence heureuse et l'on ignore les *workhouses* et autres genres d'asiles. Ainsi nous ne saurions trop approuver l'idée nouvelle du *home stead*, favorisant ce genre d'épargne, donnant le goût de la stabilité et sanctionnant l'idée de patrie. La seconde forme est celle d'une retenue hebdomadaire mensuelle ou annuelle sur son salaire ou ses bénéfices. Elle revêt aujourd'hui une foule de formes : celle de dépôts pécuniaires restant disponibles, produisant l'intérêt ordinaire et que l'on retire les jours de chômage ou dans un besoin urgent; celle de dépôts sans intérêt assurant une somme à l'époque où les filles ont besoin d'une dot, et les garçons d'un petit capital pour commencer la lutte, au moment de la vie où l'on juge être moins en état de travailler, ou, après sa mort, pour sa famille abandonnée à ses propres ressources; celle enfin d'une pension viagère ou d'une retraite réversible en tout ou en partie sur les siens. Rien n'est plus sage. C'est la tranquillité morale de l'individu, la sécurité du lendemain. Ce n'est certes pas la fortune comme parfois on l'obtient par le procédé du *go head*, ce peut n'être qu'une situation très modeste, mais c'est la certitude de pouvoir toujours marcher la tête haute et de n'avoir jamais à tendre la main.

Si, précédemment, je n'ai pas compris les vieillards dans mes paragraphes sur l'assistance, c'est que je considère que tout homme doit avoir la prévoyance de l'avenir. On jugeait jadis les rois d'Égypte après la mort. Ici le jugement est avant; le recours d'un vieillard à l'assistance est, hors les cas d'infirmités prématurées, la punition naturelle d'une vie mal conduite. On les secourra parce qu'on ne peut les laisser mourir, mais rien de plus. Que la charité publique ait pitié d'eux, c'est son droit, mais la charité officielle doit les regarder d'un œil sec. D'ailleurs le soin des vieillards, quels qu'ils soient, incombe aux fils. Ceux-ci ont été élevés et préparés à la lutte par eux, ils leur doivent en retour des soins équivalents; ils leur doivent même, si la misère est de leur faute, l'indulgence et la bienveillance. Si l'altruisme n'existait pas de la part d'un fils, ce serait à désespérer de l'humanité. L'honneur d'un père consiste pardessus tout à ne pas être à la charge de ses enfants ou de la charité publique dans ses vieux jours; l'honneur d'un fils est de supporter dans l'adversité comme dans le bonheur ceux dont il est issu. Le fils hérite des avantages que son père lui laisse, il est solidaire des désavantages aussi.

Ici revient la question du rôle de l'État vis-à-vis de l'épargne. Elle est très simple. D'une part l'épargne ne peut lui être agréable : elle profite à l'individu et non à lui, elle dispense celui-ci de la suractivité qu'il eût mise à faire fructifier personnellement ses capitaux. De l'autre, elle convient à l'État parce qu'elle le libère du souci de l'assistance. Après tout ces capitaux mis de côté ne sont pas improductifs dans l'état actuel des choses; ils restent dans la circulation générale. Somme toute, l'État peut

encourager les combinaisons et les associations commerciales qui concernent l'épargne. Mais jamais il ne doit se faire assureur lui-même; ce serait faire concurrence aux particuliers et se préparer des complications fiscales qui, à un moment donné, pourraient prendre les proportions les plus embarrassantes. Ces encouragements ne doivent d'ailleurs être que momentanés et jamais au point de favoriser une catégorie de population aux dépens des autres.

Il est un mode de prévoyance ou d'épargne qui tend aujourd'hui à prendre une grande extension : les associations d'assurance mutuelle contre le chômage, la maladie et la vieillesse, les trois, ou l'une en particulier de ces redoutables occurrences, toujours suspendues sur la tête des travailleurs. Elles ont commencé en Angleterre après 1834, furent la conséquence de la réglementation nouvelle sévère apportée à l'assistance officielle et se sont multipliées peu à peu, en raison de la répulsion que les *workhouses* inspiraient aux ouvriers surtout des villes. Sous le nom de *trade unions* et de sociétés amicales elles s'associent ou non à la défense des intérêts professionnels. On leur reproche de ne pas comprendre dans leurs prévisions les femmes et les enfants. Les sociétés de secours mutuels sont excellentes mais à la condition qu'elles soient abandonnées à elles-mêmes, que l'État ne les subventionne pas et ne fasse pas d'elles une forme déguisée d'assistance officielle. Toutefois il doit en favoriser le développement et s'il les encourage pécuniairement ce ne doit être que d'une façon très restreinte, pour un temps très court et sans s'engager formellement.

Nous l'avons vingt fois dit : toute intervention de l'État

dans les affaires personnelles des particuliers est un dissolvant. Elle habitue l'individu à ne plus se sentir responsable, à rechercher sans cesse une protection, à ne voir dans l'État qu'une caisse ouverte dans laquelle chacun puise. Elle prépare peu à peu la déchéance de l'individu et par suite de la société. L'État doit travailler à rehausser l'individu, à lui donner le sentiment de sa force et non à l'amoindrir. L'accabler d'interventions et de protections c'est admettre qu'il n'est pas digne de la liberté. Qu'il élargisse au contraire l'horizon des citoyens, qu'il leur fasse comprendre les lois économiques auxquelles ils ne peuvent se soustraire, qu'il les engage à se suffire à eux-mêmes, à recourir à toutes les formes d'association qui multiplient sa force et mettent en échec les conditions défavorables de la vie sociale : sociétés de consommation par lesquelles on supprime les intermédiaires, sociétés de production où l'on jouit en commun d'un outillage dispendieux, sociétés de circulation, sociétés coopératives et en participation. Qu'on lui donne l'éducation telle que nous allons le dire, qu'on lui apprenne à voir et à penser juste, à comprendre son intérêt bien entendu tel que l'entendait Bentham, à vaincre sa nature animale, à avoir les rapports les plus altruistes les uns avec les autres. Voilà la fonction de l'État, si évidente, concluons-nous, que nous serions tenté de la ranger avec les fonctions obligatoires.

Une fonction autre de l'État en découle qui, sans être essentielle, ne peut lui être contestée : celle d'encourager les esprits dans la voie intellectuelle, aussi bien pour les plaisirs purs, réconfortants et reposants qu'elle procure que pour la souveraineté qu'elle donne, absolue sur le monde animal, considérable sur la nature. Nous voulons

parler de l'impulsion aux sciences, aux arts et aux lettres. Aux sciences, d'abord parce qu'elles nous sont utiles, que la civilisation n'a réellement pris son essor que par elles et que nous lui devons les meilleurs progrès dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, dans la défense nationale, dans l'art de vivre en société; ensuite parce qu'elles sont pour l'homme une source infinie de jouissances, qu'elles grandissent son envergure et lui permettent orgueilleusement de s'écrier *quò non ascendam*. Aux arts et aux letires parce que, tout en ayant aussi leur côté utilitaire, elles embellissent la vie, touchent les sens et font vibrer ce qu'il y a de plus idéal dans quelque domaine que ce soit, le sentiment esthétique.

Nous arrivons ainsi au point capital : aux qualités les plus nécessaires pour vivre en société, pour tenir vis-à-vis de ses semblables la conduite la plus conforme à la fois à l'utilité et au sentiment, pour conserver à la lutte son caractère honnête, loyal et courtois; et aux mœurs répondant le mieux à ces *desiderata* en même temps qu'aux conditions inéluctables de la vie sociale. L'intérêt de tous est incontestable. Mais pour atteindre ces qualités, obtenir cette conduite, ces mœurs, c'est-à-dire transformer la nature animale de l'homme en une nature sociale, car tout est là, il faut toucher aux individus, les diriger, les modeler presque à leur insu et attenter en quelque sorte à leur personnalité intime. Ce qui nous amène à parler de l'éducation.

Mais auparavant séparons-en l'instruction qui ne doit pas être confondue avec elle. L'éducation forme le caractère, dresse l'individu, lui donne les qualités morales qu'exige la vie sociale. L'instruction le prépare à la lutte qu'il livrera à sa majorité, lui donne le bagage scien-

tifique et professionnel dont il aura alors besoin, lui fournit les armes offensives qui augmenteront sa puissance et lui permettront le mieux de se faire à lui-même sa position et son bonheur.

Instruction. — Sa convenance est à considérer au double point de vue de l'individu et de l'État. Pour le premier, elle rentre dans la catégorie de ses affaires personnelles auxquelles l'État n'a rien à voir et qu'il règle et conduit à sa guise. L'individu a quatre sortes de devoirs : envers lui-même, envers sa famille, envers ses semblables et envers l'État. Les premiers, d'ordre physiologique, ne regardent que lui, il s'appartient, il peut se faire du bien ou du mal, prendre des aliments qui altèrent sa santé, se suicider même, entendre son honneur et sa dignité comme bon lui semble; la justice physiologique est là qui le punit ou le récompense. Les devoirs envers sa compagne, nous n'en parlons pas. Les devoirs envers ses enfants se présentent dans des conditions à part. Ici la justice physiologique fait défaut; le père ne supporte pas les conséquences de ses fautes à leur égard tandis qu'eux supportent les conséquences des fautes de leur père. Jadis celui-ci avait le droit de vie ou de mort sur eux, aujourd'hui dans certaines limites il répond d'eux devant l'État. Les enfants sont regardés comme des individus déjà, membres de la communauté et comme tels devant être protégés. De là une première raison pour que l'État intervienne lorsque le père ne remplit pas ses devoirs ou en est incapable pour une raison ou une autre. En second lieu, l'État, étant le gardien des conditions d'équité dans lesquelles le combat s'engage chez l'adulte, est tenu d'en écarter ceux qui n'y sont pas préparés et, à défaut de ceux qui en ont la

charge, de les préparer lui-même. En troisième lieu, l'État, en tant que gérant des intérêts généraux, est tenu de ne pas perdre de vue que tout individu est une valeur économique dont tous profiteront à la condition qu'on ne la laisse pas se perdre et qu'on la développe. D'où le principe contemporain, dans la plupart des nations civilisées, que l'État doit se charger de l'instruction préparatoire de tous les enfants sans parents ou tuteur, ou à l'égard desquels ceux-ci, par incapacité ou indigence, ne remplissent pas leurs devoirs. Ce n'est pas une fonction obligatoire, mais une extension rationnelle du sens à donner aux mots intérêts généraux communs[1].

Je ne dirai rien de l'instruction des tout jeunes de trois à six ans, à domicile ou dans des écoles dites maternelles pour les premières notions de lecture et d'écriture. Le premier degré officiel dans notre pays est dit primaire et s'étend de six à treize ans inclusivement, douze par anticipation. L'horizon de l'enseignement s'y élève en trois ou quatre étapes et se préoccupe déjà de la direction professionnelle, même manuelle, que l'enfant prendra ensuite. Garçons et filles, pauvres et riches, à domicile sous l'œil des parents, dans des écoles particulières au choix de ceux-ci, ou dans les écoles communales, aucun n'y échappe. De onze à treize ans, tous en France doivent posséder leur certificat de sortie. Il y a quelques années, il eût été bon de faire de celui-ci la

1. Si l'on compare ces pages sur l'instruction ici et dans l'édition anglaise, on verra qu'elles sont refaites, mais que les idées sont identiques. Dans l'intervalle, en effet, j'ai étudié nos lois sur le sujet, visité diverses écoles de la ville de Paris et constaté avec une certaine satisfaction que mes idées étaient précisément, sur toute la ligne, celles que la France applique depuis Jules Ferry. J'ai donc simplement dit ce qui existe.

condition première du droit d'électeur, à présent ce serait sans motif, aucun ne se présente à la conscription qui en soit dépourvu. C'est une œuvre gigantesque et qui fait le plus grand honneur à la troisième république française. Les lois comme la pratique laissent peu à désirer à cet égard, aucun père récalcitrant ne peut passer entre les mailles. Assurément, cette instruction a éveillé bien des convoitises, on s'imagine qu'avec elle toutes les portes sont ouvertes, qu'on peut renoncer aux professions manuelles. C'est un moment à passer. Le résultat est obtenu qui est d'éveiller les capacités, de les classer et de montrer aux pères assistés de l'instituteur et de l'inspecteur les voies dans lesquelles ils doivent continuer.

La seconde étape est celle de l'enseignement secondaire ou professionnel. Ici l'obligation cesse pour le père de famille, mais les choses s'arrangent de telle façon qu'il se trouve moralement contraint de continuer la préparation de ses enfants et pour le moins de leur donner un métier personnel avec lequel ils puissent toujours se tirer d'affaire. Les directions à suivre, les choix sont nombreux. Il y a tout d'abord la pratique manuelle, spécialement des filles, toujours permise sous les yeux des parents ou chez un patron dans des conditions très surveillées par la loi; puis des cours du soir, dits d'adultes, afin de compléter les connaissances théoriques dans la voie adoptée; ou bien des écoles dites primaires supérieures jusqu'à seize ans, des écoles d'apprentissage, des écoles professionnelles de spécialité et de degrés divers, des écoles des arts pratiques; enfin des collèges et leurs divisions pour lettres, sciences physiques et mathématiques ou sciences naturelles con-

duisant à l'obtention de brevets, de diplômes professionnels supérieurs. Des examens et concours d'entrée, de sortie, de bifurcation, de passage d'un degré à l'autre sont le complément de cette multiplicité de voies en tous sens, répondant de la façon la plus complète au programme des obligations de la société, que nous exposions pages 291 et suivantes. Mais le vrai complément, c'est la part considérable en encouragements, subventions et bourses que l'État prend à l'œuvre, en faveur de ceux que la position de leurs parents laisserait à moitié chemin. Déjà, pour les plus jeunes, le conseil municipal de la ville de Paris a imaginé des cantines où, pour un prix réduit, les enfants ont leur repas de midi; il accorde même à certains des bourses de cantine gratuites. De même, dans l'enseignement secondaire et professionnel, l'État accorde-t-il non seulement des bourses de travail, d'étude, de voyage, mais aussi des bourses d'entretien, après concours. En sorte qu'aujourd'hui on peut réellement dire qu'en France chacun, ayant tant soit peu d'activité et de goût dans une direction quelconque, perce forcément et satisfait à la formule anglaise : *the right man in its right place*. Le nombre des bourses encore insuffisant est le seul reproche, mais comment le formuler lorsqu'on est si accablé par les dépenses improductives de la guerre!

Le troisième degré est l'instruction supérieure. Ici encore le père est entièrement libre, mais son propre intérêt et les facilités qui lui sont offertes le poussent à continuer l'œuvre commencée si les enfants montrent d'heureuses dispositions. Quant à l'État, il est le plus intéressé aux succès dans cette voie, c'est par elle que les variations et aptitudes individuelles les plus élevées

sur lesquelles nous avons insisté, se dégagent pour le plus grand profit de la société tout entière. L'industrie, le commerce, l'agriculture, la défense nationale, tout dépend des progrès de l'enseignement supérieur et des recherches se poursuivant dans ses laboratoires. Par conséquent les bourses et subventions de ce côté sont encore de l'argent bien placé. Pour recueillir, il faut semer.

CHAPITRE IV

Fonctions facultatives de l'État (*suite*). — Éducation. — Transformation du Moi animal en Moi social. — Rôle de la famille. — Commandements de la société. — Points d'appui : impératif catégorique, altruisme, etc.

L'éducation diffère de l'instruction essentiellement par ceci. L'instruction arme les individus pour la lutte afin de leur faire produire *économiquement* le maximum dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de tous. L'éducation adapte *moralement* les individus de façon que la lutte reste correcte et que les rapports sociaux n'en soient pas affectés. Pour plus de précision elle porte sur les mœurs, c'est-à-dire sur les habitudes individuelles de sentir, de penser et d'agir, indépendamment des avantages à en recueillir et des mesures coercitives édictées par les lois. Elle vise à transformer la nature humaine, à l'adapter aux exigences de la vie sociale sans amoindrir l'individualisme, ressort de toute activité et de tout progrès. Nous avons vu qu'il y a deux manières d'apprécier l'évolution sociale. Dans l'une, elle est considérée comme

devant toujours aboutir après des oscillations en bien et en mal au résultat le meilleur et, par conséquent, devoir être abandonnée au plein jeu naturel des individualités et des circonstances. C'est le système du *laisser faire*. Dans l'autre, elle est considérée comme très esclave des circonstances, très incertaine dans les résultats et par conséquent comme devant être dirigée vers le but à atteindre qui est le bonheur de tous réparti avec équité. C'est le système de l'intervention. Le seul fait de chercher à modifier par l'éducation les individus dans le sens que nous jugeons le meilleur est le renoncement au premier système. Ce qui nous ramène, à titre de préface du sujet, au Moi pivot de toute individualité, dont nous avons laissé la description incomplète, page 331.

Chez tout individu, avons-nous fait comprendre, la conduite est le résultat de trois facteurs. Le premier est le Moi par excellence, celui que tout animal possède et qui, chez l'homme armé du raisonnement, acquiert une haute autorité. Gardien physiologique de l'individu il ne s'inspire que de ses besoins et de sa satisfaction, leur rapporte tout et est l'incarnation de l'égoïsme; c'est le *Moi animal* que nous avons décrit sous des couleurs si sombres. Le second facteur est le produit des habitudes de sentir, de penser et d'agir qui se sont établies chez les ancêtres et ont été léguées à l'individu sous forme de prédispositions qui, en présence de conditions analogues à celles qui les ont engendrées, ne demandent qu'à se continuer et dès lors à peser sur les actes. C'est le *Moi ancestral acquis*. Le troisième facteur est le produit encore des habitudes, mais prises par l'individu même pendant son enfance et ultérieurement sous l'influence de l'éducation familiale, des camarades fréquentés ensuite,

des exemples qui ont passé sous les yeux, des façons de sentir et de penser que l'individu a adoptées, des idées qu'il s'est faites et des entraînements qui en sont résultés. C'est le *Moi individuel acquis*. Lui aussi pèse lourdement sur la conduite [1].

Le Moi animal livré à lui-même est tout-puissant, mais son intervention, comme il a été dit, n'est pas constante ; elle est éventuelle ; elle a lieu lorsque l'attention est suffisamment sollicitée et que le Moi prend tout son empire sur lui-même. Les deux autres Moi, ancestral et individuel acquis, entrent en jeu passivement au contraire : une excitation parvient au centre cérébral, les éveille et détermine par leur intermédiaire l'acte réflexe qu'elle a précédemment déjà produit. Les deux réunis méritent donc le titre d'inconscient par opposition avec le premier toujours conscient. Ils répondraient à ce que la philosophie allemande appelle l'*inconscient* si, sous ce nom, il ne fallait comprendre aussi les actes réflexes purement médullaires.

La conduite de l'individu dépend en somme, tantôt du

1. Je songe que je n'ai pas encore donné la définition du Moi de l'homme résultant de mes descriptions des pages 45 à 57 et 326 à 331.

Le cerveau étant considéré comme un vaste ganglion où s'élaborent les actes suscités par les impressions qui y parviennent, les sensations ou les idées qui s'y éveillent ou réveillent, le Moi est l'une des propriétés de ce ganglion analogue à d'autres qui y existent parallèlement, telles que l'irradiabilité des incitants conduisant à l'associabilité, la mémoire, l'auto-observation, le déterminisme, etc., l'une ou l'autre de ces propriétés ou facultés intervenant peu, beaucoup ou pas du tout suivant les dispositions du moment, la nature et l'intensité des provocations, etc.

Ma distinction de deux Moi, l'un naturel, l'autre acquis, est un peu factice : le premier étant le Moi se mêlant aux opérations, y prenant une part active, d'où les volitions, le second étant un Moi indolent, endormi, qui laisse les autres propriétés réagir comme elles en ont l'habitude ; d'où le laisser faire.

Moi animal, conscient, presque libre, tantôt du Moi provenant des habitudes ancestrales et individuelles, presque automatique. Avant de terminer remarquons une particularité de son mécanisme. L'excitation parvenant au cerveau et que le Moi conscient néglige n'y provoque pas nécessairement et seulement une réaction motrice, il peut n'éveiller que les sentiments et les idées en corrélation avec elle. A côté des actes automatiques d'origine cérébrale il y a donc des sentiments et des idées automatiques qui, de leur côté, peuvent exercer une influence sur la conduite. On comprend ainsi qu'en société se produisent si couramment des actes que celle-ci qualifie de bons ou de mauvais et qui peuvent être en désaccord complet avec l'intérêt immédiat du Moi vrai, libre et physiologique, qui se tait : par exemple des actes de désintéressement, de générosité, de dévouement.

Or ce Moi automatique, inconscient ou peu conscient, faisant échec au Moi conscient, distrait ou indifférent, nous savons comment il s'est créé chez les ancêtres et chez l'individu. Il n'y a qu'à imiter le procédé, à le gouverner, à le créer si nous le voulons. Le Moi physiologique et naturel est trop ancré dans la constitution de l'homme, il est la nature même de l'homme, sa première nature, il est difficile à modifier, mais le second, qui est artificiel, peut être façonné, adapté aux besoins de la société et devenir le *Moi social*, celui sur lequel l'éducation a prise. Les effets de cette éducation bien dirigée et avec suite se font sentir dès la présente génération, à plus forte raison sur les suivantes, surtout si l'hérédité la favorise et est, elle aussi, assistée.

De tout temps les politiques et les moralistes ont compris l'importance de premier ordre de l'éducation. Déjà

Platon, dans la *République*, porte toute son attention sur elle. A ses yeux le problème est celui-ci : fabriquer des hommes tels que l'intérêt social les exige. Après lui on s'en désintéresse, les choses suivent leur cours. Former les mœurs est la plus difficile de toutes les tâches. Voyons comment la concevoir.

Éducation. — Elle comprend cinq périodes : la première ou du nouveau-né finit avec la lactation ; la seconde, familiale par excellence, s'étend jusqu'à cinq ou six ans ; la troisième, demi-familiale, demi-extérieure dans laquelle l'enfant subit l'action de ses premiers camarades et rencontre les premières résistances ; la quatrième, de plus en plus extérieure, qui précède l'entrée dans la vie réelle ; la cinquième, où l'individu est en conflit permanent avec celle-ci.

Dans la première, le cerveau croît avec une rapidité extrême, c'est l'une des caractéristiques de l'espèce humaine ; il absorbe comme une éponge, il commence à se former. Réduit en naissant aux prédispositions latentes que lui ont léguées ses ancêtres, il reçoit du dehors ses premières excitations et voit naître ses premières volitions et sensations, celles qui persisteront ultérieurement avec le plus de ténacité et souvent tiendront tête avec avantage aux habitudes nouvelles qui se seront établies. Cette période dépend presque exclusivement de la mère ; le père n'y prend qu'une faible part. Le nouveau-né y ressemble à un petit animal répondant par sa phase ontogénique à une phase phylogénique très éloignée. Les premières impressions lui sont pénibles et donnent lieu à des réflexes purement médullaires. Les impressions accessoirement transmises au cerveau n'y produisent que des sensations obscures, vagues, sans effet.

L'enfant crie, s'agite, prend le sein comme la grenouille privée de ses hémisphères. Les impressions se répétant, surtout discrètes, son attention finit par s'éveiller; il regarde, ses propres mouvements l'étonnent, il en cherche la cause, s'aperçoit qu'il peut les changer et arrive à les diriger. La volonté est née, c'est-à-dire la connaissance du pouvoir que l'on a de commander à ses mouvements et l'exercice de ce pouvoir. Peu à peu il commandera à des actes plus compliqués, puis à ses sentiments et plus tard même aux opérations se passant dans son intellect. La volonté, pour ajouter un mot, s'affaiblit chez l'homme ou s'exalte par le non-usage ou l'usage comme toute faculté ou fonction. Elle s'engendre elle-même par le mécanisme que nous avons dit page 233. Je veux vouloir, se dit-on, et l'on veut. La liberté qui en dérive est dans le même cas; on est libre par cela même qu'on veut l'être, qu'on a la prétention de ne pas s'en imposer à soi-même et qu'on croit à sa liberté.

Revenons aux impressions du nouveau-né. Le monde extérieur qu'il ignorait lui est révélé par elles, il regarde étonné les objets comme tout à l'heure ses mouvements, il garde le souvenir de ce qu'il voit, il fait la distinction entre le non-Moi agréable ou désagréable et lui-même. Des sentiments naissent, positifs ou négatifs, qui, associés aux volitions constatées, complètent le sens de sa personnalité qui n'a plus qu'à grandir et s'enrichir. Le premier sentiment est naturellement celui de plaisir ou de déplaisir et, lorsqu'il a reconnu que les causes en sont extérieures, celui de sympathie et d'antipathie pour ce qui lui est agréable ou désagréable. C'est le point de départ de l'altruisme. L'enfant aime le sein qui lui donne son lait, sa mère qui lui sourit, le chat qui fait ron-ron.

Ne rencontrant généralement à cet âge que des visages bienveillants, le monde lui apparaît comme beau, tout lui plaît, tout l'y appelle, il tend ses petits bras, veut voir et toucher, son cœur déborde. Les petits enfants sont comme les chiens, ils devinent qui les aime et rendent la pareille. Ils sont aussi comme les sauvages : réflexes, violents, spontanés, mais bons pour ceux qui les traitent bien. Certes il y en a de méchants par hérédité, mais souvent aussi par la faute des parents qui ne savent pas exploiter leur bonne nature et qui les irritent. Rien de plus difficile, en effet, que d'élever des enfants, ainsi que le dit et le montre Herbert Spencer dans son livre sur *L'éducation*. La mère réussit parce qu'elle est tout dévouement, tout amour, qu'elle épie ses moindres désirs et, sans s'en douter, laisse la nature se développer d'elle-même en lui. Le père, qui raisonne et parfois a des systèmes, réussit moins : l'une obtient de l'amour, le second du respect et de l'obéissance.

Dans la seconde phase, les deux parents réunissent leurs efforts; le cerveau croît moins vite déjà mais est très malléable encore. Nous ne rappellerons pas la méthode d'éducation à suivre préconisée par H. Spencer et son disciple, Bernard Perez. Elle se résume ainsi : suivre les indications fournies par la nature, laisser l'enfant apprendre de lui-même ce que sont les conséquences naturelles de ses actes et les punitions ou récompenses qui en résultent, et discerner par conséquent le bien du mal. C'est parfait, si l'on veut faire de l'enfant un élève de la nature, une créature du type de celle qui a précédé l'état social. Mais c'est l'inverse qu'il faut, une créature préparée à la vie sociale qu'il mènera plus tard. L'enfant, beaucoup plus altruiste que l'adulte parce qu'il

ne s'est pas encore heurté aux circonstances qui affaiblissent ou étouffent l'altruisme, n'en est pas moins égoïste et volontaire. La genèse de ce sentiment, telle que nous l'avons dit, se suit aisément chez lui. Il aime par intérêt et ce n'est que plus tard, lorsque l'habitude de cet amour efface le mécanisme de son origine, qu'on peut dire qu'il est altruiste désintéressé, qu'il aime pour aimer.

Actuellement, alors que le terrain est vierge, ce qu'il faut lui enseigner, au contraire, c'est la répression de ses réflexes, la soumission aux choses qu'il ne peut diriger ou gouverner, l'obéissance à l'autorité paternelle, aux ordres de l'utilité desquels il ne peut être juge. Comment veut-on que plus tard il observe les règles sociales sans murmurer si on le prépare à n'admettre que les conséquences naturelles de ses actes personnels? Dès ses premiers pas, il sera froissé par les contradictions de ces lois sociales avec celles que la nature lui indique être plus conformes à son intérêt personnel.

J'énumère au hasard de la plume quelques-uns des préceptes, je ne dirai pas à lui inculquer, mais à semer dans son petit entendement : aimer sa mère, son père, ses frères et sœurs et tous ceux qui vous entourent. Être doux, indulgent, bienveillant, sans envie, ni jalousie, ni rancune. Ne jamais rendre le mal pour le mal. Partager la douleur des autres et se réjouir de leur bonheur, comme si c'était soi. Pardonner. Il n'y a ni supérieurs ni inférieurs, mais seulement des bons et des méchants, des heureux et des malheureux, des obéissants et des désobéissants, des studieux et des paresseux. Agir et même parler toujours ouvertement, plus tard il sera temps d'apporter une sourdine à cette qualité. Ne jamais

mentir, tenir sa parole, ne pas voler, restreindre ses désirs et ne pas s'abandonner sans réflexion à ses caprices. Ne pas penser qu'aux effets immédiats de ses actes, mais aussi à leurs effets éloignés, autrement dit être prévoyant. Faire à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fît et réciproquement. Il va sans dire que le premier objectif est de ne pas fausser dès le début le bon sens de l'enfant en éveillant en lui la superstition et la notion du surnaturel avec des histoires de croque-mitaine, de loup-garou, de bonnes et de mauvaises fées. Le Dieu de l'enfant c'est le père, sa providence c'est la mère. Les enfants ont de bonne heure un petit bon sens qui permet qu'on les raisonne. En répondant habilement à leurs pourquoi, on fait aisément pénétrer dans leur esprit une multitude d'idées nécessaires sans recourir à des hypothèses superflues. C'est chez eux que l'on voit le mieux la liaison entre la justice physiologique, seule vraie, la justice sociale et la conception philosophique d'une justice générale. Cette genèse y est curieuse à suivre.

La justice, avons-nous dit, est ce qui « est dû », le rapport attendu de cause à effet, le rapport logique entre les faits ou les actes et leurs conséquences naturelles. L'enfant touche la bougie et se brûle, il garde le souvenir de cette relation. On lui défend de recommencer. Il y revient, on le laisse faire, il se brûle à nouveau. Le châtiment s'est produit de lui-même. L'enfant se dit : « C'est ma faute, ça m'était dû, c'est juste ». C'est la justice relative que nous avons décrite sous les noms encore de physiologique, organique, individuelle. Elle donne à l'individu l'expérience de la conséquence de ses actes, donc de ce qui lui est permis et de ce qui lui est défendu sous peine de châtiment. Elle lui apprend qu'on est puni

lorsqu'on s'écarte de la règle prescrite et inversement qu'on est récompensé lorsqu'on lui obéit. De là ultérieurement à comprendre que la justice sociale est le rapport entre l'acte spécifié par les lois et le châtiment dû; puis à associer l'idée commune à ces deux justices, par une abstraction, il n'y a qu'un pas. Cette idée c'est celle d'une justice générale, c'est-à-dire toujours du rapport attendu entre les actes et leurs conséquences *dues* et dès lors reconnues légitimes (voir pages 349 et 387).

Les enfants, pour bien faire, devraient rester sous l'œil de leurs parents jusqu'à ce que leur caractère sensitif soit entièrement façonné. En aucun temps la perte des parents n'est aussi préjudiciable. C'est ce que les associations particulières et l'État ont parfaitement compris. Ils évitent les agglomérations où il suffit de quelques-uns pour gangrener toute une classe, et s'efforcent de les disperser dans des familles recommandables.

Et cependant un autre mode d'éducation leur est indispensable, tout d'abord d'une façon intermittente. Il faut qu'ils aient des petits camarades qui leur donnent un premier aperçu des différences entre le milieu extérieur et le milieu familial. L'instruction primaire les place en général dans les conditions requises une partie de la journée et est par conséquent excellente à la condition que les instituteurs et institutrices comprennent qu'ils ont à continuer l'éducation morale. L'enfant jeté ainsi au milieu de ses camarades apprend à faire des concessions, à restreindre ses désirs et sa volonté, à ne heurter personne, à ne pas opprimer les faibles s'il est bien surveillé, à céder à plus fort que lui. A cet âge l'enfant est bon, confiant, altruiste, très analogue à nos aïeux à l'état de nature avant que la société les ait changés. C'est

parfait, mais ces qualités pourraient devenir des défauts le lendemain; on ne saurait continuer à lui enseigner qu'il faut marcher toujours droit, ne pas taire parfois ses sentiments et ne pas mesurer son langage. Après le sentiment il faut former sa raison. Le problème est difficile. Faut-il pousser ces jeunes gens à l'observation exacte des choses, à leur interprétation non moins exacte, ce qui forcément les conduit à l'égoïsme, mais aussi leur donne des armes pour la lutte à venir; ou leur laisser leur candeur et s'exposer de leur part à des reproches plus tard? Si l'on en fait des libres penseurs, des pessimistes avant d'avoir commencé la lutte, ils seront découragés ou désillusionnés avant d'avoir rien vu. Si on les laisse devenir optimistes, on les rend hardis, imprudents et sujets à être désarçonnés au premier choc. C'est l'éternelle contradiction entre les besoins de la société et les besoins de l'individu. Plus l'éducation sociale gagnera du terrain, plus l'éducation naturelle de l'individu en perdra.

La période de la puberté est généralement critique. L'imagination voyage, les idées se portent vers la religion, la poésie ou le génésisme. C'est le moment où les pauvres filles sans famille succombent le plus facilement. Si je ne craignais de m'étendre, j'aimerais à distinguer l'éducation chez les filles et chez les garçons et dans les diverses conditions sociales. C'est ici que les circonstances et surtout les bonnes ou les mauvaises fréquentations, les bonnes et les mauvaises lectures ont une influence décisive. Les jeunes gens font leurs premiers pas, les uns timidement, les autres avec résolution. Généralement ils sont curieux, veulent savoir ce qu'ils ignorent, comparent ce qu'ils voient avec les images qu'ils s'étaient faites. Parfois ils jugent à tort et à travers,

très pénétrés d'eux-mêmes, comme des hommes sans expérience. Ceux dont l'éducation a été bien conduite par une famille et des instituteurs dévoués et intelligents et qui ont eu la bonne fortune d'avoir de bons camarades, se mettent au travail, comprenant de suite qu'on ne fait son chemin dans la société que par la méthode et qu'avant de récolter il faut semer et arroser. Mais à côté il y a les faussés, faute d'une bonne direction, ceux qui ont eu de mauvais exemples, qui se sont furtivement formés avec des lectures malsaines, se sont construit une société théorique et voudraient avoir toutes les jouissances avant d'avoir commencé à les gagner; ce sont les mauvais sujets. Les premiers prendront de suite de bonnes habitudes conformes aux nécessités sociales, les autres n'en prendront que de mauvaises. C'est parmi les derniers que se recrute cette criminalité des jeunes, tant accrue de nos jours, qui est la honte de notre époque.

La dernière phase de l'éducation est celle où, malheureusement, elle n'est plus à faire, où elle dépend entièrement du hasard des circonstances, des conditions de lutte rencontrées, des défauts et des qualités de ceux avec lesquels on est en compétition, des succès ou des insuccès, des châtiments ou des récompenses justes ou injustes recueillis. Et cependant tout n'y est pas désespéré. Les bonnes tendances des individus peuvent y être confirmées et consolidées et les mauvaises combattues et modifiées. La tâche est difficile, mais pas au-dessus des moyens d'une société ayant quelque esprit de suite, quelque ensemble, se disant que si le résultat ne se fait pas sentir immédiatement sur la génération présente, il a grande chance de se réaliser sur celles qui en seront

issues. C'est en somme une question de mœurs à réformer, à fabriquer en conformité avec les besoins de la société.

Les moyens à employer pour obtenir ces mœurs nécessaires sont principalement les suivants :

1° De bonnes lois, heureusement comprises, ne favorisant ni les uns ni les autres, semblables et égales pour tous, s'inspirant de l'esprit de justice et les règles de conduite préconisées presque de tous temps par les sages, qu'on peut dire acceptées par un consentement unanime et qui sont indépendantes de toute religion.

2° L'exemple donné par l'État de toutes les vertus qu'il demande aux individus. Et cela à tous les degrés du fonctionnarisme, chez les grands comme chez les petits. Ce qui est la condamnation de la raison d'État et de certains procédés policiers qu'une nécessité majeure supporte au même titre que l'état de siège et la guerre.

3° Un corps judiciaire ne se bornant pas à défendre ceux qui, versés dans les lois, les contrats, les procédures et le contentieux, ne se laissent pas prendre, mais ceux aussi qui pèchent par ignorance, naïveté ou excès de droiture. C'est l'esprit, plus encore que la lettre de la loi, qu'il doit appliquer. La justice est un sacerdoce ; elle doit être non pas infaillible, ce serait demander l'impossible, mais impeccable. Des défaillances atteignant son prestige la mèneraient rapidement à l'abîme. Une religion peut disparaître, on remplace des dogmes et des rites, la justice ne saurait même « fluctuer ». C'est une foi supérieure et nécessaire qui doit se maintenir dans des zones élevées et être immuable. A une époque éloignée, en des temps propices, s'il y avait lieu à une religion nationale se confondant avec la morale sociale,

je voudrais que la magistrature en soit le centre, non en théorie, mais de fait [1].

4° Une presse, décidée à comprendre ses devoirs, c'est-à-dire tout ce qui s'imprime à l'usage des masses sous forme de journaux, de revues, de brochures, de romans. La liberté de penser et d'écrire compte parmi les libertés nécessaires, mais elle implique qu'on en soit digne, qu'on n'en abuse pas, qu'on n'en fasse pas un instrument de perversion des mœurs publiques. Malheureusement en tous pays, et d'autant qu'il est plus libre, elle n'est qu'une profession, une réclame, une arme dans la lutte pour l'existence frappant dans toutes les directions, usant de tous les artifices, de la fausse nouvelle, du mensonge, de la diffamation, servant tous les intérêts en raison du paiement. Les articles souvent ne sont pas signés, on se dérobe sous le voile de l'anonyme, des gérants de convention couvrent la marchandise. Les deux affaires qui se sont succédé en France depuis quelques années ont jeté une triste lumière. On ne peut plus distinguer l'article payé de l'article désintéressé. Le mal est général, le mal est connu, mais peu ont le courage de l'attaquer de crainte d'en être la victime. A côté des journaux livrés aux prix les plus infimes sont les romans qui, sous prétexte de naturalisme, ne montrent que le côté hideux et décourageant de la société, excitent et exploitent les plus mauvais penchants, perdent les jeunes gens et les femmes et propagent l'immoralité. La presse devrait tenir la première place comme éducatrice, elle est la

1. C'est dire que les décisions dernières de la justice doivent être sacrées. Le président Loubet l'a dit : « Il n'est pas de société qui puisse vivre sans le respect de la justice. »

grande démoralisatrice; les exceptions, il y en a, sont rares.

On parle dans la sociologie descriptive de l'opinion publique comme de la force influant sur la conduite personnelle dans les cas où la loi se tait, et façonnant les mœurs. Dans les tribus d'Australiens et de Peaux-Rouges il en était ainsi; c'était l'opinion des pères de famille, des anciens, des plus éminents. Plus tard, avant que la presse existât, c'était l'opinion soit d'une classe plus influente, soit de la masse; elle reflétait les idées du jour. En médecine, elle est facile à reconnaître, c'est l'écho des idées répandues quelque vingt ou trente ans auparavant. Pour les mœurs, c'était le consentement dit unanime. Aujourd'hui, depuis que la presse a pris une si grande extension, qu'est-ce? On ne sait. Multiple sur les mêmes questions, en sorte que souvent il est difficile de savoir où est la prédominante. Quelquefois c'est la mode, un engouement momentané, le fait d'un incident plus ou moins bruyant; mais le plus souvent ce sont des créations artificielles que chacun provoque à son gré suivant ses désirs et son intérêt. Un membre célèbre de la presse parisienne l'a dit avec franchise : « Mais l'opinion publique, c'est nous qui la faisons! » De tout ceci, nous ne voulons tirer qu'une conclusion, c'est que, dans l'état actuel des choses, l'opinion publique n'a aucune valeur auprès des gens éclairés et que la presse en est maîtresse. Or, comme, quoi qu'on fasse, la presse conserve une grande puissance sur les masses et que c'est sur celles-ci qu'il faut agir, il faudrait obtenir que, reprenant le rang qu'elle n'aurait pas dû perdre, elle fasse servir son immense pouvoir à l'utilité publique, en se donnant la mission de régénérer les masses et de les instruire dans le

sens de la morale utilitaire la plus désirable. N'est-ce qu'un vœu platonique? Je l'ignore. Il y a d'excellentes feuilles, pourquoi ne les obligerait-on pas à l'être toutes? Le jour où les législateurs seront parvenus à régulariser le fonctionnement de la presse, à la moraliser et à lui suggérer la direction à suivre, l'éducation publique possédera le plus efficace de tous les moyens pour atteindre son but.

5° Des conférences et sermons, attractifs, sur l'art de se conduire en société, sur les principes de moralité, sur les points d'appui quelconques que l'étude de la nature peut nous offrir, sur les bons exemples que l'histoire met à notre disposition sur les devoirs naturels et sociaux. Beaucoup vont à l'église une fois par semaine, par habitude ou par besoin, pour y entendre des discours ampoulés qui les touchent peu. Pourquoi les laïques n'auraient-ils pas, eux aussi, leurs enseignements moraux, dans un style simple et pratique? Pourquoi n'iraient-ils pas chercher des maximes de conduites excellentes, comme on en rencontre partout, jusque dans les livres indous et chinois? Un auteur veut qu'on « mette l'Évangile au rang des livres des sages sans voir en lui le code absolu et définitif ». Il a raison.

6° Des associations particulières de toute nature ayant pour objet la propagande des préceptes sociaux les plus appropriés, l'étude des voies et moyens de les appliquer qu'ici même nous recherchons, les plus capables de changer la nature animale de l'homme, sinon dès la génération suivante, du moins dans les générations futures.

7° La philosophie, non celle des temps passés et qui a vécu, mais celle qui codifierait les règles de la morale

sociale et chercherait les théories les plus rationnelles pour les appuyer et les incruster dans l'esprit des masses.

8° Enfin des récompenses. La loi intervient beaucoup pour châtier les actes répréhensibles. Mais elle délaisse leur contre-partie, les récompenses pour les actes méritants. Dans un but tout différent, pour s'en faire un moyen d'action sur les hommes, pour exciter l'émulation et l'activité, l'État a créé des rubans, des médailles. Mais, d'une part, ils sont donnés beaucoup à la faveur ou à l'ancienneté; d'autre part, ils visent fort peu les actes privés de bonne conduite. Je laisse en dehors, bien entendu, tout ce qui concerne les croix données sur les champs de bataille militaires et civils, aux soldats, à la police, aux pompiers. Ceux-là ont une tâche tellement exceptionnelle d'abnégation et de dévouement que la société ne saurait trop leur accorder des compensations éventuelles. Je veux parler des vertus privées. Donner des récompenses à des industriels, par exemple, qui sont déjà rémunérés par le succès même qu'ils remportent dans la lutte pour l'existence est un non-sens. Les méritants sont ceux qui, marchant dans une voie utile à l'humanité, se comportant avec correction et donnant l'exemple de la droiture et de la persévérance, n'ont pas été rémunérés de leurs efforts. Ce sont les pères de famille remplissant leurs devoirs envers les leurs. Pourquoi n'y aurait-il partout des jurys, composés comme ceux des cours d'assises, qui entendraient le pour et le contre et accorderaient des récompenses sur une large échelle? Les prix Monthyon sont excellents mais insuffisants. Réformer les mœurs, transformer le Moi égoïste en un Moi altruiste est une tâche difficile.

A des idées nouvelles il faut des procédés nouveaux. Il faut prendre les hommes par leur côté faible. Napoléon Ier l'avait bien compris lorsqu'il institua la Légion d'honneur [1]. Il faudrait que les récompenses eussent de l'éclat, comportent des avantages, désignent à tous les individus les plus méritants, les plus dignes de confiance, ceux à prendre pour exemple, et soient le signe d'une vie laborieuse, correcte et bien remplie.

Mais ce qui prime tout dans l'éducation, on ne saurait trop le répéter, c'est l'action initiale de la famille. Les germes bons ou mauvais qui se développeront ou résisteront dans le milieu sociai datent tous de l'enfance. Ce qu'il faut en première ligne, c'est assurer cette action, consolider la famille et spécialement les pouvoirs donnés à la mère qui forme le cœur et au père qui forme la raison. L'éducation après vingt ans par les moyens ci-dessus et l'éducation auparavant par des mercenaires en dehors du foyer domestique, rencontreront les plus grandes difficultés lorsque les enfants sortiront des mains de leurs parents non suffisamment saturés des principes et des règles de conduite morales que la société estiment nécessaires. Au jour actuel c'est la question vitale et j'aimerais à la développer si elle n'exigeait trop de place.

Il y aurait tout d'abord à examiner si la société, au lieu de prendre pour base ou unité première l'individu, ce qui pour être logique entraîne l'individualisation de la femme avec tous les droits que cette individualité comporte, ne ferait pas mieux de prendre pour base ou unité première la famille comprenant les ascendants et descendants seulement ou s'étendant aux frères et sœurs

1. P. Lanfrey, *Histoire de Napoléon Ier*, t. II, pp. 442 à 445.

et leurs enfants. Dans le premier cas l'autorité du père et de la mère ne porterait que sur leurs propres enfants ; dans le second il faudrait admettre l'autorité de l'aîné sur toutes les branches issues de ses propres parents, non pas tout à fait, mais presque comme au temps jadis que nous avons décrit. Il nous est arrivé à plusieurs reprises de faire allusion à la possibilité d'une évolution sociale pernicieuse pour l'espèce humaine et par conséquent à la nécessité de diriger cette évolution. L'une des calamités le plus à redouter, et l'on en est menacé, serait la désorganisation de la famille. Le jour où cela serait, où le respect et l'amour filial seraient atteints, où l'homme aurait perdu le sentiment altruiste qui en est le lien, on pourra dire que la société a vécu et que la place est libre à l'anarchie.

Ce serait le moment de donner un programme de la morale à répandre. Les quelques propositions que nous avons énoncées çà et là à propos de l'enfance ne suffisent pas. Nous avons sous les yeux les traités de morale, rédigés par divers auteurs dont l'État et la ville de Paris font usage dans l'enseignement primaire pour les tout jeunes, pour les filles ou les garçons. Aucun ne répond complètement à ce que nous voudrions. Nous hésitions à reproduire à la fin de ce volume l'un de ceux que nous remarquons, celui de l'école municipale de Turgot dont M. le directeur de l'enseignement primaire a bien voulu nous adresser une copie manuscrite. Nous y renonçons, préférant rester encore sur la réserve. Quelques mots suffiront pour l'instant.

Nous avons vu combien l'homme est peu de chose, dans le temps et dans l'espace, au sein d'une nature

irrésistible qui l'écrase, quoiqu'il ait su approprier quelques-unes de ses forces à ses besoins; combien il a le désir intense de vivre le plus amplement et le plus agréablement possible, en perpétuant son espèce quoique, en tant qu'individu, sa vue ne s'étende guère au delà de ses fils et petits-fils. Nous avons vu d'autre part que la société prend pour principes dirigeants, non des vérités absolues, mais des vérités relatives et nécessaires, afin de remplir le but pour lequel elle existe, de faire vivre les individus en bonne intelligence, le plus conformément à leurs désirs; et que parmi ces principes : solidarité, liberté, égalité, fraternité et justice, aucun ne résiste à la critique. La société est une solidarité partielle d'intérêts et non une solidarité réelle; le fondement de la société c'est la limitation de la liberté; l'égalité n'existe ni chez les hommes ni dans les effets de leur conduite; la fraternité n'est qu'un égoïsme déguisé. Dans la pratique sociale ils se réduisent à ceci. Solidarité, psychique; égalité, devant la loi; fraternité, un rêve. L'un d'eux toutefois les domine, la justice sociale, imitée de la justice individuelle et synonyme de « donner à chacun ce qui lui est dû ». La solidarité, en effet, implique la justice, la limitation des libertés implique la justice, la justice implique l'égalité, sans justice pas de fraternité. La justice devient ainsi la première nécessité dans le système de la vie en commun, comme elle est notre premier désir, l'idéal que nous rêvons et que nous voulons qui soit malgré toutes les démonstrations contraires, ce que nous devons créer et établir, dont il faut être convaincu et que nous devons accepter comme un article de foi.

Par conséquent c'est de la justice prise dans le sens

le plus élevé que devront s'inspirer les *commandements de la société*.

Mais, dira-t-on, les efforts combinés de l'État, des associations et des individus, intelligemment appliqués pendant le temps nécessaire, suffiront-ils à vaincre la résistance du Moi animal? N'y a-t-il pas, dans l'arsenal des philosophes, dans le répertoire des sciences sociales ou dans l'organisme même de l'individu des conceptions, des propriétés, des moyens susceptibles de consolider davantage le Moi social à créer?

La première pensée venant à l'esprit est naturellement celle de l'impératif catégorique de Kant. Mais sans songer à lui, presque en le récusant et par des voies qui eussent étonné Kant, c'est à lui précisément que nous aboutissons. Cet impératif et les idées dites innées qui en sont l'auréole, ne sont que le produit de l'hérédité accumulée. L'individu actuel sent avec des sentiments que ses arrière-ancêtres pouvaient ne pas avoir, mais que ses ancêtres avaient. Il agit avec des habitudes que les mêmes ancêtres ont possédées, lui ont transmises et que l'éducation a confirmées chez lui. Son Moi animal est affaibli de tout ce que le Moi social acquis a gagné; il ne sait plus au juste quelle part il prend à ses actes, si sa volonté froide seule intervient ou s'il cède automatiquement au Moi social qui le domine.

La seconde est celle que Marcelin Guyau expose dans ses différents ouvrages [1] et que je traduis en ces termes : La vie arrivée au dernier terme de son évolution dans la série organique, à se sentir (conscience), à s'admirer elle et tout ce qui l'entoure (sens esthétique) et à se répandre

1. M. Guyau, *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction*, Paris ; — *L'irréligion de l'avenir*, Paris, 1896; — *Vers d'un philosophe*, Paris, etc.

(sens moral ou altruiste et social), même sur des êtres idéaux (sens religieux). « La vie la plus intensive et extensive, ayant conscience de sa fécondité », dit-il quelque part. « Vivre au maximum, dit-il encore, de la façon la plus variée et faire déborder cette vie sur les autres est le but et la cause de nos actes et non le plaisir qu'on en éprouve. » Tout cela c'est le besoin d'activité inhérent à tout organe, à tout organisme et en particulier au cerveau dont j'ai maintes fois parlé et dont la consécration, contrairement au dire de Guyau, est dans le plaisir que cette activité elle-même donne. Voici l'objection : c'est une force d'expansion et non un guide de la conduite dans un sens déterminé, utile à tous. Elle est parfaite chez ceux, comme Guyau, poète et philosophe, qui trouvent le bonheur dans l'exercice de facultés intellectuelles élevées, mais elle est inefficace chez ceux, en très grande majorité, qui mettent leur idéal dans des satisfactions d'un autre ordre. Avec cette théorie on peut être Mandrin, Napoléon ou Rothschild.

La troisième idée est celle des Stoïciens : la soumission à ce qu'on ne peut empêcher, le refuge dans sa propre dignité et la croyance à sa supériorité personnelle. Il y entre de la résignation, mais aussi beaucoup d'orgueil. C'est parfait pour soi, mais sans relation avec la conduite sociale qui veut au contraire qu'on réagisse, qu'on ne s'abandonne pas au découragement et que l'on soit généreux et indulgent avec les autres.

La quatrième, dérivée des deux précédentes, est la volonté découlant de la liberté telle que l'entend M. A. Fouillée. Je la résume ainsi : « Le propre de l'homme est d'être mû non plus par des forces purement physiques ou des instincts aveugles, mais par des

idées ». « Les idées sont des forces qui agissent sur notre conduite par cela même qu'elles sont conçues. Elles sont tout à la fois cause et fin. » « L'évolution de la nature peut n'avoir pas de but proprement dit et préconçu, mais l'évolution de l'humanité en a un par la raison que c'est l'humanité qui se propose à elle-même un but et s'impose un idéal à réaliser. » « L'idée d'une société prenant pour but la liberté, l'égalité et la fraternité est le plus haut idéal moral. » Or, vouloir c'est pouvoir. « L'idéale liberté est une puissance de développement indéfini dont l'essence consiste dans le pouvoir de se désintéresser et d'aimer et dont la réalisation progressive amènerait l'union morale et sociale entre les êtres. » L'exposé est séduisant; je me borne à deux remarques. Les idées-forces sont de l'entraînement, c'est-à-dire exactement ce que je prétends créer par l'éducation et l'hérédité. La liberté implique le pouvoir de se désintéresser, mais à égal titre celui de ramener tout à son propre intérêt.

La cinquième, dont je n'ai pas parlé dans mon édition anglaise et que j'ajoute, est la solidarité de l'espèce, que Max. Nordau, après Comte, prend pour idéal et croit capable d'influer sur la conduite. Voici comment il la résume : « L'humanité tend à s'ennoblir et non à s'abaisser, son développement la rend meilleure et plus élevée. L'espèce humaine est une unité, un organisme complet dont les individus sont les cellules. L'homme vit de la grande vie de l'humanité, sa force vitale le produit et le soutient jusqu'à sa mort, son mouvement l'emporte vers elle sur les hauteurs, ses satisfactions sont les joies des individus. Cette doctrine donne à l'homme l'humanité pour famille, lui amène des milliers de parents

consanguins et ce lien commun lui est attesté par tous les sens. » Cette manière est celle des positivistes et est contraire aux faits. L'espèce n'est qu'une notion de pluralité, on ne peut en faire un organisme quelque bonne volonté qu'on y mette. Les individus sont solidaires de leurs ancêtres sur la branche dont ils dérivent, mais non de ceux appartenant à d'autres branches éloignées, ainsi que nous l'avons montré page 344. Chaque individu vit isolé avec son Moi et ne se préoccupe que de ceux qui le touchent et l'intéressent. L'Européen ne s'inquiète pas plus du Chinois ou du Cafre que d'un animal quelconque, à moins qu'il ne puisse lui être utile ou nuisible. La solidarité humanitaire n'est que de la poésie.

La sixième influence, pour ne pas m'attarder à d'autres, est l'intérêt bien entendu de Benthain et Stuart Mill, en vertu duquel l'individu « raisonnant bien » identifie son bien personnel avec le bien général. C'est justement le but auquel tend le système que j'ai développé, sauf à remplacer les mots de « raisonnant bien » par celui de « inconsciemment ». L'intelligence, en effet, varie. Puis l'intelligence peut aboutir en maintes circonstances et précisément dans celles où une impulsion irréfléchie est le plus nécessaire à trouver que l'intérêt personnel est en opposition avec l'intérêt social. Tandis que, dans mon système, l'individu agit inconsciemment dans le sens présent parce qu'il en a l'habitude.

Une septième influence est la propriété physiologique sur laquelle nous avons tant de fois insisté, bien développée chez la plupart des animaux, en particulier chez les Oiseaux et les Mammifères herbivores ou domestiques, et non moins développée chez l'homme à l'état de nature avant que la lutte avec ses semblables ait éclaté et pris

dans les sociétés des proportions violentes. Nous voulons parler du genre de sensibilité cérébrale qui pousse l'homme comme les animaux à se rapprocher de ses congénères, à trouver des jouissances dans leurs relations, à les aimer et à désirer être aimé par eux. C'est l'altruisme dont le premier degré est la bienveillance et le dernier le dévouement, c'est-à-dire l'impulsion physiologique la plus puissante après l'égoïsme, quoiqu'elle ne soit qu'un égoïsme indirect. Aimer et être aimé est, chez l'enfant, après boire, manger et s'agiter, le premier besoin; ce besoin reste intense jusqu'à la puberté et au delà jusqu'au jour où l'individu entre dans la vie sérieuse. Chez le vieillard n'ayant plus de soucis pour son existence, l'altruisme reprend ses droits et se répand sur ses petits-enfants. Chez l'adulte, dans les moments de répit que lui laisse la lutte, il est le repos, le refuge et la récompense. Combien sans amitiés la vie serait triste! Au sein du ménage l'épouse satisfait le besoin du cœur plus que celui des sens; l'époux, peu fidèle pour le second, l'est pour le premier. C'est par altruisme que l'homme a certainement domestiqué le chien à l'origine et que tous les jours nous le voyons s'attacher aux animaux les plus divers, en ne leur demandant que la réciprocité. L'altruisme est la source première de la sociabilité, comme nous l'avons montré, et en est la consécration sous des formes multiples : la bonté, l'indulgence, la tolérance, l'abnégation, la pitié, la charité, la générosité, le dévouement. C'est lui qui fait que, malgré toutes les objections à l'assistance des malheureux, aucune voix ne s'élève contre et qu'on ne diffère que sur les moyens. Il est la seule force physiologique au sein de l'organisme qui puisse tenir en échec l'égoïsme et toutes les formes

secondaires qu'il affecte. Prendre la raison pour combattre l'intérêt personnel à la façon de Bentham, c'est l'exalter. Prendre la vanité humaine, la liberté ou la terreur, c'est l'exalter encore. Le système de Guyau s'accorde le mieux avec l'altruisme, car vivre du bonheur des autres comme du sien propre, échanger ses impressions, ses sentiments et ses pensées, n'est-ce pas vivre plus amplement et voir autour de soi la nature belle et souriante? Quant à la justice, elle est hors de cause, elle est le postulatum, le régulateur suprême de la société, la première assise de la société avec l'égalité qui en est le corollaire, l'altruisme ou fraternité en étant la seconde.

Les habitudes de sentir, de penser et d'agir les plus conformes à la nécessité sociale procèdent par l'éducation du cœur, l'enseignement et de bons exemples surtout; c'est par elle que se sont formées naturellement les familles que nous estimons le plus autour de nous et dans lesquelles règnent les vertus héréditaires. Il ne s'agit que de systématiser ce qui s'y est opéré empiriquement et tend à s'affaiblir dans cette fin de siècle. Je me souviens d'une conversation avec un prince régnant. Il soutenait que chacun doit être le fils de ses œuvres et gagner soi-même ses éperons. Je disais que cependant il pourrait être utile de favoriser la persistance d'une noblesse héréditaire dont le rôle serait de conserver les traditions de dignité, d'honneur, de convenance, de dévouement, de devoir familial qui se perdent par des unions défavorables et des concessions à l'époque. Ce serait de la sélection, un élevage, disais-je, comme chez les animaux dont on veut perpétuer et consolider les qualités utiles.

Que sont, en effet, les meilleurs d'entre nous sinon les produits d'une hérédité heureuse dans le sens social,

qui l'emporte sur l'éducation personnelle que nous nous sommes donnée nous-mêmes au sortir de la famille? Nos qualités nous viennent-elles du milieu dans lequel nous observons, du libre examen qui nous fait connaître la nature réelle de l'homme; notre sensibilité en est-elle exaltée dans un bon sens? Non, nos sentiments nous viennent de nos ancêtres; nous sommes justes, honnêtes, altruistes parce que nos pères et grands-pères l'étaient. Autrement comment comprendre la contradiction flagrante que l'on observe chez tel naturaliste, le plus matérialiste, entre sa conduite et ses conclusions? Il ne voit que la réalité brutale, il en déduit stoïquement les conséquences, il ne conserve aucune illusion et cependant il a les aspirations les plus généreuses, il poursuit un idéal auquel lui-même ne croit peut-être pas, il met au premier rang le devoir, le juste, le bon, le bien tel que le plus pur idéaliste et il les met en pratique. Pourquoi? C'est que l'esprit de ses ancêtres se perpétue en lui, qu'il en est la continuation et que son Moi héréditaire n'abandonne pas ses droits à côté de son Moi individuel et reste le plus fort. M. Yves Guyot, qui professe l'égoïsme comme principe unique de la conduite individuelle en société, écrit ceci : « Quand je vois frapper un enfant, quand je l'entends crier, quand je vois une femme pleurer, quand je suis témoin d'une souffrance... je me dédouble, un autre Moi éprouve ces douleurs... toutes mes fibres entrent en vibration, le vieux sang de soldat, de corsaire, de chasseur qui coule dans mes artères bouillonne... Mon instinct me jette en avant. » Il dit vrai, ce n'est plus l'égoïste qui parle, mais l'altruiste par hérédité [1].

1. Yves Guyot, *La Morale*, in Bibl. matéraliste, 1883.

En résumé, la constitution ou reconstitution des mœurs répondant le mieux aux nécessités de notre civilisation actuelle, le remplacement du Moi animal par un Moi agissant automatiquement dans le sens que la société juge être le bien, l'homme se façonnant lui-même comme il ferait d'une plante ou d'un animal, l'altruisme agrandi et servant de point d'appui à la justice, à la solidarité et à la réciprocité : tel est notre système.

Mais tout cela n'aurait-il pas besoin d'être encadré et relié à quelque culte avec pompe et rites, comme en veulent les masses? Ne faudrait-il pas, aux commandements de la société, ajouter quelque pointe de mystère, quelque dogme : l'impératif catégorique artificieusement transformé en une entité, le Moi individuel survivant au corps qui l'a engendré et en gardant le souvenir, la conception d'une entité métaphysique, insaisissable, incompréhensible, incommensurable, sans commencement ni fin, enveloppant l'univers. Je ne le crois pas [1]. Ce serait une foi. Il est vrai que plusieurs des principes sociaux que nous acceptons comme des croyances indispensables s'en rapprochent beaucoup. L'essentiel qu'il ne faut pas perdre de vue est d'atteindre le but qui est le bonheur, fût-il factice, dans le court espace de temps que chacun de nous a à vivre; un jour ou un siècle ne sont que des choses relatives. Que dirait-on d'un éphémère d'un jour qui se refuserait au bonheur pour ne pas être taxé d'inconséquence?

Sur ce terrain, tout autre que celui où nous nous sommes maintenus jusqu'ici, on comprend les efforts des philosophes et philanthropes. Quel est le problème pour

1. Voir annexe A pour la doctrine de M. Paul Carus et annexe C pour la critique que nous en faisons.

eux? Trouver dans l'homme ou développer en lui une force capable de le soutenir dans les moments de défaillance, de le déterminer dans le sens le plus utile au bien général et de le faire, au besoin, se sacrifier. Il n'y a que deux voies. L'une consiste, en s'adressant à son imagination, à lui suggérer un idéal susceptible, avec des arguments heureux, d'être accepté par lui et de le pousser dans la direction désirable. Telles sont la solidarité et la fraternité universelles. L'autre est d'exploiter en lui une propriété naturelle, de l'exalter et d'en faire une puissance l'emportant à un moment donné sur le Moi animal. Telle est la liberté que je préfère appeler la volonté et dont les effets se voient chez le capitaine de navire qui, debout à son poste, commande la manœuvre qui sauve ses passagers, et coule à pic, lentement, sans que son pouls ait une pulsation de plus. Tel est l'altruisme individuel qui conduit de même à l'abnégation de soi-même.

Mais la volonté est active; que la confiance, l'excitation latente ou aiguë qui la produit s'éteigne, rien ne reste, il peut y avoir réaction et découragement en proportion. Tandis que l'altruisme est passif et, plus enchaîné par l'habitude acquise, moins sujet à des réactions. Je laisse ces méditations pratiques aux penseurs. J'ai dit page 263 que la philosophie a un terrain propre qui lui est échu; c'est celui-ci. A elle de trouver des points d'appui à la morale nécessaire et à démontrer comme elle pourra que cette morale n'est pas une illusion.

Et cependant faut-il tant déclamer après celle-ci! L'illusion est souvent une joie, la suprême consolation. Quelle autre a le soldat mourant, abandonné la nuit sur un champ de bataille? Perdez un père, un enfant, un ami, que tout s'écroule autour de vous. Vous vous êtes bien

comporté, vous avez été droit, honnête, consciencieux, vous n'en êtes pas récompensé, vos espérances, vos croyances se sont effondrées. La justice, le sens du bien vous échappent. Que vous reste-il? Je ne connais pas de pages plus poignantes que celles de M. Guyau, mourant et se cramponnant à l'espérance d'un au-delà que sa raison n'admettait pas[1].

Mais accepter l'illusion comme ressource dernière, c'est avouer que la vérité ne suffit pas, qu'il n'y a pas de remède et que l'intelligence humaine aboutit à une lamentable banqueroute. Nous n'en sommes pas là heureusement. Lorsqu'on envisage la vérité avec calme, stoïquement, elle est pénible, mais elle n'est pas sans issue. M. Herbert Spencer, qui conclut comme nous à la nécessité de développer l'altruisme et certaines habitudes héréditaires, désespère à tort vers la fin de son œuvre monumentale. Nous différons de lui en ce qu'il compte sur l'évolution naturelle, tandis que nous croyons indispensable que l'homme conduise lui-même l'évolution. Nous aussi, nous avons eu nos moments de doute, non sur l'efficacité de notre système, mais sur la possibilité de le réaliser sans trop faire intervenir l'autorité. Mais nous avons repris confiance, nous croyons fermement à la toute-puissance de l'hérédité, des habitudes et de l'inconscient dans les actes quotidiens. Nous sommes convaincu que si la société le veut, si elle s'y prend avec méthode, elle peut en quelques générations transformer les sentiments et les mœurs et les adapter à la situation. Nous traversons une crise de transition en ce moment, on semble s'écarter de la bonne voie, mais on y reviendra. Les instincts utiles se

1. M. Guyau, *Esquisse d'une morale*, etc., p. 26-28.

sont créés d'eux-mêmes chez les animaux, il serait extraordinaire que l'homme, avec son intelligence, ne puisse les créer de même en conformité avec le genre de vie qu'il a adopté. En France, où je vis et j'observe depuis de nombreuses années, je vois poindre déjà des indices d'une réaction. Les nouvelles couches sociales, arrivant à la surface, non imbus des idées du passé, réussiront grâce à l'instruction généralisée, là où les anciennes ont échoué. Sans aucun doute il y aura des orages, des alternatives bonnes et mauvaises, mais en fin de compte l'évolution qui ne procède que par oscillations obéira et prendra la voie désirable.

L'homme a donné trop de preuves de sa puissance pour qu'il désespère de concilier la vérité et la pratique. L'âge d'or de l'humanité est en avant. Le xx[e] siècle réserve à nos successeurs des adaptations que nous ne pouvons soupçonner. « L'erreur, dit A. Fouillée, est une Pénélope qui, sans le vouloir, défait sans cesse la toile qu'elle a tissée; la vérité, au contraire, dans la lutte des idées pour la vie, l'emportera tôt ou tard. »

CHAPITRE V

Étendue des pouvoirs de l'État. — Collectivisme, anarchisme, opportunisme. — Associationnisme. — Oppression fiscale.

Les fonctions de l'État, quelles qu'elles soient, ne sont en résumé que le service des intérêts communs dont les individus se dessaisissent pour se consacrer entièrement à leurs affaires personnelles et familiales. Celles qui ne

souffrent aucune discussion sont la défense extérieure, militaire et économique, la défense intérieure des individus, de leur vie, de leurs biens et de leurs libertés ou droits. A la défense intérieure se rattachent en réalité l'hospitalisation des aliénés et la séquestration des criminels. Les fonctions supplémentaires et facultatives, quoique généralement admises, s'échelonnent ensuite comme il suit : les soins à donner aux infirmes indigents incapables de prendre part à la lutte; la préparation à cette lutte par l'instruction, des enfants sans parents ou ayant des parents indignes; les encouragements dans la recherche des professions convenant le mieux aux aptitudes de chacun; une assistance modeste aux vaincus honorables dans la lutte; une assistance équivalant à une punition aux indigents professionnels ou vagabonds; des encouragements aux arts, aux sciences, aux lettres, et à toute institution sociale utile en voie de fondation; une éducation morale dans le sens d'une adaptation des individus aux mœurs nécessaires et d'un perfectionnement progressif de leurs facultés.

Tel est le programme susceptible d'être réservé ou étendu et laissant ouverte la question à laquelle nous avons déjà touché : Dans quelle mesure l'État, moralement responsable de la prospérité publique, doit-il se charger directement de sa tâche, en charger des intermédiaires ou l'abandonner à l'initiative soit des individus, soit des associations? D'un côté sont les sociotechniciens qui veulent le bien de suite, mais songent à l'avenir, qui cherchent ce qui convient le mieux à la situation, n'ont point de parti pris et ne veulent pas laisser s'introduire des précédents compromettants. De l'autre sont les politiciens de parti, bruyants et passionnés, obéissant à des

mobiles personnels et voulant satisfaire leurs clients. Sans parler de la masse populaire du quatrième État qui s'éveille, veut savoir, désire et croit tout ce que ses oracles déclament.

Reconnaissant avec les premiers que les fonctions facultatives rentrent bien dans les intérêts communs intéressant la population totale et sont légitimes, nous répondons : oui, en principe, tout ce programme rentre dans les attributions de l'État. Dès qu'aucune proposition ne lui est faite sur un service nécessaire, il doit s'en charger directement, ou par des intermédiaires dont il est responsable. Mais jamais il ne doit se mèler de ce qui rentre dans le courant des affaires particulières. Son intérêt comme son devoir veulent qu'il évite tout excès de besogne, qu'il laisse aux individus tout ce qui est possible sans que le service en souffre; qu'il accueille toutes les demandes présentant des garanties, qu'il les sollicite et les provoque même. Il y a danger pour lui, comme pour tous, qu'il soit encombré et qu'il embrasse trop[1].

Pourquoi, du reste, les individus ne se chargeraient-ils pas d'opérations dont l'État n'a le fardeau que pour les alléger. Dès que ces individus y voient un avantage, un travail à leur gré ou un plaisir, ils ont le droit de réclamer, comme l'État a l'obligation de les leur concéder, sauf à s'assurer que l'exécution en sera conforme à ses plans s'inspirant de l'intérêt général et parfaite.

1. « La règle générale, dit M. P.-L. Beaulieu, c'est qu'il ne faut pas compliquer inutilement les fonctions de l'État; il a déjà tant à faire, il est si accablé de soins divers pour la défense nationale, la sécurité publique, la viabilité, l'instruction, la salubrité, etc., qu'il faut toujours hésiter à lui attribuer une nouvelle besogne; sa vigilance ne saurait être inépuisable; il n'est pas toujours clairvoyant pour le choix de ses agents; il est mauvais que l'État ait un trop grand nombre de fonctionnaires. »

Dans la pratique tout aboutit à ceci : tel service ou travail jugé nécessaire sera-t-il mieux, aussi bien ou plus mal fait par l'État ou par les particuliers? Reviendra-t-il plus ou moins cher? Soulèvera-t-il l'opposition ou non des contribuables? Quant aux principes, on n'y songe que s'ils peuvent servir d'arguments pour ou contre. L'État a la charge des routes stratégiques et de grande communication, disent quelques-uns, pourquoi n'aurait-il pas les chemins de fer répondant aux mêmes idées? On lui accorde le monopole des tabacs, des pétroles, des allumettes, pourquoi pas celui des alcools, des mines et que sais-je demain encore? Il a des manufactures d'État, des fermes modèles, pourquoi n'apporterait-il pas ses produits au marché? Il a des capitaux, il livrerait à meilleur compte, il ferait baisser les cours, les petites bourses en profiteraient, soit! Mais ce serait l'État faisant concurrence aux particuliers et perdant sa neutralité; il ne protégera plus, il tuera les petits, bien autrement que les grands magasins que par une inconséquence tout humaine l'on combat, non pas au nom de la liberté, mais au nom de son Moi. Dans cette voie, on serait vite débordé, on arriverait à l'État ayant des pharmacies publiques, des boulangeries publiques, comme déjà il y a des médecins publics. Ce serait l'envahissement du domaine particulier par le domaine général.

Dans un chapitre précédent, nous avons vu deux principes en présence pour l'assistance officielle, celui de la logique supérieure disant « à chacun suivant ses œuvres » et celui du sentiment disant « à chacun suivant ses besoins », l'un voulant que l'État s'abstienne et laisse l'individu responsable de ses actes, l'autre vou-

lant que l'État intervienne et corrige les effets de la conduite. C'est la même tendance ici : substituer l'État à l'individu. Pour l'instruction publique primaire obligatoire, l'une des décisions qui font le plus d'honneur aux sociétés qui l'ont établie, les deux aspects se représentent, quoique défendus par des partisans d'un ordre tout différent. On sait la violence avec laquelle la propriété est attaquée? Les uns y voient l'un des points cardinaux de la société, la consécration des efforts bien dirigés de l'individu, une garantie d'ordre et de stabilité, une sécurité familiale. Les autres, jaloux et la considérant comme au-dessus de leurs moyens, pour ne pas dire de leur persévérance, veulent qu'elle passe en entier aux mains de l'État. Sur toutes les questions politiques, économiques et sociales, on se divise, le fond se réduisant toujours à ceci : l'État ou l'individu, retirer à l'un ce qu'on donne à l'autre ou réciproquement, une dictature ou la liberté. D'une extrémité à l'autre, toute une échelle de partis s'agite sur ces points.

D'abord les extrêmes, sous les noms de *collectivistes*, la meilleure dénomination du groupe au milieu de plusieurs se prêtant à des malentendus, et d'*anarchistes*.

Les premiers prétendent faire de l'État le dispensateur de tous les biens, le régulateur de tous les actes, le réformateur de tous les vices de la nature. Pour eux l'individu devient une machine obéissant sans le souci de ses effets, la pensée une superfluité. Les plus doctrinaires vont jusqu'à supprimer le capital personnel et exproprier tous les propriétaires fonciers sous le titre de nationalisation du sol. C'est aller à l'encontre du principe initial de la société ne se chargeant des services

généraux que pour laisser l'individu plus libre de travailler et d'organiser sa vie comme il l'entend.

Les seconds veulent l'inverse : supprimer toute considération des intérêts généraux communs et laisser l'individu se débattre comme il peut, aussi isolé, aussi libre que jadis à l'état de primitive nature, suivant leur formule favorite : ni Dieu ni maître. Non moins que les précédents ils sont en contradiction avec cet autre principe fondamental des sociétés : l'obligation de restrictions à la liberté individuelle et de limites déterminées entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, lorsque les hommes vivent côte à côte.

Le collectiviste revient aux errements du passé, à une dictature tyrannique, césarienne ou démocratique, aussi autocratique et dangereuse l'une que l'autre. L'anarchiste renonce à l'état social, il revient à un état de nature possible il y a des milliers d'années, mais impraticable aujourd'hui. Ce sont des doctrines qui ne se discutent pas.

Entre les deux, il y a de nombreux intermédiaires. D'une part, non ceux qui ne désirent que le triomphe d'une classe ou d'une dynastie et qu'on qualifie de *réactionnaires*, dont nous ne parlerons pas, mais les partisans d'un gouvernement fort, centralisé, prenant la responsabilité de faire à la nation la meilleure destinée possible et lui donnant tous les moyens dont il a besoin pour atteindre son but, sans toucher toutefois aux libertés individuelles nécessaires qu'ils admettent et sans verser par conséquent dans la dictature ou le collectivisme. Ce sont les *conservateurs*, en prenant le mot dans son bon sens, ou les tories. De l'autre les *radicaux* ou wighs, c'est-à-dire des individualistes résolus, se préoccupant des classes laborieuses surtout et disposés même à les

avantager en laissant à l'État le minimum possible, mais sans verser dans l'anarchie.

Vers le centre enfin se massent les hommes d'étude et d'expérience, reconnaissant toutes les difficultés du problème social, sachant que les réformes patiemment préparées et mûres seules s'opèrent avec succès et durent, attendant tout des lumières de la sociotechnie et déterminés à en appliquer les conclusions à mesure qu'elles s'établissent. Ils veulent la justice sociale, l'égalité devant la loi, la liberté individuelle maximum possible, sans qu'aucune classe soit favorisée. Ce sont les *progressistes*.

Ces cinq partis, ces cinq systèmes sous des noms divers changeant avec les circonstances, se retrouvent chez tous les peuples civilisés, de ce côté comme de l'autre côté de l'Atlantique. Toutefois ils se fractionnent à l'infini et comportent des foules de divergences, de programmes suivant les actualités, de nuances sur les détails et les procédés d'exécution. Ainsi tous les partis, surtout extrêmes, à moins qu'ils ne soient au pouvoir aux prises avec les difficultés et tenant à conserver leur situation, se partagent d'une manière générale en deux catégories : les impatients et les patients; les premiers fort enclins, l'occasion aidant, à recourir aux procédés violents sinon révolutionnaires, mais tenus en respect par une armée disciplinée qu'ils aimeraient à désagréger; les seconds se renfermant dans la légalité et les moyens parlementaires. Ces derniers sont les *opportunistes*. On a plaisanté ce mot de Gambetta. Aucun n'est plus vrai. Tout homme ne sachant pas ajourner ses espérances, ses tentatives et attendre l'occasion, ne mérite pas le nom d'homme politique ou d'homme de gouver-

nement. L'opportunisme n'est qu'une imitation de la nature qui n'obéit qu'aux circonstances. Il n'y a que les naïfs, les nouveaux dans l'arène qui ne soient pas opportunistes. A l'origine les collectivistes ne l'étaient pas, ils le sont devenus par l'expérience. Ils déroulent leur programme dans les congrès et les réunions en face d'un certain public; ils le voilent quand il le faut. Jamais ils n'oseraient exposer aux paysans leur thème de l'expropriation générale et ils ont raison.

Parmi les systèmes sociaux préconisés par les uns ou par les autres, avec mesure ou exagération, il en est un dont nous devons dire un mot. Nous nous permettrons des mots barbares : entre les *étatistes* et les *individualistes* se placent des intermédiaires auxquels nous donnerons le nom d'*associationnistes*. Les premiers donnent tout, ou le maximum qu'ils peuvent à l'État. Les seconds laissent le plus possible, sinon tout à l'individu. Les troisièmes voient la solution du problème social dans les associations dont nous avons parlé page 315, surtout professionnelles, dans des sus-individualités, dirai-je, qui prennent la place des individus vrais dans la lutte sociale. Ces associations d'une part luttent contre les individus isolés, réfractaires à leur embrigadement, et contre l'État, s'il leur fait quelque opposition; de l'autre elles luttent entre elles. Leur but est celui des individus mêmes : conquérir le plus de puissance, plier autour d'elles les choses à leurs besoins et se rendre les plus heureuses chacune dans sa spécialité. Comme eux elles sont égoïstes sans le frein qui tempère les actes : l'altruisme et le respect de soi. L'union faisant la force, ces associations peuvent devenir un danger. Mais l'union exige l'entente, sauront-elles la maintenir? L'État aujour-

d'hui a grand'peine à répondre aux exigences des individus. A quoi en sera-t-il réduit le jour où il devra compter avec ces individualités?

Les sociétés ont traversé bien des crises, mais aucune peut-être d'aussi grave que l'actuelle. Vers quel cap la barque de l'évolution oriente-t-elle sa proue? Nul ne saurait le dire. Jadis la foi plaçait le bonheur au delà et non sur la terre, on se résignait. Elle est morte. Le doute est partout et sur tout, on remet tout en cause, on revient sur des questions qu'on croyait jugées : les corporations détruites par la Révolution, le libéralisme, le régime parlementaire, la propriété individuelle, la famille. Toutes sortes de systèmes surgissent et trouvent des défenseurs, même le sabre; on cherche d'autres modes d'existence, d'autres rapports des hommes entre eux. Parmi tous ces moyens l'association et la mutualité se présentent comme les plus rationnels et comme excellents. Mais comme toutes choses sociales il faut les réglementer et en prévenir les abus. Pour obtenir un mieux il ne faut pas s'exposer à un pire.

Nous pourrions terminer ici, mais il est intéressant de prendre quelques exemples techniques pour montrer les difficultés auxquelles on se heurte sans cesse en sociotechnie et l'obligation où l'on est à tout instant de mettre une sourdine à ses préférences.

Oppression fiscale. — Après le militarisme, l'obstacle le plus gros à une organisation équitable de la société est la dépense dépassant toute mesure qu'exige le bon fonctionnement des services, tant obligatoires que facultatifs. Le besoin d'argent oblige à faire feu de tout bois, à frapper à toutes les portes, à inventer les moyens les

plus empiriques et malgré tous ses efforts à froisser sans cesse les principes de la justice et de l'égalité. Les dépenses de la France plus fortes, il est vrai, que celles de toute autre puissance, s'élèvent annuellement à trois milliards et demi qu'il faut trouver quand même. Suivant P.-L. Beaulieu, c'est 10 pour 100 en moyenne par citoyen qu'il faut extirper. Aussi partout le fisc intervient-il : aux frontières, à la porte des villes, dans les marchés, dans les moindres transactions, les ventes, les achats, les successions; on impose l'outil, le travail, la circulation, la consommation, les besoins nécessaires et superflus. L'individu ne peut faire un pas, boire, manger, respirer dans sa chambre sans payer. Le problème est celui-ci : extraire de l'argent sans que le contribuable s'en aperçoive et crie.

Tous les impôts, uniques ou multiples, directs ou indirects, sur les objets indispensables, les matières premières et même sur le superflu sont mauvais. Ils entravent le travail, augmentent les frais de production, nuisent à la vente et se répercutent sur les salaires. Tous sont des expédients qui s'éternisent. Leur nécessité admise, les indirects sur les objets consommés ou achetés sont les mieux supportés et, à notre avis contrairement aux tendances actuelles, les plus légitimes et précisément ceux qui fournissent le plus. Ils portent sur les jouissances qu'on se donne et sur lesquelles on peut se restreindre; mais il faut en exempter les utilités indispensables telles que le pain; on y comprend les boissons dites hygiéniques[1]; mais on oublie la viande, bien plus

1. Chose bizarre! Le vin de raisin sec, la très saine boisson du pauvre, dit Léon Say, est déchu du titre de vin et condamné comme une falsification. Pourquoi? Parce qu'il vient de l'étranger et fait concurrence aux raisins frais de notre pays.

importante. La vérité est que dans les exemptions et les répartitions se mêlent des considérations qui ne devraient pas intervenir, notamment le détestable protectionnisme qui empêche de frapper les choses uniformément et fait que, tandis qu'on favorise un produit, une industrie, une région, on opprime un produit, une industrie, une région voisine. Une fois dans la voie des droits protecteurs et des primes de travail, pour ne pas généraliser à presque toutes les contributions indirectes, on ne peut plus s'arrêter. Si l'un est protégé, tous doivent l'être. Or, si tous le sont, aucun ne l'est. Le seul résultat est l'accroissement général du prix des denrées.

Mais les impôts indirects qui, cependant, en chiffres ronds, donnaient en France 1500 millions, ne suffisent pas. Il faut trouver autre chose, quitte à superposer les impôts, c'est-à-dire à faire payer deux fois la même chose. Le plus rationnel serait de dire : Nous sommes tant de participants sociaux, nous devons chacun tant, en proportion des services que la société nous rend et de ce qu'il nous est matériellement possible de donner. On arrive ainsi à l'impôt unique et personnel sur la fortune déclarée ou estimée. Mais, dans ce premier cas, 1° il est inquisitorial ; or la société ne doit pas s'immiscer dans la vie privée, l'individu est libre de se restreindre ou de jeter de la poudre aux yeux lorsque sa position l'exige ; dans les pays où l'impôt sur le revenu fleurit le négociant est obligé parfois d'accuser plus qu'il n'a. 2° Il est immoral parce qu'il pousse à une fraude difficile à découvrir et fait que les honnêtes gens pâtissent pour les malhonnêtes. 3° Il est injuste parce que les revenus sont de nature très différente, les uns dépendant d'un travail actuel, les autres d'une épargne ou rente dormante.

4° Il est lourd parce que le poids en est directement senti. Si l'on remplace la déclaration par l'estimation d'après les signes extérieurs, les objections persistent; il est difficile, du reste, de trouver des appréciateurs impartiaux, désintéressés et pourvus du tact nécessaire.

Il est certain que tous doivent payer, ceux qui ont peu, le moins possible, ceux qui ont le superflu, davantage. En principe, avons-nous dit précédemment, la part contributive de chacun dans les frais de gérance des intérêts communs se divise en deux portions : l'une égale pour tous, à laquelle personne ne doit se dérober, sous peine de perdre les droits attachés à la qualité de citoyen et l'autre supplémentaire, variable, proportionnelle à la fortune.

Sur la première, il faut s'entendre. C'est relativement égale qu'il faut dire, et non dérisoire. Bien qu'en France il y ait 1 fr. 50 pour la taxe personnelle, la véritable est la prestation. Les trois journées de travail qui répondent à celle-ci n'ont jamais eu d'autre signification que la part contributive de chacun à l'entretien et à la confection des routes. Mais une journée de travail n'a pas la même valeur dans tout le pays; la monnaie n'est qu'une représentation; 6 francs ne satisfont pas la même somme de besoins en tous lieux, leur pouvoir d'achat, pour parler le langage économique, varie dans les campagnes, les petites et les grandes villes. D'autre part la portion réputée fixe et égale pour tous ne peut être la même dans les campagnes, où l'on dépense moins que dans les villes, où il y a des frais d'eaux, d'éclairage, de voirie et de police plus forts dont on ne peut se passer. Les travailleurs viennent s'encombrer dans les villes où ils trouvent un salaire plus élevé, une vie plus mouvementée, des plaisirs que n'ont pas les campagnes; ils doivent

payer plus. L'égalité ne saurait donc être absolue dans la part fondamentale donnant droit à tous les avantages de la qualité de citoyen. La justice sociale le veut.

En ce qui regarde la part supplémentaire, proportionnelle aux facultés pour employer le mot de l'Assemblée constituante de 1791, les difficultés sont plus grandes encore. Cette fois, les principes sont tout à fait sacrifiés à la pratique. Les tout petits ménages, les prolétaires travaillant au jour le jour et n'ayant qu'un maigre salaire, ne peuvent payer même proportionnellement. Faut-il donc les mettre à part et les dégrever? Il n'est pas douteux que la croisade actuelle contre les octrois et d'une manière générale contre les contributions indirectes ne pivote autour de ce point. Parmi les politiciens, les uns voudraient corriger les effets de la lutte et niveler les fortunes, ils ne s'en cachent pas, quelque contraire que ce soit au principe de la liberté et de ses résultats légitimes; les autres veulent favoriser les petits parce qu'ils sont la masse électorale. Or les impôts indirects sont, non pas tous, mais la plupart aveugles, ils frappent indistinctement petits et grands, quoique les petits soient libres d'être moins frappés. Tandis que l'impôt direct atteint la personne et permet de favoriser ceux auxquels on veut plaire. Mais dégrever partiellement ou totalement c'est établir des catégories sociales, sanctionner les distinctions de classes, admettre des privilèges et amoindrir chez certains le souci du lendemain, le stimulant à l'activité. A quoi on riposte : la pratique est tout, les petits ménages ne peuvent payer et les poursuivre serait faire des frais inutiles. C'est incontestable et toujours revenir à nos conclusions de la page 370, sur l'antagonisme entre la théorie et la réalité. Malgré tout,

je prétends qu'il faut sauver tout au moins les apparences et que nul ne doit être affranchi d'une façon absolue de sa portion contributive supplémentaire dans les dépenses publiques. Dégrever totalement dans ce cas serait introduire une forme nouvelle de charité officielle déguisée [1].

La sociotechnie n'étant qu'une série de compromis, je comprendrais celui-ci. Étant admis qu'après soustraction de la portion relativement égale hors cause, la moyenne nécessaire par citoyen, dont l'État a besoin soit de 10 pour 100 du revenu, la masse centrale des contribuables la paierait intégralement. Au-dessous, on aurait deux ou trois degrés de réduction compensés, afin que l'État y trouve son compte, par deux ou trois degrés semblables d'augmentation au-dessus. Ce serait de la régression par en bas et de la progression par en haut, les deux tolérables à la condition qu'elles soient modérées. L'éternelle objection, c'est que les partis ne sauront pas s'en tenir à des taux modestes et que l'élasticité du système leur permettra d'en abuser à l'occasion.

Ce qu'on ne doit pas perdre de vue c'est qu'il faut de l'argent, et beaucoup, la vie en société est onéreuse. Le premier remède serait de simplifier la besogne de l'État, de ne pas étendre ses attributions et d'abandonner aux particuliers le plus possible de services généraux. Mais

1. L'État de New-York, à côté d'autres aux États-Unis, nous offre un exemple des résultats auxquels on arrive par le dégrèvement des petits. Il exempte de l'impôt le mobilier du ménage, les livres professionnels, les instruments et outils, jusqu'à concurrence de 1250 francs. Il exempte aussi les terres et les bâtiments occupés par une famille jusqu'à 5000 francs, ainsi qu'une vache, deux porcs, dix moutons. Il en résulte que dans la ville de New-York, ou il n'y a pas de poll tax comme dans le Massachusetts, sur près de un million d'habitants en 1870, vingt mille seulement payent l'impôt direct foncier.

avec les services obligatoires seuls, avec les services facultatifs dont l'un surtout est fort coûteux, l'instruction primaire obligatoire, la dépense restera excessive.

Une question se pose. Actuellement, l'État possède un domaine qui est la partie matérielle du patrimoine qu'il a reçu. Il consiste en objets dont la propriété par l'État n'est pas discutable, tels que constructions pour ses divers services, châteaux historiques, musées; en objets exploitables avec profit, tels que terrains divers, forêts, manufactures modèles, canaux, postes et télégraphes, c'est-à-dire des services d'intérêt général que l'État remplit mieux par exception que les particuliers; enfin en monopoles comme ceux du tabac, des allumettes, des poudres. Quelques-uns de ces services donnent des bénéfices qui viennent en déduction des impôts que, sans eux, il faudrait lever en plus. Mais ne pourrait-on, à un point de vue autre que celui des collectivistes, étendre ces derniers? L'État ne pourrait-il avoir des chemins de fer, des mines, des hauts fourneaux, des salines, des manufactures de toutes sortes? Il est un État en Europe, la Prusse, qui, avec le profit qu'il tire de ses exploitations, paye la moitié de sa dette. A cela nous répondrons catégoriquement : non. Ce serait renverser le premier des principes sociaux, l'interdiction à l'État de faire concurrence aux particuliers, de descendre dans l'arène. Il est institué pour protéger le libre jeu de leurs individualités, il ne peut devenir leur ennemi. Luttant dans des conditions défavorables, les individus ne pourraient que se décourager, perdre leur activité et aboutir à une déchéance. Je ne fais d'exception, dans la liste ci-dessus, que pour les chemins de fer : 1° au point de vue stratégique; 2° parce que les raisons pour lesquelles les routes de

grande communication, les canaux et les rivières sont laissés à l'État subsistent pour les chemins de fer; 3° et surtout, parce que la spéculation ne se portant que sur les grandes lignes et donnant des bénéfices immédiats, l'État, qui peut attendre, dote de voies ferrées les localités les plus écartées. Mais le produit de ces chemins de fer, dans 70 ou 90 ans, suffira-t-il, comme beaucoup le disent, à payer notre épouvantable dette et à supprimer nos impôts? En ce moment la dette de la France est le cinquième de la dette totale des États européens.

Il est un moyen cependant, celui dont nous avons parlé page 427 : la suppression au profit de l'État des successions *ab intestat* en ligne collatérale. Le projet de ce genre, déposé à la Chambre en 1895, calculait qu'en une trentaine d'années il permettrait de nous libérer de notre dette et de supprimer les impôts les plus vexatoires. On pourrait ainsi étendre le service des bourses relatives à l'instruction et compléter le service de la préparation de tous à la recherche d'une profession et à la lutte, l'une des réformes les plus aptes à métamorphoser notre race.

CHAPITRE VI

Le suffrage universel. — La justice judiciaire et administrative. — Les grands pouvoirs de l'État : l'exécutif, le représentatif et le législatif.

Passons à un autre exemple de la difficulté de concilier dans la pratique, la sociologie spéculatrice avec la sociotechnie.

Nous avons montré que les sociétés civilisées sont des

individualités fictives permanentes possédant un patrimoine dont la génération actuelle possède l'usufruit et que gère une administration ou autorité. Dans un temps qui n'a pas encore disparu partout, un chef ou monarque héréditaire, réputé le maître ou tuteur de son peuple, avait la haute main sur cette gérance et n'en appelait à lui que pour en obtenir les subsides dont il avait besoin, sauf à se passer de son agrément s'il se montrait récalcitrant, et à risquer la guerre civile ou la révolution. Le premier droit social que le peuple ait conquis est celui de ne payer que les impôts consentis par lui; il est resté incontestable et la raison majeure de sa représentation parlementaire. Un autre système est celui de l'oligarchie dans lequel le chef n'a qu'un pouvoir restreint et est remplacé par la classe supérieure ou un choix dans son sein, quelle que soit la façon dont ce choix ait lieu, laquelle gère les intérêts communs, mais sans oublier les siens propres et les privilèges qu'elle entend conserver pour elle. Je citerai comme exemple l'Angleterre, dont l'évolution nationale sous ce rapport, présente, de 1215 à 1832, des phases fort instructives[1]. Un troisième système mis en pratique par la Révolution française est que le peuple, c'est-à-dire la masse des individus actuels continuant ceux qui les ont précédés, est le seul intéressé dans la gérance et, de même que dans une assemblée d'actionnaires, a le droit, directement ou par des délégués, fût-ce impérativement, de diriger la société dans la voie qui lui plaît. Dans le premier système, le monarque était le souverain; dans le dernier, le même mot fut employé, le

1. J.-R. Green, *A short history of the english people*, London, 1895.

peuple fut déclaré le souverain. Ce qui conduit au principe du suffrage universel.

Suffrage universel. — Mais immédiatement apparaissent les difficultés de son application. Il est évident que cette souveraineté étant admise, et réellement elle ne peut être contestée, ne réside que dans l'universalité des citoyens et non dans un individu isolé ou une fraction quelque large qu'elle soit. La Révolution l'a parfaitement compris, mais sans résoudre la difficulté. On admet que cette universalité est établie par la moitié des votants, ou quelquefois les deux tiers, plus un. Est-ce sûr? Voilà dix millions de suffrages exprimés : ils se partagent en 4999999 d'un côté et 5000001 de l'autre, ou 3333332 d'un côté et 6666667 de l'autre, séparés par un désaccord absolu. Les premiers, en minorité, auront le droit de crier à l'oppression par le nombre, c'est-à-dire par la force. Et qui sait? ce sont peut-être ceux qui ont raison, qui ont voté avec le plus de clairvoyance, d'abnégation et d'intelligence. Herbert Spencer dans son chapitre IV de *L'individu contre l'État* n'a aucunement prouvé le droit du nombre, la valeur du grain de sable entraînant le plateau de la balance, de l'unité résolvant les questions les plus graves suivant qu'elle se porte à droite ou à gauche, ce qu'il appelle le droit des majorités.

Puis, dans ces suffrages, est-on certain de l'opinion et de la volonté réelle de chaque individu sur le point en litige? Sait-on dans quelles limites il a librement déposé son vote, s'il a pensé par lui-même, s'il n'a pas été circonvenu, trompé, s'il ne s'est pas laissé entraîner par cet engouement si commun dans les foules, par des coteries intéressées, par des discours insidieux, passion-

nés ou mensongers? Tant pis pour lui, dit-on. Sans doute, mais son bulletin n'en compte pas moins et neutralise celui d'un autre qui se sera donné de la peine pour voter avec calme.

Une autre objection c'est qu'il n'y a aucune unité dans la façon des individus de considérer les questions, en supposant qu'elles aient été comprises. Les uns ne visent que les intérêts généraux du pays, d'autres que ceux de leur région, d'autres que les leurs propres. Des bulletins se rencontreront dans l'urne portant le même oui ou le même non qui, s'étant placés à des points de vue différents, n'en viennent pas moins d'individus en complet désaccord.

Si encore tous ne se laissaient guider que par leurs intérêts personnels, le mal serait médiocre, la résultante serait la somme de ces intérêts dans deux ou plusieurs sens, suivant le nombre des candidats; ce serait une statistique. Mais il n'en est pas ainsi, les divers points de vue se mêlent, en admettant même que chacun ait le sien propre et ne prenne pas par faiblesse celui de son voisin plus riche ou plus remuant. Ce que l'électeur ne comprend pas c'est que, dans son vote, il doit faire acte d'abnégation, s'effacer et ne s'inspirer que des intérêts de tous. C'est que les délégués désignés ne représentent pas un électeur ou un groupe d'électeurs mais la commune, le département ou le pays entier suivant les cas.

Si encore l'électeur, obéissant aux comités qui le dirigent, n'avait pas la prétention qu'on lui inculque, de dicter sa volonté expresse à son mandataire, de se faire rendre des comptes rigoureux! S'il se bornait à choisir les hommes les mieux préparés, les plus capables, les plus intelligents, les plus honnêtes pour aller défendre

ses intérêts nationaux et agir pour le mieux en présence des faits qu'on leur soumettra et des arguments qu'on leur développera!

L'objection la plus grave au suffrage universel c'est l'inégalité de valeur des votes, autrement dit l'inégalité de lumières, d'éducation et, je ne dirai pas d'intelligence, mais de simple bon sens. Un très petit nombre ont la moindre notion de ce que j'ai appelé les indications ou contre-indications sur lesquelles se base en toutes circonstances le jugement à porter. Nous avons tous assisté aux conversations et discussions de bons paysans, d'ouvriers de catégories diverses, à table, au café et savons où en sont en France leurs aptitudes politiques et quel genre de considérations ils mettent en avant [1]. Quelques-uns parlent fort bien et sont très positifs sur l'objet de leurs occupations ou de leurs pensées habituelles. Mais combien, lorsqu'on aborde des sujets généraux, ont la moindre idée de méthode, de libre examen, de rapports de l'État avec les individus, de bien public. Règle générale! l'homme parle et affirme avec d'autant plus d'assurance qu'il connaît moins ce dont il parle; il vote de même. Il est des pays où l'électeur comprend passablement les choses politiques et sépare l'*a priori* sentimental de la pratique. Mais ils sont

1. Je tiens à ce qu'il soit bien compris que je ne désespère pas de la masse électorale. Le paysan français est plein de bon sens. L'ouvrier des villes, je l'ai suivi pendant le siège et depuis dans ses réunions, a fait de grands progrès et il en fait quotidiennement. Par malheur il y a les bons et mauvais. Beaucoup encore sont crédules, se laissent prendre aux grands mots et sont la dupe des rêveurs, des turbulents et des ambitieux. Qu'ils le sachent bien, les désintéressés à leur endroit, ceux qui les aiment, ce sont ceux des intellectuels qui ne leur mâchent pas la vérité, admettent leurs revendications, connaissent leurs maux et en cherchent sans éclat le remède.

rares, j'en connais un en Europe; il est vrai qu'il est petit, composé d'autonomies circonscrites et que les intérêts engagés y sont simples. Voter dans sa localité sur ce qui se passe autour de soi et voter sur les intérêts généraux d'un grand pays dont on connaît à peine l'histoire et la géographie font deux. Et l'on veut que les membres d'une société de 40 millions de citoyens puissent trancher les questions générales si difficiles que nous avons abordées, juger entre la liberté et la protection du commerce, entre la centralisation et la décentralisation, apprécier des impôts autres que ceux qui les touchent personnellement, s'immiscer dans les lois! Tout le monde sait que les plates-formes électorales portent le plus souvent sur des questions incidentes propres à entraîner et que les véritables questions sont dissimulées comme trop spéciales et peu compréhensibles pour la majorité des électeurs; et que le choix de ces plates-formes est de la part des partis une affaire de tactique dont les électeurs sont dupes.

Comment remédier à cet état de choses? Il y a d'abord le vote à deux degrés qui a donné à la France le Tiers État de 1789, la Législative de 1791 et la Convention de 1792. L'objection, lorsque les électeurs du second degré sont désignés uniquement pour procéder à une élection donnée, c'est qu'ils ne sont pas indépendants et sont obligés de voter pour le candidat qu'ils expriment. Les conseillers départementaux et municipaux, sans additions, valent mieux; mais c'est introduire la politique dans leur nomination, ce qui leur enlève leur caractère exclusivement départemental ou municipal, et est mauvais. Puis il y a le vote plural dont l'une des bases serait le degré d'instruction. Nous avons concédé, et tous

l'accordent, que l'égalité dans le paiement de l'impôt personnel est toute relative et qu'une certaine portion doit varier avec la fortune. C'est une grosse brèche dans la doctrine de l'égalité sociale. N'en découle-t-il pas logiquement que le poids du vote ne saurait être égal, ceux payant plus devant peser davantage que ceux payant moins? Est-il juste du reste que celui qui mène une vie active, rapporte beaucoup à ses semblables, jette tout son avoir dans une entreprise utile à tous et donne la vie à 100 ou 1000 ouvriers, ne compte pas plus au jour de l'élection que celui qui ne travaille que le nécessaire pour vivre au jour le jour, ne risque rien et n'est utile qu'à lui-même? Personne ne soutiendra que le vote du paysan n'ayant d'autre horizon que son petit champ, ou de l'ouvrier se bornant à percer des têtes d'aiguilles pendant 300 jours de l'année ait la même valeur que les directeurs et employés supérieurs d'une vaste entreprise. Deux hommes sont égaux devant la société, mais deux opinions ne sont pas égales. Il y a encore le système de la représentation des groupes d'intérêts de M. Ch. Benoist qui m'a séduit un moment, mais qui soulève bien des objections. Enfin il y a le système de la représentation des minorités si logique mais si difficile à appliquer, le vote cumulatif, par exemple, adopté en Angleterre depuis 1867 pour les grandes villes.

On pourrait croire que les États-Unis, qui nous ont précédés dans la carrière du suffrage universel, nous apportent des enseignements à cet égard. Oui, mais dans le sens des dangers à éviter. Leur évolution électorale comprend trois périodes. Une première, qui est le vieux système puritain, que l'on pourrait appeler théocratique, dans la Nouvelle-Angleterre; une seconde où

l'on s'appuie sur la famille, la propriété foncière et un cens élevé pour l'électeur, plus élevé pour l'éligible; une troisième où règne le suffrage universel sans conditions pour tous les fonctionnaires et qui s'est progressivement établie de 1840 à 1850. J'ai assisté jadis à une élection présidentielle à Philadelphie lorsque Polk l'emporta sur Henri Clay. Je me suis tenu au courant depuis. Eh bien, je le déclare : notre pratique et nos mœurs électorales sont préférables à celles des États-Unis; l'électeur américain sait mieux comment il vote, l'électeur français est naïf, mais honnête. La malédiction dans ce pays ultra-démocratique, ce sont les comités, les politiciens de profession, puissamment organisés comme jamais ne l'a été le club des Jacobins sous la Terreur; chaque parti ayant son réseau enveloppant le pays tout entier, du *township* au président, dont ni l'électeur ni l'élu ne peuvent se dégager. L'électeur innocent et de bonne foi se croit libre et n'est qu'un mouton. Dans l'Union, dans les États, dans les comtés et jusque dans les communes, toute place de policier, de juge, de sénateur est distribuée à l'avance. Ce sont des situations pour les enrôlés, où ne restant qu'un temps limité on se hâte de profiter de l'aubaine. Si l'on est découvert, tout s'arrange, les juges appartiennent au parti et quelquefois ont un mandat impératif. C'est le fameux *ring* de Tammany, un cercle vicieux où tout se tient. En France, nous ne voulons: pas de la candidature officielle. Mais qu'est-ce auprès de la tyrannie occulte des comités? Le pire de tous les dangers pour la France est là. Conseillé ou mené, peu importe le mot, par le gouvernement dont la responsabilité est engagée ou par des comités irresponsables, quel est le mieux?

En définitive, après avoir pesé le pour et le contre des divers systèmes, je reviens au suffrage universel actuel et direct pour les trois sortes de délégués : communaux, départementaux et nationaux. Avec le temps il fera sa propre éducation ; il faut attendre les effets de l'instruction répandue partout.

En tout cas le vote n'est admissible que pour : 1° ceux n'ayant jamais eu de condamnation infamante et n'ayant pas été réhabilités après faillite ; 2° ceux payant la taxe personnelle et n'ayant pas recours à la charité officielle ; 3° ceux possédant l'attestation d'études primaires ; 4° ceux ayant vingt-quatre ans accomplis, et cela, entre autres, parce que les exemptés du service militaire, pour une cause quelconque, ne doivent pas être favorisés ; 5° ceux domiciliés dans la circonscription depuis un an ou deux pour les élections départementales et communales et depuis six mois au moins pour les élections nationales. De plus le vote doit être personnel, par correspondance s'il y a lieu (ce qui est facile) et obligatoire. En présence du peu de poids qu'ont les votes de chacun, beaucoup aujourd'hui, surtout parmi les plus éclairés, se désintéressent et s'abstiennent. Une série d'élections parisiennes aux tribunaux de commerce, quoique les votes y soient moins étouffés que dans les élections politiques, en font particulièrement foi [1].

1. Ces élections aux tribunaux de commerce de Paris sont instructives à tous égards. Elles montrent en même temps les influences du régime politique sur les lois.

En 1807, la liste des électeurs ou commerçants notables est dressée par le préfet. En 1848, tous les patentés depuis cinq ans et domiciliés depuis deux ans sont électeurs. En 1852, on reprend la loi bonapartiste de 1807. En 1870, on revient à la loi de 1848. En décembre 1871, au lendemain de la Commune, système nouveau : liste de un dixième environ dressée non plus par le préfet, comme en 1807, mais par le maire, le

Il est certain, pour une foule de raisons, que le suffrage universel tel qu'il fonctionne en France est l'enfance de l'art, qu'il ne porte pas aux affaires les hommes les plus indiqués, qu'il obéit aux influences les moins désirables et qu'en le montant convenablement on lui fait dire ce que l'on veut. Ceux qui savent jouer du plébiscite, de la candidature officielle et de l'engouement populaire, ne l'ignorent pas. S'emparer du suffrage universel est l'objectif de tous les partis : cléricaux, réactionnaires, socialistes et autres, comme de toutes les personnalités ambitieuses. Il est à la merci des habiles.

Son principe, du reste, on ne saurait se le dissimuler, est douteux. D'une part les intérêts pour lesquels il est consulté ne concernent pas que la génération présente. De l'autre la souveraineté du peuple n'est qu'un grand mot pour désigner une chose bien simple : le droit des actionnaires dans une grande société anonyme de nommer des délégués chargés du contrôle de la gérance de leurs intérêts communs et de l'emploi des fonds qu'on leur retient annuellement. Une collection innombrable d'individus n'est pas plus souveraine qu'un groupe ou un individu isolé. De part et d'autre, étant données les conditions et circonstances où l'on se trouve, on fait non ce que l'on veut mais ce que l'on peut, ou mieux ce qui

Conseil général, les chambres et le tribunal de Commerce et le Conseil des Prud'hommes. En 1883, enfin, on revient à la loi de 1848 sans changement notable.

Or voici ce qu'écrit Moreau (*Précis de Droit constitutionnel*) : « Le suffrage universel appliqué pour la troisième fois aux élections commerciales n'a pas donné de résultats satisfaisants. Comme en 1790 et en 1848, les nouveaux électeurs ont négligé l'exercice de leur droit de suffrage, les anciens se sont désintéressés de ce droit prodigué et les abstentions, très rares sous le régime de 1855 et 1871, s'élèvent aujourd'hui à un chiffre formidable. Ainsi à Paris, au scrutin de ballottage du 21 décembre 1892, il y eut 1769 votants sur 43 333 inscrits.

est le plus sage. Voilà pourquoi il faut désigner comme ses délégués non les plus bruyants, les plus camarades, mais des hommes de savoir et de jugement capables de peser ces conditions et de raisonner pour vous et mieux que vous. La seule souveraineté est celle des circonstances et, pour généraliser davantage, celle de la nature. Ensuite vient, en ce qui concerne les hommes, la souveraineté de la raison. On a plaisanté le culte de la raison appuyée ou non sur la vérité toute nue. On a eu tort : c'est celui que professait toute la philosophie grecque, Platon en tête. La force ou la raison, il faut choisir [1].

Pour nous résumer, la souveraineté du peuple et le suffrage universel sont un principe qu'il faut maintenir, mais aussi régulariser et accommoder aux conditions; une arme dangereuse avec laquelle une nation peut aussi bien se suicider que se sauver. Nos désastres de 1870 sont la conséquence du plébiscite de 1869.

Judiciaire. — Un autre exemple des difficultés à faire cadrer les préceptes avec les applications, se voit dans la répartition et l'équilibre de ce qu'on appelle les Pouvoirs de l'État.

Séparons d'abord la justice qui, partout, et entre autres en France et malgré le principe de son indépendance et de sa séparation de tout autre pouvoir, est dispersée et manque d'unité. Son objet est d'interpréter les lois, décrets et arrêtés, d'appliquer les peines résultant de

1. « Prenez Hobbes, Bentham et Austin, dit M. Benoist, prenez leurs définitions de la théorie pure et mettez-les en regard des faits. Vous ne voulez rien rabattre de la notion de la souveraineté, il vous faudra conclure qu'en France, à l'heure actuelle, le président n'est pas souverain, le Parlement n'est pas souverain, le peuple n'est pas souverain: ou que tout le monde y est souverain, ou qu'il n'y a pas de souverain. » Et plus bas il ajoute : « L'idée de la souveraineté est fausse ou inutile. » (*La Politique*, par Ch. Benoist, Paris, 1893.)

leurs infractions et de trancher les différends : 1° entre les particuliers; 2° entre eux et les administrations; 3° entre les parties de celle-ci. Elle se partage en judiciaire et administrative, la première comprenant les tribunaux de police, de 1re instance, d'appel, de cassation et les cours d'assises; la seconde comprenant entre autres les conseils de préfecture et le Conseil d'État, mais étant exercée parfois par un seul : le ministre, le préfet ou le maire, sans parler des juges de paix [1] qui sont hors cadre et ont un caractère mixte. Ce n'est pas tout, il y a en outre la justice commerciale, industrielle, académique, financière. Que sais-je encore? Comme personnel elle comprend des juges inamovibles nommés par l'exécutif, des juges révocables et nommés par lui aussi, des juges appartenant à l'administration elle-même, des juges nommés à l'élection par des catégories spéciales d'électeurs. De tous côtés, officiellement ou officieusement, la justice intervient, se confondant parfois avec celle des conseils de discipline. Ainsi au Conseil de l'instruction publique, à la Cour des comptes et, dans un ordre privé, dans les Chambres des notaires, des avocats, des agents de change.

On sait la distinction entre la magistrature assise et la magistrature debout. La première répond aux juges inamovibles. Dans la seconde se rangent entre autres les juges d'instruction chargés d'examiner une affaire et de décider s'il y a lieu d'en saisir la magistrature debout et les procureurs généraux chargés de poursuivre et de

1. On ne sait généralement pas qu'en France les juges de paix ne sont pas obligatoirement pris parmi les licenciés en droit ou tout au moins parmi les sujets ayant fait un stage dans une étude de notaire ou d'avoué.

défendre devant celle-ci les conclusions du juge d'instruction. Les magistrats debout ne sont que des employés de l'administration. Les conseillers de préfecture sont de même ordre : comme leur nom l'indique, ils assistent le préfet, écoutent pour lui les réclamations de ses administrés, lui donnent leur avis, mais à l'occasion remplissent les fonctions de justiciers. On sait d'autre part que sous la Révolution les juges de tous ordres, puis certains, étaient nommés à l'élection au 2e degré par les particuliers. Cette méthode a disparu mais non en totalité : les tribunaux et chambres de commerce, les conseils des prud'hommes et autres en sont les restes, très légitimes dans ces cas. Enfin à côté des juges inamovibles siègent souvent des juges tirés au sort, ce qu'on appelle le jury. Je ne parle pas à nouveau du Conseil d'État dont les membres dépendent de l'État et qui a une section de contentieux jugeant en dernier ressort les conflits entre l'administration et les communes ou les particuliers.

La fonction judiciaire n'est donc pas un pouvoir séparé et toujours indépendant comme les préceptes le veulent. Certaines de ses parties sont distinctes de l'administration en ce sens qu'elles doivent être régulièrement saisies par celle-ci et qu'alors la justice doit forcément suivre son cours, en ce sens que les juges n'y sont pas révocables par l'administration. Mais toute la justice administrative a les mains liées, elle obéit, elle est à la fois juge et partie. C'est une confusion à laquelle il faudrait de toute nécessité mettre ordre. Mais ici la pratique se dresse, on ne peut multiplier les rouages, il faut utiliser ceux que l'on a. Cette confusion est plus grande encore sur quelques points en Angleterre.

Grands pouvoirs de l'État. — Le judiciaire ainsi

dégagé, nous restons en présence du travail même de l'État qui se partage en deux : la conception, l'organisation et l'exécution des mesures que comportent les fonctions que nous avons dites et leur contrôle, leur approbation ou désapprobation par les représentants du pays. Il n'est pas douteux, en effet, que dans une société dont les membres s'élèvent à des millions et sont assimilables à des actionnaires, il doive, à côté des directeurs de service chargés du travail effectif, y avoir un conseil de surveillance se rendant compte annuellement ou plusieurs fois par an des opérations, les approuvant ou improuvant et donnant leurs indications sur celles à poursuivre les années suivantes. D'où deux corps distincts : l'Exécutif, avec ses ministres chacun responsable des services spéciaux qui le concernent, et son chef du conseil ayant la responsabilité d'ensemble; et les Représentants du pays, quelle que soit la façon dont ils sont désignés. La tâche principale de ceux-ci est de sauvegarder les intérêts pécuniaires de leurs commettants, de veiller à ce que leurs fonds ne soient pas gaspillés, à ce que les travaux projetés soient réellement utiles, à ce que les impôts soient répartis le plus conformément à l'équité et ne soient pas mal à propos excessifs. Ce n'est pas à eux de dresser le budget, l'exécutif est mieux en mesure de connaître les besoins des populations, de répartir les recettes suivant leur capacité et les dépenses suivant la nécessité. Les représentants du pays doivent surtout être des modérateurs. A titre de corps contrôlant et autorisant, ils ont la prééminence sur le corps contrôlé. En cas de désaccord formel, lorsque les moyens de conciliation sont épuisés, l'exécutif doit se soumettre ou se démettre.

Mais il est une autre fonction dans l'État sinon extérieure à lui, étrangère au travail courant et à son contrôle, et sur laquelle la nature du présent ouvrage appelle tout particulièrement notre attention : l'organisation même de la société, c'est-à-dire la confection des lois, non pas des lois de finances qui concernent le corps des représentants de tout à l'heure, mais celles qui coordonnent les rouages sociaux, qui fixent les règles à suivre, qui délimitent les droits et les devoirs, qui, profitant des leçons du passé, préparent l'avenir, les lois en un mot qui prennent rang dans nos codes. Pour les concevoir, les rédiger, les faire cadrer avec celles non abrogées, les adapter à la nature de l'homme et aux nécessités de la vie sociale, il faut une compétence hors ligne, des connaissances presque encyclopédiques, une indépendance d'esprit, un désintéressement, un tact, une expérience rares. C'est pour la confection de ces lois que nous voudrions qu'on soit anthropologiste dans le sens large du mot, sociologiste surtout, sociotechnicien plus encore, jurisconsulte par-dessus tout.

Mais à qui confier une tâche si considérable, la plus élevée de toutes en société? Le plus en mesure à un point de vue serait l'exécutif. Par son armée de fonctionnaires et surtout d'inspecteurs, par ses commissions consultatives propres et par les chambres d'agriculture, de commerce, d'arts et métiers, etc., qu'il met en mouvement à volonté, il sait mieux que personne la situation physique et morale du pays, ses désirs et ses besoins, ce que l'on voit et ce que l'on ignore. Certainement c'est à lui de préparer les projets de loi, d'en donner le canevas, d'en marquer les points essentiels. Mais les discuter et les voter sort de ses attributions.

Un autre bien préparé à un autre point de vue est la partie la plus élevée et la plus indépendante de la Justice judiciaire. En présence des difficultés d'application des lois, elle en sait mieux qu'aucun les défauts et les qualités, les points à corriger et réformer, ceux à éclaircir, supprimer ou développer. Mais, d'une part, tous se plaignent déjà de son encombrement d'affaires, de l'autre il importe de séparer la confection et l'interprétation des lois. Reste la Chambre des représentants. Mais dans l'état actuel des choses, soumise aux hasards du suffrage universel, sans cesse harcelée par ses électeurs dans les sens les plus divers, possède-t-elle les conditions de calme, de désintéressement et d'impartialité nécessaires? Est-elle en mesure de ne se laisser guider que par des vues générales, s'appliquant à toutes les parties du pays? N'est-elle pas condamnée à des expédients pour satisfaire ceux qui la pressent, n'est-elle pas subordonnée aux partis qui l'ont nommée? N'est-elle pas trop soucieuse avant tout de sa popularité? La tactique est la grande préoccupation de toutes les fractions de la Chambre, tactique dictée par les grands chefs, pour la plupart avides de pouvoir; pour elle, elle sacrifiera ses convictions, s'alliera à ses pires ennemis et les lois peuvent n'être que le résultat de coalitions des extrêmes les plus opposés. Or une loi exige avant tout de l'unité. N'a-t-on pas, dans ces derniers temps encore, voté des lois que l'usage a reconnues impraticables? Herbert Spencer appelle la représentation nationale « la grande superstition politique ».

Les lois générales, on l'oublie trop, sont le palladium de la société, ce qui plane au-dessus d'elle, l'enveloppe, assure son existence et, en même temps, est la base

unique sur laquelle elle repose. Leur confection est distincte du courant des affaires et de leur contrôle, des questions d'impôts, de travaux publics, de police ou de politique actuelle. Elles dominent les partis, les situations incidentes, les clameurs du dehors; elles ne sauraient être opportunistes. Le suffrage universel peut exprimer ses vœux à leur égard, mais ses capacités ne lui permettent pas plus. Les lois sont une œuvre de sagesse, de méditation et d'expérience, les rapports obligés des choses demandées par Montesquieu. Dans l'état de nos mœurs, leur discussion est publique et l'on ne conçoit pas qu'il puisse en être autrement, mais il est regrettable qu'elles soient ainsi jetées en pâture à tous avant d'être promulguées, qu'elles soient des occasions de discours retentissants, de professions de scepticisme dans lesquelles par avance on en montre tous les défauts. Une discussion sur les lois devrait se dérouler avec majesté et recueillement, sans cris, sans passion, sans frais d'éloquence, avec des raisons solides. Les lois ainsi retournées en tous sens ne sont-elles pas destinées à être des articles de foi devant lesquels tous auront à s'incliner, des commandements auxquels il faudra obéir? Elles vont enchaîner ceux qui les approuvent et ceux qui les désapprouvent, ceux qui en profitent et ceux souvent qui en souffrent, la minorité comme la majorité. Elles doivent être respectées et remaniées le moins souvent. Le jour où l'on ne croirait plus aux lois, où l'on n'y verrait que des expédients de parti, la société aurait vécu. On ne saurait donc s'entourer de trop de garanties dans leur confection.

La raison, dans ces conditions, veut qu'elles soient l'œuvre d'une assemblée spéciale, la plus élevée, la

plus éclairée, la plus indépendante possible, composée d'hommes hors ligne sélectionnés avec le plus grand soin. Ce seraient les sages de Platon.

Ce qui nous amène à considérer le mode de formation ou de nomination de ces grands Pouvoirs composés d'hommes sachant souvent dominer leur propre individualité et ne s'inspirer que de la grandeur de leur tâche, mais souvent plus ou moins entachés comme tous du vice originel de notre nature animale. Quoi qu'on fasse, l'homme qui a quelque chose à attendre ou à craindre de celui ou de ceux dont sa position dépend est moins libre. Le souci de sa dignité, les regards portés sur lui, la confiance que l'on a mise en lui, la conviction qu'il finit par avoir du rôle qu'il joue le poussent évidemment à tenir correctement ce rôle. Mais, malgré tout, son Moi reste en éveil et le rappelle à ses intérêts propres et à ceux de sa famille. Le grand défaut du jour tenant à l'acuité qu'a prise la concurrence sociale, si nécessaire et si productive pourtant, c'est que la plupart, à quelque hauteur qu'ils soient, sont des professionnels et ne voient dans les fonctions publiques qu'une carrière et non, comme les hommes de 89 et de 48, un sacerdoce.

Dans les cas où le fonctionnaire n'a que des ordres à exécuter dont la responsabilité remonte au supérieur hiérarchique qui les a donnés, aucun doute : la nomination, les changements, le blâme, la suspension et la révocation relèvent entièrement de ce supérieur ou de celui qui le domine. Tel est le cas à tous les étages de l'armée et de l'exécutif. De même l'inspecté dépend de l'inspecteur, le contrôlé du contrôleur, les ministres par conséquent du Corps des représentants lorsqu'il refuse

d'approuver leur œuvre ou de leur fournir les subsides qu'ils demandent.

Mais lorsque le fonctionnaire n'a pas d'ordre, de blâme, de refus à redouter et ne relève que de lui-même, le problème devient délicat. Tel est le cas des magistrats inamovibles de l'ordre judiciaire. Bien des systèmes ont été tentés : l'élection populaire préconisée par la Révolution dont elle-même a reconnu progressivement les mauvais effets et à laquelle on a définitivement renoncé ; l'élection par eux-mêmes qui est jugée défavorablement par le plus intéressé au système, par le barreau ; le concours qui est à méditer encore ; la nomination par l'exécutif en suivant les listes d'avancement et sans révocabilité ; et enfin la nomination par le même, mais sur présentation par les magistrats d'une liste, mettons par place, de deux à leur choix et deux à l'ancienneté. Nous concluons pour ce dernier qui est employé dans quelques pays de l'Europe. Il est le plus capable de laisser aux magistrats l'indépendance nécessaire, étant entendu que l'État a le droit de suspension limitée et que, connaissant les adaptations les meilleures aux localités des aptitudes spéciales de chaque magistrat, il peut les déplacer à son gré dans le cercle de la classe à laquelle ils appartiennent.

Pour les représentants la question ne se pose pas. Ils relèvent entièrement de leurs électeurs ; leurs paroles, leurs opinions, leurs votes sont libres. C'est aux électeurs, lorsqu'ils ne sont pas satisfaits, de les remplacer par d'autres plus capables, plus honnêtes ou s'inspirant mieux de leurs désirs. Le corps électoral, malheureusement, est sans contrepoids, sans défense contre lui-même. Composé d'éléments les plus dissemblables, d'une valeur très diverse, il est humain, c'est-à-dire très im-

parfait; il s'ignore, il est capricieux, il est livré à toutes les houles, il exprime mal ce qu'il veut, ses fautes et ses succès ne lui servent pas de leçons.

Reste le Corps des législateurs. Si l'interprétation des lois et le jugement des différends exigent une grande indépendance, à plus forte raison la confection des premières. Rien ne doit l'influencer que les conditions mêmes des problèmes qu'il a à résoudre. Il ne relève que de son savoir, de son jugement et de sa conscience. Le meilleur système à notre avis est sa nomination par parties égales par les trois corps les plus autorisés à ses côtés : la Cour de cassation, qui lui apporte la connaissance parfaite de la jurisprudence; l'exécutif, qui le mieux discerne la valeur des hommes nécessaires, et le Corps des représentants qui apporte l'élément souverain. Et cependant, même dans ces conditions, ce Corps n'est pas à l'abri des défauts tenant à la nature humaine. L'assemblée, étant forcément composée d'hommes mûrs qui seront un frein à un progrès désordonné, peut résister avec exagération aux vœux de l'opinion et retarder des réformes mûres. Il y a donc tout un système à combiner pour qu'après un temps suffisant de résistance le peuple ait le dernier mot.

Bien des questions pourraient encore être agitées : 1° L'âge des fonctionnaires élus. Il doit varier avec le degré de savoir, d'expérience, de maturité, de possession de soi-même qu'exige la fonction. D'une part les individus sans position, n'ayant rien à perdre, sont contre-indiqués; de l'autre des attaches sociales telles que des biens à conserver, une famille, *a home*, sont indiquées : deux propositions difficiles à concilier. 2° La durée du mandat. Elle sera d'autant plus longue qu'il faudra apporter plus d'expérience et plus d'esprit de suite dans ses fonctions.

Une Chambre se compose de nouveaux qui s'aperçoivent que la pratique ne répond pas à leurs croyances et sont désorientés, d'anciens qui approchent de leur renouvellement et font du zèle, et d'intermédiaires libres d'esprit et ayant l'expérience de leur tâche. D'où la conséquence qu'un pouvoir élu doit être renouvelé par portions afin que la tradition s'y maintienne. 3° Émoluments : en principe toute fonction doit être salariée. Mais c'est ouvrir la porte toute grande à bien des déclassés qui se jettent dans la politique faute d'avoir pu se faire une position autrement. La gratuité impliquerait qu'on y entre non par intérêt mais par goût, pour être utile à ses semblables; elle laisse supposer que l'individu a l'indépendance requise et de plus l'éducation obligée. En tout cas, on ne saurait refuser que les fonctionnaires élus reçoivent une indemnité convenable pour leurs frais généraux; mais ce n'est pas eux-mèmes qui doivent la fixer. 4° La vérification des pouvoirs : évidemment elle ne peut être laissée aux intéressés dont la majorité n'ont pas l'impartialité voulue. 5° Président de la République : en France il est irresponsable et n'est qu'honoraire et d'apparat; le véritable chef de l'État est le président du Conseil des ministres. Aux États-Unis il est responsable, il a l'autorité réelle, il nomme les fonctionnaires fédéraux avec le concours du Sénat, il a le veto suspensif; les ministres, irresponsables devant les chambres, ne relèvent que de lui. Notre système est donc plus libéral, c'est le Corps des représentants qui indirectement gouverne. 6° Constitution, équilibre du pouvoir en prévision de certaines éventualités : la question est ici délicate.

Une constitution est l'ensemble des lois réglant la forme du gouvernement, ayant trait à sa stabilité et ne pouvant

être changées ou modifiées qu'en suivant des formes qui en rendent le remaniement difficile. Les États-Unis ont une constitution fédérale et 38 constitutions d'État, auxquelles on ajoute des amendements lorsqu'on ne peut les tourner. L'Angleterre n'en possède pas ; elle vit sous un régime oligarchique et libéral, bien que monarchique ; elle est régie par la tradition. En 1688 elle a pu déposer son roi et le remplacer sans sortir de la légalité. Son parlement lâche ou tend la bride suivant les circonstances et sait céder et s'adapter aux nécessités.

En France, nous sommes autres. Nous avons besoin d'une règle fixe. Nous avons un sentiment très vif de l'égalité que l'on ignore en Angleterre et qui est le fruit de la Révolution allant de 1789 à 1814. Nos classes dirigeantes actuelles sont elles-mêmes démocrates, tandis qu'en Angleterre elles sont aristocrates. De 1789 à 1800, nous avons eu 5 constitutions et de 1800 à 1899, 6 au moins. Elles marquent nos trop nombreux changements de régime. Vingt fois et plus on a essayé de les renverser. Notre seule révolution légale est celle de 1789, lorsque les États généraux se transformèrent en Assemblée constituante. Trois révolutions sont venues de la rue, deux d'en haut, une par les armées étrangères. Dans la dernière la nation s'est ressaisie. Ce qui fait le malheur de notre pays, ce sont les restes des parties monarchiques, notre malheureux esprit d'opposition quand même, notre défaut d'attribuer au gouvernement tout ce qu'il y a de mal, nos abandons comme nos engouements exagérés. Il nous faut donc une constitution, c'est-à-dire un frein. Et cependant toutes nos révolutions sont des violations de la loi par la force. C'est contre cet abus de la force qu'il faut se prémunir. Avec la République

basée sur le système de la représentation nationale, bien ou mal comprise par le suffrage universel, tous les progrès, toutes les réformes utiles, sages, peuvent s'obtenir par les voies légales. C'est à cette légalité qu'il faut se cramponner et en elle qu'est la sécurité. Il n'y a plus de raison ni de prétexte à révolution avec elle. Le principe anarchique que la force prime la loi est la négation de toute vie sociale, la pire des régressions. C'est contre lui qu'il faut se mettre en garde. Le danger peut venir de bien des côtés : de l'un des pouvoirs publics, de l'exécutif qui dispose de l'armée, de l'un de ces aventuriers sachant mettre à profit une occasion, une crise, et trouver des complices, ou d'une fraction du peuple ne reculant devant aucun moyen pour conquérir le pouvoir politique.

Pour y parer, la première chose est de délimiter exactement les fonctions de chacun et de l'enlacer dans un réseau de prescriptions tel qu'il ne puisse en sortir. Bien entendu que les crimes et délits de droit commun comme la trahison, la corruption et la calomnie sont en dehors et rentrent dans les lois ordinaires. La seconde est de bien équilibrer le cercle dans lequel les grands pouvoirs doivent se mouvoir, de bien préciser les formes à suivre dans leurs relations, et de faire que lorsque entre eux éclatent des conflits légaux, ils ne dégénèrent pas en système d'obstruction et aient forcément une issue déterminée. C'est ainsi que l'exécutif, convaincu qu'il doit résister aux sévérités du représentatif, doit pouvoir en appeler aux électeurs pour décider entre eux, c'est-à-dire dissoudre partiellement ou totalement ce Corps avec le concours du Législatif. La troisième chose est de prévoir constitutionnellement les mesures énergiques à prendre à la moindre illégalité, surtout lorsqu'un attentat ou

un commencement d'exécution est en cours et susceptible encore d'être enrayé ou annulé. La quatrième est de traduire les conspirateurs ou criminels, quels qu'ils soient, devant une Haute cour de justice, formée par exemple de la Cour de cassation et du Législatif réunis.

En résumé le travail de l'État se divise logiquement en trois parties : 1° les lois d'ordre général à confectionner et interpréter; 2° l'expédition des affaires courantes ou gérance des intérêts généraux, c'est-à-dire les fonctions obligatoires et facultatives que nous avons décrites; 3° le contrôle de cette gérance, diverses sanctions et le vote du budget. En mettant de côté le judiciaire chargé de juger les différends autant que d'interpréter les lois et qui est un service à part, cela nous donne trois pouvoirs comme il suit :

I. — Le Corps législatif, qui reçoit les projets de loi dont il est saisi par l'Exécutif, les discute, les coordonne en conformité avec les lois antérieures maintenues et les vote ou les rejette.

II. — Le Corps exécutif qui répond de l'ordre, remplit les fonctions décrites, propose au Législatif les lois qu'il juge nécessaires, est l'intermédiaire entre les départements et communes et le corps des représentants, et prépare le budget.

III. — Le Corps des représentants, ou Assemblée nationale, qui vote le budget par chapitres, vote toutes les lois de finance entraînant une dépense ou une recette, sanctionne les actes de l'exécutif, des départements et des communes et finalement les lois votées par le Législatif.

Pour plus de détails nous renvoyons à l'annexe D à la fin de ce volume.

CHAPITRE VII

La commune, le département. — Self government ou demi-tutelle? — Questions diverses.

Jusqu'ici, dans cette quatrième partie, nous avons eu essentiellement en vue les intérêts communs de l'ordre le plus élevé, de membres associés en nombre considérable, sur de vastes espaces, tels qu'ils se présentent dans les États européens actuels, en les opposant aux intérêts particuliers de ces mêmes membres. Mais ainsi que nous en avons dit accidentellement quelques mots, ces intérêts communs se fractionnent en groupes de sous-intérêts, d'ordre décroissant dont le type le plus réduit est la Commune. Afin de comprendre l'importance de celle-ci, il suffit de rappeler qu'en France les communes sont au nombres de 35 000 environ. Ce sont les unités collectives constituantes de la grande unité nationale.

Toutes choses égales, les plus modestes de ces unités, les communes rurales, sont, prises isolément, les analogues des premiers clans sociaux. Chez ceux-ci les besoins et intérêts généraux étaient simples, le conseil des anciens ou des notables répondait à notre conseil municipal, le chef était l'équivalent de notre maire, mais sans contrôle au-dessus de lui. Lorsque les clans se réunirent en tribus, chacun conserva son conseil et son chef pour gérer ses intérêts, tandis qu'un conseil général se formait répondant, toujours toutes choses égales, à notre conseil départemental. Lorsque enfin les tribus se fédérèrent de gré ou de force, un conseil plus élevé encore se constitua,

comme chez nous l'autorité centrale dont nous avons décrit les fonctions. Nos grands États actuels ne sont de même que des agglomérations à la dernière puissance dans lesquelles les unités fondamentales persistent et forment autant de petites sous-sociétés ayant leur part dans les intérêts généraux dont elles abandonnent la gérance, mais aussi leurs intérêts communs propres dont elles se réservent ou non le *self government*.

La méthode que nous avons suivie pour aboutir à savoir comment aujourd'hui les sociétés actuelles peuvent ou doivent être aménagées, était celle de l'observation, de l'analyse et de l'interprétation des phénomènes qu'ont présentés les sociétés anciennes se déroulant empiriquement du clan social primitif à nos États actuels. Ce n'est que tardivement, après avoir constaté les efforts des philosophes, que pour rationaliser les rapports les plus logiques et les plus désirables des hommes entre eux, nous avons apporté non des spéculations, mais de simples inductions des faits. Pour les communes, ce qu'elles doivent ou peuvent être, nous procéderons autrement. Séparées les unes des autres, ne se commandant pas, n'étant guère que des individualités topographiques vivant aujourd'hui, dans notre pays pour le moins, sous la main d'une autorité pleine de bonne volonté qui l'empêche de se livrer à des fantaisies, de se coaliser et de devenir un danger pour l'unité nationale, on est libre encore de choisir pour elles l'organisation la plus compatible avec leur propre bien et avec les relations qu'elles doivent nécessairement conserver avec le reste du pays. La sociotechnie, dans l'organisation ou la réorganisation des États, est obligée de compter avec un état de choses séculaire, avec des habitudes invétérées et avec la com-

plexité infinie des problèmes. Pour les communes, la table est presque rase, les données sont simples, la tâche est relativement facile. Il ne s'agit que de savoir exactement ce qui est préférable, et comment associer les deux termes en présence à concilier : la commune la plus maîtresse d'elle-mème possible et l'État non paralysé dans les charges qu'il a à remplir.

Une question préalable est celle-ci : le *self government* est-il nécessaire? Les individus qui, à l'origine, trouvèrent un avantage ou furent conduits à confier ou à abandonner le soin de leurs intérèts communs, et qui plus tard, lorsque la société eut grandi et se fut scindée en petites sous-sociétés, laissèrent la mème autorité continuer son œuvre, sont-ils disposés à suivre la même méthode? Évidemment non. Les individus se sont émancipés, ils ne veulent plus être en tutelle que le moins possible, ils se croient capables de gouverner eux-mèmes leurs intérêts communs immédiats, ceux qu'ils peuvent embrasser de près d'un coup d'œil, l'expérience leur a appris que ce que l'on fait soi-même est mieux fait. Dans les localités éclairées ils sont unanimes, ils se sentent majeurs, ils veulent le *self government*[1]. Il y a une autre considération non moins forte : l'État a une charge écrasante, il faut absolument alléger sa responsabilité de tout ce que l'on peut.

Nous avons comparé les communes d'aujourd'hui aux clans anciens. De fait, chez les civilisés, ceux-ci ont totalement disparu, les communes sont d'origine historique.

1. Un auteur que nous estimons, E. Chevallier, dans son ouvrage déjà cité, en est moins convaincu. Il doute « que chez nous, en dehors du cercle des esprits libéraux et philosophiques, la décentralisation soit si réclamée par l'opinion publique ».

En Angleterre, aux États-Unis leur histoire est un peu différente. En France, ce sont par exception les restes de familles qui ont grandi sur place ou de groupes réfugiés à des époques de guerre civile ou étrangère. Le plus souvent ce sont des agglomérations qui se sont formées spontanément autour des châteaux ou des couvents pour être protégées et qui, après la Révolution, ont dû s'organiser ou être organisées de façon à gérer elles-mêmes leurs intérêts communs. D'autres fois, et cela concerne surtout les communes urbaines, ce sont des associations de marchands ou d'artisans libres qui, profitant des subsides et autres secours qu'on leur demandait, ont su obtenir des chartes de garanties ou de privilèges. Chaque jour se forment encore par essaimage ou autrement des communes nouvelles. Actuellement une commune se définit une agglomération possédant une représentation locale propre appelée entre autres un conseil municipal.

L'avant-dernier mode de formation des communes est la preuve déjà de la volonté et de l'aptitude que possède une commune de s'administrer elle-même. Les communes anglaises et belges, les villes commerçantes de l'Italie, qui n'étaient à proprement parler que des communes, la commune de Paris au temps d'Étienne Marcel montrent à quel degré d'organisation propre et de puissance elles peuvent s'élever et même les embarras qu'elles peuvent créer au gouvernement central. Maintes fois on les a vues devenir un État à côté ou au sein d'un autre État et certes ce ne sont pas des exemples à citer en faveur de la doctrine du *self government*. L'histoire de la commune de Paris notamment n'est qu'une suite d'émeutes ou de révolutions dans lesquelles la force décide en dernier ressort.

Pour légitimer le droit au *self government*, ce ne sont pas les villes qu'il faut prendre en considération. Certainement lorsque nous aurons pris les mœurs qu'implique la République basée sur le suffrage universel, elles comprendront de plus en plus que les formes légales doivent avant tout être respectées et qu'il n'y a pas de sécurité possible dans une société si l'une de ses fractions, quelque intelligente qu'elle se croie, s'arroge le droit de juger les voies que doivent suivre les pouvoirs publics. Là où le *self government* trouve ses véritables arguments c'est dans les campagnes, là où les communes comprennent qu'elles n'ont à s'occuper que de ce qui les intéresse personnellement et que s'immiscer dans les intérêts nationaux serait leur condamnation.

Soit une commune simple ordinaire, rurale ou au chef-lieu de canton. Logiquement elle peut ou doit avoir la pleine responsabilité de ses biens, de ses recettes et de ses dépenses telles que ses membres les préfèrent, le droit de défendre elle-même les siens, de leur rendre la justice qui leur est due, d'entendre à son gré leurs besoins, la distribution de leur vie et leur bonheur et d'être maîtresse de soi dans les mêmes limites que l'individu. Voyons en quoi consistent le plus visiblement ses intérêts et quelles sont ses fonctions : 1° Elle a à administrer des biens fonciers ou des propriétés bâties qui lui ont été légués par les générations antérieures et qui proviennent de prises de possession sur lesquelles la prescription est acquise, d'acquisitions régulières et de dons ou legs; autrement dit un patrimoine non partageable entre les individus, dont ils ont la jouissance collective en usufruit, qu'ils peuvent transformer, mais sont moralement tenus de transmettre intact ou agrandi

à leurs fils et petits-fils. C'est une obligation, remarquons-le, qui limite déjà leur droit et les empêche de gaspiller ce patrimoine. La commune, eu égard à ce patrimoine, est une personnalité civile, astreinte à certaines servitudes. 2° Elle a à pourvoir aux besoins généraux d'ordre local de ses habitants, par exemple à la confection, à l'entretien des chemins ou rues qui lui sont propres, c'est-à-dire qui ne sont pas d'un intérêt général pour la province ou département, ou pour le pays total; par conséquent à tout ce qui s'y rattache : égouts et ponts, éclairage et balayage. 3° Elle a à pourvoir à la sécurité sur toutes ces voies, à la défense des propriétés et des domiciles, à la circulation et à la vente des denrées, à tout ce qui concerne les incendies, les cimetières, les animaux nuisibles, etc. 4° Pour tout cela elle doit avoir sa comptabilité et ses agents soldés par elle.

C'est la répétition, au degré près, comme on le voit, des fonctions obligatoires de l'État, la défense extérieure étant mise de côté. La grande différence c'est que, dans l'État, les individus sont loin et se désintéressent le plus souvent; tandis que, dans la commune, ils sont proches, regardent, prennent part à la chose publique et peuvent réclamer. Dans l'État les individus sont plus semblables à des actionnaires dont la voix est étouffée dans une vaste assemblée et qui se contentent de concourir à la nomination des contrôleurs annuellement chargés de la défense de leurs intérêts. Dans la commune de faible grandeur, les individus sont contrôleurs par eux-mêmes, ils savent par avance les projets en général, les méditent et pèsent davantage de leur vote dans les décisions. L'individu s'y sent moins isolé, il sait ses désirs et ceux de ses voisins, les besoins urgents ou non de tous, les

ressources dont la commune dispose, les espérances qui lui sont permises. Il constate par lui-même les lacunes de l'administration nationale eu égard à sa commune, il se rend compte de la façon dont ses fonds sont employés, économisés ou risqués. Les élections communales sont presque des *referendum*, elles portent sur des programmes précis que l'électeur comprend; chacun, tant soit peu capable, en discute les voies et moyens et vote en connaissance de cause; chacun a sa responsabilité dans l'œuvre commune. Tandis que dans l'élection de ses représentants nationaux, il est tenu de prendre des hommes de confiance, en leur laissant le champ libre sur des questions qu'il connait mal et dont il n'a pas du reste tous les éléments, ici le mandat impératif n'a plus les mêmes inconvénients.

Nous avons tout à l'heure émis une première objection au droit de tout faire qu'aurait une commune. Voici d'autres objections à son *self government* absolu. Plus peut-être que les villes, les communes rurales n'échappent pas aux passions et coteries; l'exemple des communes voisines avec lesquelles elles rivalisent peut les entraîner dans des mauvaises voies; les plus modestes ne possèdent pas toujours dans leur sein les hommes aptes à diriger des intérêts autres que les leurs, à prendre des résolutions et à les faire exécuter. Il en résulte que, dès l'abord, le *self government* ne se présente pas d'une façon aussi simple qu'on le voudrait et qu'il est évident qu'au-dessus de lui il faut quelque contrôle ou surveillance parant à des imprudences ou des incapacités possibles.

Ce qui nous amène à la vraie difficulté, la seule réellement, la distinction entre les intérêts généraux du

pays total et les intérêts communs de la commune, entre les rouages ayant trait aux premiers et ceux que comportent les seconds. Les citoyens des communes ne sont de fait que les individus mêmes dont l'État a la charge, qu'il doit surveiller et protéger partout où ils se trouvent, pour lesquels il travaille et pour lesquels il a été créé. L'État est responsable d'eux, il ne peut les abandonner; les lois générales dont il a la garde ont été faites pour eux; les services exigeant une centralisation qu'il est tenu de diriger, tels que finances, justice, police générale, ponts et chaussées, postes, etc., ont été créés pour eux. Il faut donc que l'État ne perde pas de son pouvoir, qu'il étende sa vue et sa main partout, sur les villes comme sur les moindres communes. Que l'une d'elles, dans des conditions spéciales d'industrie, de commerce, de population, juge à propos, si elle le peut, de faire les frais d'une police propre, ce qu'on ne peut lui refuser, l'État n'en reste pas moins tenu d'avoir sa police générale dans la commune même. Que les préposés à l'administration de cette commune prennent des décisions ne concernant cependant que celle-ci, il ne faut pas qu'elles se heurtent à un décret ou un arrêté d'utilité générale venant de l'autorité et entre ainsi en conflit avec elle. C'est à prévoir. Si l'on s'en tenait au principe du *self government* pur, il y aurait des chocs à tout instant. Ce serait la désorganisation, sinon l'anarchie. L'un des objets de la sociotechnie est de prévenir les conflits entre les individus, un autre de les prévenir entre l'État et les individus, un troisième de les prévenir entre l'État et les communes. Si les droits dans ce dernier cas s'entremêlent c'est qu'il y a un *modus vivendi* à trouver. Inutile de dire que c'est la

pratique et méthode expérimentale qui en sont les juges en dernier ressort.

Soit la question initiale du personnel chargé de la gérance des intérêts communaux. Il y a deux écoles. Ceux qui la répartissent entre un plus ou moins grand nombre de délégués séparés, se chargeant chacun d'une tâche particulière; et ceux qui concentrent les fonctions aux mains d'un conseil dont le chef est l'exécutif. Aux États-Unis le plus souvent et en Angleterre à un moindre degré le premier système est adopté. Sur le continent européen c'est généralement le second en vertu du précepte : « Délibérer est le fait de plusieurs, administrer est le fait d'un seul ». Il est certain qu'aux jours de crise, dans l'État, il y a avantage à concentrer ses forces entre les mains d'un seul pour l'action. Mais en temps normal, dans une commune, en est-il de même? Acceptons l'idée du continent.

En France, le conseil municipal, désigné par les citoyens, délibère et le maire exécute ses délibérations et le représente en justice. Ce dernier dresse le budget, ordonnance les sommes à payer, nomme les agents de la commune, prend des arrêtés dans l'intérêt de celle-ci, propose les contrats et opérations qu'il croit avantageuses, etc. Mais, à côté de ces fonctions, il y a celles qui regardent le gouvernement et qui, logiquement, exigent un agent spécial à lui dont le rôle est ou serait d'afficher et d'exécuter les décrets et arrêtés de l'autorité, de présider à la recherche des infractions aux lois et à ces décrets et arrêtés, et à la poursuite des délinquants et criminels dans les cas d'urgence, d'assister à la confection des listes électorales, des listes du jury, des tableaux de recensement, d'aider à la répartition des

impôts et à l'envoi des rôles, de veiller à l'enregistrement des actes de l'état civil, de marier, de requérir au besoin la force armée, etc. C'est ce qu'a compris la Convention lorsqu'elle adjoignit au conseil municipal un commissaire pris dans le département, assistant aux séances sans y avoir voix délibérative et remplissant toutes les fonctions du ressort de l'État.

Mais alors, chez nous, c'est 35 000 fonctionnaires à ajouter à tant d'autres. L'expérience a donc décidé de réunir les deux genres d'attributions sur une même tête : le maire nécessairement dans les pays libéraux. Mais qui le nommera? Évidemment il sera le serviteur de celui dont il dépendra ainsi. Aux États-Unis, dans les communes où il y a un maire, il est nommé par le peuple au suffrage direct. En Belgique, le bourgmestre est nommé par l'État, et pris dans le conseil ou en dehors avec son agrément parmi les électeurs. En France, la loi de 1884 a conclu dans le sens le plus libéral et le plus raisonnable : elle donne la nomination du maire au conseil, mais en réservant au sous-préfet la faculté de le suspendre et au ministre de le révoquer en cas de nécessité.

Ce qui est certain c'est que l'État doit toujours être tenu au courant des actes du maire et du conseil et être prêt à intervenir dans les cas où ils ne se conformeraient pas aux lois, sortiraient de leurs attributions ou se montreraient légers, imprudents ou incapables. Suivant les cas il peut émettre un veto suspensif, annuler la délibération ou l'arrêté, ou le renvoyer devant un autre corps délibérant : conseil provincial ou départemental, Conseil d'État ou Chambre des représentants.

La règle des rapports de l'État avec la commune varie

beaucoup dans les différents États et même d'une catégorie de commune à l'autre dans un même État. Une distinction presque générale sous ce rapport est celle en communes urbaines et communes rurales. En Russie, tandis que les premières sont surveillées par le chef de la police locale dépendant du pouvoir, par le gouverneur et par un comité provincial aristocratiquement composé, les secondes se gouvernent seules et sans contrôle, sous la seule condition de payer les impôts dus à l'État, à la province et au district. En Angleterre, la même distinction subsiste, mais, tout en proclamant le *self government*, l'autorité trouve des moyens indirects pour conduire les communes dans les voies qu'elle juge préférable. En Italie, même distinction avec cette particularité, l'inverse de la Russie, que les communes urbaines sont les plus affranchies de la tutelle administrative, tandis que les rurales y restent soumises. Ces différences dépendent certainement des idées régnantes dans le pays, mais beaucoup aussi des différences dans les populations et les conditions. En France, on s'appuie sur la population : il y a les communes de 5000, de 40000 âmes, de plus d'un million, etc.; l'organisation y dépend dans une certaine limite des agents que cette population permet ou exige. Ainsi, dans les communes rurales peu peuplées, l'État n'ayant pas d'agent ou tout au plus un garde champêtre, le maire doit forcément répondre à toutes les nécessités. Au chef-lieu de canton plus peuplé, l'État a déjà des agents divers pour les finances, la police; il a même un juge de paix. Au chef-lieu d'arrondissement, au chef-lieu du département, le nombre de ces agents augmente et l'on peut ou pourrait dessaisir le maire d'une partie de ses fonctions gouvernementales. Ce qu'il

faudrait, c'est le laisser le plus possible à son rôle municipal mais sans augmenter le nombre des fonctionnaires. Il y a des services d'ailleurs qui ne supportent aucun partage, tels que les finances. Dans certains pays les communes se chargent de tous les recouvrements et versent leur part au gouvernement central et en d'autres celui-ci centralise tout le travail; c'est le cas en France : la commune s'y borne à sa comptabilité intime et est analogue vis-à-vis de l'État à un particulier ayant un compte courant dans une caisse de crédit.

Le *self government* n'est en somme que relatif dans nos pays. Toujours il est contrôlé et surveillé soit par le gouvernement, soit, et moins que cela ne devrait être, par le conseil départemental, soit par la Chambre des représentants. Nous ne pouvons nous arrêter aux cas où il existe dans des conditions toutes particulières. Mais, dans nos grands États à unité nationale démocratique, où, quoi qu'on fasse, il est nécessaire de ne former qu'un faisceau en face des autres unités armées jusqu'aux dents, il est impossible dans l'état présent de nos mœurs politiques de concevoir les communes non limitées dans la gestion de leur patrimoine et dans l'emploi de leurs finances. Pour s'en convaincre il suffit d'un exemple : une commune de France, l'une des plus intelligentes, sortant de ses attributions légales et employant l'argent de ses contribuables en faveur d'une autre commune. Se rendait-elle compte que c'est un abus de confiance auquel le pouvoir est nécessairement tenu de mettre ordre et qui témoigne de la nécessité d'une surveillance?

Ce qu'a de particulier notre système communal en France, une demi-tutelle bienveillante en réalité, c'est de reposer sur l'électorat le plus large, et par conséquent

d'être démocratique. En Angleterre, où l'on se targue d'un *self government* local complet, il en est autrement. Les communes s'y partagent en bourgs et cités et en paroisses, avec des intermédiaires sous le nom d'unions de paroisses. Le gouvernement est censé ne pas intervenir; en réalité il intervient indirectement et la preuve c'est qu'il y a à Londres un ministère spécial à cet effet : le *Local government Board*. Les corps dirigeants de ces deux ou trois genres de communes sont élus par les propriétaires fonciers ou payant un cens élevé. Ils sont donc oligarchiques, un fait le montre. Dans l'assemblée paroissiale ou *vestry*, lorsque le vote a lieu à main levée, les votes sont égaux; mais, lorsqu'on a recours au scrutin, les imposés pour un revenu supérieur à 50 livres gagnent une voix de plus, chaque addition de 25 livres donnant droit à une voix nouvelle jusqu'à un maximum de six[1]. La loi de 1894 a réformé cela [2].

C'est aux États-Unis que le *self government* des communes ou *townships*, basé sur le suffrage le plus large, est le plus démocratique. La séparation des pouvoirs de l'État et de ceux de la commune est complète. Il n'y a pas de contrôle, la commune est maîtresse et élit jusqu'aux chefs de sa police et jusqu'à ses juges. Les types de communes y sont variés, deux sont plus répandus. Le plus curieux, qui se rencontre spécialement dans les États de la Nouvelle-Angleterre, est celui des *selectmen*, hommes choisis, au nombre de 10 à 16, élus et chacun chargé d'un service spécial, savoir : de la fixation de l'impôt, des receveurs, de la police comprenant l'exécution des lois,

1. Henri Pascaud, *de l'Organisation communale et municipale en Europe, aux États-Unis et en France*, Paris, 1877.
2. Maurice Vauthier, *Le gouvernement local de l'Angleterre*, Paris, 1895.

des actes de l'état civil, de la caisse communale, de l'assistance publique, de l'instruction publique, de la grande et petite voirie, etc. S'ils sont embarrassés ils convoquent et consultent l'assemblée populaire. Leurs fonctions sont gratuites et obligatoires, mais ils ont des agents soldés. Pas de contrôle, dis-je. Si la commune prospère ou fait faillite comme un simple particulier, c'est son affaire, il n'y a pas de recours. L'autre type est généralisé dans l'Illinois : il comprend le maire, élu au suffrage direct dont nous parlions, des *aldermen*, hommes anciens, et des officiers municipaux. Les libertés sont entières, il n'y a de restrictions que sur un point : la répartition des impôts sur la même base que le comté et l'État.

On ne s'étonnera pas de ces libertés excessives. Les États-Unis sont une fédération, les liens entre les États sont lâches, chacun y est maître de ses lois propres, les liens entre les comtés dans chaque État sont lâches aussi, la commune doit nécessairement être autonome. D'ailleurs, les plus anciennes de ces communes ne sont autres que des groupes religieux qui ont colonisé l'Est avec la prétention d'y vivre et de s'y organiser bibliquement. Dans les communes créées après, on a continué de même par habitude. Les États-Unis sont dans des conditions exceptionnelles, ils n'ont pas à se préoccuper de leur défense extérieure, l'unité ne leur est pas nécessaire comme en Europe. Toutefois une réaction commence à se faire, on n'est plus à l'âge d'or décrit par de Tocqueville. Des abus et des malversations sont signalés partout. La commune de New-York en particulier en est un exemple déplorable[1].

1. Voir Claudio Janet et Pascaud, ouvrages cités.

Qu'on ne se hâte pas donc de croire que « le rapport nécessaire des choses » communales est le système américain. La voie suivie en France surtout semble meilleure, il est impossible que, pour la forme tout au moins, il n'y ait pas une surveillance quelconque des communes par l'exécutif, le Conseil départemental et l'Assemblée des représentants, associés pour le mieux.

La commune, avons-nous dit, est le groupe topographique d'intérêts communs le plus simple, comme l'État est le groupe général d'intérêts communs le plus élevé. Entre les deux, d'autres groupes topographiques d'intérêts s'intercalent. Le plus admis est la province, le comté et, dans notre pays, le département. Il donne lieu aux mêmes considérations et aux mêmes difficultés. Le département a les mêmes droits que la commune à gérer ses affaires propres et exige le même contrôle. Il est représenté par un conseil et, dans l'intervalle de ses sessions, par une commission. Pourquoi pas par son président? Un préfet siégeant dans la même ville, il n'y a pas lieu d'ajouter à sa fonction départementale celle d'agent du gouvernement, comme tout à l'heure le maire. Notre tendance, on l'a vu, est de transporter au conseil du département la plus grande partie de la tutelle des communes attribuée au sous-préfet, notamment tout ce qui concerne les fautes de simple gérance. Semblablement le même genre de tutelle du conseil départemental doit-il être transporté à la Chambre des représentants, saisie par l'exécutif. Les conseils municipaux, les conseils départementaux et les Chambres sont à trois degrés des émanations semblables et directement élues par le peuple souverain. Les ministres, préfets, sous-préfets et tous agents qui en dérivent ne sont que l'exécutif,

c'est-à-dire des employés. Le rôle de surveillance qu'on leur donne est conditionnel et n'est réel que dans des cas spéciaux réglés par la loi.

La Constitution de 1873 a bien compris la qualité des conseils départementaux. Elle prescrit qu'en cas d'empêchement par la force de se réunir des Chambres, comme au 2 décembre 1851, les conseils départementaux devront s'assembler et prendre le pouvoir. Toutefois les mêmes dispositions sont refusées aux conseils municipaux et l'on a raison. Leurs fonctions sont rigoureusement limitées aux affaires de la commune, ils ne doivent jamais s'immiscer dans la politique. Les propositions suivantes en découlent : 1° Il est irrationnel que les conseillers municipaux soient des électeurs au 2e degré dans certaines circonstances; c'est obliger les électeurs qui les nomment à faire entrer en ligne de compte dans leur nomination d'autres considérations que celle des affaires communales. 2° Les conseils municipaux peuvent émettre des vœux ayant trait à eux-mêmes, et aussi au département dont les affaires générales l'intéressent, mais ne doivent jamais en émettre sur le pays entier qui ne les regarde pas. 3° Quant aux conseils départementaux, il leur est permis d'émettre des vœux sur leurs affaires propres et sur celles du pays en général, mais, à notre avis, c'est un tort. Dans les conditions normales le conseil départemental ne devrait pas plus sortir de ses attributions que le conseil municipal.

Une question générale avant de terminer. Nous avons vu combien l'État est surchargé; ne peut-on l'alléger en déversant sur les départements ou les communes une partie de sa tâche? Soit, par exemple, l'hospitalisation des infirmes de naissance et des aliénés, le service des

enfants assistés et l'instruction primaire, sinon secondaire, avec ses bourses, que nous avons rangés parmi les fonctions facultatives de l'État, mais qu'il est de l'intérêt général de ne pas négliger. Puis l'assistance des malades indigents et des vaincus honorables de la lutte sociale que nous avons regardée comme mauvaise en principe, mais impossible à éviter en pratique. Le département est tout indiqué pour les hôpitaux et asiles en faveur de ceux, non pas nés sur son territoire, mais inscrits sur ses listes électorales. Pour l'instruction, on objecte qu'il faut de l'unité dans l'organisation et les programmes. Pour les autres services n'en faut-il pas aussi? Il est très rationnel, lorsqu'on demande à un département ou à une commune de payer un service siégeant chez elle, qu'elle ait quelque droit de le comprendre à sa façon. L'émulation aidant, elle pourra l'améliorer, faire mieux. Ainsi pour l'instruction, il lui sera loisible d'avoir des écoles faisant concurrence aux écoles de l'État. Toutefois il y a un minimum dont elle ne pourra se dispenser, des préceptes généraux qu'elle devra accepter. Une certaine unité dans le pays entier est compatible avec un certain « laisser faire » de la part de la commune ou du département. De fait c'est le principe en France qui régit les rapports de ceux-ci et de l'État : le « laisser faire » le plus étendu possible, mais une demi-tutelle empêchant des fautes graves d'être commises.

Dans la pratique, du reste, le département et la commune sont reconnus comme des personnalités pouvant se défendre, plaider contre l'État et en appeler à des juridictions supérieures de l'ordre judiciaire, comme tout particulier peut le faire. Les considérations précédentes portent aussi à se demander si l'on peut aller plus loin et faire

concourir le département ou la commune à des travaux d'utilité générale opérés sur son territoire et dont elle profitera d'une façon spéciale, tels qu'un pont ou un chemin de fer à la fois d'intérêt général et d'intérêt local. Les circonstances seules peuvent en décider dans chaque cas particulier. Souvent on procède par contrats entre l'État et les localités. Laisser le plus possible au département ou à la commune c'est en définitive décentraliser. Se confier à l'État et ne pas craindre de lui abandonner le plus possible, c'est centraliser. Évidemment le premier système est celui de l'avenir. Mais, quoi qu'on veuille, il est impossible d'admettre que l'État se dessaisisse complètement de sa fonction la plus générale : la surveillance sur le pays entier, qui est le corollaire de sa responsabilité.

Remarquons, en terminant, que notre examen de l'organisation rationnelle d'une société communale, et plus particulièrement de ses rapports avec le pouvoir central dans une nationalité unifiée, laisse ouvertes les questions qui s'agitent aujourd'hui. En face de la commune comme en face de l'État on peut se partager en socialistes ou communautaires, et individualistes ou particularistes, sans parler des intermédiaires. Le système collectiviste dans lequel tous les biens et tous les instruments de travail sont entre les mains d'une administration patronale, impossible à s'imaginer dans une vaste nationalité, peut à la rigueur se concevoir dans une commune rurale. Son application, dont on nous a montré la ville de Boston pour exemple, serait moins fantaisiste dans une localité de 2 ou 3000 âmes et pourrait s'accorder avec un contrôle national. Qu'on livre une commune de ce genre dans les conditions normales

à la méthode expérimentale; pour notre part, nous sommes convaincu que les sectaires les plus enragés du collectivisme y perdraient rapidement toutes leurs illusions. Le collectivisme est une promiscuité dont ne s'accommode pas la nature humaine, qui est foncièrement individualiste.

Nous nous arrêtons ici. Nous avons amplement montré que la science et la pratique sont des choses distinctes dans les efforts pour organiser la société. — Qu'il est nécessaire de connaître la première et de savoir par l'histoire ce qu'a donné l'évolution empirique; par les sciences anthropologiques les difficultés parfois infranchissables qu'opposent la nature et les hommes à nos désirs les plus légitimes; par la sociologie spéculative les théories pouvant conduire à des préceptes ou principes utiles à prendre pour guide ou idéal; par les sciences économiques, financières, législatives et administratives les rapports naturels des choses dans les conditions données, etc. — Mais aussi que la sociotechnie, s'appuyant sur l'observation objective, la statistique et la méthode expérimentale, est la véritable science sociale, celle des résultats, des coordinations les plus sages, des adaptations les meilleures, celle qui, avec du temps, de la patience et de l'esprit de suite conduira au but : la plus grande prospérité sociale, le plus grand bonheur du plus grand nombre, le plus de libertés avec le plus de justice possible.

CHAPITRE VIII

Nations égoïstes et Nations altruistes. — Races françaises. Conclusion sur la Science et la Foi.

Le lecteur qui a suivi nos développements est depuis longtemps arrivé à la conclusion que les actions humaines sont de deux sortes. Les unes obéissent à des habitudes allant parfois jusqu'à mériter l'épithète d'impératives, les autres sont plus ou moins subordonnées au Moi qui tantôt s'abandonne au sentiment et à l'altruisme, tantôt n'écoute que la voix de la raison et de cet intérêt que les Français qualifient de *bien entendu* et les Anglais d'éclairé, *enlightened*. Les trois mobiles : l'habitude, le sentiment et l'intérêt se rencontrent chez les individus, dans les groupes ou individualités collectives restreintes et dans les grandes individualités collectives nationales. Mais à mesure qu'ils passent de l'individu à la collectivité nationale, l'influence de l'habitude diminue, celle du sentiment également, tandis que l'intérêt grandit en raison inverse. Toutefois chez les dernières, la conduite varie, si bien qu'on peut partager les nations en deux catégories : les nations foncièrement égoïstes ou pratiques et les nations altruistes ou sentimentales.

Les premières suivent incontestablement la voie dans laquelle les poussent à la fois les conditions de la nature et la structure physiologique de l'homme et sont dans la vérité brutale. Elles ne voient qu'elles, ne travaillent que pour elles, ne connaissent que leur bien personnel. Elles ne s'inquiètent pas des jugements qu'on porte sur elles, se servent des principes comme de moyens et restent terre

à terre avec les réalités. S'agit-il d'une opération, d'un acte, elles en calculent les chances de succès et d'insuccès, les dépenses et les bénéfices probables, le doit et avoir. « Un sou est un sou », disent les Juifs. Dans la concurrence sociale, ce sont les forts, les habiles. Les secondes, au même point de vue, sont les naïves, les non pratiques, les chevaleresques, les dupes, c'est évident. Celles-ci, à côté des considérations utilitaires, mettent dans la balance les considérations généreuses et humanitaires, à côté des satisfactions organiques et matérielles, les satisfactions morales et intellectuelles. Elles estiment qu'il y a honneur et plaisir à être les pionniers de l'évolution, à répandre la bonne semence et à conduire l'humanité vers une ère meilleure. Nous ne pouvons les en blâmer, il faut qu'il y en ait ainsi. Mais entre les deux sortes de nations, lesquelles, nous ne dirons pas sont à admirer et à aimer, mais ont raison; lesquelles sont à prendre pour modèles?

L'idéal, si l'on doit en poursuivre un, est-il de vivre le plus confortablement au jour le jour, en faisant fi de l'opinion, de posséder le plus de territoires, d'exploiter les populations faibles, d'être le plus fort et de profiter de sa force? Ou bien est-ce de s'entourer de sympathies, de pousser au perfectionnement de l'espèce, au développement d'une mentalité supérieure, de répandre la notion du bien, du bon et du beau, d'une possibilité de la fraternité universelle, d'une justice absolue rémunératrice sur la terre? Est-il préférable de s'en tenir aux réalités strictes, de les croire sans remède et de leur adapter sa conduite en parfait égoïste? Ou y a-t-il avantage à voir le monde à travers un prisme, à s'illusionner un peu, à vivre d'espérance comme Guyau, et à croire que

l'homme peut rompre les chaînes qui l'attachent à l'animalité, s'émanciper et planer au-dessus de la création? Faut-il, en un mot, être égoïste ou altruiste? exclusivement utilitaire ou quelque peu idéaliste?

Parmi les nations pratiques, l'Angleterre est la plus proche de nous. Nous ne voulons pas rappeler sa conduite en tant que nationalité, nous en sommes quotidiennement les témoins [1]. Nous ne nous arrêterons qu'à un point. Dans mes articles du *Monist* j'ai dit dans une note combien j'étais frappé de la religiosité des Anglais, en désaccord avec leur esprit positif en matière de philosophie et de politique. J'ai ajouté qu'elle pourrait bien être un caractère commun à toutes les races blondes, dont je voyais les preuves dans le passé éloigné de leurs congénères. Aujourd'hui je penche pour une autre explication. Leur religiosité, ou pour être précis, leur assiduité à l'église, leur observance exagérée du dimanche et leur parti pris de prendre la Bible comme la révélation suprême et unique ne seraient qu'une application utilitaire, de même que leur propagande par des missionnaires qui leur préparent des conquêtes et des marchés. La religion, se diraient-ils, est une chose utile, elle est indispensable pour maintenir les classes inférieures que nous gouvernons; il faut des articles de foi et des mystères pour asseoir la morale nécessaire en société; les prescriptions et les rites sont obligatoires pour la généralité des hommes; faisons donc cette concession et donnons chacun individuellement l'exemple.

1. Particulièrement dans l'instant où j'écris ces lignes (30 sept. 1899), au Transvaal où, affolés par les mines d'or qu'ils veulent à tout prix, les Anglais perdent toute notion du respect de soi, en face de la civilisation qui les juge.

Certes, l'habitude héréditaire est pour beaucoup dans cette religiosité, mais lorsqu'on considère les Anglais hors ligne, aussi libres penseurs que possible, tels que Huxley, cette habitude ne saurait être invoquée et il faut admettre que la raison pratique y tient la première place[1].

Pour les nations pratiques, tous les actes de l'existence convergent vers l'utilité immédiate ou à courte échéance. Les arts sont des accessoires, donnant des satisfactions d'amour-propre, qu'on ne cultive que pour ne pas être inférieur. La philosophie est plus en faveur, parce que, bien conduite, elle fait voir les choses objectivement, comme il faut. Les sciences le sont plus encore, parce qu'elles conduisent à des acquisitions positives et accroissent les forces économiques; on y cherche non des vérités, mais des utilités. Pour entrer dans un détail, l'ethnographie par exemple est cultivée parce qu'elle fait connaître les indigènes d'un pays et prépare leur mise en valeur.

Les États-Unis sont les vrais concurrents de l'Angleterre sur le terrain pratique. Que ce soit le gouverne-

1. Un livre a paru en 1897 dont le titre a produit une certaine impression : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*. C'est la reproduction d'articles sans lien, publiés par un disciple distingué de Le Play, M. E. Desmolins, dans la Revue qu'il dirige. Mais nulle part la question ainsi posée n'y est abordée. L'auteur y parle des caractères différents de l'Anglo-Saxon et du Celte, de leur mode de vie, de quelques-unes de leurs idées, mais sans établir qu'il y ait supériorité d'un côté ou de l'autre. Il ne fera jamais, malgré son parallèle du *home* anglais et du *home* celte, que l'union et l'altruisme au sein de la famille ne soient plus développés chez le Français que chez l'Anglais et l'Américain.

L'un de ses chapitres intéressants est celui où il montre le socialisme issu de l'autoritarisme allemand s'irradiant en Hollande, en Russie, en Suisse, en Italie et jusqu'aux Etats-Unis où il reste limité aux populations allemandes, tandis que l'individualisme qui en est l'antipode avec son initiative et son *self government* reste propre à la Norvège, à l'Angleterre et aux Américains vrais des États-Unis; quant à la France sur ce point, il n'en parle pas.

ment fédéral, les États, les associations commerciales ou industrielles, ou les individus, on peut ainsi les résumer : Le but de la vie est la conquête d'une situation pécuniaire en vue de la satisfaction pure et simple de l'amour-propre, les joies intellectuelles étant de second ordre. Le stimulant est le besoin d'expansion et de développement de soi, d'appropriation et d'exploitation des choses tangibles. Le moyen est une activité dévorante. Tout cela est l'un des aspects très rationnels de l'espèce humaine, poussé à son dernier degré. En Amérique, on se croirait dans un hippodrome où chacun, entraîné à perte d'haleine, n'a d'autre objet que de devancer son concurrent et d'entendre les applaudissements de la multitude. Il n'y a d'égal à la fièvre du *go head* américain que la fièvre du tapis vert de Monte-Carlo, ou des « petits chevaux » des stations thermales mondaines. Pour réussir dans cet hippodrome tous les moyens sont bons, on tire parti de tout, on tourne les difficultés lorsqu'on ne peut les renverser, on ne recule devant rien.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Les États-Unis, à l'origine, étaient des Puritains venus en Amérique pour y vivre sous un régime biblique. Leurs administrateurs étaient les aînés, *elders*, choisis parmi les *freemen* ou chefs de famille. Longtemps après Washington, le même esprit patriarcal se maintint, et ce fut sous l'influence des idées révolutionnaires françaises, défendues par Jefferson, que des institutions plus libérales s'introduisirent. L'élection des juges par le peuple ne commença à paraître qu'après 1830, le suffrage universel ne fut définitivement généralisé qu'après 1840, le pacte fédéral de 1787 consacrant l'autonomie absolue des États n'a été déchiré que par la guerre de la sécession, la grande

organisation des *politiciens* n'a été complète qu'ultérieurement. Le caractère nouveau du peuple américain ne s'accuse que progressivement lorsque l'émigration européenne, grandissant toujours, submerge l'élément indigène et porte le nombre des États de 13 à aujourd'hui 38. Le dernier mot du *sans-gêne* américain est Cuba, dont ils se sont emparés en vertu de la prétention de Monroë : « l'Amérique aux Américains » et, dans l'autre hémisphère, les Philippines, en vertu de leur appétit vorace et, autant le dire, de la loi du plus fort.

Joseph de Maistre, lorsqu'on lui vantait les institutions américaines, répondait : « Laissez grandir l'enfant. » Quand Alexis de Tocqueville visita les États-Unis, tout y était dans son beau encore. L'esprit de la Nouvelle-Angleterre y dominait, et cependant, dans son propre livre si enthousiaste, on voit déjà paraître les points noirs. Depuis lors, tout s'est métamorphosé. Les ouvriers envoyés à l'exposition de Philadelphie en sont revenus très désappointés ; ce n'était pas ce qu'on leur avait dépeint. Les États-Unis sont actuellement le pays du monde le plus curieux à étudier. Vu la multitude de leurs États régis chacun par leurs lois propres, ils sont pour la sociotechnie une source précieuse d'enseignements. Mais qu'on ne s'y trompe pas, les résultats ne sont pas favorables, c'est moins de la démocratie que de l'anarchie. Dans ce livre, nous aboutissons à la liberté la plus grande donnée à l'individu et au laisser aller, comme le moyen convenant le mieux à la dignité humaine et le plus propre à faire progresser la société, mais c'est à la condition que les deux soient renfermés dans certaines limites et ne soient pas de la licence. Nous considérons que l'égoïsme est le plus puissant des stimulants, mais

nous le voulons tempéré par un altruisme qu'il est dans le rôle des institutions de développer. Eh bien, l'exemple des États-Unis est un argument contre nous, il montre que la barrière, qui sépare les libertés accordées aux individus de leurs restrictions, doit être plus élevée que nous ne voudrions. Profitons donc des enseignements des États-Unis, mais ne les imitons pas sur ce point. Heureusement pour ce pays, pour lequel nous avons une faiblesse de jeunesse, que l'excès du mal frappe tous les bons esprits. Une réaction se produit et nous ne serions nullement étonné de le voir entrer dans une troisième période, celle d'une concentration impérialiste d'autorité. Là où réellement nous aurions à prendre, ce serait dans les systèmes de gouvernement local dont les États-Unis offrent tous les types libéraux que l'on peut imaginer : de grande et de petite ville, de comté et de commune, de centralisation raisonnable et de décentralisation au maximum. C'est de ce côté que se révèle le plus leur sens pratique.

Deux mots suffiront sur l'Allemagne, sans qu'il soit besoin de rappeler ses philosophes de la dernière heure. « L'humanité, disait son souverain, pour moi elle finit aux Vosges. » « L'intérêt est la seule règle de conduite de la politique allemande », professait cette année à la tribune du Reichtag M. de Bulow.

La France peut être prise comme le type de la seconde catégorie de nations. Relativement très altruiste, portée vers les jouissances intellectuelles, enthousiaste pour les idées grandes et généreuses, parlant et agissant trop ouvertement, chevaleresque, elle a les défauts de ses qualités, dont seule elle supporte les conséquences. La première au siècle dernier elle a acclamé et mis dans la pra-

tique, avec exagération sans aucun doute, le principe des droits naturels et imprescriptibles, ceux de la liberté individuelle, de l'égalité devant la loi et de la fraternité, en les généralisant à l'humanité entière, nègres, jaunes et blancs et les défendant à ses risques et périls. Dans la première moitié de ce siècle, elle reprend ses recherches sur les meilleurs moyens de donner le bonheur à tous et se lance dans des utopies folles, mais dignes d'éloges. Depuis, en présence des égoïsmes nationaux autour d'elle, de l'indifférence qu'elle a recueillie au jour de ses désastres, du *Væ victis* qu'elle a entendu, de la concurrence à outrance de Darwin érigée en système par ses ennemis, elle a dû réprimer ses instincts. Mais le naturel revient. A des signes manifestes pour ceux qui ne voient pas que la superficie, on le reconnaît, nous ne dirons pas chez les gouvernants que leur devoir et leur responsabilité retiennent, mais dans la masse même du pays. Dans quelle autre contrée de l'Europe ce qui a donné lieu à la démission du président Grévy eût-il pris cette importance? Et cette autre affaire si bruyante de Panama, dans laquelle les pouvoirs publics durent céder devant l'opinion exigeant que l'on poursuive les coupables de tout rang? Ou cette troisième si remarquable, où surgit un tolle général au seul soupçon, à la seule supposition que, dans un cas, toutes les formes prescrites par la loi n'aient pas été observées et qu'un accusé, quelque coupable qu'il paraisse, ait pu être condamné sans que des preuves directes et nominales aient été fournies[1]?

1. On me demande ce que je pense de la question juive. En tant qu'anthropologiste, je considère que les Juifs, qui ne sont pas une race, mais une confrérie religieuse (voir page x), ont des qualités que nous aurions avantage à nous approprier par croisements. Mais ils ne se marient qu'entre eux. En tant que sociotechnicien, je les fais rentrer dans

Nous le déclarons hautement, cette dernière affaire, que nous avons suivie en spectateur philosophe, sans jamais donner notre avis, fait le plus grand honneur à notre pays. Les mêmes faits ont lieu partout, mais passent inaperçus et ne soulèvent pas l'opinion. Dans notre pays de France, on se soumet aux exigences de la loi sociale quelle qu'elle soit, mais on la veut égale pour tous; on veut que, quelque haut placé qu'on soit, dans l'administration, dans l'armée ou dans la magistrature, tous se courbent sous le même niveau. On n'admet ni raison d'État, ni cabinet noir, ni fonds secrets dont on ne peut dire l'emploi. On veut que la morale soit une pour l'État comme pour les particuliers. La France est peu comprise de l'étranger : là, on cache ses misères, on se refuse à rougir publiquement; en France, on les montre au contraire; la dignité en souffre, mais elle souffre ouvertement et la tête haute.

Mais avant de conclure, nous devons dire un mot d'une question anthropologique qui a été agitée il y a quelques années.

Les nations sont représentées par des pouvoirs publics qui sont tenus de ne pas s'abandonner au sentiment et de ne tenir compte que de l'intérêt du pays. Cependant, on ne saurait se dissimuler qu'à côté d'eux la nation proprement dite est la somme des individus qui la composent, par conséquent la somme de leurs défauts et de leurs qualités, de leurs tendances, pensées, désirs et aspirations. Or, parmi les pouvoirs ci-dessus il en est qui savent se

la règle générale qui veut que toute association ayant des dispositions à s'isoler, à s'individualiser à l'excès et à devenir un État dans l'État, tels que la franc-maçonnerie ou l'église romaine, doit être surveillée et que la société est tenue de se défendre contre ses envahissements.

dégager de cette influence, et d'autres, peut-être parce que la pression se fait plus sentir comme dans un gouvernement démocratique, qui ne peuvent faire autrement que d'en tenir compte. Cela explique les deux catégories de nations dont nous avons parlé, et fait entrevoir que si la tradition historique entre pour quelque chose dans leur distinction, si l'éducation nationale y a sa part aussi, il y entre un élément plus général, celui de la race, ou, plus exactement, de la composition anthropologique de la nation.

Comme nous l'avons tant de fois répété, il n'y a pas, en effet, de races française, anglaise, germanique, américaine, etc., mais des mélanges avec prédominance çà et là des races entrant dans leur composition.

Dans le passé de l'Angleterre apparaît d'abord une race brune et dolichocéphale, puis une race brachycéphale et enfin une série d'invasions de Bretons, de Danois, d'Angles et de Normands, tous blonds, dolichocéphales et de haute taille, ayant, autant que nous pouvons en juger, les mêmes caractères physiologiques. Les restes des deux premières se retrouvent de côtés et d'autres; le livre du Dr Beddoe sur *Les races de la Grande-Bretagne* en fait foi, pour ne pas parler de mes observations personnelles; mais le nombre, qui joue un rôle si considérable dans les mélanges anthropologiques, a donné la prédominance générale aux derniers, dont les caractères ancestraux n'ont fait que se confirmer. Tels sont le besoin de mouvement et de migrations, jadis d'aventures et de rapines, aujourd'hui d'exploitation et de domination qui prime tout, le besoin de confort et de satisfactions matérielles, une placidité correcte et un individualisme collectif et individuel que rien ne dépasse.

En France, nous sommes le produit, sans parler d'additions accessoires perdues dans la masse, de trois races, les mêmes qu'en Angleterre, dirais-je si je ne me réservais encore sur la première : une première, prédominant dans le Midi et descendant de la race méditerranéenne de la pierre taillée (voir p. 152) ; une seconde, prédominant au centre et à l'est et descendant des brachycéphales de la fin de la pierre polie ; et une troisième, prédominant au nord et descendant des Gaulois, des Francs et des Normands [1]. Les caractères de la première sont une exubérance de vie se traduisant à la fois dans l'esprit, les sentiments, les allures et les actes, par un entrain inépuisable, de la loquacité, de l'imagination, de l'altruisme, des goûts artistiques et littéraires, de l'amour pour le clinquant et l'idéal, mais aussi par une grande mobilité d'humeur et d'opinion, de la légèreté et un défaut de suite. Les caractères de la seconde sont les suivants : des allures calmes et modestes, des besoins médiocres, de la sobriété, du bon sens sans prétention, une ardeur sans égale au travail manuel, de l'économie, préférant les petits métiers, n'émigrant qu'à de petites distances et revenant au foyer des ancêtres, aimant sans démonstration, attaché au pays, à la propriété et à la famille. Des caractères de la troisième, je ne dirai rien, ce sont ceux des races blondes, résumés plus haut. Du mélange très

1. Voici les principaux endroits où j'ai traité des races de la France : *L'Anthropologie*, vol. de la *Bibl. des sc. contemp.*, 2e édition en 1877 (aucun changement dans les éditions suivantes), p. 457 et 472. — *Discussion sur les Aryens*, à la Société d'anthropologie. Bull. 1879. — Article *Français* in Dict. de Vivien de Saint-Martin et Rousselet. — *Éléments d'anthr. générale*, 1888, p. 400 et 467-87. — *L'Homme dans la Nature*, vol. in *Bibl. scientif. internationale*, 1891, p. 82. — Cartes de répartition de la couleur en France, in *Revue d'Anthrop.*, 1889, p. 513. — *Anthropologie de la Bretagne* in *Journ. Anthr. Institute*, 1897, London.

heureux de ces trois éléments : le premier altruiste et brillant, le second positif sans être égoïste, le troisième positif et égoïste, résulte le caractère moyen de la France. L'association des deux derniers a donné le fond, qui est sérieux, lucide, net, pondéré, ne s'égarant pas dans les nuages, tel que nous le voyons dans notre classe moyenne, chez nos hommes de science et, plus aujourd'hui que précédemment, dans les rouages gouvernementaux. La première a donné la forme brillante, assure-t-on, enjouée, artistique et sympathique à tous lorsque l'intérêt des appréciateurs n'est pas en jeu. Quant à notre franchise et à notre honnêteté, à notre esprit d'ordre et d'épargne, à notre sens de la famille et de la justice, ils nous viennent de la race du centre, de nos Celtes brachycéphales par lesquels, chose curieuse à rappeler en ce moment, nous sommes apparentés aux Slaves. (Voir p. 228.)

Or la question anthropologique agitée à laquelle je faisais allusion est celle-ci. Des dolichocéphales ou des brachycéphales civilisés, lesquels auront la survivance ? Ainsi posée la question ne signifie rien. On rencontre les deux partout, sur les deux rives du Rhin, sur les deux rives de la Manche, dans les plaines et dans les montagnes. La différence moyenne entre les populations dans des conditions comparables, comme celles de Londres, de Berlin et de Paris, ne porte que sur quelques unités. L'indice céphalique à lui seul ne caractérise pas une race. Mais ceux qui ont posé la question voyaient plus loin. Ils sous-entendaient les races blondes septentrionales, relativement dolichocéphales, possédant les caractères physiologiques que nous avons dits, et les races celtiques relativement brachycéphales et possédant les

caractères physiologiques moyens que nous avons aussi résumés. C'est donc revenir à la question de tout à l'heure.

Des races, ou pour parler correctement des peuples pratiques, égoïstes, suivant la conduite le plus en rapport avec la réalité des choses et notamment avec la nature animale de l'homme, ou des peuples altruistes, portés aux idées humanitaires, et croyant que l'homme peut s'épurer, vivre par l'esprit et par le cœur sans être mangé et ainsi réaliser un certain idéal, lesquels sont dans le vrai? Ma réponse, c'est qu'il faut se tenir dans un juste milieu, être toujours prêt à la parade, n'être ni dupeur, ni dupé mais rester dans la voie généreuse et croire au triomphe définitif des nations prenant pour guide le bon et le bien pour tous. L'homme, avec son intellectualité, a su vaincre les animaux les plus redoutables, faisant de la force leur seul criterium de conduite; il doit vaincre aussi les variétés de sa propre espèce qui adoptent la même règle.

Conclusion générale.

J'ai fini. Nous avions deux objectifs :

L'un, dans notre for intérieur, était de tracer le programme de l'Anthropologie *prise au sens large* comme jadis nous avions tracé celui de l'Anthropologie prise au sens restreint. Nous croyons avoir rempli cette partie de notre tâche, sauf pour l'ethnographie, dont relève l'archéologie préhistorique, et pour l'histoire, sur lesquelles nous avons passé rapidement.

L'autre a été le point de départ de nos articles de

Chicago et ce qui nous a fait les intituler « Science et Foi ». En choisissant ce titre nous nous placions sur le terrain même du *Monist* qui est la conciliation de ces deux termes. Ce que nous voulions c'était dégager des matières anthropologiques faisant l'objet de nos études habituelles les vérités acquises tournant dans ce cercle, en laissant le lecteur en tirer de lui-même les conclusions qui en ressortent. Notre travail n'est en réalité qu'un plaidoyer impartial, croyons-nous, en faveur du libre examen, de l'étude exclusivement objective des choses, mais aussi de la tolérance et du respect pour toutes les opinions.

Autant nous avons parlé de science, autant nous avons été réservé sur la Foi. Science et Foi sont deux termes en effet qui s'excluent. La Science, c'est ouvrir les yeux le plus largement possible, chercher et finalement savoir; la Foi, c'est fermer systématiquement les yeux et croire. La Science, c'est ne considérer les choses qu'objectivement, recueillir des observations *perpendendæ et numerandæ*, ne pas dépasser les généralisations et inductions qu'elles comportent, éliminer le sentiment et les *a priori*, ne procéder qu'*a posteriori* par la raison et s'arrêter court lorsque les faits vous abandonnent en se réfugiant dans l'agnosticisme. La Foi est personnelle, subjective, relève de la sensibilité et de l'imagination telles que l'hérédité et l'éducation les ont constituées chez chacun, ou bien n'est qu'un acte d'obéissance aveugle. Les orateurs sacrés comme l'éminent dominicain, le R. P. Didon, qui prétendent concilier les vérités établies par la Science et les croyances révélées par la Foi, ne font qu'ébranler celle-ci. Une Foi qui se discute, que l'on montre être conforme aux faits, cesse d'être une Foi.

On peut parfaitement soutenir qu'il y a des articles de Foi nécessaires, aujourd'hui encore, au bonheur de l'humanité. Nous acceptons volontiers que certains de nos principes sociaux doivent passer à l'état de dogmes. On peut soutenir que certaines doctrines philosophiques sont plus particulièrement capables d'étayer ces articles. Nous admirons les sages qui se donnent pour tâche de propager ces doctrines. Mais à une condition : c'est qu'il n'y ait aucun malentendu sur les motifs de nos concessions. Nous sommes en matière sociale *utilitaire*. La Science et la Foi sont antagonistes, ce sont les deux pôles contraires.

ANNEXES

ANNEXE A

La doctrine du « Monist » et de l' « Open court ».

Fondée et dirigée à Chicago par le Dr Paul Carus elle porte essentiellement sur trois points : le Monde, Dieu et l'Ame. Elle est résumée çà et là dans des articles de ces deux publications, mais surtout dans des ouvrages et opuscules séparés de M. Carus.

1° Sur le premier point, le *Primer of Philosophy* nous suffira. Nous traduirons textuellement plus que nous n'analyserons.

Les deux principes fondamentaux de la méthode philosophique, dit M. Carus, sont le positivisme et le monisme. Le positivisme est la description des faits, conduisant à des conceptions abstraites ; il a donné lieu à plusieurs écoles ; celle de M. Carus, qu'il oppose à l' « école française de Comte », est le « positivisme nouveau ».

Le monisme est une conception unitaire du monde. Il part du principe qu'il n'y a que des aspects différents d'une même et unique vérité qui est éternelle. Le mot est employé encore dans le sens de « théorie d'une seule substance » : de la matière, disent les matérialistes, de l'esprit, disent les spiritualistes ou idéalistes. Le monisme ne prétend pas cependant fondre tous les phénomènes en une seule catégorie, il reste convaincu que l'esprit et la matière, l'âme et le corps, Dieu et le monde sont

différents. Le monisme positif est utile au moraliste parce qu'il lui donne le fondement le plus sérieux de l'éthique, puis au prédicateur parce qu'il lui explique l'évolution aussi bien que le but pratique de la religion. Il les aide à séparer l'essentiel de l'accessoire, le permanent du transitoire et ainsi à réconcilier la religion avec la science.

L'éthique dérivé de la philosophie des faits systématisés est le *méliorisme*. L'optimisme croit que le monde est bon ou du moins que le bien l'emporte sur le mal. Le pessimisme croit que le monde est mauvais, que la vie ne vaut pas la peine qu'elle donne et qu'il est impossible d'en extirper les maux. Le méliorisme ne regarde le monde ni comme absolument bon ni comme absolument mauvais et cependant il reconnaît que la vie a un but. L'existence même du mal impose des devoirs à l'homme et la possibilité pour lui de concevoir le bien implique des aspirations idéales. Il doit chercher des satisfactions, non dans des plaisirs transitoires, mais dans l'accomplissement des devoirs de la vie qui se résument dans le mot moralité.

2° Dieu, lisons-nous ensuite dans *l'Idée de Dieu*, en tant qu'être surnaturel, souverainement sage et puissant, présent partout, éternel et en même temps limité à l'existence personnelle d'un *ego* ainsi qu'un simple mortel, certainement n'existe pas (p. 21).

L'*enthéisme* est la doctrine de M. Carus. C'est la conception monistique d'un Dieu immanent et non transcendantal qui, autre que la nature sous beaucoup de rapports, la pénètre cependant tout entière. Le Dieu de l'enthéisme est le Cosmos lui-même, le grand Tout et la totalité de l'univers en tant qu'unité harmonieuse. L'enthéisme s'accorde avec le théisme en tant qu'il reconnaît un pouvoir existant dans la nature, qui produit la justice non seulement en nous-même, mais aussi au delà de nous. Il s'accorde avec le panthéisme en tant qu'il voit Dieu comme la loi de la nature. Il s'accorde avec l'athéisme en tant que partageant complètement son opinion, contraire au supernaturalisme et à l'anthropomorphisme.

Dieu est une idée abstraite, comme par exemple la vertu. Ce n'est pas un mot scientifique, on peut l'exclure de la science, c'est une expression poétique, une manifestation du sentiment. Là où il y a une aspiration, il y a Dieu. Dieu n'est pas une intelligence, *mens*, mais il est la mentalité même, la source de toute intelligence; il n'est pas esprit, mais il est la spiritualité elle-même. La connaissance de la nature, c'est la connaissance de Dieu. La subjectivité de la nature est une partie de son être, mais il est aussi son objectivité. Il est cette puissance universelle qui est, a été et sera; il est conséquemment l'ultime autorité de la conduite des hommes. Il n'est pas une personne, il est superpersonnel. Dieu n'est pas fait à l'image de l'homme, mais l'homme au contraire à l'image de Dieu. Dieu est l'original, l'homme est une partie dans laquelle le tout trouve sa plus ou moins correcte ressemblance. L'homme est le temporel, Dieu l'éternel. L'homme est limité, Dieu est infini.

Nous devons adorer Dieu, non dans le sens ordinaire d'adoration ou de culte, de soumission et d'humiliation de soi-même, mais « en esprit et en vérité », comme le recommande Jésus-Christ. Cette adoration nous conservera en harmonie avec l'humanité et avec l'ordre cosmique de l'univers. Il en est de même de la prière, non de la supplication à deux genoux, mais à titre d'examen sévère et critique de sa conscience, de réparation des fautes commises, de renversement de notre sens moral, pour éviter de commettre des erreurs à l'avenir, afin de nous entretenir dans une union plus étroite avec Dieu, la vie morale du monde.

Le mot *enthéisme* est remplacé ailleurs par celui de *nomothéisme* (de νομος, loi) que je trouve particulièrement heureux. Les deux se complètent et répondent à deux aspects de la même idée : l'univers et l'homme.

3° Cette partie de notre analyse est prise à deux sources à *The Religion of Science*, chap. *Immortality*, et à une Correspondance de M. Carus avec le Père Hyacinthe Loyson insérée dans le n° d'octobre 1897 de l'*Open Court*.

« Notre âme est en partie héritée de nos ancêtres (nos dispositions), en partie produite par l'éducation (principalement nos idées), en partie acquise par l'imitation (nos habitudes), en partie formée sous l'influence de notre expérience personnelle (principalement nos convictions), et en partie le résultat de la réflexion (principalement nos théories).... Notre âme a une longue histoire qui ne commence pas avec notre naissance et *ne finit pas avec notre mort*. Nous existons partout où les idées dont nous nous composons sont pensées et existerons partout où elles seront pensées à nouveau, car non seulement notre corps est notre Moi, mais surtout nos idées. Notre véritable Moi est de nature spirituelle. Lorsque l'individu meurt son âme est réunie (*gathered to*) à celle de ses pères et ensemble leurs âmes flottent dans le grand courant de l'immortalité. » La difficulté est de comprendre que notre âme n'est pas notre Moi individuel, mais Dieu en nous. Pour cela, il faut abandonner notre point de vue égoïste qui ne se résigne pas à renoncer à la propriété de son Moi. Notre âme n'est pas à nous, mais à l'humanité, de même que l'âme de l'humanité n'est pas à elle, mais à Dieu. On objecte, qu'il n'y a ni satisfaction ni justice dans l'idée que d'autres recueilleront le fruit de nos travaux. C'est toujours la vue égoïste du Moi : les générations futures ne sont pas « les autres », mais nous-mêmes. Elles nous continuent comme nous continuons nos aïeux. Cette solidarité générale ne nous oblige-t-elle pas et ne nous pousse-t-elle pas à une haute moralité !

Ceci était extrait du premier travail cité, ce qui suit répétant ce qui précède est pris à la Correspondance. « L'immortalité de l'âme reste un mystère tant que nous croirons à un Moi entité, car nous ne pouvons comprendre la possibilité de la continuation de notre Moi personnel, mais lorsque nous apprenons que nos pensées et nos aspirations sont notre âme et qu'elles constituent notre personnalité, nous voyons de suite que nous nous continuerons au delà de la tombe. Nos pensées seront pensées à nouveau. »

Je glane dans le même article des propositions curieuses. La

Foi n'est pas aussi essentielle à une religion qu'on l'enseigne communément. La Foi caractérise une étape de non-maturité religieuse. La plus haute religion est la confiance (*a trust*) dans la vérité. Les faits de la vie sont les bases les plus solides pour construire dessus. Ces faits sont la divine révélation et la religion qui en dérive mérite d'être appelée la religion de la science.

ANNEXE B

Une tribu australienne.

Les extraits suivants sont empruntés aux deux gros volumes de Brough Smith, publiés en 1878, par le gouvernement de Victoria, sur les Aborigènes de cette province. C'est un échantillon de la vie quotidienne d'une tribu sauvage, au second degré environ de l'état social et aussi des sentiments de ses membres. La traduction est généralement textuelle.

« Il est nécessaire qu'une tribu australienne change fréquemment de place dans les limites du territoire qu'elle considère comme à elle, tantôt pour prendre des anguilles dans certains cours d'eau, tantôt pour se rendre sur le lieu de pâture du kangourou, dans la forêt pour avoir du bois convenable afin de se fabriquer des armes, à la côte pour pêcher diverses sortes de poisson, dans les terres pour récolter des fruits, des racines ou de la gomme. Sous la pression de leurs besoins qu'ils satisfont, du reste, avec facilité, leur vie ne manque ni de stimulants ni de plaisir. Lorsque le chef de la tribu, consulté par l'assemblée des anciens, a décidé de camper sur quelque point éloigné, un avis est donné de bon matin à toutes les familles. Ils emportent avec eux ce dont ils peuvent avoir besoin et cachent ce qu'ils laissent dans leur hutte, dans le creux des arbres, dans les buissons ou sous des pierres; ils savent qu'ils les retrouveront au retour. Portant leurs sacs, leurs haillons, leurs ustensiles de ménage et leurs armes, ils

serpentent à travers la forêt par petits groupes, les hommes généralement avec les hommes, les femmes avec les femmes. Le bruit qu'ils font, leur incessant babillage et parfois l'appel à haute voix des hommes, amusent et encouragent tout le monde. Ramassant ce qu'il leur plaît, observant et notant ce dont plus tard ils peuvent avoir besoin, chassant l'opossum, cueillant des fleurs, des bourgeons, récoltant des chenilles ou polissant et perfectionnant avec indolence quelque arme favorite lorsqu'ils font une halte, tous, hommes, femmes et enfants, poursuivent leur excursion agréablement.

Lorsque le soir arrive et qu'on est au lieu où l'on doit camper, le chef, qui tout ce temps a réglé la marche, jette son manteau en peau de kangourou, plante sa lance en terre et de suite se met à ses fonctions. Aussitôt commence l'excitation et le remue-ménage, chacun courant de-ci, de-là, les jeunes gens jetant leur ohé. Le chef, avec calme, inspecte les arbres environnants, choisit l'un des plus gros ayant l'écorce qu'il lui faut, y pratique une entaille pour mettre le pied et, son tomahawk entre les dents, opère gravement son ascension, pratiquant à mesure de nouvelles entailles. Arrivé à la hauteur voulue, il incise l'écorce en travers, redescend, en fait autant en bas, puis sur les côtés longitudinalement et enlève alors une longue bande d'écorce. Chaque père de famille en fait autant, personne ne s'occupant du voisin. Et en un rien de temps le nombre voulu de *lean tos* est construit.

Pendant ce temps, les femmes vont chercher de l'eau et du bois pour les feux, chacun s'employant pour le mieux.

La disposition des *niams* est bien comprise. Les indigènes ne campent pas pêle-mêle, ils y mettent de l'ordre et de la méthode. Si toute la tribu est présente, les habitations sont distribuées par groupes, chacun composé de six niams ou plus. Les niams sont à cinq ou six pas les uns des autres et les différents groupes espacés d'au moins une vingtaine de pas.

Dans l'aménagement des niams, on a soin de séparer les jeunes garçons célibataires des jeunes filles non mariées; il

est défendu aux uns de se mêler aux autres. Les Australiens sont sévères sur ce sujet, mais il arrive que toutes les précautions prises soient vaines, que des communications aient lieu et que des rendez-vous ultérieurs soient donnés.

Dès que les feux sont allumés, tout le gibier qui a été tué dans la journée est étalé et rôti; et une forte odeur de laine roussie et de viande brûlée se répand. Si la tribu a voyagé vite, disons 15 ou 16 milles, et que les hommes aient très faim, la cuisine est rapidement terminée, les femmes et enfants sont prompts à dévorer les racines, tubercules et fruits qu'ils ont recueillis. Lorque le repas est fini, hommes, femmes et enfants se livrent au plaisir ou à de légers travaux. Les vieillards causent gravement, les guerriers et les jeunes gens réparent leurs armes, les femmes bavardent, les moutards se roulent sur le gazon, les moins jeunes se livrent à des exercices divers, les filles et les femmes ramassent la nourriture qu'elles peuvent trouver sur le sol, ou du bois mort.

Chaque niam est sous le contrôle d'un chef de famille. Son rôle est de maintenir l'ordre et de régler les différends qui peuvent s'élever entre son ménage et les ménages voisins. Si quelque individu est jaloux et accuse un autre d'avoir eu des attentions suspectes pour sa femme ou ses filles, le chef de la famille fait son enquête. Les accusés s'excitent, on en vient parfois aux mains et une bataille peut s'en suivre. Dans ce cas le chef de famille est juge et exécutif tout à la fois, il détermine qui a tort et châtie. La dispute, quelque violente qu'elle soit, ne donne lieu à aucune intervention de la part des habitants des niams voisins; ils regardent, chuchotent et parlent, mais, alors même qu'il y a combat avec des armes dangereuses, ne se mêlent de rien. Le contrôle du combat appartient au chef seul et tout ce qu'il fait est bien. Il se tient à côté avec son *Leonile* et son *Malga*, prêt à parer ou à frapper, mais il lui arrive rarement de ne pas rester dans un juste milieu entre une punition légère et cette vengeance légitime que les Européens n'admettent pas assez, lorsqu'ils ont affaire à des disputes ou des crimes.

Partout et en toute occasion, les Australiens ont le plus grand respect pour les personnes âgées. Les vieillards et même les vieilles femmes ont une grande autorité lorsque les tribus sont rassemblées et arrêteront la guerre par leur seule parole, alors que déjà les lances sont en arrêt et les boomerangs levés. Les hommes ont une grande affection les uns pour les autres, ils aiment leurs femmes. Celles-ci leur sont fidèles et mourront sur la tombe de leurs maris. Il serait difficile de trouver dans les races civilisées des exemples plus touchants que ceux souvent relatés chez les Australiens.

On en a assez dit pour établir que les Australiens, dans leurs relations domestiques, dans leurs relations avec des amis, dans leurs rapports avec les étrangers, dans leurs réceptions d'ambassadeurs envoyés par d'autres tribus, dans leurs chagrins, leurs lamentations lorsque leurs parents les quittent, dans leurs fortes affections comme dans leurs haines, sont totalement (*alltogether*) comme nous, lorsque nous sommes naturels et non des êtres posant ou grimaçant, simulant le chagrin sans motif ou la joie sans raison. L'Australien est réellement désespéré lorsqu'il le montre et heureux au delà de toute expression lorsqu'il le paraît. En cela c'est un enfant.

ANNEXE C

Charité privée.

L'extrait suivant d'une lettre que nous recevons exprime en termes si parfaits notre pensée sur le rôle de l'assistance privée vis-à-vis de l'enfance, que nous demandons la permission de le reproduire. Tous les mots portent.

Union française pour le sauvetage de l'enfance,
reconnue d'utilité publique.

Monsieur,

Notre société, fondée seulement depuis 1888, a déjà sauvé plus de 1 500 enfants, qui, abandonnés ou maltraités par des parents

indignes, étaient fatalement voués à la misère et au vice. Nous avons à l'heure actuelle plus de 780 enfants, la plupart en bas âge, que nous nous chargeons d'élever, de moraliser et d'instruire jusqu'à ce qu'ils soient en état de se défendre eux-mêmes. Ces chiffres, si éloquents dans leur simplicité, ne nous donnent-ils pas le droit de dire que notre œuvre est une œuvre de salut public?

E. Jules Simon, président.

ANNEXE D

Fragments d'une Constitution.

La présente annexe, complément des idées développées notamment dans la VI^e^ partie, chapitre v, en résume les conclusions et entre dans des détails que ne comportait pas le texte courant. Il paraîtra singulier à beaucoup que, nous qui ne sommes pas spécialistes en jurisprudence, nous osions exprimer nos vues sur le sujet; mais comme nous l'avons dit, l'anthropologie entendue au sens large est la meilleure préparation à la sociotechnie, appelée par d'autres la politique. Nous n'indiquerons du reste que les points principaux sur lesquels nous nous sommes fait une conviction.

La société, à un premier point de vue, est une association portant sur un nombre considérable d'individus dont les rapports réciproques, les droits et les devoirs sont réglés par les lois issues de la raison et de l'expérience qui conviennent le mieux aux conditions.

D'où la nécessité première d'un corps législatif, le plus indépendant possible, planant au-dessus de toutes les agitations et confectionnant ces lois. Nous le concevons comme il suit.

Corps législatif. — Il se compose de 135 membres, âgés de 35 à 70 ans au plus, désignés pour une période de 15 ans et renouvelables : un tiers par l'Exécutif, un tiers par le Corps des représentants et un tiers par la Cour de cassation, toutes chambres réunies; trois membres étant annuellement nommés ou renouvelés par chacun de ces corps.

Il coordonne, amende, discute et vote en séance publique, à la majorité absolue des suffrages, les lois sociales d'ordre général, dont il est saisi par l'Exécutif. Il appelle et donne la parole dans son sein à tout représentant qu'il juge le plus autorisé dans la spécialité de la loi examinée.

Accessoirement, il juge en dernier ressort les différends surgissant entre les pouvoirs publics, entre les départements ou les communes et l'Exécutif, entre les uns et les autres et les particuliers. Le Conseil d'État, généralement chargé de cette fonction, reste ainsi une chambre exclusivement consultative, dépendant de l'Exécutif.

La société, à un second point de vue, est l'universalité des individus, ayant des intérêts communs réductibles à trois degrés : communaux, départementaux et nationaux, et désignant pour les gérer des délégués des trois sortes, qui, à leur tour, délèguent la partie active de leurs pouvoirs à des exécutifs, en ne conservant que le contrôle et la sanction des actes de ceux-ci : les délégués nationaux et son Exécutif étendant leur action sur le pays entier et par conséquent sur les départements et les communes, les délégués départementaux se limitant aux affaires propres du département et les délégués des communes se limitant aux seules affaires de la commune. La première chose à considérer est donc le mode de nomination de ces délégués. Nous nous arrêtons au suivant. Dans tous les cas, le vote est direct, personnel et obligatoire.

Sont électeurs nationaux, tous individus âgés de 24 ans accomplis, possédant leur attestation d'études primaires, domiciliés dans la circonscription électorale depuis six mois au moins et payant réellement leur taxe personnelle [1].

Sont électeurs départementaux ou communaux les mêmes,

1. Les répartiteurs des contributions indirectes prennent souvent sur eux, en France, de réduire les contributions pour motif d'indigence ou autre et même d'exempter de la taxe personnelle. Nous ne pouvons l'accepter. Ils n'ont qu'à appliquer la loi et non à faire œuvre de sentiment. Cela ne regarde que les bureaux de bienfaisance; c'est une charité déguisée étrangère à leur fonction. La taxe personnelle notamment doit être réellement payée.

mais ayant leur domicile réel dans le département ou la commune depuis dix-huit mois au moins, et y payant une contribution directe de 10 francs au moins, outre leur taxe personnelle; ou y ayant pris leur domicile électoral et y payant 100 francs de contributions directes au moins.

Sont éligibles pour la commune, le département ou le pays total les électeurs de la catégorie correspondante, mais âgés de 30 ans au moins.

Nous avons insisté suffisamment sur les pouvoirs communaux et départementaux, sur l'exécutif des deux personnifié par le président de leurs conseils et sur la nécessité pratique qui, contrairement à la règle de la séparation et de la spécialisation des pouvoirs, oblige à cumuler sur la tête de ce président, les pouvoirs que l'Exécutif national est tenu d'exercer dans la commune et le département. Nous nous en tiendrons au Corps des délégués nationaux ou représentants et à son Exécutif.

Corps des représentants. — Deux principes d'abord : 1° ses membres représentent le pays entier et non une circonscription quelconque. Tous devraient donc être nommés par tous au scrutin de liste. C'est impossible. L'essentiel est d'effacer les distinctions d'arrondissement et de département et pour cela de réunir plusieurs départements, lorsque l'excès de la population ne s'y oppose pas et ainsi créer des circonscriptions nouvelles; 2° on travaille d'autant moins que la responsabilité est plus partagée, il faut donc réduire le nombre des représentants. Voici comment nous comprendrions les choses.

250 représentants environ, âgés de 30 ans au moins, nommés pour six ans, renouvelables par tiers, de façon que tous les deux ans chaque circonscription ait un représentant au moins à élire.

Attributions : la surveillance et le contrôle des actes de l'Exécutif. Le vote du budget préparé et présenté par ce dernier, par chapitres, avec droit d'amendement dans les conditions que nous dirons. Le vote séparé de toute loi fiscale, c'est-à-dire de toute loi ou partie de loi impliquant une aug-

mentation, diminution ou répartition nouvelle des recettes ou dépenses, à plus forte raison un emprunt. La ratification de tout contrat, de tout traité de paix avec l'étranger. L'approbation ou désapprobation de tout impôt, de toute dépense, de tout emprunt ayant un caractère extraordinaire de la part du département ou de la commune. La consécration en dernier ressort de toute loi, votée par le Corps législatif avec droit d'amendement dans les conditions que nous dirons.

Corps exécutif. — Il se compose de ministres responsables devant le Corps des représentants, chacun pour sa spécialité [1], présidés par l'un d'eux qui déclare la solidarité de tous lorsqu'il le juge indispensable. Plus haut est un président irresponsable des actes du cabinet, bien qu'il les signe, mais responsable de ses actes propres.

Attributions : il remplit les fonctions obligatoires et facultatives que nous avons décrites, est contrôlé par le Corps des représentants, a l'initiative des lois qu'il juge nécessaires et prépare celles que lui demande l'une ou l'autre Chambre. Il prépare de même le budget. Il est l'intermédiaire entre les conseils communaux, les conseils départementaux, le Corps des représentants et le Corps législatif.

Nous ajouterons quelques mots sur le mécanisme des rapports réciproques de ces trois grands pouvoirs et sur leur fonctionnement :

1° Une loi d'ordre général, votée par le Législatif, arrive au Corps des représentants. Celui-ci l'accepte dans son ensemble ou dans certains de ses chapitres à la majorité absolue, la refuse dans son ensemble ou dans certains de ses chapitres à la majorité des deux tiers (ce qui n'est pas ainsi

1. Rien de plus déplorable que ces démissions forcées d'un ministre de la guerre, des finances ou des affaires étrangères, parce que l'Intérieur ou la Justice aura commis des actes qu'une majorité de parti ou d'occasion n'approuve pas. Il y a des arguments en faveur de la solidarité ministérielle, d'ordre politique, mais il y en a contre. Les trois ministères ci-dessus, pour le moins, exigent de l'apprentissage et de l'esprit de suite. L'instabilité ministérielle est une objection au système républicain à laquelle il faut remédier.

rejeté étant accepté), ou l'amende; l'amendement ayant été présenté par 10 pour 100 de la Chambre, avant la discussion, afin que l'Exécutif ait le temps de l'examiner et d'y répondre, et devant être voté à la majorité absolue des suffrages si l'Exécutif l'approuve, à la majorité des deux tiers s'il le désapprouve. La loi partiellement rejetée ou amendée revient au Corps législatif qui la reprend et la vote à son gré. Elle retourne une seconde fois devant le Corps des représentants qui l'accepte, la refuse ou l'amende comme précédemment et la renvoie au besoin à nouveau devant le Corps législatif, d'où elle ne peut revenir que devant le Corps des représentants ayant subi le renouvellement de son premier tiers sortant. Cette troisième fois le Corps des représentants vote sans discussion, ne peut introduire des amendements nouveaux et décide en dernier ressort à la majorité absolue cette fois. L'Exécutif alors promulgue la loi.

2° En ce qui concerne le budget et les lois fiscales qui ne regardent que le Corps des représentants d'accord avec l'Exécutif, l'acceptation ou le refus a lieu à la majorité absolue des suffrages. Les représentants ont dans les deux cas le droit d'amendement, à la condition que l'amendement, signé par 10 pour 100 des membres, soit au préalable communiqué à l'Exécutif. En cas de budget non voté en temps utile, quels qu'en soient les motifs, les recettes et dépenses ordinaires ou réglementaires de l'année précédente restent exécutoires.

Le budget et les lois fiscales votés par le Corps des représentants devront être approuvés et pourront être rejetés et amendés par le Corps législatif, dans les mêmes conditions que les lois générales de tout à l'heure par le Corps des représentants, sauf qu'au deuxième retour celui-ci les votera définitivement à son gré à la majorité absolue.

3° L'Exécutif seul a la préparation des lois. Toutefois l'une et l'autre Chambre ont le droit de transmettre des vœux à l'Exécutif qui devra s'en inspirer et présenter sous la forme qu'il jugera à propos le projet qui y répond, à celle des deux Chambres qu'il concerne. De cette façon les deux Chambres

partagent avec l'Exécutif l'initiative des lois, mais ce dernier seul en a la rédaction, en première instance en quelque sorte. Les deux Chambres sont la pensée, l'Exécutif reste l'exécutif.

4° Le Corps des représentants a seul le droit d'interpellation et d'ordre du jour motivé.

5° L'Exécutif ne saurait se considérer comme mis en échec par la majorité des représentants que si les trois quarts de ses membres au moins ont pris part au vote.

6° Dans l'une ou l'autre Chambre, il est interdit de voter pour un absent, tout bulletin de vote doit être déposé par soi-même.

7° Dans le cas où l'Exécutif jugerait à propos de résister, il peut, de sa propre volonté, avancer le renouvellement du premier tiers sortant du Corps des représentants et, avec l'autorisation du Législatif, dissoudre le second et même le troisième tiers. C'est un droit de dissolution réglementé.

Nous formulerons rapidement quelques autres idées.

Neutralité absolue de l'État en matière de religion; séparation des Églises et de l'État à la condition que les premières ne sortent jamais de leurs attributions; libertés égales pour tous, associations comme individus, mais répression égale.

Juges de paix nommés par l'Exécutif, avec l'approbation du Corps judiciaire, déplaçables à volonté par lui, et révocables par lui encore mais avec l'agrément du Corps judiciaire. Conseils de préfecture, simple conseil consultatif et simple bureau de réclamation, etc.

ANNEXE E

Critique de la doctrine du « Monist ».

Deux mots seulement sur les points fondamentaux de cette doctrine exposée dans l'annexe A.

Mon but, que l'on a dû comprendre dès le début de ce tra

vail, était, tout en faisant œuvre d'anthropologiste, de montrer que, dans la nature, dans l'individu et dans la société, rien ne se prête à deux des conceptions de M. Paul Carus et particulièrement à celle de l'âme immortelle et qu'en tout cas elles ne conduisent à aucune application à la conduite morale.

1° Sur sa conception du monde, nous n'avons rien à dire. Il accepte sans réserve toutes les données acquises de la science, les mêmes que nous avons résumées.

2° Sa conception nomothéiste et enthéiste est fort belle, mais elle se réduit à ceci : En ce qui concerne l'univers, Dieu est l'ensemble des lois qui le régissent; en ce qui concerne l'individu, Dieu est l'ensemble des impulsions qui le poussent dans la voie la plus avantageuse que lui dicte son organisation; cet ensemble sollicite l'individu à rechercher le bien et à éviter le mal dans les conditions où il se trouve, par conséquent à comprendre le bien et le mal tels que les nécessités sociales l'exigent, tels que la société les entend. C'est fort bien, mais ce Dieu ne peut être adoré ni prié, il ne changera rien à ses lois qui sont lui-même. L'individu se dit : je ne dois pas désobéir à mon organisme, si je lui désobéis j'en serai puni. Mais les lois de l'organisme ne sont pas celles de la société; pour obéir à celles-ci il faut parfois désobéir aux premières. Le bien social et le bien individuel ne sont pas en toutes circonstances les mêmes, c'est l'écueil de la doctrine de Bentham. L'enthéisme ou Dieu-en-soi, forme ou application particulière du nomothéisme ou Dieu-loi de P. Carus, ne saurait donc nous fournir le criterium de la conduite à suivre en société. Il n'est qu'une vérité physiologique relative à l'individu incluse dans une vérité générale d'ordre cosmique.

3° L'âme dont M. Carus admet l'immortalité est tout autre. Elle n'est ni dans l'esprit ni dans le corps des individus, elle est extérieure à eux, quoique dans chacun d'eux elle se manifeste sous la forme d'idées semblables. Pour nous, l'âme est inséparable du corps. Notre Moi et notre âme ne font qu'un. Le Moi n'existe pas encore dans le sein de notre mère, il naît avec nos premières impressions indépendamment des

prédispositions ou des réalités qu'il reçoit de ses ancêtres. De ces impressions jaillissent des idées qui, emmagasinées dans sa mémoire, lui donnent la notion de sa continuité pendant la vie de l'individu. Ces idées sont les mêmes que celles de ses ancêtres parce que ce sont les mêmes faits, objets ou phénomènes qui les suscitent, qu'il n'y a pas deux manières d'être touché par eux : par la couleur par exemple. Une glace au devant de laquelle on mettra l'un de ces objets reflétera toujours la même image. On ne prétendra pas que les séries d'images de ce même objet se produisant hier, demain, s'étant produites il y a dix et vingt ans et se répétant dix et vingt ans plus tard sont une âme se continuant indépendamment de la glace. Si la glace vient à se casser et que, en prenant une, dix, cent autres, on obtienne la même image, on ne dira pas de celle-ci qu'elle a survécu à la glace et est immortelle. La façon de M. Carus de concevoir l'âme humaine, indépendamment du Moi, n'est autre que cela. C'est la doctrine de Platon combattue par Aristote. Les idées sont éternelles, disait-il, sont antérieures à l'individu et ne s'éteignent pas avec lui, même s'il ne laisse pas de postérité. Tout cela est de la métaphysique et la seule chose à en retenir c'est qu'elle ne peut avoir aucune action sur la conduite individuelle en société et est par conséquent sans utilité.

ANNEXE F

Concordances et discordances.

On sait comment j'ai été amené à écrire la série des chapitres du *Monist*, devenue ce livre. Je tenais par-dessus tout à rester anthropologiste, à ne me guider que sur les faits et à ne me laisser influencer par aucune opinion étrangère. Je rédigeai donc ma copie, autant que possible, *currente calamo*. Toutefois, après son envoi, je ne pus résister au désir de connaître ceux des ouvrages traitant des mêmes questions, que

j'ignorais. De là mes notes ajoutées çà et là dans cette édition française et quelques développements de plus, mais sans changement dans les idées que rien ne m'a poussé à modifier.

Je constatai d'abord que bien des idées que je croyais m'appartenir avaient déjà été exposées, parfois avec une lucidité que j'aurais désiré atteindre. Ce qui me confirma dans ma proposition ancienne qu'on n'est que le reflet du milieu dans lequel on vit et que prétendre à l'originalité est le plus souvent faire acte de naïveté et d'ignorance. Cet accord avec des savants que je vénère, parmi lesquels je mets en première ligne Huxley [1] et Spencer, ne pouvait du reste que m'être agréable.

Mais à côté je rencontrai des dissidences, les unes provenant d'une interprétation à mon avis erronée des faits ou de systèmes philosophiques antérieurs à leur examen, les autres ne portant que sur les conséquences à tirer, de vérités que

1. Je m'aperçois que la note sur Huxley de mon article de Chicago a été oubliée page 430. Je la reproduis ici.

« L'article du Prof. Dewey dans le *Monist* d'avril 1898 et celui du Dr P. Carus dans le *Monist* d'avril 1894 sur *L'Évolution et l'Éthique* par le regretté Professeur Huxley, a appelé mon attention sur le vol. IX des *Collected essays* de cet auteur. J'ai été frappé de l'identité de mes conclusions avec celles de Huxley publiées en 1888, 1893 et 1894. Je ne m'en étonne pas. Procédant suivant les mêmes méthodes, avec les mêmes faits et dans le même esprit, nous devions fatalement arriver aux mêmes résultats. Voici quelques-unes de ses propositions.

« Le progrès social signifie l'enrayement (*a checking*) à chaque pas du processus cosmique et son remplacement par un autre qu'on peut appeler le processus éthique. » La science de l'éthique ou morale est celle de la meilleure conduite à tenir par l'individu en société. Le bien moral est ce qui répond le mieux au bien général de la communauté, toutes choses égales. « Le progrès social s'effectue non par l'affirmation de soi, *self-assertion* (mon « expansion de la vie », « la vie la plus ample » de Guyau), mais par la restriction de soi, *self-contraint*, et la discipline de soi. L'intelligence qui du frère du loup a fait le fidèle gardien du troupeau, doit être capable de tenir en laisse les instincts du sauvage chez l'homme civilisé (*curbing the instincts*).

Huxley n'indique pas formellement le procédé éthique que j'ai développé, savoir le modelage du Moi acquis et inconscient nécessaire en société, mais il découle implicitement de ses nombreux passages sur les habitudes, les actions réflexes, l'hérédité, l'adaptation, etc. »

j'admets aussi et sur leurs applications à la conduite individuelle ou sociale.

En ce qui concerne les dernières je ne citerai qu'un nom, celui de L. Gumplowicz, professeur à l'Université de Gratz, en Autriche, et auteur entre autres de deux ouvrages : *La lutte des races* et le *Précis de sociologie*, tous deux traduits en français. Voici d'abord quelques extraits de son *Précis* en accord parfait avec ce que j'ai développé.

« Dans l'État, chaque cercle social (ou groupe) tend à faire reconnaître en droit les positions qu'il a acquises par rapport aux autres cercles sociaux. Mais chaque droit obtenu devient le point d'appui d'un nouvel effort, car de l'éternelle croissance de tous les besoins humains il résulte que jamais un cercle social ne se déclare satisfait de ce qui lui est échu, mais que toujours il cherche à déplacer sa situation par rapport aux autres groupes sociaux dans le sens d'un agrandissement de puissance et d'une acquisition de moyens de satisfaire de nouveaux besoins » (p. 247).

« Chaque cercle social est un tout, une collectivité unie en elle-même; vis-à-vis des autres cercles il ne songe exclusivement qu'à ce qui peut lui être avantageux, il ne se laisse guider que par l'intérêt. » « Un cercle social procède à l'égard d'un autre avec la même logique impitoyable qu'une horde à l'égard d'une autre horde, qu'un État vis-à-vis d'un autre État » (p. 247).

« Les individus sont seuls à pouvoir tenir compte des exigences de l'éthique... Il ne peut être question de conscience (j'ai dit de système nerveux) que chez l'individu; les collectivités sociales n'ont pas de conscience. Tout moyen leur est bon pourvu qu'il mène au but. Toutes les sociétés ont conservé à cet égard le caractère des hordes sauvages et ceci s'applique aussi bien à la lutte sociale dans l'État qu'à la lutte des États entre eux. Cherchez la loyauté, la vérité et la conscience dans les relations entre les États les plus civilisés du monde. Mensonge et duplicité, déloyauté et trahison, voilà ce qu'on lit à chaque page de leur histoire » (p. 251).

« Les États se comportent donc les uns vis-à-vis des autres comme les hordes de sauvages; ils ne suivent que d'aveugles lois naturelles; ils ne sont retenus par aucune loi morale, par aucun devoir moral; ils ne le sont que par la crainte qu'inspire le plus fort; et le plus fort ne connaît ni droit, ni loi, ni traité, ni alliance quand il peut espérer servir utilement sa cause, ses intérêts. Voilà ce qui est sans doute universellement admis » (p. 252).

« Le droit n'est le produit ni de l'individu ni de sa nature et de sa constitution. Il n'est pas non plus le produit du peuple ou d'une volonté collective ou d'un esprit du peuple.... Le droit est une création sociale, une forme de vie en commun produite par la rencontre de groupes sociaux, hétérogènes et inégaux en puissance » (p. 310).

« Croire que l'homme soit un être libre c'est pure illusion, croire qu'il soit un être raisonnable c'est une illusion bien plus grande. Si raisonnable veut dire ne se guidant dans ses actes que par la raison et non par des instincts aveugles il est absolument impossible de soutenir que l'homme, en tant que genre, soit raisonnable » (p. 314).

« La liberté et l'égalité rêvées sont incompatibles avec l'État, elles en sont même la négation. L'homme, ici-bas, n'a le choix qu'entre l'État avec sa non-liberté et son inégalité nécessaire, et l'anarchie » (p. 314).

« Aujourd'hui, comme à l'époque de Platon, c'est l'État, l'État seul qui peut être l'étalon de justice.... Ce que l'État est obligé de faire voilà ce qui est juste » (p. 316).

Dans tout cela je ne relève qu'une erreur. Il y a un droit individuel, physiologique, dépendant du droit de vivre que chaque homme, ou animal, apporte en naissant et que l'on peut qualifier de droit naturel. Mais il n'existe que par rapport à l'individu et n'a d'autre sanction que la conformité, se produisant ou non, des effets aux actes. La notion de justice individuelle en découle. De même, si l'on considère la personnalité sociale, y a-t-il par rapport à cette personnalité, un droit social, celui de promulguer les lois nécessaires à son

existence: Quant aux droits non plus organiques de l'individu isolé, mais de l'individu vivant en société, il n'y a en effet que ceux que cette société lui laisse.

Mais où sont les divergences d'ensemble entre nous, c'est dans l'esprit général, les tendances pratiques, les conséquences relativement à la conduite. La doctrine de Gumplowicz est celle des nations que j'ai appelées égoïstes, qui ne voient d'autres correctifs à la réalité que la religion pour les masses. C'est le développement de la fameuse phrase attribuée à Bismarck : « La force prime le droit ». Il n'y aurait pas d'autre base possible aux relations des États entre eux, comme des classes, des groupes et des individus dans leur sein.

Je relève d'autre points : Pour Gumplowicz le progrès continu n'existe pas, il n'y a que des développements cyclaires. Une nation arrivée à son apogée doit décliner. Les individus pensent et agissent en conformité avec le milieu social dans lequel ils vivent. (Ceci est juste.) Ils ne changent pas, ils ne sont pas perfectibles, la technique sociale ne peut rien sur eux; iis doivent se résigner; la vie, du reste, n'a pas de valeur. C'est la thèse allemande de la désespérance. Nous ne l'acceptons pas. Nous croyons, comme on l'a vu, au progrès par la main de l'homme, agissant sur sa propre espèce, comme il fait quotidiennement sur les espèces végétales et animales. Le travail sera long et difficile, voilà tout ce que je concède.

Parmi les idées qui me sont personnelles dans cet ouvrage et que je n'ai trouvées jusqu'à présent en aucun endroit, deux surtout me viennent à la mémoire :

1° La formation et l'évolution du Moi dans la série animale jusqu'à l'homme;

2° Le progrès social, c'est-à-dire l'acheminement vers la meilleure adaptation aux conditions, que j'attribue essentiellement à la capitalisation des produits successifs des individus, de génération en génération, et à l'activité de ces individus mettant en valeur ce capital.

